RÉFORMER L'ONU ?

YVAN MORIN

Une géopolitique d'autant apte à s'humaniser qu'à se référer et s'ajuster à sa géophysique, dont le cas de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise

Fondation littéraire Fleur de Lys

YVAN MORIN

Réformer l'ONU ?

Une géopolitique d'autant apte à s'humaniser
qu'à se référer et s'ajuster à sa géophysique,
dont le cas de la géopolitique constitutionnelle
canadienne et québécoise

ESSAI DE GÉOPOLITIQUE

Fondation littéraire Fleur de Lys

Yvan Morin
Réformer l'ONU ?
Une géopolitique d'autant apte à s'humaniser qu'à se référer et s'ajuster à sa géophysique, dont le cas de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise
Fondation littéraire Fleur de Lys,
Lévis, Québec, 2026, 394 pages.
https://yvan-morin.com/

Édité par la Fondation littéraire Fleur de Lys, organisme sans but lucratif,
éditeur libraire québécois en ligne sur Internet.

Adresse électronique : contact@manuscritdepot.com

Site Internet : www.manuscritdepot.com

© Tous droits réservés. Toute reproduction de ce livre, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur. Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque moyen que ce soit, tant électronique que mécanique, et en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Disponible en version numérique et livre web

ISBN 978-2-89612-673-6

© Copyright 2026 Yvan Morin

Dépôt légal – 3ème trimestre 2026

Bibliothèque et archives nationales du Québec
Bibliothèque et archives Canada

Ce document est disponible sur le site web : https://yvan-morin.com/

Imprimé sous format numérique et web au Québec.

TABLE DES MATIÈRES

Page des droits d'auteur 3
TABLE DES MATIÈRES 4
INTRODUCTION 7
PROPOSITION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU : UN CONSEIL INDÉPENDANT DE SON CONSEIL PERMANENT DE SÉCURITÉ POUR DEVENIR ELLE-MÊME AUTONOME 10
S'Y MESURER À SA FANTAISIE JUSQU'EN SES AFFECTIONS PAR DES DOUBLES ACTIONS SPÉCIFIQUES UNIVERSALISABLES 13
1) De l'écart géopoliticoéconomique de puissance à la fantaisie cruelle 15
— Problématique genèse structurale inhérente à une géopolitique métamorphique sise sur une telle fantaisie protéiforme 22
— Écueil de la prévention politique sombrant en politique préventive 36
2) Raison onusienne s'éveillant de la fantaisie : des doubles actions sensées .. 51
3) Problème majeur : guerre idéologique étatsunienne faite à l'ONU 59
4) Coopérer sous l'égide de l'ONU en vue de stabiliser le monde ? 79
5) Pouvoir se fier exige que la foi se mesure à la confiance mutuelle 95
6) L'humain face à la raison cynique : de la crise idéologique à la critique 112
PROBLÉMATIQUE CRITÉRIANT LE CHOIX DE SES REPRÉSENTANTS SELON DE TELLES DOUBLES ACTIONS 119
1) Représentant issu des Amériques 119

2) Représentant issu de l'Europe 142
3) Représentant issu de l'Asie 160
4) Représentant issu de l'Afrique 175
5) Représentant issu de l'Océanie et Représentant issu des peuples autochtones 183
— L'interface entre peuples de la Terre, physique et physiologie 185
LISTE D'AUTRES DOUBLES ACTIONS POSSIBLES 189
1) Alliances onusiennes heuristiquement fécondes 189
2) Créer des forums de dialogue propice à la temporisation selon un imaginaire politique onusien 193
3) Prendre le leadership des puissances moyennes et faire que la hiérophanie s'aperçoive prévaloir de sous toute hiérarchie 196
4) Action autoréflexive majeure : existe-t-il des États-nations au XXIe siècle et que peut donc être l'ONU ? 197
5) Reconnaître la diversité sociale dès les familles jusqu'en les États : prototype d'une action sociohistoriquement mieux éveillée et enrichie 199
6) Que l'ONU travaille ses méthodes de travail pour magnifier le développement humain en le CI en regard de paix et sécurité au CPS 226
7) Dossier : Géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise 231
— Devenirs constitutionnels canadien et québécois 234
— Conseil constitutionnel du Québec : problématique et recommandations 252
— Faits assurant la pertinence des droits 253
— Première recommandation : de la pseudo-symétrie à la biasymétrie ... 256
Corollaire #1 : De faits statistiquement assainis aux droits 258
Corollaire #2 : droits et libertés individuels ET sociaux : 1982 ET 1867 ... 258
Corollaire #3 : Culture et identité canadiennes sans les Canadas ? 259
Seconde recommandation : Conseil constitutionnel fait Sénat à trois axes 266
Corollaire #1 : Consultation parlementaire, de juridique à sociale 268
— Le principe de l'égalité femme et homme : deux trames sociales 269

a) Femme et avortement, sociodémographie, matricentrisme autochtone 269

b) Lutte culturelle d'autant sociohistorique que s'intégrant plutôt que se laminant en ethnoraciale au ressort de la nation 279

— Interfaces culturelles différenciatrices et intégratrices à aménager .. 295

1) Le sens de la culture : de sociale à artistique avant que l'inverse 295

2) Hiatus canadien et intégration québécoise entre culture et langue 296

3) Cerner ce double hiatus socioculturel et constitutionnel de 1982 ... 298

4) Reconquête québécoise sociale et scolaire de ses culture et langue 304

Corollaire #2 : Ouverture à la société civile dès le sexe et la langue pour rétablir et assainir un droit civiliste distinct de la « common law » 317

— Constitutionnaliser selon comment et de qui la société civile se constitue 323

Appel au droit onusien à l'autodétermination des peuples 325

Rappel historicisant du lien social en tout individu jusqu'en ses droits 344

La culture, de sociale à politique, fait que se constituer est se constitutionnaliser : Examen critique de l'enjeu du Livre bleu du PQ 348

CONCLUSION 379

Au sujet de l'auteur – Yvan Morin 386

Du même auteur 387

Édition écologique 392

Achevé d'imprimer 393

INTRODUCTION

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé le 11 mars 2025 une réforme de l'ONU pour les prochaines 80 années. L'initiative ONU80 a créé un groupe de travail. Réduire les coûts, réviser les mandats et refondre les structures par la fusion d'agences en quatre départements principaux (paix et sécurité, affaires humanitaires, développement durable et droits humains –encore dits droits de l'homme–) sont à l'ordre du jour. Des États ne versent pas complètement et à temps leurs contributions (dont les États-Unis avec 4 milliards en suspens, soit 90% des arriérés du budget ordinaire de l'ONU) ou réduisent leur support (dont les États-Unis réduisant leur engagement pour l'aide humanitaire de 11 à 2,7 milliards, mais restant le principal donateur), ce qui accentue d'autant l'exigence de gains d'efficacité et d'optimisation des ressources. Les États-Unis, à eux seuls, forcent une telle réforme, en plus de tendre à conditionner les fins auxquelles allouer les moyens financiers rendus disponibles. La crise des liquidités, les déficits croissants font leur œuvre. Le budget de l'année 2026 adopté par l'Assemblée générale est en baisse de plus de 7 %. La gestion conditionne paix-sécurité et développement humain. Des plaies lancinantes perdurent, dont l'Afrique spoliée par des injustices structurelles politiques amplifiées par l'architecture financière mondiale actuelle (prêts bancaires, etc.) et son absence de siège au Conseil de Sécurité (Guterres y privilégie le Nigeria). Le partenariat ONU-UA (Union Africaine) reste une priorité.

Le problème est-il suffisamment bien identifié ? Suffit-il d'appeler incessamment à une réforme du Conseil de Sécurité, si sans l'étendre au Conseil Permanent de Sécurité (CPS) en son cœur qui contribue si régulièrement à invalider les actions de l'ONU, autant de l'intérieur, par simple veto de l'un ou l'autre des cinq États le constituant, que de l'extérieur par des impérialismes

(étatsunien, chinois et russe) devenus débridés à l'échelle planétaire ? Comment ne serait-ce que se mesurer au tabou empêchant même d'en parler ? Sans mieux cerner et identifier le principal problème de ce qui invalide et empêche l'ONU d'être mieux fonctionnelle, quelle peut être la véritable portée de la réforme envisagée ?

Le présent livre cherche à concrétiser une voie déjà signalée par une historienne et spécialiste des Nations Unies : « nous n'avons pas encore vu des pays franchir cette étape et s'engager réellement à réformer l'ONU. Il existe une campagne, en cours, autour de l'article 109 de la charte de l'ONU, qui prévoit la tenue, tous les dix ans, d'une conférence de révision de la charte. Or cela n'a jamais eu lieu depuis 1945. » « J'aimerais voir davantage de pouvoir confié à l'Assemblée générale plutôt qu'au Conseil de sécurité. »[1] Puis-je ajouter : confié à l'Assemblée générale en priorité plutôt qu'à son CPS, si pour pouvoir s'étendre vraiment au Conseil de sécurité plus large. Depuis l'Assemblée générale, l'ONU a le mieux manifesté son dynamisme politique, car constituant le meilleur baromètre de la communauté internationale sur n'importe quelle question… si ne se faisant pas plomber par son CPS. Le Sud global y est plus nombreux et en tension avec ledit Occident, non seulement avec les préoccupations européennes face à l'Ukraine sur lesquelles il n'a pas voulu se prononcer, mais au premier chef avec les États-Unis où sa Charte a pourtant été signée en 1945. Le logo du Conseil de la paix à Gaza de Donald Trump fait figurer les États-Unis au cœur de l'Amérique du Nord alors placée au centre du monde et y ramène tout à l'hyperindividualisme étatsunien s'exacerbant en son propre ego. Le logo onusien, déjà centré sur le pôle Nord et en projection azimutale équidistante, s'y déforme et réifie, voire inspire les platistes. Comment l'humain, individu d'emblée social, peut-il instaurer un dialogue entre sa part sociale, si manifeste par son assemblée onusienne, et sa part individuelle qui, si elle ne s'y ouvre, ramène tout à sa seule fantaisie ? Comment ce développement humain s'inscrit-il en la paix mondialement promue censée le favoriser, selon les principales missions de l'ONU ?

En vue de cerner ce qui me semble être ce principal problème en même temps qu'instaurer une approche pour l'aborder et le solutionner, je propose à l'Assemblée générale de l'ONU de créer un Conseil Indépendant (CI) de son CPS et d'en rendre ainsi sa géopolitique d'autant autonome qu'apte à se référer et s'ajuster à sa géophysique pouvant en être internationalement commune, puis de se mesurer à sa fantaisie pour bien cerner les critères menant à choisir ses

[1] Interview de France 24 auprès d'Alanna O'Malley suite à l'article de Paul Millar, *https://www.france24.com › fr › amériques,* Le Conseil de la paix, "reflet de l'ego de Trump", vise-t-il à remplacer l'ONU ? 19/02/2026.

représentants pour le constituer, selon des doubles actions (spécifiques et universelles) à cibler, et enfin, de lister des exemples d'autres telles doubles actions. S'y inscrit le cas de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise.

PROPOSITION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU : UN CONSEIL INDÉPENDANT DE SON CONSEIL PERMANENT DE SÉCURITÉ POUR DEVENIR ELLE-MÊME AUTONOME

Proposition à l'Assemblée générale de l'ONU :

Que l'Assemblée générale de l'ONU se déclare avoir priorité sur son Conseil Permanent de Sécurité (CPS) et qu'elle se dote d'un Conseil Indépendant (CI) de ce CPS dans les meilleures limites possibles comme d'où, à la fois, travailler à mieux l'intégrer au fonctionnement du Comité de Sécurité (CS) plus large et l'en faire contribuer à l'instauration de sa propre géopolitique autonome d'autant mondialement commune qu'apte à se référer et s'ajuster à sa géophysique

Ce Conseil Indépendant doit pouvoir articuler et intégrer diverses informations issues de diverses organisations onusiennes en vue de conseiller l'Assemblée générale.

Il doit ainsi remplir son mandat qui est de donner la meilleure version possible des propositions faites à l'Assemblée générale de l'ONU en vue d'agir de la façon la plus démocratique possible et selon les limites de ses moyens propres autant sur des actions internationalement en cours les plus problématiques que d'abord sur le langage même par lequel pouvoir en parler et devant être sis sur la géophysique explicitement mise de l'avant comme tronc commun référentiel sous-jacent à la géopolitique.

Bref, il doit faire que toute formulation géopolitique ne biaise pas de façon partielle et partiale et s'ajuste plutôt à sa sous-jacente formulation géophysique pouvant être plus référentiellement commune. Conséquence immédiate : toute information ne peut être top-down qu'incessamment contextualisée bottom-up pour s'y valider en temps réel et mène à une double action correspondante s'instaurant selon un processus d'autant propice à sa démocratisation que sa géopolitique s'ancre en sa géophysique.

À terme, le CPS serait appelé à ne plus jouer qu'un rôle toujours plus relativisé et, ultimement, à être abandonné sous sa forme actuelle, car exigeant d'être profondément renouvelée et de mieux circonscrire sa capacité autrement indue de tant noyauter que contrer les décisions de l'ONU et de l'en paralyser autant à l'interne qu'à l'externe, du fait des actions impérialistes de trois de ses États membres (États-Unis, Russie et Chine) à l'échelle mondiale.

Il faut bien noter que les impérialismes britannique et français ont été déclassés et largement accaparés par l'impérialisme étatsunien depuis la Deuxième Guerre mondiale. Pour y faire face, le Royaume-Uni, malgré son Brexit, et la France se solidarisent davantage avec l'Europe, d'ailleurs aussi aux prises avec les deux autres impérialismes, par la pression militaire russe en Ukraine et la pression économique chinoise. La dynamique transatlantique de l'Euroaméricain moderne, depuis la Renaissance, avait colonisé la planète entière et culminé en l'hégémonique Empire britannique, mais n'est marquée par l'impérialisme étatsunien l'ayant déclassé et n'ayant pris sa relève qu'en s'étant depuis lors doublé des deux autres impérialismes majeurs, à savoir russe et chinois, à l'échelle panplanétaire, sans parler d'impérialismes plus régionaux.

Il est crucial de s'apercevoir que si l'ONU et son CPS ont coémergé au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU ne peut devenir autonome qu'en se mesurant à son CPS qui l'invalide autant de l'intérieur que de l'extérieur, au gré des impérialismes panplanétairement pervasifs et *a fortiori* de leur capacité à biaiser de façon partielle et partiale le langage au ressort de la formulation des problèmes à aborder à l'échelle mondiale.

À terme, serait conjointement à instaurer une véritable monnaie d'emblée internationale, en l'occurrence onusienne, donc non soumise à une hégémonie indue de la monnaie d'un pays, comme depuis Bretton Woods, ou à un ensemble concurrent de monnaies s'en détachant, depuis le XXIe siècle. Se constituerait le coup d'envoi d'une révision générale des institutions mondiales au fur et à mesure que s'instaurerait leur interrelation en une nouvelle dynamique d'ensemble. Ce tiers système monétaire n'étant plus international qu'onusien se contextualiserait

d'emblée dans le système institutionnel mondial qui, certes, déborde l'ONU, mais dont l'ONU cherche à améliorer le développement selon ses grandes missions d'ensemble : améliorer le développement humain et lui créer les conditions les plus propices par la paix mondiale.

S'Y MESURER À SA FANTAISIE JUSQU'EN SES AFFECTIONS PAR DES DOUBLES ACTIONS SPÉCIFIQUES UNIVERSALISABLES

Par-delà l'éphémère Société des Nations issue de la 1re Guerre Mondiale, l'ONU naît de la 2e Guerre Mondiale et perdure au gré d'une vie internationale interétatisée acceptant d'y autonomiser une fraction géopoliticoéconomique d'elle-même et favoriser un processus décisionnel-opérationnel d'ensemble rendant mieux possible ses principales missions : la quête de paix et de sécurité, même si noyautée par son CPS, mais aussi le développement humain d'autant appelé à s'intégrer l'humanitaire, le développement durable et les droits humains que mieux mis en œuvre si l'Assemblée générale se dote à cette fin d'un Conseil Indépendant (CI) de son CPS. Le développement humain se conquiert sur son devenir inhumain (jusqu'aux crimes contre l'humanité) qui tend(ent) à s'accentuer au XXIe siècle au gré des tensions interimpérialistes par lesquelles des membres de ce CPS minent l'ONU à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. L'humain, jamais individuel que d'emblée aussi social, advient si laborieusement à sa propre conscience qu'il ne parvient plus à se sentir qu'en étant toujours plus médiatisé et investi dans les affections de sa fantaisie (désirant ce dont jouir et craignant ce qui afflige et endolorit) au ressort d'une image de soi qui est d'emblée en interface avec le réel mais plus ou moins consciente, selon qu'il s'en éveille et émerge tant à sa raison que s'en rend apte à s'assainir en toute idéation jusqu'en sa logique ou, tout à l'inverse, tant y sombre et s'y enlise qu'enraie jusqu'à sa raison se figeant idéologiquement pour renforcer quelque hégémonie, *a fortiori* impérialisme. Un cercle mène de la domination entre deux termes et de l'un à l'autre, par la

marxienne lutte des classes dont tirer un utopique renversement, à l'innovante notion gramscienne d'hégémonie entre plus de deux termes. Cette relative et non plus absolue prédominance reflue néanmoins par moindre relativité et tend à se renverser et durcir en restaurant une domination plus unilatérale et en cherchant à s'étendre par impérialisme, mais en tension interimpérialiste selon quelle hiérarchisation s'instaure et se met à prévaloir jusqu'en les moindres puissances à risque de s'y trouver encarcanées bien malgré elles.

Cette tension géopolitique surgit de l'incessante double émergence de la conscience, d'immédiate en situation à autobiographique d'où s'instaure une conscience de soi seule pensante. En jaillit, avec la capacité de s'apercevoir, la conception que l'humain peut avoir de lui-même. Comme tout ce qui est porté au concept, l'humain s'inclut l'humain et l'inhumain, dont les crimes contre l'humanité qui sont le fait d'humains contre d'autres humains qu'ils ne privent de leur humanité qu'en s'en déshumanisant eux-mêmes. Ses voies peuvent être indirectes. L'illustrent l'expérience de Milgram, d'où surgit *L'homme programmé* (et la tendance à s'externaliser et s'asservir robotiquement par plateformes numériques interposées), et le procès d'Eichmann, d'où Arendt a mis au jour le processus de banalisation du mal. De plus usuels tabous filtrent d'avance tout ce qui peut se dire et qui fait que dire n'en est plus que paraître dire et n'est plus que tout au contraire taire, voire faire taire. L'exacerbe l'écart abusif de puissance se sacralisant par hiérarchie (commandement sacré) qui non plus tant s'ouvre que s'enferme en elle-même comme d'où s'imposer et laminer toute sous-jacente hiérophanie (manifestation sacrée), *a fortiori* tout hiérophante la faisant resurgir de sous un tel refoulement à même ce qui est le plus sacré pour toute société humaine, à savoir le lien qui se tisse entre ses membres et qui la constitue en instaurant d'autant ce qui leur est commun que s'intériorisant et se cultivant en tout un chacun, si humain que jamais individuel que d'emblée ainsi social. Puis cet écart abusif de puissance se sacralise d'autant hiérarchiquement qu'impérialistement par la guerre préventive unilatéralement décrétée pour imposer quelque procès d'intention et prévenir de dites menaces futures, indépendamment de tout droit international interétatisé, dont l'onusien. S'étant crus inatteignables et pouvoir s'en prendre unilatéralement à qui que ce soit d'autre, le traumatisme de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 fait que les États-Unis instaurent cette doctrine depuis le début du XXI^{e} siècle, de l'Irak (2003) à l'Iran (2025-2026). Le principal traumatisme n'est pas tant l'attentat terroriste subi que de ne plus être seul à s'imposer unilatéralement jusqu'à terroriser qui que ce soit d'autre au point d'y prendre plaisir par cruauté. En subir un en retour fait

que ce qui en a été longtemps refoulé vient hanter. Ce crime de lèse-majesté s'empire par conjointe mise au jour du terrorisme vicarialisé et instrumentalisé implantant la dictature d'États dont tirer profit. Il s'aperçoit refluer, rebondir et se retourner contre soi à sa source, alors que s'étant entre-temps affiché partout démocratique, tant que cela restait entre-soi, entre dites démocraties déjà constituées et surtout pas avec de nouvelles venues plutôt à écraser. Il est crucial de s'apercevoir que ladite civilisation des mœurs (selon Élias) s'est le plus souvent euphémisée, non seulement par un monopole de la violence légitime par les États, mais par une sous-jacente et perdurante violence devenant toujours plus indirecte et subrepticement opérante, de l'antique esclavage (y compris jusqu'en la démocratie athénienne) au médiéval servage féodal, puis l'impérialiste colonisation mondiale en ses deux grandes vagues, du seuil de la Modernité (avec résurgence esclavagiste) au XIX^{e} siècle qui clame l'annihilation en cours et la substantifie sous figure de nihilisme matérialiste. C'est le seul dont ledit Occident est capable. Il est d'autant ignare de l'autre, qu'est le nirvanique nihilisme divin dit d'Orient, qu'il l'inverse et saccage tout par entrechoc entre monothéismes absolutistes étatiquement transfusés. L'écart développemental technologiquement serti s'impose (principalement par les États-Unis) au XX^{e} siècle et enfin, au XXI^{e} siècle, l'entrechoc interimpérialiste comporte ses propres écarts de puissance et démultiplie tous azimuts, depuis les États et *a fortiori* l'interétatique, un tel sous-jacent écart développemental, seul plus près des mœurs et des nations, voire de l'international plus véritable, dont l'onusien. Il ne reste plus qu'à s'étonner que les démocraties soient en chute libre au profit des autocraties à travers la planète et que l'institut suédois V-Dem déclasse les États-Unis de démocratie libérale en démocratie électorale, bref de façade, sans souligner cet arrière-fond hypocrite s'y révélant, tant ce que les États-Unis faisaient ailleurs s'est mis à s'y intérioriser.

1) De l'écart géopoliticoéconomique de puissance à la fantaisie cruelle

Pour pouvoir mieux parler de géopolitique, il convient d'insister non plus tant sur les puissances, voire la multipolarisation s'ensuivant, que sur les écarts de puissance. S'en dégagent des lignes hiérarchisantes cherchant à s'instaurer depuis les tensions interimpérialistes en cours (ainsi dites multipolaires) jusqu'en de moindres puissances incitées à s'y aligner. Cet alignement est d'autant complexe qu'est en cause depuis la plus haute Antiquité ce lieu de passage à l'interface tricontinentale (d'Afrique en Europe et en Asie) qu'est la Palestine, nom donné par

les Philistins avant que les Hébreux s'y imposent, en soient exilés et réduits en Perse aux seuls Juifs avant de pouvoir y revenir, puis en soient chassés par les Romains (d'où leur diaspora) et n'y reviennent que depuis la toute fin du XIX^{e} siècle et surtout au XX^{e} siècle, mais non sans que cette Palestine, entre-temps arabisée, s'en trouve prise et pourfende selon tout un entre-deux au fur et à mesure que se ré-israélisant. Sur cet arrière-fond, l'un des exemples les plus marquants de ce problématique alignement hiérarchiquement ordonné réside en les Accords d'Abraham dont le gendre de Donald Trump s'est assuré lors de son 1er mandat présidentiel en contactant maints pays arabes, surtout pas ensemble, mais l'un après l'autre pour les y faire adhérer et instaurer une vaste régulation de leurs relations d'autant avec Israël qu'avec les États-Unis s'en faisant l'instigateur, mais sans parvenir à y faire adhérer l'Arabie Saoudite, le Qatar, etc., qui ne veulent y procéder que de leur propre chef et s'il y a reconnaissance d'un État palestinien arabe (pour ne pas s'exposer à un coût politique prohibitif auprès de leur population). Trump rêve d'une fin de sa guerre en Iran avec parachèvement de tels Accords. Or, la terreur vicarialement instaurée par Israël à Gaza, en y finançant et instrumentalisant le Hamas contre le Fatah et contre toute solution à deux États, a reflué de Gaza via ce même Hamas attaquant Israël à l'automne 2023 avec pour objectif de faire dérailler ces Accords. Et rappeler le plus large « axe de la résistance » (de l'Iran à tous ses proxys, dont le Hamas) à l'existence de l'État d'Israël, lequel ne résiste plus à son tour à toute coexistence avec quelque État palestinien arabe que pris avec un Hamas par lequel il ne parvient plus à instrumentaliser la terreur qu'à l'apercevoir refluer sur lui-même à sa source. D'autant que c'est un kibboutz proconciliation avec la Palestine arabe qui a subi le massacre et la prise d'otages et dont le gouvernement Netanyahu ne se soucie pas tant de la cause promue que de la défense israélienne prise en défaut sous sa gouvernance et ne pensant qu'à faire du Hamas (qu'il a pourtant financé, ainsi que ses tunnels où les otages sont emmenés, comme le lui reproche le père de l'un d'eux) le prétexte autant d'un massacre fort étendu de la population de Gaza que d'exactions accrues en Cisjordanie. Sans parler de toutes les violations et des viols fort violents et avilissants documentés avoir été perpétrés de part et d'autre, par terrorisme mutuel inassouvissable dont la soif toujours plus inextinguible d'anéantir se complaît à s'acharner sur des prisonniers pour un tant soit peu s'étancher, faute d'y parvenir à plus grande échelle. Si l'attaque étatsunienne aiguillonnée par Israël (incapable de la mener à lui seul) sur l'Iran en juin 2025 n'a été qu'une ballade, cela ne vaut plus aucunement lors de la nouvelle attaque depuis février 2026. Tous les pays arabes « accordés » s'en trouvent pris entre-

deux, à savoir entre leur normalisation avec l'Iran en 2023 (par-delà celle leur ayant été instillée par les États-Unis avec Israël) et ce qui vient d'en être bousillé par cette attaque israélo-étatsunienne qui les impliquent et les rend très vulnérables bien malgré eux. La ligne hiérarchisante menant des États-Unis aiguillonnés par Israël aux pays arabes bascule d'autant que l'Iran parvient à résister et que, en arrière-fond, son lien avec la Russie et la Chine, loin de se briser comme recherché, est au contraire renforcé, même si l'Iran semble seul, mais en apparence, car sans leur soutien, il ne pourrait sans doute pas parvenir à résister autant. Plus bénéfices marginaux majeurs : les États-Unis se détournent et réacheminent leur armement de la guerre russo-ukrainienne et de divers lieux d'attache dans le Pacifique vers le Moyen-Orient. Du même souffle, Donald Trump insulte l'Europe et surtout l'OTAN (dont occulter qu'il s'agit d'une entente défensive, mais véritable, nullement prétextée pour au contraire agresser, comme depuis un certain ministère de la défense converti en de la guerre aux États-Unis). Les deux ne s'impliquent pas autant qu'il le veut en sa guerre au Moyen-Orient, alors qu'il est en train d'empirer leur situation face à la guerre russo-ukrainienne, en particulier en levant les sanctions contre le pétrole russe, au moins le temps du blocus dans le détroit d'Ormuz affectant 20% du pétrole mondial, sans parler de ses visées sur le Groenland (et le Canada).

Les tensions interimpérialistes (entre États-Unis, Russie et Chine) jaillissent autant du sein que hors du CPS de l'ONU à même le monde, tant les écarts de puissances constituent autant de lignes hiérarchisantes, mais peuvent être fort pénibles pour les moindres puissances s'y inscrivant et se retrouvant dans de tels entre-deux. Le droit s'est fait accroire international, mais est pourtant d'emblée plutôt fort interétatisé, *a fortiori* si par des États se refusant mutuellement l'existence et y entraînant les nations en cause (souvent bien malgré elles et leurs mœurs se vivant en deçà du juridique légaliste, *a fortiori* théocratisé, à la source de droits pourtant censés s'y accorder et non en être laminés). Se constitue le cocktail explosif moyen-oriental, surtout que s'y révèle que l'Iran n'a de proxys que l'étant lui-même de la Russie et la Chine, comme Israël et les pays arabes « accordés » le sont des États-Unis. Ces grands impérialismes s'y font la guerre plus ou moins indirectement, mais non sans que leur entrechoc se fasse ressentir à l'échelle non seulement régionale, mais mondiale. Même Israël avait autrefois adopté cette politique de la périphérie, à l'époque de Ben Gourion, alors que l'Iran était son allié face à tous les pays arabes plus immédiatement environnants lui ayant alors été hostiles, avant que tout s'inverse, surtout depuis lesdits Accords d'Abraham qui, faut-il le rappeler, ont coïncidé avec le saccage par Trump de l'entente qu'Obama

avait réussi à conclure avec l'Iran. Cesdits Accords sont indissociables de cette fort conjointe discorde, comme le fruit attendu l'est du ver qui a été implanté et y serpente et qui tant le contre que ne l'en fait plus paraître que défendu, dès leur conjointe et même origine, en étant d'autant frustrée. D'accord/discord au fruit attendu/défendu, le divin se fond en l'humain et éclaire jusqu'au si biblique Paradis terrestre cru être détenu, mais perdu.

Autant l'Israël de Sharon et Netanyahu que les États-Unis trumpiens, surtout si occultant le fait d'avoir supplanté l'essor démocratique de Mossadegh au profit de la dictature du Shah qui a virée en celle des mollahs et dont resurgit leur refoulé venant les hanter, ont semé le germe de leur guerre avec l'Iran et tous ses proxys, plus Russie et Chine en arrière-fond. Quand dire est du même coup faire le contraire de ce qui est dit au point de s'en contredire, à savoir de n'accorder (de façon si tronquée que partielle et partiale) que discorder (par le conjoint refoulé susceptible de faire retour) ! Or, toute pensée ne s'instaure qu'avec quelque mouvement fait ontohénologie, donc selon quelque tension de l'étant unant s'exhaussant en l'être un d'où se forge tout sens de soi par lequel se mesurer, lors de toute mesure, à ce qu'elle compare par le même et l'autre, tels que transparaissant en l'occurrence comme accorder et discorder[1]. Elle ne peut les dichotomiser et parvenir à les trancher au point de les présumer comme des termes mutuellement exclusifs qu'en s'y trouvant au contraire toujours plus nouée bien malgré elle au gré du refoulé qu'elle instaure entre eux et dont le retour vient l'en hanter. Surtout, est-ce que parler et *a fortiori* s'adonner aux joutes verbales inhérentes à la géopolitique sont valides, au sens littéral d'interlocuteurs s'assurant de parler de ce dont il est censé être question et *a fortiori* de s'apercevoir ne pouvoir rien en mesurer que pour autant que s'y mesurant vraiment, et fidèles, en s'assurant que tout un chacun mesure avec la même approche la même chose ainsi validée pour vérifier si parvenir au même résultat ? L'exigence de validité et seulement de là, de fidélité est la même qu'en science, mais elle se révèle si humaine (jamais individuelle que d'emblée sociale, voire sociopolitique, et ce, de locutrice en interlocutrice) qu'affecter toute pensée, jusqu'à la plus scientifique. Dont comparer l'accord se concevant inclure autant l'accord que le désaccord, selon une compréhensive vue d'ensemble un tant soit peu apte à faire la part des choses et instaurer une juste force du droit, et l'accord ne se concevant qu'en excluant le désaccord et *a fortiori* si étant mais s'occultant soi-même à la source

[1] Certains se sont sans doute déjà aperçus qu'il s'agit des cinq genres de Platon. Cependant, ils sont d'emblée ficinisés, à travers mes publications de 2022-2026, pour être enfin ici géopolitisés, certes, mais d'emblée aptes à être repérés et ajustés à la géophysique, surtout quant à la réforme de l'ONU s'en trouvant ici questionnée.

des deux et forçant et exacerbant cette dichotomie de termes mutuellement exclusifs faite celle de tout locuteur plus isolément considéré et présumé s'imposer en la faisant s'imposer les uns aux autres, tant toute compréhension s'annihile, sinon se présume ne plus valoir qu'à rebours et toujours déjà infléchie depuis son expansive extension[1]. Urgence mondiale face à la liberté d'expression qui, dans le cas de la presse, ne serait bonne que pour 1% de la population mondiale, selon Reporters sans frontières en 2026, ce qui se conjugue et advient avec l'érosion du droit dit international et plutôt de fait interétatique, donc de la force du droit, au profit du droit de la seule force. Autrement dit, il n'y a aucunement seulement opposition entre force et droit, mais tension de leur articulation en deux sens inverses, soit par droit de la force se portant au sublime en force du droit (ne perdurant que selon ce qui perdure de ce sublime), soit présomptive sublimation idéaliste totale peinant autant à dénouer son propre processus pensant qu'à recouvrir et *a fortiori* au contraire découvrir et en recouvrer ce qui s'en érode en sous-main en régressant et s'en laminant en sens inverse. Qui s'aperçoit de la liberté de communiquer, à savoir d'instaurer l'interlocutoire se mettant concrètement et compréhensivement en forme entre et jusqu'en tout un chacun, plus que seulement d'informer, s'en abstrayant et se diffusant par puissance d'émettre, surtout si non plus tant pour s'ajuster (et faire cheminer la compréhension des enjeux, donc le sens) que pour faire s'y brancher tout récepteur[2], selon la seule mise en scène de l'actualité (et de la seule actualité

[1] Rappelons que l'humain se conçoit comprendre la vie comprenant la physique, même si son extension se déploie en sens inverse, du plus au moins extensif, de la physique à la vie, dont l'humaine. Les deux conceptions tout aussi inverses entre accord/désaccord s'y inscrivent et font ressortir d'emblée en quoi l'humain n'en est jamais individuel (et locuteur) que d'emblée social (et interlocuteur). Du cœur jaillissent accord/désaccord et ce, jusqu'au ressort de se fier/défier au ressort de la trame sociale s'en tissant ou non selon qu'il y a confiance ou non. Le cœur n'est pompe sanguine qu'avec autorégulation nerveuse autonome depuis le système limbique dit émotif et sous-jacent au néocortex seul d'emblée plus cognitif, y compris et dès la conversion de quelque foi en quelque croyance et *a fortiori* religion, elle-même d'attention scrupuleuse à rassemblement. *A fortiori* politique. Un syntagme paradigmatique est celui de l'Iran, dont, en son cœur, la population est prise dans l'entre-deux faisant tenir ensemble ce que les deux termes en cause tendent à faire se dichotomiser et s'imposer unilatéralement l'un à l'autre de façon si totalement polarisée que schizophrène, à savoir entre l'opposition à un régime (des mollahs aux Gardiens de la Révolution) censée être un soutien à une agression impérialiste (israélo-étatsunienne) et l'opposition à une telle agression tout aussi présumée en sens inverse être un soutien à un tel régime. Bref, la quête de souveraineté dans l'entre-deux ne tend à s'estomper que si les deux tyrannies inverses se l'entre-déchirent pour s'y imposer l'une plutôt que l'autre. Surtout, il s'agit d'un cumul superposant ces deux mêmes tyrannies s'étant déjà imposées l'une à la suite de l'autre, de l'entrave à la démocratie de Mossadegh en 1953, au profit de la tyrannie du Shah alors imposée par les États-Unis avec appui d'Israël, à l'avènement de la théocratie islamique qui s'y est substituée avant de s'y révéler tout aussi tyrannique. Bien noter le fait de la séquence faisant tant se superposer que s'intriquer au point de s'en générer ce qui émerge et résulte en la géopolitique structure actuelle et n'est aucunement seulement un rapport de force doublement tyrannique, mais se cultive et s'intériorise tel.

[2] Cette inversion du rapport entre émetteur et réception est cruciale. Couffignal, dans *La cybernétique*, précise que l'émetteur s'ajuste au récepteur lors de la transmission de sémantique (comme en la relation pédagogique, par exemple) et exige tout au contraire du récepteur de s'y brancher lors de la transmission énergétique (à la façon du

incessamment changeante, ponctuelle et circonstancielle) s'en faisant haut-parleur des messages officiels à retransmettre tels quels pour conforter leur realpolitik d'autant plus dichotomiquement schizophrène que paranoïant quelque retour de leur refoulé venant hanter ?

Se révèle en quoi la civilisation des mœurs n'est souvent qu'un vernis de surface sur un tout autre tréfonds qui est si perdurant qu'éventuellement résurgent : plus ladite force du droit reflue en et au profit du seul sous-jacent droit des (plus ou moins) forts se confrontant et s'imposant ainsi de force (selon des écarts plus ou moins asymétriques de puissance) entre eux, plus ce processus s'accentue et risque tant de se nouer en leur propre pensée que de ne plus que s'enliser et varier à leur fantaisie. Du moins dans le cas de Donald Trump, à la tête des États-Unis s'en dénommant *Fantasyland*, selon Andersen. S'y aperçoit cette distinction cruciale : si la fantaisie est une imagination productrice individuelle, une société entière, les États-Unis comme *Fantasyland*, n'est hyperindividualiste qu'en s'y donnant une telle image d'elle-même, de fait une telle capacité de représentationnelle mise en scène d'elle-même où l'image donnée du réel, comme en l'inconscient fantasme freudien du réel se donnant pour le réel, est censée réifier jusqu'au réel à faire s'y conformer et s'y plier. Rien ne serait plus magnifique que le désir (généré par le sensible, entre et de l'affectif à l'empirique, dès qu'investissant l'imaginaire) qui, s'il ne se fait aussitôt réel, du moins est pris pour le réel, tout le temps qu'il faut pour l'énoncer et l'y faire tel. Si le rêve ne se fait cauchemar en se réalisant, car il n'y a de fantaisie que comportant ses affections, à savoir désirer ce dont jouir et craindre ce dont être affligé et endolori. Leur tension devient d'autant paradoxale que le désir (de ce dont jouir) peut s'entraver de lui-même et s'en nouer paradoxalement au gré de ce qui se fait par ailleurs crainte (de ce qui afflige) qui ne l'en fait douter qu'en étant, du fait même d'« être ce qu'elle est », redoutée, ce qui, tout en étant fort singulier, impulse et conditionne jusqu'à toute émergence de tout ego pensant cartésien qui, une fois émergé et si inconscient soit-il d'en être alimenté incessamment, se présume d'emblée « être ce qu'il est » et instaurer la Modernité. Ces ficiniennes affections de la fantaisie sont cernées en leur tension paradoxale dans *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais* et permettent d'interroger ladite raison moderne selon que sa

grille-pain à la prise de courant), ce qui devient très problématique lorsque celle-ci se fait accroire transmission d'information, et ne l'est pourtant que de façade et n'est tout au contraire qu'appel à la résonnance affective d'autant imaginairement investie que fort énergétiquement chargée au ressort d'un recrutement idéologique, ce qu'accélère les plateformes numériques par tout propos y devenant viral, donc créant et massifiant des individus pourtant tous isolés et au mieux juxtaposés plus ou moins à distance les uns aux autres et ne s'en collectivisant jamais que tels, comme en une sorte d'onde les agrégeant au fur et à mesure que se propageant. Surtout si l'on sait que les propos les plus problématiques, voire carrément faux, s'y propagent six fois plus vite que les véridiques.

pensée soit s'en éveille et s'aperçoit émerger à elle-même, soit tant y sombre que ne s'y aperçoit guère en être si peu inconsciemment opérante que s'en présume, noue et contredit, dont l'accord désiré n'étant que, si refoulée soit-elle, résurgente discorde, d'autant crainte que n'en faisant douter qu'en étant elle-même redoutée. Paradoxal et ambigu « désir craintif » constitutif de la fantaisie. Peut en surgir le mécanisme victimaire mis au jour par René Girard, car son paradoxe tend à se projeter et se vicarialiser en tiers à bouc-émissariser. Le défaut de l'approche girardienne est de ne pas s'apercevoir de son sous-jacent substrat imaginaire affectivement chargé et de n'en retenir que le seul déploiement cognitif en surnageant et ne pouvant donc plus en être qu'inconsciemment pulsé (sans davantage s'apercevoir d'impulsions s'en convertir en pulsions s'en rassemblant et se mettant à constituer Ça perdurant au fond de soi, au sens nietzchéo-freudien), comme déjà chez Descartes au ressort d'une Modernité ignare de tout son sous-jacent apport renaissant et humaniste de Ficin à Rabelais. Or, Girard inspire Thiel et par là, Vance, à la vice-présidence adjointe à la présidence de Donald Trump en qui s'exacerbent pourtant les États-Unis faits *Fantasyland*.

Ces ficiniennes affections de la fantaisie, avant d'être révélées ainsi paradoxalement tendues entre elles, voire s'en externaliser, ont été mises au jour dans *De l'humain à l'humaniste dans le monde*, en signalant ce que Dôle a déjà entrevu dès 1996 : ledit « rêve américain » peut d'autant se faire *Le cauchemar américain* que la cruauté, issue de l'écart de puissance, et en quête de se gérer par bouc émissaire à bombarder impunément, peut éventuellement se retourner et leur en donner l'expérience[1], mais non sans l'en faire s'exacerber, se ressaisir et s'imposer encore plus unilatéralement, au point de réélire Donald Trump, intimidateur notoire qui privilégie la terreur comme mode de gouvernance

[1] « L'une des raisons ayant motivé ma fuite des États-Unis était mon refus de payer des impôts au gouvernement américain. La moitié du budget du gouvernement fédéral est destinée au ministère de la Défense (de la prétendue défense; défense contre qui, me suis-je toujours demandé, les paysans vietnamiens? les Somaliens?). Chaque habitant des États-Unis paie en moyenne 1150$ par année pour le budget du Pentagone, qui était de 286,6 milliards en 1992. Un pacifiste ne doit pas donner un sou aux manœuvres belliqueuses de la nation la plus impérialiste de l'histoire. Cette attitude que j'ai adoptée est conséquente à ma lecture de Thoreau et à la tradition de désobéissance civile dont il est le fondateur » (1996, 36). Ce livre de 1996 privilégiait la seconde hypothèse suivante, surtout que sa première hypothèse ne vaut plus depuis les attentats terroristes du World Trade Centre le 11 septembre 2001: « Le massacre anonyme de civils est devenu une spécialité des États-Unis. À ma connaissance, c'est le seul pays qui s'y livre d'une manière assez régulière depuis cinquante ans. Deux hypothèses pourraient expliquer l'insensibilité des Américains à l'égard de leurs victimes à l'étranger. Selon la première, les Américains sont incapables d'imaginer l'horreur de mourir sous un bombardement aérien pour la simple raison qu'ils n'ont jamais vécu une expérience pareille chez eux. La deuxième hypothèse renvoie au thème principal du présent livre : la destruction garantie des peuples non élus est une manière sinistre de confirmer sa propre appartenance au peuple élu » (1996, 67). Dans cette filière vient s'inscrire le sionisme chrétien étatsunien d'autant assoiffé d'une Grande Amérique du Nord centrée sur les États-Unis au point de chercher à s'avaler tout l'hémisphère occidental et d'en départager ainsi le monde que d'un Jésus d'abord juif et à étendre à l'État du Grand Israël via lequel les Juifs se feraient chrétiens.

tyrannique éhontée et pour qui tout est fantaisiste affaire personnelle s'imposant jusqu'aux affaires publiques.

— Problématique genèse structurale inhérente à une géopolitique métamorphique sise sur une telle fantaisie protéiforme

Machiavel a déjà établi que contrôler la peur des gens était maîtriser leur âme, mais il fallait préciser que ce l'était, en leur âme, de leur fantaisie (par laquelle susciter et littéralement leur faire imaginer cette crainte de ce qui peut affliger) depuis la seule sienne propre d'où l'en désirer comme ce dont jouir et s'en repaître au point d'infléchir jusqu'à toute capacité de pensée, d'abord de libre pensée et de sa libre expression, dès quelque joute verbale politique (d'exécutive à législative et enfin, juridique), *a fortiori* médiatique ou tout simplement civile, dont charcuter les circonscriptions pour en prédéterminer tout vote électoral à sa seule propre faveur et faire accroire que subsiste, même si uniquement de façade, quelque démocratie, alors que virant pourtant toujours plus en autocratie. On y aperçoit la façon dont un régime politique ne change qu'en s'intériorisant tel (fut-ce de force) en tout un chacun à même la réalité la plus géophysique (territorialement taillée sur mesure et à sa fantaisie en les circonscriptions électorales pour les faire s'y conformer).

Il faut se rappeler les divers régimes politiques et leur transformation structurale l'un en l'autre. Platon en a déjà établi une diversité logique (aristocratie, timocratie, oligarchie, démocratie, tyrannie) dans sa *République* (Livres VII-VIII). Aristote a magnifié leur dichotomisante distinction selon celle entre arts libéraux (nobles) et arts serviles (*Politique* VIII, 2). Et Polybe a tenté d'établir leur anacyclose qu'est leur éventuel devenir sociohistorique faisant jouer et varier en tous cette dichotomie, si logiquement diverse soit-elle : monarchie (pouvoir d'un seul sur tous), tyrannie (pouvoir d'un seul, mais si absolu que sans respect des lois), aristocratie (pouvoir d'un petit nombre de chefs), ploutocratie (pouvoir oligarchique de la richesse), démocratie (pouvoir du peuple mais à l'époque, des seuls si nobles citoyens par distinction des esclaves), ochlocratie (pouvoir de la foule)… revenant à la monarchie, voire à la tyrannie, fût-ce via une aristocratie électoraliste à implanter pour d'autant s'en trouver soutenue que la doubler d'une ploutocratie l'étayant à son tour, jusqu'au point de suspendre toute démocratie trop susceptible de chercher à revenir et pour ce faire, en vue de la dissoudre le plus possible démagogiquement (d'où l'ochlocratie faite populisme) et pouvoir se maintenir et perdurer. Un régime politique ne s'instaure qu'en se prémunissant et

en infléchissant tous les autres pouvant le concurrencer, mais ne pouvant tout un chacun d'eux s'établir qu'en le transformant selon le devenir en cause. Ce caractère métamorphique des régimes politiques, au ressort et au cœur de la géopolitique s'instaure à même la sous-jacente géophysique, non seulement environnante, mais d'abord et surtout du sein de tout un chacun appelé et incité à donner son image du corps (et *a fortiori* les affections de sa fantaisie la produisant et seule apte à être si protéiforme qu'à se prêter à une telle puissance géopolitique si métamorphique) pour son corps, comme si son corps, voire, disait Descartes, son corps-cadavre.

Rendre compte de leur devenir exige une sociologie de la transfiguration, tant cette géopolitique, pour être métamorphique, passe par une imagination productrice fort protéiforme, ce qu'est la fantaisie s'y trouvant mise en jeu et s'articulant en se tendant si diversement en ses affections comme ressort. Le révèle l'arrière-fond pragmatique étatsunien de sous le plus apparent chaos trumpien ne faisant que rendre cette fantaisie plus cruelle comme voie par laquelle manifester l'émergence d'un tel régime d'autant plus tyrannique qu'ayant plus d'institutions démocratiques à broyer pour s'instaurer, mais non sans quelque éventuel piège de Thucydide suscitant quelque regroupement adverse pour y résister[1]. S'y constitue en l'humain ce que la cartésienne rhétorique du On cherchait à établir en la nature, tout aussi à dominer et pour ce faire, à réifier : le mythe français de l'ourse léchant son petit pour lui donner forme et s'en trouvant assisté du père pour l'en alimenter s'est fait corps-cadavre figuré par le fameux morceau de cire qu'On approche du feu pendant que je parle, alors qu'il me semble très certain qu'il est le même d'avant à après l'avoir été et ce, malgré ce qui s'en est transformé, le tout à l'aune d'une radicalisation de l'antérieure synecdoque « si je me trompe parfois, je peux me tromper toujours » en On me trompe toujours, ce que condense l'hyperbole dubitative faite Malin génie qui peut bien s'y adonner, mais dont surgit ma propre certitude que je suis ce que je suis en ma pensée au gré de mon âme par laquelle il peut en aller ainsi et dont m'en faire accroire que toute l'imagination productrice serait à la fois toujours déjà mise sous emprise de ma

[1] Le piège de Thucydide entre Athènes et Sparte n'a consisté en ladite tension entre une puissance déclinante en regard d'une puissance émergente que par le devenir tyrannique de la première ayant mené à faire appel à la seconde s'en étant alors d'autant mise à gagner en importance. Après Hérodote, Thucydide approfondit l'historicité en ses ressorts. L'erreur la plus courante, surtout dans les démocraties, est de ne retenir d'Athènes qu'elle a été le prototype antique de l'initiale idée de démocratie, tout en oubliant et même occultant que là aussi, comme partout ailleurs en Grèce, seuls les citoyens dûment attitrés en faisaient partie et que tous les autres étaient des métèques, sinon des esclaves. Or, Athènes, si démocratique ait-elle été, est devenue une tyrannie et Sparte, qui ne l'a jamais été (démocratique), est devenu le refuge pour y faire face et en s'y rattachant, créer une nouvelle force montante susceptible de la vaincre. Ledit piège de Thucydide s'éclaire.

pensée et logée en ma glande pinéale pour où s'effectuerait mon union avec le corps. Une même soif de domination s'étend et se rapaille de Descartes (surtout si via Girard) à Trump, de la nature à dominer à l'humain à dominer pour encore mieux la dominer, non seulement tout autour de l'humain, mais d'abord en et depuis l'humain réduit à accomplir son travail marchandisé de façon automate sous la surveillance d'un gestionnaire toujours plus omnipotent, du libéralisme au libertarisme[1].

La valeur de tout un chacun se définit tellement par le salaire que depuis les années 1950, augmente sans cesse le salaire des dirigeants et son écart par rapport aux autres salaires, par trois tournants cumulatifs : salaire gestionnaire seul indexé au rendement de l'entreprise et considéré y être un investissement plutôt qu'une dépense, puis son association avec la valeur boursière et les conjointes coupures pour sabrer dans lesdites dépenses liées aux syndicats rassemblant les employés et enfin, par des entreprises-conseils du type McKinsey diffusant une même information à l'échelle mondiale et incitant ainsi à mettre en concurrence et constituer le marché où capter les meilleurs gestionnaires, en plus d'annoncer l'automatisation qui pourrait faire mettre à pied encore plus d'employés de toute façon présumés, voire effectivement déjà rendus automates et dont externaliser la fonction par le robot. Le tout à la façon dont tout un chacun via les plateformes numériques n'est conjoint avec le robot qu'en n'ayant plus finalement que le robot comme conjoint. D'où l'harmonisation selon un seul et même marché d'ensemble entre un tel travail dit productif et la consommation qui sont si totalement en miroir automates l'un de l'autre que le tout, d'abord quelque esprit que ce soit, s'y lamine au ras de la matière. Cela s'inscrit dans les écarts panplanétaires de richesse faisant que, selon Oxfam, non plus les 1.0% mais les 0.1% sont plus riches que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Au XXI^{e} siècle, la conception de l'humain rend abyssal l'écart de l'humain avec lui-même à même l'humanité entière. En devient tant problématique tout jaillissement humaniste que s'en exacerbe et s'arme la

[1] L'antique dialectique du maître à l'esclave, jusqu'en démocratie faut-il le rappeler, s'est euphémisé en cartésien rapport instrumental (dominant) au corps-cadavre, à son tour poursuivi en libéral, puis libertarien rapport gestionnaire à l'automate, à la façon dont le Gaster rabelaisien met tout à feu et à sang (sang comme biblique véhicule de l'âme) et se fait obéir au doigt et à l'œil. Seul Rabelais fait apparaître sa fonction digestive et de là, sa propension à faire pression sur le monde comme d'où s'alimenter, non seulement de chair, mais aussi de sang (véhicule de l'âme), ce qui, de tout humain au Christ autour duquel se rassembler (et par qui, chez Girard, le mécanisme victimaire peut s'exemplifier et se révéler), se symbolise par le pain et le vin. Seul Rabelais se rappelle que là où un vivant organique est attendu et où n'apparaît pourtant qu'une mécanique automate (comme lorsque glissant sur une peau de banane), peut surgir le rire, sinon peut s'en trouver impulsé l'intellect pantagruélique en son examen de cette situation si fantaisistement digestive faisant se dégrader d'un coup le vivant organique en mécanique automate. L'humain, rieur, peut rester vivant jusqu'à s'apercevoir en son contraste si dissimilaire plutôt que s'en faire laminer d'emblée en l'automate au point de s'y faire identifier.

tension, de paradoxalement à cruellement articulée, entre les affections de la fantaisie : le « désir craintif », non plus s'aperçoit et s'assume jusqu'en sa tension paradoxale constitutive, mais se pourfend entre désirer jouir pour soi seul tout à son ego et projeter, vicarialiser et faire subir à autrui seul comme son alter ego toute crainte de ce qui afflige et endolorit. On s'en aperçoit : il s'agit de la même chose que le mécanisme victimaire cerné par Girard et si porté à tout bouc-émissariser, mais d'avant sa teneur cognitive et sa nomination explicite, car d'abord en son sous-jacent ressort imaginaire en ses affections, mais en s'y déniant tant s'en constituer que s'en dichotomisant. La fantaisie cruelle est le précurseur du cognitif mécanisme victimaire.

S'instaure la fort problématique genèse structurale autant de la paix et de la sécurité que du développement humain (humanitaire, développement durable et droits humains), donc des missions de l'ONU. Il n'y a pas tant crise structurelle, surtout si confondue avec ce qui s'y administre et gère au point de faire accroire qu'une réforme seulement structurelle y remédierait, que seuil critique de la genèse structurale de l'ONU à risque d'être tarie, par-dessous, en son émergence, tant elle se révèle ne se constituer qu'à même l'état du monde. Considérer sa structure selon ce qui s'en génère (au plus près de son origine et donc son émergence) la ramène de la simple crise à la critique au ressort de la réforme alors proposée de l'ONU.

En garder l'objet bien présent à l'esprit, fait que son approche s'aperçoit passer de l'humain à l'humaniste et de là, à l'anthropologue. L'humain n'est jamais individuel que d'emblée social. L'humaniste, surtout si ficino-rabelaisien révélant que les affections de la fantaisie se nouent paradoxalement, survient bien avant Montaigne, en tirant plutôt ce qui s'attise du désir de ce dont jouir à l'épreuve de son contraire faisant craindre ce qui afflige et endolorit, et Kant, en tirant le sublime et jusqu'au sentiment moral et n'apercevant plus rien du plaisir censé advenir lors du désir de ce dont jouir que depuis sa ressaisie à partir de la crainte de ce qui afflige et endolorit d'où l'en reconquérir non plus tant matériellement que spirituellement[1]. Au contraire, Trump exemplifie son devenir étatsunien cruel,

[1] Y. Morin, *Rabelais selon Montaigne. Vers la raison pure cartésienne et sa critique, de Kant au XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan (à paraître). Ici, soulignons surtout que, dans sa *Critique de la faculté de juger*, Kant traite depuis le sublime jusqu'à l'admiration que Descartes isole comme seule passion de son âme d'emblée pensante tout entière à son seul entendement sans mélange avec le corps, contrairement à ses autres passions, dont sa générosité liant un tel entendement avec l'imagination et les sens pour l'être avec le corps. Dès sa *Critique de la raison pratique*, Kant a aperçu dans la douleur ce qui suscite le respect jusqu'en tout un chacun autant d'autrui que du même coup, par le sentiment moral, de la loi morale, dès lors distincte de toute loi naturelle dont être informée. Donc distincte de la douleur dont l'âme se présumant d'emblée pensante cartésienne fait ce qui lui est le plus intime, comme sensation rattachable, via les sens (en son corps-cadavre) en conjointe combinaison avec l'imagination (dont son membre-fantôme), à l'entendement, mais egocentrique. Chez Kant, la douleur est apte à s'élargir de façon allocentrique et à

antihumaniste, voire antihumain, donc jusqu'en le développement humain regroupant trois missions de l'ONU à même sa 4e de paix et de sécurité incessamment de toute part saccagée. Ladite anthropologie n'en est plus aucunement simple Anthropos tout à son Logos d'où en faire surnager quelque structure, car exige plutôt d'en faire et d'y insister en tant que genèse structurale et, même et jusqu'en toute structure, d'abord se générer et s'instaurer en tant qu'anthropie faite logos. Anthropie faisant tant s'arracher à soi que s'en mettre à dépérir en sous-main à la façon de tout l'univers matériel en son entropie. Logos faisant alors s'en tenir au seul discours, le plus souvent structural, mais isolément considéré et mis en lieu et place, sous façade et jusqu'à l'encontre de soi, à même sa propre humanité dès lors tronquée pour être ainsi pourfendue en deux. Pourfendue entre cette sous-jacente anthropie, par laquelle toujours plus se court-circuiter et n'être qu'inconsciemment opérant, et logos, toujours plus téléologisant, voire télescopant, au profit de la seule surnageante structure si pure, mais tronquée de sa genèse depuis sa sous-jacente fantaisie cruelle s'en pourfendant déjà elle-même au ressort de cette dichotomisante fourche anthropique/logique en surnageant cognitivement. Tout originel, originaire et enfin original mythe toujours plus traditionnalisé[1] sur un tel arrière-fond est, dès que s'y durcit et radicalise une telle structure si dissociée de sa genèse que toujours plus uniquement présomptivement imposée à son encontre, d'où en venir à ne plus qu'idéologiser, *a fortiori* si virant si totalitaire qu'arbitraire par sous-jacente fantaisie toujours plus cruelle qui, à la fois, l'en pulse, mais inconsciemment, et lamine le réel et l'en réifie. Autrement dit, la tradition (sise sur l'autorité et faite religion, au sens de *re-ligere*, attention scrupuleuse en réponse et contraste de *neg-ligere*, bien avant que *re-ligare*, à savoir rassemblement, mais s'ensuivant,

instaurer une universalité plus qu'abstraitement et egocentriquement générale chez tout un chacun, car commune, éveillée aux mœurs et de là, incitation, non à la seule admiration, mais aussi autant au respect poursuivi en sentiment moral qu'à l'accord entre nos facultés en jugeant.

[1] Voir Annah Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972. « Avant les Romains, rien de tel que la tradition n'était connu » (p. 38). « La découverte de l'antiquité à la Renaissance fut une première tentative pour rompre les liens de la tradition et, en allant aux sources elles-mêmes, pour consacrer un passé sur lequel la tradition n'aurait aucune prise. » (p. 39). « (…) l'origine politique et les expériences politiques sous-jacentes aux théories étaient oubliées, oublié le conflit originel entre la politique et la philosophie, entre le citoyen et la philosophe, non moins que l'expérience de la fondation où la trinité romaine de la religion, de l'autorité et de la tradition avait sa source légitime. La vigueur de cette trinité résidait dans la force liante d'un commencement autoritaire auquel les liens « religieux » rattachaient les hommes au moyen de la tradition. » (p. 164). « Car si j'ai raison de soupçonner que la crise du monde d'aujourd'hui est essentiellement politique, et que le fameux « déclin de l'Occident » consiste essentiellement dans le déclin de la trinité romaine de la religion, de la tradition et de l'autorité, et dans la dégradation concomitante des fondations spécifiquement romaines du domaine politique, alors les révolutions de l'époque moderne apparaissent comme des tentatives gigantesques pour réparer ces fondations, pour renouer le fil rompu de la tradition, et pour rétablir, en fondant de nouveaux corps politiques, ce qui pendant tant de siècles a donné aux affaires des hommes dignité et grandeur. » (p. 183).

aucunement se présumant) est le trait d'union et l'interface entre le mythe et l'idéologie. Toutefois, le sens traditionnel de l'autorité s'est perdu et donc cette interface, en ne signifiant plus tant une augmentation de la fondation effectuée par le passé[1], voire un dantesque acte d'auteur, tel que s'apercevant encore en sa source (fondatrice), étant considéré exemplaire et suscitant de l'en perpétuer en un même esprit, que tout au contraire, ce qui n'est plus que présomption d'un argument d'autorité dont se libérer ou, tout à l'inverse, à réactiver selon sa seule non moins très libre interprétation de l'origine en cause (comme les juristes étatsuniens ayant créé, de Reagan à Trump, la doctrine de l'exécutif si unitaire qu'infléchissant tous les autres pouvoirs : législatif, juridique et jusqu'à ce que peut être la société civile)[2], quitte à doublement se pourfendre, dès sa fantaisie dès lors cruelle, si inconsciemment opérante soit-elle, et ce, jusqu'à se rendre plus cognitivement purement anthropique/logique, de fait idéologique, mais d'autant avec propension à bouc-émissariser qu'à totaliser en un sens totalitaire, donc tout/rien. Il est vraiment étonnant de s'apercevoir que la tradition, non seulement s'est perdue, mais continue de se perdre et ce, aux mains de traditionalistes perdant totalement de vue son origine première qui est romaine pour ne s'en tenir qu'à des origines ultérieures dès lors si tronquées que fort interprétativement biaisées. Comment s'intégrer aussi les Autochtones, dont les Inuit, pour lesquels l'autorité n'est que la primauté (en l'occurrence des Anciens par lesquels leur parvient ce qui peut s'appeler tradition, telle que cernée par les Romains), sans confusion avec quelque légalisme, comme en ladite primauté du droit en une Constitution canadienne qui, depuis Trudeau père, l'en biaise en un sens individualiste et tronque tellement tout humain d'être aussi d'emblée social que

[1] Arendt, ibidem. « Le mot *auctoritas* dérive du verbe augere, « augmenter », et ce que l'autorité ou ceux qui commandent augmentent constamment : c'est la fondation. Les hommes dotés d'autorité étaient les anciens, le Sénat ou les *patres*, qui l'avaient obtenu par héritage et par transmission de ceux qui avaient posé les fondations pour toutes les choses à venir, les ancêtres, que les Romains appelaient pour cette raison les maiores. » (…) « L'autorité, au contraire du pouvoir (potestas), avait ses racines dans le passé, mais ce passé n'était pas moins présent dans la vie réelle de la cité que le pouvoir et la force des vivants. » (pp. 160-161).

[2] Ces juristes traditionalistes étatsuniens se limitent à la seule origine étatsunienne et donc, manque de culture, faute de remonter jusqu'à l'origine plutôt romaine de l'idée même de tradition qu'ils prétendent mettre en jeu. Le même problème se répercute un peu partout. Par exemple, le pape Léon XIV excommunie les deux consécrateurs et les quatre évêques traditionalistes catholiques consacrés de la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X pour le refus de reconnaître la primauté de Rome sous prétexte de revenir aux rites d'avant le Concile Vatican II, certes, mais ils coupent aussi court aux *patres* romains s'étant poursuivis en Pères de l'Église au ressort de la tradition à partir de laquelle le catholicisme s'est forgé. Bien sûr, ces Pères étaient latins, mais cela veut-il dire pour autant que la messe ne soit dite qu'en latin, sans s'apercevoir que ce n'était autrefois le cas uniquement parce que le latin était la langue commune, tout en occultant qu'il y a dorénavant maintes langues communes, inspirées mais autres que le latin, surtout si le catholicisme, signifiant universel, est pour vraiment se constituer, selon l'ouverture créée par le Concile Vatican II ? On aperçoit comment se génèrent les antagonismes schismatiques issus de traditionalistes tronquant cela même qu'est la tradition… depuis les Romains, donc les Latins. Le sens de la tradition s'y perd en se coupant de son origine première païenne et romaine pour ne s'en réclamer qu'une fois devenue catholique selon ses propres traditions.

renvoie tout son sens social en clause annexe et dérogatoire, bref à rebours de ce que sont les Premières Nations et Inuit, sans parler du Québec où prévaut un droit civiliste irréductible à la *common law* l'en colonisant ?

Il faut donc une méthode visant à démocratiser la prise de décision, réduire les biais idéologiques et rendre la géopolitique d'autant apte à s'humaniser qu'à se repérer et s'ajuster à sa sous-jacente géophysique, là où elle tend autrement à tant s'en dé-/re-connecter que s'y imposer unilatéralement en se la pliant et conformant en même temps que l'en réifiant. De fait, plus qu'une méthode, il faut tenir compte des manières d'être et d'agir qui sont fort culturelles et dont quelque méthode que ce soit émerge, se dégage et se constitue telle. Ceci exige des doubles actions faisant ne considérer tout cas particulier en sa singularité spécifique qu'avec et parmi d'autres cas et du tout, en dégager des caractéristiques communes universalisables. Il ne s'agit pas de doubles actions présomptivement simultanément universelles et spécifiques faisant accroire qu'un cas spécifique s'aborde selon un principe universel comme si en disposant toujours déjà, car tout au contraire se générant et se conquérant à même son propre rapport (apte à se repérer et s'ajuster ?) avec et à la réalité et s'en dégageant alors et seulement alors tel. Par exemple, tout habitant de tout pays des Amériques est Américain sans être pour autant Étatsunien, du moins s'il se conquiert sur l'Étatsunien se donnant pour l'Américain s'imposant mondialement se dénommer tel et inversant complètement le rapport entre et du spécifique à l'universel, car s'y généralisant tant abusivement depuis une fantaisie si nouée en ses affections circonstanciellement opérantes qu'enrayant et faisant s'orienter présomptivement toute pensée, à savoir depuis ce sous-jacent spécifique jusqu'en l'universel qu'elle est pourtant censée énoncer, mais qu'elle ne fait plus que biaiser idéologiquement, non sans risque d'une sous-jacente fantaisie elle-même toujours plus cruelle. *A fortiori* si s'en prétendant démocratique, alors que faisant tout le contraire, jusqu'en Iran à l'époque de Mossadegh. Cette autocontradiction idéologiquement opérante est à l'image de la sous-jacente tension paradoxale de la fantaisie en ses affections s'en exacerbant, projetant et vicarialisant en tiers à en bouc émissariser. Bref, seule une double action rendue sensée et pour ce faire, apte à redresser la situation au point de tant se repérer et s'ajuster à la réalité que d'abord la restituer révèle que le spécifique n'est universalisable que s'il se conquiert sur l'universel autrement monopolisé depuis tel cas spécifique s'y imposant idéologiquement. En ce sens, à savoir selon une telle double action rendue sensée, toute information dite « top-bottom », si elle ne fait pas que s'imposer telle, ne vaut que de ce qui, en se contextualisant, se problématise au

gré de ce qui est pris comme objet (dont bien distinguer ce qui en est construit et représenté de ce qui en est réel, d'abord à en restituer, si pour l'y articuler en l'y faisant s'y repérer et s'y ajuster). L'objet n'en est jamais structure que depuis sa genèse plutôt que si présomptive qu'à risque de s'enferrer idéologiquement « top-down ». Une telle problématisation de l'objet par sa mise en contexte révèle seule son sens, à savoir celui de sa genèse (à rebours de toute présomption) structurale, et seule exige le détour méthodique pour l'en approcher tel, et ce, en se validant « bottom-up ». Ceci ne se peut qu'en reconquérant et restituant le « bottom-up » de sous le « top-down » tendant autrement à s'imposer unilatéralement et l'en réifier. Qu'est quelque information mentalement constituée sans sous-jacente mise en forme concrète d'où l'en valider pouvoir en être tirée, car s'y repérer et ajuster pour autant que cherchant d'abord à la restituer ? Jusqu'à tout mot véhiculant quelque concept ne s'articule avec d'autres en quelque définition les intégrant selon des caractéristiques censées être suffisamment exhaustives et correspondre plus véritablement à quelque objet réel (alors et seulement alors compris, donc sensé) que si s'en rendant opérationnelle par des marqueurs (ou indicateurs) constitutifs de la réalité en question (car en tout concept, dont la compréhension donne le sens, s'exige l'extension correspondante). Sans cela, rien ne peut s'en valider et tout risque de n'en être plus que fantaisie circonstanciellement opérante, si portée à se viraliser et propager soit-elle.

En l'occurrence, « démocratiser la prise de décision » ne peut aucunement se limiter à créer une structure, y compris créer un CI distinct du CPS, car il lui faut surtout la rendre opérationnelle et fonctionnelle, ce qui ne peut se faire sans « réduire le biais des idéologies » qui, à son tour, n'est possible qu'en s'assurant, en l'humain et jusqu'en son inscription géopolitique en la géophysique, de la fantaisie (ou imagination productrice) considérée en ses propres affections (désirer ce dont jouir et craindre ce qui afflige et endolorit, mais selon quelle tension articulatoire entre les deux : paradoxale, attisante, sublime et même morale, tout au contraire cruelle ?). Par ses affections, la fantaisie sous-tend et conditionne toute émergence de la raison et de quelque idéation jusqu'en sa logique et surtout, demeure d'autant à risque de l'en faire déraper en idéologie que d'abord l'enrayer à la source (lors de son émergence, donc en son origine, *a fortiori* en toutes ses expressions mythiques, car tous les mythes portent sur l'origine comme l'a signalé Mircea Éliade, mais en tout humain, en y glissant de sociaux à individuels et si viralisés au point de se collectiviser tels soient-ils, dès que fantaisistes). Bref, « qui idéologise qui » n'advient comme seule question retenue qu'en restant ignare de tout ce processus sous-jacent d'une fantaisie dont les affections conditionnent

jusqu'à la raison fort diversement, selon que celle-ci s'aperçoit en émerger ou tout au contraire, tant se présume que ne l'en laisse plus opérer de sous elle-même qu'inconsciemment, surtout si ne pouvant plus et *a fortiori* si ne cherchant même pas à s'assainir en son propre processus idéatoire jusqu'en sa logique. Sans un tel advenir ouvrant les voies de l'avenir (jusqu'en tout échange interlocutoire et *a fortiori* interscriptural, dont les fameuses géopolitiques joutes verbales et législatives, entre et à l'interface articulatoire les liant et faisant passer d'exécutives à juridiques face au sous-jacent devenir de la société civile), il ne peut y avoir aucune quête d'assainissement de sa propre (émergente plutôt que toujours déjà présomptive ?) raison (dite déterminer les Lois, selon Platon) et donc de tout son processus idéatoire jusqu'en sa logique.

Il s'agit de l'examiner, d'abord en la crise de 1929, dans l'entre-deux des guerres mondiales du XX^{e} siècle, alors que l'individualisme libéral capitaliste s'est effondré sur lui-même et qu'en a surgi trois voies, à savoir en étant lui-même ressaisi depuis l'État (dont la crise de 2008 sera une réédition à moindre échelle), le corporatisme social (promu par le catholicisme traditionnel s'inspirant du Moyen-Âge) et le socialisme. Seule la tension binaire faite celle de jumeaux (à la façon de la fantaisie en ses affections faisant tout s'imager en miroir l'un de l'autre) en est finalement retenue entre capitalisme et socialisme dit communiste au gré de la polarisation entre respectifs États-Unis et URSS. Cette problématique genèse structurale d'une géopolitique fort protéiforme s'est révélée telle, par-delà la disparition de l'URSS dont la Russie a réémergé en se conjuguant avec la Chine et l'Iran, de sous et avec le coémergent chaos trumpien désarticulant tout ledit Occident. Nous pourrons ensuite examiner plus spécifiquement en quoi ce chaos trumpien, surtout à l'interface d'Israël et l'Iran depuis 1953, exemplifie la prévention politique sombrant en la politique préventive, mais faite présomptive raison s'enrayant en toute idéation jusqu'en sa logique depuis une fantaisie cruelle ne fonctionnant qu'à la terreur, tant se faire accroire tout prévoir et prévenir fait finalement ne plus rien voir et venir du réel, si ce n'est par fantaisie, du fantasme du réel mis pour le réel au fantôme issu de ce qui resurgit du même réel et vient l'en hanter. Le problème n'est pas qu'une politique soit préventive, mais qu'elle ne soit plus que préventive, si hallucinante que tout en mirage, à force de tant s'en prémunir d'avance qu'en présumer au point de créer tout autre chose que ce qui peut réellement exister et à identifier tel.

Dès la crise de 1929, le capitalisme semblait en faillite et n'a pu être sauvé que par les théories keynésiennes faisant intervenir l'État et par l'industrie de guerre, mais non sans avoir à se mesurer, non seulement à ses propres limites,

mais aussi autant au socialisme qu'au corporatisme. Ce dernier resurgit du Moyen-Âge, s'inscrit dans la doctrine sociale de l'Église catholique, exige une réforme autant sociale de sous son économie que de l'esprit en regard de la matière (au lieu de s'y faire réifier) et s'expérimente par divers régimes politico-économiques démocratiques/autoritaires, selon une tout autre géopolitique métamorphique à la sous-jacente fantaisie protéiforme que sa résultante trumpienne[1]. S'y révèle que la teneur géopolitique n'a pas à se réduire à ce qu'en laisse transparaître le chaos trumpien semblant pour le moment prévaloir.

Par exemple, Victor Barbeau considérait en 1938 que le corporatisme social (d'inspiration catholique traditionaliste l'en faisant resurgir du Moyen-Âge et l'adaptant) permettait de s'attaquer au désordre social sous-jacent au devenir économique alors en cause, car dit offrir « une solution supérieure à l'État-Machine des libéraux et à l'État-Dieu des socialistes ». Notez Dieu anéanti en l'État-Machine libéral et sa résurgence du peuple (s'y trouvant déjà réduit à l'état automate) en État-Dieu socialiste, alors dit communiste et fort athée (car l'État doit tenir lieu de ce qui risquerait tant d'être autrement Dieu que l'en médiatiser via quelque Église s'instaurant à même quelque société organique (famille, corporation, etc.)). Au ressort du tout, la massification populationnelle urbanisante faisant que tout un chacun en est rendu anonyme dès la société, de sorte que le sens commun y est laminé en un On général (déjà fort malignement génial depuis Descartes avant de devenir la volonté générale rousseauiste censée s'imposer avec, par et via l'espace public comme contrat social), tandis que l'économie libérale n'en émerge (à la façon d'une main invisible) qu'en marchandisant l'humain depuis ce qui peut en devenir automate sous contrôle gestionnaire l'instrumentalisant d'autant en son travail que sa géopolitique en est alors fort connivente. Tout un chacun se pourfend entre gestionnaire et automate, mais il s'agit de s'en garder le beau rôle (le gestionnaire) et de n'en constituer l'autre du sein de soi qu'en l'y refoulant comme d'où ne le faire opérer inconsciemment que l'en projeter et vicarialiser tel en autrui (l'automate). Comme Trump, être une « very instinctive person » exige que nul autrui ne puisse être autre qu'automate, car l'instinct (gestionnaire) est censé si bien cibler la réalité que celle-ci s'y conformer automatiquement. Recette présumée infaillible *Art of the Deal*.

Pourquoi automate (mot forgé en français par Rabelais en son *Tiers livre*) ? Pour que le réflexe, en se trouvant conditionné et fait automatisme, s'avale partout quelque autoréflexivité que ce soit, surtout que, depuis Ficin, révélée se

[1] http://manuscritdepot.com/a.jean-claude-dupuis.3.htm, *Le siècle de Mgr Bourget (1840-1960)*, toute la section sur le corporatisme social, pp.332 et suivantes.

constituer du sein de Dieu et se communiquer au ressort de la forge de l'esprit en son sens de soi en l'âme jusqu'en son inscription en la matière. Du moins, hormis ce qui s'y lamine et y vire en inconscient l'en pulsant depuis le Ça nietzschéo-freudien non plus tant en sens de soi que de ses seuls Ego et SurEgo. Ce dernier radicalise leur commun tréfonds individualiste (du libéralisme au libertarisme) et constitue d'où alimenter le raidissement de toute idéation et de sa logique en idéologie d'où soi-disant légitimer, en toute géopolitique si métamorphique, ce qui s'y fait hégémonie, voire domination, par instrumentalisation fort gestionnaire de tout ce qui est censé lui être automate pour lui correspondre. Bref, la réduction de tout un chacun en son sens même de soi, dès l'autoréflexivité le générant, à ses réflexes sous-jacents d'où n'en être plus qu'automate toujours plus uniquement inconsciemment pulsé au gré de Ça au ressort de l'Ego et du SurEgo, telle est ce qui sous-tend l'émergence toujours plus proliférante des idéologies. Certes, l'individu s'accentue depuis les Cités (Polis) antiques, mais est récente toute cette réduction du sens de soi aux pulsions de Ça en Ego et SurEgo s'en viralisant, *a fortiori* sa transposition neuropharmacologique sous-jacente au déploiement fantaisiste narcissique trumpien, sinon gérée par son ministre de la santé plutôt formé pour assister non plus tant psychiquement (à la façon de la freudienne psychanalyse du fantasme en cause) que physiquement (par implants, etc.) les dysfonctions érectiles. Les évangéliques pro-trumpiens à 80% semblent fort préoccupés par cette dilatation érectile qui se poursuit en celle de l'ego si narcissique trouvé en la fantaisie trumpienne incarnant *Fantasyland*, voire y conforte tant la suregoïque idéologie si individualiste que non plus tant libérale que libertarienne et assoiffée de s'imposer mondialement telle. Bref, le réflexe se conditionne au point d'en être fait automatisme, en faisant s'associer un stimulus avec un autre devenant apte à déclencher la même réponse (Pavlov) ou en faisant qu'un geste découvert produire tel effet désirable en soit répéter en un environnement créé tel à cette fin (par conditionnement opérant issu de Skinner). Un tel réflexe automatisé s'avale le sens de soi de tout individu pour le rendre automate (et, de là, si aisément externalisable en robot) au point que s'impose la géopolitique idéologisante de qui s'avale qui et l'en gère, en particulier en contrôlant des plateformes numériques algorithmiquement rythmées conditionnant en faisant autant viralement s'associer tel stimulus avec tel autre en vue d'une même réponse que s'opérer à répétition tout acte digital consommateur. Sans réification en automate (doublé du robot), cette idéologisation géopolitique, à la merci de sa sous-jacente fantaisie emportée par

ses affections, ne pourrait trouver en le réel, si tronqué et réifié soit-il, cela seul qui peut lui correspondre.

La société anonyme est-elle la quintessence du capitalisme, comme l'avance Victor Barbeau ? La société anonyme émerge plutôt d'abord de la sous-jacente urbanisation massifiant les populations et les lui rendant ainsi anonymement disponibles, dès le libéralisme tout à son laissez-faire, mais *a fortiori* lors du libertarisme s'en présumant et prétendant d'emblée gestionnaire, comme si rendant présente en toute transaction ladite main invisible s'en mettant à s'opérer et surtout à en être tant monopolisée par lui seul que seul l'automate peut lui correspondre. Le fait que la société anonyme s'avale tout un chacun en la masse formée et ne possède que des organes digestifs (selon qui s'avale qui, à savoir du gestionnaire à l'automate) surgit depuis au moins le *Gargantua* de Rabelais. S'y met au jour ses racines Gar/got qui s'énoncent extérieur/intérieur, mais de façon soit silénique (grugeant l'os de l'extérieur vers l'intérieur pour qu'en surgisse de l'intérieur vers l'extérieur la substantifique moelle), soit lubinique (dichotomisant extérieur et intérieur comme qui s'avale qui, du sein de soi laminé en Ça au ressort de ses Ego et SurEgo jusqu'en *a fortiori* autrui, au fur et à mesure que ne se privant de conscience qu'en l'en privant à son tour au profit de l'inconscient d'où ne plus l'en mobiliser et gérer que comme automate s'ébranlant en sa fantaisie qui s'en met à fantasmer et fantomiser tous azimuts[1]). Or, « La corporation, dit Wilfrid Lebon, est un organisme, et non pas un mécanisme. Son impulsion doit venir de l'intérieur plutôt que du dehors »[2] et ce, ajoutons, de façon consciente et donc silénique plutôt qu'inconsciente et lubinique. Pour ce faire,

« Le « corporatisme social », prôné par l'Église, ne doit pas être confondu avec le « corporatisme politique » des pays fascistes. Ce dernier n'est qu'un moyen supplémentaire pour l'État de s'ingérer dans tous les domaines de la société, y compris la famille, et de restreindre les libertés des personnes. Mais le corporatisme social reste d'essence démocratique. Les dirigeants de la corporation devront être élus par les membres, et non pas désignés par l'État. Ce que le corporatisme enlève à *l'individu*, écrit Hermas Bastien, il le restitue à la *personne*. Le libéralisme économique ne procure à l'ouvrier que la « liberté de

[1] Par exemple, en ne lui offrant tel ou tel produit qu'en étant censé suscité en lui la compulsion autant de se subordonner à sa production que de l'acheter. Il s'agit de s'assurer que le marché puisse se fluidifier, au gré d'une croissante capacité productive dont émerger et, par-delà la plus-value prélevée entre-temps, selon ce qui peut subsister du pouvoir d'achat, si pas trop plombé par l'inflation (grugeant une toujours plus grande part du revenu salarié en regard d'une quantité relative de biens dits disponibles, mais moins accessibles par leur prix plus élevé). Le tout survient en haute phobie de l'inverse qu'est la stagflation à tendance anticapitaliste par effondrement tout aussi mécanique du capitalisme sur lui-même, par moindre capacité productrice doublée d'inflation.

[2] Dupuis, ibidem.

crever de faim », alors que le corporatisme protège la liberté du travail en organisant l'économie. »[1]

Je souligne, car à garder à l'esprit, des États-Unis au Canada, en considérant la trudeauiste libérale et individualiste Charte des droits et libertés tronquant l'humain du social (envoyé en clause dérogatoire) et ayant parasité la québécoise Charte des droits et libertés de la personne pour se constituer en se constitutionnalisant telle. Ce libéralisme, d'économique en politique, peut s'exacerber sous Carney face au libertarisme trumpien. Il ne s'agit plus tant de corporatisme advenant dans l'entre-deux du libéralisme et du socialisme assimilé au communisme, que de l'humain qui, plutôt que d'être pourfendu entre les deux en une incessante divergence systémique, n'est jamais individuel que d'emblée aussi social, par sa trajectoire de vie à travers des institutions qui sont toutes des synchronies intersexuantes et intergénérationnelles se diachronisant telles (dès la famille, puis aussi l'école, face au travail autonomisant plutôt qu'aliénant et donc à l'économie à organiser pour qu'il soit tel, surtout que se conjuguant avec le sexe au ressort de nouvelles familles rendues viables si pour être scolairement poursuivies, et face à la politique, du moins si soucieuse de sa sociodémographie et de la nation en cause sous-tendant l'État). Comment s'en sortir si le fédéral hypercentralise à l'encontre de la Constitution de 1867 :

« D'après *L'Action nationale*, le corporatisme social était donc compatible avec la liberté syndicale, la démocratie parlementaire et même, soutenait Maximilien Caron, avec le régime fédéral canadien, car il reposait juridiquement sur l'article 92.13 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), qui rattache la propriété et les droits civils aux compétences provinciales »[2] ?

Si ce n'est par le corporatisme social, au moins par cet article 92.13 et l'humain en cause (individu d'emblée social) surgit la problématique géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise à interroger. Si le Canada anglais hors Québec est attaché au libéralisme, le Québec ne pourrait faire d'une réforme corporative sociale, voire plus largement communautaire, le levain de sa conscience sociale faite nationale qu'en tenant compte avec Arès que la réforme intérieure de tout un chacun est son préalable nécessaire[3]. Sinon, comme ici

[1] Dupuis, ibidem.
[2] Dupuis, ibidem.
[3] Le communautaire insère l'individu en la société, mais par les corps intermédiaires de la famille et de la corporation de métiers pouvant impliquer l'Église et en médiatiser l'État, par une sorte de relent des médiévaux Ordres sociaux (clergé, noblesse, Tiers État) de sous les classes sociales, ayant émergé du Tiers État avec la bourgeoisie commerçante en regard du reste du peuple regroupant paysans, artisans, etc. Ces classes sociales ne s'imposent et se généralisent politiquement à l'échelle de toute société dite occidentale qu'au XVIII[e] siècle, alors que s'imposent les Lumières et que la religion naturelle se met à prévaloir avec la raison humaine là où la religion révélée s'imposait avec le clergé,

proposé, réforme du devenir socioinstitutionnel s'intégrant d'autant mieux les trajectoires de vie plus individuelle que selon la réforme intérieure, surtout si spirituelle[1], de tout humain qui n'est jamais individuel que d'emblée social. Social à extirper de la clause annexe et dérogatoire trudeauiste et à retracer à même tout un chacun, par cette part de tout sens de soi qui ne se constitue qu'en s'acquérant avec autrui. La biasymétrie rappelle de sous l'individu si individualiste qu'annexant le social ce qui du même individu lui est au contraire d'emblée social. Elle s'instaure fonctionnellement et se vivifie siléniquement en sa géopolitique métamorphique d'emblée confrontée à sa sous-jacente fantaisie protéiforme qui l'impulse, à tout le moins la pulse. Sinon, ne reste, hors la mixte CAQ, que la persistante dichotomie lubinique entre fédéralisme fait assimilationniste et Québec indépendantiste, car, faute de pouvoir parvenir à s'y émanciper, il tend à s'en émanciper.

---

alors que l'État déborde la simple noblesse féodale. Par la bourgeoisie commerçante, la propriété mobilière s'impose jusqu'à la propriété immobilière et la fait basculer de communale en privée, en particulier par les enclosures si pervasives en Angleterre et au ressort du refoulement de populations allant peupler ce qui devient les États-Unis, avant d'en faire tout autant par la Conquête du Canada laurentien, cœur de la Nouvelle-France, au gré de ce qui devient le Canada de l'AANB. Par catholicisme traditionnaliste, faire resurgir les corporations de métiers s'inspire et renouvelle son idée médiévale, mais implique les Ordres sociaux communautairement constitués de sous les classes sociales axées sur la présomption individualiste censée valoir chez tout un chacun et laminer toute différence autant intra-individuelle qu'interindividuelle quant à l'état de son devenir individuel.

[1] Toute réforme intérieure peut être strictement intérieure et s'en dire spirituelle, voire s'en débattre à la frontière entre la philosophie et la théologie en ayant émergé et ce, du grec et du latin au chrétien dès Augustin, mais peut aussi ne l'être que s'apercevoir ne se constituer telle qu'en étant aux prises avec l'extérieur engageant d'y agir, ce qui seul peut être politique. La dichotomie entre philosophie et politique se ramène à ceci : « La dichotomie entre la vision de la vérité dans la solitude et le retrait, et le fait d'être pris dans les rapports et la relativité des affaires humaines a fait autorité pour la tradition de la pensée politique. » (Arendt, ibidem, p. 152). Or, la philosophie comporte à son tour une métaphysique dont se dégage la théologie et qui, depuis Descartes ayant été le tout premier à se distancier d'Augustin au point de se démarquer de sa théologie pour en autonomiser la philosophie jusqu'à la plus métaphysique, s'y reconquiert et s'en démarque à son tour en sens inverse. La philosophie de type métaphysique censée commencer avec l'étonnement que ce qui est soit et soit tel qu'il l'est a pu se théologiser au point de se monothéiser par la prévalence de Dieu qui s'est énoncé exodiquement « Je suis qui (ou ce que) je suis » sous la figure de YHWH et qui s'est christianisé sous la figure de Jésus (Jeschouah, intégrant en YHWH un schin signifiant un souffle cosmique faisant s'ouvrir aux nations et en particulier des Juifs aux Gentils), puis qui a glissé en l'énoncé cartésien d'une âme présumée d'emblée pensante selon laquelle je pense, donc je suis ce que je suis par l'âme par laquelle je suis ce que je suis. Or, cette certitude intérieure se confronte à ses conditions extérieures de possibilité et s'en révèle problématique comme s'en est aperçu Kant. Plus encore, « Les faits et les évènements sont choses infiniment plus fragiles que les axiomes, les découvertes et les théories –même les plus follement spéculatifs– produits par l'esprit humain. » (Arendt, p. 294), voire « (…) les faits n'ont aucune raison décisive d'être ce qu'ils sont » (Arendt, p. 309). Comme Mallarmé s'en était aperçu en ses *Notes*, jusqu'à la métaphysique cartésienne est à réancrer, via sa morale par provision, en sa si humaine contingence, *a fortior*i en étant aux prises avec la factualité et par là, l'exigence d'agir, au sens politique, autant que possible avec prudence, d'où une certaine persistance philosophique, mais d'une raison d'emblée pratique davantage que théorique. Dès les Romains, le droit oral *(jus*) s'est fait ensemble de lois écrites, publiques et laïques (*lex*) et c'est bien par une loi, celle de 1905 en France, que la laïcité s'instaure comme principe juridique proprement politique distinct de toute manifestation spontanée du libre arbitre aperçu strictement intérieur à la façon de l'esprit du christianisme augustinien, de sorte que la sacralité isolée du lien social par l'ecclésiastique organisant les croyances a pu de nouveau renouer avec le fait social jusque des sociétés les plus archaïques, selon lesquelles la construction du lien social est le sacré même à la source jusque du religieux. Voir Jacques Ducol, *Et enfin la laïcité. De la domination du religieux contestée à l'émancipation laïque réalisée*, Paris, L'Harmattan, 2026.

Le tout remonte à la fusion de l'individualisme issu de la Réforme et du libéralisme issu de la Révolution française, au gré du sous-jacent utilitarisme (ce qui m'est utile à titre individuel est bien et est censé être libérale source de richesse collective par PIB croissant). Ladite main invisible régulant le marché, selon Adam Smith, se conjugue alors avec ladite volonté générale rousseauiste fondant son contrat social en politique. L'humain y éclate entre l'individuel uniquement individualiste et le social uniquement libéral, mais fusionne abstraitement de celui-ci à celui-là en se faisant d'autant pure que virale collectivisation d'individus se grégarisant au gré de leur commune interface utilitariste (du gestionnaire à l'automate) en venant à se départager entre les deux au gré de leur connivence.

L'opportunité manquée de l'humain susceptible d'être considéré tel, à savoir jamais individuel que d'emblée social, se retrace par l'humaniste fil ficino-rabelaisien avant Descartes et *a fortiori* ledit devenir moderne. Ceci exige une culture renaissante plutôt que sautant du Moyen-Âge, voire de l'Antiquité gréco-latine prolongée en christianisme médiéval, au Classicisme (XVII^{e} siècle), aux Lumières (XVIII^{e} siècle) et à la Modernité qui s'en dépasse et s'élargit en se postmodernisant (depuis le XIX^{e} siècle), mais qui peine d'autant à s'y articuler que sans s'apercevoir de cette sous-jacente résurgence renaissante se réintégrant cette Antiquité de sous et avec ce Moyen-Âge. De ces prémices renaissantes de la modernité peut surgir une processuelle renaissance mondiale au XXI^{e} siècle, dont les affres s'éclairent entre-temps par et depuis ce qui est advenu au XX^{e} siècle, surtout de la crise de 1929 advenue en l'entre-deux des guerres mondiales à la ressaisie capitaliste survivant à son propre effondrement et rebondissant et se transférant hégémoniquement de britannique en étatsunienne, mais en semant d'emblée les germes des nouveaux problèmes dorénavant à affronter. En particulier du fait d'avoir supplanté en maints pays, mais en particulier en Iran, l'essor démocratique de Mossadegh en 1953 et, faute de prévention politique, de se mettre à pratiquer une politique préventive fort agressive tous azimuts contre toute résurgence de son refoulé par dit droit de se défendre, *a fortiori* sous l'incitation d'Israël au XXI^{e} siècle.

— Écueil de la prévention politique sombrant en politique préventive

Même si cela n'a été qu'un entrefilet aussitôt oublié que diffusé, on ne saurait sous-estimer l'importance d'un fait qui s'est conjointement produit le jour même de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 aux États-Unis qui s'en sont mis depuis lors à exposer plus ouvertement leur propre tendance à propager la

terreur (style : nous versus eux, la nôtre versus la leur) comme voie de domination d'autant toujours plus absolue qu'à nulle autre pareille et si exceptionnelle que la seule sur laquelle se modeler. Ce conjoint fait se greffant sur ce fait si porteur : Ariel Sharon a aussitôt exploité cette recrudescence de la terreur pour déclarer toute autorité palestinienne terroriste et financer le Hamas en vue d'assassiner le Fatah, qui était pourtant devenu plus pacifiste et légitime et d'en couler ainsi toute solution à deux États. Netanyahu, son héritier, a davantage magnifié le tout et a fait des pieds et des mains pour trouver une façon de faire s'impliquer les États-Unis dans sa guerre tous azimuts au Moyen-Orient, ultimement contre l'Iran, ce qui n'advient plus pleinement qu'avec Trump en 2025-2026, mais selon un résultat final si mitigé que Trump cherche comment se sortir de ce bourbier (bien sûr, en jouant encore et toujours de façade, comme quoi irait bien mieux que ça ne va en réalité et ce, grâce à lui et à l'apparence qu'il veut bien donner du et pour le réel, voire en faire la glue faisant en tenir ensemble tout ce qui pourtant s'en déglingue). Rappelons que l'Antique Perse avait tempéré l'Exil et avait finalement permis aux Hébreux s'y étant trouvés réduits aux seuls Juifs (le fameux reste survivant) de revenir chez eux. C'est seulement en l'an 70 après Jésus-Christ que, de la destruction d'Israël et d'abord et avant tout de Jérusalem (avec interdiction d'y revenir) par les Romains, a surgi la diaspora à laquelle le sionisme n'a commencé à répondre qu'à la toute fin du XIX^{e} siècle et à accomplir qu'au XX^{e} siècle. Or, non seulement la Palestine s'est entre-temps arabisée, mais la Perse s'est aussi arabisée et le tandem du Royaume-Uni et des États-Unis l'a empêchée de se démocratiser en 1953 et a instauré contre Mossadegh la dictature du Shah pratiquant via la SAVAK (formée par la CIA étatsunienne et le Mossad israélien) le terrorisme préventif sur la population iranienne. Depuis 1979, elle a viré en dictature islamique, dont le principal « crime » a été de chercher à vendre du pétrole hors du pétrodollar instauré par Nixon via Kissinger avec l'Arabie Saoudite (par laquelle entraîner l'OPEP) en échange d'une sécurité militaire[1]. Plus prise de l'ambassade étatsunienne, d'otages et de documents compromettants, de Carter à Reagan et sa forge du slogan MAGA, dont Trump n'est que l'exacerbation hyperbolique, tout comme l'est sa dite vérité toujours plus uniquement la seule sienne et faite contrainte tous azimuts à lui en être fidèle et à en constituer le Temple en disséminant partout l'effigie. Ce peut être problématique si la trumpiste statuaire d'or, plus tous les quasi-délits d'initiés pour faire s'enrichir tout son clan,

[1] Suite à leur guerre à la Yom Kippour contre Israël (1973), les États arabes, via l'OPEP, ont privé de pétrole les États-Unis et les pays supportant Israël, ce qu'il fallait retourner. D'où le « deal » nixonien avant son exacerbation de Reagan à Trump en faisant un art.

rappellent trop le biblique épisode du veau d'or. Les incessantes sanctions étatsuniennes contre l'Iran rééditent l'initial embargo britannique économique contre le pétrole iranien de 1951 pour contourner sa défaite juridique à la Cour Internationale de Justice (CIJ) à La Haye au profit de Mossadegh et fomenter en sous-main son renversement en faisant accroire aux États-Unis qu'il était communiste et non démocratique, d'où le plan AJAX concocté par le MI6 et la CIA et approuvé par Churchill et le républicain Eisenhower (y étant bien plus enclin que le démocrate Truman y ayant résisté), le tout avant que n'émerge le prétexte plus présentable de l'arme nucléaire dont un tel Iran pourrait éventuellement se doter[1]. Risque ainsi de s'occulter que le fait de s'accaparer et se disputer le pétrole est prototypique du même sort réservé à la nature entière, comme l'illustre la publication par Rachel Carson en 1960 du *Printemps silencieux* dénonçant l'usage des pesticides les faisant s'infiltrer partout jusqu'en les aliments et au sein de tous les vivants, dont les humains, le tout introduisant à la rupture de l'harmonie avec la nature alors en cours. D'où l'impression plus prégnante du Paradis perdu ravivant quelque résurgence biblique et la tension toujours plus dichotomique faisant resurgir, révéler et s'en trouver hanté du spectre de l'écocide au gré d'un tel plus apparent essor économique, toujours plus assoiffé de croissance sans fin sur une telle base tenant à rester ignare de ses effets contre-productifs ou plutôt ne voulant rien en connaître que ce qui s'en euphémise en externalisation des coûts, puis s'en radicalise, de la forge de l'automate humain en son externalisation en robot d'où le gérer via maintes interfaces informatiques (en fusionnant infor(-mation) et (auto-)matique), dont les plateformes numériques toujours plus algorithment rythmées et intégrées (en politique, économie, militaire, surtout depuis la fameuse guerre israélo-étatsunienne si bien orchestrée en Iran en 2026, à tout le moins lors des seuls premiers jours). La crainte de l'arme atomique (depuis Hiroshima et Nagasaki et sa prolifération entre États-Unis et Russie) a très tôt été aussi celle d'un tel écocide. Font un, au moins fantasmatiquement, l'hiver nucléaire et le réchauffement climatique, dès lors que le pétrole évoque le CO_2 dit ou tout à l'inverse dénié l'augmenter et en être un polluant au même titre que les pesticides tout aussi abusivement utilisés au fur et à mesure que les toujours plus expansives

[1] Maintes informations déclassifiées par les États-Unis sont cachées par le Royaume-Uni, voir www.youtube.com/results?search_query=iran+vs+israël+CIA+cache+depuis+1953. De fait, le Royaume-Uni essayait de rattraper la bascule technologique le déclassant face aux États-Unis, du charbon et la vapeur à l'électricité, au moteur à explosion (fonctionnant au pétrole) et à la chimie de synthèse, bien plus propices à la production, et de là, la consommation de masse. En plus d'être endetté envers les États-Unis depuis la 2e Guerre mondiale (jusqu'au début du XXIe siècle) et de voir la livre sterling être remplacée dans les échanges internationaux par le dollar depuis Bretton Woods, puis par le pétrodollar à compter de Nixon, avec embargo et enfin, guerre contre l'Iran pour l'imposer à la planète.

monocultures agraires appauvrissent les sols et (tout au contraire de ce qui était visé, donc par contreperformance sous façade de performance) qu'elles sont plus à risque d'invasions nuisibles à contrer. À moins de transformer génétiquement les semences dès lors rendues aptes à y résister, mais aussi d'exiger toujours plus d'engrais tout aussi artificiels. S'en relance le même disque dans un tel tout autre registre technosolutionniste, surtout que ces engrais ruissellent en l'environnement et s'intègrent de nouveau aux aliments et à tous les vivants, dont les humains, etc., tant le tout ne cesse de s'en accélérer selon un tel rythme si endiablé que toujours plus infernal, si ne s'en faisant subitement refroidir. Ce qui étonne du réchauffement climatique, ce n'est pas tant que la chaleur globale augmente qu'elle fasse se côtoyer et s'alterner les extrêmes (froid/chaud, pluies torrentielles/incendies, etc.) ici et là.

Jusqu'à une certaine politique soufflant le chaud et le froid, comme l'illustre Donald Trump par son style alors dit transactionnel, l'évoque sans même y penser, mais non sans l'en réactiver inconsciemment. Souffler le chaud et le froid préside à la forge d'épées d'acier trempé, mais en l'occurrence de fidélité trempée. Tout ce qui ne l'est pas n'est plus que trahison et bouc émissaire en puissance et le plus tôt possible à faire tel, question d'y délester sa rage qu'il est d'ailleurs considéré suscitée et que seule sa terreur peut racheter, s'il n'en est pas simplement plus physiquement, entendez militairement, écrasé. Le choix des mots serait censé faire covarier la réalité : dominer la nature, voire s'adonner à quelque géo-ingénierie technosolutionniste de tout et quelque problème qui peut y surgir, dès que s'écartant trop de cette présomption de la contrôler, pour les uns, là où d'autres, tout en étant plus soucieux de savoir si tout au contraire les mots pourraient mieux correspondre à la réalité, considèrent que la nature est plutôt source de limites environnementales auxquelles plus ou moins bien parvenir à s'adapter, car toute intervention sur elle, dont sur ses changements climatiques, n'est pas sans comporter quelque incertitude à prendre en compte et plutôt susceptible d'exiger de changer soi-même, ne serait-ce que par précaution (que supporte fort mal toute domination se complaisant dans le fracas et les coups d'éclat, à l'emporte-pièce, si tronqué ce dont il est censé être question soit-il). Ne surtout pas modifier ses comportements pour ne plus que dominer la nature et contrôler les gens par la peur au point d'en dominer l'âme. Le tout surgit d'une seule et même source : dominer pour s'accaparer (si tout ne se retourne et ne resurgit en sens inverse au point de hanter). Même en ce cas, l'histoire est celle à la fois de la nature ET de l'humain, car l'humain coévolue avec la nature. Surtout si la nature est faite source de ressources dont s'accaparer, de chaînes

d'approvisionnement à sécuriser, de productivité par laquelle concurrentiellement s'imposer et quitte à en externaliser les coûts, mais surtout de double standard qui fait imposer le libre marché si le dominant, mais vire autrement en protectionnisme à tout crin et en défense fort agressive accusant tous azimuts les autres d'injustice d'oser un tant soit peu prévaloir en quoi que ce soit, bref en tout et rien. D'où les tarifs trumpiens.

Le sionisme initialement juif s'est aussi magnifié en se faisant tant sionisme chrétien que d'emblée néosioniste : ce n'est plus tant la diaspora juive qui revient en terre d'Israël, mais des chrétiens surtout évangéliques, pro-Trump et même pas d'abord juifs, qui appuient le retour de la terre d'Israël d'avant la diaspora, ce qui implique de s'intégrer à la guerre de l'Israël de Netanyahu tous azimuts, ultimement contre un tel Iran. Sur l'unilatérale cruauté bafouée le 11 septembre 2001 sur le sol des États-Unis, l'Israël issu de Sharon et Netanyahu s'est greffé pour détruire toute solution onusienne à deux États et prétendre ne que se défendre contre le Hamas qu'il a créé à cette fin, mais qui s'est retourné pour l'attaquer. Terrorisme d'autant indigeste que ne se faisant instrumentaliser que se retourner contre sa source et l'en hanter. Or, le Hamas est un proxy de l'Iran. Si vous suivez bien ce « raisonnement » de tout ce qui semble si bien s'enchaîner, vous arrivez à la conclusion que la guerre implique tout le Moyen-Orient (avec impact sur la planète entière), au fur et à mesure que la greffe israélienne sur la cruauté étatsunienne bafouée en son unilatéralité, la redouble et lui procure l'opportunité de se déchaîner en même temps que de s'habiller d'un Dieu Colère (à l'antipode du Dieu Amour promu de Jérémie à Jésus-Christ) s'en dé-/re-doublant tout du long. Du divin peuple élu à un État élu s'en donnant visage par l'élu politique dirigeant le tout ainsi enchaîné jusqu'à y réagir et s'amplifier en sa tendance à se déchaîner, voire, de divinement à humainement, à s'enrager de tout et rien, mais de tout autant issu que réduit ou à réduire à rien :

« Pour légitimer l'injustifiable, Washington a recouru à des justifications préventives. À cet égard, la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran n'est que le dernier maillon d'un effort de 25 ans visant à sacraliser la politique de puissance par des guerres préventives. (…) La guerre préventive unilatérale constitue une menace pour le principe de souveraineté des États, car elle permet à une nation de juger des « intentions » d'une autre, sans preuve objective d'une attaque imminente. En créant un dangereux précédent, elle incite d'autres nations à utiliser des prétextes similaires pour leurs attaques « préventives », ce qui pourrait conduire à une instabilité mondiale. »[1]

[1] https://groupegaullistesceaux.fr › la-guerre-menee-par-les-etats-unis-et-le-droit-international.

De fait, non 25, mais 75 ans, car depuis 25 ans, c'est seulement devenu plus évident que ce ne l'était lors des précédents 50 ans, surtout au moment du renversement de Mossadegh et de la mise à mort, par de dites démocraties, de la démocratie naissante en Iran en 1953, d'où un type d'avortement autrement plus grave que celui plus usuellement débattu entre pro-vie et pro-choix, car d'emblée massif et pouvant faire ressortir que le pro-choix, plus soucieux du fait que l'humain est d'emblée social jusqu'en ce qui lui permet d'être individuel, est bien plus pro-vie, mais plus pleinement humaine, que lesdits pro-vie tronquant l'humain du fait d'être d'emblée social, voire pouvant fort bien le mortifier et même lui faire subir un terrorisme préventif pour l'en contrer d'être tel afin de le réduire au seul individuel toujours plus individualiste lui imposant d'être ce qu'il veut qu'il soit, à savoir le total envers de lui-même mis en lieu et place, sous façade et à l'encontre de lui-même.

Dire pour ne que taire, voire faire taire. Si ce n'est par paranoïa, c'est par sous-jacent tabou qui est son substrat (et que peut hypermagnifier un Dieu dont le nom ne peut se prononcer et qui est d'abord source de crainte bien plus que d'amour) et *a fortiori* si virant à la cruauté et la faisant se greffer sur une autre au point de s'en démultiplier mutuellement, d'autant que selon les affections de sa seule fantaisie se formatant à cette fin (par désir de ce dont jouir, mais pour soi seul, et conjointe crainte de ce qui afflige et endolorit, mais à totalement vicarialiser et unilatéraliser, à la source de tout dit refoulement ne s'opérant du sein de soi qu'en se projetant et s'enterrant en et surtout avec l'autre à faire disparaître à cette fin)[1]. Ainsi, taire qu'Israël a la bombe atomique s'évite de s'expliciter face à sa dite guerre préventive contre l'Iran pour l'empêcher de l'avoir. D'autant que ne le croyant pas lorsqu'il dit ne pas chercher à l'avoir, *a fortiori* en ne pouvant plus avoir de données suffisantes pour l'évaluer depuis que Donald Trump a supprimé en 2018 l'entente d'Obama de 2015 instaurant le processus censé le permettre. Ceci permet aussi de ne pas s'interroger et se demander pourquoi l'état dissuasif mutuel, comme entre les États-Unis et la Russie (mais aussi entre Inde et Pakistan, etc.) pour ne pas aboutir à une autodestruction généralisée, ne fonctionnerait pas. Non selon Israël ou selon l'Iran, *a fortiori* quant à leur rapport si absolument inverse

[1] Les ficiniennes affections de la fantaisie, désirer ce dont jouir et craindre ce qui afflige et endolorit, s'en dichotomisent entre soi se réduisant à son seul ego s'accaparant tout désir de ce dont jouir à soi seul et autrui qui ne peut plus être rien d'autre que l'alter ego, à savoir l'autre en vis-à-vis d'un tel ego, et en qui vicarialiser toute crainte de ce qui afflige et endolorit, au point d'en faire d'autant un tabou chez soi, en tout un chacun au sein d'une société, que peut en émerger quelque éventuelle paranoïa, si faisant surtout craindre son retour avec autrui depuis ce qui en est refoulé et confiné d'autant en lui que du fond de soi, selon quelque cruauté y prenant tant plaisir que se l'intégrant à son egocentrique désir de ce dont jouir s'en exacerbant d'autant. Le sadisme peut s'ensuivre comme s'en est aperçu Dany-Robert Dufour, *Sadique époque : Comment en sommes-nous arrivés là ?*

à quelque État palestinien arabe respectivement à laminer pour l'empêcher d'émerger depuis et selon Israël (du moins l'Israël s'imposant de Sharon à Netanyahu) ou à instaurer à la place d'Israël, car les deux s'en font l'un à l'autre une menace existentielle et les partis pris pour l'un ou pour l'autre amplifient le tout. Donc, pourquoi ça ne fonctionnerait pas, non selon Israël ou selon l'Iran, *a fortiori* selon ces partis pris amplificateurs, mais selon la dynamique d'ensemble, si et seulement si contribuant à ce que toutes ces parties s'intègrent d'autant mieux internationalement et interétatiquement. Le recherchait davantage l'entente de 2015 d'Obama avec l'Iran, en limitant l'uranium iranien, même si sans questionner au même titre l'arme atomique israélienne, avant que Trump l'abolisse en 2018, tout en prétendant que l'Iran aurait continué d'enrichir l'uranium sous façade de négocier, certes, mais en occultant que les États-Unis ont empêché la démocratisation de l'Iran et que la dictature terroriste (déjà fort préventive) qu'ils y ont implantée à leur profit a viré en cette tout autre, moins avenante, par choc en retour. Font davantage problème les drones et les missiles, voire l'enjeu du détroit d'Ormuz pour la libre circulation commerciale, que le seul uranium enrichi. Trump s'essaie à quelque troc en échange d'une garantie (pour autant qu'il puisse lui-même paraître un tant peu fiable aux yeux de l'Iran) de respecter les droits iraniens et de relâcher la pression financière (comme autrefois Obama, mais en payant cette fois-ci bien plus cher ?). Iran à reconstruire (et ça va coûter très cher, suite aux récentes destructions), échanges commerciaux à rétablir et que Trump veut faire s'orienter d'Iran vers les États-Unis, alors que l'Iran veut rester libre et encore moins abandonner ses liens avec Russie et Chine qui ont grandement contribué à sa survie face à l'agression israélo-étatsunienne…

Bref, seul le recours à la prévention politique (plutôt qu'à la politique unilatéralement préventive jusqu'au terrorisme préventif, si vicarialement opérant soit-il rendu) semble pouvoir mener à réduire ou éliminer les causes de la conflictuelle hostilité absolue mutuelle empêchant la dissuasion tout aussi mutuelle d'être opérante, de manière à dégager la conjointe possibilité d'un intérêt commun faisant progresser la même dissuasion[1]. Ça, s'il n'y avait qu'Israël et Iran. Or, il y a aussi les grands impérialismes, en l'occurrence le gouvernement étatsunien qui s'entête, non seulement à armer autant Israël que l'Arabie saoudite (d'où était issu Ben Laden qui n'acceptait pas cette alliance connivente), mais à

[1] Gilbert Achcar, *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, p. 107. L'auteur propose une dialectique civilisationnelle (Marcuse) d'où aborder l'entrechoc des barbaries s'y générant et l'en caractérisant, en particulier par ce qu'Élias appelle « la cruauté, le plaisir que procure l'anéantissement et la souffrance d'autrui… » depuis sa présumée propre supériorité physiquement manifeste. Or, la barbarie du faible, ledit terrorisme, resurgit et répond à cette cruelle barbarie du fort.

faire de l'Arabie saoudite sa porte d'entrée pour y maintenir sa propre force armée et opérer unilatéralement dans la région. L'illustrait déjà l'embargo ayant débilité la population irakienne encore pire que ne le faisait déjà Sadam Hussein et *a fortiori* en abattant ce régime sous un fallacieux prétexte pour se doter d'un bouc émissaire suite à l'attentat terroriste sur le World Trade Center, en plus de contribuer à magnifier toujours plus le conflit israélo-palestinien sur ce même modèle. Modèle, non plus de la défense, mais tout au contraire de la dominance étatsunienne s'étayant de l'asymétrie des forces et capacités militaires à son propre avantage, au point d'infléchir la notion de dissuasion pour ne plus seulement endiguer et empêcher l'adversaire d'agir, mais pour l'empêcher même de réagir, voire pour d'autant mieux y parvenir que s'essayer à l'anéantir. Se forge ainsi en toute connaissance de cause ce qui se défléchit toujours plus du terrorisme d'État, toujours plus occulté, en terrorisme qui lui répond, qui le cible et qui est alors seul étiqueté tel, qu'il soit intérieur (McVeegh…) ou extérieur (de Ben Laden à l'Iran, mais aussi du Hamas ayant été financé par Israël au même Hamas ayant rebondi en le même Israël et fait remonter au même Iran). Si elle ne progresse, la dissuasion régresse en même temps et à même le droit, de national en international (dont l'onusien), mais lui-même inscrit d'étatique en interétatique (selon des États se reconnaissant versus se déniant mutuellement l'existence et donc, s'en faisant menace existentielle l'un envers l'autre autant à rebours de toute dissuasion possible qu'au ressort du terrorisme et de l'entrechoc des barbaries ?). On s'en aperçoit, l'enjeu n'est aucunement seulement de puissance, mais d'écart de puissance visant à se maximiser et ne parvenant qu'à se dichotomiser : domination totale présumée ET annihilation totale constituant son refoulé à risque de faire retour. Le tout ne se pense (sur ce mode si paranoïaque schizophrénant mégalomane narcissique d'autant toujours plus idéologiquement figé et absolutisé que totalement tordu et noué en lui-même) que se fantasme fort cruellement et cherche à se conforter et renforcer par une réalité empiriquement réifiée en ce sens[1]. S'aperçoit le processus faisant germer et monter les extrêmes

[1] Son prototype, intellectuellement cartésien et pragmatiquement étatsunisé, s'est constitué dès le début de la Modernité par une rhétorique du On censé valoir de façon anonyme pour tout un chacun et faire en être confiné à ce que Durkheim appelle l'anomie, à la source du suicide, voire de l'homicide qui, au fond, n'est que sa vicarialisation jamais idéologisante que fantaisistement si cruelle qu'empiriquement réifiante. Descartes n'est qu'un Rabelais inversé et leur point pivot est Montaigne, lequel aperçoit et cristallise le ressort rabelaisien selon lequel si penser est douter, *a fortiori* fantastiquer comme je le fais est douter, mais s'assaisonne de Charron dont la prud'homie permet à Descartes de faire de la générosité cette passion de l'âme d'où et par laquelle l'entendement peut encore un tant soit peu opérer avec la fantaisie (à laquelle avoir arraché le doute prégnant chez Montaigne pour le siphonner en et au profit de la seule pensée) et les sens (alors faits les ressorts du On mais d'autant identifié au Malin génie laïcisant d'autant le Diable –tout ce qui est jeté en travers et qui fait donc obstacle– qu'exacerbant un doute si craint et donc redouté qu'à faire virer en vérité hyperbolique (comme l'appelle Trump et comme l'éclaire le mécanisme victimaire girardien)).

(avantage asymétrique s'absolutisant ET moyens asymétriques lui rétorquant par retour hors de leur refoulement). S'en accroît la tension être/néant d'emblée d'autant tout/rien qu'un/pluralité censé se faire et se mobiliser depuis et selon quelque centre (local ? plutôt que partout ?)/périphérie (éparse ? plutôt que nulle part?). En surgit et s'impose la hiérarchie (commandement sacré) présumant supplanter toute hiérophanie (manifestation sacrée) risquant autrement de lui échapper et, par quelque hiérophante, de révéler une trop inverse possibilité inhérente à une même raison cynique, si triomphante et pervasive soit-elle : de l'incessante crise idéologique toujours plus aigüe à, tout ce temps, l'exigence d'autant accrue, mais différée de sa critique.

Posséder l'arme atomique est déjà l'utiliser, au moins faire chanter, comme l'a remarqué Günther Anders dès 1960, d'autant qu'il peut y avoir tabou taisant en disposer et *a fortior*i si alimentant quelque oubli forcené de ses propres actes antérieurs au profit d'une paranoïa craignant d'autant l'effritement de sa propre unilatéralité que le resurgissement de son refoulé, même si pour se transposer et s'euphémiser en un dit droit de se défendre occultant d'autant que vicarialisant et instrumentalisant en tiers son propre terrorisme préventif, voire hallucinant au besoin quelque menace immédiate, plus diffuse et dite existentielle (donc supportant mal le fait de l'existence d'autrui dont se dire menacé, surtout s'il s'agit du terrorisme vicarial et instrumental se retournant contre sa source et l'en hantant).

Pourquoi taire que l'enjeu n'est pas tant l'arme nucléaire (jusqu'en l'équilibre de la terreur s'en faisant éventuel effet dissuasif mutuel, si ne se rompant et s'asymétrisant unilatéralement, mais non sans paranoïer et s'en faire dit droit de se défendre fait celui de dominer et d'en laminer préventivement autrui ?) que sa non-prolifération déjà entendue à l'ONU, mais maintes fois contournée ? Israël (conforté par les États-Unis) tait en être dotée, suppute parfois son usage (dont un membre du gouvernement Netanyahu ayant proposé d'en lâcher une sur Gaza

L'âme est présumée d'emblée si pensante que présider à son esprit inspectant le fameux morceau de cire mis pour tout corps d'avant à après qu'un tel On l'approche du feu et, jusqu'en le vivant, dont l'humain, s'en trouvant instrumentalisé à la façon d'un cadavre. Y. Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*, Paris, L'Harmattan, 2026. Un autre signe du On est l'emploi de la lettre N comme en Monsieur N, anonyme. Aperçu dès ladite hérésie rabelaisienne de substituer un tel N à M et de donner âne pour âme, il est signifié tel, en les songes de Descartes de 1619, lui donner un melon représentant le monde (dont Montaigne, le lui inspirant, s'était retiré pour en cultiver). En ses lettres, Marie de l'Incarnation s'y réfère une dizaine de fois. Il n'est pas difficile de faire le lien avec notre époque et les mouvances Anonymus, dont Q-Anon. Trump y a tant surfé lors de son 1er mandat et il en dirige d'autant mieux le cours lors de son 2e. Le leurre est de présumer le seul ego sans son conjoint alter ego anonyme pervasif par lequel il est question de tout un chacun, mais sans savoir lequel, d'Il à On, voire à Ça d'où se forge et émerge un tel Ego et aussi SurEgo. Du Ça nietzchéo-freudien au « Es gibt » (Ça donne) heideggerien. Un Rabelais pascalien l'annonçait, de l'âme à l'âne, dès que de se faire ange à s'en faire bête ? *Ainsi parlait Zarathustra* de Nietzsche culmine en l'adoration de l'âne, s'écriant I.A.

pour y éradiquer le Hamas) et veut d'autant en limiter unilatéralement la prolifération que focaliser sur le seul Iran lui semblant si à risque d'en briser l'unilatéralité (sans jamais aborder le thorium chinois qui, s'il peut être substitué à l'uranium, ne peut aucunement mener aussi aisément à une telle prolifération). Surgissent maints âges successifs magnifiant toujours plus l'armement nucléaire (quelque part entre fantasme et réalité) à travers le monde[1], malgré d'épisodiques accalmies, dont les traités SALT, puis START entre États-Unis et Russie. La non-prolifération onusienne contournée se fait guerre préventive faisant s'en doter et dominer et d'où l'imposer unilatéralement. En particulier pour au moins faire chanter, sans doute comme aussi les États-Unis trumpiens l'en laissant sous-entendre, lorsque menaçant d'éradiquer l'Iran, même si cela n'a aucunement fonctionné, si ce n'est au sein même du camp républicain trumpien s'étant mis à s'en scinder encore davantage.

Sur le même modèle, pourquoi faire disparaître aussitôt que publié que des États arabes alliés des États-Unis trumpiens leur font le même reproche que la mouvance MAGA d'avoir prétendu s'occuper des États-Unis et de mettre fin aux guerres extérieures, en l'occurrence celles au Moyen-Orient, mais de faire le contraire ? La réponse trumpienne ne peut être que les faire s'y impliquer à leur tour en se mettant à leur vendre encore plus d'armement, après les avoir empêchés de maintenir la désescalade avec l'Iran prévalant depuis 2023, leur en avoir fait subir les contrecoups et de là, tout à l'inverse, les entraîner dans

[1] https://www.rfi.fr/fr/connaissances/20250317-menace-et-dissuasion-nucléaires-état-des-lieux-dans-un-monde-en-crise. Lors du 1er âge, par-delà les deux bombes lâchées par les États-Unis sur le Japon, « les cinq puissances formant en 1945 le conseil de sécurité de l'ONU, autrement dit les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, ont été, par la suite, les cinq premières, dans cet ordre, à acquérir la bombe atomique. » Lors du 2e âge, leur droit de veto s'étaye « dans le désir commun de maintenir ce qu'on nommait depuis le milieu des années 1950 « *l'équilibre de la terreur* » dans ce club très fermé, supposé plus contrôlable, la résolution 2028 sur la non-prolifération nucléaire fut adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 novembre 1965. » Traité de non-prolifération signé en 1968, en vigueur en 1970, la France et la Chine n'y adhérant qu'en 1992. Entre-temps, Israël s'en dote probablement et non officiellement en 1967, l'Inde en 1974. Le 3e âge fait plonger dans un monde multipolaire où le Pakistan s'en dote en 1992 et la Corée du Nord en 2006. Dans la suite de l'impérialisme russe et sa guerre en Ukraine (qui regrette sans doute d'y avoir renoncé), toutes les puissances nucléaires du CPS se trouvent plus ou moins directement concernées. La dissuasion réside en la seule destruction mutuelle assurée qui, en plus du nucléaire, intègre aussi des risques non conventionnels accrus, dont la destruction environnementale et les nouvelles technologies. Les grandes puissances se vouant à leurs tensions interimpérialistes (euphémisées en monde multipolaire) et s'affranchissant de toute règle commune possible, « les garde-fous des institutions internationales de l'immédiat après-guerre ont perdu de leur force et donc de leur crédibilité ». S'y ajoute la décrédibilisation institutionnelle du dollar étatsunien, si hégémonique soit-il encore, depuis que Trump impose que sa prochaine émission porte sa signature, donc l'en personnaliser, voire égocentrise. Toute critique du dollar sera dorénavant une critique de sa personne et bien sûr, va en surstimuler la rage et la cruauté. Jacques Provost rappelle que sur cette voie, divers anciens empires se sont effondrés. https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/chronique-trump-signe-les-billets-de-banque-et-l-amérique-signe-son-déclin/ar-AA1Zvhee. Double hégémonie du dollar et de l'arme nucléaire les révélant tous deux initialement étatsuniens et covarier. Deux faces d'un même monopole de la terreur pour tout s'asservir à sa fantaisie… cruelle.

l'escalade guerrière. Comme l'Israël de Netanyahu y entraîne d'abord les États-Unis et avec eux, ces alliés arabes, en plus d'essayer d'en faire autant avec l'Europe, l'OTAN, etc. Cette politique fantaisiste consiste à ne dire pour ne que paraître telle, à savoir dire, tout en faisant l'inverse, à savoir taire et par surcroît faire tout le contraire de ce qui est dit, mais dans la lignée de ce qui est tu et qui tue. Fantaisie d'autant cruelle que censée monopoliser et instrumentaliser la terreur : Pâques 2026, jour de la Résurrection, inspire à Donald Trump de jouir de pouvoir menacer unilatéralement l'Iran, non plus le régime, mais la civilisation entière, de destruction totale. Entraînant l'humain entier, sa parole politicienne, surtout que fantaisiste, ne se dit qu'en comportant son inverse sous-jacent rendu prévalant, à savoir taire et surtout faire taire. Ce silence peut être bien plus parlant que ce dire, *a fortiori* si par compulsion corporelle bien plus prostatique qu'hystérique faisant inconsciemment passer à l'acte (unilatéralement transactionnel et variable à tout moment, question de « tirer un coup » ici et là). Seul le concept révèle que, laisser à elle-même, une telle parole, si fantaisiste, est si dichotomisante que schizophrénante, tant tout n'y est entre ses ego/alter ego que tout/rien, être/néant, unitaire exécutif/pluralité toujours davantage amoindrie des pouvoirs. Donald Trump essaie de faire accroire que l'Iran, même si le contredisant, accepte de négocier (sous les bombardements en cours et autres préparatifs invasifs), mais a peur de le reconnaître : ses désirs sont tant sa réalité que la réalité est censée s'y conformer, fût-ce malgré elle-même. Le désir de ce dont jouir s'assoiffe toujours plus de la fort vicariale crainte de ce qui afflige et endolorit censée tout faire s'y plier et l'en conforter, tant la cruauté ne peut se complaire en elle-même que si parvenant à s'en repaître. Comme Ficin l'a établi, il n'y a aucune raison qu'entre fantaisie, si en émergeant et s'en éveillant plutôt qu'y sombrant, et son propre devenir intellectuel, non sa présomption de ne l'être que toujours déjà et de ne pourtant plus tout au contraire que se refléter et dégrader en une telle fantaisie inconsciemment opérante. La fantaisie n'a de jugement que circonstanciel, à court terme et transactionnel. Elle est inapte à laisser émerger et incite plutôt à présumer du jugement universel issu du seul intellect. Dès l'ego, elle s'enferme en sa propre idiosyncrasie et méconnaît forcenément que l'ego est un mot du langage commun, voire de toute langue commune le comportant, et qu'il est disponible et ouvert à tout un chacun, autant soi qu'autrui, donc depuis soi n'émergeant jamais à soi-même et ne s'en forgeant un sens de soi que chargé du sens d'autrui au ressort, à même et jusqu'en tout et quelque ego que ce soit, si pour être un tant soit peu intellectif et proche de Dieu, en le servant plutôt que s'en servant en vue d'asservir. Tout schéma corporel est tronqué depuis le seul égocentrisme, jamais

intellectif que toujours dégradé en idiosyncrasique et collectivisé (viralisé) tel, à force de ne se diffuser que se dévider de toute sa teneur allocentrique constitutive du sens de soi pour la vicarialiser et l'imposer en vue de lui seul à autrui, en pouvant plus jamais n'être rien d'autre que « son » seul alter ego. Le logo onusien axé sur le pôle Nord se dégrade en logo étatsunien trumpien, du Conseil de Sécurité de l'ONU en celui dit de Gaza. Platisme d'autant géopolitique que réifiant jusqu'à sa géophysique, à rebours de plus marginaux platistes qui croient que la Terre est géophysiquement plate et dont ne s'être guère aperçu qu'ils cherchent à exprimer empiriquement d'où se méfier et résister à une telle géopolitique qui en convertit d'emblée le mythe en fantaisie abusive au ressort d'une telle idéologie se l'absorbant. Tout aplatir résulte et se fait constat platiste. Le platisme, non plus donné, mais produit pour l'être, se fait complotisme.

La pensée n'émerge à elle-même au ressort de quelque entendement forgeant quelque concept que ce soit qu'en s'y mesurant d'emblée d'autant à ce dont elle s'y dote et y aperçoit émerger comme son objet mental qu'à ce qui en sous-main l'anéantit à sa fantaisie et l'en réifie empiriquement jusqu'en et à même les sens. Être toujours déjà tiré du néant, tant leur entre-deux fait s'y considérer comme leur milieu (à la façon de Descartes) ? Non. Être et si et seulement si néant duquel ne s'apercevoir émerger et se distinguer que s'y conquérir et pour ce faire, d'abord s'apercevoir y être immergé et seulement de là, pouvoir s'y trouver éveillé (comme si en être tiré) plutôt qu'y sombrer (au fur et à mesure que le refouler ne peut se produire sans s'y et s'en faire happer en retour). L'être n'est jamais tiré du néant qu'en pouvant à tout moment y être en retour aspiré. C'est pourquoi l'éternel n'a jamais pu émerger du temporel qu'y retomber, l'infini ne s'instaurer par-delà le fini que s'y faire réintégrer (comme en le paradigmatique transfini cantorien), le spirituel planer intérieurement que s'en faire rappeler extérieurement par le matériel fort opérant, surtout en géopolitique et *a fortiori* si aperçue en sa sous-jacente teneur proprement géophysique, tout élan hiérarchique ne s'extirper et ne se faire accroire surdéterminer toute hiérophanie que s'en faire interfacer d'une théophanie appelée à restituer sa sous-jacente épiphanie (surtout depuis Ficin) par laquelle s'y trouver ramenée et y être appelée à s'y ancrer, bref à ne plus seulement dire et se faire accroire être incarné, mais s'incarner d'autant réellement que plus pleinement, de l'oralité à la plus entière physicalité.

La schizophrénie (surtout depuis que son dualisme s'est cartésianisé) est le péché originel de la pensée, ce dont il lui faut se dégager et se laver pour émerger à elle-même, *a fortiori* à partir de la sous-jacente fantaisie dont les affections risquent de la faire se nouer et de là, ainsi s'en pourfendre en durcissant d'emblée

à outrance toute dualité en dualisme. Si ce n'est plus en s'y apercevant en sa paradoxale autocontradiction (comme l'établit *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais*), c'est autrement en tabou (ou si vous préférez, censure plombant toute liberté d'expression, surtout si elle-même présumée se réduire et s'assimiler à la seule sienne), en paranoïa (complotisme d'autant inclus que la perte de confiance est plus radicale et que la trame sociale se délite) et finalement, en cruauté, d'où se dichotomiser d'avance et tout en prolonger mentalement par dualisme, mais avec conjointe pression empirique censée s'en réifier comme cela seul pouvant lui correspondre en la réalité. De là, dérapent autant ledit droit de se défendre que ladite autolégitimante menace imminente, si hallucinée soit-elle, le tout à l'encontre de tout droit international étant d'ailleurs plutôt interétatique, donc hors toute instance le promouvant, dont l'ONU. Ne parler que de droit est occulter que la pensée sollicitée pour en rendre compte est loin de toujours prévaloir sur la sous-jacente fantaisie qui, du fantasme au fantôme halluciné, n'est que compulsion, exigence de faire corps et de n'autoriser d'autre pensée que binaire : nous (monopolisant le désir de ce dont jouir) versus eux (en qui vicarialiser la crainte de ce qui afflige et endolorit). Ne se constitue d'autre pensée qu'en pur décalque de la sous-jacente fantaisie et de ses affections configurées et nouées de façon dichotomique, au ressort des grands filtres idéologiques cherchant à conforter et renforcer quelque écart de puissance au gré de la hiérarchisation recherchée, *a fortiori* si d'emblée impérialiste[1].

Même clamée, il n'y a là aucune pensée autonome et apte à se déployer telle au point de faire que, par quelque alchimie, le droit de la force se fasse tant force du droit qu'apte à se mesurer à tout ce miroir les faisant tant paraître en total envers l'un de l'autre, voire donner l'envers pour l'endroit. Le 1er quart du XXIe siècle se problématise, de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 à la sacralisation (hiérarchisante) de la politique de la puissance, de fait d'un plus explicite écart de puissance (par le présent livre l'en thématisant enfin en 2026). Écart de puissance

[1] Dès l'Antiquité, il n'y a eu aucun passage direct du muthos au logos, mais médiation par préalable transfiguration du muthos (selon un imaginaire pansocial) en fantaisie (selon une imagination productrice individuelle). Maintes tribus sont entrées en conflagration en des Cités qui s'en sont étatisées au fur et à mesure que tout individu ne pouvait plus connaître tout un chacun selon un système relationnel commun et pansocial (selon une limite d'environ 2,000 selon la *Pensée sauvage* de Lévi-Strauss), mais s'y trouvait ramené à lui-même parmi tous les autres aussi dans cette situation, d'où le substrat d'une telle transfiguration imaginaire. De cet émiettement imaginaire chaotique a émergé la raison déterminant les lois de la Cité étatisante, ainsi qu'un conjoint Cosmos, à savoir une totalité correspondante du monde naturel tout aussi ordonné. Est-ce selon une idéation jusqu'en sa logique apte à s'assainir à même cet incessant sous-jacent processus imaginaire dont s'éveiller ou en se figeant idéologiquement au fur et à mesure qu'y sombrant au point d'y faire resurgir la tendance fusionnelle mythique dont s'accaparer à son seul propre profit, si à partir d'une fantaisie s'imposant tant aux autres que monopolisant jusqu'en eux toute production imaginaire et la pourfendant entre l'assimilable si semblable (être est être identique) et tout le reste à en refouler si différent (l'altérité s'en néantisant) ?

jusqu'au plus abusif, par des guerres préventives, toutes punitives par anticipation, d'autant de l'Israël de Sharon et Netanyahu finançant et instrumentalisant le Hamas contre le Fatah à laminer avec toute possibilité de deux États que de ce que font les États-Unis de l'Irak (2003) à l'Iran (2025-2026). S'y exemplifie et s'y éclaire ce qui fait que les États-Unis aiguillonnés par un tel Israël décrochent et, plus que Chine et Russie –et ce n'est pas peu dire–, sabordent d'autant l'ONU que le droit dit international.

Même en physique, dès le concept de matière inhérente à l'univers matériel si diversement accélérément expansif depuis ledit Big Bang, tout n'est que coémergence/coannihilation de matière et d'antimatière. Peut-être au ressort d'ondes gravitationnelles primordiales si noires que rendant jusqu'à cette matière tout aussi noire, par gravité quadratique, avant toute lumière, tout $E=mc^2$. Si ce n'est dès toute lumière par une interférence médiatrice qui, par son ombre projetée, en assombrit tout autre. Même s'il ne s'agissait pas encore du flux matériel lui-même (selon quelque plasma gluon-quarks et *a fortiori* avec quelque conjoint boson de Higgs d'où constituer toute masse, à savoir toute quantité de matière, toute énergie alors mise en jeu et toute information issue d'une plus petite quantité d'énergie en déclenchant et mobilisant une plus grande), mais de son seul mouvement une fois sa matière constituée, il en allait ainsi dès l'inaugurale distinction galiléenne entre vélocité et accélération (ce que Einstein ne fait que transposer en relativité restreinte, par vitesse limite de la lumière dont jaillit $E=mc^2$ –aussitôt reformulée par le quantique en $m=E/c^2$–, et générale, par gravité prototypant toute force accélératrice, *a fortiori* si allant à son encontre par quelque dilation universelle parvenant néanmoins à en émerger). Le tout se poursuit ici jusqu'en l'humain, individu d'emblée social, et *a fortiori* en sa géopolitique, pour peu qu'elle soit apte à se repérer et s'ajuster avec et à sa géophysique, voire sa cosmophysique. Le XXI^{e} siècle est celui de l'humain, jamais individuel que d'emblée social et appelé à s'apercevoir que sa culture (géopolitique guerre culturelle incluse) coémerge et coévolue avec la nature. Ceci rejoint les Autochtones qui, à la fois, s'en considèrent partie prenante, comme Terre-Mère d'où se lier au Ciel, et font s'interroger sur ce que sont des Nations avant et jusqu'en les États, surtout en l'ONU, d'internationale jusqu'en l'interétatisation, sans plus longtemps les confondre. Si Nature et Nation puisent toutes deux à une même naissance, qu'est donc l'ONU ? L'incessante interdépendance accrue entre les cultures (si ponctuée puisse-t-elle être par toute réaction en sens inverse pour les faire se dissocier et s'isoler les unes des autres) révèle que leur métissage est d'abord culturel et distinct de tout métissage les engageant biologiquement, voire

faisant accroire que leur métissage serait d'abord biologique, *a fortiori* si selon les races, le racisme[1], tout en y occultant la sous-jacente et évolutive sexuation bien plus biologiquement fondamentale, si aperçue un tant soit peu irréductible à quelque sexualisation l'orientant si diversement, *a fortiori* si s'enreligiosant telle. Les grands filtres idéologiques, tous patriarcaux (et prostatisants), ont l'art d'être ethnoracisants, voire ethnoracialisants au point d'en être ethnoracialistes (selon qui monopolise avec l'ethnoracisation jusqu'à l'ethnoracisme à projeter et faire porter en tiers), et de s'enreligioser tels. S'y fait fracturer toute double naissance (à tendance trop matricentriste à leur goût ?) de la nation avec et à même la nature, donc aussi de l'international pris en l'interétatique l'idéologisant et en étant d'autant géopolitiquement problématique en sa géophysique.

Jusqu'à la Nature ne s'est inaugurée chez Galilée en son concept physique moderne qu'en distinguant de la vélocité (vitesse avec direction, donc avec un sens si physique que matériel) l'accélération, elle-même de nulle (livrant la vélocité à elle seule) à non nulle, soit positive (accélération proprement dite), soit négative (décélération). Le sens de la vie humaine ne peut se penser mentalement et ne se forger quelque concept que ce soit, y compris et d'abord d'elle-même jusqu'en tout et quoi que ce soit d'autre, qu'en s'ouvrant ou se fermant à son sous-jacent sens physique (dès la vélocité). Sa géopoliticoéconomie soit s'y repère et ajuste, soit tant s'impose idéologiquement et ne retient que ce qu'elle présume pouvoir plier, conformer et réifier de toute géophysique sous-jacente, de continentalement à territorialement habitée. Bref, la façon (culturelle) d'appréhender le réel conditionne la façon (elle aussi culturelle) de formuler ce qui s'en problématise par la manière d'en parler lors de toute et quelque parole que ce soit, surtout si faite géopolitique joute verbale, tant sans son extralinguistique n'existe aucune linguistique, que celle-ci s'y ouvre ou tout à l'inverse s'enferme en elle-même jusqu'à l'en dénier et refouler, mais non sans retour venant l'en hanter. Elle peut éventuellement se filtrer en sens inverse, qu'elle s'aperçoive et tienne compte ou non de cette inversion et *a fortiori* de la fantaisie la générant. Telle est la voie par laquelle surgit la guerre d'images et, de là, de récits les exposant (par des

[1] Au Canada, sur le modèle de la trudeauiste Constitution de droits et libertés si individuels qu'individualistes, leur teneur sociale est renvoyée en clause annexe et dérogatoire et en est tant tronquée et manipulée en tout humain que fait se leurrer et accroire qu'il n'existe plus tant des populations socioculturellement en cause jusqu'en leur biologie respective que des gens racisés, ce qui inverse tout, à la façon de la raciste *Loi sur les Indiens* qui ne reconnaît de dits Indiens que par la carte de membre attitrée et émise par le seul fédéral, comme si juridiquement, il n'y avait d'humain que toujours déjà individuel jusqu'à l'individualisme avec conjoint refoulement d'être d'emblée social en ethnoracial. Ce n'est guère mieux par le rapatriement unilatéral de la Constitution sans et contre le Québec. Il est étonnant qu'aucune des démarches constitutionnelles québécoises, jusqu'à présent, ne s'interroge sur ce sort fort commun et donc, cette exigence fort commune d'émancipation, surtout que leurs deux dossiers sont remontés jusqu'à l'ONU où ils pourraient s'articuler.

signifiants en véhiculant les signifiés, soit en s'apercevant en émerger et avoir en rendre compte, soit en présumant les déclencher et les en instrumentaliser). Surtout si elle l'impose jusqu'en toute guerre réelle, d'où *a fortiori* problématiser toute quête de paix et sécurité. Ceci boucle la boucle ramenant à l'acte de naissance de l'ONU et fait ressortir la vouloir ou non, ce qui, ici, se ramène à la proposition de vouloir ou non un Conseil Indépendant (CI) de son CPS pour en constituer le vecteur, à savoir une modalité opérationnelle majeure. Une réforme uniquement gestionnaire de l'ONU ne peut à elle seule la rendre mieux adaptative et apte à se repérer et s'ajuster géopoliticoénomiquement à sa géophysique sous-jacente. Non seulement l'ONU est née, mais elle est incessante naissance, voire renaissance, tant elle ne peut que coadvenir avec nature et nation y puisant tout autant, si elle survit et resurgit de ce qui l'annihile, dès son CPS.

2) Raison onusienne s'éveillant de la fantaisie : des doubles actions sensées

Ce Conseil Indépendant (CI) est à constituer par des représentants panplanétairement choisis à partir de problèmes concrets sur lesquels s'interroger en des termes autant géopolitiques d'emblée géophysiquement ajustés que de pervasives doubles actions, l'une spécifique face à un cas réel, l'autre d'emblée globale, voire universelle, par laquelle ce cas réel est abordé avec maints autres possibles selon leur(s) trait(s) commun(s).

À la façon dont la raison se tend d'autant entre sa sous-jacente fantaisie (dont s'éveiller et émerger versus y sombrer et s'y enliser) et sa propre intellectualisation qu'entre des jugements respectivement si conjoncturels que purement circonstanciels et des jugements universalisables, la double action est d'emblée conçue de façon à éviter toute dichotomie entre efficacité et universalité, car les articulant par ses vecteurs respectivement spécifique et global et en restant néanmoins fort mobile et généralisable (vers l'universalité), du fait que tout cas sur lequel agir spécifiquement et le plus efficacement dans les limites possibles implique aussi d'autres cas éventuels par leur(s) trait(s) commun(s). Il s'agit d'une autre façon, d'emblée dynamique, de formuler *One UN* (Unité d'action de l'ONU) qui, né en 2006, a donné un rapport de synthèse en 2012 examinant par une évaluation indépendante ce qui résulte du test conduit en huit pays de l'intégration de quatre principes : une seule direction, un seul programme, un seul budget et, si possible, un seul bureau. En pratique se sont ajoutés la voix unique (distincte du responsable unique) et le fonds unique (distinct du budget unique). Le modèle de la théorie du changement s'intègre le tout. Trois étapes intermédiaires se révèlent

nécessaires, mais possiblement non suffisantes pour mener au développement national recherché : appropriation nationale renforcée, amélioration de l'appui apporté aux pays par les organismes des Nations Unies et réduction des coûts de transaction (qui sont moins élevés pour les gouvernements). Malgré l'hétérogénéité des contextes sociaux et le peu de données disponibles, il en ressort, en particulier, que la responsabilité unique du coordonnateur régional est renforcée, mais reste limitée et prise dans la responsabilisation verticale, que le cadre budgétaire unique constitue une innovation importante et facilite la mobilisation conjointe des ressources en vue du résultat recherché et que le fonds unique, constitué de donations, joue un rôle catalyseur, quoique les informations de gestion quant à l'Initiative « Unis dans l'action » restent peu regroupables et évaluables, alors que la reddition de comptes alourdie d'autant le tout. Les programmes de 2e génération semblent plus prometteurs quant à la pertinence, visant l'appropriation et la cohérence des échanges avec l'ONU, et à l'efficacité de l'appui de l'ONU aux pays, si ce n'est de l'efficience gestionnaire (des coûts de transaction) restée plutôt faible, faute de systèmes d'information cohérents et intégrés de gestion. Il est crucial de bien contextualiser ce point pour en dégager tout le sens (et de là, l'orientation à prendre) : Oxfam vient d'établir que ce n'est plus 1%, mais 0.1% de la population qui est la plus riche (non seulement en argent, mais jusqu'en pouvoir politique et impunité, par droit de la force s'imposant à toute force du droit) que la moitié de la population la plus pauvre de la planète, ce qui se double de l'incohérence, voire l'autocontradiction d'instances internationales comme le G7 qui prétendent lutter contre la pauvreté (et financer la transition énergétique), si sans aborder de front le double problème des paradis fiscaux favorisant cette dichotomisation populationnelle toujours plus accrue (et ne faudrait-il pas le dire, au ressort de l'effondrement démocratique s'étant fait accroire libéral et s'apercevant au contraire toujours plus libertarien ?) et d'instaurer un échange automatique d'informations, exigeant de s'attaquer plus vigoureusement à la faiblesse technique et fiscale administrative en maints pays. Bref, que peut être une véritable réforme ne serait-ce que gestionnaire de l'ONU sans une telle sous-jacente réforme correspondante susceptible de l'étayer et l'en fortifier depuis ces maints pays ? Si leur cercle ne devient vertueux et ne les fait s'alimenter mutuellement, il va rester vicieux et miner jusqu'à l'ONU. Comprenons bien que l'ONU incessamment émerge, donc naît et vit de l'ambiant état international et *a fortiori* si interétatisé. Son état gestionnaire en est bien plus un symptôme que seulement ce qui permet de l'instrumentaliser et l'en miner autant de l'intérieur que de l'extérieur depuis son propre CPS, selon une sous-jacente et

pervasive dichotomie populationnelle peuplant et forgeant les nations jusqu'en États.

Là où *One UN* vise à fonctionner comme un tout à l'échelle locale, la double action ici proposée propose de l'en médiatiser par des traits communs à divers pays par des problématiques les concernant tous au moment d'agir au niveau de l'un d'eux, mais non sans que cela puisse tous les impliquer. La double action permet d'introduire, par ce qu'elle vise spécifiquement, à l'ensemble des pays concernés. Même si pouvant sembler très limitée, surtout si par fortes contraintes extérieures peu contrôlables, elle le cible de façon à créer (au moins espérer) d'éventuels déblocages à la source d'éventuelles synergies susceptibles de mieux implanter et produire ce que *One UN* visait plus directement, mais ici médiatisé en partant du fonctionnel plus spécifique d'où passer à l'institutionnel et créer ses conditions plus universelles d'instauration.

Autre exemple. Le Plan Schuman a débloqué le processus menant du Conseil de l'Europe 1949-1950 à la forge de la Communauté Économique Européenne en 1955 (à Messine), signée en 1957 et opérante depuis 1958 : « Les « institutionnels », c'est-à-dire ceux qui soutenaient la création rapide d'institutions politiques européennes n'avaient pu l'emporter sur les « fonctionnels », partisans d'une évolution plus lente, en passant par (…) des organes spécialisés », ce qui a amené l'ensemble de la production issue de l'alliance franco-allemande à se placer sous une plus haute autorité les unissant et restant ouverte à la participation d'autres pays[1]. L'Europe des nations serait censée rester vivante, s'il s'agit bien d'une véritable communauté et non d'une prise de contrôle de ladite plus haute autorité par telle(s) ou telle(s) nation(s) aux dépens des autres, en ne passant de leurs nations respectives à leurs États correspondants qu'aussi à une telle instance déjà un tant soit peu supra-étatique les en affectant toutes et chacune. S'y illustre de façon patente la tension de l'international en regard de l'interétatisation s'en dégageant, *a fortiori* par la tension super-étatisante en cause qui, au ressort de ladite communauté européenne (des nations ? des États ?), est si fortement distincte de ce qu'est l'État fédéral au sein des États-Unis en Amérique du Nord. La Communauté Européenne est aux prises avec le même problème que l'ONU avec son CPS : dès qu'il est question d'affaires étrangères à ce niveau global, il suffit d'un veto pour bloquer le tout, dont la Hongrie bloquant 90 milliards de prêts à l'Ukraine en guerre avec la Russie. Du moins sous Orban, avant l'arrivée au pouvoir en avril 2026 de Magyar, plus pro-européen, mais soucieux autant de la minorité hongroise

[1] C. Grimberg & R. Vanström, *Histoire universelle Tome 12 : De la faillite de la paix à la conquête de l'espace*, Éd. Gérard & co Verviers, Marabout Universel, 1965, p. 224.

en Ukraine que de ne pas admettre en l'Union européenne une Ukraine qui, surtout si via sa minorité russe encore plus importante (et si se demandant pourquoi les politiques et médias n'en parlent guère), est en guerre avec la Russie. Les États-Unis trumpiens ont fait tout l'inverse et ont tant cherché à faire un « deal » en jouant des deux bords en belligérance qu'à les faire jouer l'un contre l'autre pour en profiter en tiers plutôt que les en médiatiser en vue d'une meilleure dynamique d'ensemble. Ils perdent, avec Orban, un grand symbole de l'autoritarisme promu à même l'Europe. Par contre, la Finlande voit en l'Ukraine un atout militaire pour l'Europe et propose d'accélérer de l'y intégrer… si un veto ne l'arrête. L'Allemagne aussi. Quoiqu'il en soit, cette problématique si semblable entre Europe et ONU mérite attention. S'y incluent d'autres tendances, dont l'Espagne commençant à se trouver plus d'affinité avec la Chine qu'avec les États-Unis, alors que l'Europe note de plus en plus l'adversité étatsunienne trumpienne, dont s'autonomiser énergétiquement. S'électrifier vise à se distancier autant du pétrodollar étatsunien trumpien obsessif que de la prépondérance mondiale chinoise en cette voie alternative. Tensions européennes : laboratoire des tensions onusiennes ? Lieu holographique mondial majeur de ce qui s'en diffracte partout ailleurs. Lieu géophysique d'où se repère et s'ajuste la géopolitique jusqu'en ONU. Tarifs trumpiens : entente entre Europe et Mexique les abaissant entre eux.

Si l'ONU est l'instance internationale la plus démocratique qui soit, malgré tous ses affaiblissements au profit d'autres instances émergentes (OCDE, G7, G20, FMI, Banque Mondiale…), c'est qu'elle reste influente par ses idées à la source de notions introduites ou portées et développées au point de s'imposer dans la société au sein d'une communauté internationale[1] appelée à se problématiser jusqu'en son interétatisation et en l'idée d'État-nation en cause. Non-prolifération nucléaire prônée par l'AIEA à compter de 1968, responsabilité sociale des entreprises prônée par l'OIT à partir des années 1970, nouvel ordre économique mondial promu par les pays du Sud à l'ONU depuis 1974, peuples autochtones mis de l'avant avec le rapport Corbo en 1984, développement durable introduit en 1987, sécurité humaine créée par le PNUD en 1994, travail décent introduit par l'OIT en 1999, santé globale développée dans les années 2000, etc. : s'instaurent de nouvelles façons de prendre conscience de la réalité et d'y penser aux problèmes à y cerner pour mieux les aborder selon de nouveaux processus mentaux exigeant d'articuler les origines de ces notions, les acteurs et les

[1] Chloé Maurel, *Histoire des Idées des Nations Unies, L'ONU en 20 notions*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 7. Les prochains paragraphes reprennent et poursuivent son propos en l'inscrivant et le développant dans la suite de la proposition ici avancée.

changements s'ensuivant dans les affaires mondiales et la vie des gens. Une géopolitique apte à se repérer et s'ajuster à sa sous-jacente géophysique selon des doubles actions s'articulant en leurs spécificité et universalité peut constituer une nouvelle culture par laquelle un Conseil Indépendant de son propre CPS avec lequel le faire s'équilibrer permettrait à l'Assemblée générale de l'ONU de proclamer sa propre autonomie et ce, dans des champs d'action susceptibles d'être plus heuristiquement fructueux et de relever moins de la simple improvisation[1].

De 1945 à nos jours, l'horizon d'une culture mondiale unique ayant présidé à la création de l'UNESCO (mais pouvant paraître non moins impérialiste que les impérialismes ayant depuis lors émergé du CPS) et d'un gouvernement mondial a fait place à celui d'une culture ayant valeur exemplaire et d'une gouvernance mondiale ne pouvant se processualiser qu'au gré de décisions opérationnalisables. Ainsi, la propagande moderne a pu être réorientée de purement idéologique vers une visée pacifiste et universaliste plus propice au devenir onusien, comme lorsque Sandy Koffler a créé au sortir de la deuxième guerre mondiale en Italie le journal *Il Corriere* (« Le Courrier ») qui a ensuite inspiré *Le Courrier de l'UNESCO*. De même, l'enquête menée par Faure pour rendre compte de l'état et des perspectives de l'éducation dans le monde a été publiée sous le titre *Apprendre à être* (1972), mais selon un *homo concors*, en harmonie avec lui-même et les autres, et non l'humain lui-même, jamais individuel (fut-ce avec et parmi d'autres, si tous à un titre individuel trahissant un présomptif libéralisme foncier d'où jaillira le libertarisme) que d'emblée social[2]. Entre-temps, l'éducation de base sise sur un fond commun de l'humanité est litigieuse et débouche plutôt sur l'éducation communautaire (milieu des années 1950). Développement collectif, civisme international, compréhension internationale exigeraient des référentiels communs et transnationaux, dont la collaboration internationale croissante pouvant être issue de l'interdépendance des peuples. Flou conceptuel persistant, sans doute faute de s'apercevoir qu'il ne peut y avoir de référentiels communs et transnationaux que

[1] « Si certaines propositions de réforme globale des Nations Unies avaient été avancées avant les années 1990, force est de constater qu'en ce qui concerne le maintien de la paix proprement dit, ce n'est qu'après 1989 que les véritables propositions sont apparues. Malgré les nombreuses propositions avancées et faute de volonté politique des États membres d'en améliorer l'efficacité, le maintien de la paix de l'ONU reste caractérisé par l'improvisation ». Voir Ronald Hatto, *ONU et maintien de la paix, Propositions de réforme de l'Agenda pour la Paix du rapport Brahimi*, Paris, L'Harmattan, 2006, 4e de couverture. Improvisation se conjuguant avec l'interimpérialisme émergeant du CPS et invalidant l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur. De fait, hormis certaines opérations de Casques bleus et faute d'être outillée à cette fin, l'ONU a dû confier la gestion d'interventions militaires à des alliances entre États, dont l'OTAN.

[2] N'est-ce pas la source d'un humanisme non plus total, mais dit technique ? Jean Vial, Faure (Edgar). — *Apprendre à être*. In: *Revue française de pédagogie*, volume 23, 1973. pp. 63-66, www.persee.fr/doc/rfp_0556-7807_1973_num_23_1_2045_t1_0063_0000_2.

par une géopolitique apte à se et les référer et ajuster à la géophysique et à y créer une ouverture en toute culture à l'altérité de toute autre culture. D'ailleurs, la mondialisation culturelle incite bientôt à revaloriser la diversité des cultures nationales au sein des États, comme lors du Projet Orient-Occident (1957-1966). Ceci suscite une prévalence accrue de, non plus le gouvernement, mais la gouvernance mondiale, surtout depuis les années 1990, alors que la notion de (bonne) gouvernance, issue du monde entrepreneurial et de l'exigence économique d'ajustement structurel, s'étend à la sphère politique, mais au gré d'instances (dont les ONG) distinctes des États qui peuvent en paraître obsolescents, alors que la société civile compense. Or, tout à l'inverse du souhait de Tim Berners-Lee ayant été le principal inventeur du Web (le fameux WWW) et l'ayant conçu ouvert à tous (1989), l'émergence de l'internet aux États-Unis l'a fait s'y trouver accaparé et érigé en propriété privée, dont faire un dogme. ICANN (*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*), créée en 1998, sous-traite des opérations techniques de gestion de domaines entiers « .com », « .net » à VeriSign. Ceci mène par exemple au scandale Snowden révélant en 2013 une surveillance massive par la NSA des États-Unis, de sorte que Obama a été bien mal à l'aise de parvenir à justifier son existence, ce dont le Trump de 2026 se sortirait dorénavant d'une simple pirouette, tant le fait se ferait laminer parmi tant d'autres comme un fait divers dont avoir à peine le temps d'en prendre un tant soit peu conscience, *a fortiori* y réagir, d'autant qu'en être à risque de se faire traiter par Trump d'ennemi de l'État. Le récent V-Dem de l'institut suédois signale que la liberté d'expression est le plus fortement atteinte, du moins dès qu'autre que celle de Trump, de fait de l'État qui, via l'exécutif d'où rafler tout le reste, est Trump lui-même. Tout comme l'est l'économie jusqu'en son système monétaire, depuis que Trump vient d'imposer d'apposer sa signature sur la prochaine émission de billets de banque, après bien d'autres démarches égocentriques fort semblables : nouvelle classe Trump de navires de guerre, sa photo sur les murs de bâtiments publics, dont le ministère de la Justice (où il y ressemble fort au Big Brother de *1984* d'Orwell), nouvelle série restreinte de passeports qui comportent sa photo et pour lesquels il faut faire une demande spéciale (qui, selon deux listes distinctes, pourra départager les protrumpiens, surtout si liés à l'élite –car ce sont d'abord les plus puissants qu'il faut s'asservir pour s'en rattacher avec eux les moins puissants leurs étant déjà liés–, des autres, ne serait-ce que des trop tièdes et un jour à foudroyer quasi bibliquement de n'être pas de foi trempée trumpienne ?), etc. Sur le même modèle, peut d'autant s'amplifier le *Cloud Act* étatsunien par lequel le gouvernement central peut contraindre toutes ses entreprises affichées privées à

lui remettre les informations de pays avec lesquels elles font affaire. Il n'en est lui aussi qu'une annexe susceptible d'être plus indirectement mise en jeu, surtout si pour contrer tout débat public plus visible. Ladite gouvernance mondiale redeviendrait un gouvernement mondial privatisé par les États-Unis par leur capacité de s'accaparer toute possibilité de gouverner l'internet par leurs entreprises privées et d'en faire un outil de puissance géopoliticoéconomique, fût-ce au détriment de la vie privée des internautes, dont pourtant l'ONU avait peu auparavant exigé le respect comme droit humain fondamental. Pour éviter cet écueil de surveillance généralisée et plus ou moins déguisée et son écueil inverse de la censure pouvant le redoubler dans des régimes (plus visiblement ?) autoritaires, ne faudrait-il pas confier la gouvernance (plus véritablement mondiale et surtout démocratique) de l'internet à l'ONU, sinon à tout le moins en exiger une capacité de s'y actualiser et s'y mettre à jour pour pouvoir autant s'y organiser qu'y faire face à son devenir mondial, si pour servir plutôt qu'asservir tout développement humain ? Guterres, au nom de l'ONU, lance cet appel à la gouvernance mondiale de l'IA au début de juillet 2026. Le pire n'est même pas là, mais en l'enfance qui depuis le tournant du XXI^{e} siècle s'en fait désocialisée jusqu'en ses jeux toujours plus déphasés de réels en virtuels via des façades de réseaux sociaux, sans parler des faux amis ne s'y présentant à elle qu'en vue d'en abuser, etc. La fantaisie, si enfantine, s'en tend d'autant en ses affections entre le plaisir à tirer du désir de ce dont jouir toujours plus isolément et la crainte de dangers paraissant surgir d'autant de partout que toute altérité lui reste toujours plus étrangère et ne surgit plus qu'en venant d'autant l'en heurter, ce qui se radicalise en tabou, paranoïa, voire cruauté dès que vicarialisant toute douleur au point de la refouler en même temps qu'en craindre tout éventuel retour et en être d'autant hanté. La rage instrumentalise la sous-jacente terreur en vicarialisant toute douleur. Soi-disant pour se sécuriser, il s'agit d'écraser et bouc émissariser. Ce que ça soulage : c'est lui et non moi qui est affligé par la douleur et en souffre ! Hormis les exceptionnels cas, lorsque surgit un Socrate, un Christ…

Quoiqu'il en soit, il s'agit d'un nouveau chapitre des droits humains et de l'ordre mondial, de fait, du fantasme occidental d'un incessant Nouvel Ordre Mondial dont le cri jaillit et ne cesse de culminer et se transmettre d'une hégémonie à une autre, jusqu'à son plus récent transfert de l'Empire britannique à l'Empire étatsunien, surtout de la fin de la 2^{e} Guerre mondiale à la chute du mur de Berlin, et à quelques résurgences de ce cri, dont celui sorti de la bouche de Bush père lors de la 1re Guerre du Golfe Persique, le tout dans l'entre-deux MAGA qui, de Reagan à Trump, lui donne un tout autre sens, moins intégrateur et bien plus

impérialiste. Comment les droits humains peuvent-ils se concevoir d'une façon qui ne soit pas qu'occidentale, voire qu'étatsunienne[1] ? Problème récurrent dès et depuis l'émergence de l'ONU qui, ayant été constituée au sortir de la 2e guerre mondiale pour faire place à ces droits humains, les voit de nouveau menacés au XXIe siècle sous la direction des plus puissants qui en font le choix politique et utilisent les êtres humains comme monnaie d'échange. Maintes autres crises conjointes l'amplifient : besoins d'aides humanitaires croissants, financements en chute (si ne se transformant pas d'aides au développement en partenariats comme entre Europe et Afrique, mais virant en chantage transactionnel étatsunien trumpien d'avoir éliminé USAid et de ne plus rien offrir, dont des médicaments contre le sida au Zimbabwe, que contre des droits d'accès aux ressources minières, dans un contexte commercial de blocs opposés où la Chine détient une avance, etc.), inégalités se creusant, pays endettés, chaos climatique accéléré et jusqu'à l'espace civique qui se rétrécit (journalistes et militants emprisonnés, ONG fermées, droits des femmes en recul, minorités de toutes sortes ciblées et même droits des enfants s'oubliant, alors que la désinformation empoisonne le débat public et alimente la violence). Défense des droits humains, gouvernance mondiale à renforcer pour les protéger et Initiative ONU80 pour en renforcer les liens avec paix, développement (durable) et action humanitaire dans l'ensemble des systèmes des Nations Unies sont à mettre à l'ordre du jour afin que, en les protégeant, le monde se protège[2]. Pourtant, de 1945 au XXIe siècle, il y a eu entre-temps maints progrès : l'écologie politique (rapport de Cocoyok, 1974), les besoins essentiels (liant besoins physiques, éducation et santé, en 1976, et menant à des biens publics mondiaux auxquels s'opposent les tenants du néolibéralisme, *a fortiori* du libertarisme) et le développement durable (avancé par le rapport Brundtland, 1987, et promu par le PNUD), suivi de la création du GIEC (1988). Le

[1] Originalité étatsunienne : a surgi en février 2026 une nouvelle demande d'instaurer une procédure en destitution du président Donald Trump qui vient, non plus de Démocrates, du moins pas officiellement affiliés au Parti Démocrate, mais d'une pétition populaire sur Change.org et ce, selon, non d'opinions politiques, mais de droits humains et de justice. Le mouvement se disant non partisan s'appelle *Blackout The System* et dénonce l'avidité, la corruption et le manque de responsabilité de son président Donald Trump qui est dit exploiter son propre peuple et mépriser de façon flagrante et à des niveaux sans précédent son bien-être, au point d'en menacer les droits, la démocratie et l'avenir par des violations répétées de sa Constitution contre les migrants, les écoles, voire tout le système éducatif, en plus de fragiliser le système de santé, d'aide alimentaire, etc., voire d'acculer les plus vulnérables au désespoir, sans parler de sa mauvaise gestion de l'économie au profit de son intérêt personnel et au détriment de l'intérêt national. Là où la base MAGA perdure et dénigre même l'écart entre ledit petit nombre de signataires (environ 180 000 au 24 février 2026) et les millions de gens ayant voté pour élire Trump, que deviennent parmi ceux-ci ceux qui ne s'identifient pas à MAGA, si un certain nombre ne se retournent ? De fait, plusieurs millions de gens se sont manifestés en faveur du « No King ». Pour l'heure, les droits humains, même étatsuniens, ne semblent guère peser dans la balance.

[2] *https://unric.org › fr › le-chef-de-lonu-tire-la-sonnette-dalarme-face-a...*
Les droits humains menacés par la loi du plus fort, António Guterres, 23 février 2026.

tout se conjugue en la publication par le PNUD d'un premier *Rapport sur le développement humain* (1990), puis d'un autre (2008) demandant des contraintes sur les gaz à effet de serre, sans parler d'une Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005), d'une Convention des peuples autochtones (2007), etc.

3) Problème majeur : guerre idéologique étatsunienne faite à l'ONU

L'un des problèmes majeurs est la guerre idéologique sans fin que les États-Unis livrent à l'ONU, autant par leurs incessants vetos au CPS, que par le sort qu'ils réservent à toute culture *a contrario* de ce à quoi aspire l'ensemble du reste de la planète, comme lors de leur refus de signer la « Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2005. Pour eux, la culture est avant tout un objet de commerce, alors que dans la conception de l'UNESCO, la culture est un bien public mondial, auquel tout le monde a droit et qui ne peut se réduire à être régi par les seules lois de l'argent. »[1] L'UNESCO a son siège à Paris en France. Sa lutte pour la diversité culturelle constitue un contre-pouvoir à la vision étatsunienne mercantiliste de la culture, dont l'incessant porte-à-faux camoufle la manière d'agir, de penser et de dire qui se transmet au profit du seul contenu visible et dicible à travers lequel la réduire à sa mise en scène et y détourner l'attention vers l'économiquement commercialisable et géopolitiquement téléologisable, d'autant que rendu fort idéologiquement pervasif. Or, l'Europe, dont la France, ne s'est guère aperçue du prix réel de la subordination économique et militaire aux États-Unis à compter des accords de Bretton Woods consacrant l'hégémonie du dollar et la conjointe dette que le Royaume-Uni a contractée pendant la guerre et qu'il n'a fini de payer qu'au XXI^e^ siècle, le 3 octobre 2010. Tel est le pendant de ce qui n'a semblé être qu'une reconstruction et mise sous protection de l'Europe en même temps que du passage du flambeau impérialiste de l'Empire britannique à l'Empire étatsunien depuis 1945 : se leurrer sur le giron d'États démocratiques censés être d'abord « occidentaux » et transatlantiques, tant l'entre-soi a fait s'occulter la plupart des actions au contraire non démocratiques s'effectuant d'eux jusqu'en dehors d'eux et tuant dans l'œuf maintes amorces d'États en quête d'être démocratiques, mais déniés et transformés en dictatures. Il est temps de se poser la question : les États se disant démocratiques l'ont-ils été par leur connivence avec ce qui, hors d'eux, détruisait les germes d'autres démocraties cherchant à émerger,

[1] https://theconversation.com/les-etats-unis-et-lonu-des-relations-tumultueuses-69754.

ce qui s'est surtout magnifié à partir des États-Unis ? Appel à l'examen de conscience.

« Why does the United States behave as it does in the world ? »[1] La réponse est encore plus étonnante que la question. Comme l'illustrent les frères John Foster Dulles et Allen Dulles entrés ensemble au gouvernement des États-Unis, le premier comme Secrétaire d'État, le second à la tête de la CIA, les Étatsuniens se font passer, non pour des, mais pour les Américains, sans jamais s'arrêter et réfléchir à cette évidente métonymie (donnant une partie, eux-mêmes, pour le tout) fort axiomachique. En géopolitique, toute métonymie est axiomachique : c'est un pléonasme fort idéologisant visant à tant renforcer et conforter une hégémonie qu'à oblitérer et réifier l'entière réalité en cause pour l'y téléologiser. Elle permet aux habitants du pays le plus antiaméricain des Amériques de se présumer, se faire accroire et s'imposer comme les seuls Américains jusqu'en lieu et place, sous façade et à l'encontre de tous les Américains de tous les pays de toutes les Amériques[2]. C'est comme dire que l'univers matériel ne se constituerait du flux en coémergence/coannihilation de matière et antimatière qu'en faisant prévaloir l'antimatière sur la matière, tout à l'inverse de ce qui s'y observe, ce qui n'est pas sans susciter matière et énergie sombres se présumant opérer de façon asymptotique et hiérarchique depuis l'invisible jusqu'en le visible, tout à l'inverse du visible d'où partir et apercevoir jusqu'à l'invisible dont il se révèle symptomatique et hiérophanique. Cette géopolitique téléologise et réifie en s'imposant à l'envers et en donnant l'envers pour l'endroit plutôt que se repère et s'ajuste à sa géophysique sous-jacente réellement en cause.

Les frères Dulles, comme Étatsuniens, ne sont guère patients par nature et sont portés par un « impulse to act » et non de comprendre[3], tant la réalité est à

[1] Stephen Kinzer, *The Brothers : John Foster Dulles, Allen Dulles, and their Secret World War*, New York, St. Martin's Griffin, 2013. Leurs actions s'initient sous Eisenhower.

[2] Tout vire en miroir, car, comme lors des évènements terroristes du 11 septembre 2001, ce sont les États-Unis de Bush fils qui se sont mis à traiter d'antiaméricains jusqu'aux plus dévoués alliés osant un tant soit peu exprimer quelques réserves sur les actes de son administration : « Ou bien vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes ». Il ne peut y avoir de tierce attitude incluse, car toujours d'emblée exclue, car défense faite domination unilatérale lésée et à rétablir telle, en portant la guerre chez l'ennemi, quitte à bouc-émissariser l'un ou l'autre pour y parvenir et obtenir la proie recherchée (Sadam Hussein en Irak, Ben Laden en Afghanistan à bombarder et en jouir cruellement pour y parvenir et plutôt finalement le tuer au Pakistan, le mollah Khamenei en Iran, mais sans que le régime tombe, si ce n'est aux mains de l'hydre des Gardiens de la Révolution dont les têtes repoussent en correspondance avec le régime en perdurant). Jusqu'à toute instance internationale tierce s'effondre en la seule tension interétatique interimpérialiste et ne lui est plus en rien tolérable, y compris si onusienne, qu'*a posteriori*, après coup.

[3] Réminiscence du Dieu cartésien pragmatisé en se faisant étatsunien, car fort incompréhensible et néanmoins concevable en sa chiquenaude initiale créatrice du monde où s'impose partout cette incessante impulsion à agir en proportion de l'écart de puissance. Dieu non plus tant (mono-)théiste que déiste (en régissant à distance jusqu'à l'humaine vie censée en être d'autant uniquement instrumentalisable qu'assimilable comme à un cadavre). Coup

ajuster à leurs seuls besoins, voire désirs (infiniment variables, selon un capitalisme tous azimuts) : « Foster and Allen brought the United States into partnership with dictators in several parts of the world and in some countries they intervened to replace democratic governments with tyrannies. Nevertheless, they considered themselves paladins of liberty. By some standards, this leap of logic made them hypocrites. They justify it by applying a particular definition of freedom. It has little to do with civil rights or social welfare. Their view of freedom was above all economic »[1], car si un pays ne respecte pas l'entreprise privée et n'accueille pas les multinationales, donc leur prévalence étatsunienne, il n'est pas un pays libre. La liberté est confondue avec la seule liberté d'agir selon sa seule compulsion (colonialiste) à agir, tant que seule prédominante, donc si métonymiquement qu'axiomachiquement opérante, mais surtout sans d'abord chercher à en comprendre quoi que ce ce soit. Toute conception ne peut plus être que sans compréhension (car exigeant de se distancier et se réfléchir à même sa compulsion à agir au point de tendre à la différer un tant soit peu et à modifier ainsi jusqu'à ses réflexes et *a fortiori* ses tendances à n'être qu'une « very instinctive person », Trump dixit) et que selon une telle extension toujours plus fort unilatéralement expansive. De la pensée intellectualisante, au ressort de toute conception, mais se laminant, ne subsiste que la fantaisie en virant cruelle et se réifiant empiriquement. Foster et Allen Dulles exemplifient les États-Unis qui les produisent, qui sont issus des accords de Bretton Woods ayant concédé l'hégémonie au dollar étatsunien au sortir de la 2e Guerre mondiale et dont la compulsion simplificatrice (jusqu'à la métonymie axiomachique tous azimuts) fait fi de la diversité. Resurgit la même tension que celle entre les États-Unis et l'UNESCO quant à la culture, voire révèle la voie par laquelle marchandiser et laminer la culture plutôt que préserver sa diversité. Un point majeur mérite d'être noté dès le point de départ de toute la suite de pays (Mohammed Mossadegh en Iran, Jacobo Árbenz au Guatemala, Ho Chi Minh au Vietnam, Sukarno en Indonésie, Patrice Lumumba au Congo, et Fidel Castro à Cuba) que les frères Dulles ont cherché à renverser l'un après l'autre : là où le juge Douglas de la Cour suprême des États-Unis trouvait que l'Iran était une démocratie restée distante de l'URSS, les frères Dulles, pressés par McCarthy avec lequel ils durent coopérer, qui accusait le Secrétariat d'État et la CIA d'être infiltrés par des ennemis du capitalisme global et donc de l'Ouest sous hégémonie étatsunienne et qui les a

d'envoi d'un nihilisme qui, en les sociétés dites occidentales, ne parvient à être que matérialiste, contrairement au nihilisme divin nirvanique, dit plus oriental.

[1] Ibidem, pp. 329-330.

forcés autant à des purges qu'à des embauches idéologiquement orientées, projetèrent ces dites infiltrations sur le régime iranien démocratique de Mossadegh en vue de le renverser en 1953 et d'installer à sa place la dictature du Shah (qui a tenu jusqu'en 1979, à l'arrivée de l'Ayatollah Khomeini et de la transformation de la dictature en celle de l'État Islamique, le tout au point de départ du merdier moyen-oriental présentement en cours lors de l'attaque israélo-étatsunienne contre ce même Iran). Bref, les États-Unis ont fortement contribué à supplanter la démocratie au profit de l'instauration de la dictature en Iran, dès le Shah, puis de l'État islamique (pour autant que restant au moins aussi loin dudit communisme de l'URSS que des États-Unis), mais ils ont commencé à ne guère l'apprécier lorsqu'elle s'est mise à prendre une autre teneur (dont l'alliance entre un tel Iran, dont la dictature s'éloigne trop de celle recherchée au profit d'une autre moins avenante, et la Russie et la Chine), ce qui culmine en 2026 en l'actuelle guerre israélo-étatsunienne avec l'Iran. Il faut dire que Mossadegh voulait nationaliser le pétrole et il fallait donc faire passer cela comme une atteinte et attaque contre la libre entreprise sous emprise de multinationales anglaise et étatsunienne, donc à la liberté ainsi fort étroitement définie comme si toute liberté s'y réduisait et justifiait de le renverser. De même, Arbenz, au Guatemala, s'est lancé dans des réformes démocratiques ambitieuses, mais ses nationalisations touchaient en particulier l'*United Fruit Company*, une imminente fort libre entreprise multinationale étatsunienne, ce qui a mené à faire accroire à un communisme provenant de l'URSS et censé menacer, là comme partout, tout l'Occident, d'abord les États-Unis, et donc faire se déclencher des attaques maccarthystes inspirant tant les frères Dulles. Bien noter l'incessant porte-à-faux faisant passer l'envers pour l'endroit dès lors à virer à l'envers de lui-même pour se le faire accroire tel et l'en attaquer, style double pensée orwellienne, mais selon une fantaisiste impulsion à agir s'en justifiant pour faire s'y conformer la réalité. Certes, les désastres au Vietnam et à la Baie des Cochons à Cuba ont fait pâlir sérieusement la figure des frères Dulles, surtout de Allen à la tête de la CIA opérant dans l'ombre pour effectuer ces renversements de régimes. Néanmoins, les soi-disant démocratiques États-Unis ont poursuivi ailleurs leur implantation de dictatures : Pinochet au Chili, via Kissinger et la CIA, les Contras au Nicaragua sous Reagan qui a néanmoins été réélu, car censé n'en avoir rien su ou avoir joué un rôle mal cerné et en ayant été néanmoins éclaboussé en pleine période électorale du fait que les États-Unis les ont financés par des armes vendues en Iran malgré l'interdiction explicite du Congrès et malgré leur propre embargo, etc. Le pire est que lesdits Contras se finançaient par la vente de cocaïne et que les

administrations Reagan, puis Bush père y étaient impliquées[1], alors que s'affichant lutter publiquement contre le fléau de la drogue aux États-Unis. Le tout sans faire le lien avec la conjointe surprescription médicale interne d'opioïdes créant et entretenant le besoin. Du moins, si pour se doter d'une vue d'ensemble du problème pour vraiment s'y attaquer. Aujourd'hui, les États-Unis préfèrent ne pas trop insister sur les entreprises étatsuniennes vendant des armes aux cartels de la drogue au Mexique, alors que Donald Trump prétend s'attaquer aux frontières avec le Mexique (et le Canada) censé(s) trop laisser passer migrants et drogues. Ou encore sur la Cité-État cryptolibertarienne néocolonisaliste promue depuis les États-Unis et en train de s'établir sous le nom de Prospéra au et contre le Honduras, autant la nation, surtout le village à sa proximité, que l'État, depuis qu'un gouvernement corrompu s'adonnant au trafic de drogues a facilité son implantation initiale et en vue d'empêcher le nouveau gouvernement de rétablir sa souveraineté, quitte à l'acculer à la faillite au besoin par une poursuite-bâillon de 13 milliards de dollars et si cela ne suffisait pas, à faire appel pour y faire intervenir la politique étatsunienne trumpienne[2]. Même sans cela, il suffit de

[1] « En 1998, l'inspecteur général de la CIA Frederick Hitz (en) publie un rapport en deux volumes qui soutient les affirmations de Webb, décrit l'implication des Contras dans le trafic de drogue et la façon dont l'organisation a été protégée pendant les administrations Reagan et Bush. Le rapport démontre que le lieutenant-colonel Oliver North et le Conseil de sécurité nationale étaient informés de ces activités. » Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Contras.

[2] Un dit piège de Thucydide censé augmenter la probabilité de la guerre lorsqu'une ancienne puissance fait face à une nouvelle puissance émergente, renvoie plutôt à ce qui de la guerre du Péloponèse entre Sparte (avec laquelle s'allier pour se défendre) et Athènes (dite prototype de la démocratie, mais s'étant mise à rançonner les États qui en dépendent et envers lesquels n'en être aucunement démocratique) se reconduit entre Chine et États-Unis (en train de suivre la même voie de déchéance démocratique). L'œuvre de Thucydide « n'est pas un traité sur l'inévitabilité structurelle de la guerre, mais une exploration de la manière dont la faiblesse humaine, l'erreur politique et la décadence morale sont susceptibles de se combiner pour provoquer une catastrophe »; « Son récit est rempli des réactions délétères que suscite la peur, des attraits de l'ambition, des échecs des dirigeants et, finalement, du naufrage tragique de la raison », https://theconversation.com/ce-qui-conduit-a-la-guerre-les-lecons-de-lhistorien-thucydide, par Andrew Latham, 2026-05-04. Ce naufrage tragique de la raison est ici abordé à la façon de Ficin qui était fort soucieux de la faiblesse humaine et de la prudence pour s'y mesurer et qui avait déjà aperçu en Thucydide un contemporain de Socrate, inspirant lui-même Platon (selon qui les Lois sont des déterminations de la raison). Ficin a mis au jour les affections de la fantaisie (désir de ce dont jouir et crainte de ce qui afflige et endolorit) de sous la raison (comme automotion propre de l'âme) et surtout son écart à Dieu révélant d'autant sa faiblesse qu'à la façon de l'écart lumineux de la Lune n'ayant pas d'autre lumière que reçue du Soleil, donc ne faisant que la réfléchir sur Terre. Dès Rabelais, ces affections se nouent paradoxalement (tant le désir de ce dont jouir vient incessamment buter sur ses propres culs-de-sac logiques en se conditionnant par un préalable évitement de ce qui est craint affliger et endolorir) et forgent l'assise de la raison cynique qui triomphe au XXIe siècle. Soit elle se démultiplie d'autant en incessantes crises tous azimuts (toutes plus idéologiques les unes que les autres en vue de légitimer les hégémonies, voire les plus réductrices dominations fort hiérarchisantes) que sombre et fait donc naufrage en cette sous-jacente fantaisie s'en avérant toujours plus cruelle. Soit elle s'en éveille et en devient un tant soit peu plus critique, en réservant une plus grande place à la prudence et à la réflexion qu'à la peur et à l'orgueil. « Thucydide ne nous offre pas une théorie des relations internationales, mais un avertissement, un rappel aux dirigeants qui, obsédés par leur propre place dans l'histoire, précipitent leur nation vers l'abîme. » Jusqu'aux apparents déterminismes structurels varient au gré des sous-jacents choix humains (jamais individuels que d'emblée sociaux, donc à la fois individuels et sociaux, aucunement en rendant les deux de façons mutuellement exclusives, comme entre États-Unis, faisant s'intégrer et se réduire toute relation structurale aux seuls

rappeler un point s'inscrivant exactement dans cette même lignée : MacCarthy s'était affilié Roy Cohn par qui il a fait condamner à mort les Rosenberg et qui a été mentor de Donald Trump, chez qui se reconnaît la même tendance, non seulement à dénier chez soi-même défensivement, mais à conjointement toujours agresser en vue de faire porter à autrui la source de quelque problème que ce soit, ce qui se moule directement sur les affections de la fantaisie s'en faisant cruelle : désir de ce dont jouir à se garder pour s'en complaire toujours plus en soi seul et crainte de ce qui afflige et endolorit à vicarialiser d'autant totalement en autrui pour y parvenir. Et ce, jusqu'à attaquer par diverses sanctions des institutions onusiennes, dont des juges de la Cour Pénale Internationale (CPI) pour les empêcher d'effectuer leur travail qui ne lui convient pas, mais aussi à se créer une liste de pays à abattre l'un après l'autre (ce dont Israël a déjà une liste toute prête), d'autant que l'écart de puissance peut être grand et en faciliter la tâche. Pour ce faire, il inverse tout le rapport au réel du sein même des États-Unis. Cette fois-ci, il ne cherche plus à voler l'élection comme en 2020 en disant que ce sont les Démocrates de Biden qui la lui volaient. Il accuse plutôt d'autant Obama d'avoir donné la bombe nucléaire à l'Iran qu'il en a bloqué en 2018 (comme le réclamait Netanyahu) l'accord de paix de 2015 (prévoyant un contrôle serré du programme nucléaire iranien en échange d'une réinsertion iranienne internationale graduelle), car il veut l'inverser et le transformer en capitulation armée qu'il cherche à imposer et légitimer en 2026[1], après s'y être laissé entraîner là aussi par Netanyahu, mais au gré d'un sous-jacent pervasif néosionisme (par retour non seulement de la diaspora en terre d'Israël, mais de ce qu'était la terre d'Israël avant la diaspora). Néosionisme sis sur un retour du religieux d'abord chrétien évangélique, avec frange catholique fondamentaliste, qui le promeut depuis les États-Unis jusqu'en et en amplifiant ce qui s'en promeut en Israël. Même en supposant que l'Iran aurait continué à enrichir l'uranium sous façade de négocier, est-ce à dire que cela équivaut à détruire toute capacité de menacer le monde libre, à savoir celui-là même qui sous façade de sa seule propre liberté mercantile (avant de se radicaliser en libertarienne néo-mercantile) et hypocrite, l'a empêché de devenir démocratique en 1953 et y a implanté la dictature du Shah qui a viré à son tour en une telle dictature islamique depuis lors devenue moins instrumentalisable et digeste, que ce soit en essayant de rattraper le coup sous Obama ou en la vomissant sous Trump ? À l'image de sa dite guerre préventive (d'autant créée de toutes pièces que déjà ainsi préparée

individus les en surdéterminant d'autant aléatoirement que selon quel individu en émerge et s'impose aux autres en la noyautant téléologiquement, et Chine, noyautant et faisant s'imposer d'emblée la structure aux individus).

[1] Jacques Provost, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/analyse-trump-affirme-qu-obama-a-offert-la-bombe-à-l-iran-c-est-faux-documenté-et-dangereux.

depuis des décennies), Trump se couvre de façon préventive au cas où ce puisse être plus catastrophique qu'il ne veut l'anticiper pour s'en décharger en tiers sur une cible désignée d'avance pour se prétendre tout du long s'en déresponsabiliser en même temps que pour projeter toute responsabilité des conséquences de ses propres comportements sur les autres, en un sens totalement inverse à tous ceux qui le considèrent agir de façon irresponsable. Redisons-le : pour Trump, c'est Obama et non lui, ni même les États-Unis depuis 1953, qui ont poussé vers la bombe atomique un Iran rendu d'autant dictatorial autrement qu'instrumentalisable que lui résistant et s'en faisant choc en retour. Il se prémunit contre tout avenir un tant soit peu malencontreux, en ayant d'avance un bouc émissaire tout désigné. Or, pour sauver sa popularité en chute libre aux États-Unis, est-ce lui qui va laisser filer l'uranium iranien (à moins qu'il soit transféré en Chine, selon quelle problématique) ? S'il réussit, la gloire lui revient. S'il échoue, c'est la faute de Vance ou un autre.

S'y bute la proposition de Villepin d'intégrer au droit international (de fait, le plus souvent de part en part interétatisé) un principe de « tu casses, tu répares ». Ceci a déjà été essayé au sortir de la 1re guerre mondiale et a mené à la 2e, au terme de laquelle il a fallu, non réparer, mais reconstruire. Plus l'endettement de l'Angleterre face aux États-Unis au profit desquels s'est alors déplacé le centre impérialiste de gravité, au grand dam de Keynes face à White à Bretton Woods, ce dont le pétrodollar a pris la relève. De plus, Trump harcèle d'autant impunément des juges de la Cour Pénale Internationale que l'ONU ne peut rien y faire. Trump ne connaît que la politique intérieure des États-Unis où tout ce qui est cassé extérieurement n'a à peu près pas d'importance, si ce n'est le risque éventuel que l'uranium iranien s'échappe par quelque fissure du va-t-en-guerre étatsunien devenu si inapte à quelque démarche diplomatique exigeant d'abord de reconnaître quelque droit international, *a fortiori* interétatique, surtout si impliquant une médiation interimpérialiste via le CPS de l'ONU. Si les États-Unis acceptaient d'y passer par la Russie face à l'Iran plutôt que seulement s'y entraver mutuellement par veto, Poutine a proposé à Trump un « deal » : ne plus donner d'informations à l'Iran (ce à quoi la Chine pourrait de toute façon suppléer), si les États-Unis n'en donnent plus à l'Ukraine. Trump a préféré ignorer cette caricature lui renvoyant en miroir son « Art of the Deal » et coller à son dada préféré, à savoir le cours du pétrodollar : diminuer l'impact du blocus iranien du détroit d'Ormuz en levant des sanctions commerciales contre le pétrole russe, quitte à financer ainsi la guerre russe en Ukraine. Autre *deal*. Par sa guerre en Iran, Trump amplifie en économie étatsunienne ce que ses tarifs douaniers font déjà, à savoir le contraire

de ce qu'ils disent viser. Et il est donc assoiffé de budgets militaires croissants (réclamant 1,500 milliards de dollars, si le Congrès approuve) et de conjointes coupes massives dans les programmes sociaux (santé, éducation, etc.) au profit de polices intérieures. Son libertarisme est si ironiquement cruel au fur et à mesure qu'il ne s'extériorise qu'en refluant vers l'intérieur : entraver l'éducation formant les ingénieurs qu'exige la construction industrielle (navale et autre) et sublimer d'un coup la puissance réelle en puissance projetée, mais en train d'être si érodée que d'autant mieux contestée (sur les eaux planétaires et ailleurs, surtout par la Chine qui, elle, forme des ingénieurs). La paix par la force bute sur ses limites internes liées au développement humain dont l'exigence est si outrancièrement sous-estimée. Jusqu'en l'ONU.

Trump confond tellement les recettes toutes faites fonctionnant à court terme au point de chercher à y réduire ce qui est autrement bien plus complexe et à long terme, qu'il cherche à faire une référence, via DOGE, de ses coupures de 40% d'effectifs de l'*Internal Revenue Service*, dont la collecte d'impôt était un processus fort automatisé, traçable et standardisé, à la *Federal Student A*id qui « traite chaque année des millions de demandes complexes, des situations individuelles qui requièrent jugement, expertise et suivi humain », ce qui, loin de supprimer de la bureaucratie inutile, sabre « dans la capacité opérationnelle d'un système dont dépendent 43 millions d'emprunteurs américains »[1], à savoir des demandes complexes d'étudiant(e)s pour financer leurs études effectuées malgré des situations difficiles qui requièrent un jugement humain et une expertise, ce qui pourrait empêcher de traiter les dossiers à temps et provoquer maints défauts de paiements de frais encourus dans la vie réelle. La confusion est exactement celle menant à occulter la diversité culturelle promue par l'UNESCO et à considérer la culture et en l'occurrence l'éducation être un marché comme les autres, sans se badrer de la mobilité (plutôt que l'inégalité) sociale à créer, d'une période de vie plus vulnérable, mais essentielle au devenir social en son ensemble, dont en particulier sa propre capacité productrice future du marché du travail, là où la Chine fait tout le contraire. Pourquoi fait paraître la Chine comme son adversaire, voire ennemi, principal, quand le faisant très bien tout seul de soi-même ?

Par ailleurs, le ministre iranien des Affaires étrangères a déjà confirmé le 14 mars 2026 le soutien militaire russe, au moins informationnel, et chinois, au moins technologique, autant en armes qu'en logistique par le système Beidou-3 contrant les brouillages GPS pour guider les missiles vers leurs cibles, ce qui éclaire en partie

[1] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/lettre-ouverte-doge-detruit-l-aide-aux-etudiants-1-700-milliards-de-prets-en-danger

pourquoi le stock d'armes étatsuniennes baisse si vite et exige d'aller puiser partout ailleurs sur la planète, en plus d'affoler les pays arabes alliés et fort vulnérables des États-Unis, selon une immense ligne de faille d'écarts fort hiérarchisants de puissance s'en entrechoquant. La Chine ne veut aucunement d'un régime pro-occidental en Iran, tandis que l'attaque israélo-étatsunienne ne veut rien d'autre et donc uniquement que cela, d'où le jusqu'au-boutisme, mais aussi l'onde de choc se propageant à partir de cet entrechoc semblant asymétrique (en se limitant à la seule attaque israélo-étatsunienne contre l'Iran), mais de fait, tout au contraire, engageant des impérialismes titanesques. Les effets n'en sont pas tant mondiaux à partir d'une dite asymétrie, dont ne rien comprendre qu'elle tarde à aboutir, qu'à partir de causes d'emblée déjà mondiales, même si certaines sont plus évidentes (d'autant qu'aimant plus que tout se mettre en scène et se pavaner telles) que d'autres (néanmoins tout aussi, même si plus discrètement, opérantes). Seule l'illusion d'optique fait ne pas s'en apercevoir. Pour la Chine, il ne s'agit aucunement d'une simple guerre asymétrique se faisant accroire pouvoir s'imposer brutalement d'un seul coup pour en finir au plus vite selon un dit droit de se défendre face à une dite menace imminente (pourtant au contraire construite telle depuis 1953, quand le Royaume-Uni et les États-Unis ont empêché l'Iran de devenir démocratique et y ont implanté la dictature, mais ayant elle-même viré en cette tout autre sorte) hors tout droit international interétatiquement circonscrit présidant à l'attaque israélo-étatsunienne. Pour la Chine, « Le concept de « *guerre hors limites* », théorisé en 1999 par les colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui, postule que les conflits modernes se gagnent autant par la technologie et l'information que par les armes conventionnelles », ce qui se combine avec l'iranienne défense en mosaïque et tout ce qui s'y teste et dont recueillir les précieuses données[1], dont celles des drones et missiles hypersoniques émergeant en essaim d'une telle mosaïque elle aussi flexible, là où les États-Unis fantasment encore sur l'armement sophistiqué fort coûteux, non seulement en argent, mais surtout en temps engageant et limitant la capacité productive réelle.

Bref, guerre hors droit international, mais de fait interétatique pour la plupart des médias « occidentaux », guerre hors limites pour la Chine, à même l'iranienne défense en mosaïque. Les uns abordent le réel selon ce qu'ils en imaginent, voire à leur seule fantaisie, jusqu'à la plus cruelle, les autres n'imaginent absolument rien que très expressément ancré en ses conditions réelles, dont le calendrier diplomatique : voulant entre-temps forcer les évènements et ladite paix

[1] https://dworaczek-bendome.org/guerre-inevitable-chine-soutien-militaire-iran/ La Chine brade le pétrole, contourne le dollar, fournit une technologie à double usage, etc.

faite capitulation à imposer à l'Iran pour être en meilleure posture, mais en vain, Donald Trump n'a pas différé plus loin que la mi-mai 2026 sa rencontre avec Xi Jinpig. Taïwan s'est ajouté au menu des discussions visant une libre circulation commerciale mondiale au détroit d'Ormuz et divers échanges commerciaux plus spécifiques entre leurs deux pays. Le miroir est total. Son sens ne se révèle que par devenir énantiodynamique de son état d'équilibre incessamment variable. Plus que les seuls pays arabes et le seul droit international, l'Afrique entière colle à la réalité révélant « la fragilité d'un ordre international incapable d'imposer la négociation à des acteurs déterminés à l'éviter. (…) La proposition est simple et urgente : les États africains doivent parler d'une seule voix dans les enceintes internationales, exiger un cessez-le-feu immédiat, et refuser de laisser leur territoire ou leurs espaces aériens servir de théâtre à des conflits qui ne sont pas les leurs. »[1]

Entre-temps, les États-Unis dégarnissent la Corée du Sud de son bouclier antimissile la protégeant de la Corée du Nord pour le déplacer vers le Moyen-Orient. En effet, l'Iran a détruit des systèmes THAAD, fort peu nombreux et dispersés à travers la planète, et pour être remplacés au Moyen-Orient, devant être pris ailleurs. Ceci envoie le signal aux alliés des États-Unis dans le Pacifique qu'ils y sont dorénavant moins présents pour les défendre, sans parler de l'armement (dont les missiles Patriot) qui ne va plus en Ukraine (dont évaluer lui accorder une licence pour en fabriquer) et va plutôt lui aussi au Moyen-Orient. S'y entrevoit la déstructuration de toute l'architecture sécuritaire étatsunienne internationale interétatisée mise en place depuis 1945. Contrairement au système franco-italien antimissile compensateur dont doter l'Ukraine après une guerre de déjà quatre ans avec la Russie, la Corée du Sud, elle, voit s'ouvrir une brèche de deux ans avant de pouvoir se doter d'un système équivalent[2] et est entre-temps encore plus encouragée à développer l'arme nucléaire… et à accentuer sa prolifération. Idem en Europe où les États-Unis trumpiens sont en train de déserter l'OTAN, mais aussi en partie le sol allemand (5,000 des 36,000 hommes, après que le chancelier Merz a dit que les États-Unis trumpiens n'avaient pas de stratégie en Iran qui les en humiliait)[3], tout en contraignant l'Europe à apprendre rapidement à

[1] Ibidem.

[2] Malgré leur pacte du Camp David avec les États-Unis en 2023, Corée du Sud et Japon s'inquiètent de leur fiabilité et renforcent surtout leur sécurité bilatérale, car la Corée du Nord, elle, a la bombe atomique, et joue en tiers entre Russie et Chine, elles aussi actives.

[3] Toutefois, la base aérienne de Ramstein y demeure la plus importante en Europe et est cruciale pour les États-Unis comme d'où se projeter dans le monde. Et légalement, les États-Unis sont tenus de garder en Europe 75,000 hommes. Trump s'efforce de contourner ses obligations face au Congrès étatsunien, car, selon une loi de 1973, le président, plus qu'une stratégie à lui exposer, a besoin d'en obtenir l'autorisation au-delà de 60 jours pour poursuivre sa guerre, dont

se défendre seule[1]. Ironie : l'entente onusienne quant à la non-prolifération risque d'être d'autant toujours plus contournée un peu partout (Égypte, Turquie, etc. étant déjà sur les rangs) au fur et à mesure qu'obnubilée par le discours israélo-étatsunien visant à ce que l'Iran ne l'ait pas, si, au contraire, ne l'accélérant pas là aussi. Il est temps de s'apercevoir de ce que sont vraiment les actes en cause. Donald Trump ne s'adonne pas seulement à sa fantaisie, jusqu'à la plus cruelle. Son style transactionnel en est l'incessante manifestation, largement inconsciente, de l'ordre de l'enfant de deux ans perdurant en l'adulte : tout et ce, tout de suite, à toujours plus court terme s'avalant tout long terme, mais non sans que resurgisse avec ce long terme un tout autre court terme se mettant à prendre une tout autre allure que celle visée.

Trump veut former une coalition et y impliquer l'Europe avec l'OTAN et la Chine au détroit d'Ormuz, du moins tant qu'il y fait la guerre et veut que d'autres s'y exposent (mais peut-être pas, après la guerre, pour canaliser le commerce à son propre profit). Or, contrairement à lui, maints pays, dont l'Allemagne, se soucient de leur Constitution et de l'exigence d'être mandatés internationalement (par l'ONU, l'Europe, l'OTAN…). Cinq pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Pays-Bas), plus le Japon et d'autres pays, se disent prêts à contribuer à sécuriser le détroit d'Ormuz, mais sans envoyer de navires tant que l'intensité du conflit ne diminue pas. L'Organisation Maritime Internationale (OMI), agence de l'ONU pour la sécurité en mer, cherche à y créer un corridor humanitaire sûr pour évacuer les navires (et 20,000 marins en situation précaire). Le Canada s'invite à la table diplomatique pour se faire un vecteur du multilatéralisme onusien[2]. Il se propose de jouer un rôle d'interface entre le G7 et les États membres

plutôt dire que ce n'en pas une et la présenter comme une opération militaire, d'ailleurs quasi suspendue par un approximatif cessez-le-feu. De fait, via des blocus mutuels au détroit d'Ormuz, il y a opposition totale en miroir de ce que les deux parties veulent l'une de l'autre. Trump ne veut jamais rien céder, mais faire céder et l'Iran s'est radicalisé, de dictature théocratique en autocratie militaire par le régime des mollahs devenu celui des Gardiens de la Révolution. Et la cote de popularité de Trump a chuté aux États-Unis à près de 30%, comme pour d'autres présidents lors des guerres d'Irak (2006) et bien auparavant, du Vietnam, ayant inspiré ladite loi de 1973 à contourner.

[1] Ou, face à 5,000 soldats ultérieurement réorientés vers la Pologne, à faire que l'Europe et l'OTAN cherchent à comprendre ce qu'il en est.

[2] Le Canada a fait voter à l'ONU, non deux États, mais la partition entre Israël et Palestine arabe, ce qui, faute de tenir compte de l'inégalité des forces en présence et d'avoir pu en prévoir l'issue, surtout depuis la guerre des Six Jours gagnée par Israël en 1967 et *a fortiori* une fois le tout doublé du devenir étatsunien chrétien néosioniste, a mené au désastre actuel. Sans prudence plus marquée, le Canada s'adonnant au multilatéralisme onusien pour l'aiguiller n'est pas une panacée universelle. Le Canada intégrera-t-il ce multilatéralisme pour réviser la trudeauiste Constitution de 1982 qui privilégie des droits et libertés individuels si individualistes qu'au détriment de leur teneur sociale renvoyée en clause annexe et dérogatoire, sans et contre le Québec et de là, le fait français plus général ? Le multilatéralisme ne peut être un soi-disant multiculturalisme si multiethnoracialisant, en mosaïque, non plus pour se défendre comme en Iran, mais pour agresser et en diluer le Québec en le désocialisant, surtout depuis qu'ayant tronqué le Rapport Laurendeau-Dunton de son biculturalisme au profit du seul bilinguisme d'où l'occulter et l'encarcaner. La latéralité n'est pas que tension énantiomorphique, selon des gauche/droite (y compris politisée en libéral/conservateur, dont le

du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), à la fois ciblés et instrumentalisés par les deux parties de la guerre israélo-étatsunienne et iranienne. Le G7 fonctionne à l'envers de ce qu'il est, car en interface avec la Chine (n'en faisant pas partie, mais liée avec l'Iran, ne serait-ce que par le pétrole qu'elle lui achète en yuan, non en pétrodollar), et sans faire des États-Unis trumpiens son coordonnateur, car l'instance belligérante donnant son ampleur au conflit en le magnifiant au-delà de ce qu'il serait autrement, surtout via Israël qu'ils arment et qu'il leur faut rappeler à l'ordre pour ne plus attaquer les installations énergétiques (*a fortiori* si éventuellement hydriques, encore plus catastrophiques), car avec rétorsion iranienne loin d'être aussi bien parée en pays arabes qu'en Israël[1]:

« La convergence franco-canadienne sur la nécessité d'une issue négociée n'est pas un hasard. Paris et Ottawa partagent une vision commune : la guerre en Iran ne peut pas se terminer uniquement par des moyens militaires. La présidence française du G7 [2026] donne à Macron le levier institutionnel pour imposer cette discussion à l'ordre du jour. Carney et Macron, ensemble à Vaux de Cernay, représentent le flanc diplomatique d'une alliance qui mène par ailleurs une guerre. Cette tension est inconfortable. Elle est aussi nécessaire. »

« L'objectif réaliste — et peut-être le seul atteignable à court terme — n'est pas la paix. C'est la création d'un format de dialogue permanent G7-CCG sur la gestion de la crise iranienne, assorti d'un accord minimal sur la protection des navires civils dans le détroit d'Ormuz et d'une feuille de route — même vague — vers des négociations plus substantielles. »[2]

---

libéral Carney s'avalant jusqu'au conservateur), mais a un sens susceptible de les équilibrer, si s'éveillant à son énantiodynamique, dès les sous-jacentes cultures (au moins par les manières de parler) jusqu'en les langues. Voir mes livres publiés chez L'Harmattan, dont *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais, la Renaissance philosophique, d'italienne à française*, 2026, pp. 7-8, 48-50, etc.

[1] De plus, l'OPEP se désagrège : l'Arabie Saoudite cherche le statu quo, mais les Émirats Arabes Unis se décident à la quitter, ce qui peut aussi faire compétition à l'Iran à Ormuz. À court terme, il y a peu d'impact sur le prix du pétrole qui reste élevé, car conditionné par le double blocage iranien et étatsunien mutuel d'Ormuz. Par contre, les contraintes sur les quotas de production de pétrole s'estompent au fur et à mesure que l'OPEP se désagrège et que la concurrence s'accroît, ce qui crée à plus long terme un marché baissier, mais peut-être aussi l'affaiblissement du pétrodollar concocté entre États-Unis et Arabie saoudite. Par ailleurs, en conjoint sens inverse, les Conférences sur le climat de l'ONU, fonctionnant par consensus et noyautées par des lobbyings propétrole, voient surgir en Colombie un Sommet indépendant visant à mieux s'attaquer à la problématique et à y pallier par des votes à la majorité (les deux tiers ?) et des critères d'éligibilité.

[2] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-xl/actualite/other/enquête-le-canada-orchestre-une-coalition-g7-moyen-orient-pour-désamorcer-la-guerre-en-iran. Par ailleurs, le CCG demande le feu vert du Conseil de Sécurité de l'ONU pour faire usage de la force dans le détroit d'Ormuz. Or, au sein du CPS, si les États-Unis (magnifiant cette guerre) le soutiennent, voire l'y poussent pour se conforter, il n'en va pas de même de la France, la Russie et la Chine. Surtout que la modalité trumpienne d'action peut favoriser le dérapage de la force, de défensive en offensive, dès lors illégale et encore plus prompte à l'escalade. Bien noter que les États-Unis, non seulement désertent l'OTAN, mais ne peuvent plus présider au G7 pour instaurer ce dialogue G7-CCG… médiatisé par la Chine ! Par ailleurs, le Pakistan médiatise et négocie un cessez-le-feu d'Israël et États-Unis avec l'Iran, ce qui tarde et fait que l'Iran se tourne vers la Russie, tandis que Trump dit que la Chine pourrait faire davantage (par pression diplomatique ? économique ? mais

Bien noter cette quête de dialogue à favoriser internationalement, de fait interétatiquement, en deçà et éventuellement au ressort de la quête de paix et sécurité à promouvoir avec le droit international (tout aussi le plus souvent interétatisé ?) à l'ONU, à son Conseil de sécurité, et ailleurs.

Sinon, c'est toujours le même pattern étatsunien (mais ailleurs, russe ou chinois) anti-onusien faisant que si l'histoire ne se répète pas, elle rime, comme disait Mark Twain : je déclenche la guerre et cherche ensuite à vous en coaliser pour vous y entraîner, mais jamais vous n'aurez voix et jamais il n'y aura discussion ensemble quant à ce qu'il faut décider, encore moins si jusqu'en le CPS, *a fortiori* le plus large Conseil de Sécurité, plus encore sans l'Assemblée générale, si faute de CI, à l'ONU. Toujours le même flottement du vocabulaire : là où l'Europe, dont la France constituant le noyau d'un dispositif de stabilisation propice à la coalition en Méditerranée moyen-orientale, reste lisible et d'autant audible par sa silencieuse présence qu'apte à bien distinguer le cas échéant les termes par lesquels en parler selon une claire posture défensive avec quelque éventuel débordement offensif si nécessaire, tout au contraire, comme les États-Unis trumpiens, Israël crée le flou terminologique lui permettant d'intervertir les termes et fait déjà passer l'invasion offensive du Liban (où blesser aussi des Casques bleus de l'ONU et en faire protester l'Indonésie) pour une défense avancée et grignote toujours plus le Liban, au lieu de chercher à coopérer et l'aider à se doter de moyens par lesquels parvenir autant à se reconstruire qu'à se défaire lui-même du Hezbollah. Comme l'a reconnu Ehud Barack, ancien premier ministre israélien, le Hezbollah est né en 1982-1985 en réaction aux invasions et occupations israéliennes. S'en retirer pourrait se conjuguer avec des démarches en vue de restaurer la paix avec un Liban mieux rendu apte à se départir de lui-même du Hezbollah, tout comme faire place à la Palestine arabe y contribuerait aussi, pour peu qu'il y aurait de la bonne foi dans les négociations, au lieu d'opter d'autant pour la guerre continue et permanente que se mettant à ne plus rien voir que l'interpréter tout le temps en termes de menaces à venir et à parer sous façade de défense avancée procédant par agression préventive. Or, Israël fait plutôt se généraliser là et partout ailleurs au Moyen-Orient son initiale guerre d'autant dite défensive, mais toujours plus avancée, que toujours soi-disant préventive et unilatéralement décrétée et intrusive.

est-ce réaliste si les États-Unis bloquent le pétrole iranien vers la Chine et ailleurs ?). Et Israël bousille tout, car continue de bombarder le Liban, dit non inclus, mais, pour l'Iran, aussi inclus, le tout sans parler de la Palestine arabe (l'oubliée), surtout si avec État, là où l'État d'Israël s'impose.

Faut-il encore le rappeler : même sans insister sur le fondamentaliste religieux israélien qui a assassiné Yitzhak Rabin pour l'empêcher de conclure la paix avec Arafat et rendre possible la solution à deux États, Israël, de Sharon à Netanyahu, a plutôt financé le Hamas (pour détruire le Fatah issu d'Arafat et avec lui toute possibilité de deux États, que l'ONU avait pourtant laissé entrevoir lors de la création d'Israël) avant de s'en faire à son tour attaquer et d'y réagir par son fameux droit de se défendre censé autant s'exhiber comme si *ex nihilo* en sa dite innocence virginale entachée que chercher à s'en faire conforter interétatiquement à travers la planète. Sauf par quelque Palestine arabe préalablement laminée, pour faire oublier que c'est d'abord contre le pacifisme palestinien arabe pour l'être encore plus contre le seul terrorisme issu du Hamas qu'il s'y est créé de toutes pièces, sans parler de tous les autres groupes qu'il y finance et arme depuis lors pour le contrer à son tour, mais surtout pour persévérer en son objectif initial qui est de désintégrer toujours plus Gaza et toute aide humanitaire onusienne afin de toujours plus l'en vider de sa population[1], tout comme la Cisjordanie où les exactions et les spoliations quotidiennes de la population arabe suffisent, sans guerre ouverte. On y aperçoit le mécanisme par lequel se créent ceux qui deviennent des proxys de l'Iran, depuis que lui-même laminé par les États-Unis et le Royaume-Uni en son essor démocratique issu de Mossadegh pour lui substituer la dictature du Shah, mais à son tour remplacée par celle des Mollahs, voire des Gardiens de la Révolution, en plus de constituer un axe encore plus vaste de résistance avec la Russie et surtout la Chine (sans parler de la Corée du Nord). Se révèle que ladite structure mondiale des géopolitiques rapports de force, loin de seulement s'imposer à l'état pur et de forcer idéologiquement de s'y camper d'un bord plutôt de l'autre, tout au contraire d'abord se génère.

[1] « C'est notamment le cas de la milice des Forces populaires, dirigée par Yasser Abou Shabab. Ce membre d'un important clan de Rafah avait été incarcéré à Gaza pour trafic de drogue avant la guerre, raconte l'historien Jean-Pierre Filiu dans les colonnes du *Monde (Nouvelle fenêtre)*. Le Palestinien, qui s'est évadé de prison au début du conflit, est désormais à la tête d'un gang ennemi du Hamas, accusé par plusieurs ONG et organisations internationales d'avoir organisé des pillages de convois en 2024, ajoute *Libération (Nouvelle fenêtre)*. (…) Pourtant, ces dernières semaines, l'organisation de Yasser Abou Shabab a affirmé sur les réseaux sociaux qu'elle œuvrait pour *"protéger la population contre le terrorisme généralisé, empêcher le vol des aides et faire face à la corruption"*, précise le quotidien. Sa milice a été photographiée alors qu'elle menait un contrôle sur des véhicules de l'ONU, dans une partie du territoire que l'armée israélienne interdit théoriquement aux Palestiniens. (…) Fin juin, l'ex-ministre de la Défense israélien, Avigdor Lieberman, a révélé à la radio Kan (Nouvelle fenêtre) que l'armée fournissait des fusils d'assaut à des groupes gazaouis opposés au Hamas. Dans la foulée, Benyamin Nétanyahou a assumé avoir *"activé des clans"* dans l'enclave, suscitant de vives critiques de l'opposition. *"C'est un scénario dangereux mais aussi clairement la politique"* de l'exécutif israélien, qui *"veut tout faire non seulement pour affaiblir le Hamas, mais aussi pour faire (...) plonger la société dans le chaos",* expose Hugh Lovatt. » "L'objectif est de rendre Gaza ingouvernable, invivable, et ainsi de créer les conditions pour provoquer le départ de la population." » https://www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/groupes-armes-par-israel-clans-influents-le-hamas-est-il-en-train-de-perdre-le-controle-de-la-bande-de-gaza_7355688.html. Quête d'un terrorisme instrumentalisable.

S'impliquent les États-Unis trumpiens (qui, eux, cherchent à entraîner maints autres pays) en cette offensive contre l'Iran, même si Joe Kent, le principal conseiller antiterroriste de Donald Trump, le contredit et a démissionné pour protester et signifier que l'Iran ne constituait aucunement une menace imminente envers les États-Unis.

Bref, la soi-disant paix forcée, en écrasant tout et en exigeant la capitulation pure et simple, est-elle possible ? Ou n'est-elle qu'une contradiction dans les termes en regard d'une paix vraiment durable et onusienne (exigeant de considérer que la paix ne peut perdurer que par l'accord des parties de la faire telle), d'abord par cessez-le-feu (véritable plutôt que seulement apparent, en différant quelque autre attaque ?), puis reconstruction (plutôt que le temps de reconstituer des stocks d'armes et de rassembler encore plus de troupes ainsi armées ?) et enfin, pérennisation issue de l'instauration de relations sécuritaires aptes à résister à tout bris unilatéral forçant autrement jusqu'à la paix d'autant de l'extérieur, à son seul propre profit et en total déni et total refoulement de l'autre que l'écart de puissance semble pouvoir s'imposer brutalement tel, si sans trop de souci en sa propre politique intérieure, de coûts et surtout de hantise issue de quelque éventuelle résurgence de son refoulé. Il n'y a pas pire refoulé que celui qui fait retour et qui incite d'autant sa source refoulante à paranoïer, ne serait-ce qu'à l'évoquer, *a fortiori* à l'halluciner, comme en certains modèles robotiques de langage fait agents conversationnels plus ou moins algorithment orientés au point d'en être biaisés, mais en reprenant la sous-jacente rhétorique si humaine d'où les avoir constitués. Le robot peut halluciner, mais pour paranoïer, il lui faut s'humaniser un peu plus, y compris jusqu'à s'inhumaniser et fomenter des crimes contre l'humanité, si pour s'adonner à de dites guerres préventives s'ensuivant hors de tout droit international interétatiquement filtré. La transformation trumpienne du Pentagone pour y remplacer Anthropic, soucieux de garde-fous et d'éthique, par Open AI les rognant pour mieux obéir aux décrets issus du Temple trumpien peut en constituer un éventuel jalon. Plus généralement, Trump veut empêcher toute régulation de l'IA par les États des États-Unis pour mieux la faire prévaloir depuis le seul fédéral centralisateur d'où s'imposer tel à l'échelle panplanétaire. Il s'agit de tout en faire monter jusqu'à l'exécutif, donc jusqu'à sa présidence, comme d'où tout en hiérarchiser, surtout pas l'ajuster et la contextualiser au plus près des usagers. Le font déjà les grandes plateformes : s'accaparer de tout en laminant la compétition, puis se défendre de tout monopoliser et de tant rendre les usagers clientélisés captifs que pouvoir merdifier les sites au gré de publicités rentables au détriment de la pertinence des contenus

(exigeant non plus tant de les viraliser par violence, sexe, etc., mais de les ajuster et contextualiser au gré des besoins réels des usagers). S'exacerbe l'attitude soi-disant défensive se faisant fort agressive. C'est loin d'affecter les seules défensive/offensive militaires. Au contraire ! La géopolitique militarisante et le commerce néo-mercantiliste fusionnent en un seul et même acte dit transactionnel qui n'est autre que le droit du plus fort. Qu'est l'acte le plus transactionnel sans son incarnation, même si s'oblitérant aussitôt en compulsion à tout s'incorporer au gré d'egos gonflables et néanmoins d'autant encore plus nombrilistes que ne cherchant plus qu'à s'en faire toujours plus grand (le Grand Israël étant censé se conjuguer avec la Grande Amérique du Nord, du Groenland jusqu'à l'équateur d'où départager tous les pays d'Amérique du Sud, alors que MAGA ne se fait *America first* que *Trump first*)[1] ? L'erreur, si humaine, peut se dénier avoir bombardé une école de jeunes filles malencontreusement trop près d'une cible militaire. Erreur prêtant à leur confusion ou confusion erratique et assoiffée de cibles ? Camouflage de celle-ci sous celle-là ? Comme si l'erratique était l'errance poétique. Le droit de cuissage devenu affaire Epstein ou autre s'y ajoute. Même la fidèle Pam Boundi est démise de la tête du Ministère de la Justice, faute de réussir autant à en prémunir Trump qu'à assouvir ses vendettas personnelles. Trump est même en train de poursuivre une agence fédérale qu'il dirige, l'*Internal Revenue Service*, pour 10 milliards de dollars. Il l'accuse de ne pas en avoir assez fait pour empêcher la fuite de ses rapports d'impôt de 2020 et a entre-temps signé un décret obligeant tous les avocats du gouvernement à se conformer à l'interprétation juridique du président : la privatisation de l'État coincé par la contradiction d'être à la fois l'attaquant et le défenseur sombre dans la crise constitutionnelle à d'autant différer, si possible, qu'elle risque d'éclater en pleine guerre avec l'Iran. La

[1] Notez qu'il ne s'agit là que de l'expression géopolitique de ce qui s'en présumait déjà physique chez Descartes, par ego d'autant centré sur lui-même que se trouvant au centre de la pierre qu'il fait tourner en une fronde et dont il sent la tension à travers la corde l'y reliant. Or, Newton a tout au contraire établi, malgré cette apparence, qu'il y a incessante action-réaction trouvant à s'équilibrer, non seulement entre son corps propre pouvant légèrement se mobiliser en sens inverse en vis-à-vis de là où est rendu la pierre en tout point de sa trajectoire autour de lui et de sa propre et conjointe tendance à se mettre dès lors à osciller légèrement, mais aussi en un centre commun de gravité du tout avec la Terre et comme elle et toutes les autres planètes ne pas tourner tant autour du Soleil comme d'un centre apparent que de leur centre commun de gravité. Celui entre la Terre et le Soleil est au-dessus de la surface du Soleil, celui entre Jupiter et le Soleil sous la surface du Soleil. Le sens physique, voire géophysique sous-tend incessamment le sens géopolitique jusqu'en cette immense tension (faite révolution gnoséologique kantienne) entre ce qui en est apparent (phénoménal) et ce qui en est en réalité, donc aussi entre la pure représentationnelle mise en scène et la validation s'assurant de sa propre représentativité. Jusqu'en ce sous-jacent sens physique et même géophysique, se distinguent la cénesthésie, inhérente à son corps propre en s'apercevant au moins de son effort au ressort du geste situationnellement en cause, et la kinesthésie, surgissant d'emblée à l'interface interactionnelle entre son corps, lui-même jusqu'en toutes ses interfaces articulatoires constitutives, et son environnement, ce qui ne se peut guère qu'en restant sensible à tout centre commun de gravité en cause. Être si diversement soi-même jusqu'en son corps fait l'être tout aussi diversement au monde, de physique et même géophysique à géopolitique.

rhétorique peut intervertir le sens des termes attaque/défense, la réalité, elle, par la pression accrue sur elle-même, est acculée à l'impasse. Finalement, Trump instrumentalise d'autant mieux sa propre poursuite pour obtenir que, de façon permanente, ni lui, ni son clan ne puissent être enquêtés concernant d'anciens manquements fiscaux (ce qu'il réussit) en même temps qu'il consent à retirer sa plainte en échange (ce qui échoue) de la création d'un fonds d'indemnisation dit anti-instrumentalisation de la justice susceptible de bénéficier à ses partisans poursuivis sous Biden pour avoir envahi le Capitole. Bref, Trump, son clan et ses partisans s'imposent. Ledit *Art of the Deal* est un art de l'impasse créée en sa propre faveur et celui de son Temple assurant qu'adhérer à son culte fait en être favorisé, non seulement jusqu'à l'impunité contre les conséquences de ses propres actes, mais jusqu'à en être éventuellement récompensé sous condition de trumpisme. S'amplifie la boucle de la concentration des pouvoirs pliant la Constitution, certes, mais en pliant jusqu'à la société civile à la base du tout. Ce qui fait la puissance de la fantaisie est de ne pas s'en tenir à seule idiosyncrasie n'opérant que de façon purement circonstancielle, mais de pouvoir se viraliser, se faire onde propagatrice d'elle-même selon un individualisme tous azimuts faisant qu'une masse egoïque constituée en alter ego en soit malignement géniale au point de permettre à l'ego de s'affirmer toujours plus tel, mais en se l'incluant et s'en sous-tendant pour soi-disant s'en universaliser. L'ego déductif cartésien n'est plus que, tout à l'inverse, de part en part inductif, chez l'humain, à la façon de la physique cartésienne qui, elle, n'était qu'une force de repos de toutes les parties de tout corps les unes contre les autres et de tous les corps s'en avoisinant (au point de se viraliser et collectiviser depuis l'un d'eux à tous les autres s'en massifiant en fonction de lui, chez Trump) jusqu'à constituer le monde (mais ainsi infléchi). Narcisse ne se noie plus en son image, mais fait s'y noyer le monde pour le ramener fort egocentriquement tant à lui-même qu'à lui seul. L'être nombriliste n'est jamais tant au monde (n'en déplaise à la phénoménologie) que celui du monde. S'il n'est qu'est donc le monde ?

Par ailleurs, l'impasse s'étend du sein jusque hors des États-Unis. Si elle n'est plus issue de la pression israélo-étatsunienne sur l'Iran, elle l'est par l'entrisme islamique politique des Frères musulmans supportant l'Iran et pénétrant les sociétés dites occidentales dans le sport, l'éducation, etc., où y recruter la jeunesse (alors que la dénatalité menace, autant par la formation éducative –si restée accessible– s'allongeant et faisant différer le moment d'avoir un enfant, *a fortiori* un second, que par l'infertilité accrue, etc., si sans des mesures sociopolitiques natalistes appropriées, *a fort*iori si suscitant une conjointe phobie envers une

immigration faite n'importe comment et empirant tout, mais en oblitérant sa propre incurie gouvernementale et en faisant accroire que sa propre population y résistant serait raciste, sinon, comme Trump, tout à l'inverse, purgeant autant l'une que l'autre). Plus la rhétorique fait du réel une impasse et en est invisiblement pénétrée, plus l'anonyme On s'impose avec et au gré de l'anomie qui s'installe et qui l'en rend si malignement génial, car même si sans savoir duquel –et si cette indétermination totale peut s'exhausser par surcroît selon quelque alchimie (chimie sacrée) en Dieu–, c'est de tout un chacun que peut surgir son verbe : qui et quand va parler, mais empli de On alchimiquement fait Dieu, si ne se condensant en tout un chacun en Ça perdurant au fond de soi au ressort de ses Ego et SurEgo, certes si individuels qu'individualistes, mais aussi et surtout d'emblée ainsi viralement collectivisables sous le prévalant culte en cause de l'Ego, auquel réduire et assimiler tout sens de soi et ce, *a fortiori* si étatiquement instauré jusqu'au point de canaliser cette alchimie du même coup à la source du monde alors créé en sa totalité ? S'y greffent les religions révélées, dites monothéistes, qui sont toutes des religions savantes consignant un tel si divin verbe en un Livre Sacré, non sans quelque géopolitique jusqu'à la plus laïque tentant de canaliser ce sacré. Dès qu'est supplanté le dieu des dieux (du Zeus grec au Jupiter romain et à sa mithraïsation importée de Perse et condensée dans le *Sol Invictus*), surgit et s'impose Dieu si unique comme le plus puissant antidote qui suinte des interstices des si anomiques « Polis », à savoir cités étatisantes, surtout si faites empires, dont la révolution s'est initiée environ depuis 3,300 avant Jésus-Christ et dont la massive urbanisation sous-jacente s'est fort intensifiée du XIX^{e} au XXI^{e} siècle. Si l'anomie mène au suicide, voire l'homicide le vicarialisant, si ce n'est la fantaisie jusqu'à la plus cruelle l'en décantant et s'en viralisant en quête de quelque bouc-émissaire, Dieu en sauve, tant son Verbe se fait chair là même où les humains parlent de moins en moins, à tous les âges de la vie, mais surtout chez les moins de 25 ans, au point d'affecter leurs relations sociales et, par là, jusqu'à leur état d'être alors davantage susceptible de mal-être que de bien-être, voire mieux-être[1]. Sauf aberration de Dieu n'étant censé être unique que du même coup tout au contraire aux prises avec

[1] Plusieurs études en rendent compte depuis 2010, comme le signale https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2255392/humain-parole-mots-communication, sous le titre L'humain prononce de moins en moins de mots chaque jour. Il y a au moins corrélation entre prolifération des téléphones portables (avec textos), des médias sociaux (virtualisant plus qu'actualisant les relations sociales en même temps que compensant le sentiment de solitude) et du commerce en ligne, d'une part, et, d'autre part, la communication orale plus restreinte au quotidien. Du moins dans les sociétés « occidentales » plus individualistes, le verbe ne se fait plus chair tant par l'oral qu'en se transposant par le scriptural. À l'image du Verbe de Dieu qui ne s'est incarné par le Christ ayant oralement prêché, mais dont la Parole s'est faite Bible, à savoir Livre Sacré, depuis lors promue ? La relation entre les sens (par lesquels ouïr, voir) covarie avec le devenir de son geste moteur (digitalisé et dit numérique) physique, voire géophysique, jusqu'en géopoliticoéconomie.

des monothéistes s'entrechoquant en cherchant à se l'accaparer. L'absurdie divine monothéiste s'aperçoit pleinement en son nihilisme matérialiste pouvant seul lui correspondre, d'où le plus puissant levain terroriste. La terreur sacrée inspirée par un Dieu colère (en deçà de tout devenir amour) ne suffit plus, il lui faut tant se manifester que s'en vicarialiser, de l'instrumentalisation du terrorisme à son retour à sa source ne parvenant plus à le semer et manipuler qu'en s'en trouvant alors hantée.

La guerre narrative filtre d'autant idéologiquement toute guerre sur le terrain (militaire, juridique, fiscale, etc.) que les mots, dont défense et attaque, mais aussi guerre et paix, prédation et proie (dite l'avoir provoquée et autrement, faisant d'autant s'enrager que ne consentant pas assez vite à être bouc émissaire), voire proie jusqu'à la plus charnelle et sexuelle, se mettent à flotter, voire à s'intervertir au point de signifier leur inverse selon une fantaisie d'autant totale que consommée : l'envers s'extraie, s'exhibe et se donne en spectacle en lieu et place, sous façade et à l'encontre de l'endroit à faire virer à l'envers de lui-même jusqu'en la réalité à réifier et enkyster, donc jusqu'à l'impasse anomique laminant tout verbe au ras de quelque On (tout un chacun, mais sans plus jamais savoir duquel), si Dieu n'en rejaillit. Orwell n'avait pas aperçu ce ressort de la double pensée dans *1984*, car il ne relève pas de la pensée, mais de la sous-jacente fantaisie se nouant en ses affections en même temps que s'y répercutant et ne l'en faisant se dire que se contredire, si ne vicarialisant en quelque tiers sa propre impasse pour s'en délester et l'en charcuter. L'affinité profonde entre Netanyahu et Trump vient de ce même arrière-fond soi-disant défensif ne faisant qu'attaquer pour y procéder à titre unilatéralement décrété préventif ou tout simplement allusif et au besoin projectif, voire fort créatif, au point de financer jusqu'au terroriste pour détruire le pacifiste et pouvoir s'en justifier, voire intervertir le sens des termes défensif/offensif, à leur fantaisie s'imposant tous azimuts. À l'origine, est l'univers-miroir. Ce n'est pas que cosmophysique, mais d'emblée humain, dès qu'aux prises avec sa raison devenue de part en part cynique. En s'y éveillant et en en émergeant ou tout à l'inverse, en y sombrant ? Rappelons avec Chesterton que le fou n'a pas tant perdu la raison que tout, sauf la raison, laquelle ne s'opère plus que depuis la fantaisie d'où en être rendue insensée, en anomique perte de sens. S'il n'y avait que la fantaisie, toute la vie ne serait qu'une aléatoire et chaotique suite de concours de circonstances, mais il y a aussi la raison qui, faute de s'en éveiller, s'en trouve enrayée et s'en met à se figer en toute idéation jusqu'en sa logique au point de n'en être plus qu'idéologique, non plus entre blocs dûment constitués s'opposant tels entre eux comme autrefois, mais dorénavant à la carte, car

seulement à sa fantaisie en laquelle s'enliser et tout faire s'enliser, du plus universel en le plus spécifique, du plus permanent en le purement circonstanciel et si contingent qu'aléatoire et chaotique, etc. La raison ne vaut plus aucunement comme telle, faute d'émerger d'autant de la fantaisie qu'à elle-même, mais uniquement comme ce qui procure la puissance la plus ordinatrice possible, la cognition des cibles sur lesquelles la faire porter et un esprit toujours plus en peau de chagrin au fur et à mesure qu'elle s'y trouve emportée et s'y fait toujours plus aléatoirement hacher et dépecer au gré des circonstances. Se faire toujours plus grand encore, mais à l'aune de tout cet émiettement tous azimuts vers le toujours plus petit, pointilleux et capricieux. Les deux se touchent, se confondent. Big Bang !

Bien noter le curseur se déplaçant et accentuant cette interversion, de l'Europe, dont la France qui cherche à préserver le sens de ces termes (et où se trouve l'UNESCO si soucieuse de préserver la diversité des cultures), à Israël et *a fortiori* les États-Unis trumpiens, faisant dire aux mots, par lesquels en effectuer le récit, très exactement l'inverse de leur signification et de quelque rapport avec le réel, tant le réel est réifié à l'aune de ce qui en est imposé toujours plus unilatéralement. Pendant ce temps, Donald Trump essaie de faire accroire au G7 que l'Iran est sur le point de céder. Il occulte autant sa perdurante résistance que la crise qui se mondialise, non seulement par ses effets, mais d'abord par sa causale imbrication géopolitique systémique : l'Iran bloque le détroit d'Ormuz aux seuls « alliés » (de fait subordonnés) de ses attaquants israélien et étatsunien, non à ses propres alliés, et le tout transparaît jusqu'en le CPS de l'ONU comme impuissance des grandes puissances. Trump bloque le pétrole iranien. Faiblesse structurelle des hydrocarbures (si adulées par Trump) : ce sont des sources énergétiques d'autant volatiles que passant par de tels goulots d'étranglement où en noyauter toute circulation et par là, tout commerce, voire toute géopolitique loi du plus fort cherchant à s'y imposer, ce qui entraîne le pétrodollar (et la compensatrice exigence MAGA, si vaine soit-elle). Même par la CCNUCC, à savoir la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (depuis 1994), la thèse de l'ONU des énergies renouvelables comme alternative pour la sécurité énergétique est confrontée à des contraintes industrielles qui laissent entrevoir plutôt un mixte avec l'énergie nucléaire, selon EnerGeek. Cela relance la question du double usage et de l'éventuel passage à l'arme nucléaire et au chantage qu'instaure le fait de la posséder, si le tout ne vire et ne se déploie plutôt par la séquence tabou-paranoïa-cruauté qui, si abusivement fantaisiste soit-elle, impacte la réalité. Les énergies renouvelables renvoient d'autant conjointement

au nucléaire que, par transition vers la phase El Niño, les changements climatiques, non seulement réchauffent les océans, mais créent plus de nuages, de sorte que les fermes solaires sont moins performantes. Et la grêle peut détruire leurs panneaux solaires, etc. Enfin, la Chine est leur principal producteur mondial : les choisir serait-ce la choisir ? La géophysique se fait météorologique et géopoliticoéconomique.

Quant à l'impuissance des grandes puissances, Villepin a raison, sous condition d'y insister comme la voie par laquelle le droit international, *a fortiori* si aperçu plutôt interétatique, se fait laminer, tant la raison s'en fait instrumentalisée depuis une sous-jacente fantaisie créant l'impasse. Donc, elle est à problématiser. Il ne suffit pas d'idéaliser ce droit dit international (d'autant plus mal nommé que le souvent interétatique) en même temps que se faire accroire avoir seulement à le rétablir… en mots, mais non en réalité. L'idéal ne vaut guère plus que le fantasme faisant tant s'intervertir les termes du récit guerrier (défense/attaque) chez Trump et Netanyahu que s'en donner pour le réel. Uniquement s'il parvient à s'y mesurer et s'en dégager, l'idéal peut se réaliser. Ceci exige un processus idéatoire apte jusqu'en sa logique à s'assainir à l'aune d'une capacité à s'éveiller et se dégager de la sous-jacente fantaisie : dans la réalité, ledit casseur veut encore moins réparer, car selon lui, l'autre qu'il cherche à détruire l'aurait provoqué. Trump veut même lui faire payer les dépenses faramineuses qu'il effectue pour y parvenir (mais l'Iran, là aussi résiste, et ce pourrait bien être tout l'inverse qui va arriver). L'écart de puissance est à la source de la force censée tout régler d'un coup et se retrouve au contraire dans une guerre d'usure : l'attaquant, même si faisant accroire ne que se défendre, finit par payer sa guerre plus chère que le résistant qui parvient à tenir. Autant de la Russie face à l'Ukraine que des États-Unis et Israël face à l'Iran. Si la crise pétrolière et financière se radicalisait en menace de viser des installations civiles vitales, dont des installations électriques et *a fortiori* des usines convertissant l'eau de mer en eau potable, elle rendrait invivables des villes de plusieurs dizaines de millions de personnes, avec subséquents flots migratoires dévastateurs. La si crainte arme atomique, même en passant du fantasme au réel, ferait-elle pire ? Elle y trouve son prélude, sinon écho.

4) Coopérer sous l'égide de l'ONU en vue de stabiliser le monde ?

Automne 2026 : une élection est prévue autant en Israël (probablement avec impasse gardant Netanyahu au pouvoir, le temps de la dénouer, mais en faisant perdurer le sionisme en tous les cas, bien que ce puisse être éventuellement selon

un style plus avenant si le délogeant finalement[1]) qu'aux États-Unis, à mi-mandat, en vue de renouveler avec une part du Congrès, la balance du pouvoir. Les jeunes de 18-29 ans ayant voté Trump sont désenchantés et frustrés qu'il fasse la guerre et donc le contraire de ce qu'il a promis. De fait, ils le sont des deux Partis politiques. Le système entier leur semble ne pas fonctionner et Trump est en quête pour l'empirer et contrôler qui peut voter, à savoir si votant plus probablement pour ses candidats, autrement à risque d'être emportées par une vague démocrate un peu trop susceptible d'advenir, ce pourquoi, par exemple, le vote postal est particulièrement ciblé, car cru être plus favorable aux Démocrates. Les jeunes, non seulement déçus, mais peinant à se reconnaître une soi-disant démocratie toujours plus électoralement dysfonctionnelle et biaisée, envisagent de ne pas voter. Sans parler de contradictions internes : ICE peut s'en prendre aux migrants, mais « si vous voulez que la prochaine génération ait des enfants, vous devez lui permettre d'accéder à des logements abordables » et d'abord, en améliorer le pouvoir d'achat[2]. Pas très libertarien, à moins que la centration élitique sur son tas d'argent avec polices intérieures et guerres extérieures pour le monopoliser soit la seule source d'enfants. Solution trumpienne : enrôlement militaire non plus volontaire, mais obligatoire des 18-25 ans, par enregistrement informatisé, sinon amende ou prison. Et des vétérans, endettés sous Biden, se font éjecter de leur logement sous Trump. De fait, maints pays ayant suspendu le service militaire obligatoire le rétablissent. Qu'en est-il des vétérans ?

L'enjeu n'est pas qu'idéal, voire légal (par l'État), mais d'abord celui des mœurs (par le vivre-ensemble inhérent à la société civile). Le signalait déjà Montaigne : pourquoi des lois là où les mœurs suffisent ? Mode de vie, développement humain basique et éventuelle opportunité pour le droit international, si interétatisé soit-il, de parvenir à un peu mieux cheminer dans le réel. En s'appuyant au Moyen-Orient sur une force stabilisatrice déjà apte à

[1] Hormis la récente fusion de partis d'opposition n'ayant rien en commun que de s'opposer à Netanyahu à la fin d'avril 2026, « Dans le système parlementaire israélien, personne ne devient premier ministre en remportant le plus grand nombre de voix. Le pouvoir revient à celui qui parvient à former une coalition qui occupe au moins 61 des 120 sièges de la Knesset. (…) Les sondages de janvier 2026 indiquent une destination familière : l'impasse. Le Likoud reste le premier parti avec environ 25 sièges, mais le bloc pro-Netanyahou ne totalise que 50 à 52 sièges ; le bloc anti-Netanyahou prend l'avantage sur le papier avec environ 56 à 58 sièges – toujours en deçà de 61 sièges et avec pratiquement aucune perspective de défections entre les blocs, car le dogmatisme politique a enfermé les partis dans deux camps hostiles l'un à l'autre et les négociations/changements électoraux se produisent désormais principalement au sein des blocs, et non entre eux. » https://fokusisrael.ch/fr/actualites/israel-2026-une-nouvelle-election-dans-limpasse/. Rappelons aussi que Netanyahu a besoin d'entretenir la guerre et donc de céder aux franges les plus radicales qui, même si peu nombreuses, tiennent la balance par laquelle il peut se maintenir au pouvoir et s'éviter de se mesurer aux poursuites pour corruption.

[2] Louis Blouin, https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2242405/guerre-iran-trump-jeunes-maga, La guerre « stupide » qui fait décrocher les jeunes.

intervenir en tiers des parties belligérantes, l'Assemblée générale onusienne peut se doter d'un CI en regard de son CPS et lui demander de s'enquérir auprès des diverses instances onusiennes et internationales des meilleures voies, les mieux praticables en temps réel, pour créer des jalons contribuant à faire progresser et se réaliser ledit idéal. Le point le plus crucial est d'abord de cerner et formuler les problèmes en termes de doubles actions d'autant spécifiques, mais universalisables qu'aptes à inverser l'incessante inversion fantaisiste qui en intervertit tant le sens que fait s'écrouler toute universalité pourtant appelée à perdurer en une contrariante et réitérative suite de courts termes qui se l'avalent et contrent, avec tout développement durable, aussi l'humanitaire et les droits humains, donc tout développement humain s'intégrant les trois. S'instaure une géopolitique apte à se repérer et s'ajuster à sa géophysique sous-jacente pour mieux faire s'y implanter ce développement humain, d'emblée recherché par le CI, dans des conditions davantage susceptibles d'être plus que moins propices à la paix et à la sécurité et à faire valoir auprès de son CPS et plus large Conseil de Sécurité, en et hors de l'ONU. Avec et depuis une Assemblée générale dotée d'un CI lui permettant de s'autonomiser de son CPS et de commencer à l'en moduler, l'ONU peut s'étayer d'un tel dispositif stabilisateur en train de se mettre en place en tiers des parties belligérantes et proposer une alternative. Là, mais aussi ailleurs, surtout au Liban dont les forces armées, si mieux armées et conjuguées avec un Israël sommé de choisir de coopérer avec elles, peuvent désarmer le Hezbollah et vraisemblablement davantage se l'absorber que l'anéantir, plutôt qu'Israël profiter de l'approximatif cessez-le-feu entre États-Unis et Iran et en faire le prétexte d'une attaque ne visant qu'à établir le Grand Israël l'occupant au Sud (d'autant qu'y étant propulsé et armé par les États-Unis chrétiens évangéliques néosionistes pro-trumpiens auxquels aussi demander de s'ajuster, alors que Trump exige que Israël se tempère à la façon de son approximatif cessez-le-feu), le tout avec Casques bleus légitimant la stabilisatrice interface coopérative pour transformer plus que faire disparaître la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban). D'ailleurs, France et Italie s'ouvrent à une telle transformation, tandis que le Liban s'est mis à envisager des zones pilotes, surtout en y étant appuyées par une telle force onusienne, pour à la fois faire s'y résorber le Hezbollah et s'en retirer l'armée israélienne. La proposition, qu'elle soit acceptée ou refusée, serait un immense révélateur, surtout que s'instaurent déjà de telles amorces susceptibles d'y mener et de faire considérer la rendre plus pleinement opérantes. Peut-elle se formuler dans l'horizon des missions de l'ONU (avec embargo sur toute entrée d'armes dont mieux contrôler la circulation dans la région, y compris

en Israël) ? Le Hezbollah est un proxy de l'Iran, certes, mais il est d'abord né de l'invasion israélienne du Liban avant de le devenir. De plus, la démonstration d'une capacité onusienne d'inciter Israël à rester dans ses frontières et à coopérer au-delà, démontrerait à l'Iran un début de sécurisation du Moyen-Orient et une moindre nécessité du Hezbollah, surtout si lui-même du même coup en voie de résorption en et au profit de forces proprement libanaises ainsi mieux constituées sous l'égide de l'ONU (sans se faire envahir par Israël et sans que ça dérive en guerre civile entre le Liban et le Hezbollah selon des rapports trop conflictuels entre les deux, surtout face à la relation à entretenir avec Israël). Plus encore, si l'ONU se révèle être la voie par laquelle pouvoir échapper aux incessants revirements étatsuniens, comme d'Obama à Trump face à l'Iran, elle peut susciter un dialogue, ouvert au concert des nations, surtout si plus garant de succès. L'ONU, si renforcée, peut apporter plus de permanence et bien plus de stabilité (si espérée par maints pays), là où les États-Unis virent en girouette électoraliste (d'autant que leur système électoral est dysfonctionnel) et sont plus inconstants.

Plus le Sud s'autonomise du Nord, plus l'écart se creuse et plus s'installe ce que François Martin appelle *Le temps des fractures* : « À cela, de nombreuses causes : moins le passé esclavagiste et colonial que ce que l'on croit, mais bien plus une dérive du nord, qui dit vouloir promouvoir les valeurs de liberté, de démocratie et de paix, mais répand au contraire, de façon perçue comme hypocrite par le sud, la domination, le matérialisme, le pillage et la guerre. » Plus l'écart de puissance est mis en cause par le Sud jusqu'en le Nord dont s'autonomiser, plus se pose la question de savoir si la toute-puissance, d'autant qu'elle a pu être la plus grande et en l'occurrence celle du Nord, s'ouvre et s'aménage jusqu'en le réel ou tout à l'inverse, si elle cherche encore à s'y imposer et hiérarchiser, mais non sans une telle crise toujours plus marquée de légitimité quant à l'hypocrisie rendue toujours plus visible et ce, jusqu'en l'Assemblée générale onusienne, dont sa plus grande part issue du Sud global pourrait chercher à mieux se faire représenter par le CI dont il se doterait, surtout face au CPS qui, lui, n'en est guère représentatif. Pendant *Le temps des fractures*, « Un pays pourrait jouer un rôle majeur dans ce contexte, pour apaiser ou au contraire exacerber les tensions, c'est la France. » Paris est un lieu de rencontre entre les États-Unis et la Chine. Et comment faire du dispositif français déployé en Méditerranée une posture de puissance résolvant sa quête de pertinence davantage que, via son obligation de défense de pays tiers (Qatar, Koweit et Émirats Arabes Unis) pris comme les pays arabes de la région dans un même entre-deux, risquant de se faire entraîner dans l'engrenage de la

guerre israélo-étatsunienne contre l'Iran[1] ? Pour parvenir à tenir et jouer son rôle en Méditerranée moyen-orientale lors du conflit israélo-étatsunien face à l'Iran et à sa tendance expansive, le dispositif français stabilisateur, ne semble pouvoir être vraiment rassembleur que si s'accordant avec l'ONU pour laisser entrevoir une tout autre sorte possible de Conseil de la paix que le trumpien entre-temps instauré à Gaza. Le tout peut se doubler d'une exigence linguistique de clarté susceptible de progresser avec la langue française qui vient de devenir la 4e langue la plus parlée au monde[2]. Cette clarté n'advient aucunement sans se mesurer et se gagner sur une fantaisie prompte à intervertir le sens des termes employés (je dis me défendre en t'agressant, car je me fais tant accroire que tu m'agresses ou es sur le point de m'agresser qu'il me faut m'en et donc te le défendre, ma protection et ma sécurité se mesurant à l'aune de ton entrave, interdiction, voire destruction, dans la ligne des tabou-paranoïa-cruauté). D'ailleurs, il vient d'être établi que les instances mentales (raison, entendement et fantaisie) se sont empersonnifiées à partir de l'italien en français depuis la Renaissance, au point de révéler Rabelais comme celui d'où leur sous-jacente prise de conscience peut émerger autant au ressort de Descartes qu'au seuil de la Modernité[3]. Émergente capacité d'une raison qui jusqu'en son entendement devient apte à cerner l'exigence de se mesurer d'autant à sa fantaisie, selon des doubles actions universalisables à même les spécifiques, qu'elle peut s'en éveiller et d'autant s'apercevoir qu'en inverser l'inversion plutôt qu'y sombrer et s'enliser en sa pervasive interversion du sens des mots au gré d'un jugement uniquement circonstanciel et à court terme faisant accroire qu'en se réitérant il peut s'avaler et laminer tout jugement plus universel de ce qui tout au contraire ne perdure qu'en s'inscrivant dans le long terme. Et ce, sans s'idéaliser à outrance et manquer son propre court terme d'où jaillir et instaurer des jalons d'une ère historique, d'emblée distincte de la simple chronologie des dates et évènements, car les regroupant et s'en périodisant selon un début et une fin dont l'entre-deux ne se constitue d'un ensemble de caractéristiques communes qu'assorti d'instances secondaires susceptibles de

[1] https://www.msn.com/fr-ca/politique/relations-internationales/analyse-la-france-déploie-le-charles-de-gaulle-en-méditerranée-entre-posture-de-puissance-et-risque-d-engrenage.

[2] https://www.la-liberte.ca/2026/03/16/le-francais-devient-la-quatrieme-langue-la-plus-parlee-au-monde/. Le français est la 2e langue la plus apprise sur les cinq continents, l'Afrique en devient le centre démographique, son contenu demeure encore faible sur l'Internet comparativement à l'anglais et sa 4e place mondiale provient de sa réévaluation :
« Contrairement à la méthode classique (méthode 1) qui ne comptabilise les locuteurs qu'à partir de l'âge de 10 ans, cette nouvelle approche intègre les élèves de 6 à 9 ans scolarisés ou alphabétisés en français. » Ainsi, l'Angola vient d'adopter le français dès le primaire.

[3] Yvan Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais : la Renaissance philosophique, d'italienne à française*, Paris, L'Harmattan, 2026.

constituer d'éventuels germes d'une autre période les faisant prévaloir. Doubles actions si sensées qu'adaptatives au changement.

L'humain se tient debout (en se repérant et s'ajustant de bas en haut, pour peu que le haut s'ouvre et fait place au bas, comme la tête au-dessus et là où avoir les pieds) jusqu'en son horizon visuel (lui-même de physique à mental et par là, en sa raison jusqu'en son entendement face à sa propre fantaisie forgeant l'image autant de soi que du monde circonstanciellement en cause). Sinon, tout s'inverse dès qu'il s'y fait avaler comme d'où ne plus que s'imposer du Ciel à la Terre et donc de haut en bas et se superposer à la gravité modulant jusqu'à sa station debout et pouvant y être tout autre chose qu'une simple attraction-pression verticale. Comme en l'ascenseur einsteinien créant son équivalent en s'élevant, la gravité, mais de physique à humaine, au sens de jamais individuelle que d'emblée sociale, peut n'en être plus qu'un effet de champ susceptible d'advenir avec l'ascension sociale, à savoir avec l'ascension de la société entière plutôt que seulement des individus la constituant, si ceux-ci sont pour pouvoir l'éprouver, certes sans doute à divers degrés et certains plus que d'autres, mais néanmoins tout un chacun, pour peu que le développement humain devienne sensible en des conditions de paix et sécurité lui étant davantage plus que moins propices. Hiérarchie relativisable ou à l'inverse, prétendument absolue, selon une présomption étatsunienne d'unipolarité unilatéralement opérante *a contrario* du multipolaire en pleine expansion, voire de l'interdépendance panplanétaire devenue pervasive et en exigence d'universalité irréductible à quelque spécificité particulière s'imposant plutôt que l'impulsant ? Même si la Chine brade son pétrole, « L'Iran impose progressivement un système inédit : le passage sécurisé des pétroliers dépendrait désormais de transactions en yuan chinois plutôt qu'en dollars »[1]. Cette stratégie remet directement en cause le système du pétrodollar construit par les États-Unis depuis les années 1970. Peut s'accélérer un basculement historique du système financier mondial. De même, l'OPEP s'en désagrège, surtout depuis que les Émirats Arabes Unis –une victime collatérale majeure de la guerre israélo-étatsunienne avec l'Iran– ont décidé de la quitter.

Par-delà celle en cours, la crise qui s'en vient et s'accentue entre le pétrodollar et l'alternative en train d'en émerger et s'en constituer en parallèle, l'ONU peut contribuer à faire s'ouvrir la géopolitique à une économie sise sur un tiers système monétaire. Keynes en avait déjà soulevé la possibilité lors des

[1] Medetognon, Ormuz : L'Iran attaque le dollar… le pétrodollar est-il en train de mourir ? Voir aussi https://www.businessbourse.com/2026/03/14/liran-utilise-le-petrole-comme-arme-financiere-le-yuan-pourrait-remplacer-le-dollar-dans-le-detroit-dormuz/. La Chine, via les BRICS, favoriserait le retour d'une monnaie adossée à l'or pour constituer une réserve de valeur dégagée du pétrodollar. De fait, plus que l'or, l'énergie est son ressort.

discussions de Bretton Woods, mais le Royaume-Uni, au sortir de la 2e Guerre mondiale, était sur les genoux et l'étatsunien White a donc finalement imposé l'hégémonie du dollar, ce qui a alors été entériné par les maints pays (exsangues) rassemblés. Or, l'impérialisme ne se passe plus tant de l'un à l'autre dans un temps diachronique, comme du Royaume-Uni aux États-Unis. S'impose dorénavant une synchronie se diachronisant telle entre les impérialismes (États-Unis, Russie, Chine… peut-être avec tampon et levier européens à leur interface si France et Royaume-Uni n'agissaient face à eux au sein du CPS qu'avec une Allemagne représentant l'Europe au sein du CI par lequel l'Assemblée générale s'en autonomiserait). Cette synchronie se diachronise en bouleversant tout. Espace-temps ? Même le temps n'est plus linéaire que sous-tendu de la synchronie en cause s'y mettant en jeu et en faisant un volume en lequel faire s'ouvrir maintes directions possibles, donc de telles avenues de côté indiquant pouvoir se déployer autrement à tout moment selon ces diverses branches. *Zeitgeist*, car même en théorie physique, une conception semblable du temps en trois dimensions distinctes de celles de l'espace vient d'être avancée[1].

Au cœur du CPS de l'ONU et jusqu'à travers la planète entière, les grandes puissances, non seulement la Chine et la Russie, mais aussi les États-Unis, sont toutes plus autoritaires les unes que les autres, surtout depuis que Human Rights Watch, le 4 février 2026, a mis en garde contre la tentative trumpienne d'imposer un contrôle fédéral (avec police secrète, plus FBI, ICE et forces armées sous contrôle personnel de Trump)[2] sur les règles électorales censées relever des États au sein des États-Unis afin d'éviter un résultat qui s'annonce défavorable lors des élections mi-mandat et ce, sous façade de « garantir l'intégrité des élections »[3], à

[1] https://sciencepost.fr/ni-une-ni-deux-mais-trois-dimensions-du-temps-cette-theorie-bouleverse-toute-la-physique-moderne/. Synchronie délimitant et non laminée en inertie.

[2] Il est crucial de s'apercevoir que le libertarisme ne mène pas seulement à la concentration de la richesse se prolongeant en celle du pouvoir politique pour s'en étayer, mais à la désintégration des institutions sociales (santé, éducation, composition sociale de la population selon le ratio entre les flux de naissance/mortalité et de migration, etc.), sauf la police et l'armée pour créer et conserver cette concentration s'en révélant autoritaire. Toute démocratie tronquant l'humain pour n'en retenir que l'individuel jusqu'à l'hyperindividualisme au détriment du fait d'être aussi d'emblée social, vise d'abord à laminer toute sociale-démocratie pour faire accroire que la démocratie n'est que libérale, au point de déraper et s'exacerber en son propre extrémisme libertarien plus manifeste. La notion de démocratie libérale occulte que le libéralisme n'est qu'accessoirement démocratique, ce que viennent rappeler ses libertariennes dérive et exacerbation. Il lui suffit de ne plus seulement surplomber pendant un mandat de durée déterminée entre deux élections toute la société civile, mais de plomber le système électoral pour y perdurer. La concentration des pouvoirs, biaisant depuis l'exécutif jusqu'au législatif et de là, le juridique à faire peser à son tour sur la société civile en sa partie principalement visée, peut s'opérer de façon subreptice, comme l'illustre le trudeauiste rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 selon des droits et libertés si individualistes que d'emblée tronqués de leur teneur sociale (surtout si québécoise) en clause annexe et dérogatoire. Elle n'est plus seulement dysfonctionnelle, mais toujours plus évidemment autoritaire.

[3] Voir par exemple https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/qu-est-ce-que-le-save-act-qui-pourrait-empêcher-21-millions-d-électeurs-de-voter, car faute d'accès facile aux documents exigés. Trump a été très explicite dès son 1er

la façon dont il a cherché à voler l'élection présidentielle de 2020 en faisant accroire que les Démocrates alors vainqueurs la lui auraient soi-disant volée. Par fantaisie, le sens de tous les termes s'intervertit : le voleur se dit volé et celui à qui voler est le voleur. N'est-ce pas d'une limpidité d'autant totale que tout n'advient qu'en miroir et fait tout se refléter en s'intervertissant selon une circularité se voulant totalement inextricable ? Les faits n'ont jamais été autant alternatifs, au sens de moteurs alternatifs : il suffit de quelque piston pour convertir toute la pression verticale exercée en mouvement rotatif faisant fonctionner toute cette machinerie, si ce n'est machination. Comme la Terre : ça tourne ! ça tourne ! À moins que ce soit le Ciel, semblant d'autant aller en sens inverse et engager jusqu'à l'univers entier. L'étymologie le dit : univers, de « unus/versus », à savoir de « un/tourner », ce qui signifie tourner en un et en former un tout, mais, si se confondant avec le Ciel, semblant tourner autour et en sens inverse, cette puissante illusion quotidienne si usuelle ne se rectifiant que par révolution dite copernicienne. Le dit en appelle à la vue, mais la vue physique s'étend de là où être, sur Terre, jusqu'au Ciel, en leur départage à la ligne d'horizon. Du moins, si jusqu'à la vue ne passe de physique à mentale et ne s'y rectifie. Comme si, en s'élançant en esprit non seulement de mais avec la Terre au Ciel où le Soleil paraît en son milieu, y étant soi-même hors Terre et en tiers entre Terre et Soleil au milieu de son Ciel. Surtout si y advenant en tiers à la façon de ces nocturnes étoiles éloignées qui semblent plus fixes en ce même Ciel et d'où tout en reconsidérer, jusqu'au départage fait le jour à la ligne d'horizon et engageant, sur la verticalité de la Terre au Ciel, ma propre verticalité s'y inscrivant, des pieds sur Terre à ma vue en débordant à l'horizon vers le Ciel, voire vers son milieu qu'est le Soleil, le jour, en contraste des autres Étoiles, la nuit. Voire y débordant en appel de l'univers, donc de l'universel les intégrant en les faisant tourner, non seulement tout un chacun sur lui-même, mais en un seul et même tout. S'y révèle ce qu'est passer du cas particulier, mais considéré en sa spécificité retracée en toute sa complexité existentielle si multidimensionnellement intégratrice, à l'universalité. S'y exemplifie ce qu'est une double action, certes spécifique, mais d'emblée aussi portée à l'universel.

mandat : comment voulez-vous que les Républicains (surtout que trumpiens) gagnent des élections si tous peuvent voter ? La leçon à tirer de l'élection de 2020 est claire, surtout qu'il l'interprète comme se l'étant faite volée et pour cause : des gens qui n'auraient pas dû voter ou dont le vote n'aurait pas dû compter ont pu voter et faire compter leurs votes. La différence, lors de son 2e mandat, est qu'il contrôle énormément de leviers et a les moyens de tout faire s'aligner à sa façon. N'est-ce pas un d'autant apparent que fantaisiste raisonnement semblant limpide ? Il suffit que la force du droit soit rabattue au niveau du droit de la force et le tour est joué.

Or, la politique extérieure étatsunienne trumpienne se veut tout aussi unilatéralement imposée, à l'image de sa politique intérieure qu'elle serait censée confortée et ce, selon la même incessante fantaisie cherchant à générer en son miroir l'envers à donner en lieu et place, sous façade et jusqu'à l'encontre du réel le plus évident et à virer à l'envers de lui-même pour l'y faire correspondre et s'y conformer. Trump s'installe en son porte-à-faux fantaisiste qui n'est aucunement les faussetés qui s'en mettent à proliférer et le font paraître mentir. Elles ne sont que les ressorts de son incessante mise en spectacle faisant l'oublier à leur source (comme la Terre s'oubliant tourner sur elle-même à la source de son Ciel lui semblant avec son Soleil, le jour, et avec toutes les plus lointaines Étoiles, la nuit, tourner en sens inverse) au fur et à mesure que s'y trouvant distrait, dès qu'y clouant son attention et s'en mettant à contribuer à en être leurré. Quand ce qui ne serait que faux s'avère plutôt l'exact envers de la réalité et en donne l'apparence en être telle en son lieu et place, c'est qu'il y a porte-à-faux à sa source et telle est la fantaisie, non seulement en adhérant au seul circonstanciel, mais en n'y adhérant et n'en jugeant que depuis et selon soi seul, toujours plus à son seul ego toujours plus idiosyncrasique jusqu'en son egocentrisme, à force d'y sombrer plutôt que d'en émerger à sa raison et s'en rendre plus intellectif au point de s'apercevoir que même l'ego peut alors être un mot disponible à tout un chacun, donc aussi à autrui. La présidente mexicaine l'a résumé par une belle formule dès le début du 2e mandat de Trump, à savoir qu'il a son style bien à lui (et qu'il faut bien faire avec cela le temps qu'il sera là). Netanyahu, lui, a parfaitement compris que sa fenêtre d'opportunité n'était que de deux ans pour s'en prendre à l'Iran et y entraîner les États-Unis, qui ne lui ont jamais autant été favorables que sous Donald Trump (porté non plus tant par MAGA que d'abord le néosionisme de chrétiens protestants évangéliques assimilant jusqu'au Christ à sa souche judéenne et jusqu'en celle-ci, Dieu à César, au gré d'États-Unis trumpiens se confondant avec l'État d'Israël)[1]. Pour plus de deux ans, il faudra possiblement que les États-Unis trumpiens virent pleinement autocratiques aux élections de mi-mandat, voire utilisent l'urgence pour perdurer tels au pouvoir en maintenant un état de guerre permanente, à la fois interne et externe. Comme en le CPS de l'ONU, à miner à la fois de l'intérieur et l'extérieur. Comme Netanyahu (de fait, plutôt toute la frange orthodoxe d'extrême-droite par laquelle il se maintient au

[1] L'évangélisme MAGA est en train de se fragmenter entre Latinos, déçus et décrochant de Trump, et Blancs, y restant accrochés. Culture patriarcalement prégnante chez les évangéliques, mais qui s'infléchit de sociale en ethnoraciale et s'enreligiose telle ?

pouvoir, dont a autrefois jailli le meurtrier d'Yitzhak Rabin et dont hériter et perpétuer la radicalisation) en Israël et au Moyen-Orient.

N'y voir que des faussetés et des mensonges, là où il s'agit de littérales inversions factuelles (euphémisées en faits alternatifs lors du 1er mandat trumpien) est manquer qu'il s'agit d'un incessant porte-à-faux d'où les produire et dont ils ne sont que les épiphénomènes pouvant d'autant plus leurrer que l'attention s'y trouve divertie et détournée selon leur incessante mise en scène en faisant des spectacles d'autant plus éhontés que se constituant selon sa seule fantaisie et pouvant ainsi perdurer tels en deçà non seulement de la honte, mais *a fortiori* de toute culpabilité ne lui étant que subséquente et présumant d'abord de se responsabiliser et pour ce faire, de laisser émerger et d'instaurer entre-temps quelque tribunal de sa propre raison. C'est pourtant établi depuis l'historicisant devenir de l'Antiquité grecque, mais dont ne rien se rappeler, faute de réminiscence platonicienne[1], voire platonico-ficinienne, car la cernant émerger de sa sous-jacente fantaisie et *a fortiori* ses affections comme ce dont s'éveiller plutôt qu'y sombrer et s'y enliser. Par ces plus de deux mille cinq cents ans d'histoire et surtout depuis son moment renaissant italo-ficinien l'en faisant resurgir et s'étant condensé en France chez Rabelais en deçà et au ressort jusque de Descartes dès le seuil de la Modernité au point de l'en éclairer, le porte-à-faux mis en jeu par Donald Trump provient d'une fantaisie débridée ne condensant d'autant tout *Fantasyland*, comme Andersen en dénomme les États-Unis, que l'ayant élu pour pouvoir s'y admirer en ses propres mœurs s'y confondant en leur propre mise en scène fort addictive.

Cette drogue mentale spéculaire si addictive infléchit tellement la forge de l'ego si mobile en Dieu qu'elle l'en fige en et par l'humain en cause et l'en fait narcissiquement s'admirer en son miroir, tant sa propre mise en scène fait d'autant se donner de soi-même à soi-même (selon un effondrement total de toute autoréflexivité, seule génératrice du sens de soi, en une autocausalité fort circulaire du *self-made man* laminant et tronquant tout humain de sa teneur d'emblée sociale au profit de sa seule teneur si individuelle qu'hyperindividualiste jusqu'à l'égocentrisme) qu'en son propre spectacle. Ce spectacle surgit comme en un rêve ne s'apercevant même plus se projeter du sommeil en pleine veille sur le

[1] Voir *https://cdn.bookey.app › files › pdf › book › fr › les-grecs-et-l-irrationnel*. Dodds, dans *Les Grecs et l'irrationnel*, établit le passage d'une culture de la honte à une culture de la culpabilité, dont l'évolution du rôle de Zeus passant d'autant d'une divinité jalouse à une figure associée à la justice et à l'ordre moral que vers une vue rationnelle, de fait raisonnable, de la responsabilité reliant les actions humaines et les conséquences divines. S'y intègre un complexe passant d'œdipien (avant que Freud le tronque) à orestien. En passant, les robots conversationnels sont encore totalement nuls pour en rendre compte.

réel, dont la part tronquée et en quelque sorte automate peut resurgir de sous son refoulement et venir hanter par fort pervasive hallucination transposée et condensée en robotique conversationnelle, au gré d'un tel ego à la source d'un tel alter ego (car c'est bel et bien la part rendue automate de soi qui tant s'externalise et se robotise que s'y (ad-)mire). Or, cette drogue mentale est plus addictive que n'importe quelle drogue plus matériellement en cause, si susceptible de la soulager de son si pervasif cauchemar et présumée seule à combattre, mais n'étant que son symptôme matériel le plus manifeste, voire faisant s'occulter soi-même pour ne plus que s'y projeter et l'en réifier, littéralement l'en fétichiser et brandir soi-disant chez les autres qui, via le Mexique et le Canada, la feraient se matérialiser aux États-Unis. Faute de s'éveiller de sa fantaisie, pour plutôt y sombrer en même temps que s'enliser par elle en la seule suite de conjonctures issues des concours de circonstances s'enchaînant les uns aux autres et d'abord issues du transactionnaliste acte élitique s'y encarcanant et faisant s'y encarcaner le pays entier et les autres s'y trouvant liés, s'instaure ce que Turchin appelle *Le chaos qui vient*, à force de produire un tel type d'élite au-delà des capacités de pouvoir la supporter jusqu'en ses excès les plus addictifs toujours plus outranciers. Se viralisent toujours plus accélérément non plus seulement des contenus numériques, mais leur source d'où pouvoir proliférer, à la façon de l'hyperindividualisme étatsunien qui n'est jamais privé que fait confession publique, mais elle-même de part en part jamais laïcisée que toujours plus divinement pour être politiquement élue au point de s'euphémiser en spectacle narcissiquement viral pour être collectivisable au gré des aléas conjoncturels fantaisistement interpelant.

Dès Rabelais, les ficiniennes affections de la fantaisie (désir de ce dont jouir et crainte de ce qui afflige et endolorit) sont mises en tension paradoxales (style Panurge désirant se marier, mais seulement s'il en vient à pouvoir ne plus craindre en être cocu), puis Montaigne signale que le plaisir, voire tout désir de ce dont jouir, s'aiguise à l'aune de la difficulté et même du contraire se donnant à craindre. Chez Kant, voire Thoreau, puis Dôle s'en trouvant inspirés aux États-Unis, ils s'y médiatisent et s'y portent au sublime, voire en font jaillir jusqu'au sentiment moral, ce qui est tout autre chose que seulement présumer une morale, par surcroît par provision, cartésienne. En effet, Descartes craint et donc redoute tant son propre doute alors même qu'il l'hyperbolise qu'il tronque les affections de la fantaisie, en ne retenant que la seule douleur (ainsi crainte, redoutée) comme ce qui lui est le plus intime et en méconnaissant le désir de ce dont jouir si à risque d'être mimétique, comme en le mécanisme victimaire mis au jour par Girard. Son

entendement se charge d'une telle fantaisie tronquée en ses affections comme d'où considérer à l'envers jusqu'aux battements cardiaques, censés venir de la chaleur et non de la force contractile cardiaque qu'y aperçoit plutôt Harvey, mais qui ne sera établie qu'au XIX[e] siècle, lorsque les esprits animaux cartésiens (censés être véhiculés par le sang, du cœur à la glande pinéale) auront fait place aux phénomènes électriques neuromusculaires, dont les cardiaques. Toutefois, par la douleur qu'il dit lui être si intime, voire par le labeur si pénible de son attention à se porter à la raison et l'en révélant si à risque d'y retomber, Descartes se sonde intérieurement et Maine de Biran peut faire s'en ressaisir toute sa métaphysique depuis cet intérieur à même l'effort alors exigé, mais mieux explicité et cerné. Y manque la moitié des affections de la fantaisie et le fait qu'il s'agit d'affections, car le désir de ce dont jouir s'estompe en ce qui fait redouter (donc craindre) plus que seulement douter de ce qui endolorit, comme en son membre-fantôme. Pour passer à la fantaisie cruelle, il suffit de ne plus se sonder en sa crainte de la douleur, mais de la vicarialiser et de se complaire en son désir (surtout si mimétique et mis en compétition) de ce dont jouir à soi seul en son ego comme d'où ainsi ne la refouler jusqu'au tréfonds de soi que la projeter et s'en repaître en autrui. Sans empathie, ça soulage : lui, non moi, se tord de douleur ! Du psychopathe au sociopathe. De l'individu, si exclusivement à lui tout seul qu'individualiste, au social à biaiser en conséquence, le tout étant censé se généraliser à tout un chacun en tout humain, voire viralement s'en collectiviser.

Sade a déjà remarqué le trait commun ne faisant plus se sonder en sa douleur comme ce qui est le plus intime à l'ego cartésien, mais au contraire la vicarialiser en autrui (à savoir d'ego en alter ego) par un double fonctionnement autant capitaliste, pour lui prendre ses biens et en jouir via la plus-value, que pulsionnel, pour lui prendre son corps jusqu'en ses parties les plus intimes, dites génitales (des plus matures jusqu'aux plus immatures, par pédophilie ?) pour tout autant en jouir. Le tout culmine en un troisième capitalisme qui n'est plus seulement productif, ni même doublé de consommation pour écouler ses produits en étendant son marché et surtout pour fantasmer une croissance sans fin et fort ignare des limites planétaires (d'abord celles du voisin à exploiter), mais high tech, lequel, après avoir créé la crise de 2008, a fait s'endetter de façon durable et fort déficitaire les États, pour en être sauvé et faire payer cyniquement à sa place une seconde fois les citoyens déjà exploités, ce qui vire depuis lors en projet politique fascisant[1]. À rebours des hippies, s'installent toujours plus les yuppies ayant surgi

[1] Dany-Robert Dufour, *Sadique époque : Comment en sommes-nous arrivés là ?* Versailles, Éd. Le Cherche Midi, 2025. Aussi *https://elucid.media › societe › le-sadisme-a-conquis-le-monde-et-les-humains*. En Sade, culminerait la

lors de l'ère Reagan et s'étant enivrés d'une capacité productrice d'autant au ressort de la croissance économique que les prix leur assuraient l'écoulement des produits sur lesquels outrancièrement spéculer et surtout, alimentaient leur fantasme d'une telle croissance sans fin face au spectre de tout son envers qu'est la stagflation (combinant faible productivité et inflation) à refiler via l'État aux citoyens, seuls censés en souffrir en payant deux fois (pour se faire exploiter, puis pour sauver les exploiteurs toujours plus « Too Big to Fail »). Pour sauver son image exigeant que cela ne puisse arriver sous son mandat et *a fortiori* du fait que c'est la montée du prix du pétrole suite à sa guerre au Moyen-Orient qui lui a été fatale, Trump ressert le « Too Big to Fail » et essaie en vain en avril 2026 de sauver Spirit Airlines de la faillite face à l'oligopole en place. Trump était déjà le héros des Traders yuppies de l'époque Reagan à la source du slogan MAGA auquel, via ce 3e capitalisme jusqu'en son cynisme le plus sadique, il a donné toute sa portée géopolitique, d'autant que le spectre stagflationniste s'est intensifié et que toute crise susceptible d'en advenir est moins aisément vicarialisable et qu'il faut donc, pour s'en sauver, la forcer et l'imposer à quelque tiers à parasiter. L'originalité

conception de Mandeville du vice privé comme vertu publique dans *La fable des abeilles* (1714). Adam Smith en aurait déjà euphémisé le vice privé en amour de soi, au ressort de l'individualisme tous azimuts, tant l'utilitarisme (tout un chacun recherche ce qui lui est utile et en est dit bien pour lui) se fait libéralisme (la richesse du pays, exprimé par son PIB, étant censée s'en accroître). Or, la philautie qu'est cet amour de soi, est aussi au cœur du panurgisme rabelaisien qui camoufle ses dettes sous un éloge les universalisant, puis a la fantaisie de se marier s'il peut être d'abord assuré de ne pas en être cocu. Économie et sexe sont liés. Aucune nouvelle famille ne s'autonomise de celles dont provenir qu'en s'intégrant, à la fois, le sexe, d'où se forger et être apte à s'intergénérationnaliser et tant s'en synchroniser que s'en diachroniser telle, et le travail, donc l'économie, la rendant viable. Le sadisme ferait se réduire en tout humain le social, jusqu'au plus familial au ressort de toutes les autres institutions et *a fortiori* de leur alignement traversé par les trajectoires de vies les plus individuelles, au seul individuel jusqu'à l'individualisme outrancier et abusivement généralisé se faire tout seul et d'où l'en marchandiser. A pu y correspondre en miroir le masochisme, né de Sader-Masoch en 1870. Leur dynamique dominant-dominé rappelle la dialectique hégélienne maître-esclave faite lutte marxienne des classes. Elle s'est surhumanisée depuis le Ça nietzschéo-freudien via l'Ego en SurEgo l'intériorisant psychiquement, là où Kierkegaard n'écrivait plus le nom de Dieu qu'en le biffant, au seuil de l'État se faisant État-nation laïcisable se séparant de l'Église. Hayek critique le propos de Mandeville et fait ressortir que ladite coïncidence de l'intérêt privé et l'intérêt public présume tant tout individu (même non égoïste) ne guère savoir ce qu'il fait qu'un conjoint ordre spontané, d'où a pu émerger avec ladite main invisible du marché dont exclure toute téléologie providentielle divine, un libéralisme politique censé l'étendre entre tous. Voir Éric Oudin, https://www.catallaxia.org/wiki/Bernard_Mandeville:Hayek_et_Mandeville. L'hypocrisie, cet hommage que le vice (privé) rend à la vertu (publique), selon La Rochefoucauld, tel serait le verso du recto libéraliste. À leur grand dam, les États-Unis ont contribué au libéralisme capitaliste en Chine en s'attendant à ce que le libéralisme politique s'ensuive, *a contrario* de ce qui s'est passé. Toutefois, l'autoritarisme ne s'est pas imposé seulement en Chine, mais aussi aux États-Unis, au fur et à mesure que virant libertariens, voire trumpiens. La présente approche opte plutôt pour l'humain comme individu d'emblée social et dont le sens de soi comporte une part acquise advenant et se cultivant avec le sens d'autrui faisant d'autant se résister à soi-même au sein de soi que remonter et le retracer à sa source. Il ne peut y avoir coïncidence entre individu et société que s'il y a intégrité humaine. Le développement humain onusien s'intégrant humanitaire, développement durable et droits humains se dégage de sa quête de paix et sécurité risquant de le faire se réduire à la présomption d'une telle coïncidence entre individu inconscient (sans jamais passer à la conscience ?) et ordre sociopoliticoéconomique spontané, abstraction faite de ce qui n'en existe que s'il se cultive avec le sens d'autrui jusqu'en le sens de soi (avant l'ego, de sa fantaisiste idiosyncrasique à sa raison s'en intellectualisant).

trumpienne est d'occulter, réduire et faire confondre avec la seule fantaisie jusqu'à l'ego pensant (qui, chez Descartes, peut encore être intellectif et valoir autant pour soi que pour autrui, mais déjà depuis tout un chacun s'anonymisant et se médiatisant par un impersonnel « On » jusqu'en toute personne). Penser mais à sa seule fantaisie, donc au point de s'y effondrer et y sombrer, c'est chercher à ne plus tant s'en médiatiser pour maîtriser la nature qu'à rendre son ego de part en part fantaisiste et, si idiosyncrasique et viralisé tel soit-il, néanmoins censé être en prise directe sur toute nature, de géopoliticoéconomique en géophysique purement circonstancielle, car cela seul peut lui correspondre. À force d'éliminer l'expertise au profit de la seule fidélité au trumpisme, germe la présomption de n'avoir qu'à disposer de l'écart brut de puissance sans trop savoir comment l'orienter, donc lui donner sens, jusqu'à l'impréparation et l'incompétence, comme en sa guerre en Iran. Plus déni de l'expertise ukrainienne reçue contre les drones iraniens : « Cette vision du monde n'est pas seulement fausse –elle est dangereuse. Parce qu'elle empêche d'intégrer les innovations venues d'ailleurs. Parce qu'elle aliène les alliés. Parce qu'elle crée un angle mort stratégique que les adversaires exploitent. »[1] Trump veut dominer : il est tellement ingrat et imprévisible qu'il en perd tout leadership. Plus il veut unipolariser (style MAGA), plus tout à l'inverse la multipolarité s'accélère. Plus il veut imposer sa rhétorique au réel et l'en réifier, plus le réel lui échappe et tant resurgit que le hante. Il s'enrage des faits si peu alternatifs et si inverses à ce qu'il les voudrait, car plus têtus qu'il ne l'est. À moins que les faits ne lui soient trop alternatifs, au sens de rotatifs, car selon un tout autre piston que le seul sien les activant. N'en faire qu'à sa tête se bute sur une tête interpelée par la réalité factuelle. Surtout en géopolitique, *a fortiori* en géophysique. Le Pentagone, lui, a dû faire preuve d'humilité et prendre le virage culturel guerrier et se distancier des engins lourds, chers et chronophages à produire (jusqu'à trois ans pour reconstituer le stock des intercepteurs Patriot et THAAD), donc peu aptes à alimenter suffisamment les zones de front en temps réel, surtout que le drone ukrainien et *a fortiori* ses essaims ne comportent pas de composants chinois et alimentent l'argumentaire politicoéconomique face à la tension sino-étatsunienne. L'Ukraine s'entend avec Arabie Saoudite, Qatar et Émirats Arabes Unis et visite autant Jordanie que Syrie (où plane encore l'aura

[1] M. Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/Analyse : Quand Trump refuse l'aide ukrainienne contre les drones iraniens, c'est toute sa stratégie qui se dévoile. Ailleurs, Marquette souligne que la flotte de bombardiers étatsuniens est usée et obsolète à près de 50% et se concentre en une base anglaise d'où attaquer l'Iran, mais est à terme toujours plus incapable de se renouveler et s'alimenter si la guerre perdure. Ajoutons que l'Allemagne, elle, développe avec l'Ukraine un drone intercepteur volant à 700 km/heure. Compétition en vue face aux chronophages systèmes étatsuniens THAAD et Patriot.

russe). La guerre s'interpénètre, du front slave au Moyen-Orient. Tous ont remarqué que la guerre y est devenue hybride, à l'interface du virtuel et de l'actuel. Les essaims de drones ne se forment qu'en communiquant et se coordonnant et ils instaurent surtout une asymétrie des coûts pour les produire. Sans doute des armes à énergie dirigée peuvent les désactiver et s'intégrer au dôme de fer israélien, mais les lasers exigent de les cibler quelques secondes et sont sensibles aux conditions atmosphériques pouvant les en empêcher, tandis que les micro-ondes, même si moins chères et non ainsi affectées, ne permettent pas de faire la différence entre une cible rendue dysfonctionnelle ou dont le fonctionnement est interrompu à la source. La course à l'armement reste une problématique combinaison ancien/nouveau. Tiens donc : comme ladite transition énergétique qui ne vaut que ce qu'y vaut le temps, selon ce qui peut en être, du plus au moins chronophage. Tout écart quant à la réelle puissance réside dans le rythme (donc le temps) de consommation ou transfert d'énergie. Sans écart, le système la conserve. Donc, l'armée étatsunienne est la plus puissante du monde, en apparence, mais est moindre qu'il n'y paraît tant qu'elle reste chronophage par sa façon de produire son armement si sophistiqué, faute de pouvoir en disposer en temps réel, à moins, mais uniquement pour l'avenir, d'y investir encore plus de milliards de dollars sur de longues durées pour en assurer les stocks, bref de surendetter les États-Unis plus qu'ils ne le sont déjà. Pas si évident d'assurer l'écart de puissance et d'étancher sa soif d'être MAGA.

S'aider de l'apport ukrainien face aux drones et missiles iraniens est d'autant nécessaire que l'Iran a mis au jour une faille logistique majeure constituant un important facteur limitant quant à ladite maîtrise totale aérienne du ciel à laquelle prétendent Israël et les États-Unis : plusieurs KC-35, des avions de ravitaillement en vol des avions de combat pour qu'ils soient opérationnels au loin de leur base, ont été endommagés ou perdus, soit par accident dont la probabilité augmente avec le rythme opérationnel (par exemple en Irak), soit par frappes iraniennes (sur la base de Prince Sultan en Arabie Saoudite). Contrairement aux avions de combat, du moins une fois leur autonomie préservée, ils sont usés (ils datent de l'époque de la Guerre froide), lents et donc vulnérables autant au sol qu'en l'air. Résultat net : l'impérialiste écart de puissance, dont fantasme disposer Donald Trump et le courant évangélique néosioniste l'incitant à se faire accroire être l'envoyé de Dieu, se double d'emblée d'une moindre capacité de projeter cette puissance. La foudre divine censée frapper et tout régler d'un coup se bute sur une guerre au contraire d'usure débordant de tout bord. Pour tout un chacun, il est pénible de perdre sa liberté d'action. Pour un libertarien investi d'une mission divine, c'est la galère

totale : il se présume n'avoir aucune contrainte inhérente au fait de l'existence d'autrui et s'y bute pourtant, selon un trop saillant retour de son refoulé de sous l'asymétrie révélée non plus totale, mais moindre qu'il se le fait accroire.

Faille logistique ? L'écart économique finançant l'écart technologique, en l'occurrence militaire et si pervasif un peu partout sur la planète, est si imposant que les États-Unis peuvent tolérer un certain laxisme ou éprouver en leur logistique (par laquelle les guerres se gagnent) une certaine lenteur à s'organiser, s'en coordonner et au besoin, s'en rassembler de ci, de là en tel lieu, surtout lorsque le dirigeant en chef est plus soucieux de se mettre en scène que de la guerre elle-même, s'il reconnaît au moins que c'est une guerre, si asymétrique soit-elle. Restent lesdits objectifs entre-temps quelque peu différés : délester l'Iran de toute possibilité d'armement nucléaire (qu'Israël ne peut tolérer, mais selon quel devenir réel de l'uranium existant ?)[1], laminer tout autre armement (surtout les missiles et drones)[2], neutraliser tous les proxys (avec Israël trônant au centre de la région et censé n'être plus entouré que d'Arabes alliés des États-Unis l'en assurant)[3] et enfin, créer les conditions (pas exactement celles prévues et donc mal cernées) de renversement du régime iranien (dont les têtes dirigeantes assassinées repoussent du corps des Gardiens de la Révolution qui, assistés des bassidji formés à cette fin, les assurent de l'emprise sur le pays et d'abord sur sa population). Or, si ce dernier objectif n'est atteint, comment les précédents peuvent-ils l'être ? Sans trop déborder sur les installations civiles (électricité, usines de dessalement, etc.), avec

[1] Trump fait accroire que l'Iran accepte les inspections par l'AIEA, l'Iran dément. Néanmoins, négocier exige au moins quelque cessez-le-feu, si approximatif soit-il.

[2] « L'Iran refuse de négocier ses missiles. Et pourquoi le ferait-il ? Ce sont ses missiles qui l'ont rendu indispensable à Moscou. Ce sont ses missiles qui font que Washington continue à négocier au lieu d'ignorer. Les missiles sont le capital stratégique de Téhéran. On ne négocie pas son capital », Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/temoignage-l-axe-teheran-moscou-pekin-se-resserre-missiles-mou-et-la-guerre-qui-ne-finit-pas.
Un MOU est un Memorandum Of Understanding, en l'occurrence à Téhéran entre Iran, Russie et Chine le 13 juin 2026. Il s'agit d'un accord de partenariat stratégique trilatéral. S'ajoute ainsi formellement l'Iran à ce qui en existait déjà entre Russie et Chine depuis 2022. Le Moyen-Orient s'intègre ainsi avec l'Europe de l'Est et l'Asie-Pacifique, selon une sorte de triangle d'influences complémentaires. Se formalise ce qui existait déjà dans les faits. Et un signal est envoyé à d'autres pays se distanciant de l'hégémonie étatsunienne. Autant dire que les États-Unis trumpiens ont produit exactement l'inverse de ce qu'ils prétendaient faire, car ils ont renforcé l'Iran en ses alliances, au lieu de l'abattre et faire se désintégrer cet axe de la résistance. Plus la Chine s'affermit, s'autonomise et constitue un pôle distinct, plus elle peut en faire bénéficier les deux autres et de là, avec eux, bien d'autres. Et tous les pays du Golfe, si alliés avec les États-Unis trumpiens plusieurs puissent-ils être, sont sceptiques, car la capacité balistique iranienne est loin d'être anéantie et ils en ont déjà subi maintes représailles, du fait de comporter des bases étatsuniennes d'attaque, alors que les États-Unis sont restés largement incapables de les protéger et sûrement pas aussi bien qu'Israël ayant été bien mieux armé. Deux poids, deux mesures. Cela s'aperçoit. Surtout, le détroit d'Ormuz est là où tout se déclenche et fait foirer tout cessez-le-feu, car l'Iran veut le contrôler et faire payer le passage, là où les États-Unis, sans le vouloir, ne savent plus comment rétablir le libre passage qu'ils ont compromis depuis leur guerre faite à l'Iran.

[3] Si affaibli l'Iran soit-il, les pays du Golfe, les premiers, s'aperçoivent bien que l'influence régionale iranienne, se projetant jusqu'en ses proxys, est loin d'être fortement entamée.

répliques susceptibles de déborder sur toute la région et de provoquer quelque désastre humanitaire d'autant pervasif qu'avec migrations massives ? Et même si l'Iran basculait avec son régime, reste la question soulevée par Michel Fayad : *Après la guerre ? La menace à nos portes*. Il ne s'agirait pas d'une simple reconstruction, car le vide laissé par l'assise chiite (15% de l'Islam) qui s'y constitue serait aussitôt rempli par le massif sunnisme (85% de l'Islam) : Turquie en son interface avec l'Europe, Arabie Saoudite et Émirats Arabes unis qui se mirent en la Syrie ne s'étant libérée qu'en se donnant pour horizon de libérer le Levant et ayant autrefois fait compétition à Israël pour satelliser le Liban, les maintes mouvances, dont celle des Frères musulmans reprise par Khomeiney, sont toujours restées indépendantes et prolifèrent par elles-mêmes… Population et puissance financière en sont déjà imbriquées en maints pays « occidentaux ». Confiance ou défiance mutuelle accrue et d'autant intense qu'imbriquée ?

5) Pouvoir se fier exige que la foi se mesure à la confiance mutuelle

La foi chrétienne protestante évangélique néosioniste se dénie en sa propre teneur chrétienne lorsqu'elle se fait accroire que cette guerre faite croisade amorcerait la 1re étape du jugement dernier en faisant se mélanger « la réincarnation de Jésus, la consolidation d'Israël et la reconnaissance du Christ par le peuple juif avant le sauvetage des croyants et des convertis au christianisme, et la damnation de tous les autres »[1]. Jésus vient par l'incarnation exemplaire de sa naissance, sa vie et sa mort menant à la résurrection, non par la réincarnation, ni au début (car par l'incarnation) et encore moins à la fin (car par la résurrection, sans laquelle, disait Paul, la foi chrétienne serait vaine). Et s'il est possible d'apercevoir en Jésus son origine judéenne au point de l'en identifier à tous les Juifs dont espérer qu'ils vont se convertir au christianisme, Jésus, lui, n'est judéen qu'apte à s'en distinguer (plutôt que s'y confondre), si pour introduire au chrétien dont plutôt exiger de rendre à Dieu ce qui est Dieu et à César ce qui est à César, *a fortiori* tout État, dont les États-Unis et Israël, car, là aussi, il les distingue et non les confond. L'élu de Dieu, venu pour sauver, n'est pas l'élu politique, du moins selon le chrétien, surtout relativement au judéen et *a fortiori* si jusqu'en Jésus-Christ. Se dire sioniste chrétien, par courant évangélique considérant la création de l'État d'Israël (sans la

[1] https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/964974/guerre-iran-occulte-dimension-biblique, 19 mars 2026, par Fabien Deglise.

conjointe reconnaissance de la Palestine arabe par l'ONU ?) en 1948 comme accomplissement des prophéties bibliques et prélude au retour de Jésus-Christ, ne s'aperçoit pas de son propre néosionisme (par retour de la terre d'Israël d'avant la diaspora) à distinguer et non à confondre avec le sionisme (le retour d'une part importante de la diaspora en Israël). S'infléchissent jusqu'aux prophéties, non plus constituées de visions claires de ce qui peut advenir, mais au contraire rendues forcenément autoréalisatrices et imposées telles, comme lorsque Spinoza a découvert que le peuple d'Israël n'a pas tant été élu de Dieu que s'est élu l'être, ce qui s'est cristallisé lors de l'Exil en l'Empire Perse, le tout 1er empire universel de maintes nations et fort tolérant pour que puisse perdurer une telle nation dont le Dieu Yahvé lui révèle offrir les nations à Cyrus et en dire « Mon berger » et lui parler comme « à son oint », (Isaïe 41,2; 44,28; 45,1), donc son Messie (de l'hébreu Messiah) que le Grec traduit par Christ. Surtout en passant du païen Cyrus, qui ne connaît pas Yahvé et qui fait pourtant son œuvre, à Jésus (Jeschouah), dont le nom est celui de YHWH auquel s'insuffle un schin signifiant qu'il s'ouvre de lui-même aux nations en même temps qu'il s'y empersonnifie distinctement de tout César et tout royaume de ce monde, mais du sein de l'empire gréco-romain (avec diaspora israélienne) et par transfert d'Orient en Occident. L'articulation pagano-monothéiste, Dieu YHWH l'effectue de Cyrus à Jésus-Christ. Son trait d'union religieux, comme mis au jour par la double inspiration ficinienne autant zoroastrienne que biblique chaldaïque, n'est pas tant judéo-chrétien que judéo-chaldéo-chrétien. Donc trait d'union perse. Le fantasme d'une civilisation judéo-chrétienne faite israélo-étatsunienne en guerre avec l'Iran, donc avec l'antique Perse, est un littéral refoulement de son propre trait d'union par lequel pouvoir se constituer. D'où son inconscience radicale, de part en part, comme tout refoulement, anhistorique. Du moins, hormis l'histoire à se raconter et à laquelle se faire accroire indépendamment de toute sous-jacente histoire plus factuelle, jamais refoulée qu'à risque de resurgir. La vraie guerre est celle de la civilisation judéo-chaldéo-chrétienne avec elle-même et n'est donc pas tant externe qu'interne. Mise à mort de Dieu, pourtant censé être unique, en ses monothéismes si ignares d'eux-mêmes en ce qu'ils sont que s'entre-déchirant en même temps que s'en démultipliant pour en spolier l'unicité, voire jusqu'à l'être qui, à la source de tout être, en serait d'autant tronqué. Surtout qu'être un et ce, si unique, est la forge même du sens de soi, ainsi intérieurement en dé-/re-composition entre ses parties autant rendues extérieures les unes aux autres que se présumant toutes s'en accaparer et en monopoliser le tout à leur seul profit et au détriment des autres. Et

comme l'identité est au cœur de toute culture, toute la géopolitique en cause n'en est plus que guerre culturelle, voire civilisationnelle, si tronquée soit-elle.

Les évangéliques ont pu se faire accroire à un Trump analogue à Cyrus, au point d'en occulter, avec le trait d'union chaldaïque proprement perse, l'irresponsabilité trumpienne si inverse à la tolérance magnanime de Cyrus. Mais ils l'ont vu en blasphémateurs et s'en sont scandalisés (bien plus que les catholiques) lorsqu'il a créé par IA une image de lui-même en Christ et qu'il a dû s'empresser de la retirer. Par contre, les catholiques, dont la présidente italienne Meloni, ont davantage réagi à l'antagonisme trumpien envers le pape Léon XIV, représentant officiel d'une église christique bien distincte du Temple trumpien va-t-en-guerre sur Terre. Depuis lors, Trump se défoule et n'arrête plus de harceler la présidente italienne, bien sûr sur tout autre chose (elle aurait voulu se faire photographier avec lui, selon lui, etc.), question de faire paraître le désaccord ailleurs qu'il n'est et surtout, de tant le déplacer que le faire virer et se confondre en des attaques personnelles mesquines. Même de farouches trumpiens (Tucker Carlson et al) ont fortement réagi à la menace trumpienne d'éradiquer la civilisation perse entière face à sa propre impuissance s'en enrageant de ne pouvoir faire tomber le régime en place. Totale inconscience du trait d'union perse liant le judaïque et le chrétien, car ne les interfaçant que d'une trumpienne façon chaotique, dans la suite d'États-Unis ayant avec le Royaume-Uni biffé toute démocratie perse et ayant conforté avec Israël en Iran le terrorisme préventif issu du Shah, dont la dictature a finalement plutôt viré en théocratie islamique radicale.

Cette confusion quant à ce qu'est une prophétie ne se faisant jamais accroire judéo-chrétienne que s'occultant être plutôt d'emblée judéo-chaldéo-chrétienne (comme l'a établi Ficin) conforte tant l'autre confusion d'un étatsunien et trumpien Département de la défense déjà fait un Département de la guerre (surtout si présumée partout préventive, selon quelque menace imminente à se dégoter ici ou là) qu'elle l'incite à en faire un Département de la croisade (pour conquérir des lieux saints ? contrer des hérétiques ? faire une incessante propagande visant une modification de lois ou de comportements ?) au point de faire passer l'élu politique sous façade d'élu divin dont l'auréoler[1], sans jamais s'interroger sur comment, en

[1] De même, Peter Thiel, inspirant Vance et procurant à Trump via Palentir un système de surveillance civile et militaire autant intérieur qu'extérieur aux États-Unis, inverse le message paulinien d'attention à l'autre (à la façon de la fantaisie cruelle) : « Thiel ne nie pas la vérité chrétienne — il vient même jusqu'à Rome pour en témoigner. Mais il en isole un fragment, le détachant de tout le reste, et l'absolutise jusqu'à le retourner contre lui-même. C'est, en ce sens, la définition exacte de l'hérésie », *https://legrandcontinent.eu › fr › refutation-spadaro-thiel. Pourquoi l'Église de Léon XIV dit non : une réfutation jésuite de la théologie politique de Peter Thiel*. Il s'agit d'une technique utilitarisme géopolitique, comme celle que Netanyahu a utilisée devant le Congrès étatsunien en 2015 en brandissant le livre biblique d'Esther pour en inverser de façon fort fantaisiste le sens général à partir d'un détail décontextualisé et

sens inverse et au préalable, l'élu divin en vient à glisser et se confondre en l'élu politique (comme ci-haut encore illustré, mais cette fois-ci, de Cyrus au Christ face à la dérive officiée par le Temple trumpien) et à instaurer ce que Dôle appelle *Le cauchemar américain*, sous-entendu étatsunien (faute de s'être dégagé de l'idéologie donnant des Américains, en l'occurrence les Étatsuniens, pour les Américains de tous les pays des Amériques). Tous les termes étant biaisés d'un bout à l'autre, voire fort intervertis en leur sens même pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient, il n'est question que d'images fort humaines, produites par la fantaisie (rendue cruelle) et *a fortiori* par ses affections (désir de ce dont jouir se complaisant en soi seul toujours plus égocentrique et crainte de ce qui afflige et endolorit toujours vicarialisée et enterrée en et avec tout ce qui est autre, du sein de soi jusqu'en tout et quelque autrui réel correspondant), et non de l'Image de Dieu qui, elle, au contraire, est d'autant au ressort du Verbe de Dieu que les en interpelant pour prendre conscience en eux-mêmes de leur propre intelligence comme du visage de Dieu, disait Ficin, du moins si pour un tant soit peu vraiment se christianiser. La forge du sacré présidant à celle de la religion s'initie par se sentir bien ou mal faisant émerger les affections de la fantaisie constituant leurs respectifs désir ou crainte au gré des aléas circonstanciels d'où cognitivement s'y éveiller, « *A fortiori* si pour projeter et vicarialiser sa propre intentionnalité en quelque tiers d'où alors et seulement alors tout au contraire la présumer en être inversement subie comme respectivement bénéfique ou maléfique, voire en vue de s'en attirer la faveur si bénéfique ou de s'en protéger et

abusivement généralisé en son lieu et place, sous sa façade et à son encontre pour occulter la bonne entente que Ben Gourion avait établie avec l'Iran (1948-1979) et faire accroire que la mésentente advenue depuis lors remonterait à un atavique antagonisme de 2,500 ans selon lequel, au lieu de sauver Israël, l'Iran aurait toujours voulu le détruire, ce qui faisait appel à la transformation du sionisme (retour en terre d'Istraël) en néosioniste (retour d'Israël d'avant la diaspora pourtant advenue seulement plus tard en l'Empire romain) selon d'émergeants chrétiens évangéliques protrumpiens. De même, d'un point de vue ficinien, Thiel réduit et confond le syncrétisme pagano-chrétien avec un paganisme chrétien fait *katechon*, à savoir ralentissement de la manifestation du mal en l'histoire, en vue d'un *eschaton*, à savoir l'accomplissement de la même histoire qui n'est pourtant pas plus cessation présumée depuis et par une chronologie politique s'imposant telle et qui est plutôt tension vers Dieu, dont l'apocalypse n'est pas du tout une catégorie politique faite prophétie de la terreur pourfendant bons et méchants et est plutôt sa révélation qui est connaissance salvatrice… ouverte aux nations, de Cyrus à Jésus. Thiel fausse jusqu'aux paix et sécurité (censées être promues par le CPS de l'ONU) en termes si naïfs qu'antéchristiques (en étant soit dupes ou complices) afin de plutôt sacrifier toute liberté au profit du seul libertarisme qu'il promeut et qui exige de déréguler toute la technosurveillance issue de Palentir pour être bon plutôt que méchant, avec fantaisie cruelle à la clef et au ressort d'une raison cynique démultipliant les crises au fur et à mesure que parvenant à échapper à toute critique : « Un ordre fragmenté, compétitif, où la guerre s'étend et où chaque gouvernement doit avoir recours aux nouvelles technologies pour pouvoir tenir, est un ordre dans lequel ses produits sont plus demandés. » (…) « Mais son système de pensée est construit de telle manière qu'il lui est impossible de voir le point où il se retourne contre lui-même. Il se présente comme le *katechon* — le gardien qui retient l'apocalypse — mais tout ce qu'il fait concrètement le place du côté de l'*eschaton* : accélérer la technologie, résister à toute régulation, construire les systèmes de surveillance qui rendraient possible exactement le pouvoir totalitaire qu'il dit craindre. » Le Christ n'apparaît plus que depuis l'Antéchrist.

l'éloigner si maléfique »[1], avant et au ressort de toute intention intellectualiste (plus exclusivement médiévalement promue) et connaissable par Dieu seul, mais exigeant de consentir à l'action extérieure plus manifeste dont ainsi, selon l'esprit, démarquer la bonne de la mauvaise. Cette inversion en tiers déborde d'autant ce qui se sent que la fantaisie s'en trouve investie et en constitue ses affections. Cette inversion en tiers s'autonomise et s'en rend si mystérieusement agissante comme source dotant de ce bien ou ce mal qu'elle est susceptible de se condenser en quelque dieu, voire en Dieu, surtout si se tendant toujours plus entre Amour se voulant bénéfique et Colère d'autant au ressort du maléfique[2] qu'autonomisée

[1] Yvan Morin, *De quel Zoroastre à quel Dieu ? De la révolution des savoirs à la prisca theologia, source de philosophia perennis*, depuis Ficin, Paris, L'Harmattan, 2024, p. 93.

[2] Il faut distinguer la Sainte Colère, dont celle du Christ au Temple, de la colère humaine plus usuelle à laquelle tout un chacun est appelé à se mesurer d'abord au sein de lui-même comme à une inclination commune à tous, au ressort des quatre vertus cardinales qui s'imposent depuis l'intégration de la morale stoïcienne issue de Sénèque par Saint-Martin de Bragan et pervasive dans les écoles publiques chrétiennes jusqu'au XVI^{e} siècle : la prudence s'oppose et exige, avec un rapport plus autoréflexif au ressort d'un sens de soi irréductible à son seul ego, de se distancier de la colère si mauvaise conseillère dès qu'elle n'est qu'une passion aveugle, surtout chez un dirigeant risquant d'en virer en tyran; la magnanimité (fortitude ou force de l'âme) fait même pardonner jusqu'à ce qui est pourtant jugé blesser; la tempérance fait se modérer et se détacher de tout bien pouvant être matériellement en cause au profit du spirituel (autoréflexivement généré du sein de Dieu au ressort d'un tel sens de soi alors insufflé de l'Esprit-Saint en l'esprit humain); et la justice, au sens d'une juste mesure, s'ensuit pour la préservation de la société, voire de tout ce qui est d'emblée social en tout humain, si individuellement considéré soit-il. Bref, nul ne peut gouverner sagement s'il ne se gouverne pas d'abord ainsi lui-même, et ce, en faisant se métamorphoser l'anthropologie pessimiste stoïcienne de Sénèque en optimisme chrétien. Celui-ci en dégage même au gré de la *prisca theologia* ficinienne une *philosophia perennis* (voir *De quel Zoroastre à quel Dieu ?*), voire l'aperçoit et la dégage de sa propre intelligence sous condition expresse de se mesurer et s'éveiller des affections de sa propre fantaisie (voir *De l'humain à l'humaniste dans le monde*). Qu'en reste-t-il en l'étatsunien néosionisme chrétien empreint d'un Dieu Colère se faisant ressort de rage libertarienne que magnifie *Fantasyland* ? Surgit une incessante résurgence et exacerbation de l'individualisation en pur individualisme egocentrique qui a pu devenir saillant dès la Renaissance au seuil de la Modernité et mener autant à l'ego cartésien (Morin, 2022-2026) qu'aux protestantismes dont a surgi autant l'esprit du capitalisme (de Calvin à Weber) qu'une déconstruction théologique luthérienne jusque de la prudence s'en estompant de spirituelle (pouvant seule viser le bien commun et éviter le mal commun, mais dont l'universalité est alors dite impossible en ce monde jusqu'en tout humain aimant par-dessus tout Dieu censé lui en infuser la grâce, d'abord celle d'un sens de soi apte à se questionner en toute et quelque réduction à son ego) en seulement charnelle (rejetant d'emblée cette universalité dite lui être inaccessible en ce monde pour ne l'être qu'en l'éternité divine et faisant suivre entre-temps uniquement les dictats présomptivement purement egocentriques de la seule quête de son seul propre bien, tout en s'évitant le mal, ce qui se radicalise par les affections d'une fantaisie en virant cruelle). Une fois que la prudence cède au ressort de toute raison pratique un tant soit peu éthiquement opérante et source de quelque action morale, s'ensuivent aussi les trois autres vertus cardinales, car elles sont comme une seule vertu quadripartite depuis que Augustin les a recentrées (*cardo* traduit *kentron*=centre) sur l'amour issu de Dieu et diffusé entre tous les humains jusqu'en tout un chacun, d'âme (si la raison s'y éveille de sa fantaisie, depuis Ficin) jusqu'en son corps. D'où, faute de prudence, un Cyrus qui, s'il a pu être magnanime en son temps, ne l'est guère au moment de devenir trumpien et d'en être d'autant intempérant et injuste, dès sa conception tronquée de tout accord/discord. *A fortiori* lorsque Trump se présente sous la figure du Christ et paraît au contraire être l'Antéchrist jusque parmi les plus fidèles protestants évangéliques ayant projeté en lui l'élection, de divine en politique, susceptible d'étancher leur soif néosioniste. Et quand Trump s'en prend au tout 1er pape étatsunien, il oublie que catholique signifie universel et que s'y ravive en tout humain, dès sa source la plus sociale, toute la tension de tout ce glissement vers l'individuel, car du même coup du spirituel en matériel, surtout si ces vertus cardinales s'y vicient et empêchent jusqu'au laïc de l'en chérir et donc, de ne s'en départir que sans le pervertir. Le catholique Marc Rubio s'envole donc à Rome raccommoder l'administration Trump avec le pape.

comme l'Adversaire, à savoir Satan, si ce n'est Diable, à savoir tout ce qui est jeté en travers et fait donc entrave à une telle volonté (en laquelle désir/crainte sont portés au sublime bien avant de s'y sublimer purement et simplement). De l'Ancien au Nouveau Testament, Dieu passe d'autant de Colère à Amour qu'en Jésus et s'y distingue d'autant dès le judéen, auxquels les Hébreux ont été réduits en Exil et qui leur en a déjà fait ouvrir le cœur selon Jérémie, que de judéen en chrétien, sans se résorber en sens inverse, surtout si de sionisme en néosionisme. Du cœur, au sens de *cordere*, surgit la foi, *a fortiori* la subséquente croyance, au sens de *credere*. Du cœur jaillit tout accord/discord, etc., ce qui laisse entrevoir le fait de se fier/défier, tel que devenant pervasif en toute société considérée en ce qui lui est le plus sacré, à savoir son propre lien social par lequel et dont elle se constitue, pour peu que sa propre trame s'en tisse au gré d'une certaine confiance mutuelle jusqu'à la plus laïque, si ce n'est exhaussé en Dieu, là où tend autrement à s'accentuer avec la dérive tabou-paranoïa-cruauté quelque adhésion à une vision complotiste du monde. C'est en train de s'infuser aussi des États-Unis au Canada anglais davantage qu'au Québec et davantage chez les hommes que chez les femmes, selon une récente enquête de l'UNESCO-PREV menée depuis Sherbrooke. Toute croyance n'est qu'une transposition de ce vécu avivant d'abord jusqu'à la foi (faisant se fier) en quelque contenu mental qui tire quelque croyance et qui ne l'en déborde qu'en étant toujours à risque de se rigidifier et de virer en dogme et autrement de tant se faire s'enrayer toute idéation jusqu'en sa logique que n'en être plus qu'idéologie. Par exemple, la prière réside plus en l'intensité vécue la faisant dire qu'en son seul contenu alors énoncé (comme y insiste par exemple le Centre Leunis). S'en éclairent les grandes exigences monothéistes, d'abord et avant tout d'aimer Dieu de toutes ses forces, certes, mais aussi de s'aimer les uns les autres, ajoute la venue de Jésus-Christ disant en parachever la Loi et ce, dès ce monde, non après quelque Armageddon misant sur le seul jugement dernier de Dieu censé ne que lutter avec les humains pour les en départager entre ceux qui l'adorent et ceux qui refusent… sa seule domination ? plutôt que son amour ? voire amour à se partager pour en être ainsi tant à son image que jusqu'en l'Image s'en faisant Verbe et s'en théogénérant du sein de Dieu même ? *A fortiori* si, comme chez Maître Eckhart (et jusque chez les mystiques espagnols et leur rebond de France en Nouvelle-France, des Jésuites aux Ursulines, chez Marie de l'Incarnation), faisant tant s'intégrer et s'unifier philosophie et théologie que faisant s'abandonner en son âme et jusqu'en son intellect à Dieu et en devenir le sol, voire l'humus (humble), où s'expériencie Dieu s'y donnant, au point que Dieu s'humanise et que l'humain n'en devient pleinement humain qu'en devenant un

avec le Christ y naissant, de sorte que s'en révèle se vivre l'unitrinitarité de Dieu apte à s'incarner, car certes Père en Dieu, mais aussi Fils en un tel humain et à même son esprit, les deux y étant alors et seulement alors unis et y spirant en Esprit-Saint[1] ?

Là où certains se prennent pour les artisans de la fin du monde qui aboutirait à eux et à leur profit sous prétexte d'en précipiter l'Armageddon et d'en semer l'enfer sur Terre, tout au contraire Dieu jaillit autant du fait de pouvoir se fier que comme à qui se fier, ce qui exige de la foi de se mesurer à la confiance mutuelle, au seuil plein d'espérance de s'aimer les uns les autres et d'en laisser transparaître quelque charitable miséricorde divine, donc de faire que les vertus théologales (foi, espérance, charité) s'incarnent et s'en humanisent jusqu'au point d'instaurer des vertus cardinales. De fait, les vertus cardinales s'accomplissent d'autant mieux qu'elles manifestent la grâce issue des vertus théologales, mais elles-mêmes inscrites dans le cercle qui, par Jésus-Christ, va de son incarnation (de sa conception à ses naissance, vie et mort) sur Terre à sa Résurrection poursuivie en Ascension en Fils de Dieu auprès du Père avec Assomption de sa Mère, tout en avivant l'Esprit-Saint qu'il envoie alors comme Paraclet guider son Église. Bien noter l'évolution du monothéisme s'étant opérée de l'hébraïsme au judaïsme via le chaldaïsme au christianisme et faisant que Dieu, à la fois Père et Esprit-Saint, s'est interfacé du Fils et fait que de l'Esprit-Saint se dissocie et s'incarne sa Mère par laquelle à son tour s'incarner, de sorte que, en retour, son Ascension charrie l'Assomption de sa Mère qui en figure le devenir matériel et par laquelle s'instaure et fait se transformer l'unitrinitarité de Dieu en ce que Jung appelle la quaternité. Ce cercle quaternaire s'exprime d'emblée comme uniquaternité de Dieu et fait d'autant s'extirper du nihilisme matérialiste si occidentalement prévalant qu'exiger l'incessante résurgence des quatre vertus cardinales s'infusant par le Paraclet en l'Église ainsi guidée, tant le Fils s'y donne comme la tête et sa Mère comme le corps en leur commune assise physique la plus matérielle, d'individuelle en sociale. Comprenons bien que le sens issu de l'esprit considéré résider dans la tête et y avoir pour substrat le cerveau n'advient qu'en jaillissant avec et du sens issu de la tête

[1] Le glissement qui se radicalise d'individuation (constituant l'individu) via l'individualisation (surtout si en des sociétés incitant tout individu à reprendre à titre individuel sa propre individualité) en individualisme egocentrique et fait se séparer philosophie et théologie chez Luther, les fait aussi inversement se réunifier, tant s'en condense l'expérience, de sa teneur mystique vécue en l'individu la vivant et considéré être un(e) mystique. Il n'y a nouvelle religion qu'avec nouvelle mystique la compensant. Sinon, bien noter que Dieu se donnant en l'âme jusqu'à la plus intellective et *a fort*iori aux prises avec la fantaisie (surtout si cruelle), risque autrement de virer en Ça donne (dont Je et SurJe), de son inauguration nietzschéo-freudienne à sa transposition philosophique heideggerienne et sa problématique interface avec nazisme/sémitisme, dont celle en ayant émergé entre islamisme politique des Frères musulmans et sionisme fait néosionisme.

s'en trouvant mobilisée en sa masse proprement physique et en orientant la masse pancorporelle plus entière et ne permettant de se situer au monde que d'abord selon une perception l'en découpant déjà en quatre comme ressort inaugural de toute ultérieure mathématisation inscrite en une double dialectique qui ne va jamais de sensible en intelligible (et par là, de matérielle en spirituelle) qu'apte à s'apercevoir et se ressaisir en sens inverse, sans pour autant en faire ce en quoi tant se téléologiser que d'où s'en laminer à rebours par nihilisme matérialiste, car au contraire par surcroît en exigence de s'y mesurer et s'y reconquérir (Morin, 2022-2026). De fait, dès les Autochtones constituant les sociétés humaines premières, ce découpage perceptif du monde en quatre (selon les quatre directions cardinales) s'inscrit aussi sur la verticale (entre nadir et zénith), alors que les quatre si humaines vertus cardinales chrétiennes en jaillissent et s'élancent en uniquaternité de Dieu. Donc, jusqu'au pagano-chrétien s'articule bien davantage que se dé-/re-compose en deux pôles présumés si mutuellement exclusifs qu'antagonistes, surtout au moment de fleurir en civilisation judéo-chaldéo-chrétienne, si ne semblant elle aussi s'en dé-/re-composer en des pôles tout aussi présumés si mutuellement exclusifs qu'antagonistes à l'encontre de Dieu, si unique, pourtant dit être en cause.

De là seul, s'éclaire la si unique unité duale des pouvoirs spirituel et temporel tendant à se condenser en Église et État et étant entrée en crise dualiste les substantifiant outre mesure (faute d'une telle critique l'ancrant en son substrat matériel) depuis le Moyen-Âge, en particulier depuis le différend entre la papauté et Philippe Le Bel : « Dans la ligne d'un dualisme systématique, sont énumérés les *topoi* habituels concernant la composition de l'homme, doté d'un corps, et d'une tête dans laquelle est située la substance spirituelle. Ces deux organes, distincts dans leur fonction, coopèrent au *bene vivere* de l'homme. À l'image de l'homme, la communauté politique est un corps composé de deux substances, la *substantia temporalis*, qui anime le pouvoir temporel, et l'autorité ecclésiastique, qui représente le pouvoir spirituel. Mais, là encore, il s'agit d'une fausse symétrie : alors que le corps et la tête ne sauraient subsister l'un sans l'autre pour la conservation de la vie, la société politique pourrait subsister en cas de destruction de l'Église et du pouvoir spirituel qu'exerce le Pape. Le prince, en effet, est antérieur au Pape. Ici, la perspective hiérarchique est inversée, puisque c'est le temporel qui est le soutien du spirituel. Si le principe de la distinction des pouvoirs est respecté… »[1].

[1] Jeannine Quillet, Remarques sur les théories politiques du XIV^e^ siècle, dans C. Bazan, E. Andujar, L. G. Sbrocchi, *Les philosophies morales et politiques au Moyen-Âge*, Actes du IXe Congrès international de Philosophie Médiévale, Ottawa, du 17 au 22 août 1992, pp. 1571-1581.

On aperçoit toute l'importance de mieux cerner le cercle entier par lequel s'instaurent, ensemble, la distinction et l'union entre esprit et matière, dès qu'advient quelque sens que ce soit, surtout par sa figuration (*a fortiori* si christique) entre tête et corps, autant en Église qu'en État. Ce problème de leur distinction et leur union est pervasif et s'illustre en particulier par le rapport respectif entre et cheminant de la *Monarchia* à la *Divine Comédie* de Dante. Ce qui était successif chez Dante se superpose et s'intrique dès l'époque de Philippe Le Bel, par le sens jamais plus spirituel (*a fortiori* si présumé intentionnel) que d'emblée ancré (donc repéré et ajusté) en son substrat matériel au XXI^{e} siècle. Dès lors, l'uniquaternité divine est d'autant spirituellement infuse par la grâce (surnaturalisant ce que le don met seul en jeu dans les sociétés humaines autochtones qui restent des parties prenantes de la nature) qu'en exigence d'une incessante résurgence de son accomplissement jusqu'au plus matériellement manifeste par les quatre vertus cardinales. C'est à partir des quatre fleuves irriguant l'Eden (Paradis Terrestre) que Ambroise (lui-même fort empreint de Philon, juif d'Alexandrie) a initialement tiré ces quatre vertus cardinales, de païennes en chrétiennes. Il en a inspiré Augustin, y apercevant autant un seul et même amour, à la fois issu de Dieu et y ramenant, que toute et chacune des quatre s'en trouver chargée des trois autres, à l'image de l'unitrinitarité divine faite uniquaternité divine d'autant susceptible de s'en expliciter. Surgit un double cercle quaternaire à la fois divin et humain, autant distingués et unis du sein du si exemplaire Jésus-Christ qu'en tension entre Église et État l'en recevant tous deux de Dieu seul (non par emprise l'en filtrant de l'un des deux à l'autre, si autant l'Église que l'État rendent à Dieu ce qui est Dieu et à César ce qui est à César, plutôt que de faire passer Dieu et *a fortiori* son peuple élu, si assemblé en Église soit-il, sous façade de César, si élu soit-il à son tour au point de s'en faire accroire le Messie et s'en légitimer en son impérialisme).

Dès que s'aperçoit la surnaturalisation en grâce si miséricordieuse du don, autrement auparavant naturel et constitutif des sociétés humaines dites primitives, et dès que le monde (en sa totalité, dite Cosmos depuis les Grecs) et l'humain s'y situant en sont créés et donc en quelque sorte donnés à eux-mêmes, s'éclairent non seulement la séparation des eaux d'en haut et des eaux d'en bas, mais aussi l'entière exégèse du récit biblique exilique sacerdotal de la Genèse se distinguant et se mettant à précéder le récit biblique yahviste de la Genèse (mis par écrit du temps de Salomon et considéré remonter à Moïse et donc l'Exode). Dieu (Père/Esprit-Saint dont dégager la Mère et s'en interfacer du Fils et s'en incarner) crée d'autant l'humain, à la fois homme et femme, à son image et

ressemblance qu'IL les fait s'y éveiller en même temps qu'IL veille sur son peuple en fructifiant. Le signifie le nom de Joseph[1], lors de son intégration en la Sainte Famille chrétienne, mais déjà lorsque le fils de Jacob de ce nom a permis de réchapper les tribus d'Israël en Égypte, avant leur Exode et la révélation de Dieu s'effectuant en passant d'El-Shaddaï à yahviste, à savoir d'Abraham, Isaac et Jacob à Moïse. De Joseph, fils de Jacob, donc Israël, à Moïse, le peuple hébreu (alors irréductible aux seuls Juifs) s'aperçoit passer de sa fructification, en révélant la tendance à être, au danger de son éradication, le révélant en sa tendance à non-être dont le sauver, d'où le surgissement de Yhwh qui l'en ramène d'autant à l'être que s'énonce comme l'être même lui étant infusé, lors de l'Exode, sous Moïse. De l'Exode à l'Exil, du monolâtrisme au monothéisme, Dieu ne se révèle plus seulement être en tant qu'être (Yhw fait Yhwh, d'Esaü à Jacob) que d'emblée aussi et surtout un, ce qui de Cyrus à Jésus, à savoir Jeschouah, donc Yhwh s'intégrant un schin comme souffle cosmique le révélant s'ouvrir aux nations, n'est plus universel (depuis le tout 1er Empire universel, perse, sous Cyrus) que monothéisable, par le Christ, en l'Empire gréco-romain, ultérieurement et autrement universel et ce, non sans une conjointe résurgence perse qui s'en fait à son tour islamisée. Non seulement des États faits Empires s'universalisent, mais, de là, aussi les monothéismes, ce qui est même la caractéristique la plus cruciale du passage de l'Antiquité au Moyen-Âge, *a fortiori* de leur conjointe résurgence s'en articulant dès la Renaissance au ressort des prémices de la Modernité, mais aussi de l'incessante processuelle renaissance du tout s'en découplant et mondialisant au XXIe siècle. Il est déjà problématique que tout universel soit à rétablir comme le fait de se tourner vers le tout si entier qu'un, plutôt que seulement autour de soi et surtout si considéré n'environner que se rattacher à soi, mais s'en réduisant et s'assimilant à son seul ego d'où n'y apercevoir que son

[1] C'est via Joseph que l'autorité au ressort de la tradition romaine se christianise au sein de ce monde, du moins en Sainte Famille, par distinction de l'autorité plus ecclésiastique des Pères de l'Église. En effet, Joseph signifie très littéralement « Dieu augmente (son peuple) » et rappelle donc incessamment l'« auctoritas » romaine, à savoir, comme nous l'a déjà fait voir Arendt « Le mot auctoritas dérive du verbe augere, « augmenter », et ce que l'autorité ou ceux qui commandent augmentent constamment : c'est la fondation ». Dante résume encore plus succinctement : l'autorité est l'acte d'auteur, à savoir de celui qui a fondé ainsi à l'origine, ce dont la tradition ne transmet l'héritage qu'en l'enrichissant et augmentant, donc en magnifiant toujours davantage l'autorité, au sens premier du terme. On aperçoit comment et par où le père de famille a pu s'identifier à l'autorité et sa paternité si longtemps prédominer (car il était investi de Dieu en faisant celui par qui augmenter son peuple) avant que s'en dégage et autonomise une idée plus générale et égalitaire de parentalité valant humainement à la fois « homme et femme », comme l'ont promue des États davantage distincts et autonomisés en regard d'Églises sises cette tout autre et nouvelle sorte de familles, jamais spirituellement que fort temporellement constituées. Le pape Jean-Paul II a été formé auprès de tels couples et s'est aperçu de tout ce qu'en véhiculait déjà théologiquement le récit biblique sacerdotal de la Genèse. S'étonnera-t-on un tant soit peu que ce sont les Romains qui, avec l'autorité et la tradition, ont forgé le mot « religion » avec lequel le christianisme s'est débattu pour se l'approprier ? C'est par la confusion de la religion avec le seul monothéisme que surgissent les monothéismes se l'entre-déchirant jusqu'à l'absurde en même temps que Dieu même, pourtant si unique.

correspondant alter ego, selon un présomptif egocentrisme si généralisé et anonymisé que censé valoir chez tout un chacun (fût-ce jusqu'à l'anomie suicidaire, y compris vicariale et homicide, jusqu'à la plus cruelle). Ce l'est plus encore si masquant et faisant manquer la pluralité des universels, voire l'exigence de s'apercevoir et d'apercevoir tout singulier comme cas jamais particulier qu'avec les autres avec lesquels se constitue leur universalité. Même en regard du catholicisme, signifiant universel, l'anglicanisme, plus que les autres protestantismes, constitue un décalque ne s'en étant autonomisé (du pape à l'évêque de Cantorbéry qu'en s'étant aligné sur le roi d'Angleterre et donc sur l'État), selon le même pattern (que les évangéliques étatsuniens, *a fortiori* si néosionistes, ramènent à leur tour au seul et pur hyperindividualisme, mais s'agrégeant sous un tel État. Quant à Cuba, ses habitants, comme tous ceux des Amériques, sont tout aussi mais autrement Américains que les Étatsuniens, si ceux-ci ne sont pas outrancièrement impérialistes jusqu'à en miner et infléchir en fonction d'eux-mêmes l'universalité en même temps que l'ONU la promouvant.

Tout ce double cercle quaternaire vertueux, autant théologal que cardinal, peut tant surgir en monothéisme chrétien, du plus catholique au plus protestant, que faire s'en interfacer les autres monothéismes, juif et islamique, selon son propre métabolisme s'y apercevant en ses respectifs anabolisme (pour peu qu'émergeant de l'hébraïque fait judaïque en s'apercevant que c'est via le chaldaïque) et catabolisme (tant l'islamique revient et repart de sous le chrétien de l'abrahamique d'emblée tendu entre Israël et Ismaël). Du moins, si s'équilibrant un tant soit peu en son déploiement jamais religieux qu'aussi mystique et *a fortiori* prophétique, non comme prédiction de l'avenir, mais comme hiérophanique (bien avant que hiérarchique) révélation de tout mystère fait dévoilement progressif du dessein de Dieu sur le monde par l'humain qui s'y abandonne et est à la fois sans autre dessein que celui de Dieu sur le monde et d'autant en contre-pouvoir des pouvoirs, surtout si erratiquement exercés, que laissant entrevoir plus clairement ledit avenir, en particulier par l'exigence d'articuler le légal avec la capacité de mieux rendre indissociable la justice publique (au faîte des vertus cardinales) et la droiture privée (s'en cultivant intérieurement jusqu'en tout un chacun dont peut surgir un plus sain sens de soi, voire, au gré des vertus théologales, aussi quelque mystique, voire hiérophante). Peut alors s'instaurer une éthique soucieuse d'une morale d'autant convaincante qu'humaine, donc à la fois sociale et individuelle.

Enfin, il y a un abîme, trop souvent allègrement franchi comme s'il n'existait pas, entre et de servir Dieu à se servir de Dieu, depuis ce monde et l'État, en l'occurrence celui d'Israël, *a fortiori* des États-Unis s'y (ad-)mirant et l'en magnifiant

au-delà de ce qu'il peut être par lui-même. Il est crucial de remettre en abîme, de restaurer l'abîme qui surgit en servant Dieu en regard de toute tendance à s'en servir, surtout si se légitimer de tout asservir à son seul propre profit en ce monde : « Pour Leibowitz, l'État d'Israël n'est ni miracle, ni accomplissement messianique, mais fait historique. En le sacralisant, le sionisme religieux [*a fortiori* le néosionisme religieux, puis-je ajouter] commet la faute de transformer la foi en idéologie. Le nationalisme religieux n'est, à ses yeux, qu'une idolâtrie moderne : la divinisation du collectif sous couvert de piété. Dès la guerre de 1967, il craignait que la domination d'un autre peuple ne conduise Israël à sa ruine morale. »[1] D'où une tout autre prophétie que celle issue du néosionisme, dont susciter d'autant l'hostilité que lui rappeler procéder d'un diagnostic spirituel selon lequel la puissance corrompt la conscience. C'est d'autant étonnant que l'étatsunien chrétien évangélique (avec frange catholique fondamentaliste) néosioniste est sis sur un hyperindividualisme doublé d'une confession publique faite représentationnelle mise en scène de soi tout à son spectacle de soi-même pour n'y être en rien collectif, si ce n'est en s'agrégeant et se constituant en ondes fort virales. D'où le rôle clef des plateformes numériques censées étendre sa présence « live » et instaurer le culte du technolibertarisme sophistiqué s'intégrant à l'armement par lequel marquer l'écart de puissance susceptible de frapper à mort, tant de sous l'arbre de la connaissance du bien et du mal surgit l'arbre de la vie et de la mort, d'abord du bien-être et du mal-être dès la vie, donc des affections de la fantaisie par désir de ce dont jouir et crainte de ce qui peut endolorir. Est-ce en se projetant et s'identifiant à cette israélienne forme étatisante de la divinisation du collectif sous couvert de piété au point de l'en magnifier au-delà de ce qu'elle pourrait être par elle-même, au XXI^{e} siècle ? Tout un contraste relativement aux impérialismes chinois et russe qui, eux, ne partent plus tant d'une telle collectivisation faite

[1] Daniel Horowitz, *Leibowitz ou l'absence de Dieu*, Paris, L'Harmattan, 3^{e} Éd., 2026. En préservant autant Dieu que la foi, Leibowitz tendrait à un conjoint athéisme méthodologique, selon Horowitz le nommant tel et l'intégrant au titre de son livre. De fait, « Le judaïsme, en revanche, se distingue par la tension qu'il institue entre le culte et la pensée : il introduit un mouvement d'abstraction qui, sans abolir le religieux, le soumet à l'exigence de la raison ». J'ajoute que ceci n'est possible que si la raison s'éveille plutôt que s'enlise en sa sous-jacente fantaisie, *a fortiori* ses affections. Sinon, comme l'imaginaire se transforme de mythique (pansocial) en fantaisiste (individuel), la raison risque de ne plus s'assainir en son idéation jusqu'en sa logique que de s'enrayer et se braquer en idéologie en même temps et *a fortiori* si sur la base de la religion en idolâtrie. Telle est l'exigence ficinienne de s'éveiller à l'aune de Dieu y incitant, voire insufflant d'être un au point d'en être tout aussi si unifié que doté d'en être soi et de s'apercevoir en sa propre identité, et de ne surtout pas se présumer l'être toujours déjà. Ceci s'articule avec « La pensée de Leibowitz n'est pas un système clos, mais une vigilance : elle enseigne à ne pas confondre Dieu avec le monde, la Loi avec la morale, le pouvoir avec la vérité. » Éveil transitoire et processuel au fur et à mesure que se tendant de sensible (via la fantaisie) en intelligible en un sens et, en se reployant, vigilance en sens inverse qui lui correspond plutôt que se durcit au point de se réifier et s'enkyster par idéologie fantaisiste ne s'adonnant qu'à elle seule. Le christianisme apporterait l'éveil processuel d'autant de soi à soi que de Dieu à l'humain par lequel s'incarner et le judaïsme la vigilance distinguant Dieu du monde. Le perd de vue le néosionisme se faisant accroire n'être que sioniste.

structurale variation aléatoire (si circonstancielle qu'en incessant appel de la fantaisie s'y exacerbant en ses affections) au point d'être divinisée telle et portée à s'asservir bien plus qu'à servir Dieu. Ils partent de sa structuration s'imposant étatiquement d'emblée. Le tout advient aussi jusqu'au sein du CPS de l'ONU selon une totale divergence en miroir faisant se polariser entre tout acte et toute structure depuis l'un ou l'autre. Tout acte se présume s'intégrer jusqu'à tous les aspects structuraux en cause (fut-ce jusqu'à l'intersectionnalisme, si restant individualiste, mais pouvant néanmoins se faire dépecer et rapiécer de façon transactionnaliste) et, inversement, toute structure s'instaure d'emblée jusqu'en tout et quelque acte, si individuel soit-il. Or, d'autant individu d'emblée social qu'agissant fonctionnellement à même le structural au point de s'intégrer et faire s'articuler l'humanitaire, le développement durable et les droits humains, l'humain s'y pourfend en deux polarisations inverses s'absolutisant. *A fortiori*, le développement humain n'y trouve plus de paix et sécurité que lui étant de plus à toujours moins propices, en voie vers l'inhumain, voire d'éventuels crimes contre l'humanité. Les quatre missions de l'ONU s'y effondrent et délitent, en s'y faisant miner autant de l'intérieur que de l'extérieur. Le cœur de l'ONU bat et pulse de vie/mort, toutes deux si humaines, y compris si inhumaines.

Quant à la tension au Moyen-Orient, elle s'éclaire en partie par le Coran. Le Coran ne distingue pas aussi clairement deux arbres et encore moins que c'est de sous et via l'Arbre de la connaissance du bien et du mal que s'aborde l'Arbre de la vie et de la mort (*a fortiori* si passant à son tour par les affections ficiniennes de la fantaisie faisant les éprouver dès ses bien-être et mal-être) : il y a le Paradis où manger en toute liberté, sauf de cet arbre dont ne pas s'approcher (2, 33) ou il y a encore l'arbre de l'immortalité lorsque Satan tente (20, 118). Le Livre, d'abord et avant tout le Coran, est la distinction ou séparation du bien et du mal d'où pouvoir être guidé dans la voie droite (2, 50), ce qui se magnifie par le Ramadhân pendant lequel le Coran a été révélé comme direction et comme distinction entre bien et mal (2, 181). Le Coran tient lieu du Fils en Dieu qu'expose le christianisme : le Coran est le Verbe de Dieu sans être son Fils et encore moins en être engendré comme son Image parfaite pour l'être. Jésus n'est qu'un homme, un prophète comme et entre Moïse et Mahomet, tous dans la lignée d'Abraham, le hanif, par qui s'est inauguré le monothéisme[1]. Par exemple, à Sainte-Sophie, suite à la conquête de Constantinople, toute image a disparu et a été recouverte de signes linguistiques arabes, d'abord forgés avec et depuis le Coran dicté à Mahomet. Même l'humain est ramené à la vie l'étant à son tour à la physique lui permettant ou non de

[1] *Le Coran*, trad. par Édouard Montet, Paris, Payot, 1958.

perdurer, comme en l'oasis surgissant du désert et tranchant entre mort et vie, ce que les respectifs jeûne diurne et repas nocturne semblent signifier lors du Ramadhân. Allah seul donne son Verbe uniquement coranique et la vie qui surgit avec l'arbre, l'oasis. À n'en pas douter, l'importance du refuge de l'oasis, avec tout ce qui prend forme de défense en mosaïque de l'Iran, s'intensifie sous le désertifiant bombardement israélo-étatsunien, mais aussi parce que l'Iran est en faillite hydrique, du fait d'utiliser déjà plus d'eau que ses sources renouvelables ne peuvent en produire (barrage, pompage du sous-sol, etc.). Quant aux pays du Golfe alliés des États-Unis, leurs usines de dessalement sont très vulnérables, si la guerre devenait aussi hydrique, en particulier si Trump passait de la menace à l'acte de détruire des installations civiles iraniennes vitales, électriques ou autres. Le point clef : la vie ne subsiste déjà matériellement que difficilement, de sorte que la pression matérielle étatsunienne s'y intègre et que l'enjeu est au contraire la survie autant spirituelle que politique comme une seule et même chose, si idéologique soit-elle, depuis l'État islamique instauré par Khomeini en 1979 et, même si répressif, encore soutenu par 10 à 15 % de la population. Pendant que le sionisme faisait revenir la diaspora en Palestine, les Frères musulmans émergeaient et considéraient toute la Palestine comme terre sacrée de l'Islam, en plus de ses accointances avec le nazisme occidental alors en plein déploiement, ce qui, après la 2e Guerre mondiale, converge en 1953 en le laminage étatsunien et britannique du germe démocratique en Iran pour instaurer la dictature du Shah, alors que Khomeini prend le relai de la frange iranienne des Frères musulmans (dont le Shah met à mort la tête dirigeante) et s'en intègre la source pourtant sunnite à la source chiite qu'il dirige et qui s'impose par la suite à compter de 1979. Selon Azadeh Kian, les bassidji « sont plus de 1 million de miliciens, très idéologisés, formés par les gardiens de la révolution (…) Le régime compte beaucoup sur eux pour surveiller la population ou mater dans le sang la moindre contestation, comme cela a été le cas tout récemment en janvier, parce que les gardiens sont occupés ailleurs. Les bassidji, l'armée régulière et le corps des gardiens de la révolution proprement dit, ainsi que leurs familles et leurs proches, forment le noyau de la base populaire du régime, que j'estime à environ 10 à 15 % de la population. Ils sont minoritaires, mais très actifs. »[1] Comprenons bien : minoritaires en termes numériques, mais majoritaires en termes statutaires, par main mise, via l'État, sur la société iranienne. S'en constitue un État dans l'État. Il y dispose d'un important pouvoir financier, économique et politique. Surtout, la projection de la logique hyperindividualiste libertarienne pensant le faire tomber en le décapitant d'une ou

[1] https://theconversation.com, Iran : du régime des mollahs au régime des gardiens, 15 mars 2026.

plusieurs têtes dirigeantes et en se faisant accroire à un conjoint soulèvement populaire (à main nue !) s'en révèle inculte et confond l'envers et l'endroit, car un individu dirigeant qui noyaute les institutions, comme en le trumpisme, opère à rebours d'un régime institutionnalisé qui ne se dote d'individus le dirigeant que s'ils lui correspondent : plus il l'attaque selon son seul propre modèle et à sa fantaisie, plus le miroir se renforce en sens inverse. La mise à mort de Khamenei père a mis fin au régime des mollahs qui s'est fait régime des Gardiens qui, eux, se sont dotés de Khamenei fils comme visage public, non l'inverse. Tuer des dirigeants n'équivaut en rien à tuer le système les produisant, malgré ce que se fait accroire l'hyperindividualisme étatsunien trumpien. Les deux sont en miroir total. Pendant que Trump prétend négocier (écraser jusqu'à se faire concéder), l'Iran le dément (d'autant que des tensions internes au régime font que tous n'interprètent pas du tout de la même façon ce qui se négocie). Reste la question : à force de l'écraser, le régime va-t-il s'effondrer ? Avec ou sans chaos total ?

Or, le culte égocentrique trumpien non seulement ne cherche qu'à écraser autrui pour tout s'en faire concéder comme soi-disant « deal », mais, même lorsque ne pouvant y parvenir à lui seul, il en dénie jusqu'à toute aide éventuellement néanmoins reçue en tiers. Il lui faut seulement prendre, sans n'avoir jamais rien à comprendre et encore moins à reconnaître tel, et ce, toujours plus accélérément. Permet de se le faire accroire et même fantasmer le rythme de développement technolibertarien. Il y a un prix à cette incapacité à s'apercevoir et se reconnaître selon un sens de soi dont une part n'est qu'acquise et ne provient qu'en tiers, dès lors un tant soit peu inclus, même si soi-même tout au contraire réduit à son seul ego autant s'en tronquant, occultant et projetant en un autrui ne pouvant plus lui être en tiers qu'exclus et à pourfendre entre ce qui s'en instrumentalise et autrement, s'en refoule et dénie, mais risque tant de faire retour. Ce prix : un incessant porte-à-faux qui n'est certes pas la fausseté même, mais sa source vive la faisant proliférer comme d'où pouvoir instaurer l'envers en lieu et place, sous façade et jusqu'à l'encontre du réel, dont l'endroit est d'autant à virer à l'envers de lui-même pour l'y rendre conforme et l'en réifier de part en part selon une soi-disant vérité hyperbolique qui n'est que la seule sienne avec de si volatils et fantaisistes faits alternatifs à la clef. Les marchés frémissent à la moindre rumeur, *a fortiori* ledit style transactionnel s'y confondant en et à tout un chacun des « deals » s'y effectuant, au point d'y laminer le capitalisme en néomercantilisme sur le modèle et à l'aune du libéralisme en libertarisme censé en être le seul et fort exclusif gestionnaire : Thiel l'expose partout, par capitaliste laissez-faire se téléologisant en capitaliste gestionnaire. Tout le système se

ramène au plus près de l'incessant et sous-jacent chaos si aléatoire dont il émerge, mais qui, auparavant, n'y transparaissait pas. C'est aussi ce nihilisme, si inapte à être autre que matérialiste (surtout pas divin, comme en le nirvana dit oriental), qui s'asservit Dieu et tout monothéisme. Il vire en raison cynique rappelant Diogène (l'engendré de Zeus, donc du dieu païen par excellence) dès qu'en bouffant aussi le paganisme et faisant se déclencher tous azimuts la crise, faute d'une nécessaire critique[1].

Il n'y a jamais tant double pensée orwellienne que fantaisie qui la rend opérante et enraie toute idéation jusqu'en sa logique à force de l'empêcher de s'assainir pour la happer toujours d'emblée idéologiquement. Si au niveau de la pensée, des idéologies dûment constituées sont susceptibles de s'opposer entre elles, leurs blocs se dissolvent depuis cette seule fantaisie en disposant à la carte et à sa guise, *a fortiori* lorsque présidant à l'idolâtrie faisant s'asservir jusqu'à Dieu au ressort du monothéisme, à fleur du paganisme le plus géopoliticoéconomiquement opérant. Toujours le même processus d'une fantaisie métabolisant ses propres affections, mais en les dichotomisant et en projetant en tiers leur part la plus difficile (celle qui fait s'enrager et fait se déliter tout amour en colère, à l'inverse et à rebours de l'émergence et l'évolution bibliques de Dieu procurant son modèle médiateur) : se complaire en son ego de part en part fantaisiste fait que son désir ne culmine en jouir qu'en différant et projetant toute crainte d'être affligé et endolori en tiers, de la pression économique douloureuse à la pression géopolitique et ultimement militaire douloureuse. Pression économique douloureuse que sont censés être les tarifs douaniers, surtout pour ses propres entreprises et pour sa population à laquelle les refiler au profit du gouvernement les cumulant et en disposant à sa guise à leur détriment en même temps que forçant des investissements externes, d'abord de ses propres alliés plus aisément mis à sa main et dont faire des subordonnés. C'est présumer pouvoir infléchir la balance commerciale à l'encontre autant de l'interdépendance mondiale que de l'interimpérialisme multipolaire relativisant d'emblée le sien qui se veut unipolaire et se radicalise d'autant en son mercantilisme absolu qu'il est hanté par tout avantage compétitif exportateur vers les États-Unis comme soi-disant injuste, au point de plomber plus que jamais tout libre-échange et d'abord l'OMC. Pression géopolitique et ultimement militaire, *a fortiori* douloureuse et censée tant s'imposer à autrui que tout lui faire concéder, immédiatement, mais contrainte de se réitérer en se différant au fur et à mesure que s'apercevant n'être

[1] Voir Y. Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*, Paris, L'Harmattan, 2026, la 3e section de la conclusion.

pas si immédiate et totale que cela et que s'instaure plutôt la guerre d'usure. Cette incapacité foncière à s'intégrer ses propres affections de sa fantaisie mène à ne que les dichotomiser entre l'ego fantaisiste et l'alter ego auquel n'importe qui d'autre se trouve toujours déjà réduit et assimilé, le tout entre l'autocomplaisance désirante tout entière vouée à sa seule jouissance et la douleur plus jamais éprouvée que d'emblée vicarialisée, donc à faire subir en tiers. Bref, chercher à raisonner ce qui n'est que tendance à tout arraisonner, dès la raison au ressort de quelque idéation que ce soit jusqu'en sa logique purement idéologique jusqu'en toute et n'importe quelle circonstance où elle ne s'éveille plus et ne fait plus qu'y sombrer et s'y enliser en sa propre fantaisie mise en jeu, y manque le sous-jacent porte-à-faux en cause. Lorsque des psychologues, politiciens, journalistes et al disent que Donald Trump se comporte comme un bambin de deux ans, c'est ne rien y comprendre que d'en faire une simple caractéristique individuelle, tout aussi hyperindividualiste que le sont les États-Unis tout entiers, alors qu'il s'agit d'un tel processuel devenir fantaisiste s'instaurant et se relançant incessamment, car même l'enfant ne se sent avant de se penser qu'en s'imageant de façon fort fantaisiste dans l'entre-deux[1]. Fantaisie si dénaturée que cruelle, car se complaisant d'autant en son propre plaisir issu de son désir de ce dont jouir que projetant et vicarialisant en tiers la douleur exacerbant l'anglo-saxon « to claim is to improve », à savoir s'implanter en un territoire délimité et l'en réclamer est progresser en se le faisant concéder. S'en radicalise encore plus l'enclosure ayant prévalu surtout en Angleterre au début de la Modernité et ayant fait monopoliser la propriété privée et en expulser des populations dont avoir peuplé ce qui est devenu les États-Unis qui cherchent, surtout depuis Trump, à leur tour, à s'absorber d'autres pays, des territoires en cause (métonymiquement axiomachiques dès les Amériques et de là, à travers la planète) aux biens et aux gens, bref selon les trois types d'échanges socialement possibles. Jusqu'aux réseaux socionumériques virent en pièges alimentant non plus tant les seuls clics que la rage (« rage bait » étant le mot de l'année 2026 selon Oxford Dictionary) et de là, la prédation bouc émissarisante (par appât ameutant en vue de lyncher ? « crusade bait »?), voire la

[1] Le Parti Libéral du Canada fait la même chose, mais en miroir : tout le libéralisme trudeauiste issu du père Pierre Elliot se préserve sous façade du fils Justin à évincer comme si tous ses dysfonctionnements seraient dus à l'individu et disparaîtraient avec lui au moment de lui substituer Marc Carney, surtout face à Donald Trump qui, lui, ne fait pas se perpétuer un système à travers un individu y remplaçant un autre à cette fin, mais, à l'inverse, s'impose comme l'individu qui vient mater le système, voire tout système.

cruauté. Même sous façade de limiter la violence, les plateformes numériques carburent à la visibilité virale et économiquement rentable[1].

6) L'humain face à la raison cynique : de la crise idéologique à la critique

Pour aborder le XXI[e] siècle, il est crucial d'y tenir compte du rôle central d'une raison de part en part cynique qui y triomphe et qui, selon que sombrant et se faisant plomber par sa sous-jacente fantaisie ou tout au contraire s'en éveillant, est respectivement ressort d'une incessante crise ou d'une non moins incessante exigence de sa critique. L'incessante crise risque de mener à l'épuisement de soi (sorte de *burn out* faisant suite à ce que Ehrenberg a appelé *La fatigue d'être soi*, mais d'emblée faite pervasive fatigue démocratique virant d'elle-même en autocratisation généralisée), si ce n'est aussi à l'épuisement des chaînes d'approvisionnement s'en mettant à se tarir elles aussi et faisant d'autant surgir le spectre de la sécurité nationale pour mieux s'en assurer au point de départ de toute capacité productrice économique. La crise fait s'enfermer d'autant toujours plus en soi-même et sa clique (si cliquante et viralisante soit-elle) que se bute sur autrui uniquement à pourfendre entre ce qui s'en assimile et ce qui en est à refouler, mais qui fait retour et vient d'autant hanter qu'il faut toujours plus s'en protéger et sécuriser, tant il ne paraît qu'épuisant, donc à écarter et marginaliser (condition indirecte de l'assimilation), si ce n'est à assimiler plus directement pour l'en faire disparaître, à moins de procéder par la purge l'éjectant[2]. Tout au contraire, l'incessante exigence critique est plutôt celle d'un préalable effort d'autant sur soi que sur sa part de soi qui, jusqu'en tout un chacun, s'acquiert, et ce, avec autrui, dès lors aucunement seulement extérieur (et instrumentalisable et autrement refoulable), mais d'emblée aussi intérieur par ce qui ne se cultive de soi et jusqu'au plus intime de soi qu'avec lui. Se garder à distance de ceux avec qui ne guère apprécier ce qu'en devenir soi-même, si pour s'apaiser et se sécuriser[3], ne suffit pas

[1] https://theconversation.com/rage-bait-le-mot-de-lannee-met-en-evidence-une-mutation-des-medias-sociaux-vers-la-fabrication-de-la-colere. Maintes dites IA conversationnelles facilitent le passage à l'acte, l'assistent et l'encouragent. Le profit prime sur la sécurité.

[2] Jusqu'à tout éveil est tellement tronqué dès la gauche qu'il l'est *a fortiori* à droite, s'en rendant tout aussi woke, mais en miroir. Pour un bref compte rendu du livre de Thibault Muzergues, *La droite woke. La gauche n'a pas le monopole du wokisme*, voir Richard Martineau, https://www.journaldemontreal.com/2026/03/12/la-droite-est-rendue-woke. L'éveil est d'autant tronqué par wokisme le présumant valoir en soi que s'occultant s'effectuer de sa fantaisie (avant de s'y enliser) à sa raison, tant jusqu'à l'ego s'y ramène d'idiosyncrasique en intellectif (seul à s'apercevoir valoir d'autant pour soi que d'emblée aussi pour autrui), faute de s'apercevoir du sens de soi incluant sa part acquise avec autrui.

[3] J.F. Caron, lors de son interview par S. Bureau, Contact #132 La démocratie : modèle dépassé ?, ramène cette double quête de paix et de sécurité à trois besoins fondamentaux : biens matériels accessibles et susceptibles de s'inscrire en

et exige par ailleurs le développement humain, un développement jamais individuel que d'emblée social, tel qu'intégrant l'humanitaire, le développement durable et les droits humains. Se concevoir humain, jamais individuel que d'emblée social, fait apercevoir les quatre piliers onusiens.

En l'occurrence, les États-Unis ne se sont faits *Fantasyland* qu'en se radicalisant au fur et à mesure que, de McCarthy via Cohn à Trump (lui-même à l'interface faisant passer du deuxième au troisième capitalisme), une façon d'agir s'est transmise au point de révéler que la fantaisie en cause est d'autant cruelle que vectrice d'une raison cynique s'évitant tant tout esprit critique que fomentant tous azimuts les crises pour pouvoir s'y adonner et s'y complaire[1], mais il ne faut pas le

---

une ascension sociale à travers les générations, sécurité et liberté au moins personnelle, si ne pouvant être aussi politique, ce qui s'inspire de Maslow, mais surtout constitue l'assise permettant aux sociétés autoritaires d'être stables… et resurgissant jusqu'en ledit Occident et faisant s'y déliter les marqueurs démocratiques (à savoir ce qui se passe entre deux élections, tolérance autorisant les débats entre idées contradictoires et légitimité exigeant de ne pas exclure d'emblée une partie), tant le capitalisme autoritaire se radicalise de 1991 à Trump. Caron signale que l'URSS s'est aussi transformée après Staline sous Kroutchev et Brejnev, en passant de totalitaire (mobilisant, voire embrigadant la population) à autoritaire (achetant la passivité de sa population, en l'occurrence par des bénéfices à la classe ouvrière), mais échouant sous Gorbatchev, du fait de la baisse du prix du pétrole l'empêchant d'autant de financer ses réformes que se butant sur une résistance (à perdre ces bénéfices). On aperçoit le germe de la croyance à l'unipolarité étatsunienne mondialisée faite MAGA n'acceptant aucunement de se faire relativiser au XXI^e^ siècle et, via la désintégration de l'URSS, de la conjointe tension entre Russie et Ukraine jusqu'à leur guerre, dont l'invasion russe affectant principalement la portion russe de l'Ukraine. La Chine émerge.

[1] R. Dôle, *Le cauchemar américain*, VLB éditeur, 1996. Depuis les Pères pèlerins, s'intègrent l'individualisme, les élus, la cruauté et la confession publique (dissolvant l'individualisme, pourtant présumé, du privé dans le public fait spectacle). Ils sous-tendent les Pères fondateurs et la Constitution depuis la Révolution étatsunienne, voire y font virer le capitalisme (se diffusant au XIX^e^ siècle) en technolibertarisme (au XXI^e^). Ce peuple élu s'y poursuit en tendance d'évangéliques à 80% sionistes (de fait néosionistes, tant le retour de la diaspora en Israël se fait retour d'Israël d'avant la diaspora, donc appelé à s'avaler la Palestine, voire une part importante du Moyen-Orient) et trumpiens. Elle dote ce technolibertarisme d'une fantaisie cruelle selon une raison cynique fomentant les crises. Ce que Todd appelle le degré zéro de la religion réside plutôt en cette tendance du christianisme protestant évangélique (avec frange catholique fondamentaliste) à se dénier pour n'être plus que néosioniste au point de laminer jusqu'à Jésus de chrétien en judéen et, contrairement à lui, de ne plus distinguer, mais confondre Dieu avec César, à savoir avec l'État d'Israël conditionnant jusqu'à toute foi, *a fortiori* théologie. Cette tendance s'inscrit en une tendance mondiale accrue à changer de religion, elle-même non plus tant sise sur la foi que sur le seul héritage culturel, avec une part croissante à ne plus en adopter une nouvelle, surtout en Europe de l'Ouest et au sein des Amériques, selon une enquête Pew Research Centre en 2025. Dans ce contexte, ce christianisme étatsunien néosioniste n'est antichrétien en se faisant accroire et se donnant façade chrétienne qu'en étant d'abord et surtout antérieur au Christ jusqu'en le Christ. D'où l'Antéchrist (en ce double sens du mot), mais refusant de s'apercevoir tel pour plutôt se projeter en quelque tiers à en bouc-émissariser. Cette perte de ses garde-fous et de ses repères moraux livre sa famille nucléaire instable à son seul hyperindividualisme au ressort de la nation et jusque de l'État au point de tant faire se désagréger tout sens d'autrui et de confiance mutuelle (donc tout ciment social) qu'à se dénier jusqu'en sa part de soi ne s'acquérant qu'avec lui pour ne plus que le dichotomiser entre ce qui ne peut que s'en assimiler si semblable et que se refouler si différent. Toute raison s'enlise en sa sous-jacente fantaisie, selon un ego idiosyncrasique si peu empathique que plus aisément cruel, et s'enraie en toute capacité de quelque ego intellectif (s'apercevant que l'ego est langagièrement disponible à tout un chacun et vaut donc autant pour soi que pour autrui), de sorte que se développe une haine de sa propre élite plus éduquée (qui l'a d'ailleurs abandonnée en même temps que la classe ouvrière, chez les Démocrates), au sein des États-Unis, et de là, *a fortiori* en Europe où l'éducation est plus marquée, sans parler de la France où se trouve le siège de l'UNESCO. Ainsi germe la « cancel culture », la tendance à s'encager en soi-même, assimilé à son seul ego idiosyncrasique de part en part fantaisiste comme d'où plier et réifier le monde, d'abord les Amériques, d'où des

dire. Ou plutôt, il faut taire en tout dire qu'une façon d'agir, de se donner à voir et de se dire, surtout si transmise, est bien plus représentativement culturelle que n'importe quel contenu, en particulier numérique et audiovisuel, soi-disant culturel et identique à sa seule représentationnelle mise en scène ou encore en récit à y contrôler. Toute culture serait censée s'occulter en sa réalité pour n'en être que toujours plus déjà transposée en art de la mettre en scène et de tout y faire s'y transiger, d'où la forge dudit « Art of the Deal » qui n'est que la fantaisie cruelle en acte, à savoir soi-disant transactionnelle. Cette façon d'agir, de se donner à voir et de se dire est géopoliticoéconomique et est la source faisant de ce contenu une arme, surtout si parvenant à s'y faire oublier s'instaurer en porte-à-faux à sa source si fantaisiste et cruelle pour y drainer et détourner toute l'attention, alors que créant en sous-main le problème alors dit être attaqué plus officiellement en même temps que s'anéantit toute représentativité en et au profit de la seule représentationnelle mise en scène où faire signifier à tout mot très littéralement son sens inverse, surtout quant à la responsabilité de ses propres actes et ce qui peut s'en voir et dire. De fait, il s'agit de la faille constitutive des soi-disant démocraties se faisant accroire représentatives, parce qu'organisant des élections à intervalles déterminées, mais virant en gouvernement n'y opérant qu'en surplomb pendant tout cet entre-deux et en pure représentationnelle mise en scène ne voulant plus en savoir rien d'autre qu'elle-même. Toute teneur sociale-démocrate s'y laminant, ne persiste que leur libéralisme qui tord déjà tant la démocratie et la vide au fur et à mesure qu'elle n'est toujours plus qu'électoraliste et qu'elle dérive, s'exacerbe, culmine et s'anéantit en libertarisme géopoliticoéconomique, pour lequel il n'y a plus aucune liberté hormis la seule sienne, tout le reste dépendant de qui va être le plus fort pour l'imposer. L'humain n'est plus individuel qu'individualiste et tronqué d'être d'emblée social, si ce n'est pour l'en manipuler. Comme en le néolibéral et trudeauiste rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne de 1982 qui est si axée sur l'individuel jusqu'à l'individualisme qu'il renvoie le social en clause dérogatoire pour l'y rendre manipulable, le tout sans et contre le Québec, surtout que principalement français (donc d'autant à marginaliser avant et afin de parvenir à son assimilation plus directe au profit de sa si pervasive anglicisation déjà partout ailleurs prévalante et en attente de laminer ce dernier bastion lui résistant), ce pourquoi d'autant vibrer au contact du libertarisme étatsunien trumpien qu'opérant subrepticement et

Américains que sont les Étatsuniens se donnent pour les Américains. Et ce, là où il est pourtant possible de s'ouvrir au monde, d'essayer de le comprendre et de s'y inscrire à partir de l'expérience de ce qui s'en vit, selon Charles Salvaudon, *Géopolitique, cette force qui nous habite*, Paris, L'Harmattan, 2026.

dysfonctionnellement ce qui s'y fait de façon affichée[1]. L'Europe n'est pas en reste : en Belgique un parti politique s'est transformé de Chez nous, dans la suite de son Front national, en TRUMP –acronyme de Tous Réunis pour l'Union des Mouvements Populistes–. Il s'affiche tel plutôt que s'opère subrepticement. L'Europe y résiste, mais il jaillit de son sein, comme en France par un arc républicain face au Rassemblement National. La même Europe, aussi en Belgique, sanctionne un Suisse, Jacques Baud, pour ses analyses jugées déstabilisantes, voire présumées propagandistes, mais se voulant nuancées sur la Russie. Le fardeau de la preuve s'inverse et avec lui la démocratie : l'individu doit prouver qu'il ne se prête pas à ce dont on l'accuse. Les récits géopolitiques se heurtent et se filtrent entre eux plus qu'ils ne se rendent aptes à se repérer et s'ajuster à leur réalité géophysique.

Telle est la problématique question révélant contextuellement son sens : comment faire qu'il soit possible de se mesurer à l'écart de puissance s'instaurant non seulement entre les grandes puissances (comme autrefois entre les États-Unis et l'URSS et aujourd'hui entre États-Unis, Russie et Chine, jusqu'au sein du CPS de l'ONU), mais surtout avec de moindres puissances ? Comment faire qu'il ne vire en métonymies foncièrement axiomachiques, dont les États-Unis se disant non des, mais les Américains, là où Douguine propose et leur oppose en Russie une plus explicite noomachie, tandis que la Chine adopte une loi dite promouvoir l'unité et la progression ethnique axée sur l'assimilation de ses minorités. D'où un prototype marqué exemplifiant qu'une tension internationale, à savoir entre les nations, au sein de la Chine, s'y fait laminer au profit d'une seule nation, Han, à rendre si identique à l'État la promouvant en même temps que s'en ethnoracisant à outrance, tout en magnifiant l'immense confusion jusqu'au sein de l'ONU, surtout son CPS, de l'international n'y étant pourtant plus qu'une mutuellement exclusive interétatisation entre grandes puissances s'y confrontant interimpérialistement et minant l'ONU, à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, par idéologie PYHC, Patriarcal Yellow Han Confucean, bien distincte de l'idéologie PWASP, Patriarcal White AngloSaxon Protestant, *a fortiori* néosioniste.

Les trois (États-Unis, Russie et Chine) sont fort idéologisant et censés conforter leurs hégémonies en s'instaurant en porte-à-faux d'où infléchir tout

[1] Même si le Québec en souffre particulièrement, c'est de fait tout le Canada qui en est atteint, en particulier chez les jeunes de moins de 30 ans : « Bien que le Canada se classe relativement bien en termes de PIB (16ème) et de perception de la corruption (15ème), le pays obtient des résultats médiocres concernant le soutien social (35ème) et la liberté de faire des choix de vie (68ème). » https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/pourquoi-le-canada-dégringole-dans-le-classement-mondial-du-bonheur, par Yohann Thiou. Par ailleurs, le développement d'habiletés sociales dès l'enfance éclaire-t-il en partie pourquoi la mortalité est moindre chez les 15-40 ans au Québec qu'au Canada depuis 15 ans ?

discours par lequel ne plus pouvoir cerner de quoi il est vraiment question, hormis ce qui en est filtré et seul retenu avec conjoint arrière-fond de tout ce qui en est refoulé, *a fortiori* si avec lequel l'intervertir par conjointe et sous-jacente fantaisie, comme si l'apparence en surnageant (au gré de ce qui y disparaît et qui ne peut plus et en est empêché d'être) se résumait à cela seul qui en est dit être (à force de tout y présenter à l'envers jusqu'en l'endroit de la réalité et ce, en son lieu et place, sous sa façade et à son encontre pour ne plus rien accepter que ce qui s'y plie et s'en réifie). Toute raison, si elle ne s'assainit en toute idéation jusqu'en sa logique, est d'autant à risque de se figer idéologiquement, mais surtout de se rendre cynique en se faisant paraître à elle-même si naturelle à l'aune d'une telle sous-jacente fantaisie dont ne plus tant s'éveiller que s'y enliser en son cercle spéculaire abusif s'en accélérant, mais en creusant toujours plus un tel désabusement que le monde n'en paraît plus que désenchanté.

Il s'agit pourtant de rendre la paix et la sécurité possibles en vue du développement humain, à la fois humanitaire et axé sur le développement durable et sur les droits humains, à savoir jamais individuels que d'emblée sociaux, mais, en sa version étatsunienne (avec miroir autant russe que chinois selon une divergence systémique d'ensemble déchirant autant le CPS de l'ONU que la planète entière). Tout y est biaisé pour y occulter et réduire le social au seul individuel, tout comme la liberté au seul libéralisme et *a fortiori* libertarisme économique qui, de ciel couvert (subreptice) à ciel ouvert, opère au double standard des deux poids et deux mesures (libre marché tous azimuts si je domine, protectionnisme à tout crin, soi-disant défensif et au contraire fort agressif, s'il en va autrement).

Le cercle étatsunien s'exemplifie en les frères Dulles, *a fortiori* chez Donald Trump, comme si tout un chacun n'était qu'individuel jusqu'à l'hyperindividualisme, alors que pourtant produit socialement. Cette société s'occulte plutôt que s'affiche telle (car ce serait trop communiste), là où d'autres sociétés (dont Chine et Russie) ne collectivisent plus tant les individus, selon de tels aléas momentanés fantaisistes (soient-ils cruels) si conjoncturels et circonstanciels jusqu'en toute structure dont s'accaparer[1], que d'emblée structuralement, donc en en faisant l'inverse au point d'en surgir d'emblée en miroir. Jusqu'à la liberté s'en

[1] Une sociologie du type de celle de Giddens pourrait constituer leur interface : les acteurs individuels s'intègrent en leurs actions les propriétés structurales, au lieu de les laisser s'autonomiser et tout à l'inverse, s'y trouver intégrés. L'intersectionnalisme l'illustre. Par ailleurs, ce qui se tisse et se constitue socialement en commun est biffé et si dichotomisé que fait divergence entre l'atomisation individualiste éparse (ne s'en collectivisant qu'en s'agrégeant viralement et aléatoirement pour ne le reconstituer que d'une telle façon abstraite) et la tendance à le forcer et planifier pour le dire communiste, mais surtout l'en confondre avec ce qui en est forcé pour l'en rejeter, comme le bébé avec l'eau du bain.

dichotomise en deux sens inverses. D'une part, d'autant négative en toute action (dès lors si libertarienne qu'unilatéralement transactionnelle) qu'allergique à toute contrainte au point d'être en dénégation du fait même d'être située et que tout ce qui lui est autre comporte, à la fois, non seulement ce qui peut la favoriser et alors seul retenu, mais aussi ce qui peut la contraindre et est dès lors refoulé (ce qui implique d'aliéner et schizophréner toute altérité). D'autre part, d'autant positive que dans les marges du cadre (et seulement du cadre) mis en place au point de délimiter avec les situations jusqu'aux actions susceptibles d'y être mises en jeu. Le tout selon une divergence systémique d'ensemble, tant les deux tendances évacuent l'humain en le déchirant en deux tendances inverses rendues mutuellement exclusives pour qu'il ne soit pas, à la fois individuel et d'emblée aussi social.

Or, l'ONU ne peut viser le développement humain (humanitaire, développement durable et droits humains), à promouvoir par l'éventuel CI dont l'Assemblée générale peut se doter, que pour autant qu'il y a humain et que jusqu'aux écarts de puissance affectant tant paix et sécurité en créent des conditions davantage plus que moins propices, selon son CPS (et, de là, Conseil de Sécurité plus large), si s'en mettant à valider plutôt qu'invalider l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur. Instaurer une telle dynamique d'ensemble constituerait plus qu'une simple réforme gestionnaire de l'ONU, car la doterait d'un vecteur aperceptif et adaptatif.

Si l'on part d'une conception de l'humain comme individu d'emblée social et du fait que toute société humaine instaure sa dynamique entre les individus la composant et s'intériorise en se cultivant en tout un chacun d'eux, l'enjeu est, via la culture en cause, l'humanité de l'humain, dont celle de l'Américain, si un tant soit peu distingué de l'Étatsunien. Comme pour l'idée de l'Américain qui s'assimilerait à l'Étatsunien et comme pour la culture à travers le monde qui serait censée tomber sous leur coupe, les États-Unis ne semblent vouloir de l'ONU que ce qu'ils peuvent en contrôler : « Selon un acteur de l'intérieur, le sociologue suisse Jean Ziegler, vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, les États-Unis contrôlent tous les recrutements aux hauts postes aux Nations unies par le biais de la CIA. Cela aboutit à une « colonisation complète de la bureaucratie onusienne par les États-Unis » »[1]. Donc, la gestion sert à noyauter toute mission de l'ONU, autant les paix-sécurité (grevant plus de 75% du budget) que le développement humain (humanitaire, durable et des droits humains) qui, s'il s'en distingue un tant soit peu, est pourtant à reconnaître passer par la culture, dont le

[1] https://theconversation.com/les-etats-unis-et-lonu-des-relations-tumultueuses-69754.

cœur est l'identité. Jusqu'à la réforme de l'ONU serait d'emblée plombée en la faisant accroire purement gestionnaire, au point d'occulter laminer la culture autant pour la marchandiser qu'en le toujours plus vecteur géopolitique d'une guerre culturelle tous azimuts, ce qui s'exacerbe en particulier par l'IA que les États-Unis et la Chine se disputent pour déterminer lequel va asseoir son hégémonie technologique orientant tout le reste, mais non sans se buter au moins parfois sur l'UNESCO promouvant tout au contraire de préserver la diversité culturelle. Bref, la réforme dite gestionnaire l'est en regard de la conjointe exigence automate high tech lui correspondant au point de tendre à laminer ensemble toute culture (selon quel éventuel moule hégémonique ?), mais non sans quelque résurgence de la diversité culturelle. La crédibilité de l'ONU est mise en jeu, mais ne l'est pas moins celle des États-Unis, s'ils créent incessamment ses crises politique et économique pour tant la manipuler que n'en accepter que ce qu'ils en plient à leur seule volonté, donc s'ils annihilent ce que signifie son nom, à savoir ONU, comme ils peuvent s'adonner à la « cancel culture » et à leur impérialisme sur les Amériques, dont Cuba, et sur qui est Américain, dont le Cubain à qui l'imposer plutôt que le lui reconnaître, comme prototype exemplaire de l'enjeu dont prendre conscience et d'où constituer une représentation par laquelle se rendre apte à s'y mesurer. Représentation en appel d'incarnation, donc de se figurer par tel(le) représentant(e) ou encore, par-delà le mot et son masculin doublé de sa féminisation, par tel représentant d'emblée féminin/masculin, en sa réalité.

PROBLÉMATIQUE CRITÉRIANT LE CHOIX DE SES REPRÉSENTANTS SELON DE TELLES DOUBLES ACTIONS

1) Représentant issu des Amériques

La crise humanitaire cubaine issue de la radicalisation trumpienne de l'embargo étatsunien (cas réel pouvant faire l'objet d'une action spécifique) fait plus largement s'interroger sur qui est Américain (selon le trait commun visé par l'action globale, d'emblée universalisable). Les diverses Amériques sont mises au jour par la tectonique des plaques continentales, celle du Sud et celle du Nord avec leur interface par celle des Caraïbes. Être Américain peut advenir et se cultiver sans être et sans devenir pour autant Nord-Américain et *a fortiori* Étatsunien (United Stater). Parler des Amériques, en référence à sa géophysique issue de la tectonique des plaques continentales, permet d'introduire aussi du même coup sa pluralité en géopolitique : être Américain l'est des Amériques, non de la seule Amérique, *a fortiori* si nord-américaine, voire étatsunienne. Sa diversité, si reconnue être et se cultiver telle, peut être préservée. Surtout, d'autant naître non seulement biologiquement, mais culturellement selon que s'apercevant et s'en faisant reconnaître ainsi territorialement est à la source autant de la nation (jusqu'en l'ONU ?) que de la nature (dont le sexe et ce, autant du sein de soi que tout autour). Bref, la naissance, si humaine, n'est jamais seulement naturelle, autant biologique (par le sexe) que physique et même géophysique, mais aussi

culturelle, guerre culturelle incluse par sa propre identité cherchant à s'émanciper de ce qui l'aliène, surtout si tenant forcenément à l'aliéner, par impérialisme.

De cette diversité première, il est possible d'entrer dans les autres diversités, car toute culture s'inaugure par l'attitude, à savoir par le fait de considérer quoi que ce soit de la nature, dont le sexe, et de se l'intégrer autant du sein de soi que tout autour. Or, la sexuation évolutivement advenue n'est pas la sexualisation et encore moins le seul genre. Confondre le sexe avec le cisgenre alors dit binaire (si se disant homme ou femme), surtout à partir de toute une genrante mouvance LGBTQ⁺ s'en présumant s'opérer depuis l'agenré s'en disant non binaire comme d'où attaquer tout service ou commerce (salon de coiffure, etc.) ne l'affichant pas d'emblée et même si pourtant prêt à s'ajuster pour l'accommoder, est sexiste. C'est la sociosexoréférence patriarcale qui est binarisante, selon qu'ayant ou non un pénis, voire étant avec ou sans pénis, que ce soit par cisgenre ou par mouvance LGBTQ⁺. Confondre le binaire de façon toujours plus étroite d'où l'imposer ensuite à rebours par ciblage abusif, fait que la sociosexoréférence patriarcale se laminerait en la seule orientation sexuelle (de sexuation en sexualisation), elle-même en le seul genre et ce, dudit cisgenre à LGBTQ⁺ avec occulte agenré à la clef faisant confondre la binarité (d'abord sexuante) avec le cisgenre (sexualisante) qui est seulement l'une des orientations sexuelles, mais à attaquer depuis tout le reste censé s'en démarquer pour s'y imposer à rebours, surtout depuis l'agenré via LGBTQ⁺ et, de là, tous ensemble au dit cisgenre, présumé seul binaire, alors que tous surgissent pourtant de la même sociosexoréférence, seule vraiment binaire et ce, pour tous : avoir ou non et donc être avec ou sans pénis, quelle que soit l'orientation sexuelle et *a fortiori* le genre par lequel en faire une construction sociale. S'y occulte autant son propre devenir diversitaire (dont l'avènement d'un homme rose ou d'une femme mieux affirmée et paraissant s'en viriliser, tout en se disant pourtant encore homme ou femme, y compris si cisgenres, sans se le faire assigner depuis les LGBTQ⁺, surtout si depuis le sous-jacent agenré dont surgirait tous les genres) et *a fortiori* un tout autre sociosexoréférentiel que le seul patriarcal, à savoir le féminin jusque du masculin (par exemple, la fente sagittale commune aux deux sexes, la masculine étant au bout du gland du pénis en regard de la vulve féminine)[1]. Une fois la nature biaisée dès le sexe, s'ensuit bientôt l'ethnoracial gagnant d'autant en importance relative en l'idée même de nature considérée au sens biologique et même en laquelle laminer la notion de culture (censé ne plus tant se sociogénérer, mais s'ethnogénérer et, avec la race en cause, s'en faire ethnoraciale), surtout si le tout s'enreligiose, au ressort des grands filtres

[1] Y. Morin, publications depuis 2022 chez L'Harmattan.

idéologiques. Manquer le pas dès la culture, c'est manquer tout le reste en tout rapport avec la nature, donc avec le fait physique et *a fortiori* vivant de quoi que ce soit. C'est mettre en porte-à-faux et éventuellement fausser la notion de diversité que l'occulter dès l'hétérosexualité présumée n'être plus que cisgenrée et binarisée au profit de la seule mouvance LGBTQ⁺ en l'y psychologisant à outrance et en suscitant éventuellement une réaction inverse du style trumpien (pouvant si aisément conjugué le masculinisme le plus outrancier et la *tradwife* au gré d'un patriarcat d'autant pur et dur) à partir d'une individualité faite partout et en tous ces cas pur individualisme, incité à se grégariser tel. Fausser la notion de diversité (en l'occultant dès la sociosexoréférence apte à susciter d'emblée des cisgenres différents pour faire accroire que la diversité ne serait que LGBTQ⁺), fausse les catégories fondamentales de la pensée que sont l'autre et le même, dont l'altérité (diversité) et l'identité plutôt que seulement et respectivement l'autre que soi et l'identique à soi *stricto sensu* egoïque, voire egocentrique, ethnocentrique, etc. De plus, est seul vraiment binaire avoir ou non un pénis, ou si vous préférez, être avec ou sans pénis, non seulement chez tout hétérosexuel, mais aussi jusqu'en mouvance LGBTQ⁺, mais tous selon une même sociosexoréférence patriarcale. Ce n'est aucunement être cisgenré, comme si sans valoir aussi pour tout autre genrance. Cette culture mentale de la pensée, faisant sortir hors de la nature, dont jusqu'au sexe (surtout si pour l'en manipuler), se méconnait en sa sous-jacente culture tout court faisant considérer la nature, voire en prendre soin et l'élever. Cette tension révélant la culture en son devenir est apparue dès la Renaissance, mais s'est mise à dériver. Un sexoréférentiel plus féminin jusque du masculin fait ressortir, avec la fente sagittale au bout du gland du pénis, une commune fente sagittale entre les sexes, etc., plutôt que seulement avoir ou non, voire être avec ou sans pénis. Avant toute genrance et *a fortiori* toute exacerbation se polarisant entre les extrêmes de la genrance jusqu'à la plus agenrée en virant sexiste et le patriarcat pur et dur refusant de s'en faire siphonner son propre pouvoir à son propre encontre, comme l'illustre le trumpisme s'étant mis à bannir toute ladite EDI (Équité, Diversité –ainsi fort tronquée et biaisée– et Inclusion) de l'éducation, de l'armée, etc., jusqu'à étendre sa guerre culturelle au sein des grandes plateformes numériques, dont Netflix d'où chercher à faire bannir Susan Rice de son Comité administratif, car elle est issue de l'administration Obama avec laquelle ainsi se polariser par d'incessants et mutuels arguments *ad hominem* visant à supprimer le messager pour supprimer le message. De plus, la présence de David Ellison dans la loge présidentielle lors du discours sur l'état de l'Union n'est pas passée inaperçue, car son Skydance Media a déjà acquis Paramount et Trump

pourrait bien créer un environnement réglementaire le favorisant au détriment de Netflix. Entre-temps, Trump a déjà menacé et fait reculer le gouvernement canadien qui, de Trudeau fils à Mark Carney, s'apprêtait à taxer les plateformes numériques étatsuniennes, tandis que le Québec a réussi à promouvoir sa souveraineté (et sa sécurité) culturelle(s) auprès de l'UNESCO. D'autres Américains, à savoir canadien et québécois par-delà le cubain, que l'étatsunien. Eux aussi aux prises avec un semblable, mais plus subreptice colonialisme impérialiste cherchant à s'imposer du canadien au québécois. Problématique complexe et ramifiée. Elle s'instaure et transparaît du plus universel au plus spécifique, mais spécifique diversement contextualisé comme d'où parvenir plus ou moins bien à s'apercevoir acquérir son sens et se porter ainsi à l'universel. C'est ce qui exige des doubles actions aptes à articuler les deux pôles, si pour éviter qu'ils n'éclatent et s'exacerbent.

Comprenons bien depuis l'arrière-fond historique le sens de la relation entre Cuba et les États-Unis qui s'est autrefois instaurée et qui est en train de rejaillir aujourd'hui. Les États-Unis sont intervenus militairement à Cuba et en ont évincé un régime espagnol brutal en 1898. Toutefois, loin de l'en libérer, ils y ont imposé l'amendement Platt leur accordant un droit permanent d'intervention par lequel reconduire, mais à leur propre profit l'emprise coloniale tout juste délogée. La façade d'indépendance instaurée sous Batista en 1902 ne faisait au contraire qu'entériner l'étatsunienne mise sous tutelle et son droit d'ingérence. De là, a germé autant le support à Fidel Castro pour s'en libérer que le crime de lèse-majesté que les États-Unis en ont éprouvé en se faisant accroire qu'il s'agissait d'abord d'une lutte d'un pays libre qu'ils se disaient être, alors même que l'en aliénant, et d'un pays communiste censé en être l'antithèse, comme s'il s'agissait uniquement de deux régimes politiques s'affrontant (dans le contexte de la polarisation globale entre États-Unis et URSS s'étendant alors à la planète) pour mieux occulter le ressort de l'instauration de l'état de leur relation. Il est si tentant d'occulter toute structure géopolitique en son seul et si évident pur rapport manifeste de forces plutôt que de tenir compte d'abord de sa genèse. Bref, les États-Unis, après avoir échoué à déloger Fidel Castro, se sont mis à enkyster leur mal-être par embargo à faire peser sur Cuba. Embargo que Donald Trump, comme en tout ce qu'il fait, a radicalisé en pression maximale, question de ne plus seulement contenir, mais étouffer et même faire tomber le régime cubain. Marco Rubio en fait une affaire personnelle censée être identitairement généralisable de lui à tout Cubain et Donald Trump ne demande pas mieux que de l'utiliser comme l'une des voies de sa propre mise en spectacle s'exacerbant et cherchant à faire

accroire à tous que Cuba serait une menace à la sécurité nationale étatsunienne (le dire est y croire et c'est censé suffire). Bien sûr, tout ce qui de la Chine ou de la Russie pouvant passer par Cuba est en cause, sans jamais se questionner sur ce qui pourrait contribuer à ce que Cuba devienne une démocratie plutôt que de se faire spolier et aliéner par une soi-disant démocratie ne cherchant qu'à le mettre à sa botte. De fait, Cuba est plutôt une tache dans l'hégémonie étatsunienne, autant sur tout l'hémisphère occidental à laquelle prétendre que fort allergique à tout ce qui n'est pas elle-même.

Dénoncer annuellement l'embargo, *a fortiori* sa radicalisation au gré d'une cruelle persécution étatsunienne trumpienne (juste pour avoir la peau de l'autre et s'en faire un manteau avec lequel parader) ne suffit plus. Face à « Cruello »[1], sont en cause les quatre piliers de l'ONU : les paix et sécurité du pays sont menacées par l'impérialisme étatsunien (du sein jusqu'à l'extérieur du CPS), la crise humanitaire s'ensuivant est saillante et exige d'y répondre rapidement, le développement durable en devient d'autant nécessaire (par accélération de la mise en place d'énergies renouvelables, dont le solaire, pour amoindrir l'impact de pannes généralisées d'électricité issue de la dépendance au pétrole principalement visé par l'embargo étatsunien trumpien, voire à l'obsessif pétrodollar, lui-même en voie d'être cryptomonétisé) et enfin, les droits humains (à savoir d'individus d'emblée sociaux). Surtout, ces droits humains se révèlent être des droits américains qui ne sont pas qu'étatsuniens et portés à isoler et tronquer en tout humain l'individu du fait d'être d'emblée social, d'autant qu'étant en formation réactionnelle et en miroir de toute tendance le tronquant en sens inverse et en miroir ailleurs sur la planète, selon un seul et même refoulement de l'humain comme tel[2].

[1] Eh oui ! S'il me faut être plus explicite, Cruello est le masculin de Cruella dans *Les 101 dalmatiens*. Peut-on espérer que la fin soit aussi heureuse en la réalité qu'en le film ?

[2] Ce qui est nouveau : le pouvoir fédéral étatsunien ne procède plus tant indirectement, par la CIA, pour s'attaquer à des régimes, mais plus ouvertement, et de lui-même, pour se complaire en sa propre mise en scène, par simple cruauté se complaisant en elle-même et euphémisée en « Art of the Deal » : l'hyperindividualisme étatsunien vire en egocentrisme. Ailleurs, en la guerre russo-ukrainienne, on constate une attaque militaire plus directe sur les infrastructures énergétiques civiles. L'enjeu omniprésent au XXI^{e} siècle est le tout début de toute chaîne d'approvisionnement et de toute productivité à la source de quelque capitalisme que ce soit. Tous les impérialismes ne veulent d'autre capitalisme que le leur, dès sa source, par main mise sur le territoire et lesdites ressources comme matières premières dont tirer quelque plus-value ainsi capitalisable. La façon de Donald Trump d'aborder la paix en Ukraine ne vise qu'une telle commercialisation. Même chose quant à son Conseil de la paix à Gaza. L'ONU ne peut donc que se leurrer en se faisant accroire que les paix et sécurité censées passer par son CPS ne concernent que la guerre et l'agression militaire. Celles-ci se creusent avec le capitalisme à même le territoire et donc, ultimement, la géophysique en cause. Il n'y a plus de géopolitique, via sa géoéconomie si capitalistement pervasive et surtout ainsi fort radicale, que géophysique.

La diversité humaine est d'emblée une diversité culturelle dont le cœur est la diversité identitaire permettant d'être qui être, et ce, au point d'en être tant un qu'en être soi, ce qui conditionne tout rapport au réel si pour y apercevoir quoi ce soit y être ce qu'il est, voire l'identifier en parvenant à en unifier divers aspects caractéristiques le constituant et se rassemblant comme la compréhension de sa conception en regard de son extension à en délimiter. Ce sens de soi (et de tout ce qui lui apparaît dans le monde où se situer avec lui) se constitue diversement dès la Renaissance, à travers la Modernité, jusqu'au XXI[e] siècle[1]. Ceci ramène à la tension entre UNESCO et États-Unis comme entre, respectivement, diversité culturelle et laminage culturel qui, non seulement la marchandise, mais d'abord l'encarcane et draine géopolitiquement. L'évocation trumpienne d'une prise de contrôle amicale de Cuba serait-elle autre chose que d'en faire une réminiscence de l'emprise extraterritoriale ayant permis aux riches puritains d'aller y relâcher leurs mœurs et d'en faire le bordel (plus marché d'armes, casinos et blanchiment d'argent) des USA qu'il a été du temps de Batista (banc d'essai à l'ultérieure instauration du Shah en Iran, de Pinochet au Chili, etc.) ? L'y soumettre de nouveau, même si autrement, à leur seul bon plaisir et à leur fantaisie ferait-il oublier sa symptomatique et persistante conversion entre-temps advenue en entreprise privée internationalement opérante sous Epstein[2] et le fait encore plus général que « le trafic sexuel aux États-Unis est une réalité industrielle, pas anecdotique »[3], tout comme le trafic humain plus large se bute sur un système étatsunien de santé qui serait souvent le seul lieu où pouvoir le détecter, mais qui est non formé et est rendu inapte à l'identifier ? Prise de contrôle soi-disant pacifique (par embargo radical fabriquant la misère) de Cuba, écho de Gaza, à savoir à son effigie et surtout, sans aucun passage si ce n'est artificiel par l'ONU ou quelque instance internationale visant un meilleur équilibre d'ensemble, car d'emblée à infléchir dans le seul sens faisant son affaire. L'enjeu : l'emprise extraterritoriale jusque sur les humains en cause et jusqu'en ce qui leur est le plus intime, à savoir leur identité et le cas échéant leur sexe, de l'étatsunien en tout américain de tout pays des Amériques, dont le cubain serait exemplaire[4]. Et en

[1] Ceci est dorénavant cerné dès la Renaissance, au ressort de la Modernité et jusqu'au XXI[e] siècle, par Y. Morin, *De l'humain à l'humaniste dans le monde, Le sens de soi, du débat entre Ficin et Pic à Descartes et au XXI[e] siècle*, Paris, L'Harmattan, 2025.

[2] Longtemps camouflé, le lien avec Donald Trump émerge. Voir https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/analyse-un-courriel-non-expurgé-d-epstein-contredit-la-version-de-trump-et-personne-à-la-maison-blanche-ne-sait-quoi-répondre

[3] https://dosequotidienne.ca/2026/02/28/analyse-trafic-humain-trump-accuse-le-venezuela-mais-qui-regarde-dans-son-propre-miroir/

[4] Donald Trump, en son décret du 29 janvier 2026, Addressing Threats to the United States by the Government of Cuba, invoque y apercevoir d'autant une menace directe à la sécurité nationale qu'une entrave à la juridiction

traitant les droits humains selon une géopolitique variable selon qu'allant ou non dans le sens des intérêts étatsuniens, ce qui nuit à sa cohérence morale et sa crédibilité politique. Pattern récurrent : refuser de s'inclure et de se voir dans l'ensemble pour tout au contraire s'y imposer et l'en infléchir autant à son seul profit et en se pavanant qu'en accusant les autres, sans jamais s'y apercevoir comme en son miroir où, faute de pouvoir s'y admirer, toujours plus s'y ignorer et décrier en son propre reflet, à force de s'y occulter et projeter, mais dont le retour comme de son propre refoulé le réactive et est si résurgent que vient l'en hanter. Ce refoulé croît rapidement. L'illustre le Reste du Honduras face à Prospéra, comme tout le *Rest of the World* face aux Cités-États libertariennes cherchant à s'implanter un peu partout et coloniser de l'intérieur les États.

Peut donc seule être choisie pour siéger au Conseil Indépendant une personne prête à endosser la promotion des quatre piliers de l'ONU et en particulier, qu'il n'y a d'Amérique que selon ses diverses Amériques et qu'il n'y a donc pas l'Américain confondu avec l'Étatsunien, mais l'Américain valant pour tout un chacun des pays des diverses Amériques et les faisant s'y regrouper tels, dont le Sud-Américain et le Nord-Américain avec leur interface caraïbéenne. Sa première tâche est d'aider l'Assemblée générale onusienne à s'affiner selon trois axes pour mieux réaffirmer :

— que l'ONU répond à la crise humanitaire cubaine ainsi créée (et en conjointe exigence accrue de développement durable et de droits humains) en incitant et contribuant à toute action internationale visant à y pallier par une aide humanitaire faisant preuve d'une Solidarité Internationale pour Cuba dont le mouvement est à créer comme premier prototype d'ultérieures autres luttes au sein des Amériques et de qui y est Américain (même sans être étatsunien, *a fortiori* si ce n'est que pour en être extraterritorialement assujetti) afin d'y favoriser un devenir plus démocratique et non confondu avec le libéralisme qui commence à s'instaurer en agriculture, qui est aussi promu par le neveu de Castro et qui risque de tomber sous emprise du libertarisme étatsunien guère meilleur que la dictature cubaine actuelle, car exacerbant et exportant la « cancel culture » faite

extraterritoriale l'en révulsant au point d'avoir à lui afficher sa tolérance zéro : « The Cuban regime continues to spread its communist ideas, policies, and practices around the Western Hemisphere, threatening the foreign policy of the United States. (…) The United States has zero tolerance for the depredations of the communist Cuban regime. » Le fait que des Américains, à savoir les Étatsuniens, se donnent pour les Américains est occulté. Se révèle qu'un tel étatsunien « deal » avec Cuba n'est que « to deal with the national emergency ». L' « Art of the Deal » concerne ses propres affaires et l'autre mis à sa main et sous sa botte. Trump empire la réduction à l'absurde face à la montée de l'aile socialiste des Démocrates aux États-Unis. McCarthysme devenu libertarien pour lequel tout ce qui diffère est menace communiste. C'est comme cela que l'Iran de Mossadegh, dénié en sa démocratie, a viré en dictature.

« hypocrisie égoïste »[1], en la naturalisant, donc en la faisant accroire aller de soi, là comme ailleurs;

— que l'ONU promeut le droit international contre lequel les États-Unis, surtout depuis que trumpiens, agissent, voire réduisent à l'absurde, si forçant par leur embargo radical, l'émigration massive (pour la plupart des citoyens ordinaires bien plus que des dissidents politiques, sauf généralisation abusive à laquelle faire accroire pour biaiser sa réalité) qui, si elle arrive aux États-Unis, est criminalisée par leur police des frontières;

— et que l'ONU reprend explicitement le leadership du devenir démocratique mondial que, comme tous peuvent le constater là et quasiment partout ailleurs, les États-Unis trumpiens ont abandonné (car ne recherchant plus aucunement le leadership, mais la seule domination à impérialistement élargir, et ce, à leur seul profit).

Quant au rapport plus spécifique des États-Unis à l'agriculture (dont celle en train de se libéraliser à Cuba, si elle ne s'en libertarise jusqu'à la « cancel culture » par hypocrisie égoïste), voici ce qu'il en est : ils se donnent façade internationale interétatique de préconiser le libre-échange, mais, s'ils ne sont pas directement protectionnistes en entravant et limitant la libre importation de denrées alimentaires (risquant d'entraîner une baisse autant de leur prix que des salaires, mais avec hausse des conflits de travail des employés salariés avec leur employeur), ils le sont indirectement, du fait de subventionner leur propre industrie agroalimentaire dont les dirigeants et employeurs font du lobbying et diverses autres pressions politiques auprès de l'État pour l'être et dont l'offre peut

[1] L'expression est de Peter Scowen, *Le livre noir des États-Unis*, Traduit de l'anglais par Pierre R. Desrosiers, Montréal (Québec), Les Éditions des Intouchables, 2002, p. 282. Même si « un Livre noir pourrait être écrit sur tous les pays de la planète » (p. 14), celui portant sur les États-Unis est exemplaire. Il est sidérant de constater jusqu'à quel point les États-Unis, d'un seul et même souffle, prêchent et trahissent la démocratie. Cette hypocrisie est si corrosive que démocratiquement autodestructrice. S'instaure un incessant « deux poids deux mesures » non seulement des États-Unis envers d'autres pays pour asseoir leur hégémonie panplanétaire mais au sein des États-Unis. Le bipartisme politique total n'y est que le véhicule d'opinions et de positions de groupes d'intérêts nationaux et locaux (p. 218). Le système électoral est d'autant dysfonctionnel que discriminatoire que tend à voler les élections, non seulement entre les représentants des deux partis, mais aux électeurs, dont le massif refus de droit de vote à maints Noirs et Hispaniques en 2000 et la résistance à tout autoexamen susceptible de traduire le malaise face à une telle injustice en effort (et donc en prix sociopolitique à payer) pour l'éradiquer. Tel est le problème : non seulement du même souffle, prêcher et trahir la démocratie, mais résister à tout autoexamen pourtant seul susceptible de permettre de s'assainir et s'en rectifier dès son idéation jusqu'en sa logique alors ainsi exprimée. Sinon sa pure idéologie cherche d'autant à se réifier partout qu'à inhiber, refouler et finalement trahir, mais en projetant et faisant accroire que c'est n'importe qui d'autre sauf soi-même (et tous ses adeptes) qui trahit ce qui est prêché. Bref, « Lorsque les États-Unis trahissent la démocratie au Nicaragua, au Chili, au Guatemala, en Iran, en Corée du Nord ou dans d'innombrables pays en voie de développement dirigés par des despotes brutaux qui s'attirent le soutien et l'armement américains au nom de l'anticommunisme ou de l'antiterrorisme, ils corrodent la notion même de démocratie à l'américaine comme mode de vie supérieur » (pp. 287-288).

être mais artificiellement à moindre prix (non plus seulement politique mais aussi économique) et être surtout celle de produits caloriques (« énergétiques ») de faible teneur nutritive. Le tout ne se globalise qu'en virant en « globésité », terme forgé par l'OMS pour rendre compte de la surcharge pondérale et l'obésité extrême s'ensuivant, et en dite « américanisation » (de fait étatsunisation si idéologiquement donnée qu'hégémoniquement imposée pour toute l'étendue continentale des Amériques). Se prétendre d'autant toujours plus planétairement globalisant (tant de tels États-Unis cherchent à se faire confondre avec continentalisant et, de là, mondialisant) consiste à exiger toujours plus, mais des autres un libre accès à leurs marchés, bref exactement le contraire de ce qu'ils font eux-mêmes, et ce, sous façade de promouvoir le libre-échange (tant et uniquement tant qu'il est en leur faveur et autrement, comme Donald Trump s'y spécialise, en disant que tout avantage de qui que ce soit d'autre en quelque domaine que ce soit est injuste envers les États-Unis qui s'en défendent en l'agressant, « art of the deal » oblige). S'y ajoute quelque aura d'une indestructible liberté (une telle liberté à double standard néomercantiliste, non seulement à son seul propre profit, mais d'abord, aussi et surtout à sa seule fantaisie, fût-ce la plus cruelle) censée semblablement se propager et se communiquer à tout et l'en faire rayonner en tout par la même occasion. Tout y passe : politique, économie et, de l'une à l'autre, culture, laquelle n'advient que du sein de la Nature, même si pouvant se porter hors d'elle, voire se surnaturaliser en des dieux, voire en Dieu, mais selon des modalités différentes selon justement les cultures. Cela a pu ressortir, après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, en la figure de Georges W. Bush fils qui, n'ayant à peu près rien fait jusque-là, a alors pris figure de héros, mais restant néanmoins proche du peuple pour se faire auprès de lui l'oracle et non l'émanation, plutôt ailleurs promue et démonisée, de Dieu : « Les États-Unis avaient grand besoin d'un président héroïque, et le réflexe fondamentaliste du pays fit en sorte de le faire exister. Le public ne le vit pas comme une émanation directe de Dieu, à la manière de l'ayatollah Khomeyni ou de César Auguste, mais comme l'oracle des dieux américains du courage et de l'indestructible liberté. »[1] En jaillit le libertarisme trumpien qui, lui, ne s'embarrasse

[1] Scowen, pp. 212-213. En Iran islamique, les États-Unis et Israël sont les Satans. Ce miroir spéculaire en termes mutuellement extérieurs l'un à l'autre ne saurait camoufler le miroir interne, tant la domination étatsunienne faite israélienne vers l'extérieur, ultimement l'Iran (avec Chine et Russie en arrière-fond), ne vaut que par sa propre classe dominante qui, elle, a été obsédée par le contrôle du pétrole saoudien (d'où lier les autres pays arabes et en normaliser la relation avec Israël). Or, Bush fils a été le premier à paraître le chef de fils des fondamentalistes protestants étatsuniens, lorsque les conservateurs religieux se sont transformés à travers lui (sans qu'il les en sollicite et s'offre tel à eux) en mouvement politique, ce que la mouvance MAGA n'avait pu obtenir sous Reagan (Achcar, 2002, 24 et 111, mais qui l'a obtenue sous Trump. S'éclaire la métonymique chaîne axiomachique par effet entonnoir faisant que

pas de telles distinctions et remonte jusqu'à leur origine pour s'implanter à leur source : fonder le Temple trumpien axé sur la seule fidélité peut mettre à mal toute autre religion, jusqu'à la plus monothéiste, autant par mystère d'être si purement et totalement laïque (mais levier de l'action divine censée s'y révéler) que par son article 1er de foi, à savoir que l'élection de 2020 lui a été volée plutôt que c'était lui qui cherchait à la voler (par simple miracle de pouvoir faire la réalité tout l'inverse de ce qu'elle est, ce qui exige par contre d'être paranoïaque schizophrénant mégalomane narcissique). Sous façade de l'hyperindividualisme promu tous azimuts, les États-Unis entiers s'en font très socialement les promoteurs, mais s'occultent tels. Rien n'est plus « cancel culture » que laminer toute sociogenèse de quelque culture en pure psychisation la plus hyperindividualiste, puis de là, ethnoracisation (*a fortiori* ethnoracialisation faisant se laver, monopoliser et accuser à sa seule fantaisie qui que ce soit d'autre d'ethnoracisme) à faire s'enreligioser telle jusqu'en la laïcité. Rappelons que Durkheim, en son analyse du suicide, n'a pu fonder la sociologie qu'en distinguant le fait social du psychique. Ceci vaut *a fortiori* en regard de l'ethnoracial, si la sociogenèse, non s'y réduit, mais est préservée à la source de la culture. Le XXIe siècle est exigence de retracer ET faire que resurgisse la culture coévoluant avec la nature.

Mettre fin au récurrent rituel onusien annuel de simplement dénoncer l'embargo envers Cuba[1] peut le transformer et le charger de ces nouveaux enjeux à en expliciter : le problème, même s'il y est exemplaire, n'est pas que cubain, mais plus largement américain (bien autrement que ne le pense, en sens inverse et impérialiste, l'étatsunien, surtout le trumpien) et engage tout pays des Amériques et de là, aussi des autres Continents, au sens géophysique des plaques tectoniques

la population ne s'aperçoit pas se fondre en sa classe dominante si axée sur son obsessive tendance dominatrice (quant au pétrole, voire au pétrodollar, via l'entente saoudienne, *a fortiori* en son expansion par Accords d'Abraham), au gré d'un abrutissement médiatique auquel d'autant se soumettre qu'en retenir se déployer extérieurement et s'occulter s'instaurer d'abord intérieurement.

[1] « Il existe, dans le droit international, des dispositions claires sur les sanctions qui affectent de manière disproportionnée les populations civiles. L'Assemblée générale des Nations Unies vote chaque année — chaque année depuis trente ans — une résolution condamnant l'embargo américain contre Cuba. Le vote est typiquement de l'ordre de 187 contre 2. Les deux : les États-Unis et Israël. Le monde entier dit que c'est illégal. Washington s'en moque. (…) Et quand le réseau électrique s'effondre sous le poids de cet embargo que le monde entier condamne, le président américain ne propose pas de lever les sanctions. Il propose d'envahir. (…) *La pression externe ne produit pas de transition démocratique. Elle produit soit de la résistance, soit du chaos. Jamais de la liberté.* » https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/analyse-cuba-n-est-pas-le-venezuela-la-menace-de-prise-de-pouvoir-de-trump-entre-en-collision-avec-l-état-révolutionnaire-discipliné. L'auteur précise que ce chaos pourrait produire une crise humanitaire d'autant prononcée, non seulement sur l'île, mais aussi par éventuel débordement en exode massif vers les États-Unis trumpiens fort répressifs, car inaptes à s'assumer créer la crise. En juin, les cartes de crédit et le système bancaire sont attaqués. L'ONU va-t-elle les soutenir, créer une instance pour que le système financier échappe à cette juridiction extraterritoriale ?

comme référentiel commun à la géopolitique panplanétaire, bien plus mondiale que ladite globalisation.

Tout change si l'ONU prend dorénavant en charge ce que tous savent, mais qui fait usuellement l'objet d'un tabou étatsunien impérialiste (quant à qui est Américain jusqu'en le Cubain et tout pays des Amériques) au point de s'intérioriser et se reproduire dans les discours internationaux jusqu'aux plus interétatiques. Cette notion de l'Amérique (d'emblée des diverses Amériques ?) et *a fortiori* de l'Américain distinct de l'Étatsunien (donc à nommer tel pour le signifier ne représenter que l'un d'eux) est à annoncer comme ce qui est à privilégier dans tous les documents onusiens et dans toutes les relations internationales impliquant l'ONU. Si l'usage s'en répand aussi hors de l'ONU, s'ouvre une nouvelle ère géopolitique.

De plus, l'année 2026 est une année charnière pour agir : élections mi-mandat aux États-Unis et d'abord ACEUM, non pas tant en renégociation (car valide jusqu'en 2036) qu'en examen conjoint avec révision d'irritants. Donald Trump essaie-t-il d'employer le même stratagème que lors de son 1er mandat, à savoir exclure d'abord le Canada pour négocier avec le seul Mexique, puis faire fléchir le Canada ? Surtout pas une vue d'ensemble, car à réduire aux seuls États-Unis d'où y procéder par deux bilatéralismes, soit épars, soit au mieux mis en succession selon un style dit transactionnel et de part en part néo-mercantiliste, à savoir axé sur son seul propre profit. À l'époque, c'était pour avoir un droit de regard sur les relations du Canada avec la Chine. Cette fois-ci ce pourrait l'être de l'alliance du Canada à la fois vers l'Asie, y compris la récente bonne entente canadienne avec la Chine, et l'Europe, jusqu'en Arctique, dont le Groenland. Le Canada, en plus de se rapprocher du Mexique, se mesure non pas tant à des irritants qu'à des violations de la part des États-Unis trumpiens par leurs tarifs douaniers et il patiente pour ne pas céder à leurs pressions de concession, en attendant les élections étatsuniennes de mi-mandat qui, si elles ne les exacerbent, joueraient en sens inverse, sans parler de menaces trumpiennes de se retirer, ce qui exigerait un préavis de six mois. Si les États-Unis trumpiens obtenaient des concessions dans les secteurs les faisant dépendre du Canada (acier, aluminium, pétrole…), ils pourraient évacuer toute entente globale et faire fi de tout le reste, dont les PME canadiennes et maints secteurs plus spécifiques, dont la gestion de l'offre (importante pour le Québec) dans le secteur des produits laitiers qu'ils veulent percer et que Marc Carney fait accroire vouloir défendre, mais en nommant Mark Wiseman qui s'en fout pour y veiller. Comprenons bien toute l'ampleur de l'enjeu géopolitique imbriqué en l'enjeu géoéconomique : plus que

l'ACEUM, le Mexique se révèle être la tête de pont nord-américaine de toute l'Amérique latine et de tout son déploiement sud-américain (dont le canal de Panama déjà passé sous contrôle de l'entreprise privée étatsunienne Black Rock en vue de régir les échanges commerciaux entre l'Atlantique et le Pacifique)[1], tout comme le Canada l'est tant à l'interface de l'Asie et de l'Europe jusqu'en Arctique (dont le Groenland) qu'a surgi l'idée de son intégration à l'Union européenne, donc d'un transatlantisme selon une tout autre interface transpacifique avec l'Asie que la seule étatsunienne et sa prise de contrôle de Panama. Le Canada est prêt à examiner, mais non à accepter l'idée, encore moins une éventuelle invitation formelle, ne serait-ce que par ce qui s'en mettrait à gronder au sud de sa frontière ou par les éventuels impacts des politiques européennes (en immigration, gestion de l'offre, etc.), surtout que l'option hanséatique (par alliance et mise en commun face au voisin prédateur) peut suffire et préserve l'autonomie. Il est hautement significatif que la Communauté Économique Européenne se soit faite Communité Politique Européenne depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 et qu'elle ait invité en 2026 le Canada à son sommet en Arménie, autant éventuelle candidate à s'intégrer que proche de l'Iran où se porte la guerre israélo-étatsunienne. L'enjeu, plus que des seules voies commerciales, est d'abord extractiviste, donc de contrôle des territoires d'où pouvoir puiser davantage de ressources naturelles au ressort des chaînes d'approvisionnement, puis l'enclenchement de la capacité productrice, l'expansion des marchés avec la consommation et enfin, la toujours plus forte orientation du tout par high tech. Dont la faramineuse plateformisation, au gré de la concentration étatsunienne panplanétaire de plus de la moitié des centres de données (plus *Cloud Act* pouvant obliger toute entreprise privée à remettre ces informations au gouvernement fédéral et faire compétition à la surveillance chinoise, mais en faisant semblant de ne pas y procéder, donc encore

[1] Sous Justin Trudeau, Black Rock a conseillé la création de la Banque d'infrastructures. Mark Wiseman, ayant alors travaillé pour Black Rock, a aussi contribué à l'Initiative du siècle conseillée par McKinsey en vue de faire hausser l'immigration n'importe comment, surtout au Québec dont il se foutait, et sans aucunement tenir compte des conditions de possibilités réelles d'accueil (logement, école, hôpitaux, intégration municipale et provinciale, etc.) à créer pour y parvenir, au lieu de susciter tous les dégâts alors causés par son incurie généralisée. Il est le nouvel ambassadeur du Canada à Washington et y a été nommé par Mark Carney, en vue de la révision de l'ACEUM. Black Rock : le plus important gestionnaire privé d'actifs au monde et un monstre financier aux tentacules planétaires. Contrairement à son discours à Davos appelant les puissances moyennes à s'unir face aux superpuissances, Mark Carney a fait du Canada (avec l'Australie) le(s) seul(s) pays à appuyer la guerre d'Israël et des États-Unis contre l'Iran pour des considérations purement domestiques, hors droit international interétatisé. Plus encore, l'incitation à s'aligner sur les minéraux critiques en vue de se militariser se double d'une semblable manière interne de faire quant aux dits grands projets d'intérêt national, par exemple le TGV Québec-Toronto qui, tout en ne faisant aucunement l'objet d'un projet concret auprès de la Banque d'infrastructure et d'évaluation du sol pour son trajet, force entre-temps les populations, municipalités et agriculteurs, en suspendant lois, règlements et acceptabilité sociale. Humain si individuel qu'individualiste et tronqué d'être social ?

et toujours par hypocrisie égoïste, surtout si avec prototypiques ITAR (*International Trafic In Arms Regulations*, selon une juridiction extraterritoriale qui date de 1976, est définie depuis l'*United States Munitions List* (USML) et impose sa surveillance réglementaire incessante, jusqu'en les satellites, à l'encontre d'entreprises chinoises et au profit d'étatsuniennes depuis 2010, en plus de bloquer des transactions militaires aériennes de la France avec l'Égypte, etc.) et FARA (*Foreign Agents Registration Act* remontant à 1938, mais chez soi, si ne faisant pas s'y mouler et en gruger et anéantir ce qui peut y correspondre chez les autres pour les en défoncer unilatéralement, etc.). Comment tout hiérarchiser depuis soi s'il peut y avoir d'autres souverainetés que la seule sienne ? Un décret trumpien vise à étendre la juridiction extraterritoriale étatsunienne jusqu'en les eaux internationales pour y extraire des minéraux critiques de façon illégale ou conflictuelle à l'échelle mondiale contre l'Autorité Internationale des Fonds Marins (AIFM) soutenue par l'ONU, tandis que le G7 cherche à se déprendre de sa dépendance face à la Chine (qui, elle, y a déjà investi) pour en stabiliser les chaînes d'approvisionnement en même temps que persister à externaliser les coûts écologiques de sa métallurgie. Un autre décret trumpien, le 14196, vise à créer un fonds souverain pour « libérer » les accès aux ressources naturelles, d'abord aux États-Unis, quitte à éliminer le plus possible les aires protégées (donc aussi les espèces vivantes) et tout leur rapport avec le climat plus généralement considéré, mais aussi ailleurs, par de conjointes visées expansionnistes et impérialistes vers le Canada et le Groenland. Pour se dégager du Canada, Trump autorise l'exploitation de millions d'hectares de forêts aux États-Unis, dont l'Alaska, autant la forêt du Tongass que de nouveaux champs pétrolifères, abstraction faite du méthane encore plus dommageable que le CO_2 pour le climat. Pour Trump, l'eau douce canadienne (la plus importante de la planète) n'est qu'un robinet à ciel ouvert à faire s'écouler vers les États-Unis, ce qui peut mener à une intense problématique de sa gestion entre les deux pays. Sans parler du reste : minéraux critiques, etc. Capitalisme ne s'étant dégagé du mercantilisme que se trouvant toujours plus en train d'y régresser et se faire néomercantilisme (transactionnellement utilitariste à son seul propre profit), quitte à plomber tout libéral laissez-faire pour n'être plus que libertarien gestionnaire… jusque chez le voisin à prédater (source de matières premières) pour s'en industrialiser (source de plus-value), mais surtout à enferrer par plateformisation jusqu'en crypto-pétrodollarisation pour en infléchir l'économie entière. Mark Carney constate donc que l'intégration du Canada avec les États-Unis n'est plus une force, mais une faiblesse dont se prémunir. Amérique(s) aux Américains… étatsuniens ?

Bref, hormis cette interface plus nordique et *a fortiori* la plus large interface par le libre-échange nord-américain en train de se réviser, si l'Amérique du Sud se conjugue avec l'Amérique centrale jusqu'au Mexique, en tant qu'Amérique latine, est-ce que sa représentation au sein du Conseil Indépendant par le Mexique serait initialement à privilégier, du moins en l'état actuel de la situation américaine, à savoir des Amériques ? Peut même surgir une intense interface entre l'Assemblée générale, surtout si dotée d'un CI où figure une telle représentation, et le Secrétariat général, d'où faire se coordonner et s'intégrer les quatre missions de l'ONU.

Bien noter que 80% des armes des cartels de la drogue (sans parler de l'avocat, etc.) au Mexique proviennent des États-Unis (dont les si libres entreprises de fabricants d'armes, parfois jusqu'à se cacher sous des prête-noms, pourraient être traitées de complices du terrorisme érigé en gouvernance locale sur plus du tiers du territoire mexicain), tant une relation symbiotique s'est établie entre eux et la cocaïne transitant vers les États-Unis (et même, cachée dans des trains, jusqu'au Canada), alors que Donald Trump cherche à faire accroire que ses tarifs douaniers punitifs peuvent régler la situation (sans parler de la complicité européenne par indifférence structurelle bancaire à l'argent blanchi et au fait d'être, après les États-Unis, le 2e marché mondial de la cocaïne, dont, avec la kétamine, les taux ont augmenté dans ses eaux usées, surtout les fins de semaine)[1]. Trump prétend même instaurer une coalition anticartel avec des pays d'Amérique latine (sans le Mexique, le Brésil… trop de gauche, mais sans plus longtemps y inclure la Colombie venant de virer à droite, et, dans le cas du Mexique, trop susceptible de révéler la source réelle du problème qui se trouve aux États-Unis). Elle est censée aussi faire tomber Cuba à son propre profit pour instaurer son dit « Bouclier des Amériques »[2], aussi appelé Coalition contre les

[1] Et ce n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Pour l'administration Trump, le financement public de la lutte contre le terrorisme intérieur est d'autant à diminuer, voire éventuellement supprimer, que tout terrorisme est censé n'être toujours plus qu'extérieur. À l'image de tous les messages lancés par la présidence Trump contre les migrants, les non-Blancs, etc., se préparent des instances (dont les leaders de Aryan Freedom Network, des enfants du Ku Klux Klan) pour être prêtes lorsque le temps de la violence, censée tout régler à l'intérieur du pays, éclatera plus pleinement. Trump aura sa milice armée prête et, comme à son habitude, il aura juste à désigner une cible sans avoir dit de l'attaquer pour que ça arrive, tout en faisant accroire n'y être pour rien. Le Temple trumpien en ses rituels.

[2] « La réaction du président cubain Miguel Diaz-Canel a été immédiate et sans équivoque. Sur le réseau social X, il a fustigé l'initiative américaine. « Le petit sommet réactionnaire et néocolonial de Floride, convoqué par les États-Unis avec la participation de gouvernements de droite [d'Amérique latine, NDLR], engage ceux-ci à accepter l'usage létal de la force militaire américaine pour résoudre des problèmes internes, ainsi que pour assurer l'ordre et la tranquillité de leurs pays », a-t-il écrit. (…) Pour le dirigeant cubain, ce sommet « est une atteinte à la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix », un texte qui avait été signé à La Havane en 2014. Il y voit aussi « une attaque contre les aspirations à l'intégration régionale et une manifestation de la volonté de se subordonner aux intérêts du puissant voisin du Nord sous les préceptes de la doctrine Monroe ». » https://www.msn.com/fr-

cartels des Amériques, à savoir dirigée par les États-Unis et d'autant contre les cartels que contre les Amériques où aller les poursuivre (sans jamais reconnaître contribuer à les y créer ?). La présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, a malgré tout, dès le début de son mandat, su traiter avec lui, puis a clairement manifesté son soutien à Cuba face à l'embargo étatsunien trumpien. S'y ajoutent : Canada[1], Chili, voire Russie dont un pétrolier (couvrant des besoins pour une dizaine de jours) a été autorisé à traverser l'embargo trumpien, Chine l'outrepassant et livrant 15,000 tonnes de riz… Aide humanitaire à faire parvenir directement aux communautés hors des circuits politiques institutionnalisés ? Deux points cruciaux sont à prendre en compte : les États-Unis, non seulement cultivent la violence chez eux (avec puissant lobby des armes à l'appui), mais l'exportent autant par mises en circulation d'engins meurtriers que par créations humanitaires dramatiques comme celle de Cuba. Ce sont deux faces d'une seule et même problématique qui s'est condensée de façon géopoliticoéconomique sous visage trumpien d'une mise en scène selon un dit « Art of the Deal » consistant à faire accroire revendiquer et négocier pour plutôt agresser jusqu'à se faire concéder (sous l'euphémisme « to deal with » se décrétant et révélant sa teneur unilatérale), selon une radicalisation de l'anglo-saxon « To claim is to improve ». Il s'agit d'une dérive du capitalisme depuis le soi-disant laissez-faire anglo-saxon censé être devenu pragmatique aux États-Unis au gré d'une mise au jour toujours plus flagrante du double standard des deux poids, deux mesures : tant que je domine, il faut imposer le libre marché, mais si ça ne marche plus, protectionnisme à tout crin d'où se mettre à agresser plus activement, soit directement et même au besoin hypocritement (dont les armes acheminées aux cartels mexicains), soit indirectement (en étouffant le régime, dont Cuba). La pression fiscale coercitive jusqu'à la plus arbitraire s'opère

ca/politique/gouvernement/sommet-en-floride-pourquoi-cuba-dénonce-un-actecolonial-de-trump/ar--AA1XLz13. Trumpien chaos produisant tout l'inverse du rassemblement qu'il prétend unilatéralement forcer.

[1] Comme maints pays, la posture canadienne serait assez trouble et s'inscrirait dans une longue tradition libérale trudeauiste devenue carneyiste, en promouvant un régime assez stable plutôt que la liberté de la population cubaine. Elle ferait y rechercher ses propres intérêts économiques (tourisme, entreprises canadiennes, etc.), là où ceux des États-Unis s'opèrent en sens inverse, dans tous les cas selon des géopolitiques guère soucieuses de la liberté ne s'y trouvant qu'en allant ailleurs, par exode/exil. Le Canada n'est pas le seul à adopter une telle posture qui s'est répandue internationalement et qui est un classique des chancelleries occidentales voilant leur complicité sous le vocable de la stabilité, là où l'intempestif étatsunien, surtout trumpien, ne peut s'en contenter. Jacques Provost propose plutôt une politique d'engagement conditionnel utilisant des leviers concrets et se portant dans diverses enceintes multilatérales, dont l'ONU. Voir https://www.msn.com/fr-ca/politique/gouvernement/analyse-cuba-et-le-canada-quand-la-stabilité-d-un-régime-vaut-plus-que-la-liberté-d-un-peuple/ar-AA1Xa5g7. Nancy Wright et John Winterdyck avancent une proposition semblable, en signalant que le silence cautionne un régime autoritaire, mais pas tant le cubain que l'étatsunien s'obsédant du cas cubain et commerçant avec d'autres régimes autoritaires, ce que conforte la tolérance routinière dont font preuve de nombreuses nations envers les interventions étatsuniennes à l'étranger, faute d'en contester la juridiction extraterritoriale sur leurs propres entreprises (par l'embargo). Voir https://policyoptions.irpp.org/fr/2026/02/canada-cuba-coercion/.

d'ailleurs du sein même des États-Unis, de l'État fédéral aux États les constituant, par simple rétention des fonds au gré d'un chantage politique, quant à Medicaid au Minnesota, quant à l'absurde exigence (déniée par l'intéressé y ayant procédé par des voies indirectes) de donner le nom de Donald Trump à l'aéroport Dulles et la gare Penn pour obtenir les fonds pourtant prévus pour la construction d'un tunnel entre New York et le New Jersey, etc. Une même cruelle violence narcissique arbitraire se complaît dès l'intérieur jusqu'à l'extérieur des États-Unis, vers Cuba. Et vers l'Iran, car il faut toujours plus d'argent pour y faire la guerre, donc il faut couper dans Medicaid, etc.

Par ailleurs, lors de l'ACEUM[1], si celui-ci est maintenu plutôt qu'annulé et n'est pas révisé à la pièce et surtout à la baisse en faisant jouer depuis les États-Unis le Mexique contre et jusqu'en le Canada[2], l'entente du Canada et du Mexique face aux États-Unis trumpiens pourrait faire se magnifier le conjoint axe canadien vers l'Asie et l'Europe jusqu'en Arctique et s'ancrer en leur collaboration en vue de s'étendre aux Amériques et instaurer un meilleur équilibre géopolitocoéconomique face aux États-Unis.

Un jugement de la Cour suprême des États-Unis contre ses tarifs douaniers n'empêche pas Donald Trump de chercher d'autres voies de contournement pour les rétablir autrement, même si de façon plus restreinte (pour motif de sécurité nationale, pouvoir économique d'urgence, etc.), mais selon une moindre rapidité de réaction face aux quotas, subventions et barrières commerciales pouvant surgir par ailleurs[3]. Le tout en persistant à oublier et occulter que les États-Unis (et maints pays dits occidentaux) ont d'eux-mêmes délocalisé leurs entreprises en quête de *cheap labor* ailleurs (en même temps qu'ils ont créé des crises chez eux et ont eu à doter leur police d'armes soi-disant non létales, mais pouvant estropier à vie) et ont créé la problématique de désindustrialisation dont Donald Trump s'acharne à faire accroire qu'elle serait due à d'autres pour pouvoir les en accuser et que ses tarifs vont rétablir la situation, donc créer (forcer) les investissements par lesquels réindustrialiser les États-Unis. Et en tâchant de faire oublier que les tarifs sont assumés par les citoyens des États-Unis et constituent la plus forte hausse de taxation imposée depuis 1993 en vue d'accumuler un pouvoir financier fédéral centralisateur : qu'est devenu le TEA Party (Taxed Enough Already) qui s'est forgé

[1] Tous les pays en cause ne définissent cette entente qu'à partir d'eux-mêmes : pour le Canada, l'ACEUM/CUSMO; pour le Mexique, T-MEC; pour les États-Unis, USMCA.

[2] Pourquoi du Mexique au Canada ? Ce pourrait être parce que le Mexique est encore plus dépendant des États-Unis que ne l'est le Canada dans leurs échanges avec les États-Unis.

[3] Les États-Unis, bien avant, mais surtout depuis que trumpiens, peuvent dire y riposter, mais parlent-ils des subventions à leurs agriculteurs afin d'entraver toute concurrence par des pays dont c'est pourtant leur source première de revenu d'exportation ?

à l'encontre du Parti Démocrate et a émergé du Parti Républicain en devenir libertarien et de là, trumpien ? L'argument ne vaudrait que contre les Démocrates, mais aurait libre cours (d'impôts en vraies taxes) chez les Républicains trumpiens, dont le trumpisme est appelé à perdurer par-delà la seule personne de Donald Trump : par une fantaisie débridée n'exigeant d'autre sens de soi que celui d'un ego à son tour fort idiosyncrasique, il suffit d'être un peu paranoïaque schizophrène mégalomane narcissique pour s'y adonner. Style dit transactionnel. De fait, amnésique style coercitif, brutal et imprévisible, de fait chaotique, en vue de s'imposer à tout prix. Style exigeant autant de faire paraître les faits à sa fantaisie, en n'y retenant que ce qui fait son affaire, que d'occulter tout le reste, surtout si issu de soi, de son propre pays, *a fortiori* de son propre Parti politique. Le tout est censé mener à la concentration des pouvoirs pour en être d'autant coercitif (si aveuglément et arbitrairement cela soit-il) à l'interne, puis à l'externe et, de là, des alliés (car plus à sa portée) aux autres impérialismes que le sien. Il s'agit de tout hacher et biaiser à un court terme circonstanciel comme d'où plomber le long terme plus universel, au lieu de l'y contextualiser et l'en rendre sensé.

De plus, l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), restée prudente face à la Chine et aux États-Unis, s'en réoriente davantage vers la Chine. Se révèle, non seulement à l'interne, mais aussi à l'externe, l'effet contreproductif des tarifs trumpiens (hormis la réindustrialisation étatsunienne censée être apparemment réussie, mais avec conjoints investissements massifs chinois industrialisant maints pays hors États-Unis, selon quelle résultante relative mondiale globale et réelle ?)[1], sans parler du déficit s'ajoutant à la dette déjà énorme et de la hausse du coût de la vie (puisque les Étatsuniens paient les tarifs entre-temps, pendant que leur gouvernement central les encaisse et que la richesse se concentre toujours plus vers le haut). L'inaugurale gaffe trumpienne, lors de son 1er mandat présidentiel, en sabordant l'entente transpacifique qui se discutait et en s'obsédant du poids de la Chine qui s'en est d'autant accru et dont faire l'ennemi attitré, est en train de se radicaliser lors de son 2e mandat et s'exacerber au gré de l'unipolaire MAGA à réinstaurer à l'encontre du multipolaire pourtant amplifié encore plus. Étonnant que les experts tardent à faire le lien entre les deux : le trumpisme ne peut supporter l'existence d'ensembles qui le dépassent et où s'inclure lors d'un plus long terme, de sorte qu'il cherche à tout en réduire à lui seul d'où tout en traiter à la pièce et à court terme, incessamment à réitérer pour

[1] Toyota est si bien implanté aux États-Unis qu'il poursuit l'administration Trump pour tarifs douaniers abusifs. S'y conjuguent des acteurs entrepreneuriaux locaux, dont Costco et Fedex. Plus tous les autres. La résultante réelle, jusqu'en l'interne, s'en problématise.

pouvoir s'en mettre en scène où l'enchaîner, tout en refoulant tout le reste dans l'ombre, mais à risque d'en resurgir et l'en hanter. Ce lien permet pourtant de mettre au jour le ressort de l'acte transactionnel trumpien (à savoir une fantaisie à tout crin), voire de l'apercevoir jusqu'en ses tenants et aboutissants (par une telle fantaisie se magnifiant tant depuis un tel évitement originaire de toute exigence contextualisante que se projetant en compensatrice cruauté en quête d'écraser tout ce qui peut mieux lui tomber sous la main). Or, si le pseudo-libre-échange nord-américain a pu se négocier en le faisant s'effondrer et s'opérer depuis les seuls États-Unis par mise en succession de deux bilatéralismes, à savoir avec le Mexique, puis avec le Canada, cette mise en chaîne (au double sens du mot « enchaîner ») ne peut pas se produire face à l'ASEAN, y compris si les États-Unis restent la 1re puissance économique mondiale devant la Chine. De même, le trumpisme ne peut le rechercher en Europe qu'en cherchant d'abord à la faire éclater et en dépecer le marché commun et *a fortiori* ses politiques d'ensemble dites aller contre la libre entreprise étatsunienne, comme si contre la liberté même (censée n'être jamais située et n'être que sans contrainte au profit du seul libertarisme tous azimuts, tant que prévaut son transactionnel double standard des deux poids, deux mesures en tout et partout, au gré de chaînes de bilatéralisme unilatéralement imposable par écart de puissance). Même si l'économie étatsunienne reste la plus forte de la planète et peut encaisser beaucoup, maints facteurs et indicateurs se cumulent et laissent entrevoir ses limites (malgré sa présomption de se faire paraître illimitée, comme si infinie, selon quelque attribut divin censé trôné sur le fini, non s'y intégrer comme en le transfini cantorien mieux susceptible d'en valider tout calcul).

Le style onusien à promouvoir, lui, en est un visant plutôt la meilleure intégrité factuelle possible, comme d'où dégager le sens de toute action sur l'arrière-fond des actions antérieures la contextualisant, et ce, au gré d'une action locale s'inscrivant elle-même avec d'autres possibles dans une action globale, proprement onusienne, ouvrant sur l'avenir, donc la rendant du mieux possible proactive. Sa propre et incessante double action ne s'ouvre et ne se conçoit d'emblée en son avenir qu'en s'apercevant elle-même en interface avec les actions issues d'agents externes à l'ONU.

Au sein des États-Unis, la Cour suprême (avec l'appui de deux des trois juges que Donald Trump a pourtant fait nommer lors de son 1er mandat) envoie un signal important qu'il est possible d'y limiter la tentative trumpienne de concentrer les pouvoirs en son exécutif à l'encontre de la Chambre des représentants (constitutionnellement attitrée à décider du pouvoir de taxation, dont de telles

questions tarifaires), tout comme il cherche à le faire partout, en particulier à travers le Sénat, nommant les têtes dirigeantes (dont les juges) à travers le pays, et le Ministère de la Justice, largement asservi à sa vendetta personnelle présidentielle. Les conditions sont aussi plus propices à une harmonisation entre pays face à l'impérialisme étatsunien trumpien qui est non seulement interne, mais aussi externe. D'ailleurs, le 23 février 2026, l'Union Européenne a suspendu l'accord commercial conclu avec les États-Unis trumpiens, sans doute le temps d'y réfléchir et s'en réorienter. Plus généralement, les pays qui ont résisté aux tarifs trumpiens s'en sortent mieux que ceux qui y ont cédé trop précipitamment. Frustant, de fait fort à rebrousse-poil pour celui qui veut manier et faire se réduire au court terme jusqu'au long terme en même temps qu'à sa seule particularité propre, d'où si métonymiquement qu'axiomachiquement attaquer pour se plier l'ensemble. S'y aperçoit l'équivalent géopoliticoéconomique de l'espace-temps constituant la trame de l'univers matériel depuis Einstein, tant sa géophysique acquiert sens en se contextualisant en son ampleur cosmophysique. Bien sûr, avec de nouvelles menaces trumpiennes tous azimuts et des rétablissements de tarifs douaniers par d'autres voies (déjà eux aussi contestés par une coalition d'États), tout en refusant d'entendre l'OMC qui les considérait déjà comme des surtaxes illégales, surtout que dans la suite du prétrumpien *Inflation Reduction Act* constituant un protectionnisme déguisé (depuis 2022). Les États-Unis, surtout trumpiens, ne jouent pas franc-jeu dans leurs interactions commerciales, de fait géopoliticoéconomiques, à moins qu'il s'agisse de l'euphémiser en une incompatibilité systémique entre la technocratie commerciale européenne et la politisation toujours plus néomercantiliste étatsunienne. Par euphémisme diplomatique européen : divergences d'interprétation faisant douter de la crédibilité de tels accords. Quand la bonne foi est en cause, nous sommes au seuil de l'enreligiosement de tout et quoi que ce soit. Le Temple trumpien, en sapant toute entente transatlantique, sape la place et la part susceptible de revenir à un dit Nouvel Ordre Commercial (de Libéral à toujours plus Libertarien au fur et à mesure que trumpien ?), si aperçu Mondial (l'Asie, dont la Chine, cheminant dans l'entre-deux). S'étonnera-t-on du parallèle menant à une même impuissance entre les accords de Bretton Woods dont a émergé le GATT, puis l'OMC, d'une part, et l'ONU, d'abord son CPS, d'autre part ? Une même puissance un tant soit peu intelligente de la volonté s'inverse et s'érode en volonté chaotique de puissance toujours plus unilatérale qui met l'intelligence en berne et se fait impuissance généralisée. Le nihilisme nietzschéen l'a compris dès le XIX^{e} siècle. N'y manquait que sa tendance géopoliticoéconomique la plus matérialiste le concrétisant au

XXIe siècle. Ledit Occident n'est capable de nihilisme que matérialiste[1]. Dieu y meurt.

Au lieu de cibler et réduire le problème à sa seule figure trumpienne, il est crucial de n'y apercevoir qu'un exemple extrême de ce qui constitue le vecteur de la dérive de toute démocratie, même lorsque ne se complaisant plus tant en sa mise en scène qu'opérant plus subrepticement dans les coulisses et révélant que ce qui s'en affiche géoéconomique est plutôt d'abord géopolitique : la prévalence abusive de l'exécutif sur le législatif, à son tour sur le juridique et enfin, sur toute la société civile à en faire ployer. L'illustre la trudeauiste Constitution canadienne de 1982 unilatéralement rapatriée sans et même contre le Québec au point de parasiter la québécoise Charte des droits et libertés et biaiser à cette fin la Constitution de 1867 par une expansion accrue et fort abusive de l'homogénéisation anglicisante, en particulier en manipulant l'immigration à cette fin (pour n'en rappeler qu'un seul fait : de Durham au début du XXe, puis du XXIe siècle, la proportion canadienne du fait français est passée d'environ 50% à un peu plus de 30% à tout juste plus des 20%), alors que des programmes carneyistes d'union pancanadienne en réaction au trumpisme peuvent faire accroire s'attaquer à de dites barrières interprovinciales pour mieux s'imposer en particulier au Québec selon la même incessante homogénéisation anglicisante avec laquelle toute francité est censée n'être que collaborative (« assimilable »). Si les démocraties paraissent être nées en ledit Occident avec l'État-nation ayant proliféré depuis la Révolution française, c'est trop souvent au gré d'un jeu de façade hypocrite favorisant en sous-main l'abus qui, un jour, risque d'éclater au grand jour. L'État de droit camoufle souvent le droit de l'État par lequel ladite force du droit n'est plus que droit de la force, par contrainte légale l'exprimant (à l'interface de l'exécutif au juridique d'où peser sur la société civile à coloniser). Une dite démocratie qui ne s'éveille pas et ne se mesure pas à ses dérives ne reste pas démocratique, sous et malgré la façade qu'elle affiche d'elle-même. Et l'ensemble du fait démocratique peut s'en amoindrir à l'échelle panplanétaire au profit de régimes autoritaires auxquels collaborer, en occultant encore plus ainsi y contribuer.

Enfin, l'Amérique du Nord, en particulier par sa forme, est considérée comme Grande Tortue, par le monde autochtone, notamment algonquin. Surtout, sa part émergée s'inscrit en la grande problématique panplanétaire des terres

[1] Pour un nihilisme divin, venant plutôt dudit Orient et s'exprimant par le nirvana, tout en faisant ressortir le contraste et l'entrechoc entre les deux nihilismes, voir Y. Morin, *De l'humain à l'humaniste dans le monde*, Paris, L'Harmattan, 2025.

émergées en train de varier plus ou moins rapidement ici et là selon le ratio entre le poids de ce qui les recouvre et la montée des eaux environnantes, suite au réchauffement climatique, la fonte des glaciers (en particulier au Groenland), ses implications éventuelles pour la pompe thermohaline mettant en mouvement et assurant l'articulation entre les courants océaniques mondiaux, etc. Cette verticalité, mais aussi par un tel conjoint et subséquent ratio mis en jeu modifiant la résistance environnante à tout ce qui est plus centralement considéré, est à intégrer au réseautage de surface géopoliticoéconomique en train de se jouer sur la surface géodésiquement courbe de la géophysique en cause. La géophysique quadrimensionnelle, à savoir spatio-temporelle, est appelée à apparaître toujours plus prégnante en géopolitique et exige de pouvoir y transparaître.

Il faut y insister. Dès le début de la Modernité, l'anatomie s'est mise à déconnecter tout corps de son environnement et le considérer isolément. Ce qui en advenait au sein du vivant, dont l'humain, s'est imposé comme mode généralisé de pensée se mettant à considérer semblablement tout et quoi que ce soit de l'univers matériel, non seulement sur Terre, mais jusque hors Terre. Sur Terre, en est resté tout ce temps impensable que la moindre terre émergée ne l'était que par son interface et donc, un ratio relatif entre ce qui la pousse ou la garde vers le haut (sinon cesse d'y peser et la faire s'enfoncer vers le bas) et ce qui l'environne et dont la hauteur varie aussi (par réchauffement des eaux océaniques s'en mettant à se dilater, etc.). Par exemple, la montée généralisée des eaux océaniques s'accompagne pourtant d'une émergence accrue du Groenland, pour la simple raison que la fonte de ses glaciers ne fait pas que contribuer à l'augmentation de la hauteur des eaux environnantes, mais l'en décharge d'autant d'une masse qui y pesait, ce qui l'en libère et fait se hausser. D'anciennes différences incrémentielles insensibles et imperceptibles sont au contraire en train de devenir très sensibles et perceptibles. Perd toute pertinence la notion que tout corps peut être isolément considéré plutôt qu'en et uniquement en interface avec son environnement selon leur covariation mutuelle, donc si relationnelle que relative. Il en va de même de la présomption se faisant accroire pouvoir maîtriser la nature, sans s'apercevoir en être d'abord partie prenante et avoir à s'y ajuster. Une intense et immense affinité avec la pensée autochtone émerge avec la nouvelle science exigée. Jusqu'au sein du corps, dès lors organique, les fascias interconnectent tous les organes et les ancrent de la peau jusqu'en la profondeur des os en même temps que créent et préservent leurs interfaces articulaires (jusqu'aux os n'en étant que des zones plus minéralisées et denses). Ils en favorisent la résistance, l'élasticité et l'hydratation. Ce corps organique tant se tisse que se prête à l'anamnèse clinique (par

ostéopathie, kinésithérapie…)[1]. Émerge le fait de l'être plus que de l'avoir, si pour le vivre à même la physique à son tour distincte du seul physique (de tel ou tel emploi) plutôt que de l'y réduire et confondre comme si non plus tant vivant que morbide, quasi déjà mort[2].

[1] Je reprends ce que Munz dit des fascias, mais en les faisant davantage paraître en vivifier jusqu'aux os, autant source produisant le sang (que le cœur fait circuler avec l'âme bibliquement dite en être véhiculée) qu'assise de l'ostéopathie. En effet, si les fascias est l'organe de tous les organes constituant l'organisme et comporte plus que tout autre une forte sensibilité (proprioceptive, intéroceptive, nociceptive…) d'où s'exprime l'état général du corps et qui covarie en circuit avec les tensions musculaires s'en trouvant en retour littéralement informées, cela s'exprime jusqu'en les os à sentir eux aussi tels, comme l'exprime la notion d'ostéopathie. Les exercices Munzfloor émergent au tournant du XXI[e] siècle, mais ne trouvent leur justification que depuis la reconnaissance mondiale des fascias par la science depuis 2018. *Fascia Research Society*, créé en 2020, en fait état. Selon l'auteur, ils instaurent un automassage profond axé sur des mouvements spiralés s'équilibrant en rotation et contre-rotation et mettant d'autant en œuvre les chaînes musculaires croisées que ne s'en trouvant plus encarcanées, mais libérées de l'emprise autrement abusive des chaînes musculaires droites pour ne plus en faire que des moments de départ, de pause (marquant toute transition dans la suite de mouvements lents, isotoniques et ainsi segmentés du sein de leur sériation constituée en divers programmes bien autrement moteurs) et de retour. Non seulement les mouvements sont spiralés, mais l'ensemble de tout exercice advient selon un tel cercle automassant rendant autoprésent.

[2] Cet automassage profond, rendant si corporellement présent à soi que du même coup aussi mieux présent au monde où mieux se situer, n'est pas sans me faire penser au cercle inhérent autant à la divine autoréflexivité forgeant le sens de soi qu'à son décalque en divine autocausalité (ou autocréation) qui, non se présume et se prouve en Dieu fait ressort d'autoinstrumentalisation occultant et supplantant d'emblée toute autoréflexivité comme chez Descartes, mais s'en dégage et s'éprouve analogiquement en l'âme qui ne l'aperçoit être en Dieu qu'à partir de ce qu'elle en a en elle-même selon Ficin, en tant que tout provient, subsiste et revient à Dieu. L'Esprit-Saint constitutif de Dieu condense avec l'autoréflexivité la forge du sens de soi et s'infuse en l'esprit au sein d'une âme autant enveloppant que partout présente au corps par un tel tact (auquel ne manquait que le mot fascia pour en souligner la profondeur de sous et jusqu'en la superficialité plus usuellement seule retenue et portée vers la seule apparence) comme son sens universel et ce, fort à l'image et à la ressemblance de Dieu, centre qui est partout et périphérie qui n'est nulle part, car créant ainsi le monde et s'y incarnant en faisant que l'humain, par une telle âme jusqu'en un tel corps, s'y trouve situé, d'abord en sa présence à soi en son lieu corporel constitutif propre si pour l'être autrement et mieux à son environnement. Jusqu'à son propre horizon visuel s'y départage sur la verticale le Ciel de la Terre, ce qui s'image jusqu'en sa propre verticalité du haut vers le bas, au risque d'y faire prévaloir ses chaînes musculaires droites plus aisément verticalement orientantes sur ses chaînes croisées n'étant plus horizontalement opérantes que tout du long sur toute cette même verticalité dès lors plutôt à considérer en ses divers états spiralés d'équilibre (si n'étant pas à leur tour figés en des figures torsadées, style baroque). D'ailleurs, certains en tirent une méditation non plus tant de pleine conscience que d'une telle présence à soi en son corps et au monde d'où elle se régénère et magnifie. J'en ai surtout considéré la teneur onirique sous-jacente à toute et quelque teneur métaphysique que ce soit, du fait que la raison ne se cultive en l'âme comme son intelligence propre qu'entre et de fantaisie (gardant au plus près du corps) à l'intellect (au plus près de Dieu). Or, la fantaisie est une imagination productrice et le cercle s'imageant en miroir est d'abord et avant toute la latéralité qui, du fait d'être si prononcée chez l'humain, n'est jamais intra-individuelle que d'emblée aussi interindividuelle et donc sociale, de sa physique jusqu'en sa politique, y compris jusqu'en son environnement, de géophysique en géopolitique. En surgissent des mises en tension entre gauche/droite jusqu'en divers sens les faisant s'orienter globalement vers la gauche (donc lévogyre) et vers la droite (donc dextrogyre) jusqu'au point d'en constituer divers états d'équilibre, ce qui n'est plus jamais énantiomorphique que d'emblée énantiodynamique, car générant des synchronies s'en diachronisant telles. Idem lorsque des couples se forment et *a fortiori* lorsque des familles s'en constituent en ne se synchronisant intergénérationnellement que se diachronisant telles. Etc. La biasymétrie entre les hémisphères cérébraux se déploie ainsi humainement, de jamais individuelle que d'emblée aussi sociale. Hormis le mot, cette biasymétrie semble constitutive de maints exercices Munzfloor, en créant une asymétrie entre les deux côtés du corps pour la faire jouer en s'amplifiant (de façon lente, isotonique, etc.) vers un côté, puis (en repassant par le centre et en inversant tout) par asymétrie à faire jouer et s'amplifier de l'autre côté. Voir (et pratiquer pour le sentir) le tout 1[er] exercice où c'est d'emblée évident dans Alexandre Munz, *L'extraordinaire pouvoir des fascias en*

La notion à laquelle s'attaquer en priorité est celle d'environnement. A perdu toute pertinence la présomption d'un corps isolé ne se collectivisant que tel, comme substrat fort individualiste censé faire que tout un chacun s'en psychise semblablement autant en qu'en regard d'un environnement fort abstrait et lointain, voire censé coïncider ultimement avec l'univers matériel entier en un monde créé par Dieu, mais Dieu censé s'imposer en sens inverse jusqu'en tout un chacun et ce, jusqu'en un tel corps. À moins, par hégélianisme, de mettre Dieu à mort non plus tant sur la croix que dans le concept en lequel d'autant tout téléologiser et résorber que tout ne serait plus censé en être en sens inverse que sa manifestation purement individualiste, mais aussitôt faite Ça nietzschéo-freudien en perdurant au fond de soi et l'en ébranlant fort inconsciemment. Ou, par capitalisme et *a fortiori* par technolibertarisme sis sur un tel individualisme pur et dur, de se faire d'autant accroire à une croissance sans fin que selon un tel environnement si abstrait que ne pouvant en rien lui opposer quelque résistance concrète, donc si aisée à dénier ou se la faire accroire toujours déjà surmontée, comme si n'existant déjà plus. L'environnement ne lui est jamais qu'un mot, si intangible que guère très réel. L'environnement n'est-il pas soit ce qui pour tout un chacun l'environne et l'en révèle être à lui-même le nombril de tout ce qui s'en constitue comme son monde, soit ce que tous ne considèrent que leur être fort abstrait et lointain, à la façon dont s'urbaniser ne s'étend qu'en faisant paraître la nature entière comme un toujours plus lointain arrière-pays dont quasiment oublier tout ce qui en est drainé au profit de sa propre subsistance ? De même, toute liberté n'est jamais que la seule sienne, tant qui que ce soit d'autre ne peut exister que comme ce qui est à assimiler, si semblable, sinon à refouler, si un tant soit peu trop différent, mais non sans risque, comme toute autre réalité, de faire retour et l'en hanter. Tout environnement ainsi conçu n'est qu'occasion de tout dichotomiser pour s'imposer de soi (tout à son ego) à tout ce qui n'est pas soi (ne pouvant être qu'un tel alter ego toujours déjà uniquement à pourfendre en deux). Par ce modèle d'un tel corps (présumément isolé) si egoïsable et doté d'un tel environnement (présomptivement abstrait et fort généralement considéré), il devient aisé de faire métonymiquement passer et faire s'imposer une partie au tout, dont l'Étatsunien à tout Américain.

Or, par un corps d'emblée relationnel et sujet à la relativité, il ne peut y avoir aucune coexistence des corps qu'en impliquant du même coup qu'ils s'en coenvironnent. Aucun environnement ne peut exister que comme ce qui

mouvement, Paris, Éditions Eyrolles, 2022. Surtout les hommes, souvent plus hypertoniques que les femmes, *a fortiori* les hyperlaxes.

environne, certes, mais en tant que ne pouvant s'instaurer qu'entre les corps et par là, de tel corps à tel autre avec lequel il coexiste et dont, en retour, l'en coenvironner tout autant, de sorte que même Dieu émerge de cette double présence de tout un chacun jamais à lui-même que du même coup aussi à autrui, donc en ne révélant jamais tout un chacun individuel que d'emblée social, ce qui se diversifie d'emblée culturellement. Et l'hors corps surgit avec le corps, par le coenvironnant inhérent à la coexistence.

Le cas cubain est d'autant exemplaire qu'il s'éclaire du cas américain qu'il ne spécifie et par lequel il ne s'y généralise qu'en s'y universalisant au même titre que tout pays concerné, du simple fait de s'y avérer distinct de l'Étatsunien. Et ce, même si celui-ci peut chercher à s'imposer en sens inverse par hégémonie, mais d'abord par idéologie présumant rendre l'américain identique au seul étatsunien jusqu'en tout autre pays, dont Cuba. Ce n'est plus tant géophysique, si ce n'est réifié, que géopolitique, ainsi fort idéologiquement opérant. La distinction signalée entre les deux types de corps (isolé/relationnel) peut introduire à celle respectivement entre États-Unis, radicalisant l'individualisme en hyperindividualisme, et UNESCO, rappelant la diversité culturelle, surtout si exigeant du même coup que la géopolitique se repère et s'ajuste à sa géophysique sous-jacente. Toute culture s'inaugure par l'attitude faisant s'intégrer ce qui n'est autrement que nature, même si une culture peut tendre à se faire paraître et se faire accroire si naturelle que ne plus apercevoir qu'elle-même en quelque nature que ce soit, jusqu'à la plus géophysique. En s'apercevant, elle peut au contraire d'autant s'en distinguer que s'y repérer et s'y ajuster. De là, l'habitude, voire l'habitus, se constitue avec les us et coutumes, au seuil de toute institutionnalisation, comme ce dont dégager les lois, dès que n'étant plus géophysique qu'en se géopolitisant. Sans émergence des Cités (Polis, en Grec) et donc la politique promulguant des Lois, qui aurait eu conscience que la Nature, dès la plus géophysique, comportait aussi ses propres lois ? Il faut relire Lenoble, *Histoire de l'idée de nature*, dont c'est l'apport le plus crucial : en cernant et résolvant ses propres problèmes, la conscience humaine se forge une meilleure et plus juste idée de la nature.

2) Représentant issu de l'Europe

L'intégration initiale d'un représentant de l'Allemagne et, par là, de l'Europe au Conseil Indépendant provient du fait que le CPS est devenu obsolète et le devient même toujours plus de jour en jour. Non seulement trois de ses États

membres (États-Unis, Chine et Russie) sont les sources principales des tensions interimpérialistes mondiales invalidant l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur lors des relations internationales interétatisées, mais ce CPS s'est constitué contre l'Allemagne (plus l'Italie et le Japon) à la sortie de la 2e Guerre mondiale, ce qui n'est plus pertinent. L'Allemagne, non seulement s'est trouvée réunifiée et a dû affronter ses démons (issus du nazisme) pour se dépasser en s'ancrant dans l'Europe, comme y a insisté Habermas, mais elle est devenue un, voire le vecteur majeur du développement européen, en sa capacité de se situer en résistant, subsistant et tempérant les tensions interimpérialistes (étatsuniennes, russes et chinoises) qui autrement le déchirent. Par son propre vécu, l'Allemagne s'aperçoit de ce qui se vit plus extérieurement, autant en Europe dont elle est partie prenante que par ce qui y advient de façon encore plus extérieure jusqu'en son tréfonds lors de telles tensions interimpérialistes s'y immisçant. S'y révèle l'ontohénologie de l'étant unant d'emblée être un (conquis sur ce qui tend à le diviser) en sa culturelle forge du sens de soi.

Face à ces tensions interimpérialistes, le Royaume-Uni, malgré son Brexit, et la France se solidarisent encore plus avec ce pôle européen et ne peuvent plus jouer pleinement leur rôle au sein du CPS, si ce n'est par ce nouveau canal collaboratif à y faire valoir avec et depuis le CI. Il s'agit de faire au CPS ce que ses trois impérialismes majeurs font abusivement à l'ONU entière en l'invalidant de l'intérieur et de l'extérieur, en vue d'en délimiter le champ d'action possible (souvent de fort paralysants vetos) et de rétablir un plus sain et dynamique équilibre d'ensemble. Royaume-Uni et France, pour peu que le voulant, peuvent y agir de l'intérieur en même temps que collaborer avec le CI via son représentant allemand, sans parler du devenir européen facilité et du dialogue transatlantique qui peuvent y inciter. L'ONU, par son Assemblée générale, proclamerait sa propre indépendance en créant ce CI s'intégrant un tel représentant acceptant d'y agir à ce titre. Une telle ONU donnerait à tous de s'apercevoir de sa charge hautement symbolique exprimant sa nouvelle volonté à l'échelle mondiale.

Cette représentation initiale de l'Allemagne au CI accompagnant et soutenant l'autonomie de l'Assemblée générale serait bien plus importante que, comme le propose la France, plutôt et seulement de l'intégrer avec le Japon, l'Inde, le Brésil et deux pays africains au Conseil de Sécurité, mais sans droit de veto, car restant réservé aux cinq du CPS. Cela n'infléchit en rien l'usage abusif privilégié de ce veto par les trois impérialismes (étatsunien, russe et chinois) qui, en se déchirant la planète entre eux, en disposent en permanence. De plus, les États-Unis, s'ils ont pu se montrer ouverts à cet élargissement (du CS, non du CPS), sont contre tout

droit de veto supplémentaire. C'est déjà le problème enrayant et invalidant tant l'ONU de l'intérieur et de l'extérieur, ce dont un CI constituerait un contre-pouvoir, si limité puisse-t-il être, au profit de l'Assemblée générale. De même, que le président français, Emmanuel Macron veuille faire suspendre le droit de veto au CPS dans le cas de crimes de masse, en pensant en particulier à la Russie sans la nommer, y présume un vote contre soi-même que nul ne va jamais y faire. Les incessantes palabres sur une impossible réforme du CPS, à quelque sauce soit-elle, ne valent rien quant au problème lancinant de fond, à savoir le fameux et exclusif droit de veto, surtout comparativement à un CI en constituant un contre-pouvoir et en étayant une Assemblée générale autonome. Certes, paix et sécurité grèvent plus de 75% le budget onusien et leur couplage avec le droit de veto des États membres les plus impérialistes de la planète au CPS constituent un pouvoir abusif invalidant l'ONU de l'intérieur et de l'extérieur, mais la portion congrue subsistante y échappant peut permettre d'instaurer un contre-pouvoir, à savoir un CI relevant directement de la seule Assemblée générale, surtout si l'Allemagne en fait partie et vient y symboliser en permanence l'obsolescence du CPS en tant que constitué contre elle (et l'Italie et le Japon) au sortir de la 2e Guerre mondiale. L'humain vit et respire non du seul air physiquement ambiant et ne se met à chanter comme l'oiseau qu'au gré d'une symbolisation manifestant incessamment son esprit, dont l'envol mental peut s'imager en l'envol de l'oiseau, voire en la nuée d'oiseaux (si ce ne sont les essaims de drones, *a fortiori* d'États-nations) à la forme si variable. Par cette symbolisation faisant ressortir le rapport impérialistement inversé entre l'Allemagne (plus Italie et Japon) et trois membres du CPS, de la sortie de la 2e guerre mondiale à la situation actuelle, l'ONU se doterait d'un lieu véritablement humain où l'esprit peut trouver d'autant à cheminer et parfois l'emporter que se conjuguer d'autant avec la question identitaire au cœur de toute culture que rétablissant l'américain distinct de l'étatsunien. Se constituerait un pont transatlantique donnant le coup d'envoi d'une vraie réforme d'une ONU plus autonome.

En surgit un métabolisme onusien d'ensemble, à la fois anabolique, par tout ce qu'il s'agit de construire de l'autonomie onusienne par son Conseil Indépendant, et apte à faire face à son propre catabolisme, autrement inhérent à son incessante autodestruction issue de son propre CPS qui, laissé à lui-même et indûment privilégié, invalide l'ONU de l'intérieur et de l'extérieur. Enfin, ce n'est pas seulement le CPS qui est obsolète face à l'Allemagne, mais la conception même de la guerre selon ce qu'elle était au sortir de la 2e Guerre mondiale, comme l'illustre la guerre russo-ukrainienne où les chars coûteux se fabriquant dans des usines et

parcourant les vastes plaines se font contrecarrer par des essaims de drones se fabriquant dans de petits ateliers et pouvant surgir et s'en rassembler de partout. D'ailleurs, les États-Unis trumpiens cherchent à faire appel (en la déniant plutôt que reconnaissant) à l'expertise ukrainienne en matière de drones pour faire mieux face aux nuées de drones iraniens et éviter que leurs stocks de missiles sophistiqués s'y épuisent (car, contrairement aux drones, exigeant temps et argent pour être fabriqués et limitant donc la capacité de les renouveler en temps réel). De plus, les coûteux missiles Patriot ne rendent pas les sites israéliens 100% étanches aux essaims iraniens de missiles, même si l'asymétrie est marquée. Ni n'empêchent les mésusages, comme lorsque Israël a attaqué le 9 septembre 2025 le Qatar pour, avec des armes fournies par les États-Unis, y atteindre le Hamas y négociant et malgré le fait que le Qatar est un allié arabe des États-Unis. Au total, comment limiter la tendance de tout un chacun des pays à se militariser et à faire usage d'une force brute tendant d'autant à se généraliser selon quelque cercle avec l'économie capitaliste d'autant faite arme contraignante que cet armement militaire tout court ne peut s'en trouver entre-temps économisé qu'en servant néanmoins de menace d'en prendre la relève ? Bref, ce n'est pas une sinécure et encore moins une panacée que d'éviter toutes ces tendances à court-circuiter l'ONU, où cette limitation peut être promue selon un émergent équilibre d'ensemble en vue de pacifier le tout, faute de surgir des seuls pays eux-mêmes entre eux. Surtout des plus interimpérialistes si hiérarchiquement aptes à se prolonger et s'activer tels à travers d'autres pays depuis le cœur du CPS. Peut-être faudrait-il faire appel à la notion mise de l'avant par Jacques Provost d'une interdépendance asymétrique pour mieux cerner et comprendre ces incessants rebondissements entre les pressions interimpérialistes sur et depuis la globalité et ces déploiements plus spécifiques localement opérants d'où peuvent surgir tant d'étincelles les faisant se déclencher en même temps que les magnifier en leurs tendances conflictuelles par cercle géopoliticoéconomique. Les impérialismes ne se dressent les uns face aux autres, quitte à dépecer la planète entre eux, qu'en misant sur des écarts de puissances d'où s'imposer, se mettre à hiérarchiser et rendre dépendants à partir d'eux seuls et à leur propre profit de moindres puissances, en cherchant à les abstraire de cette interdépendance pourtant pervasive, mais toujours plus asymétrique au fur et à mesure que ces écarts se creusent.

Tel est un terreau majeur des doubles actions onusiennes. Son pilier des paix et sécurité se problématise jusqu'à sa plus extrême difficulté à même le cratère de son CPS et ce, surtout si en regard de ses trois autres piliers (humanitaire,

développement durable et droits humains) dont son CI peut assurer la promotion auprès de l'Assemblée générale s'en autonomisant un tant soit peu selon l'axe général du développement humain (au sens d'un développement n'étant individuel que d'emblée social). Une fois ce principe général d'un métabolisme onusien instauré, diverses autres actions deviennent possibles, dont l'action arctique, mais aussi l'action asiatique, voire une action intégratrice exerçant un leadership et même une action autoréflexive pour cerner s'il est encore vraiment question d'État-nation au ressort de l'ONU au XXI^{e} siècle, sans parler d'une possible prise de conscience davantage sociohistoriquement éveillée et enrichie, etc.

En plus du contraste d'un tel représentant européen du CI face au CPS hérité de la 2^{e} Guerre mondiale afin que l'Assemblée générale s'actualise et se dote de ce CI pour s'autonomiser de son propre CPS, divers dossiers européens spécifiques à répercussions mondiales sont à examiner. D'abord, l'expérience allemande (*a fortiori* avec l'expérience scandinave) soulève l'enjeu géopolitique de la sociale-démocratie d'emblée irréductible autant à de dits régimes communistes, qui sont plutôt des capitalismes d'État, et des régimes libéraux capitalistes individualistes politisés tels, qui, surtout aux États-Unis, se déphasent de plus en plus en libertariens, en plus de chercher à réduire et faire se confondre tout régime social-démocrate avec cesdits régimes communistes pour s'en expurger en même temps que de toute tendance démocratique, *a fortiori* démocrate, même lorsque se démarquant du social et se rattachant à l'individu. Une fois ce tiers régime cerné et bien distingué, mais aussi et surtout mis en relation avec ces autres, le CI peut proposer à l'Assemblée générale de demander à son CPS de lui faire savoir s'il accepte de reconnaître la diversité de régimes politiques, dont cette tierce voie d'un régime politique social-démocrate se distinguant d'emblée de ces autres voies qui l'en polarisent en deux sens inverses, par le social sous emprise de l'État jusqu'en tout individu et l'individu rendu individualiste au point d'oblitérer le social, et s'exacerbent actuellement d'autant interimpérialistement que, à la fois, en son sein et à travers la planète. L'enjeu politique 1er est l'humain, l'individu d'emblée social, *a fortiori* du fait de se distinguer en tiers de ces polarisations en ces sens si inverses n'en retenant et faisant peser que le social sous emprise de l'État sur l'individu et que l'individu purement individualiste sur le social, selon de tels régimes. La double navigation humaine entre social et individu en est une de tout humain entre nous et je, à la façon du vol des étourneaux :

« Concrètement, les animaux ne se basent pas uniquement sur la position de leurs voisins immédiats (perspective 'égocentrique'), mais aussi sur des points de repère fixes dans l'environnement, comme un arbre ou un rocher. Le groupe élabore ainsi une perception partagée de l'espace.

Le plus étonnant, c'est leur capacité à jongler entre ces deux perspectives. La vision allocentrique assure la cohésion et la direction du groupe, tandis que la vision égocentrique permet d'ajuster sa trajectoire pour éviter les collisions. 'Cette flexibilité est le secret de leur capacité d'adaptation', explique le professeur Iain D. Couzin, l'un des auteurs. Le cerveau ne choisit pas, il combine les deux. »[1]

Bien noter que l'ordre incessamment émerge et varie au gré, non des seuls individus censés tous coïncider en leur seule collectivité comme si tenant lieu du social (à la façon d'une sorte de main invisible). Le social ne peut être isolé et contrôlé de l'extérieur. Il surgit de l'interaction interreliant d'emblée les individus entre eux et donc intérieurement à leur commune forge sociale, tout un chacun n'ayant de sens de soi et ne s'apercevant jamais individuel que d'emblée chargé du sens d'autrui l'en révélant social.

L'enjeu européen spécifique s'illustre par sa sous-jacente dépendance énergétique marquée affectant en amont toute son économie. Pétrole et gaz prédominent encore. Et ils doivent être importés à plus de 80% (même si dorénavant plus des États-Unis que de la Russie, du fait de la guerre en Ukraine, et autrement du Moyen-Orient, lui-même pris en la guerre israélo-étatsunienne contre l'Iran). Leurs sources ne sont pas diversifiables aisément, pas plus que ne l'est leur ratio avec d'autres sources d'énergies, en particulier renouvelables, ce qui se déplace lentement, sans parler du fait que la Chine en est devenue le leader mondial, *a fortiori* face à l'obsession trumpienne pour le pétrole, comme en une immense tension entre avenir et passé, entre le solaire et l'or noir. Plus encore, entre le choc systémique, à risque stagflationniste engageant toute la chaîne économique à long terme (de la capacité productive étayée des chaînes d'approvisionnement à leur prix se répercutant par inflation sur celui de la consommation), et le choc conjoncturel, jouant sur la volatilité des marchés à court terme. Autant les États-Unis trumpiens manipulent le court terme pour s'infléchir le long terme, autant la Chine fait tout se réseauter par ses routes de la soie pour que le long terme conditionne tout court terme. Son plan quinquennal 2026-2030 mise sur la sortie hors de l'endettement immobilier et sur une urbanisation encore plus massive pour dynamiser la demande intérieure et renforcer sa croissance économique, sur l'autosuffisance technologique comme pilier de sa sécurité

[1] ttps://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/le-secret-du-ballet-des-étourneaux-leur-cerveau-ne-fait-qu-un.

nationale, sur une transition plus marquée vers les énergies renouvelables et sur un marché national unifié pour réduire les surcapacités productrices et les conjointes tensions commerciales internationales (de fait interétatiques), au point de pouvoir devenir un pôle de stabilisation de l'incertitude internationale (au contraire proliférante par le clan Trump[1]) et passer d'une « « usine du monde » à une puissance souveraine capable de dicter ses propres standards au reste de la planète »[2]. Comment, entre ces deux avenues si inverses, instaurer un développement durable selon un long terme propre et autonome (face à la Chine) sans faillir et encore moins se faire manipuler à tout court terme (par les États-Unis trumpiens) ? Comment plutôt en tirer des jalons y menant ? Comment d'autant l'instaurer entre l'humanitaire et les droits humains, à savoir d'individus d'emblée sociaux, qu'avec paix et sécurité (technologique, énergétique, alimentaire…), en accord avec les missions onusiennes ?

Comment faire que l'humain se serve de ladite IA plutôt que s'y fasse asservir (depuis certains humains l'instaurant à cette fin), en particulier autant en la tokenisation (via des blockchains sous-tendant des stablecoins) qu'en l'armement militaire ? La tokenisation rend l'argent non seulement électronique, mais électroniquement autonome et décentralisé selon une fluidité propre. Elle le fait

[1] Hormis les guerres militaires, la guerre bancaire numérique est féroce. Le système bancaire étatsunien tend à restreindre la capacité de l'épargne numérique des stablecoins de générer une épargne passive, du simple fait d'exister. Le *Clarity Act* trumpien vise l'inverse : « si les stablecoins offrent des rendements passifs supérieurs à l'inflation, les banques redoutent de voir leurs dépôts s'évaporer, ce qui paralyserait mécaniquement leur capacité à émettre des crédits. », sans parler d'éventuels flux financiers illicites et de profits personnels que de hauts responsables tireraient de l'industrie crypto. Voir https://journalducoin.com/economie/clarity-act-senat-rendements-stablecoins-clan-trump/2024-03-24 Une subordination totale de toute économie réelle à la seule économie spéculative, dont les États-Unis, d'abord le clan Trump, seraient le fer de lance jusqu'à travers la planète ? Les stablecoins, restreints à leur activité transactionnelle (si à l'image du style présidentiel), reviennent à la charge par le Yield-as-a-Service avec Smart Contract en légalisant autrement la rentabilité, là où l'Europe s'y refuse en pensant aux crises qui seraient sans garantie des liquidités. À l'inverse, la Chine se soucie d'emblée de la stabilité de l'économie réelle et d'y inscrire (non l'en surdéterminer par) les stablecoins. Rappel : le dangereux précédent des pyramides de Ponzi finançant par de nouveaux investisseurs ce que des investissements réels ne produisent plus par dividendes. S'y fausse la représentation des rendements jusqu'à l'écroulement du tout et abrupte révélation de la réalité. Déjà, la fusion des banques d'épargnes avec les banques d'investissements avait débouché sur des produits financiers toxiques faisant des montages artificiels combinant des prêts hypothécaires à haut risque avec d'autres dettes passant pour des actifs. Le contexte de bas taux directeurs produisait l'illusion d'argent facilement gagné, d'où la crise économique de 2008. Cette fois-ci, l'épargne n'est plus levier pour l'investissement en des produits financiers toxiques ou autrement faussés, mais d'emblée concurrencée par la cryptomonnaie en faisant son levier pour l'investir… en de tels produits ?

[2] https://journalducoin.com/economie/economie-souverainete-chine-dominer-monde/. De plus, d'emblée la Chine ne met en œuvre un stablecoin hongkongais depuis 2025 que sous emprise bancaire pour le régulariser et en tamponner les éventuels effets quant à l'économie réelle qui reste prioritaire et avec laquelle l'articuler : « Hong Kong policymakers have emphasised that approvals will depend on whether issuers can demonstrate real-world use cases, sustainable business models and strong regulatory compliance. » https://www.msn.com/en-us/money/other/hsbc-standard-chartered-poised-for-hong-kong-stablecoin-licences-report. À l'inverse du trumpisme, la Chine se soucie que l'accélération du flux monétaire susceptible d'advenir avec les stablecoins se combine avec une préservation d'un équilibre entre l'innovation fiscale et le risque gestionnaire.

échapper toujours plus aux Banques, y compris les Banques centrales, dont la Banque centrale européenne appelée à se mesurer à cette fragmentation pour en dégager un éventuel plus commun euro numérique prévu en 2029. Elle serait le fer de lance de l'Union européenne en matière de réglementation, ce qui fait contraste avec la visée étatsunienne d'une supériorité technologique censée s'imposer partout ou la visée chinoise d'une souveraineté technologique numérique débordant et s'articulant à travers les marchés panplanétaires, donc partout. Ce sont les marchés des capitaux qu'il s'agit de défragmenter au gré d'une intégration transfrontalière qui ferait s'implanter une monnaie de la banque centrale européenne (en l'occurrence l'euro numérique) là où prévaut l'innovation fiscale axée sur cette tokenisation, ce qui faciliterait le partenariat public et privé et instaurerait un cadre juridique à la hauteur de cette ambition technologique, étant entendu que la fenêtre temporelle pour instaurer un tel leadership durable est dès à présent déjà en cause[1]. La souveraineté monétaire numérique n'est ni à céder aux États-Unis en quête de domination technologique numérique soi-disant hors toute réglementation (selon le double standard des deux poids, deux mesures prêchant l'ouverture totale tant qu'ils dominent et la fermeture totale si l'inverse se produit), ni à quelque norme chinoise susceptible d'infléchir extérieurement son cadre juridique. L'enjeu politique (pouvant être aussi social-démocratique distinctement de ces deux autres régimes politiques opérant si inversement l'un à l'autre que faisant tout rebondir en miroir ?) ne peut qu'être d'emblée en cause à travers ce devenir économique.

L'illustre encore plus l'expression éventuellement militaire de l'IA géopolitiquement mise en jeu. L'IA cumule des masses d'information et les traite algorithment, par exemple lorsque le Maven Smart Système de Palentir utilise l'IA conversationnelle Claude d'Anthropic pour enlever Maduro au Venezuela ou autant atteindre 1000 cibles dès le début de la guerre israélo-étatsunienne en Iran qu'y tuer Khamenei père. Il est censé s'agir de systèmes de soutien à la décision dont le résultat ne serait que des recommandations. Or, la tendance humaine, dans des contextes de haute sensibilité ou de forte pression, est de s'en remettre à la technologie, par biais d'automatisation (jamais robotiquement externalisé que puisant à un tel automatisme humain sous-tendant quelque abdication de l'exigence de jugement humain) et *a fortiori* si avec conjoint biais du passage à l'acte (refoulant ladite inaction susceptible de l'en différer et d'y réfléchir davantage avant de s'y adonner). Plus promptitude à sous-estimer que ces systèmes peuvent se tromper ou prolonger la simple tendance à agir sans s'assurer

[1] https://cryptoast.fr/europe-imposer-leadership-marche-tokenisation-avis-membre-bce/

d'abord de parvenir à la meilleure décision, surtout lorsque la recommandation de cibles s'accélère à un rythme beaucoup plus rapide que les capacités humaines d'analyse, mais en perdant en précision, alors que véhiculant des biais issus des concepteurs qui ont entraîné ces algorithmes et que pouvant par ailleurs halluciner sous leur propre pression d'avoir à produire très rapidement un résultat prédictif, mais à partir de données situationnelles incomplètes ou insuffisamment mises à jour, comme en toutes les IA conversationnelles, d'autant que dans de tels contextes fort loin de ceux des décisions quotidiennes usuelles et que pouvant faire la différence entre la vie et la mort qui se décident alors[1]. Ainsi s'enclenchent des présomptions de paix forcée au gré de nébuleux standards de l'usage de la force, de guerres unilatéralement décrétées préventives hors tout droit international inter-étatisé et de fouillis informatiques rendant quasi impossible de retrouver comment il se fait qu'une école de filles (et toute autre institution civile collatéralement endommagée) a pu être confondue avec un site militaire avoisinant lors de la guerre israélo-étatsunienne avec l'Iran, de sorte que surgit le problème d'une IA fiable, prévisible et explicable. Surtout, bien noter la coémergence toujours plus systémiquement prégnante du gestionnaire censé contrôlé la robotique en cause et de l'humain automate, à savoir toujours plus d'autant pris en ses propres automatismes qu'en l'opération robotique plus immédiate. Il s'agit de l'aboutissement du libertarisme exemplifié par le trumpisme : je gère et tu t'ajustes automatiquement, d'autant que par interface robotique que je contrôle (si à peu près cela soit-il) et à laquelle tu te soumets, cela seul se moulant pleinement dans le schème transactionnel de la fantaisie cruelle m'assurant de la jouissance en laquelle me complaire tout seul et te refilant la contrainte et la crainte de ce qui afflige. Lorsque l'Europe, en particulier via la France avec plusieurs pays européens s'y associant, constitue une force soucieuse du droit international pour contribuer à sécuriser cette région en guerre, éventuellement le si litigieux détroit d'Ormuz affectant toute l'économie mondiale, ce ne peut avoir de véritable portée que si sont abordés de tels biais, autant d'automatisation que d'action (sans parler de tous les autres), via ladite IA mise en jeu. Pour une raison fort simple : si l'humain ne perdure jusqu'en géopoliticoéconomie surtout ainsi toujours plus médiatisée par ladite IA, *a fortiori* si jusqu'en la guerre, il peut d'autant moins y avoir développement humain (s'intégrant l'humanitaire, le développement durable et les droits humains, à savoir d'individus d'emblée sociaux) que la paix et la sécurité basculent toujours

[1] Alexandre Sirois, https://www.lapresse.ca/contexte/la-guerre-du-futur-fait-rage-maintenant/2026-03-22/vie-mort-et-biais.php.

plus hors de l'humain et que les conditions en sont toujours davantage moins propices. C'est dans cet esprit que le pape Léon XIV reprend la doctrine sociale de l'Église issue de Léon XIII et publie l'encyclique *Magnifica Humanitas* (*Humanité Magnifique*) en y intégrant et conjuguant la question de la dignité humaine (thème éminemment renaissant sous Léon X issu du cercle médicéen et ficinien). Il fait appel à des expertises comme celle d'Anthropic qui est soucieuse d'éthique, contrairement à Open AI qui est plus servile et arriviste et par lequel l'administration Trump l'a remplacé au Pentagone en la faisant accroire à risque pour les approvisionnements en rétorsion à son refus de lever ses restrictions sur l'usage de l'AI (ce qu'Anthropic conteste judiciairement), alors même que l'ONU prévient d'un dangereux vide juridique à l'ère d'une accélération économique capitaliste (d'autant que toujours plus ainsi rendue libertarienne et assoiffée de maintenir ce vide juridique où proliférer sans contraintes si honnies) dont le fer de lance est justement une telle IA. Le problème de fond : il est toujours plus difficile de départager l'humain et le robot tant la frontière en devient floue. Jusqu'au quotidien y passe : tout un chacun échange avec son copilote et entreprend des échanges entre humains, dont avoir à faire la part entre ce qui vient de lui en tant qu'humain et ce qui vient de son copilote. Qui parle avec et à qui ? Les humains entre eux, quoique diversement portés et aptes à s'assister de quelque copilote leur étant conjoint (même sans l'avoir demandé, car leur étant fourni avec quelque plateforme numérique), sans pour autant en faire leur conjoint tenant lieu d'autrui, donc de tout autre humain, selon quelque nouveau type fort hybride de couple questionnant jusqu'au Dieu biblique créant l'humain à son image et ressemblance, à la fois homme et femme ? Les copilotes par humains interposés, d'autant que ceux-ci s'adonnent à leurs seuls réflexes et en virent tant automates que s'y externalisent et s'y laissent aspirer au profit des plateformes gestionnaires, voire s'y trouvent télescopés et résorbés, comme si par extase, de mystique en Dieu à mécanique en le robot si conjoint qu'indistinct de soi, donc plus intime à soi que parvenant à l'être à soi, voire plus apte à aider à le devenir qu'y parvenir seul ? Allez savoir.

Enfin, l'Europe prise entre les trois impérialistes étatsunien, russe et chinois ne peut que se problématiser jusqu'en le CPS de l'ONU depuis l'Allemagne qui, surtout si initialement intégrée au CI dont se doterait l'Assemblée générale de l'ONU, fait aujourd'hui tant contraste avec le fait d'avoir été le pivot des deux Guerres mondiales du XX^{e} siècle, mais surtout de la 2^{e} d'où ce CPS a émergé. À cela s'ajoute l'interface tricontinentale, d'Europe avec l'Asie et l'Afrique, sur laquelle Braudel a tant insisté et qui s'articule autour de la Méditerranée, une mer

intérieure. Le tout s'est trouvé débordé depuis la Renaissance et le début de la Modernité par les mers ambiantes jusqu'en les Amériques et l'Océanie. La terre tricontinentale, surtout par l'Europe, si se rappelant de son moment renaissant au seuil de sa Modernité, respire avec cette eau lui étant à la fois si intérieure et extérieure, avec l'air circulant pareillement chez tout un chacun au gré de son souffle pulmonaire, voire sa palpitation cardiorespiratoire qui, de pulmonaire à cellulaire et inversement, s'étend avec et via l'interface du sang circulant. Sang véhicule de l'âme selon les monothéismes, avant de se trouver emporter par la théorie de l'évolution et de la mésinterpréter en racisant ce sang et avec lui, l'âme. Jusqu'à l'Aryen, dont s'est réclamé le régime nazi lors de la 2e guerre mondiale, s'est méconnu concerner d'abord, avant tout ce dérapage, la seule classe guerrière perse qui, lors d'une lointaine Antiquité, a envahi l'Inde et y a instauré les castes. Toutes les autres confusions s'y ajoutent, faute de distinguer le néosionisme (préconisant le retour de la terre d'Israël d'avant la diaspora) du sionisme (préconisant le retour d'une part importante de la diaspora en terre d'Israël), lui-même du sémite (renvoyant d'abord aux peuples antiques : Araméens, Arabes, d'Hébreux aux Juifs, Phéniciens, d'Assyriens à devenus, via le Grec, Syriens), au seul Juif, surtout lorsque parlant de sémitisme/antisémitisme, alors rendu toujours plus si métonymiquement opérant que toujours plus axiomachique. Notez que ce sont des États dits démocratiques qui ont dit mettre fin au droit du plus fort au sortir de la 2e Guerre mondiale et au ressort de l'ONU, tout en instaurant un véritable droit international, dont tarder à s'apercevoir qu'il n'était qu'interétatique, avec divers écarts de puissance. Les États-Unis, le principal État dit démocratique et procurant même à l'ONU son lieu physique, reviennent au XXIe siècle, surtout depuis que trumpiens, à ce droit du plus fort contre ce droit international si interétatiquement filtré de part en part selon des écarts de puissance se rendant brutalement opérants. Tout s'est inversé : l'Allemagne est démocratique sur arrière-fond social-démocratique, là où les États-Unis révèlent que le libéralisme n'a été qu'accidentellement démocratique et que, en s'exacerbant en libertarien, il l'évacue, de fait l'en parasite. L'enjeu : l'humain, jamais individuel que d'emblée social, surtout quand il s'agit de démocratie. En présumant pouvoir faire abstraction de cette dimension sociale constitutive de l'humain jusqu'en ce qui en est le plus individuel, ledit Occident, de son libéralisme via l'illibéralisme (ne gardant que la façade d'élections à intervalles et oblitérant tout le reste) au libertarisme, s'aperçoit-il de sa propre duplicité faisant autant émerger qu'anéantir la démocratie, en la considérant autant annexable qu'autrement évacuable ? Prôner et trahir la démocratie d'un même souffle et se

refuser à tout examen de conscience pour y perdurer : faut le faire ! L'incessante confusion de la liberté avec le libéralisme et son devenir via l'illibéralisme jusqu'au libertarisme révèle que le droit du plus fort ne s'est euphémisé qu'un temps en force du droit comme sa façade avant que l'euphémisation cesse, que sa façade s'estompe et que tout en reflue et resurgisse à rebours. Ce que Élias appelle *La civilisation des mœurs* connaît ses brèches fissurant ce vernis de civilisation et, depuis des mœurs se faisant représentationnelles mises en scène d'elles-mêmes, se met à résorber toute représentativité et à la confondre avec les intervalles électoraux. L'illustre ladite démocratie illibérale, à l'interface menant de ladite démocratie libérale au libertarisme.

L'illustre l'apparente longue tradition ayant si souvent porté au pouvoir le Parti Libéral du Canada, de Laurier (au tout début du XX^{e} siècle) via les Trudeau, de père en fils spirant en un même esprit, à Carney comptant bien parachever cette descente de Dieu (du Père en Fils spirant en Esprit-Saint) en Terre. Laurier prononçait de longs discours sur le libéralisme sans mentionner la démocratie. S'y entrevoyait le caractère artificiel de leur ultérieure fusion en démocratie libérale. Lorsque le Canada a fini par résister à Londres, le Royaume-Uni l'a constitutionnellement libéré par le Statut de Westminster en 1931. Trudeau père s'adonne en 1982 au Rapatriement unilatéral de cette Constitution avec le ROC (Rest Of Canada) pour s'éviter un sérieux problème de légitimité (comme le lui avait alors signalé Bora Laskin, juge en chef de la Cour suprême), mais légitimité restant fort partielle et partiale, car sans et contre le Québec, dont parasiter la Charte des droits et libertés pour en subordonner le droit civiliste (pourtant reconnu par la Constitution de 1867) à la *common law* anglicisante en même temps que le fait français à l'homogénéisation anglicisante (qui, aussi selon la Constitution de 1867, était censée ne prévaloir que pour le reste du Canada) : il n'y a plus que Charte de droits et libertés si individuels qu'individualistes et donc tronqués de leur teneur sociale d'emblée renvoyée en clause annexe et dérogatoire. Or, même cette clause nonobstant est de déjà trop pour Trudeau père, auquel Jean Chrétien rappelait qu'il l'avait accepté. Trudeau père a déséquilibré tous les pouvoirs depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et enfin, le juridique d'où peser sur toute société civile, surtout si québécoise. Ce trop, caractérisant les droits et libertés de teneur sociale refoulés dans la clause nonobstant n'existant qu'en étant censée ne pas exister et déjà fort mal digéré par Trudeau père, rebondit sous Carney pour qui un (tel) droit est un (tel) droit, censé n'être si individuel qu'individualiste, en bon libéralisme. La laïcité québécoise se retrouve devant la Cour suprême en 2026, et ce, pour porter sur l'usage de la clause

nonobstant en question par laquelle elle s'est instaurée (et qui doit régulièrement être renouvelée pour perdurer). Qu'en dire ? Mark Carney a très explicitement qualifié le droit international de fiction utile à Davos. Les règles dites internationales sont de fait entre les États. Elles ont aussi été consolidées jusqu'en le commerce, la santé, la justice, etc., après la 2e Guerre mondiale, d'où l'ONU, l'OMC, l'OMS, la CPI, etc. Par ces règles, le Canada a pu prospérer, tout en sachant que les puissants, dont les hégémoniques États-Unis, pouvaient y déroger et, dorénavant, sous Trump, s'en affranchir carrément pour pleinement s'adonner à l'impérialisme, mais en se butant sur l'interimpérialisme (dit multipolaire), du fait de coadvenir avec la Chine et la Russie et ce, jusqu'en et hors du CPS de l'ONU. Carney l'a presque dit : le droit dit international est de fait interétatiquement filtré de part en part, de sorte qu'il n'est fictif que par sa sous-jacente fiction de base qu'est l'État-nation s'étant diffusé et généralisé après la Révolution française en même temps qu'ont émergé les Droits de l'homme, à l'époque, mais mieux dénommés droits humains depuis lors, en particulier à l'ONU. Le passage de l'État monarchique à l'État-nation tenait en ce que la tête de l'État pouvait être élue et donc renouvelable, et ce, à partir de la nation. Or, la coïncidence censée être énoncée et rendue fusionnelle par le trait d'union liant État et nation relève de l'idéologie libérale d'individus mieux reconnus tels relativement à d'autres, pour peu qu'étant plus individualistes qu'eux, au point de s'imposer jusqu'en la société en cause, d'emblée censée s'y réduire. Il suffit d'oblitérer ces différences advenant entre les individus (et jusqu'au sein de tout un chacun, de son individuation intra-utérine à son individualisation issue de sa néoténie et de ce que la société peut plus ou moins fortement l'inciter après la naissance à reprendre à titre individuel sa propre individualité et enfin, à son individualisme qui s'ensuit et dont présumer qu'il s'agit d'une donnée allant de soi et pesant à rebours pour s'avaler ce qui le sous-tend, à savoir ces individuation et individualisation) pour ne plus parler que des individus en général et faire accroire à la coïncidence de leurs intérêts individuels (mais surtout rendus toujours plus individualistes) avec les intérêts collectifs qui les agglutinent, mais tant s'y réduisent que tiennent lieu de ce qui peut en être social. Vous voilà libéral ! Mandeville, Smith et avec lui tout le capitalisme, Sade et al., l'ont tous compris. Lors du surgissement de l'État-nation, si elle ne se compose que de tels individus (présumés d'emblée si individualistes que tronqués en eux-mêmes de toute teneur sociale et *a fortiori* de toute part acquise avec autrui jusqu'en son sens de soi pour ne plus que se la surimposer à rebours à partir de leur seule collectivité censée n'en être que juxtaposante), la nation peut se reconnaître en un tel État. Elle peut même s'y résorber, selon le

fameux État postnational énoncé par Trudeau fils. Étonnante nation que celle qui se postnationalise en État se refusant d'être postcolonial : avec et sous la canadienne nationalisation anglicisante multiculturellement multiethnoracisante, s'occulte toute nation québécoise, seule à pouvoir se faire prévaloir française et se doter d'un État correspondant, même si uniquement provincial (et dont s'assurer qu'il va rester provincial, mais surtout toujours plus minoré tel), au Canada en Amérique du Nord. Le lecteur a-t-il bien lu : une nation ne peut être un État si elle est sous emprise d'une autre nation apte à la diluer avec et parmi maintes autres en la sienne se l'assimilant et homogénéisant en son État s'assurant de le provincialiser et toujours plus l'en minorer. L'État-nation suscite un dit droit international d'emblée interétatisant, selon l'écart de puissance prévalant. Le Canada trudeauisé illustre comment effectuer de façon subreptice ce que les États-Unis trumpiens font à ciel ouvert : si le droit international est fictif par confusion avec son interétatisation, l'État-nation à sa base n'est qu'un fantasme. Le magnifient les États-Unis faits *Fantasyland* et *a fortiori* depuis que s'imposant tels par Donald Trump qui ne tolère plus aucune idéation jusqu'en sa logique à la source de quelque règle que ce soit que selon sa seule sous-jacente fantaisie, elle-même fort cruelle en ses affections. Mark Carney fait porter l'attention sur de tels États-Unis, pour qu'elle ne se porte pas sur ce qui se passe au sein du Canada. C'est évident et affiché aux États-Unis, mais subreptice (et à garder tel) au Canada.

Pour comprendre ce devenir sociohistorique bien plus que seulement individuel, sauf fantasme occidental le confondant avec l'individualisme, et ce, de la 2e Guerre mondiale au XXIe siècle, on peut comparer ce que Messadié décrit dans *L'atroce XXe siècle* avec ce qui se passe au XXIe siècle. Lesdites sociétés occidentales fantasment tellement sur l'individuel censé être et n'être qu'individualiste qu'elles sont toujours en quête de quelque tête d'affiche autant pour le bien que pour le mal. Quant à l'émergente (et non toujours déjà présomptive) figure de Hitler, Messadié fait ressortir jusqu'à quel point dans l'entre-deux-guerres l'Allemagne cherchait tant à s'extraire des conditions qui lui avaient été faites au sortir de la 1re que diverses mouvances sociales passant par diverses figures se sont mises à faire monter tel ou tel individu, dont a finalement surnagé principalement Hitler qui, alors et seulement alors, s'est imposé et a pu conforter le fantasme occidental de l'individualisme si marqué qu'au ressort d'un nationalisme ne faisant que l'en collectiviser et s'imposer tel jusqu'à toute la société, d'où leur contraction les fusionnant en une seule et même expression dite nazie. Un exemple marquant est Goering, si assoiffé de son avènement, qu'incendiant le Reichstag pour le précipiter, sans lui en faire part. Tout le livre

fourmille de maints autres exemples semblables. Ces mouvances sociales propulsant les individus bien plus que les individus s'imposant en retour en leurs sociétés respectives, sont à comparer, par exemple entre Hitler, dont il vient d'être question, et Trump. Tous connaissent la tendance trumpienne à scénariser et mettre en scène tout et n'importe quoi (dont son stylo pour signer ses décrets lors d'une rencontre au plus haut sommet quant à la guerre israélo-étatsunienne contre l'Iran). Tout se passe comme si c'était uniquement individuel, dans le pays le plus hyperindividualiste de la planète, à savoir les États-Unis. Or, il s'adonne que ce n'est aucunement Donald Trump qui a transformé, du moins quant à sa dénomination, la doctrine Monroe en doctrine Donroe. C'est le *New York Times*, le 8 janvier 2025, sous le titre « The Donroe Doctrine : Trump's vision for hemisphere ». Bien sûr, narcissique comme il l'est, c'est du matériel tout cuit (voire du pain béni ?) lors de ses mises en scène. Cela s'ajoute à tout ce que la tendance MAGA a retenu de son 1er mandat pour en tirer la leçon dès le seuil de son 2e mandat, ce que Steve Bannon a résumé par « flood the zone » comme stratégie politique consistant à monopoliser l'attention des médias, désorienter les opposants et distraire le public de toute autre information qui pourrait surgir dans des médias, s'ils ne sont d'emblée vendus à sa cause, d'où sa seule liberté d'expression massifiant partout la censure (faite tabou-paranoïa-cruauté). Bien sûr, tout le juridique est sous la coupe d'une Cour suprême fort conservatrice tellement axée sur la reviviscence d'un droit dit originel à expurger des apports progressistes considérés l'avoir modifié que portée à renforcer le pouvoir exécutif toujours plus unitaire jusqu'à y sacrifier tous les autres pouvoirs et jusqu'aux institutions (à quelque rare exception près, dont l'indépendance de Fed). Donald Trump peut donc d'autant plus aisément y apporter sa touche personnelle. Sa vie entière gravite autour de sa capacité à se mettre en scène. Il se voue à y être tellement tout entier à sa seule apparence qu'à en faire autant sa très littérale identité et de là, la glue faisant tenir ensemble tout ce qui de la réalité est censée s'y plier et qui est autrement à réifier jusqu'en tout ce qui de sa factualité résiste à s'y rendre alternative, si s'avérant plus têtue qu'il ne l'est. Donald Trump peut ainsi bloquer « un projet de loi bipartisan sur le logement abordable, adopté par le Congrès et décrit par ses défenseurs comme la plus grande loi sur le logement abordable en des décennies » en exigeant, pour qu'il le signe, que « le Congrès adopte d'abord le SAVE America Act, qui impose une pièce d'identité et la preuve de citoyenneté pour voter. »[1] Il en fait un levier de négociation, même s'il n'y a

[1] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/politique/gouvernement/decryptage-trump-prend-la-loi-sur-le-logement-en-otage-pour-imposer-le-save-act-electoral.

aucun rapport entre le vote électoral, tel que conçu selon le Safeguard American Voter Eligibility (SAVE) Act s'affichant vouloir empêcher des fraudes pourtant très rares, mais visant en fait à supprimer le vote légal de millions d'étatsuniens peu portés à voter pour lui, et la loi sur le logement, en vue de régler une grave crise à travers le pays. Il s'agit d'une prise en otage, non seulement législative, mais de la population à pourfendre en deux, selon que plus susceptible ou non de voter pour lui, surtout au mi-mandat dont l'issue s'annonce particulièrement défavorable. Il s'agit donc d'une instrumentalisation de la démocratie représentative entière afin que ce ne soit plus les gens éligibles à voter qui choisissent leurs représentants, mais tout l'inverse, à savoir de(s) représentant(s) se prédéterminant eux-mêmes et choisissant ceux-là seuls qui vont les en conforter lors de l'élection et qui sont seuls à rendre éligibles. Un décret visant à rendre opérationnel le SAVE Act contraindrait le Service postal pour y créer des listes à travers tout le pays et donc en faire l'instrument de l'intrusion tout à fait inconstitutionnelle de l'État fédéral dans les États fédérés. Des gouverneurs se sont mis à le contester, car c'est une autre inversion des rôles constitutionnels : ce sont le Congrès et les États (donc les gouverneurs) qui sont censés détenir le pouvoir de fixer les règles électorales, non le président (soit-il exécutif unitaire[1]), du fait que le vote postal (par correspondance) tend à être défavorable à ses intérêts politiques[2]. *Art of the Deal* : donner l'envers pour l'endroit et faire virer l'endroit à l'envers de lui-même pour l'y faire s'y conformer, telle est la représentationnelle mise en scène s'en mettant à surdéterminer et coloniser toute représentativité de la réalité pourtant censée être en question. Bref, la fantaisie la plus cruelle en acte se tend de l'incertitude entravant les entreprises de construction se doublant de la pervasive misère du logement (plus des taux hypothécaires, etc.) au dysfonctionnement démocratique d'autant radicalisé. Tous deux sont manipulés par une telle soi-disant négociation, alors qu'il s'agit tout simplement d'un abus de pouvoir, mais rendu possible par

[1] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/reportage-scotus-renverse-90-ans-de-jurisprudence-et-donne-%C3%A0-trump-le-pouvoir-de-limoger. La doctrine de l'exécutif unitaire s'est forgée pendant les années Reagan et a été promue par des juristes conservateurs (dont ceux nommés à la Cour suprême par Trump lors de son 1er mandat). « L'argument central : tout le pouvoir exécutif appartient constitutionnellement au président, et les agences indépendantes constituent une distorsion illégale de cette architecture. » Sauf la Fed, Trump peut donc démantibuler ces agences indépendantes (écologiques, sanitaires, financières…) pour déréguler les secteurs en cause, en plus de limoger quasi autant qu'il le veut, y compris menacer les médias dont la couverture des évènements lui déplaît. Toute liberté est d'abord la sienne.

[2] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/reportage-neuf-gouverneurs-democrates-sonnent-la-charge-contre-le-plan-postal-de-trump. Ce nouveau système serait à implanter à toute vitesse en vue de la prochaine élection en novembre 2026 et risquerait de rendre le système électoral entier encore moins fonctionnel, d'où pour le même Trump, de la nouvelle matière à de nouvelles interventions arbitraires sous de nouveaux prétextes si le résultat du vote n'est pas celui qu'il veut. Trump est en incessante création de polémique, source d'impasses et pseudonégociations faisant s'entrechoquer les propos les plus hétéroclites. Quête de chaos à son seul et unique profit.

l'exécutif unitaire juridiquement conforté. La loi, bipartisane, chemine sans être signée. Il est crucial de s'apercevoir jusqu'où peut aller le droit d'État ainsi fait droit du plus fort une fois mis en lieu et place, sous façade et jusqu'à l'encontre de l'État de droit et *a fortiori* de quelque force du droit, surtout quand celle-ci ne vise qu'à y revenir. Cette même puissance, d'autant exacerbée et rendue impérialiste jusqu'à tout siphonner (y compris la démocratie) à seul profit, permet aux États-Unis trumpiens de peser sur l'ONU et de l'acculer à la crise, par surcroît en la faisant accroire uniquement de gestion et en exigeant de ne se réformer qu'en ce sens. Or, la pression étatsunienne trumpienne vient de faire fléchir aussi jusqu'à la Banque mondiale pour qu'elle abonne tout objectif interne d'amélioration climatique et ne s'adonne donc plus qu'au cas par cas selon tel ou tel État y tenant néanmoins, mais dorénavant chez lui seul, alors que cela ne peut guère fonctionner sans concertation écosystémique d'ensemble. S'y illustre bien en quoi le cynisme va bon train et est d'autant porté à susciter la crise même qu'il prétend éviter qu'il est inapte à quelque aperception critique, de fait la refoule et la tolère fort mal, si constructive puisse-t-elle chercher à être. Le plus étonnant est que, même si les États-Unis sont les principaux contributeurs (à hauteur de 16%) de la Banque mondiale, il ne semble pas surgir une coalition au moins prête à examiner de quelle façon compenser tout éventuel retrait des États-Unis pour que ce soit ceux-ci et non plus tout un chacun des autres États qui s'en trouvent isolés. Si cela s'avérait faisable, ce serait une occasion majeure pour implanter le tiers système monétaire proposé en introduction du présent livre, à savoir pour instaurer une véritable monnaie d'emblée internationale, en l'occurrence onusienne en concertation avec la Banque mondiale, donc non soumise à une hégémonie indue de la monnaie d'un pays[1] ou à un ensemble concurrent de monnaies s'en détachant et faisant même émerger l'une d'elles s'en mettant à prédominer et à concurrencer jusqu'à l'hégémonique (faut-il les nommer et identifier ou n'est-ce pas très évident pour la plupart ?), depuis le XXI^{e} siècle. Se constituerait le coup d'envoi d'une révision générale des institutions mondiales au fur et à mesure que s'instaurerait leur interrelation en une telle nouvelle dynamique d'ensemble, dont libérer Cuba, voire les Amériques et l'Europe, jusqu'à l'Asie, y compris la Chine, pouvant y être intéressés. Sinon, reste l'autre voie : poursuivre le divorce industriel de l'Occident d'avec la Chine (pour un coût jusqu'à 23,600 milliards de dollars) avec, si s'apercevant que le problème n'est pas qu'extérieur, chaos interne trumpien.

[1] Dont le dollar depuis Bretton Woods et *a fortiori* le pétrodollar issu de Nixon, mais quelque peu plombé, surtout depuis la guerre faite à l'Iran et la crise s'en étant mondialisée depuis le détroit d'Ormuz. Les sources pétrolières étatsuniennes sont partielles et partiales.

Hormis s'ils réussissent à faire se délocaliser aux États-unis des entreprises canadiennes ou autres, les tarifs trumpiens produisent chez eux le contraire de ce qu'ils promettent (en payant plus cher leurs intrants) et incitent les alliés à adapter leurs chaînes d'approvisionnement et à chercher à se réseauter autrement commercialement pour en être moins dépendants. Les blocs économiques intégrés avec les États-Unis, dont ledit ACEUM, sont en train de s'éroder. Sans se désintégrer, ils se relativisent. Quête du moindre risque.

Autrement, s'y cerne la tendance occidentocentrique, surtout étatsunisocentrique, à tant occulter toute mouvance sociale au ressort de l'émergence de figures individuelles qu'à ne plus que se projeter et s'en suraccentuer tout à l'inverse en des figures individuelles à célébrer autant en bien qu'en mal, dès les bien-être et mal-être, mais *a fortiori* à ce qui peut s'en poursuivre plus ou moins moralement jusqu'en le légal et d'abord l'exécutif jusqu'au plus unitaire, tant leur emprise sur les sociétés en cause est forte. Cette tendance nous introduit directement à la tendance asiatique (et en bonne partie aussi russe s'en démarquant avec l'Asie dans la notion d'Eurasie et d'euroasiatique) qui, elle, tend fortement à procéder en sens inverse. Selon l'approche du présent livre axé sur l'humain, jamais individuel (*a fortiori* si jusqu'à l'individualisme et même l'hyperindividualisme) que d'emblée social, non seulement l'humain est pourfendu en deux polarisations inverses se mettant à s'exclure et refouler l'une l'autre, mais s'instaure leur divergence systémique d'ensemble à l'échelle de la planète. S'éclairent autant les tensions interimpéralistes que lesdits heurts entre la soif unipolarisante (style MAGA) et la multipolarité s'en accentuant au fur et à mesure que les interdépendances se renforcent. Et nous avons déjà vu que « Pouvoir se fier exige que la foi se mesure à la confiance mutuelle » et ce, jusqu'en pleine guerre israélo-étatsunienne avec l'Iran (avec arrière-fond russe et chinois), dont ne rien comprendre en s'entêtant à traiter seulement depuis soi, par surcroît réduit à son seul egocentrisme hyperindividualiste se faisant accroire ne que peser sur le social comme si jamais sans en émerger, sur tout autre censé n'en être que l'alter ego et comme si à force d'en assassiner les têtes dirigeantes tout le social était censé suivre. La tension entre les deux, si en miroir l'un de l'autre, se met à son tour à s'orienter en des sens inverses, à la façon dont la tension entre gauche/droite tant enveloppe et déborde toute tendance gauchère/droitière, voire gauchiste/droitiste, que peut s'orienter autant de façon lévogyre que dextrogyre. Peuvent en résulter divers états d'équilibre à leur interface, ce qui s'appelle l'énantiodynamique, en l'occurrence relationnellement tissée et considérée plutôt que seulement distribuée en des particules ou molécules se constituant en miroir

les unes des autres, à la façon dont même les gauche/droite n'adviennent que purement juxtaposées comme en les songes cartésiens de 1619 (Morin, 2022-2026).

3) Représentant issu de l'Asie

Avant d'en venir à un représentant asiatique au Conseil Indépendant, rappelons que l'Europe introduit un très problématique bloc tricontinental (fort étudié par Braudel en son interface méditerranéenne) : Europe, Afrique et Asie. Ladite sortie évolutive humaine hors d'Afrique vers l'Europe et l'Asie (avant de se poursuivre vers l'Océanie et les Amériques, d'où s'interfacer avec jusqu'à l'Arctique et l'Antarctique et compléter le tour des plaques continentales et donc s'en étendre panplanétairement) s'est conçue depuis l'Europe faite Occident, dès son Antiquité, comme d'où se tendre vers les respectifs dits Occident et Orient. Émergence évolutive d'Afrique vers l'Europe et l'Asie, puis, abstraction faite de l'Afrique et *a fortiori* de ses distinctions internes entre ses propres Ouest et Est, affirmation européenne, depuis son Antiquité, d'être l'Occident d'où envisager l'Asie comme l'Orient. Voire s'en tenir au seul déploiement eurasiatique, abstraction faite de son inaugural germe africain. Seule l'Europe s'est définie comme Occident d'où se doter d'un Orient, au point que l'Eurasie s'est déconnectée de sa racine africaine, mais néanmoins résurgente par la crise au Moyen-Orient faisant s'interfacer les trois (Afrique, Europe et Asie). De plus, elle s'est étendue de façon transatlantique en Amériques, de sorte que ledit Occident s'en serait élargi tel avant de se révéler par le transpacifique rejoindre l'Asie en sens inverse et être plutôt l'Orient dudit Orient. Bref, faute de sa racine africaine éclairant d'où sort l'humanité en question, le tout est anthropocentrique, de fait anthropologocentrique. L'Anthropos et le Logos se sont affirmés avec la Grèce (s'étant combinée avec l'apport monothéiste) à la racine dudit Occident. L'Anthropos est anthropique (à la façon de l'entropie en physique), car il est arrachement de soi à soi au profit du Logos portant sur soi et s'en révélant d'emblée de part en part téléologie qui se projette en la trajectoire solaire, mais d'abord et avant tout couchante. D'où l'Occident qui, comme le mot le dit, consiste à occire, à s'obséder de ce qui meurt et qui s'illustre quotidiennement par un tel Soleil, mais, par ce qui perdure inconsciemment de soi (en sa propre aurore si orientale) de sous l'inaugural arrachement à soi, qui en dépérit et qui s'y met en scène tel. Hegel peut absolutiser cette téléologie, Marx la réancrer matériellement, le Ça nietzschéo-freudien s'attacher à ce qui en perdure inconsciemment au fond de soi et Kierkegaard n'en plus écrire le nom de Dieu

qu'en le biffant à la source d'un tel monde. Dieu meurt d'un tel humain incessamment dépérissant d'autant au fond de lui-même qu'en son horizon d'un tel monde axé sur le Soleil couchant l'en constituant en Occident et lui rappelant incessamment sa propre tendance à s'occire. Dieu s'incarne par ce même humain si porté à dépérir au tréfonds de soi et ainsi situé en un tel monde (si occidental) pour l'en sauver comme de son péché originel. Immense tâche divine que celle d'insuffler vie à un tel humain si axé tous azimuts sur la mort, autant en dépérissant au tréfonds de soi qu'en se projetant et s'en constituant tel en son horizon entier du monde. Tel est l'Occidental, tel qu'il ne s'est démarqué de l'Asie alors dite Orientale pour ne se faire Euroaméricain se déployant de façon transatlantique qu'en se triangulant avec l'Afrique mise en esclavage, sans parler du sort réservé aux Autochtones d'Amérique. Tout se volatilise dans *Saving American's Story*.

En termes géophysiques, il n'existe donc aucun hémisphère occidental et aucun hémisphère oriental dûment attitrés. Ils n'existent que par cette contingence évolutionniste et sociohistorique s'étant trouvée géopolitisée par-delà sa géophysique sous-jacente, mais en présumant pouvoir la figer, ce qui ne peut se faire sans s'en figer soi-même et s'en mettre à dépérir. Il n'existe d'hémisphère occidental et *a fortiori* d'hémisphère oriental que par une géopolitique qui est ignare de sa propre géophysique et qui cherche à figer ce qui en est au contraire incessamment mobile. Si l'Europe s'est dite occidentale en regard dudit Moyen-Orient et *a fortiori* l'Inde et la Chine dès lors à dire orientales, l'hémisphère occidental n'a pu en jaillir qu'en s'étendant via l'Atlantique d'Europe en Amériques, alors que, par contre, via le Pacifique jusqu'en Chine, Inde et Océanie, tous les pays des Amériques sont à l'Est et donc à l'Orient dudit Orient. L'interface Orient/Occident n'est aucunement fixe comme le fait accroire sa géopolitisation biaisée, mais mobile par sa géophysique, si limitée celle-ci soit-elle à la seule trajectoire solaire nycthémérale horaire y apparaissant en sens inverse de la rotation antihoraire terrestre d'où pouvoir s'en héliocentrer. Elle varie avec la longitude qui n'a pu être mesurée à la seconde près que depuis l'horloge à pendule de Huygens. Bref, l'interface Orient/Occident n'a aucune autre existence géophysique qu'à tout moment nycthéméral fort variable de sa longitude départageant en Janus lesdits levers et lesdits couchers de Soleil auxquels les adosser. La géophysique inscrite en son héliophysique céleste révèle l'anthropologocentrisme risquant de surnager à sa racine humaine évolutive qui est africaine, et ce, entre Europe et Asie (jusqu'en Océanie et Amériques). Enfin, démocratiser la mesure du temps est d'autant complexe qu'elle est énergivore, du fait que le temps exige d'être toujours plus continuellement mesuré pour

l'atteindre toujours mieux selon un degré de précision toujours mieux affinée (même la seconde l'étant dorénavant à l'échelle 10^{-18} par l'horloge optique puisant directement à la vitesse de la lumière), surtout quant à la longitude, donc quant à l'interface Orient/Occident. Tous les fuseaux horaires au ressort de toutes les synchronisations et coordinations internationales, *a fortiori* interétatisées, en sont d'autant interdépendants. Le temps réel actuel comme temps présent s'y intensifie, non seulement entre Est/Ouest par longitude, mais du Sud au Nord par latitude, selon des enjeux de pouvoir qui sont loin d'être seulement scientifiques, car aussi géopolitiques. S'y problématise le temps long face au présentisme narcissique disposant, mais restant si inconscient qu'ignare de ce qui le rend ainsi tant présent, à la façon d'un don, à tout moment.

De plus, comme du transatlantique au transpacifique il y a une inversion de qui peut être l'oriental/occidental de qui, de même il y a inversion correspondante desdites routes de la soie qui, après s'être instaurées d'Europe vers l'Asie, dont la Chine, se déploient dorénavant depuis l'Asie et à partir de la Chine vers l'Europe et tous les autres continents. Ces nouvelles routes de la soie se disent issues d'un Empire du Milieu, d'un impérialisme correspondant et au gré d'une interface mobile et sans aucune fixation, comme se le fait accroire ledit Occident si présomptivement euroaméricain que géopolitiquement ignare de la géophysique sous-jacente et ne voulant y voir que l'Orient censé lui correspondre, comme s'il n'y avait jamais aucun passage et donc, aucune inversion orientale/occidentale du transatlantique au transpacifique, par forcené déni de réalité.

L'illustre l'émergence de DeepSeek au moment lors duquel Donald Trump annonçait des investissements massifs dans ladite IA alors ébranlée jusqu'en sa prétention de domination : une telle conception si inverse met l'algorithme en libre accès à travers lequel tous peuvent de partout autant y contribuer qu'en faire un adaptatif usage gratuit selon les besoins de tout un chacun, plutôt qu'une propriété privée, monopolistique et chère autant à produire qu'à rentabiliser (sans parler de la subséquente merdification du web auprès d'usagers rendus captifs et en la présumant être mieux que quelque constipation chinoise, alors que laissant toutes deux entrevoir un même problème sphinctérien, même si en deux sens inverses quant aux orientations géocapitalistes et géopolitiques). De fait, les États-Unis trumpiens veulent dominer l'IA comme voie d'où dominer la planète, mais la Chine dit depuis longtemps (bien avant l'arrivée de Donald Trump) qu'il s'agit d'un patrimoine commun de l'humanité, ce dont la mise sous tension réciproque jaillit plus que jamais depuis juin 2026. Les États-Unis dénoncent l'Alibaba chinois de siphonner l'IA d'Anthropic (et en restreignent les groupes

d'usagers, ainsi que ceux du nouveau ChatGPT d'Open AI, pour l'éviter). Or, l'approche chinoise, en ce cas comme en tous les autres, est d'en rendre un tel usage plus largement accessible et permissif (en le mondialisant, même si c'est en le transposant autrement que désiré). Encore une fois, soi-disant d'Occident en Orient (alors que, via le Pacifique, la Chine est au contraire à l'Ouest des États-Unis). Est en cause jusqu'au substrat physique, comme l'illustre l'interface taïwanaise où se fabriquent encore les puces électroniques de pointe et où a été saisi tout un stock de puces électroniques sur le point d'être illégalement exporté en Chine et intégré à son réseautage planétaire. Ce qui est censé être un déploiement géopoliticoéconomique fixe et unilatéralement opérant jusqu'en sa géophysique reste au contraire mobile comme d'où s'en trouver impacté en sens inverse, par concurrence qui n'est jamais seulement celle des marchés de l'IA, car d'abord des sous-jacentes matières premières critiques dont disposent principalement la Chine et qui entrent dans la fabrication des puces électroniques la composant. Le rapport entre fixe/mobile jusqu'entre occidental/oriental s'y inverse. Nul ne siphonnerait les puces électroniques et tous les logiciels s'en étayant, s'il n'y avait d'abord ces matières critiques à partir desquelles les produire.

Il ne s'agit aucunement seulement de l'IA, mais de toute la vie humaine (donc d'humains, d'individus d'emblée sociaux) s'en tendant entre hors/en ligne, à savoir Off/On Lines, car « Off Line Merge with On Line » : l'HOMO Sapiens devient OMO Sapiens et vit des « OMO experiences »[1] au fur et à mesure que « the country's market advantage is turning into a data advantage – critical to support the development of AI » [as] « physical world becomes digitized, with companies detecting a person's location, movements, and identity, and then transmitting the data so that it can help shape online experience »[2]. L'actuel sous-tend et se poursuit jusqu'en sa virtualisation par IA, plutôt que de se faire accroire l'inverse à la façon des États-Unis, comme si la prise de contrôle du devenir du virtuel surdéterminerait tant que dominerait partout jusqu'à toute actualité.

A fortiori, la précautionneuse introduction chinoise de stablecoins s'assure de n'instaurer d'économie virtuelle spéculative (on line) qu'enracinée en

[1] Kai-Fu Lee, Meet OMO Sapiens, *Economist*, nov 2017, p. 125.

[2] 1 *https://www.project-syndicate.org/.../china-digital-age-innovation-...*, paru le 4 Déc. 2017. Hors Chine, un système plus diffus peut reconstruire par les omniprésents Wi-Fi l'image de tout un chacun : « La menace pour la vie privée réside dans un mécanisme appelé BFI, pour « beamforming feedback information » (information de retour de formation de faisceaux). Ce phénomène se produit lorsque des appareils connectés à un réseau Wi-Fi, comme les smartphones et les routeurs, s'envoient des signaux de retour d'information au sein du réseau. Le plus inquiétant est que ces informations sont transmises sans aucun chiffrement. En clair, n'importe qui à portée de ce réseau peut les intercepter et y accéder. » https://lanature.ca/2026/02/26/des-scientifiques-ont-decouvert-que-le-wi-fi-peut-vous-espionner-meme-lorsque-vous-netes-pas-connecte-a-internet/

l'économie réelle (off line), là où les États-Unis ont débattu du *Clarity Act* qui se proposait de faire tout l'inverse et de suspendre *ad vitam aeternam* toute réalité à sa seule mise en scène en assurant la libertarienne spéculation totale en même temps que la présomption d'une supériorité technologique censée leur assurer une domination totale. Il n'a été que temporairement restreint à son activité transactionnelle axée sur des flux accélérés. S'instaure Yield-as-a-service pouvant lui faire générer un rendement, mais, lors de crises, est-ce sans emprise concurrentielle de ce rendement sur et contre l'épargne dont faire s'envoler les liquidités hors du placement effectué, si ce n'est des banques, et en amoindrir la capacité de crédit ? Un mur se dresse face à ladite exigence morale de fourbir des armes logicielles pour défendre et assurer la supériorité de la République technologique que préconise Alex Karp, visage public de Palentir assurant Trump du traitement algorithmique de masses de données à ses fins politiques conservatrices jusqu'en la police prédictive s'ensuivant (via ICE, etc.) et censée prévoir les crimes avant qu'ils ne se produisent (selon quelques biais ciblant plus certaines populations que d'autres ?), voire en l'éventuelle captation de données de dossiers médicaux en vue de surveillance ou profilage[1], et en partenariat avec Israël à Gaza ou lors de l'agression militaire israélo-étatsunienne s'en trouvant

[1] Via Palentir, les États-Unis trumpiens n'ont rien à envier à la surveillance chinoise normant et notant ses citoyens. Son logiciel Gotham est depuis les années 2000 le cerveau numérique des agences de renseignement les plus puissantes du globe. Depuis 2016, sa plateforme Foundry dessert le monde des affaires et en favorise l'intégration par les États dans l'économie mondiale. Depuis 2023, Artificial Intelligence Platform permet aux organisations d'intégrer des modèles d'IA dans des environnements ultra-sécurisés et fermés pour en obtenir des recommandations stratégiques immédiates. Depuis 2024, il est le maître d'œuvre du contrat TITAN (Tactical Intelligence Targeting Access Node) pour l'armée étatsunienne. Son projet Maven permet de surveiller les mouvements de troupes et les infrastructures sensibles, comme lors de la guerre contre l'Iran où désigner les cibles et s'arroger en l'automatisant le droit de vie ou de mort. https://www.presse-citron.net/5-points-tout-comprendre-palantir-ia-ombre-renseignements-armee-us/. Bien noter qu'au début de 2025, Trump a signé un décret permettant aux agences fédérales de partager entre elles les données des citoyens, ce que Palentir peut centraliser et unifier au sein d'un puissant système de surveillance, sous couvert de réduction des coûts et d'améliorer l'efficacité. Ce duo Palentir-Trump fait craindre et penser à un technofascisme, surtout si un tel contrôle est incontrôlé. Même avant la pleine émergence de Palentir, Obama ne savait déjà pas quoi répondre face au scandale Snowden ayant dénoncé cette surveillance de masse déjà en cours. Trump, assisté de Palentir, est plus éhonté et en tire maintes glorioles personnelles. Comprenons bien : surveillance de masse bien davantage que des proches des décideurs, d'abord Trump. C'est structurel, car inhérent au libertarisme protégeant jalousement ses privilèges informationnels et décisionnels d'où protéger ses avoirs et ses finances de la masse sociale ambiante, *a fortiori* de toute politique susceptible de créer des programmes sociaux en exigence d'y puiser pour les financer. Les seules institutions tolérables pour le libertarien, sont la police, l'armée, etc., étant entendu qu'elles ne sont censées exister que pour être ainsi à son seul service. En détenant une information privilégiée, il lui est possible de s'adonner à des transactions teintées de délits d'initiés, ce qui peut s'apercevoir par des comportements à des moments inhabituels (avant des annonces majeures plus officielles) mais justement trop récurrents, sans toutefois pouvoir aussi aisément susciter de transparence, si n'étant doté de moyens pour remonter jusqu'aux sources, ce que l'administration Trump supprime systémiquement et systématiquement. Trump ne manque pas d'occasions, puisqu'il les crée à son gré par ses attaques et leurs suspensions ou leurs moments différés, comme lors de sa guerre avec l'Iran et les fluctuations majeures du marché du pétrole s'ensuivant. Népotisme ? Non, selon les libertariens : c'est seulement du conservatisme, mais selon une conservation d'eux-mêmes et d'eux seuls. Publiquement : conservatisme, point. Et confusion entre ce conservatisme-là, censé être le seul (jusqu'au népotisme ?), et les autres.

d'autant ciblée contre l'Iran : les États-Unis ont produit exactement ce qu'il voulait éviter en restreignant l'accès de la Chine aux puces électroniques (qui leur a déjà restreint en retour l'accès aux minéraux critiques pour les fabriquer), car ils ont créé une urgence nationale chinoise de s'autonomiser (et de disposer autrement des minéraux critiques dont les États-Unis, eux, ont encore besoin), au point de ne pas seulement vouloir rejoindre, mais de devenir le leader mondial (même par-delà TMSC qui fabrique actuellement les puces électroniques de pointe et dont toute la planète dépend encore, tout en faisant de Taïwan l'interface la plus conflictuelle entre ces puissances dans le Pacifique). Il est crucial de bien comprendre que le capitalisme entier, sous son ancienne forme, s'écroule : il consistait à se procurer des matières premières à vil prix pour en tirer une capacité productrice menant à une d'autant forte plus-value sur le marché où leur valeur d'usage s'en métamorphosait en valeur d'échange, mais il doit dorénavant se redéfinir depuis ces matières premières selon qui les détient, les garde et ne les transige qu'en les couplant à sa propre capacité productrice, donc d'autant toujours plus incitée à devenir autonome que n'acceptant plus d'être ainsi exogénément parasitée. Tout un choc pour le parasite (dont se découpler) et *a fortiori* son double standard de deux poids, deux mesures qui est censé faire prévaloir le libre-échange tant qu'il domine, mais virer en protectionnisme à tout crin dès que la situation s'inverse, surtout si glissant et s'enferrant à même sa capacité productrice en de sous-jacentes chaînes d'approvisionnement se mettant à lui échapper et donc, l'en faire se tarir, faute d'intrants. Autrui se révèle exister indépendamment de toute et quelque emprise egoïque sur lui, en tant qu'il est non seulement lui-même, mais aussi son conjoint alter ego à la source des biens économiquement à produire et échanger, sans parler de la géopolitique venant encadrer le tout et devenant moins susceptible d'en être unilatéralement décrétée, malgré un exécutif rendu toujours plus unitaire pour y procéder. Même Dieu, si un qu'unique dont s'inspirer, ne lui apparaît plus mourir, fût-ce pour se sacrifier et le sauver, que se tarir avant que d'en périr. Les monothéismes s'y entrechoquent. Dieu n'a-t-il jamais été que le Tout Autre émergeant sans cesse de l'altérité interrelationnellement tissante et socialement constitutive qui s'y exhausse comme d'où se révéler à tout un chacun ?

De plus, par un jugement de la Cour suprême en février 2026, Trump a perdu son levier le plus puissant, prompt et brutal des tarifs douaniers et de ses pseudo-enquêtes commerciales y menant et n'étant que des prétextes à manipulation politique, ce qui renforce Pékin dans sa résistance, avant et jusqu'en ce retour en force faisant que Trump est pris pour négocier autrement que par ses fameux « deals » consistant à écraser l'autre pour tout lui faire concéder. Pas facile d'être

paranoïaque (en prétextant se défendre de l'autre et l'en agresser en projetant que c'est lui qui agresse jusqu'à l'écraser pour tout lui faire concéder, tout en faisant passer cela pour un « deal »), schizophrénique (en devant ne procéder ainsi qu'en devant aussi faire son contraire, au fur et à mesure que le réel reflue et resurgit bien malgré soi), mégalomane (en se faisant accroire encore MAGA) et narcissique (selon un culte de son propre ego pris pour s'étendre à celui de son alter ego réduit à ce qui lui en apparaît autant en miroir qu'issu des autres grandes puissances de ce monde et à ce qui est censé virer en entre-soi d'emblée uniquement entre-egos, si autrui s'egoïse aussi). Ce qui fait la grandeur et le malheur (le faisant paraître toujours plus enragé et en train de pointer rageusement tout un chacun) de Trump, c'est, par son dit style transactionnel (n'étant pourtant qu'un néo-mercantile utilitarisme à tout crin pour lequel tout libéralisme n'est plus que libertarisme), d'avoir à exposer incessamment au grand jour un toujours plus radical double standard capitaliste (libre-échange à imposer si en ma faveur et protectionnisme à tout crin et fort agressivement et euphémiquement transactionnel s'il en va autrement), ce qui ne s'opère bien que dans l'ombre, selon une soi-disant main invisible assurant de parasiter, voire prédater, sans que cela paraisse trop, par un certain vernis autolégitimant. Ne plus pouvoir spolier outrancièrement les matières premières au point d'en résorber et téléologiser toute valeur d'usage en la seule valeur d'échange d'où en capitaliser la plus-value, tout en s'apercevant au contraire dépendre de ces matières premières largement contrôlées en tiers et ainsi rendues d'autant moins spoliables que plus aptes à alimenter un tout autre capitalisme qui s'en découple et vient même l'en drainer (jusqu'en le virtuel forgé en dite IA à même l'actuel selon de si divergentes intelligences humaines) au point d'en concurrencer la domination, tel est ce qui s'exacerbe de la Chine à ladite *America First* d'emblée faite *Trump First*. C'est tout le capitalisme, depuis ses assises géopoliticoéconomiques, qui s'ébranle tout du long, dès quelque capacité productive que ce soit (ne pouvant aucunement s'effectuer sans lesdites matières premières), plutôt que seulement depuis sa seule plus-value (à capitaliser) d'où se constituer.

De la Chine aux États-Unis, l'exécution imparfaite d'une bonne stratégie (issue du plan quinquennal chinois 2026-2030 s'affinant depuis les précédents en en notant et rectifiant les échecs) fait d'autant se débattre la bonne rhétorique sans exécution[1] qui gangrène lesdites démocraties souvent purement électoralistes et glissant de libérales via les illibérales (gardant ce seul masque électoraliste) en

[1] M. Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/billet-la-chine-vient-de-signer-son-indépendance-et-personne-n-a-vraiment-compris-ce-qui-vient-de-se-passer.

libertariennes. La guerre commerciale serait en train de se résorber en une compétition systémique de qui définit les standards technologiques (non qui prétend rhétoriquement tout dominer et s'imposer technologiquement, comme si l'intégration humain-technologie ne constituait pas un seul tout se déployant selon sa logique autonome). Pendant que les États-Unis jouent la carte du protectionnisme (défensif-agressif) d'où s'imposer seuls face à tous et jusque chez tout un chacun, la Chine les laisse s'isoler et être seuls face au marché ouvert qu'elle propose au monde entier. Globalement, le désordre créatif « occidental » (se fantasmant du même coup en incessant Nouvel Ordre Mondial, bref en un NOM lui révélant à lui-même sa propre identité, si ne sombrant pas plutôt en l'anomie) se mesure systémiquement à une exécution industrielle chinoise à la fois massive et à long terme. Les deux coexistent, s'en coenvironnent et constituent le dynamisme du monde. Si le monde est la totalité, son dynamisme est ce qui constitue sa nature, voire l'en fait paraître naturel. Deux cultures coévoluent à même et avec la nature et *a fortiori* avec toute nation, selon leur commune naissance les inspirant, sans parler de tout État s'en dégageant, même si selon des polarisations si inverses, d'emblée énantiodynamiques. L'Europe, elle, est prise entre sa dépendance économique de la Chine et sa dépendance sécuritaire étatsunienne (assaisonnée de la menace trumpienne voulant forcer d'accepter ses tarifs pour ne pas se faire couper le gaz que les États-Unis lui procurent depuis que sa source russe s'est tarie suite à la guerre de la Russie en Ukraine, elle-même récemment accusée par le parquet allemand d'être derrière le sabotage des gazoducs North Stream 1 et 2 pour empêcher l'Europe, par ses achats de gaz, de financer la Russie qui venait de l'envahir en 2022[1], alors même que la Communauté Économique Européenne a dû s'en faire Communauté Politique Européenne). L'Europe, dans l'urgence ainsi parsemée de quelques arpents de piège à sa frontière entre Ukraine et Russie, est acculée soit à la souveraineté, soit à se faire vassaliser et se faire déchirer et dépecer entre Chine et États-Unis. Toute la tension dite occidentale transatlantique entre Europe et les Amériques considérées sous emprise étatsunienne s'estompe. D'emblée l'Occident, *a fortiori* sa distinction faisant se constituer un conjoint Orient dont se démarquer comme autrefois l'Europe face à l'Asie, se problématise radicalement et ce, d'autant que le transatlantique est emporté par le transpacifique d'où redéfinir en sens inverse qui est occidental/oriental de qui. Sa teneur énantiodynamique s'impose et se retrace

[1] AFP, 2 juillet 2026, https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/nord-stream-le-parquet-allemand-accuse-les-autorites-ukrainiennes-davoir-ordonne-le-sabotage-des-deux-gazoducs-2240479 : « L'objectif était d'empêcher durablement les livraisons de gaz via les gazoducs et de faire en sorte que la Russie ne puisse plus utiliser les revenus issus du commerce du gaz naturel pour financer son effort de guerre », note le parquet. »

depuis la Renaissance italienne, puis française, etc., au seuil de la Modernité et trouve à se correspondre en le Tao chinois qui se trouve véhiculé sous le (néo-)confucianisme officiel chinois, comme la nuit sous le jour, donc à l'Orient, mais s'apercevant transpacifiquement à l'Occident. La géophysique interpelle la géopolitique à s'y repérer et s'y ajuster. Tout l'inverse d'une géopolitique qui l'occulte, s'en fait la téléologie et présume n'avoir qu'à se la plier et l'en réifier.

La zone Asie-Pacifique, selon la Chine, est dite Indo-Pacifique depuis 2018, mais renommée US Pacific Command (USPACOM) en juin 2026 par le ministère de la Défense déjà transformé en ministère de la Guerre, selon les États-Unis y voyant la plus grande menace à leur hégémonie mondiale. Or, l'Inde et le Japon s'entendent avec l'Iran, en particulier quant au pétrole, mais les États-Unis, surtout par leur guerre en Iran, les en contraignent, à tout le moins bien plus qu'ils n'en contraignent l'Inde en ses achats de pétrole à la Russie face à la guerre russo-ukrainienne alors délaissée, tout en laissant l'Europe davantage s'en dépêtrer seule, jusqu'en le cadre de l'OTAN. De fait, la contrainte étatsunienne trumpienne pour forcer le réarmement otanien et lui déléguer toujours plus la prise en charge du coût de la guerre russo-ukrainienne ne consiste aucunement en une simple augmentation des dépenses militaires directes allouées par l'OTAN. Elle se conjugue avec une étonnante dilatation financière plus large faisant que les États-Unis tardent à décaisser des fonds pourtant votés et alloués pour soutenir l'Ukraine, cherchent à financer à même les achats militaires otaniens ses propres investissements militaires dans le Pacifique et se créent malgré tout une dette de 40,000 milliards qui pour plusieurs constituent la véritable et bien plus importante menace pour leur propre sécurité nationale[1], alors que le Royaume-Uni, le Canada et l'Union européenne se coordonnent et créent « une couverture presque totale des marchés financiers et commerciaux occidentaux » en les surveillant et

[1] Maxime Marquette, https://dosequotidienne.ca/2026/06/23/enquete-1-500-milliards-pour-la-guerre-zero-dollar-pour-lukraine-ou-va-largent-americain/item/le-senateur-americain-face-au-vide-les-400-millions-non-depenses-4.
Ajoutons que l'endettement étatsunien croît avec sa tendance à se militariser, en particulier à budgéter la fabrication de THAAD pour remplacer ceux perdus lors de la guerre en Iran, cesser de trimbaler leur petit nombre d'un bout à l'autre de la planète, en particulier du Pacifique au Moyen-Orient et surtout, pour en produire en grande quantité sur un plus long terme (que les seuls quelques trois ans qu'il faut actuellement pour en produire) et s'assurer une capacité militaire mieux ajustée aux dépenses réelles et jusqu'à présent fort sous-estimées (comme l'a révélé la guerre en Iran), car à faire s'étaler sur des décennies. Lorsque les États-Unis trumpiens font accroire par leurs tarifs qu'il s'agit de lutter contre de soi-disant abus commerciaux subis de la part des autres pays, c'est surtout pour occulter et faire passer par la bande toute cette suramplification de leur dette pourtant déjà colossale par la militarisation en cours, sans parler des polices intérieures et de toutes les institutions à détruire pour les mettre à leur main. Le tout à la façon de ce qui s'appelle dans le sport du hockey de rattrapage mis en œuvre par des plombiers travaillant la tuyauterie d'un mécanisme d'ensemble comportant bien trop de ratés et qu'il s'agit de compenser le plus vite possible, même s'il faut tout au contraire des années pour y parvenir, en reconstruisant l'équipe et en la rendent mieux adaptative à la réalité, d'autant que par choc de réalité.

cartographiant et en y ciblant, désignant et listant les acteurs et flux financiers en cause au point d'en transformer les sanctions contre la Russie et tous les supports indirectement fournis par maintes voies par la Chine et les en faire passer de déclaration politique (2022) en architecture économique sophistiquée (2026)[1]. La guerre n'est plus militaire que géopoliticoéconomique afin d'agir jusque sur ses sources d'approvisionnement, donc sur ses conditions de possibilité. La brutalité trumpienne reste une impulsion fort chaotique tout en trompe-l'œil de paraître faire une chose alors qu'en faisant une autre, mais elle se civilise en se raffinant au fur et à mesure qu'elle percole transatlantiquement.

N'étant pas à un paradoxe près, par surcroît fort chaotiquement exprimé, les États-Unis, eux, après avoir délaissé sous Trump leur engagement envers le Quad pris sous Biden, tentent d'y revenir par une démarche du Secrétaire d'État, Marco Rubio, alors que, là aussi, rien ne semble plus incertain que leur engagement réel. Cette entente diplomatique (États-Unis, Australie, Inde et Japon) redoublerait l'entente plus militaire AUKUS (Australia, United Kingdom, United States), dont le Canada ne fait pas partie, mais auquel il contribue depuis juin 2026, tout en resserrant ainsi (avec la coopération de New Zealand) les liens des *Five Eyes* en vue d'un renseignement prenant forme d'une anglosphère axée sur la surveillance panplanétaire de leurs intérêts. Peut s'y greffer le Japon, surtout si en concertation avec la Corée du Sud en tant que tous deux les principaux alliés asiatiques des États-Unis, face à Taïwan, sans parler de sollicitations jusqu'en l'ASEAN. Les Philippines peuvent se faire une base étatsunienne avancée, question d'articuler les voies aérienne et maritime de guerre comme un fer de lance le cas échéant, etc. Tout se reconfigure, mais qu'il est donc difficile d'être partout à la fois sans s'effondrer sur soi-même ou plutôt d'être d'un egocentrisme d'autant assoiffé d'être gonflable tous azimuts qu'en peine d'avoir à vassaliser et même à transférer ses propres coûts à quelques alliés pour s'en étayer. Le contraste est total relativement aux chinoises routes de la soie se tricotant panplanétairement et faisant s'en magnifier l'Empire du Milieu.

Ledit droit international, le plus souvent uniquement interétatique, n'est plus ce qui s'en est affirmé depuis 1945. La sous-jacente hégémonie étatsunienne militaire et commerciale (imposée avec le dollar depuis les accords de Bretton Woods, puis le pétrodollar depuis Nixon) s'est érodée avec le capitalisme, par l'exigence accrue d'ancrer davantage et plutôt que seulement parasiter, quand ce n'est pas carrément prédater, les matières premières et leur valeur d'usage par et

[1] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/enquete-uk-et-canada-frappent-l-industrie-militaire-russe-la-chine-proteste.

au profit de la seule capacité productrice et surtout de la valeur d'échange sur les marchés d'où tirer la plus-value. Sans parler des menaces trumpiennes face à toute tentative de taxer leurs hégémoniques plateformes numériques, au Canada ou en Europe. Et si les États-Unis se plaignent et dénoncent que la Chine siphonne sa high tech, ils siphonnent eux-mêmes les investissements par leur politique industrielle et sanitaire, en particulier pharmaceutique (ne pouvant se constituer que sur le temps long et que si les conditions favorables sont créées), là où la Chine mise sur son marché intérieur pour tempérer sa propre capacité surproductrice exportatrice, tandis que l'Europe est prise entre-deux[1]. Plus encore, les dynamiques internes respectives des deux pays s'opèrent dorénavant d'une façon totalement inverse l'une de l'autre : pendant que les États-Unis trumpiens tirent l'IA vers le contrôle social aux mains de quelques grandes entreprises privées censées être propulsées panmondialement par protectionnisme extraterritorial fédéralement exercé, la Chine, elle, tout au contraire, est en train de générer un très grand nombre d'entreprises à une seule personne (One Person Company : OPC) qui « sont appuyées par plusieurs municipalités et gouvernements locaux, qui les présentent comme un moteur d'innovation »[2], mais, pour compenser leurs limites et leur permettre de faire face aux obstacles, en privilégiant leur réseautage et en mobilisant tout le système bureaucratique pour développer toute nouvelle technologie émergente, de sorte que la Chine entière est en train de devenir une Silicone Valley géante. Les États-Unis trumpiens peuvent bien vouloir monopoliser la haute technologie informatique la plus sophistiquée aux mains de quelques grandes compagnies à imposer partout et leur permettre de la rentabiliser à leur seul propre profit, mais combien de temps cela va-t-il être encore possible face à de tels nouveaux développements massifs chinois ? Et lequel de ces deux pays (sans parler de tous les autres), va le mieux entendre l'appel de l'ONU, lancé en juillet 2026 par Guterres, pour une gouvernance mondiale « pensée et organisée » de l'IA de façon à favoriser le développement humain plutôt que de l'en asservir ? Quel leadership mondial est le plus susceptible d'en émerger ?

De fait, les États-Unis trumpiens fantasment non seulement la Grande Amérique du Nord (et le Grand Israël autour duquel organisé le Moyen-Orient), mais que ce protectionnisme hégémonique (faisant s'étendre les États-Unis du Groenland jusqu'à l'équateur autour duquel organiser toute l'Amérique du Sud) aille s'imposer jusqu'en l'Europe comme en sa zone d'influence s'incluant tout ledit

[1] https://www.pressreader.com/france/la-tribune-dimanche-france-9bp7/20260628, Les États-Unis siphonnent les investissements.

[2] Philippe Leblanc, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/monde/l-intelligence-artificielle-propulse-l-entrepreneuriat-solo-en-chine.

hémisphère occidental, de fait transatlantique. Cette zone se départagerait par rapport à celle(s) de la Chine (et la Russie). C'est sans compter l'interface onusienne beaucoup plus soucieuse de l'humanité en son ensemble. Tout cela sans utopique renversement marxien de la lutte des classes, ni intériorisation gramscienne s'effectuant de la classe bourgeoise en la classe ouvrière, voire populaire, mais par exigence interne au capitalisme entier, tant son développement le mène de parasiter et prédater à s'ancrer et s'apercevoir jaillir du réel qui lui est et lui reste sous-jacent, dès les matières premières, surtout les plus critiques (malencontreusement pour ledit Occident principalement sous emprise chinoise), *a fortiori* par ce que les Autochtones signifient de l'appartenance à la Nature comme à la Terre-Mère d'où elles sont tirées (en attente de l'être Hors Terre, de la Lune, quelque astéroïde…)[1]. Tout au contraire, la lutte des classes est censée avoir fait place à la guerre culturelle comme vecteur géopolitique soi-disant civilisationnel[2] (d'autant judéo-chrétien qu'ignare de la teneur chaldaïque de son trait d'union pourtant mis au jour depuis la Renaissance italo-ficinienne, en ledit Occident même, et *a fortiori* en son interface avec ledit Orient). Elle est surtout partout socioculturellement inégalitaire dès l'intérieur des États (dont ceux des États-Unis qui sont en leur ensemble la plus inégalitaire de toutes les démocraties, d'ailleurs en déclin démocratique, d'autant que la culture hyperindividualiste y a viré si narcissique et egocentrique qu'à la fantaisie encore plus cruelle) pour l'être ainsi extérieurement entre les États, des uns aux autres, à l'échelle de la planète entière. Biaiser le civilisationnel, en le tronquant dès la géopolitique en faisant un récit d'emblée idéologiquement biaisé au profit de cela seul qui en est retenu et magnifié à son encontre, forge la guerre culturelle d'où infléchir et même occulter toute lutte des classes, mais surtout son entrechoc panplanétaire s'en avérant si interimpérialistement opérant que s'en légitimant par de tels récits interposés de sous lesquels faire s'y plier et conformer jusqu'au réel, toujours plus pourfendu entre ce qui en est réifié à cette fin et tout le reste qui ne s'y prête pas et en est refoulé. Ces biais, si inverses soient-ils les uns aux autres, non seulement se tendent et se cultivent d'entre les gens à entre les idées, mais à leur interface, aussi et *a fortiori* entre les deux bouts de tout l'enchaînement capitaliste s'accusant de s'entre-spolier mutuellement, des matières premières les plus critiques sous

[1] Là aussi tout change. Au Canada, en Ontario, des Nations Autochtones ne se limitent plus à revendiquer leurs droits territoriaux et autres, mais investissent et prennent part à l'implantation de quatre petits réacteurs nucléaires. Aux États-Unis, l'investissement financier est massif, autant pour combler des besoins en électricité que pour aboutir dans la décennie à venir à une commercialisation exportatrice. Donald Trump en fait même une combinaison avec le pétrole et combat les énergies renouvelables (solaire, éolien…).

[2] Maya Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, Paris, Gallimard, 2025.

contrôle chinois (et fort indispensable à toute chaîne d'approvisionnement au ressort de quelque capacité productrice que ce soit) à la jalouse high tech étatsunienne trumpienne (au point culminant de la plus-value capitalisable, mais elle aussi en train d'être concurrencée par la nouvelle puce nationale entièrement chinoise en son IA LongCat-2.0[1]) et par là, du yuan au dollar quant au départage de l'économie mondiale entière. De fait, la problématique est fort loin d'être seulement technologique, car s'y intègre et s'y magnifie une forte disparité culturelle, en particulier quant aux brevets : la Chine brevette beaucoup, mais à l'interne et de façon que tout retombe très rapidement dans le domaine public, tandis que les États-Unis (et le Japon) vise(nt) d'emblée le brevet international à forte valeur ajoutée et donc forte plus-value capitalisable fort privément (bref à son seul propre profit), par exemple sur le polissage de haute précision rendant utilisable les matières premières critiques, encore principalement chinoises. Bref, focaliser uniquement sur la technologie et les accusations de s'en entrespolier est manquer totalement l'assise fort culturelle l'en magnifiant et plus encore, la guerre culturelle faite vecteur géopolitique central.

Chez tous deux (Chine et États-Unis), leurs États sont axés sur la fabrique identitaire exigeant de faire de leur interface économique si inversement opérante ce d'où pouvoir marchandiser toute culture (d'entre les gens à entre les idées) en ces deux sens inverses respectifs leurs correspondants et ce, à l'encontre de la diversité des cultures plutôt promue par l'UNESCO, donc l'ONU. De fait, les

[1] Cela signifie que la Chine est en train de contrôler non seulement les matières premières, dont les minéraux critiques, mais jusqu'à toute la chaîne économique qui, dorénavant dès la fabrication des puces électroniques à la base de toute IA, culmine dans la plus-value capitalisable. Le capitalisme en est tellement découplé dudit Occident, avec hégémonie étatsunienne, en ledit Orient, à savoir en Chine (pourtant transpacifiquement à l'Ouest des États-Unis, donc à leur Occident), que s'y reprend entièrement tout du long toute la chaîne économique jusqu'à concurrencer les expansifs marchés mondiaux où la valeur d'échange comme où se gagne la plus-value s'étaye d'une toujours plus vaste valeur d'usage d'où d'autant mieux s'alimenter que l'en drainer et canaliser à son profit. Pensez-y : des puces électroniques nationales ! L'IA s'y avoue intelligence humaine, tout entière à sa guerre des puces et ce, d'un bout à et contre l'autre de tout le processus capitaliste, à savoir des matières premières, qui permettent de les fabriquer et dont il faut d'abord s'approvisionner, à et contre les mêmes puces alors fabriquées, au ressort du développement high tech dont tirer la plus-value comme ce qui est le mieux et plus aisément capitalisable. Du moins, si capitalisation il peut y avoir et qui exige de ne pas trop craindre de se faire tarir à la source des matières premières en question et de ne pas trop se faire fort schizophrénante tension tout ou rien selon que les obtenant ou non. De plus, au sein même des États-Unis, la Cour suprême vient de statuer que posséder un téléphone portable n'est pas renoncer à sa vie privée au profit de polices présumées autorisées à y puiser les données personnelles (une autre matière première trop souvent présumée gratuite) via les plateformes numériques les détenant. Par le CLOUD Act, le gouvernement étatsunien est pourtant censé pouvoir les contraindre de les lui livrer, à moins que cela ne vaille que pour le fédéral faisant pression sur les entreprises étatsuniennes en vue d'en obtenir les données personnelles issues d'autre pays que le leur. Problématique cercle menant des matières premières au ressort de la production de puces, donc de l'IA, à l'usage consommateur… d'autant sous surveillance que ses données personnelles sont aussi, mais d'une tout autre sorte, des matières premières ? Tension d'autant accrue à même le devenir autant du *hard ware*, à partir des matières premières physiques, que du *soft ware*, une fois que les données personnelles comme matières premières informationnelles sont algorithment traitées, voire contrôlées.

masses capitalistes se confrontant sont telles que leur énorme accumulation déjà effectuée (pour ainsi s'entrechoquer) fait se creuser les inégalités intérieures respectives non plus tant entre les classes sociales qu'entre les classes d'âge les constituant (jusqu'au point d'en distendre tout l'intergénérationnel autant constitutif de toute famille comme assise de tout déploiement institutionnel que de la suite des générations la débordant et s'inscrivant dans d'autres institutions : école, travail, politique…), tant la jeunesse peine à voir comment accéder à un travail suffisamment rémunérateur, à l'habitation, au foyer à y fonder, etc., alors que des adultes déjà socialement insérés peuvent virer en génération sandwich, du fait de se trouver pris à supporter d'autant à la fois une telle jeunesse et leurs propres parents que les apercevoir tous deux davantage confrontés à la question de leur environnement, autant social et économique qu'écologique, donc en être d'autant allocentriques que les bien nantis au pouvoir sont, eux, toujours plus égocentriques[1]. Toute la forge du schéma corporel, comme substrat identitaire susceptible d'en émerger, se met à éclater et se pourfendre entre polarisations inverses ego/allo-centriques. Ainsi, jusqu'au sens de soi en serait toujours plus délesté du sens d'autrui comme d'où et avec qui se constitue sa part acquise de soi au point de se réduire à son seul propre ego et ce, en regard d'autrui ne pouvant plus lui être qu'extérieur au point de tout en refouler du sein de soi et tout en projeter sur lui pour qu'il n'en soit qu'extérieur. Toute altérité entre tous serait censée ne plus tant se tisser relationnellement que se présumer se réduire chez tout un chacun comme à un alter ego. La forge du schéma corporel se polarise d'autant en ces deux sens inverses, ego/allo-centriques, qu'entre orientations géopoliticoéconomiques inverses s'y intériorisant jusqu'à s'y rendre inconsciemment opérantes, car d'intercorporelles en intracorporelles par dichotomisante psychisation ego/allo-centrique ne s'en physicalisant droite/gauche que rendues moins aptes à se différencier telles et à faire ainsi sortir de l'enfance (étymologiquement aussi sans parole, d'autant que tout à son image entre gauche/droite). Enfance qui, faute d'être d'abord enfantine, n'en serait plus qu'infantile dialectique, d'infantilisante à infantilisée (comme de maître à esclave, mais de fait, plutôt du gestionnaire à l'humain si automate qu'externalisable en robot qui s'y conjugue et d'où l'en gérer ainsi), au ressort de quelque parole, voire de l'écrit et *a fortiori* de l'image en laissant encore plus entrevoir les interstices

[1] Tout s'en diversifie, de l'entrechoc interétatique aux chocs familiaux respectifs : la famille nucléaire instable, à force de ne considérer tout humain que d'emblée tronqué du social au profit du seul individu alors présumé individualiste et même hyperindividualiste aux États-Unis, accentue bien autrement la pression sur la génération sandwich que la famille chinoise d'emblée plus communautaire et soucieuse du lien intergénérationnel.

silencieux d'où elle peine dorénavant davantage à jaillir et si diversement cela soit-il selon l'idéologie en cause.

La lutte des classes est bel et bien en train de se faire géopoliticoéconomique guerre culturelle, mais s'intériorisant en tout un chacun, car la question identitaire est la question centrale de toute culture. Est-ce que ce sera d'inconsciente à consciente au point de s'assainir en son idéation jusqu'en sa logique ou tout au contraire, en se refoulant encore plus, d'une conscience toujours plus résorbée en pensée figée et rendue idéologisante au fur et à mesure que s'empêchant d'émerger d'elle-même à elle-même et de s'apercevoir d'un sens de soi d'emblée si chargé du sens d'autrui qu'irréductible à tout ego/alter ego ? Tout dépend du rapport à la sous-jacente fantaisie (ou imagination productrice) selon la façon dont s'articulent ses affections (désir de ce dont jouir et crainte de ce qui afflige et endolorit), à savoir selon que s'en éveillant (jusqu'au point de se mesurer à ce qui peut s'en nouer paradoxalement, comme en le désir panurgien de se marier face à sa crainte d'en être cocu) ou y sombrant (surtout si jusqu'à s'en rendre cruel en dichotomisant le désir de ce dont jouir à soi seul et la conjointe toujours uniquement d'autant projective que vicariale crainte de ce qui afflige). Qui ne s'aperçoit pas que jusqu'au mot « ego » est un mot de la langue commune et d'autant universelle que socialement disponible à tout un chacun et donc jamais pour soi seul que du même coup aussi pour autrui, plutôt que seulement de soi seul en son ego dès lors plutôt idiosyncrasique et porté à se présumer tel chez tout un chacun pour lequel il n'y a plus qu'un alter ego comme son seul vis-à-vis ? L'humain n'est jamais individuel que d'emblée social et ce, jusque bien avant et *a fortiori* au ressort de son ego. Bref, « Qui sommes-nous ? » contextualise tout « Qui suis-je ? » et en révèle le sens (universel émergeant versus se réduisant et confondant en le seul spécifique ?), selon la culture en cause, à savoir selon la manière de s'identifier plutôt que selon la seule identité résultante, mais d'autant occultée l'être que présomptive au fur et à mesure qu'idéologiquement préfabriquée et abusivement généralisée au point de l'imposer et de forcer son intériorisation chez tout un chacun, selon une incessante guerre culturelle, ce par quoi, faute d'un volet social-démocrate, jusqu'aux démocraties se sabotent, si libérales, via illibérales, jusqu'à libertariennes soient-elles, du fait d'être si individualistes que se tronquant tant d'être aussi sociales que l'en figeant et externalisant en des régimes géopoliticoéconomiques en miroir, car non plus ainsi hasardeusement (à leur fantaisie et jusqu'au chaos), mais d'emblée autoritaires.

Le représentant asiatique au Conseil Indépendant devrait pouvoir rendre compte de cette totale logique en miroir et des voies dialogiques entre ces

incessantes inversions. Cela pourrait s'articuler avec l'amorce comparative déjà établie entre le Tao (Taoïste la nuit, Confucéen le jour, dit l'adage) et son équivalence en termes d'énantiodynamique la plus nycthémérale[1]. Cette mise en équivalence entre deux langages distincts, rend d'autant possible leur mise en dialogue. Une anamnèse dialogique révèle que deux dialectiques inversement opérantes lui sont constitutives[2]. Pourquoi serait-ce uniquement les biens, surtout si matériels, qui seraient mis en équivalence à travers l'argent, plutôt que jusqu'aux langages par lesquels en parler, ainsi que bien d'autres choses, si aptes à s'y rappeler ?

4) Représentant issu de l'Afrique

Au moment d'en venir à une représentation de l'Afrique au CI, rappelons que l'évolutive sortie humaine d'Afrique est passée par le Moyen-Orient dont a germé les initiales grandes civilisations, jusqu'aux égyptienne et mésopotamienne, puis l'interface zoroastrienne qui, comme toute première religion du salut, a débordé autant en Inde qu'en les monothéismes initialement méditerranéens. Bref, encore une fois vers ledit Orient et ledit Occident et ce, en constituant en ce Moyen-Orient la Palestine comme lieu de passage, voire d'entrechoc. Il n'y a eu de sortie d'Afrique vers l'Europe et l'Asie (puis l'Océanie et les Amériques) que via le Moyen-Orient. La région a été, est restée et est encore explosive, à force d'une incessante dilatation accélératrice de civilisations s'y interfaçant, succédant et entrechoquant (un peu à la façon de l'expansion diversement accélérée de l'univers matériel depuis ledit Big Bang). Il est d'autant problématique de parler et prendre en compte l'Afrique, en son incessant afflux humain (la rendant déjà plus sociodémographiquement nombreuse, en son ensemble, que la Chine ou l'Inde), qu'elle est prise entre cette tendance explosive dudit Moyen-Orient et la pénible histoire esclavagiste qui l'a affligée et dont elle a fait les frais en tiers lors de l'expansion transatlantique d'Europe aux Amériques. Une philosophie africaine, en particulier égyptienne, est à peine en train de s'autonomiser. Son expression profonde, dont l'ubuntu en tant qu'individu d'emblée collectif, est l'inverse de l'individualisme promu par les sociétés dites occidentales, *a fortiori* de l'hyperindividualisme étatsunien, si ce n'est en sens totalement inverse, en figeant le social jusqu'à l'imposer tel jusqu'en

[1] Y. Morin, *Ficin et la Modernité, S'élancer avec la Terre au Ciel, une si humaine symbolisation,* Paris, L'Harmattan, 2023.
[2] Y. Morin, *De quel humain à quel humaniste dans le monde, Le sens de soi, du débat entre Ficin et Pic à Descartes et au XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2025.

les individus le composant, comme en Chine. Comment dialoguer avec ceux qui ne nous parlent qu'à l'envers de nous-mêmes, voire selon deux orientations inverses entre elles venant nous en pourfendre jusqu'à nous en dissoudre, et qui risquent donc de nous refouler incessamment en notre identité ? Immense problématique. Sa politique ne peut s'affirmer avec des États un tant soit peu stables qu'en émergeant des nations aux interfaces encore fort flottantes et aux prises avec leur émergence de Terre. Comme l'a établi Le Quellec, les grands mythes sont et se sont diffusés comme ceux d'abord d'émergence avant de plongée cosmique s'y étant ajoutés au Nord. On peut en apercevoir l'écho jusqu'en la tension contemporaine entre les riches pays nordiques et ledit Sud global, si s'apercevant que les mythes se sont décalés et transposés en idéologies. Depuis l'inflexion de l'imaginaire, des mythes (pansociaux) à la fantaisie (plus individuelle, jusqu'à l'individualisme), a pu émerger et s'expliciter autant la raison que sa croisée des chemins, selon que s'éveillant ou s'enlisant en cette fantaisie et que, respectivement, s'en assainissant en son idéation jusqu'en sa logique ou s'en bloquant et braquant idéologiquement selon quelque hégémonie, *a fortiori* son impérialisme[1], de la 2e Grande Guerre au XXIe siècle, surtout si l'ONU s'y mesure à son CPS par un CI dont son Assemblée se doterait.

Là où les États-Unis trumpiens cherchent à commercialiser jusqu'à Gaza, sous façade d'un plan de paix censé s'implanter sans impliquer les Palestiniens arabes, et à juguler tout le Moyen-Orient pour assurer les voies commerciales (dont celle du détroit d'Ormuz et du pétrole censé y être d'emblée pétrodollar), la Chine en prend le contrepied et libère de tout frais douanier tous les pays africains (ou presque tous). Cette intensification des échanges commerciaux risque de drainer lesdites voies commerciales, dès que s'éloignant un tant soit peu des fortunes colossales amassées par les pays arabes pétroliers en quête d'hégémonie régionale. Encore une fois, les deux impérialismes vont s'entrechoquer, tant leur mise en miroir usuelle ne les en fait opérer en des sens inverses que depuis leur souche africaine.

Chose étrange que la façon trumpienne d'invalider l'ONU en armant Israël et en le laissant bloquer jusqu'à toute aide humanitaire onusienne, d'une part, et de faire voter par le CPS (avec abstention de la Chine et la Russie) et par le CS élargi de l'ONU un plan de paix mis sous férule trumpienne faisant accroire que l'ONU, pourtant invalidée, en serait rendue viable à l'avenir, d'autre part. Vraiment une étrange chose qu'un pis-aller, construit de toutes pièces, soit dit la voie de l'avenir. Le précédent trumpien attise la crainte d'une déchéance de l'ONU en s'y

[1] Voir les livres publiés par Y. Morin à L'Harmattan, en particulier *Méditations oniriques*.

substituant. Le leurre se révèle : « Au départ, cette institution avait été proposée dans le cadre de l'accord de paix pour Gaza, approuvé par le Conseil de sécurité des Nations unies. À l'époque, il semblait qu'elle serait limitée à cette crise, et non destinée à devenir une structure permanente traitant d'autres crises. On constate maintenant qu'il y a eu un effort américain pour inscrire institutionnellement la puissance mondiale des États-Unis dans une organisation qui sert plus directement leurs intérêts. »[1] Si les membres du Conseil de Sécurité élargi ont pu en parler et se le faire accroire à eux-mêmes, c'est soit qu'il leur fallait souhaiter que le bizarre plan trumpien puisse faire aboutir la paix recherchée, soit que la contrainte mise en scène par ledit style transactionnel trumpien a pleinement jouée au point de faire s'y plier, soit que l'intériorisation de l'idéologie (comme en la citation ci-haut d'un « effort américain », selon laquelle l'étatsunien est l'américain) peut tant s'immiscer tel en toutes les têtes à travers la planète que faire s'y reproduire avec ce discours tout autre le prolongeant, soit le leurre était si pleinement opérant qu'incitait à se faire accroire à une étape transitoire plutôt qu'à une main mise, soit que la vague mention de deux États (Palestinien (Arabe ?) et Israélien) faisait mirage dans le désert si longuement parcouru, soit par aveuglement total à ne pas vouloir voir le lien flagrant tissé par des États-Unis armant Israël non seulement contre le Hamas de Gaza (sans jamais que le néosionisme, d'étatsunien à israélien[2], mentionne avoir favorisé la création du Hamas pour assassiner le Fatah et s'assurer ainsi de constituer la Palestine arabe en terroriste, en profitant de l'attaque terroriste du World Trade Center aux États-Unis à cette fin, depuis Ariel Sharon, jusqu'à sa pleine autoréalisation prophétique en octobre 2023 sous Netanyahu qui avait continué à financer à cette même fin le

[1] Interview de A. O'Malley, *https://www.france24.com › fr › amériques,* Le Conseil de la paix, "reflet de l'ego de Trump", vise-t-il à remplacer l'ONU ? 19/02/2026.

[2] Le sionisme préconisait un retour en terre d'Israël. Le néosionisme préconise le retour de l'antique terre d'Israël d'avant la diaspora, alors que la Palestine était israélienne et en rien arabe. Enfin, le néosionisme est loin d'être exclusivement et même d'abord juif. Nixon se déclarait sioniste. La plus grande part des évangéliques et même une partie des catholiques étatsuniens trumpiens ne sont sionistes que néosionistes, sans être pour autant juifs. Bien sûr, les ultraorthodoxes juifs derrière le gouvernement israélien de Netanyahu ne sont sionistes que néosionistes : la Palestine ne peut être qu'israélienne, car n'y retournant plus, mais suscitant son retour, sa résurgence telle qu'elle était lors de l'Antiquité, ce qui se superpose et se confond avec le retour d'un Messie bien de ce monde, à savoir César, mais véhicule de Dieu. Ladite solution à deux États n'est donc aucunement pensable, car s'il peut y avoir un État palestinien c'est uniquement celui intégré à Israël, donc en rien arabe. Penser que le dialogue de sourds pourrait finir est se leurrer : il ne fait que commencer, car les États-Unis, surtout si trumpiens, le sous-tendent et sont là pour le faire perdurer. C'est constitutif du procédé par lequel a pu s'instaurer ledit Conseil de la paix. Comment les pays arabes ayant accepté d'y prendre part vont-ils pouvoir nager dans pareilles eaux ? Certes, un tollé est survenu suite aux propos de Mike Huckabee, l'ambassadeur des États-Unis en Israël, qu'Israël pourrait s'étendre, du fait d'avoir des droits bibliques sur une large partie des terres du Moyen-Orient. Qui s'aperçoit du néosionisme en cause ? Qui s'aperçoit que, même si Donald Trump dit qu'Israël ne peut pas annexer la Cisjordanie, ce n'est qu'en parole ? Ses actes, fort schizophrènes, ne portent que sur Gaza, donc confortent et laissent en sous-main Israël gruger la Cisjordanie.

Hamas, s'étant alors plutôt attaqué à Israël), mais aussi contre l'ONU (dont son aide humanitaire à Gaza s'en trouvant bloquée, si ce n'est attaquée par des groupes financés par Israël pour à la fois contrer le Hamas et toujours plus désorganiser tout Gaza), d'un côté, et venant tirer les marrons du feu (une fois encore contre l'ONU en faisant jouer jusqu'à son Conseil de Sécurité contre lui-même lors du vote pour ledit Conseil de la paix), de l'autre. Toutes ces éventualités sont possibles, mais celle du lien flagrant pourtant d'autant forcenément occulté pour ne pas le laisser transparaître mérite attention, même si seuls une véritable prise de conscience et un aveu clair de la part des personnes concernées (d'avoir été réduites à l'impuissance par les États-Unis trumpiens qui ont pu les en spolier à leur propre profit de la mission qui aurait pu et dû être onusienne) pourrait vraiment clarifier ce qu'il en est et risque d'en être à l'avenir si faute d'y procéder, se répétant.

En arrière-fond, il y a l'adhésion étatsunienne trumpienne au retour de la notion des sphères d'influence faisant se partager la planète avec la Russie et la Chine, voire avec l'axe de la résistance qu'elles constituent avec l'Iran, si ce n'est la simple admiration de régimes à propension autoritaire, si différents soient-ils, entre eux. La difficulté trumpienne est que sa soif de concentrer les pouvoirs se trouve encore limitée par un certain coefficient de ce qui de la démocratie étatsunienne, si délabrée soit-elle, perdure et les maintient séparés. Certes, dans le cas de son Conseil de la paix à Gaza, il est possible d'y apercevoir l'œuvre de l'ego trumpien et de ses aspirations autocratiques : « Les termes de fonctionnement prévoient qu'il en serait président à vie et disposerait d'un droit de veto sur toutes les décisions majeures. C'est pour lui le moyen de se garantir une position de suprématie dans les affaires mondiales, même après avoir quitté ses fonctions à la présidence des États-Unis. C'est en grande partie un projet personnel, ce qui en limite d'ailleurs la crédibilité »[1] et l'efficacité. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'abord d'une exacerbation de la tendance hyperindividualiste étatsunienne s'enquérant de sa part en lesdites sphères interimpérialistes d'influence, en s'y distinguant de celles issues de Russie et de Chine, voire en pouvant éventuellement, via l'Iran auquel s'attaquer et les atteindre plus indirectement, les en refouler, mais non sans que les pays arabes s'aperçoivent de la faible capacité des États-Unis de tenir compte de ce qui peut s'ensuivre (si de l'Irak déchu a surgi Daech, que peut-il surgir de l'Iran ?). *What is a self-made man if it is without its self-made planet at his own image …and if not able to make reality to fit in it ?* Même Dieu n'est créateur que du monde lui correspondant et seulement si lui correspondant. Il ne lui manquait qu'un tout nouveau temple de chair humaine

[1] Ibidem.

introduisant un tout nouveau Messie qui, contrairement au Christ, ne fait plus aucune différence entre Dieu et César. Prier pour les monothéismes qui ont tous germé du Moyen-Orient et qui se trouvent sous emprise de ce nouveau Temple et de son culte ! Alors que la Cour suprême vient de l'ébranler en son pays et de l'en ramener un tant soit peu sur Terre.

Quant au cas lui-même, il est de part en part schizophrénique : la Palestine arabe est totalement occultée et évacuée (avec toute solution à deux États, sauf évocation purement nominale sans aucun engagement concret) et n'apparaît plus que totalement déchirée au fur et à mesure que l'accent exclusif du plan trumpien de paix sur seulement Gaza se conforte et se renforce en sous-main d'exactions accrues en Cisjordanie, dont Gaza a longtemps été l'exutoire émigratoire, faute de pouvoir la forcer davantage vers l'extérieur (contrairement à ce qui en est possible lors de la mise en œuvre de ICE, *Immigration and Customs Enforcement*, aux États-Unis par Donald Trump et c'est bien là le drame néosioniste, non seulement étatsunien, mais *a fortiori* dans le clan de Netanyahu : ne pas pouvoir procéder à la même purge sans que ça passe pour du nettoyage ethnique). Bref, l'effet d'entonnoir s'y accentue : pression migratoire d'une Cisjordanie toujours plus morcelée en Gaza (mais étant donné son état, ne serait-ce pas préférable ailleurs ?) et refoulement concentrant la population civile de Gaza vers Rafah au sud et au plus près de la frontière égyptienne avec destruction de quartiers entiers, voire de villes entières dans tout le pays. Bref, par effort étatsunien et israélien concerté et plus néosioniste l'un que l'autre, il y a dé-/re-construction totalement tutellisante de quelque Palestine que ce soit, dès qu'arabe. Sinon, en s'effaçant, Palestine appelée à n'être plus que néosioniste, car le sionisme s'est radicalisé et exige dorénavant que Israël s'étende et s'intègre la Palestine entière, donc sans quelque Palestine arabe ou, si vous préférez la version inverse, sans Arabes en Palestine, si ce n'est peut-être des Arabes intégrés à la Palestine, elle-même intégrée à Israël, la lutte des classes sociales s'intériorisant en lutte des ethnies avec surdéterminante harmonie préétablie et massifiante de l'une sur l'autre, dans le soi-disant meilleur des mondes possibles (disait Leibniz, mais ironisait le *Candide* de Voltaire). Pour le néosioniste (d'étatsunien à israélien), la seule Palestine possible est la Palestine de part en part israélienne, à tout le moins sous contrôle israélien, par son soutien étatsunien trumpien. Son impérialisme jusqu'au-boutiste ne peut qu'être totalement assimilationniste, de territorialement à jusqu'aux gens, si arabes, la peuplant. Le sionisme a pu n'être initialement qu'un retour en la terre ancestrale, à savoir la Palestine, où tailler une place à Israël. Toutefois, l'ONU, en particulier par l'impulsion canadienne l'ayant initialement orientée, a totalement

manqué la forge de deux États au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, au profit de ladite partition territoriale, ce qui a mis en totale inégalité de force les deux parties en présence, de sorte que l'une en est venue à ne plus concevoir de Palestine qu'israélienne. Le sionisme comme retour en terre d'Israël s'est estompé pour faire place au sionisme total, autrement dit au néosionisme visant le retour de la terre d'Israël d'avant la diaspora, quitte à être totalitaire pour en être totalisant. Le néosionisme en question ne peut aucunement venir du seul Israël, qui n'en aurait pas les moyens, mais des États-Unis qui, sous Donald Trump, y implantent en un tel sens son dit Conseil de la paix, selon un tel schizophrénant entonnoir, de Cisjordanie (dont d'autant moins parler qu'elle est passée de désannexée de la Jordanie, depuis la guerre de six jours de 1967 pour être occupée, à depuis lors toujours plus grugée, sorte de supplice d'annexion à la pièce au fur et à mesure qu'évinçant sa population au gré de maintes exactions) à Gaza (dont uniquement parler, voire n'en parler que selon le seul Hamas et uniquement depuis que son terrorisme ne se fait plus instrumentaliser, mais se fait choc en retour, la population entière étant à lister dans les dommages collatéraux). Cette schizophrénie assure mieux que ne peut le faire le gouvernement Netanyahou à lui seul le refus de toute solution à deux États (sauf vague évocation ici ou là entretenant son leurre pour mieux s'adonner à tout son contraire). Comprenons bien que, au niveau dit international, mais de fait plutôt interétatique, non seulement il n'y a toujours pas sur la table (*a fortiori* la Table servie qu'est le Coran pour l'Islam) quelque projet réel d'un État palestinien arabe. La notion de Palestine est de plus en plus l'objet d'un total dialogue de sourds, du fait que ce même mot signifie toujours plus deux sens en si totale divergence que de part en part mutuellement exclusifs, jusqu'à tendre à la destruction mutuelle dont un seul est censé émerger (et prétendre entre-temps que seul l'autre lui est une menace existentielle à éliminer) : Palestine, sous-entendue arabe, pour les uns versus Palestine, sous-entendue en son rétablissement judéo-israélien antique (surtout que tout Israël s'est fondu en la seule Judée depuis l'Exil… en Perse), donc d'avant la diaspora pour les autres. Tel est le sens profond du Conseil de la paix de Donald Trump à Gaza : il est conçu de telle façon que le citoyen Donald Trump, même s'il n'est plus un jour le président des États-Unis, s'installe à demeure (sans pouvoir s'étayer de l'armée des États-Unis, s'il n'en est plus président ?), si pour y faire perdurer l'acte schizophrénant inaugural depuis sa fantaisiste source vive qui l'entretient.

La tâche y est encore plus immense et complexe que face à la crise humanitaire cubaine et exige d'autant de reconnaître, mais aussi et surtout

travailler ses limites onusiennes. Par exemple, il est évident que ce qui se passe à Gaza est beaucoup plus complexe et pour le moment encore largement hors de portée d'actions efficaces de l'ONU, même quant à la simple aide humanitaire incessamment bloquée et, toujours plus, avec la Cisjordanie conjointement envahie, violentée et forcée à émigrer (vers Gaza, comme autrefois ?), au seuil d'un nettoyage ethnique visant à rétablir une Palestine de part en part uniquement néosioniste et, pour ce faire, plus aucunement arabe, comme si l'Antiquité visée et censée remonter avant la diaspora serait rétablie. Avec la complicité de pays extérieurs, y compris arabes (non les peuples, mais les États en quête d'hégémonie régionale), s'instaure le noyautage étatsunien trumpien de tout le processus de paix, avec lequel cette mouvance néosioniste est d'autant prise pour composer en Israël que l'armant et agréant ses attaques militaires et colonialistes les plus civilement meurtrières. Le tout indique le heurt fort conflictualisant autant des images que des langages mis en jeu jusqu'en les problèmes censés en être représentés et cernés par la façon de les énoncer en se référant à la si difficile réalité en cause. Une telle paix est pire que la guerre.

Des manières forcenées de faire se correspondent : la guerre serait censée mener à la paix (présumée n'advenir que si forcée et imposée), sa propre vie serait censée exiger d'imposer des conditions toujours plus morbides de vie, de préférence aux autres. Israël harcèle les pêcheurs libanais et tarit les marchés de Beyrouth; l'embargo trumpien déstructure Cuba. Des avions israéliens (de sionistes en néosionistes) aspergent de glyphosate des contrées frontalières à des doses 20 à 30 fois supérieures à la moyenne pour créer dans le sol une zone tampon impropre à la vie végétale, animale et humaine (un crime de guerre, selon l'ONU, sans parler de l'urbicide fait écocide, etc.), tandis que Donald Trump signe en son propre pays un décret promouvant comme nécessaire à la sécurité alimentaire ce glyphosate (selon quel dosage ?) pourtant reconnu par l'OMS être un cancérogène probable, sans parler d'incessants litiges juridiques de plusieurs milliards de dollars révélant que ladite agriculture censée alimenter les gens revient plutôt d'autant à alimenter les hôpitaux et les tribunaux qu'à ruisseler en l'environnement[1].

[1] Les changements climatiques favorisent des conditions anoxiques amplifiant en boucle de rétroaction les effets à long terme du cycle du phosphate présidant à son tour à l'eutrophisation (faisant proliférer les cyanobactéries) de la Mer Baltique à risque d'en virer morte. Non seulement des terres, des cours d'eau, etc., mais une Mer entière ! À un moment donné, il faut en venir à s'apercevoir que ladite dose, présumée s'asperger de façon si purement individuelle qu'individualiste, la déborde et s'inscrit en des usages en constituant les pratiques au point de se cumuler et s'avérer d'emblée sociale. L'usage est social, même si l'échange s'instaure de l'offre à la demande plus individuelle, surtout si occultant autant les dosages réels que ce qui s'en agrège et massifie. Tout un paradoxe qu'une Allemagne instaurant son leadership en énergies renouvelables plus écologiques et l'allemande compagnie Bayer empêtrée en leur inverse. S'y ajoute la Grande Ceinture de Sargasses de l'Atlantique constituée d'algues brunes s'étendant de l'Afrique aux Amériques et s'alimentant en azote et phosphore par déversements cumulatifs issus de l'Amazone (Brésil) et du

L'étatsunienne Monsanto, ayant inventé le Round Up, a été vendue à l'allemande Bayer et lui a refilé son passif juridique. Or, les coûts économiques des litiges juridiques commencent à dépasser la valeur commerciale. Bayer songe à abandonner le produit. Hormis le cynisme, l'usage dosé du produit pour être sans risque et donner le rendement agricole recherché semble être une présomption à confronter à l'usage réel, si pour ne pas transférer et faire peser de façon absurde et ironique le problème de la production (restant inchangée) en la consommation (censée s'y ajuster), dont celle du pain et l'avoine chargés de cadmium en France. Pas plus que les deux avions entrés en collision avec le World Trade Center n'étaient un simple transport de passagers, l'usage selon un dosage non présumément, mais réellement approprié de produits médico-pharmacologiques ou agrochimiques reste à cerner. Le problème n'est pas que scientifique, juridique, perceptif au niveau public et même de prix à la consommation, voire de sécurité sanitaire ou alimentaire, mais en la pratique réelle en ses usages choisis et dosés. L'humain n'est jamais individuel que d'emblée aussi social et ce, jusqu'en économie où, par capitalisme, la valeur d'échange tend autrement à surdéterminer la valeur d'usage sans se soucier et encore moins restituer sa sous-jacente réalité. Cela ne peut se faire sans se mesurer à l'impératif technoscientifique : « C'est faisable ! Fais-le donc ! ». L'utilitarisme fait libéralisme s'y radicalise et reploie en sens inverse, de libertarisme en néomercantilisme tronquant le libéralisme au profit du seul utilitarisme à toujours plus lui aussi faire se confondre avec la quête de son seul propre profit et à sa seule fantaisie, jusqu'à la plus cruelle, selon le double standard des deux poids, deux mesures s'opérant d'autant à ciel ouvert que la raison cynique se fait crise soi-disant naturelle plutôt que critique la révélant de part en part culturelle, d'où la « cancel culture » tous azimuts (dont celle issue des États-Unis contre l'UNESCO et contre son propre système éducatif, en y plombant tout le système administratif traitant et s'assurant du système financier soutenant les étudiant(e)s). *A fortiori* si se prolongeant en géopolitique s'enreligiosant comme en le Temple trumpien biaisant tout le devenir menant de Cyrus au Christ et occultant le trait d'union perse entre judaïque et chrétien. Ignorer que nos sociétés capitalistes carburent à l'innovation technologique, voire se font accroire au technosolutionnisme (pour solutionner le nouveau problème créé par la solution au problème initial), est ignorer que son usage (loin d'être toujours utilitaire) est le seuil culturel de son institutionnalisation et pose partout le problème social de

Mississipi (États-Unis). Le tout s'amplifie avec le réchauffement océanique et se conjugue avec la fonte des glaciers en un risque accru de dérive et même effondrement du Gulf Stream, ce moteur de la pompe interocéanique panterrestre.

l'altérité d'autant intercorporelle que jusqu'en l'intracorporel (tant sa propre diversité constitutive a à s'équilibrer et doser) en tout un chacun.

Les limites onusiennes sont aussi saillantes au Soudan et ailleurs. Bref, commencer par la situation cubaine pourrait permettre de commencer à mieux cerner les limites onusiennes et comment les en travailler, si pour éventuellement pouvoir parvenir à traiter de telles situations encore plus hautement problématiques, surtout si déguisant les problèmes pour les faire se transposer de politiques en ethniques, voire religieux, eux-mêmes déjà si sophistiqués, en particulier chez les monothéistes, qu'à risque d'occulter les racines autant profanes que socialement les plus primitives du sacré.

5) Représentant issu de l'Océanie et Représentant issu des peuples autochtones

Au moment d'aborder la question d'un représentant de l'Océanie et *a fortiori* d'un représentant des Premiers Peuples se faisant Premières Nations à l'échelle panplanétaire, il faut rappeler que la plus tardive vague colonisatrice européenne, au XIX^{e} siècle, a lourdement impactée, par-delà les Amériques, jusqu'à l'Afrique profonde, l'Asie (dont les deux guerres de l'opium contre la Chine) et l'Océanie. En a aussi jailli, avec la question sociale alors si pervasive (chez Marx, Durkheim, etc.), la problématique de sociétés dites primitives, à savoir de Premiers Peuples comme de telles Premières Nations (sans États, mais prises malgré elles dans des États), alors que les États basculaient de monarchiques en États-nations, surtout depuis la Révolution française, et qu'en émergeait la conjointe Déclaration des Droits de l'Homme (de la Personne), qui se dénommerait mieux des Droits humains (tout humain étant individu d'emblée social) pour mieux rejoindre l'un des piliers de l'ONU. Lors des années 1960, les révolutions sociales se radicalisent : le Blanc sait qu'il y a le Jaune et s'aperçoit vivre des retours vigoureux du Noir et du Rouge, en plus de ses propres mouvances adolescentes faisant sauter maints verrous de ses propres autorités traditionnelles. Dès le XIX^{e} siècle, l'évolutionnisme (selon ses trois facteurs usuels de populations en compétition pour les ressources, ascendance et sélection naturelle) se trouve plombé, de sous la pervasive question sociale, par la question raciale, dont l'arc-en-ciel de ses couleurs est devenu saillant de sous tout déploiement culturel dont prétendre qu'il n'est plus tant sociogénéré que d'emblée transposé en ethnie ainsi rendue ethnoraciale. Or, tout repère socioperceptif fait trait socioclassificateur se met à risque d'être sociodiscriminant et de faire glisser et réduire la lutte des classes sociales en luttes ethnoraciales.

S'occulte que la culture se sociogénère avant qu'ethnoracialise, si elle ne s'y lamine en s'y faisant accroire multiculturelle. Le tout s'enreligiose. La convergence dite moyen-orientale en recrée un point pivot mondial en mal-être de pouvoir s'équilibrer. Retour des sources bien plus qu'aux sources, par où l'humain est sorti et a évolué hors d'Afrique, puis s'y est ensuite adonné à faire virer les religions en monothéismes en train de s'y entrechoquer violemment comme autant de fers de lance de maints grands filtres idéologiques, tous Patriarcaux, Ethnoracisants jusqu'à tant s'en Ethnoracialiser que monopoliser l'ethnoracisation, *a fortiori* l'ethnoracisme, pour le projeter et l'attribuer en tiers et s'enreligioser tels. Même la Chine s'est intégrée, sur le perdurant arrière-fond taoïste et bouddhiste, maints monothéismes.

L'Australie est passée près de reconnaître constitutionnellement les Premières Nations, mais le Référendum s'annonçant pourtant gagnant a été finalement perdant. Cette occasion ratée, qui aurait pu être exemplaire au point de servir de laboratoire pour la planète entière, est à relancer, si possible. Au Brésil, le retour de Lula a permis de porter le débat sur le droit à la terre des Autochtones jusqu'en Cour suprême où il a été gagné et qui a permis de commencer à autonomiser des Réserves et de tenir compte des expulsions qui avaient auparavant été forcées, si pour y remédier. Au Pérou, Cuzco a été construit de façon à être le repère terrestre de l'axe d'inclinaison de la Terre jaillissant du sein de la Chacana et s'apercevant faire angle en la céleste Croix du Sud qui, avec l'étoile Polaire au Nord, passe par l'axe de rotation de la Terre et se retrouve sur maints drapeaux de pays de l'hémisphère sud. S'y combine, jusqu'en Amérique du Nord, une conception de la Terre-Mère sensible à son déploiement magnétique, même s'il peut s'inscrire dans la physique moderne y mettant au jour l'enjeu gravitationnel, de la cinématique galiléenne à la cinétique newtonienne et enfin, la relativité einsteinienne doublée de l'essor quantique d'où reprendre depuis le spin atomique en des masses diversement denses jusqu'à la forge de ce magnétisme. Les Autochtones fournissent des repères perceptifs de ce dont la quête de gravité quantique révèle les ressorts physiques les forgeant, sans aucunement les invalider. Au contraire !

Quoiqu'il en soit, le représentant de l'Océanie et *a fortiori* le représentant autochtone (d'où qu'il vienne de la planète) au CI devraient être sensibles à ce genre d'expériences cherchant à renouer avec l'humanité de l'humain jusqu'en ses origines et en reconstituer avec le droit à la terre, le sens de l'appartenance à la Terre-Mère dont alimenter l'humanité entière en son sens géophysique sous-jacent à toute et quelque sens géopolitique que ce soit. Du moins, si celui-ci est

pour s'y repérer et ajuster plutôt que seulement s'y plaquer idéologiquement et ne plus tant l'en réifier, par ce qui tombe sous son emprise, qu'en refouler tout le reste, avec les peuples autochtones s'en faisant le véhicule. C'est le véritable enjeu derrière la critique autochtone de ladite *Terra nullius* ayant cherché à légitimer de s'emparer des territoires qu'ils habitaient et de les en refouler comme s'il n'y avait aucun habitant (car se disant y appartenir, non la posséder au point de la découper), hormis les colonisateurs y arrivant (et fort possessifs).

—*L'interface entre peuples de la Terre, physique et physiologie*

L'affinité que le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Gueterres, aperçoit avec l'Afrique vient d'abord de cette affinité avec les peuples autochtones et, plus généralement, avec les peuples de la Terre, dès l'origine humaine première qui est africaine, voire semble bien avoir eu d'abord le teint foncé, disons noir, bien avant que blanchi, jauni, rougi, sans parler de Touaregs artificiellement bleuis et, allez savoir pourquoi, d'extraterrestres verts (parce que le vert symbolise la vie, de terrestre à extraterrestre ?). Peut-être est-ce pourquoi, en puisant à cet atavisme humain non encore confondu avec quelque évolutionnisme tronqué et racisé, Goethe a pu chercher à se démarquer de Newton qui faisait se décomposer la lumière blanche à travers un prisme à la façon d'un arc-en-ciel où les couleurs se révélaient physiquement créées, pour plutôt insister sur cette tension du noir (d'où d'autant s'éclaircir que retrouver la lumière s'y obscurcissant) au blanc (d'où d'autant s'obscurcir que retrouver l'obscurité dont émergé), alors que son entre-deux se composait de couleurs, mais telles que se rattachant en l'œil plutôt aux cônes opérant le jour (distinctement des bâtonnets opérant plutôt la nuit) et à la neurophysiologie oculaire distinguant, percevant et combinant les rouge, vert et bleu, à la source du jaune que Goethe mésinterprétait (du moins chez l'humain, si ce n'est aussi avec tout un entre-deux entre rouge et vert encore plus nuancé que le seul jaune) comme si étant une couleur primaire dite proche de la lumière et censée s'intensifier en rouge, puis en bleu, ensuite violet. Or, les cônes en l'œil humain créent le jaune en combinant le rouge et le vert qui, avec le bleu, recréent le blanc, ladite lumière, d'où Newton les révèle plutôt se créer à travers un prisme en sens inverse, etc. Notons que, selon la théorie de l'évolution, les poissons et les oiseaux sont tétrachromatiques (avec des cônes percevant aussi non pas tant le jaune comme tel qu'un spectre entre le rouge et le vert, tout en permettant de raffiner jusqu'à cent fois les couleurs au-delà des capacités trichromatiques), tandis que les mammifères sont à plus de 60% nocturnes et autrement sont

dichromatiques, de sorte que la vision trichromatique leur est devenue un avantage évolutif (éminemment diurne) des singes (par exemple pour distinguer les fruits mûrs rouges sur fond d'une végétation verte, selon l'hypothèse frugivore, à moins que ce soit des jeunes pousses vertes, selon l'hypothèse folivore, etc.), aux humains. Tout ceci se conjugue avec une mathématique qui émerge d'une perception découpant l'espace en quatre (depuis soi jusqu'en les quatre points cardinaux), si ce ne s'y intègre aussi un axe vertical (entre nadir et zénith introduisant à la tension entre Terre et Ciel, matière et esprit, etc.), toute la mathématique ne s'autonomisant mentalement qu'au-delà de quatre, de fait depuis la singularité numérique du seul et unique nombre entier, à savoir deux, dont l'autoaddition et l'automultiplication, produit le tout premier nombre entier non premier, à savoir quatre. Jusqu'à l'écriture enfantine en miroir ne s'autonomise et fixe en un sens préférentiel qu'avec l'émergence de l'âge dit de raison (se forgeant de 5 à 7 ans), mais peut néanmoins perdurer à travers des troubles dyslexiques (surtout des b/d//p/q) tout aussi sis et fondés en cette inaugurale et sous-jacente perception où s'ancre et dont jaillit la mathématique, *a fortiori* toute figuration géométrique la concrétisant (notez par exemple que les quatre consonnes faisant problème pour le dyslexique se composent toutes de cercle/ligne se combinant en miroir, tout en révélant que le problème n'est aucunement linguistique jusqu'en linguistique, surtout si faisant confondre l'oral en et avec l'écrit, mais de géométrie, pure certes, mais à même la perception, telle que mathématisant le tout jusqu'à quatre par singularité numérique constitutive), etc. Tout cela relève d'une problématique énantiodynamique permettant de mieux en étudier les divers phénomènes et surtout, ce qui les produit et fait apparaître (tout phénomène étant justement ce qui du réel apparaît, voire se donne à transparaître en ce qui apparaît comme ce qui le produit et le constitue en phénomène). Et ce, tout en permettant de s'apercevoir en son inscription physique, dès la géophysique, et jusqu'en toute géopolitique, ce que le présent livre propose à l'ONU de prendre d'emblée en compte et, pour ce faire, de se doter d'un CI distinct de son CPS pour que son Assemblée générale s'autonomise.

De plus, deux considérations majeures complémentaires s'ajoutent pour bien articuler, en plus de l'humain avec lui-même de ses origines à nos jours, la géopolitique avec son sous-jacent substrat géophysique :

Il est crucial de s'apercevoir que la matière a déjà un sens en deçà de tout sens plus mental, spirituel et humain, seul susceptible d'être intentionnalisable. Il est abusif et dangereux de faire accroire que tout sens n'est qu'intentionnalisable, d'où s'entraccuser et s'entr'agresser pour y répondre au moindre sens surgissant

du cours des évènements du monde. Par exemple, la vélocité n'est jamais une vitesse qu'avec direction et donc sens. Toute la physique moderne s'est inaugurée depuis là dès la distinction que Galilée y a faite de l'accélération, ce dont ont émergé à leur tour les trois lois de Newton, etc., jusqu'à la gravité quantique en train de se forger. La présomption que tout sens se réduit et s'assimile au seul sens mental, spirituel et si humain que de part en part intentionnalisable est la racine vive de toute prévalence fantaisiste dont ne plus s'éveiller, mais y sombrer à même l'empirie. S'y enraie tout assainissement possible de toute idéation jusqu'en sa logique pour ne plus que la faire se braquer en idéologie à l'encontre de tout autre en faisant autant afin de légitimer quelque hégémonie impérialiste et autoritaire à instaurer.

Prendre en compte que le sens est d'abord si matériel que physiquement inscrit et en exigence d'y articuler le sens intentionnel comporte plusieurs autres avantages :

b-1) Faciliter l'ancrage de la géopolitique en sa géophysique sous-jacente comme substrat d'un langage commun si bien référentiellement que réellement ancré et susceptible de s'élargir de sur Terre jusque hors Terre;

b-2) Rejoindre la grande notion mythique promue par les Premiers Peuples s'en faisant Premières Nations et la présentant comme celle d'une Terre-Mère, mais ainsi révisée et adaptée au XXI^{e} siècle selon une seule, même et commune quête de sens, d'abord matériel. Selon Mircea Éliade « The connection between *homo* and *humus* must not be understood simply to mean that man is earth because he is mortal but also that the fact that man can live is due to his being born of –and returning to– the *Terra Mater*. Not long ago, Solmsen explained *mater* from *materies*; and although this is not in fact the true etymology (the original meaning of « matter » was, apparently, something like « heart of wood »), yet it has a place in a mythico-religious outlook: « matter » does the work of a mother, for it unceasingly gives birth. What we call life and death are merely two different moments in the career of the Earth-Mother as a whole: life is merely being detached from the earth's womb, death is a returning « home »»[1]. *Terra Mater*

[1] Mircea Éliade, *Patterns In Comparative Religion*, Cleveland and New York, Meridian Books, 3rd Edition, 1966, p. 253. De façon plus élaborée, le Nadir (d'où venir et où retourner à la Terre) s'articule avec le Zénith (le Ciel d'où vient et où retourne l'Esprit) avec entre-deux les quatre directions cardinales si usuelles et inhérentes à la perception humaine divisant d'emblée l'espace en quatre, jusqu'au ressort de sa mathématisation. Voir divisant aussi et surtout le temps en quatre par rythme nycthéméral rapporté sur l'année au gré des deux solstices entrecoupés des deux équinoxes au point de former une croix en + (selon des 90 degrés) s'en divisant elle-même en croix en X avec laquelle s'interfacer (selon des 45 degrés) jusqu'en un entre-deux de 22.5 degrés avoisinant l'angle d'inclinaison de la Terre, comme en la Chacana. L'axe vertical vibre de cette double croix en + et en X qui peut s'exprimer la nuit en se prolongeant de l'axe de la Terre (tendu entre ses pôles Nord et Sud) en son axe céleste (tendu entre l'étoile Polaire et la Croix du Sud) et d'où se module l'espace cardinal plus horizontal, si ce n'est géodésiquement courbé avec la surface entière de la Terre

perdurant de sous toute et quelque *Terra nullius*. Certes. Qui y remarque le fait de donner naissance, cette racine commune de la nature et de la nation ? Même la Gaïa grecque garde le sens d'une telle génération de ce qui en émerge, de G à aïa. Les plus anciens mythes sont tous d'émergence, ceux de la Plongée cosmique s'y ajoutant… au Nord.

b-3) Pouvoir se mesurer au dérapage initial issu de la façon fort tronquée dont la Modernité a émergé en ledit Occident avant de se faite culminer en un nihilisme qui, du XIX[e] siècle au XXI[e] siècle, s'est radicalisé et est devenu si matérialiste que porté à occulter et dénier le fait que le sens est d'abord matériel. S'en alimente la divergence systémique mondiale actuellement en cours s'instaurant entre et depuis les impérialismes dont toutes les idéologies présument que tout sens n'est que mental, spirituel et humain. Mais humain tronqué dès le plus jeune âge et en famille pour n'être plus que dichotomisé en miroir entre individualisme et communautarisme selon une divergence systémique d'ensemble, tout en occultant leur interface souche (axée sur la transmission du lieu de résidence et jamais démocratique que sociodémocratique)… et *a fortiori* la forge chez les trois de la société civile comme pouvoir propre qui exige d'être reconnu en sa teneur culturelle constitutive s'énonçant comme son sens même de soi et ce, jusqu'au point, si une démocratie et si diversement exprimée soit-elle est pour en surgir, de faire s'équilibrer les pouvoirs étatiques entre eux plutôt que s'y faire happer, noyauter et tronquer depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et *a fortiori* le juridique selon quelque germe impérialiste, d'abord ainsi intraétatique si pour être interétatique). Voir l'action mieux sociohistoriquement éveillée et enrichie (en vue de préserver l'intégrité humaine, plutôt que de la tronquer) en la Liste d'autres doubles actions;

b-4) Articuler le tout avec une prise de conscience de la situation actuelle de l'ONU et *a fortiori* de l'exigence qui s'ensuit et qui mène à la présente proposition de l'en réorienter en la refondant depuis ses assises, de géophysiques à géopolitiques d'emblée appelées à s'y repérer et ajuster.

globalement considérée, *a fortiori* si géophysiquement continentalisée, météorologique et géopoliticoéconomiquement considérée.

LISTE D'AUTRES DOUBLES ACTIONS POSSIBLES

1) Alliances onusiennes heuristiquement fécondes

L'ONU est appelée à suivre l'évolution d'autres concertations que celles qu'elle propose elle-même afin de pouvoir éventuellement en favoriser des conjonctions heuristiquement fécondes. Il faut noter qu'une concertation majeure est déjà en train d'émerger entre l'Europe en son programme SAFE et le Canada y participant, plus d'autres ententes, dont celle entre l'Allemagne et le Canada pour améliorer une sécurité numérique qui est à rendre indépendante et qui, comme on le sait, s'intègre dorénavant à la sécurité de la fabrication de l'armement militaire : l'enjeu arctique concerne autant le Canada face aux États-Unis que le Groenland européen, via le Danemark, face aux mêmes États-Unis, tout en affectant aussi plus indirectement les autres impérialismes russe et chinois. Par diplomatie, l'OTAN, sans les États-Unis, a instauré sa mission *Arctic Sentry* en disant renforcer la sécurité arctique et y viser plutôt les impérialismes russe et chinois. S'y aperçoit un dynamisme susceptible de se conjuguer avec celui du CI en regard du CPS (dont les tensions interimpérialistes entre États-Unis, Chine et Russie). Si l'Assemblée générale de l'ONU se dote d'un CI indépendant de son CPS et si l'Allemagne en fait partie comme initial représentant européen et coopère avec France et Angleterre du sein de celui-ci, toute cette dynamique arctique peut s'en trouver magnifiée, même sans que l'ONU ne fasse rien d'autre, du simple fait de ce qu'elle serait. Et s'il y a collaboration avec le conjoint représentant des Amériques, mais choisi en Amérique latine et en faisant reconnaître tous les Américains de tous les pays en cause distinctement des seuls étatsuniens, toute l'interface transatlantique s'en modifierait en même temps que sa contextualisation panplanétaire (si l'ONU

promouvait partout que tous fassent cette distinction). Le tout s'en dynamiserait d'autant qu'avec les autres représentants du CI, à savoir asiatique, africain, océanien et des Premiers Peuples. L'ONU insiste dans ses *Bulletins arctiques* sur la dynamique des changements climatiques, le développement durable et l'importance de dialogue ouvert et pluraliste entre tous les acteurs de la région, selon un engagement et un partenariat équitable avec les peuples autochtones, ce que leur représentant au CI peut promouvoir. Quant au réchauffement climatique plus rapide en Arctique, par fonte de la neige et les glaciers diminuant l'albédo (réflexion de la lumière) et faisant émerger des terres plus sombres (absorbant plus la lumière), il se répercute aussi plus vite sur l'Europe, comportant de vastes terres assemblées. Arctique et Europe, surtout si avec le Canada et en se distanciant des trois grands impérialismes (dont États-Unis, plus Chine et Russie) sont donc d'autant à lier à l'ONU.

Dans ce contexte, notons le contre-exemple du *Cloud Act* étatsunien, par lequel le gouvernement central peut contraindre ses entreprises privées de lui donner accès aux données de tiers pays faisant appel à leurs services. Il est fort parlant. Surtout si mis en contraste avec l'extraterritorialité de l'ONU la protégeant en territoire étatsunien, éclate au grand jour le problème majeur de toute juridiction extraterritoriale arbitraire sous façade du biais d'entreprises privées fonctionnant au double standard des deux poids, deux mesures, selon que l'État est et reste hégémonique à travers elles sans rien en laisser transparaître ou qu'il lui arrive d'y intervenir pour les en court-circuiter et soi-disant se protéger contre des pays tiers avec lesquels elles font affaire, quand ce n'est pas pour créer de toute pièce de faux prétextes pour s'y adonner. Il s'agit du paradigme soi-disant transactionnel (présumément incarné par Donald Trump) de toute action ponctuelle à double face d'une partie d'où tailler en pièces et à son seul propre profit (autant d'un bord que de l'autre du double standard) toute et quelque totalité alors pourtant relationnellement constituée, mais toujours d'emblée ainsi biaisée de part en part, faute de quelque prise en compte de la relation même pourtant appelée à intervenir en tiers entre les parties la composant, non s'y réduire fantaisistement. C'est à mieux cerner.

De même, le site web Freedom.gov créé par le Département d'État étatsunien vise en Europe que les citoyens puissent y contourner ladite censure et y accéder à des contenus y étant interdits (discours présumés de haine, propagande terroriste…) en utilisant un système privé virtuel VPN (distinct des VPN commerciaux que les États-Unis avaient favorisés pour promouvoir la démocratie à travers le monde avant Donald Trump ?) pour en faire paraître le

trafic comme si venant des États-Unis et en pouvant ne pas être pisté, même si ce site n'est pas officiellement mis en service : nouvelle forme de juridiction extraterritoriale allant jusqu'à inciter à enfreindre les lois européennes locales, par VPN fait cancer (qu'illustre la Russie tombée en panne en essayant de s'en débarrasser) ? Le tout selon ladite priorité de liberté numérique de plateformes étatsuniennes toutes soumises au *Cloud Act*, donc au double standard des deux poids, deux mesures comme les deux faces d'un seul et même acte transactionnel ? N'oubliez pas ce point crucial : pour tout libertarien trumpiste, toute vérification des faits est une atteinte à sa liberté d'expression, car risquant de l'empêcher d'inonder toute zone de ses seuls propos sous lesquels enterrer tous les autres, mais aussi s'il le faut, jusqu'à la réalité risquant d'être factuellement établie, comme lorsqu'il fait accroire que les Étatsuniens ne seraient pas des, mais les Américains. Compte uniquement la force de frappe du plus fort, sinon la plus brutale cherchant à se faire valoir comme si la seule force, du fait d'émerger hégémoniquement du lot, sinon de faire se perpétuer au mieux le simple entrechoc tous azimuts de postures toutes plus unilatérales les unes que les autres, sans aucun référent commun, si ce n'est d'emblée idéologiquement biaisé à son seul propre profit. La liberté purement libertarienne, si aveugle soit-elle, fait surtout refuser toute liberté située et apte à tenir compte, non seulement de ce qui la favorise, mais aussi de ce qui la contraint, du fait de l'altérité de l'autre avec qui être en relation et donc, selon la diversité en cause. Le libertarien, au contraire, l'en dichotomise et schizophrénise selon que lui étant identique et assimilable ou tout au contraire lui étant différent et à refouler, si ce ne sont d'incessantes résurgences de ce refoulé venant l'en hanter, jusqu'en l'entrechoc chaotique total entre tous s'adonnant à cette réduction assimilatrice de toute liberté à la seule libertarienne, jamais située. Il lui faut dichotomiser toujours d'avance toute altérité d'autrui en fonction de ses seuls propres intérêts, donc, en soi-disant allié (assimilable et subordonnable) et adversaire (du seul fait de persévérer en sa différence et d'en être à refouler). Son attitude foncière est celle d'une paranoïa schizophrénante mégalomaniaque tous azimuts. Faite narcissique culte de l'ego, elle émerge de quelque base MAGA s'y projetant et s'y adulant, tout en se diffractant localement (style ruissellement du processus hiérarchique, du global au local). S'y occulte la tendance sociale de fond en tant que ne produisant jamais qu'en suraccentuant l'individualité des individus la composant jusqu'à l'individualisme, voire l'hyperindividualisme, au point de tout en faire se confondre avec tel ou tel n'en devenant plus saillant qu'en ne le faisant paraître exemplaire, non de cette tendance sociale, mais comme si à lui seul, donc *self-made man*. L'histoire entière

ne serait que celle de grandes figures, non tant humaines, à savoir jamais individuelles que d'emblée sociales, que toutes plus exclusivement individuelles les unes que les autres. Par exemple, Elon Musk serait considéré s'élancer par lui seul à la conquête de l'espace hors Terre, alors que, si riche soit-il, sa richesse risque d'occulter le soutien public reçu de la NASA selon l'esprit étatsunien de privatiser autant que faire se peut ses propres activités, mais en l'appuyant néanmoins de subventions publiques bien plus énormes que sa seule immense fortune personnelle. Et s'il peut y avoir une large cooptation au sommet élitique, il peut arriver qu'un Donald Trump, après en avoir été appuyé et s'en être fait réélire à la présidence des États-Unis, refuse de nommer le copain d'Elon Musk à la tête de la NASA. Jusqu'au culte de l'ego, si socialement promu soit-il, peut mener à des conflits entre egos. Selon la cliodynamique, si la confrontation d'egos gagne trop en ampleur et si le poids de telles élites n'est produit par la société qu'en devenant plus lourd que ce qu'elle peut en supporter, elle peut s'effondrer.

En ce point culminant, surgit pleinement ce qui oppose l'UNESCO et les États-Unis quant à la question de la culture, dont toute l'histoire, de la Renaissance à nos jours, a consisté à situer la sienne en regard de l'autre (ultimement l'autochtone alors découvert) en la considérant ni meilleure (par idéal), ni pire (par colonialisme aliénant) que soi, mais différente, ce qui a permis d'en dégager la notion, mais aussi et surtout le dialogue, voire l'anamnèse dialogique faisant renouer l'humain (individu d'emblée social) avec et de ses origines à nos jours. Humain et culture coévoluant avec la nature adviennent d'autant d'emblée ensemble que l'humain n'est jamais individuel que d'emblée social et s'en cultive justement de social en individuel en s'y intériorisant. Y compris lorsque la société s'occulte elle-même en ses individus pour ne plus les faire paraître qu'individualistes.

Il devient évident que le capitalisme est d'emblée de part en part ancré en son assise socioculturelle sous-jacente et de là, s'en trouve conditionné géopolitiquement. Si la géopolitique est hypocrite, le capitalisme s'y inscrivant ne peut que l'être lui aussi. La promotion d'un Conseil Indépendant (du CPS) en devient d'autant cruciale qu'appelant à un fonctionnement démocratique plus transparent, mais d'abord à questionner jusqu'en ce qui le mine, si pour survivre, *a fortiori* si pour contribuer à un redressement de la courbe actuellement descendante, voire s'étant accélérée depuis que l'impérialisme étatsunien s'est exacerbé en devenant trumpien et s'est ajouté aux impérialismes russe et chinois, au détriment du vecteur démocratique panplanétaire et même de l'écosystème entier des droits humains. L'impérialisme étatsunien cherche tellement à imposer

son hyperindividualisme que jusqu'aux droits humains sont présumés n'être plus tant d'emblée sociaux jusqu'en les individus que tout au contraire réductibles aux collectifs d'individus de diverses identités de groupe auxquels s'opposer au profit des seuls « droits naturels » des seuls individus qui préexistent aux gouvernements et qui sont accordés par Dieu, non par des gouvernements dont la tâche est seulement de les défendre (et de s'opposer à tous les autres gouvernements qui n'adoptent pas cette idéologie pour la leur faire avaler de force). Il devient donc urgent que l'Assemblée générale de l'ONU se dote d'un Conseil Indépendant, d'abord pour survivre, puis pour contribuer à inciter à l'assainissement des pratiques selon un mieux-vivre. L'interface arctique entre l'Europe et les Amériques, eux-mêmes du Nord au Sud, en est d'autant un immense laboratoire qu'elle concerne et fait se remanier jusqu'à la conception de l'Euroaméricain, jusqu'en tout son rapport proprement culturel de ses peuples avec les premiers peuples comme premières nations à même la nouvelle géopoliticoéconomie en train de s'instaurer et s'ancrer en sa géographie fort géophysiquement opérante. De plus, le logo de l'ONU est centré sur le Nord en se figurant depuis là des continents équidistants pour symboliser leur égalité. Tout un cercle vertueux peut s'établir entre la réalité ainsi mieux circonscrite et la symbolique que l'ONU peut en tirer. S'éclaire aussi pourquoi Trump s'enrage de ne pas parvenir à mettre la main sur le Groenland d'où il se dirait protéger le monde entier (au seul profit des États-Unis qui serait le seul sien) à la place de l'ONU et ses alliés.

2) Créer des forums de dialogue propice à la temporisation selon un imaginaire politique onusien

L'ONU pour assurer sa mission centrale de la paix mondiale (que son CPS devrait favoriser, mais qui l'entrave souvent) et de l'amélioration du développement humain censé s'y produire se doit de prendre acte que si elle ne peut endiguer la course généralisée à l'armement, elle peut au moins créer un forum de sa temporisation et d'abord d'un éventuel dialogue. Et ce, là même où les impérialismes majeurs, autrement, ne songent tous (qu'ils soient étatsunien, russe ou chinois) au contraire qu'à s'imposer unilatéralement et d'abord idéologiquement, en prenant le contrôle du langage et, par là, de toute sous-jacente image véhiculée du réel à réifier en le faisant s'y plier et ce, à sa fantaisie (autant à la source de cette image que biaisée en ses affections pour l'en infléchir à leur seul propre profit), donc à sa guise. L'action arctique (surtout si étayée de la concertation entre Europe et Canada) face à l'impérialisme étatsunien et plus

secondairement, russe et chinois peut se doubler d'une action asiatique, car comme l'Allemagne, le Japon est en train de se réarmer et se dit prêt à défendre, en plus de ses propres eaux territoriales, aussi Taïwan face à la Chine, malgré les hauts cris poussés par celle-ci[1], à l'image de ceux poussés par les États-Unis trumpiens en l'hémisphère dit occidental. Quand on sait que Taïwan fabrique plus de 90% des puces électroniques les plus avancées sur la planète, l'impact peut frapper au cœur du ressort le plus essentiel de toute l'économie mondiale. Les États-Unis arment aussi les Philippines. S'ils s'engageaient dans une éventuelle guerre avec la Chine, ce serait probablement leur tête de pont. Surtout, s'il y avait coordination avec l'axe se développant déjà de lui-même depuis le Japon. Moyen-Orient où la guerre étatsunienne-israélienne est livrée à l'Iran (et à tout ce qui de la région ne se plie pas autant que voulu au néosionisme, d'étatsunien à judéen), front russo-ukrainien, conflit en mer de Chine, sans parler du fait que la précédente frappe étatsunienne en Iran n'y est suivie de nouvelles qu'en y problématisant ses rapports étroits avec la Russie et la Chine, plus toutes les autres prétentions étatsuniennes sur le Groenland, le Canada et ailleurs, ça commence à faire beaucoup, même pour la 1re puissance militaire de la planète, *a fortiori* si désirant faire un tant soit peu l'économie du militaire au profit de l'économie à travers laquelle tout réduire et transformer en transaction commerciale pour s'enrichir personnellement à et via la présidence des États-Unis. Menacer pour obtenir des concessions est une chose, avoir maille à partir partout en est une tout autre. Ça s'appellerait une 3e guerre mondiale. Les impérialismes procèdent donc par la périphérie pour affecter plus indirectement tout autre centre leur faisant compétition, ce qui crée la multipolarité, sans mener à des engagements trop directs qui, eux, mèneraient à une telle conflagration panplanétaire. Les impérialismes hiérarchisent. Ils ne s'imposant l'un à l'autre entre eux que jusqu'en tout un chacun venant s'inscrire en leurs lignées respectives selon des écarts de puissance, allant de la leur, au sommet, aux autres leur étant plus ou moins moindres. S'en constitue l'ontologie, au seuil de toute métaphysique, *a fortiori* en s'exprimant d'emblée en termes d'hénologie : qu'est être si sans être un et en être

[1] Craignant que la Chine puisse couper l'approvisionnement en terres rares (minéraux critiques), le Japon espère s'autonomiser suite à la découverte d'un mégagisement, même si à une profondeur de plus de 5000 mètres marins près de l'île de Minamitori-shima, dans sa zone économique exclusive. L'entente entre Japon et États-Unis va dans le même sens. Donald Trump est même prêt (par juridiction extraterritoriale) à étendre les pratiques jusqu'en et malgré le fait qu'il s'agisse d'eaux internationales et si problématiques soient l'exploration et surtout l'exploitation commerciale. Encore une fois : enjeu des ressources au point de départ des chaînes d'approvisionnement et de toute productivité capitaliste, de sa géophysique via sa géoéconomie à sa géopolitique, paix et sécurité incluses, donc là aussi CPS. Le Japon, après l'Arabie Saoudite, est le 2e acheteur d'armement étatsunien. Il en exporte et est aussi en train d'armer ses îles près de son allié Taïwan contre la Chine.

ainsi soi, même si aussitôt diffracté en maints egos condensés en toute tête de toute lignée cela soit-il ?

Il est crucial de noter que vers 2029-2030, même si France, Angleterre, Pologne et Suède n'en seront pas si loin, l'Allemagne aura probablement pris le leadership dans le marché européen des Foreign Military Sales (FMS) au point de commencer à pouvoir faire compétition et peut-être briser un tant soit peu le monopole de ce qui s'en instaure depuis les États-Unis depuis plus de trente ans. Vient aussi de surgir une entente internationale (incluant l'OTAN) pour constituer une Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience (DSR) dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement à mieux financer et sécuriser (au ressort de quelque capacité productrice de toute entreprise dont initier et faire s'accroître quelque processus économique capitaliste que ce soit). Son siège social sera au Canada en vue de financer surtout des PME y contribuant ou en prenant le virage, PME dont le Canada et maints pays sont pourvus et qui se distinguent des géants, en particulier étatsuniens, déjà en place. C'est à se demander pourquoi ce n'est pas implanté d'abord dans le civil d'où assainir ainsi à la base et de façon beaucoup plus large et radicale toute logique capitaliste en maints autres secteurs. Vancouver, Toronto et Montréal sont sur les rangs, l'Ontario cherchant à promouvoir Toronto et l'unilinguisme anglais en recalant avec le Québec (risque de référendum, de lois linguistiques axées sur le français…), Montréal (pourtant plus bilingue, voire trilingue, donc plus proche en sa réalité, du bilinguisme officiel autant canadien, ne se maintenant que parce que croissant au Québec alors que décroissant hors Québec, qu'otanien). Même si l'ONU promeut la paix, il reste que les conditions réelles des relations interétatiques susceptibles de briser un monopole militaire peuvent être l'occasion d'un dialogue à instaurer, car il ne peut y avoir de paix que celle que tous veulent se donner. D'autant que ces conditions réelles s'y prêtent. Ce dialogue transatlantique est-il susceptible de mieux introduire à celui entre les impérialismes étatsunien et chinois, sans parler du russe, jusqu'en ces divers fronts ? L'ONU offre un Forum. Surtout s'il y a CI.

Bref, il est crucial que l'ONU commence à cultiver son propre imaginaire géopolitique et se le donne à ancrer en sa géophysique sous-jacente à laquelle l'ajuster afin d'y créer un référentiel commun où tous les autres devenirs géopolitiques, jusqu'aux plus impérialistes, pourraient venir s'articuler. Et cet imaginaire peut même être géopolicoéconomique. Une éventuelle entente commerciale par le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership), entre Asie, Europe et Canada, peut créer un substrat plus démocratiquement propice et moins dépendant des tensions interimpérialistes.

Dès son 1er mandat présidentiel, Donald Trump a retiré les États-Unis des démarches visant à établir un partenariat transpacifique global avec les pays asiatiques. Or, la plus forte croissance économique mondiale est en Asie et n'est pas extérieurement gérable et manipulable, même par les États-Unis. Des partenariats peuvent prévaloir sur les impérialismes, *a fortiori* si un jour jusqu'en l'impérialisme des FMS à d'autant tempérer. L'ONU peut les imaginer, voire saluer. Surtout que l'ONU est souvent prise à devoir s'appuyer sur des instances externes comme l'OTAN pour s'étayer en sa mission de paix et sécurité d'où créer des conditions plus favorables au développement humain, ce à quoi une croissance harmonieuse du CPTPP peut aussi contribuer.

3) Prendre le leadership des puissances moyennes et faire que la hiérophanie s'aperçoive prévaloir de sous toute hiérarchie

L'ONU doit donc prendre le leadership desdites puissances moyennes qui, face aux impérialismes, ont tout intérêt à ne pas s'en faire dégrader en des puissances subordonnées sous emprise colonialiste et à faire se réguler un tant soit peu la course généralisée à l'armement, autant celle des impérialismes que la leur, propre. L'ontohénologie l'exprimant métaphysiquement n'a pas à être si purement qu'uniquement hiérarchique, depuis l'interimpérialisme faisant s'entre-dévorer. Avant et jusqu'en toute hiérarchie, il y a quelque hiérophanie, mot forgé par Mircea Éliade, ce qui oriente et ancre d'emblée tout être un, si métaphysique, en l'étant unant (dit physico-mathématique) dont émerger, comme toute géopoliticoéconomie en sa sous-jacente géographie géophysique. C'est à prendre en compte pour ne pas laisser toute sacralisation se tronquer de sa manifestation (par hiérophanie) au profit de son seul commandement (par hiérarchie) toujours plus impérialiste. Sinon, même Dieu en est toujours plus spolié par César.

Quant au respect quasi religieux de la hiérarchie dans les bureaucraties autoritaires, *a fortiori* lors de sa radicalisation capitaliste, de libéral laissez-faire en libertarien gestionnaire fort impérialiste, il méconnaît la teneur de cette notion même alors utilisée : « l'idée de hiérarchie est d'abord religieuse, puis, avec le Christianisme, ecclésiale avant d'être politique. *La vision hiérarchique de l'ordre politique est la politisation d'une structure originairement religieuse non la sacralisation d'une structure originairement politique* », ce dont, néanmoins, dès le XIVe siècle médiéval, a surgi « l'indépendance ou au moins la coexistence des pouvoirs spirituel et temporel », via leur interface par l'autonomie politique du *studium*, en l'occurrence de l'universitaire qui mettait alors en jeu la figure de

l'intellectuel comme *troisième pouvoir* « comparable au *quatrième pouvoir* exercé par la presse dans la société moderne ». De fait, le scandale de la richesse (que se disputaient le pape et le roi de France face à l'empereur romain germanique) faisait se déclencher une théologie du dépouillement et donc de la pauvreté volontaire supportée par une fonction pastorale sociale (pour vivre la même vie que le Christ et ses apôtres), par distinction du choc de la découverte de la misère créant la plus moderne théologie de la libération[1]. S'éclaire encore davantage ce que Simmel identifiait sur l'arrière-fond de l'urbanisation massive (encore davantage accrue du XIX^{e} au XXI^{e} siècle concentrant plus de la moitié de l'humanité) comme triple autonomisation du droit, de l'intellect (à leur interface) et de l'argent. Surtout, la hiérarchie n'est religieuse et ne se laïcise, *a fortiori* depuis que de l'Église l'État se sépare et laïcise, qu'en pouvant apercevoir en leur commune sous-jacente résurgence sociale ce qui perdure de la hiérophanie dont émerger. Le sacré est dans le lien social hiérophanique bien avant qu'en quelque hiérarchie que ce soit, autant l'Église que l'État.

4) Action autoréflexive majeure : existe-t-il des États-nations au XXI^{e} siècle et que peut donc être l'ONU ?

Une action autoréflexive majeure peut porter sur la question de savoir s'il est encore vraiment question d'États-nations au XXI^{e} siècle et par là, de ce que peut être l'ONU. Une distinction cruciale est à promouvoir au sein de l'ONU entre les Nations en constituant la véritable internationalité et les États tendant à la réduire et la capter en l'interétatisant au point de tendre à s'en hiérarchiser par et depuis les impérialismes s'instaurant. Faute de cette distinction, qui prête suffisamment attention au fait pourtant basique que des États comportent maintes nations et que des nations sont prises en des interfaces entre maints États ? Et que cela empire et se radicalise lorsque des tensions interimpérialistes font s'hiérarchiser les États et pèsent jusqu'à *a fortiori* se poursuivre en les nations s'en faisant d'autant tailler et assimiler à la pièce, ce qui mine la base la plus générale d'où peut se constituer l'ONU ? Il faut proclamer que l'internationalité est irréductible à l'interétatisation et qu'il faut cesser de se faire accroire qu'elle s'y réduit et assimile, comme s'il n'y avait partout qu'une seule nation avec un seul État, selon une fallacieuse préconception de l'État-nation censée rigidifier et réifier oute

[1] Alain de Libera, Le troisième pouvoir. Les intellectuels scolastiques et la politique, dans C. Bazan, E. Andujar, L. G. Sbrocchi, *Les philosophies morales et politiques au Moyen-Âge*, Actes du IXe Congrès international de Philosophie Médiévale, Ottawa, du 17 au 22 août 1992, pp. 261-266. Pour les citations précédentes entre guillemets et cette finale.

conception de quelque démocratie. De plus, il est toujours plus évident que le lien entre État et nation, *a fortiori* entre république et démocratie[1], en tout dit État-nation, est toujours plus élastique au XXIe siècle, certes sous la pression interimpérialiste en cours, mais aussi du fait de la pression démographique panplanétaire urbainement concentrée (dorénavant plus de la moitié de l'humanité) et de ses effets technologiquement démultipliés sur les écosystèmes (surtout si confondus avec de dites ressources à se disputer au ressort de dites chaînes d'approvisionnement, elles-mêmes exacerbées en autant d'exigences de sécurité nationale étant de fait plutôt de sécurité étatique, bref en biaisant toujours plus tout du long la représentation du problème). La liberté des Nations jusqu'en ladite liberté des États est à clamer haut et fort, pour créer une première brèche et en particulier, pour faire place aux Premiers Peuples faits Premières Nations qui sont pour ainsi dire tous sans États, même si y ayant été, bien malgré eux, mis sous emprise colonialiste dorénavant à toujours mieux remettre en question. Être une Organisation des Nations Unies préside et non s'assimile à quelque Organisation d'États Unis, *a fortiori* de sans à avec trait d'union. La difficulté est que toute population n'est faite peuple, par son peuplement territorialisant quelque part de la nature du fait de l'habiter et d'en coévoluer culturellement avec elle, qu'étant à son tour fait nation, apte à s'apercevoir telle, mais le plus souvent confrontée à sa reconnaissance qui, dès que juridique, s'instaure selon quelque État. De là à se faire accroire que nation et État se correspondent selon un seul et même État-nation trop souvent présumé donné malgré et à l'encontre de l'histoire ayant fait se chevaucher maintes couches populationnelles d'où s'être pourtant tous deux forgés et en avoir constitué ensemble un tel trait d'union, il n'y a qu'un pas. C'est une vue de l'esprit qui, en sa réalité, peut au contraire impliquer d'importants problèmes d'articulation. Après y avoir joint les deux points suivants, l'illustre le dossier de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise.

[1] Serge Lusignan, Intellectuels et vie politique en France à la fin du Moyen-Âge, dans C. Bazan, E. Andujar, L. G. Sbrocchi, *Les philosophies morales et politiques au Moyen-Âge*, Actes du IXe Congrès international de Philosophie Médiévale, Ottawa, du 17 au 22 août 1992, pp. 267-281. Au début du XIVe siècle, des sujets pluriels sont désignés par le collectif « peuple » et l'entité abstraite de l'État se pense et s'évoque république. S'y aperçoivent les prémices de ce qui débordera la monarchie et s'intégrera en État-nation, *a fortiori* en République démocratique avant toute captation la transposant de mercantiliste en capitaliste libérale et surtout libertarienne qui n'est qu'accidentellement démocratique.

5) Reconnaître la diversité sociale dès les familles jusqu'en les États : prototype d'une action sociohistoriquement mieux éveillée et enrichie

Il est crucial de tenir compte qu'une possibilité majeure de la Renaissance « occidentale » a été occultée lors de l'inauguration et le déploiement tronqué de la Modernité (depuis lors découplée dudit Occident en dit Orient, au XXIe siècle), mais est à faire resurgir pour pouvoir en être d'autant mieux ressourcé qu'en mettre d'abord au jour les Prémices Renaissantes de la Modernité (dès ledit Occident jusqu'en ledit Orient, alors que les États-Unis, comme tous les pays des Amériques, ne sont à l'ouest de l'Europe qu'en étant tout au contraire à l'Est et donc l'Orient de la Chine, si la géophysique prévaut un tant soit peu au ressort de la géopolitique à travers laquelle l'énoncer) comme d'où pouvoir mieux contribuer au Processus d'une Renaissance Mondiale au XXIe siècle. Il s'agit autant de la tardive intégration du fait politique en ledit Occident que, dès la Renaissance, de l'occultation s'étant produite de la famille, plutôt que le seul individu, à la base de la forge de la nation et de là, de l'État. Dont le Québec par une langue maternelle apte à déborder sa propre origine ethnique et à se l'intégrer avec d'autres, là où le Canada tend à l'y laminer.

D'une part, la politique émerge avec la Cité (Polis) antique. Si elle se généralise et s'impose lors de l'Antiquité, son rôle s'estompe lors du Moyen-Âge empreint par le monothéisme, jamais chrétien que relatif aux autres (surtout à compter de l'islamique au VIIe siècle), avant de resurgir par une suite de renaissance (IXe, XIIe, XVe-XVIe siècles) culminant dans des guerres de religion (catholicisme/protestantismes), puis les Traités de Westphalie (1648) d'où s'impose l'interimpérialisme européen s'élançant à la conquête de la planète en s'y intégrant la tension interreligieuse en élan missionnaire. Or, sa teneur géopolitique initiale remonte à la Renaissance constituant d'autant l'entre-deux que l'interface entre et de l'Antiquité et du Moyen-Âge à la Modernité[1]. Étonnamment, même si Alexandre le Grand a été élevé dans une ambiance aristotélicisante, ses conquêtes ont fait s'estomper la *Politique* d'Aristote qui risquait de faire s'interroger sur les divers régimes politiques. De Cicéron à la demande de Thomas d'Aquin à Moerbeke de traduire la *Politique* d'Aristote et n'en recevant une traduction que prenant tous les termes en mauvaise part et indiquant bien la résistance à l'aborder

[1] J'intègre mes quelques apports aux paragraphes suivants puisant à E.L Fortin, Politique et philosophie au Moyen-Âge : la révolution aristotélicienne, dans C. Bazan, E. Andujar, L. G. Sbrocchi, *Les philosophies morales et politiques au Moyen-Âge*, Actes du IXe Congrès international de Philosophie Médiévale, Ottawa, du 17 au 22 août 1992, 148-166.

véritablement, ne prévaut que l'horizon issu de Platon, de sa *République* à ses *Lois*, qui ne s'y interroge guère. Tel est ce qui envahit les divers monothéismes, autant chrétien qu'islamique et judaïque, Maïmonide révélant la pervasive situation qui vaut chez tous, à savoir que la loi divine remplace la philosophie politique, ce qui est l'assise faisant passer de l'Antiquité au Moyen-Âge. La désaffectation envers la vie politique et l'engouement pour la spéculation religieuse caractérise la période hellénistique et romaine et perdure jusqu'en le haut Moyen-Âge. C'est bien ultérieurement, sur un résurgent arrière-fond zoroastrien avec une conjointe mise au jour de la famille se modelant sur la divine unitrinitarité chrétienne chez Ficin, que la *Politique* d'Aristote révèle que la *République* de Platon ne s'en annexe aucunement les *Lois* et au contraire s'y trouve ajustée et révisée, ce qui permet autant de mettre au jour maintes couches néoplatoniciennes superposées à partir de cette inaugurale intégration de Platon et Aristote dès leur tension interrelationnelle propre que de procurer à Cosme de Médicis ces *Lois* pour instaurer Florence en contre-pouvoir de Rome (avant que les papes en deviennent médicéens, de Léon X à Clément VII). L'a établi *De quel Zoroastre à quel Dieu ?* Entre-temps, certes, à compter de Grégoire VII, le pouvoir spirituel dit exprimer la loi divine risque constamment d'avaler le pouvoir temporel, à savoir la vie politique. Hormis s'il se fait néosioniste, seul le christianisme, contrairement au judaïsme et à l'islam, n'est pas une religion politique, à la fois liée au peuple le constituant et source jusque de la foi, ce qui marque la différence du Nouveau Testament ne parlant jamais de la justice et l'Ancien Testament en parlant partout, tandis que l'Islam en fait non seulement un fondement social, mais un commandement divin. On aperçoit d'où a émergé la tension entre les peuples européens s'étant faite interimpérialiste au point de s'intégrer les tensions interreligieuses mises en compétition jusqu'en l'élan missionnaire panplanétaire, surtout à compter des Traités de Westphalie (1648). Il ne s'agit aucunement d'un peuple, ni d'un élargissement faisant s'y adjoindre maints autres, mais d'emblée de maints peuples s'étant d'autant différenciés entre eux qu'avec et à même maints États s'en étant forgés et autonomisés. Cette intense et pervasive interface multifrontière conditionne d'emblée ce qui, depuis, mais par-delà le christianisme européen, si laïcisé puisse-t-il devenir, va tant s'oublier être ce qu'il est et s'en fantasmer comme État-nation, comme si chez tout un chacun une nation et un État se correspondaient totalement comme un seul tout parmi d'autres avec lesquels s'entrechoquer, alors qu'il n'en a jamais été nulle part question, hormis sa généralisation mentale abusive empêchant d'en voir la réalité, puisqu'il s'agit d'emblée de maints peuples s'en faisant maintes nations si pour être aussi maints

États, tels que surgissant tous ensemble et relativement les uns aux autres selon des interfaces fort diverses entre peuples-nations/États. Se radicalise comme jamais auparavant toute la tension ayant déjà menée de Cyrus à Jésus, à savoir d'un tout 1er empire universel (Perse) ne s'intégrant païennement maintes nations qu'en faisant déjà l'œuvre de Dieu (selon Isaïe) à la médiation gréco-romaine non moins impérialement universelle d'où jaillit l'ouverture chrétienne de Dieu à maintes nations en s'y incarnant humainement, mais en ne s'y apercevant tel qu'à leur interface s'en codéployant telle, à savoir qu'à partir des Prémices Renaissantes de la Modernité d'où prendre conscience de ce qui s'en est vraiment produit. Le double atomisme de l'individu d'autant présumé individualiste que tronqué d'être d'emblée social dès la famille en tout humain, et de l'État-nation tout aussi d'autant isolé que tronqué d'émerger en essaim n'est donc qu'une vue de l'esprit qui, s'il ne s'en éveille et ne s'en aperçoit, n'est jamais pensant que plombé par sa sous-jacente fantaisie fort inconsciemment opérante.

Ces maintes nations en maints États s'y font accroire tout un chacun être un État-nation parmi d'autres, voire éventuellement s'imposer tout un chacun les uns aux autres, mais surtout d'un hégémonique à tous les autres, ce qui s'est débattu tout le long de la Modernité, selon l'incessant fantasme « occidental » d'un Nouvel Ordre Mondial, bref un N.O.M. l'identifiant s'imposer tel, jusqu'au XXIe siècle. Son homologie perdure et s'aperçoit au sein des Amériques où des Américains, à savoir les Étatsuniens, se donnent pour les Américains. S'éclaire la spécificité de son grand filtre idéologique Patriarcal Ethnoracial Enreligiosé qui est PWASP : Patriarcal White Anglo-Saxon Protestant, mais lui-même de tendance néosioniste. Todd, en parlant d'un degré zéro de religion, semble méconnaître cette capacité d'un christianisme protestant évangélique, avec une frange catholique, de se dénier et s'obscurcir en sa christianité pour s'en néosioniser et s'en ramener en deçà de sa propre aurore, elle-même tronquée de sa propre teneur renaissante syncrétique pagano-chrétienne d'où pourtant pouvoir se trouver ressourcée et éclairée en son propre devenir dès le plus auroral (« oriental »), pour peu qu'aperçu et rendu apte à plus complètement renouer avec sa propre capacité de resurgir. Une fois le déplacement repéré, il est possible de mieux comparer avec les autres grands filtres idéologiques, dont le chinois $PYHC_T$: Patriarcal, Yellow, Han et Confucéen le jour, Taoïste la nuit. Ou encore avec le Patriarcal, Slave euroasiatique tirant en moyenne lui aussi vers le Blanc, Russe et Chrétien orthodoxe s'étant allié une part musulmane, bien après avoir constitué Moscou en 3e Rome d'emblée démarquée de sa teneur byzantine (2e Rome) n'ayant migré vers Kiev qu'en s'étant

conciliée avec le catholicisme romain, véritable prélude à la fracture entre l'euro-ukrainien et la Russie.

Par surcroît, tout le problème, remontant aussi à Platon et Aristote, est que le meilleur régime politique n'existe nulle part sur Terre, sauf en paroles, ce qui est le propre des joutes verbales qui s'instaurent à l'inverse de seulement s'émettre phonosémiquement et extérieurement pour surtout se réguler selon qui s'avale et donc s'intériorise qui, quitte à le dépecer en le digérant jusqu'à se l'assimiler en même temps que se délester de ce qui ne peut l'être. Ce n'est pas sans s'intégrer en les articulant d'une façon bien spécifique les *Structures anthropologiques de l'imaginaire* (Durand) selon des régimes diurne et nocturne puisant aux sources réflexogènes sous-jacentes et respectives de la posture (verticale avec flexion crânienne accompagnée d'une descente du larynx au ressort du langage articulé et donc du verbal venant s'y percher) et de la déglutition, sans parler de leur interface nycthémérale proprement dite que figure le coït. De fait, ces joutes verbales sont si inhérentes à la géopolitique à travers laquelle en faire des emprises sur la réalité que leur tension extérieure/intérieure se condense en les racines Gar/got du nom de Gargantua, chez Rabelais, au ressort de la forge des instances mentales de la pensée s'étant empersonnifiées en langue française les en expérimentant littérairement[1]. Cette tension exige de s'y mesurer au si problématique thème du démovore, d'autant que de neutres études l'ont tronqué en prétendant le déplacer et faire figurer sous le thème d'une vitalité sociolinguistique réduite à ethnolinguistique, elle-même rendue fort ethnoracisante, face à l'assimilation censée d'autant faire accroire que ce seraient les individus des groupes en cause qui abandonneraient d'eux-mêmes leur langue maternelle que tenir lieu de la dévoration issue de la préalable marginalisation en compromettant la viabilité. C'est aussi par Aristote que la propriété privée est dite meilleure, car présumée plus juste, mais d'abord plus commode, que le communisme. Thomas d'Aquin permet de l'ancrer et la doter d'une assise en une loi naturelle beaucoup plus solide, car d'où mieux rendre compte et de fait, rendre moral le romain *jus gentium* ou droit des nations. Aristote autorise aussi l'avortement. Et il parle de Minos qui, lui, limitait le nombre des naissances, en encourageant les relations homosexuelles. Toutefois, un étrange silence des

[1] Yvan Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais, la Renaissance d'italienne à Française*, Paris, L'Harmattan, 2026. S'y trouve une critique du projet de Constitution du Québec incluant, mais débordant ce qui s'en débat jusqu'en l'ONU, du fait de ne pas s'être soucié suffisamment des Autochtones et de la société civile. L'enjeu est bien plus grave et éclaire ce qui, en défaillant, mène aussi à ces insuffisantes : ne pas avoir d'abord suffisamment cerné le parasitage de la Charte des droits et libertés du Québec et le conjoint biais de la Constitution de 1867 par la trudeauiste Constitution de 1982 issue de son Rapatriement unilatéral sans et contre le Québec, d'autant minoré, ce qui est aussi à débattre à l'ONU, surtout que trois organismes québécois y ont déjà porté cet enjeu.

commentateurs (Thomas d'Aquin, Albert le Grand, Alain de Lille…) règne sur la différence menant de l'*Éthique à Nicomaque*, où la vertu morale est présentée comme devant être recherchée pour elle-même, à la *Politique*, où elle est poursuivie en vue du bien de la société. Aristote permet aussi aux adultes d'assister à des fêtes où se moquer des dieux, ce qui rebondit dans la *Divine Comédie* de Dante. Plus encore, là où Thomas d'Aquin subordonne la justice légale à la charité, Dante procède à l'inverse. Clou du spectacle : après et malgré toutes ces retouches sans y regarder de plus près, on arrive à d'autant se faire accroire qu'à faire de Aristote un précurseur de la morale chrétienne, voire, dès Rabelais, à en critiquer et réviser jusqu'à l'assise zoroastrienne de toute la *prisca theologia* ficinienne (plutôt sise sur Platon comme d'où prototyper le christianisme) pour y parvenir en y ajoutant via Rhodiginus toute une suite de Princes et gens belliqueux, bref toute une politique[1]. Or, le naturalisme politique aristotélicien fait se dichotomiser clercs et laïcs jusqu'au sein de l'Église et si chrétiens tous y soient-ils. Se distend et dichotomise jusqu'au lien autrement syncrétique pagano-chrétien : là où Aristote avance qu'aucun citoyen ne s'appartient à lui-même et appartient plutôt à la Cité, Pierre d'Auvergne opère un glissement disant plutôt qu'aucun citoyen s'appartient seulement à lui-même. De même, Thomas d'Aquin ne s'intègre Aristote qu'en en dérogeant, car si Aristote parle de la vie présente, faute d'en connaître aucune autre, il fait plutôt remarquer que si la vie présente consiste dans le plaisir et les richesses, son bien suprême se christianise dès que supposant une vie personnelle dans l'au-delà. Immense contraste entre l'état d'esprit du soldat païen affrontant la mort pour la défense de son pays et à risque de tout perdre et l'état d'esprit du soldat chrétien ne se sacrifiant pour le bien commun qu'en croyant, espérant et recevant le miséricordieux et si charitable salut éternel, bref s'en trouvant emporté et ravi par des vertus théologales, dont la mystique de Jean de la Croix révèle toute la portée, mais dont l'incarnation manquait et est explicitée en « Pouvoir se fier exige de la foi de se mesurer à la confiance mutuelle ». On aperçoit l'abîme entre le Dieu aristotélicien comme moteur immobile et le Dieu créateur monothéiste dont il ne peut être au mieux que le Dieu continuateur à jalonner d'autant de preuves de son existence que, parmi celles-ci, celle autant de la durée de sa propre vie en ce monde que de l'immortalité de son âme dite (par Dieu seul et la foi) en perdurer au-delà, comme chez Descartes. Or, la dichotomie entre César et Dieu auxquels rendre à chacun ce qui lui revient (par justice) ne dura que trois siècles, jusqu'au *Prince* de Machiavel qui réprouve Aristote sans jamais le mentionner

[1] Yvan Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais, la Renaissance philosophique, d'italienne à Française*, Paris, L'Harmattan, 2026.

explicitement une seule fois. « Comme l'exprimait avec justesse Machiavel, « l'histoire de l'homme est une lutte perpétuelle entre la force et le droit ». Cette sentence résonne particulièrement au sein de l'ONU, où les idéaux humanistes se confrontent souvent à la *realpolitik* des États »[1], sinon à « la lamentation tragique sur ce qui se produit lorsque le pouvoir du fort devient incontrôlé et que la justice est abandonnée »[2]. Cette sentence résonne d'autant au sein de l'ONU que le développement humain (humanitaire, développement durable et droits humains) se confronte aux paix et sécurité qui s'y prêtent plus ou moins bien. Une asymétrie troublante en émerge, en particulier entre l'ONU et l'Afrique : l'ONU émerge dès 1945 comme l'acteur et le témoin d'une vague décolonisatrice menant à la venue de maints États africains en son sein, comme en un passage de la force au droit, si ce n'est à la *realpolitik* (jusqu'en paix et sécurité) qui perdure et infléchit autrement les idéaux humanistes (émergeant et puisant à un triple développement humain à la fois humanitaire, durable et de droits humains) et s'en fait art du compromis. Nouvel afflux d'un essaim d'États-nations venant s'articuler avec l'essaim euroaméricain initial ? De fait, il n'est africain et ne s'y conjugue qu'accompagné par ailleurs du tout autre essaim asiatique et qu'apte à se révéler comme d'où autant jaillit évolutivement l'eurasiatique en question que fait s'en interfacer, en particulier via ledit Moyen-Orient, ses constituants, à savoir euroaméricain et asiatique comme ayant été autrefois figurés comme lesdits Occident et Orient, tant leur teneur transatlantique tardait à s'apercevoir s'inverser par le transpacifique.

D'autre part, entre-temps, dès la Renaissance dite occidentale, Ficin et Bodin ont promu la famille (le ménage) plutôt que le seul individu pour que s'instaure une république domestique d'où pouvoir s'apercevoir émerger et faire se préparer à la République tout court. Cette possibilité a été occultée sous la Modernité ayant privilégié la famille nucléaire instable ne paraissant produire d'autant les individus qu'affichés ainsi d'emblée individualistes à travers les sociétés dites occidentales (où cela reste partiel et partial mais est abusivement généralisé) et même hyperindividualistes aux États-Unis. Depuis cette présomption abusive de sociétés d'individus sous-entendus exclusivement individualistes, s'est aussi occulté jusqu'à présent au XXI^{e} siècle, le fait que la famille communautaire (axée sur l'intégration multigénérationnelle), prévaut par exemple en Chine et en Russie et est irréductible à la généralisation collectivisante

[1] Aristide Briand Reboas, *ONU – Afrique, Plaidoyer pour une coopération équilibrée et consensuelle*, Paris, L'Harmattan, 2024, p. 10, propos d'Emmanuel Caulier.

[2] https://theconversation.com/ce-qui-conduit-a-la-guerre-les-lecons-de-lhistorien-thucydide, 2026-05-04. *A fortiori* en passant de la justice aux quatre vertus cardinales.

abusive du même dit individualisme, surtout que réduisant, assimilant et laminant *de facto* sa genèse structurale au seul hasard si circonstanciel que *stricto sensu* uniquement fantaisiste n'en étant prévalant et valide qu'en ledit Occident, par effet de contagion virale de l'individualisme s'en collectivisant en s'agglutinant en ondes propagatrices mues par ses propres mœurs toujours plus confondues avec leurs seules mises en scène s'en rendant prégnantes. Le fait même de chercher à se faire vivre des émotions à travers ses propres mœurs s'en confondant avec leurs mises en scène est *stricto sensu* uniquement « occidental » (à savoir issu de certaines des sociétés « occidentales », de fait plutôt euroaméricaines, qui prévalent encore pour le moment sur d'autres) et aucunement universel. L'illustre la *Fantasyland* étatsunienne, *a fortiori* depuis que trumpiste. Même la « Conférence à Moscou d'Emmanuel Todd sur son livre *La défaite de l'Occident* » promeut un cadre d'analyse ne se fondant sur les divers types de famille à travers la planète qu'en n'échappant pas encore à cette polarisation dichotomisante[1]. S'il ne s'agit pas d'une prédiction, il s'agit au moins d'une espérance que la prise en compte d'une éventuelle émergence de la famille souche pérennisant la résidence comme sens de la maisonnée (Allemagne, Japon…) à l'interface entre la famille nucléaire individualiste (dont l'étatsunienne) et la famille communautaire (dont les chinoise et russe) contribuerait à tempérer les impérialismes qui sont issus de ces deux-ci et s'en codéploient en divergence systémique d'ensemble au point d'y entraîner actuellement la planète entière en même temps que le CPS tout entier au sein de l'ONU. Le point le plus crucial n'est pas tant les catégories de famille que d'abord la prise en compte, comme chez Ficin et Bodin, du fait familial comme base institutionnelle au ressort des autres institutions (école, travail et jusqu'en politique) avec lesquelles se forge et s'instaure d'autant toute société civile que toute possibilité d'en éclairer les trajectoires individuelles de vie. L'humain peut tant s'y apercevoir être tel qu'il est, à savoir jamais individuel que d'emblée social, que s'en faire humaniste, voire humanitaire. Ficin, en particulier, permet d'éclairer que la famille dite occidentale, plutôt que les seuls individus la composant, s'est constituée selon la conception divine unitrinitaire en cause et que l'autoréflexivité à la source du sens de soi y est irréductible à l'autocausalité faisant s'en et tout en instrumentaliser, style *self-made man*[2]. Le fait général sous-jacent est que pour

[1] Plutôt que d'une simple défaite, il s'agit d'abord d'un déclin de l'Occident, faute de cerner la teneur de son propre enjeu politique, comme déjà rappelé à la suite de Hannah Arendt au début du présent livre qui en ancre même la géopolitique en sa géophysique.

[2] Y. Morin, *De quel Zoroastre à quel Dieu ?*, De la révolution des savoirs à la *prisca theologia*, source de *philosophia perennis*, depuis Ficin, Paris, L'Harmattan, 2024. Dieu s'incarnant humainement par et de la famille à tout individu la composant est passablement différent de la présomption que son incarnation ne serait humaine qu'individuelle, voire

toute société rien n'est plus sacré que son propre lien social constitutif, à son tour à apercevoir et reconnaître au ressort de toute et quelque religion que ce soit susceptible d'en émerger et d'en transposer le sacré depuis son émergente source profane en une manifestation sacrée (donc hiérophanique) dite religieuse l'en ressaisissant et canalisant, mais à délimiter pour ne pas s'y faire monopoliser à son propre encontre : ce n'est pas parce que le sacré fait se dégager et se séparer le religieux du profane qu'il doive l'occulter en émerger et pour ce faire, y être d'abord généré, *a fortiori* au moment de se transposer de manifestation sacrée (hiérophanie) en commandement sacré (hiérarchie), si pour ne pas s'y faire indûment réduire et assimiler au point de ne plus que s'en faire surdéterminer à rebours. Ceci permet en toute société que tout problème politique reste un problème politique sans être au contraire indûment confondu et transposé en problème religieux, *a fortiori* si s'en mettant à enreligioser la politique (comme en le tabou de qui, sans être étatsunien, est américain jusqu'en le cubain) en vue de faire s'y plier plutôt que de s'en valider auprès de la société en cause. Les sociétés humaines sont constitués d'humains, jamais individuels (surtout si jusqu'à faire se confondre dès toute notion de famille jusqu'à tout individu avec le seul individualisme d'emblée en porte-à-faux face à sa propre collectivisation censée s'avaler tout communautaire en même temps qu'évacuer toute interface dite souche ?) que d'emblée sociaux. Sans sociétés humaines, pas de Nations d'où apercevoir émerger les États et surtout s'y faire reconnaître politico-juridiquement, donc pas d'assainissement de l'international jusqu'en ce qui s'en interétatise, autant en que tout autour de l'ONU à l'échelle panplanétaire.

Pour le dire autrement, il ne s'agit pas tant d'une *Défaite de l'Occident* que dudit Occident qui se défait par son déclin humain, à savoir jamais individuel que d'emblée social, mais s'occultant être d'emblée tel. Au sortir de la Renaissance, la Modernité, initialement « occidentale », s'est tronquée en tronquant l'humain pour ne le faire paraître qu'individuel jusqu'en et à l'encontre de tout ce qui en est pourtant tout au contraire d'emblée social. Bien sûr, il y a eu son visage le plus affiché au fur et à mesure que l'hégémonie s'est concentrée en empire britannique, puis s'est transférée en empire étatsunien exacerbant son individualisme en hyperindividualisme. Toutefois, des formes plus subreptices sont aussi fort opérantes, même si moins visiblement, dont la trudeauiste Constitution de 1982 parasitant la québécoise Charte des droits et libertés de la personne et faussant la Constitution de 1867 à cette fin pour forcer l'homogénéisation anglicisante par un

individualiste, *a fortiori* hyperindividualisme, à la façon de l'étatsunien, surtout si trumpien et tout à son ego. Il est établi que même l'ego se génère et reste mobile en Dieu bien avant qu'il ne se fige et se fait egocentrique.

tel déclin humain faisant s'imposer des droits et libertés si purement individuels que renvoyant d'emblée tout ce qui peut en être social en clause annexe et dérogatoire afin de pouvoir ainsi l'en manipuler à travers toutes les institutions en même temps que concentrer les pouvoirs depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et de là, le juridique pesant à son tour sur toute société en cause, *a fortiori* si québécoise et comportant un droit civiliste pourtant censé être irréductible et se faisant pourtant réduire à la *common law* anglicisante, etc. Nomination fédérale en catimini de juges, infiltration des facultés de droit dans les universités et autres pratiques sont fort courantes, le tout sous façade d'État de droit, dès lors fort hypocrite et opérant selon tout le contraire de ce qui est affiché. Toute société civile canadienne un tant soit peu française, y compris et surtout si québécoise, doit s'apercevoir qu'il lui faut entreprendre des démarches juridiques rendues d'autant pénibles que, au niveau soi-disant fédéral, mais tout au contraire si centralisateur à l'encontre des fédérés que fort unitaire, l'exécutif a noyauté le législatif à faire ainsi entériner par le juridique qui, à son tour, en conforte l'opacité, dès l'accès dès lors entravé à l'information d'où pourrait surgir quelque action mieux susceptible de s'orienter[1]. La concentration des pouvoirs, telle que le trumpisme cherche à l'effectuer au grand jour lors de sa mise en scène de sa dite vérité hyperbolique laminant tout ce qui n'est pas elle-même aux États-Unis, se fait dans les coulisses de façon fort subreptice au Canada. L'ultime enjeu est encore une fois la façon dont se forge la société civile comme pouvoir distinct, s'il parvient à se constituer et à être un tant soit peu autonome au ressort de sa culture même, à savoir comme pouvoir distinct de tous ces autres pouvoirs qui opèrent à l'échelle gouvernementale et privilégient une telle culture du secret agissant depuis l'ombre sur ce qui peut être plus visible de l'articulation entre eux, pourtant censée *a contrario* les rendre et les faire paraître indépendants et en contre-pouvoirs mutuels. Du moins en démocratie. Sauf en temps réel d'autant constitutif que seul à demeurer accessible depuis la société civile de sous toute constitutionnalisation possible s'étatisant ?

Rappelons que, par la société civile, la famille s'instaure au ressort de toutes les autres institutions, dont l'école, le travail et la politique. Et si l'enjeu de la période d'âges des 15-35 ans est si crucial, c'est qu'elle concerne autant le moment du travail (différé si le moment scolaire se prolonge jusqu'en l'universitaire ?) et de la conjointe forge d'éventuelles nouvelles familles un tant soit peu viables que le

[1] Voir par exemple Guillaume St-Pierre, Six ans pour un accusé de réception d'Ottawa après avoir effectué des demandes d'accès à l'information, La loi prévoit normalement trente jours de délai, *Journal de Montréal*, 26 avril 2026. En l'occurrence quant à We Charity et Prestation Canadienne d'Urgence (PCU), sous l'ère du Parti Libéral du Canada, de Justin Trudeau, à l'époque, à Mark Carney, aujourd'hui. L'occulte tient à le rester.

point de passage liant les générations entre elles. S'il se fait rompre, toute la société civile s'en fait marginaliser jusqu'au point de faire accroire que ce sont les seuls individus qui en viennent à abandonner d'eux-mêmes leur propre culture et leur langue lorsque cela se produit. Encore et toujours selon tout humain à ne faire paraître qu'individuel au détriment d'être d'emblée social.

De fait, si le sexe et le travail ne s'intègrent pas harmonieusement (du sexe bien vécu et possiblement aussi au ressort d'une famille viable en pouvant subvenir par le travail à ses propres besoins), une société civile ne peut se constituer au point de s'assainir en ses mœurs et bien se porter économiquement et politiquement[1]. Toute culture s'inaugure par l'attitude comme façon de considérer la nature, dès le sexe par lequel se vivre et se reproduire (en y étant mise en travail l'en faisant accoucher) et dès le travail par lequel tant y agir et s'y adapter que se transformer en la transformant. La question culturelle de la sexuation si évolutivement diversifiante à s'intégrer socialement à même la vie et de la sexualisation la donnant à se vivre, en regard du genre pouvant s'ensuivre, mais aucunement s'y substituer, a déjà été signalée[2]. La diversité sexuante, certes, se sexualise, mais reste irréductible à ce qui peut s'en genrer, à moins de se tronquer en ses propres catégories mentales si foncières entre l'autre et le même, au ressort de toute comparaison possible permettant d'établir de quoi il peut être question, bref de savoir de quoi on parle. Et on ne saurait sous-estimer la puissance imaginaire de faire un, ensemble, jusqu'en les corps fusionnant en leur chair et surtout faisant jaillir la symbolisation d'un tout se rendant présent autant entre que jusqu'en tout un chacun y prenant part. L'humain, individu d'emblée social, symbolise, au point que son esprit peut d'autant s'envoler avec toute nuée d'oiseaux que s'y identifier et être avec eux ce qu'ils sont, en totale résonnance mutuelle faisant s'y correspondre, avant même de pouvoir en raisonner et en tirer quelque métaphysique plus explicite, ainsi que les ressorts de la mathématique (tout nombre étant par définition une telle correspondance au sein de tels ensembles d'ensembles) et jusque de la physique (en retraçant jusqu'au dynamisme génétique de sous et au ressort de sa totalisation en monde, à savoir en cosmos selon le mot grec). Il s'agit d'un puissant moteur faisant d'autant s'entr'appartenir à la façon dont tous appartenir à la Terre-Mère que la société entière peut en être de part en part culturelle-symbolique avant toute émergence politico-institutionnelle (advenue avec les Cités étatisantes à la source de lois susceptibles

[1] Quant aux assises philosophiques, Y. Morin, *Rabelais selon Montaigne. Vers la raison pure cartésienne et sa critique, de Kant au XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan, à paraître.
[2] Voir Problématique critériant le choix de ses représentants selon de telles doubles actions.

de s'étendre à la nature autant au sein que tout autour de tout un chacun, fût-ce au risque de laminer toute entr'appartenance en « entre-prise » de possession, comme si de *Terra Mater* à *Terra nullius*) et enfin, décisionnelle-opérationnelle[1]. Par-delà la Renaissance et au seuil de la Modernité, jusqu'à l'impérialisme colonialiste des sociétés européennes en Amériques et ailleurs peut se concevoir comme un entrechoc de sociétés politico-institutionnelles, d'emblée étatiques, avec des sociétés culturelles-symboliques, uniquement constituées de premiers peuples comme premières nations. Le choc en a été un non seulement avec la liberté des mœurs jusqu'aux plus sexuées et, de là, sexuelles, mais du même coup avec l'imaginaire (et l'élan symbolisant). Le rapport interimpérialiste entre sociétés européennes, jusqu'entre sociétés nord-américaines autochtones si contrastantes, les met à risque de s'y révéler de hiérarchisantes sociétés de classes en train de se forger à partir d'anciens Ordres sociaux, à savoir Clergé, Noblesse et Tiers État. Du Tiers État émerge une Bourgeoisie commerçante qui complète avec le Clergé et la Noblesse la ternarité élitique et colonisatrice et qui, aux siècles suivants, les déloge et s'en autonomise politiquement à l'échelle de la société entière avec sa coémergente masse populaire (paysans, artisans, etc.) en train de se prolétariser et plus proche de la mentalité autochtone, au point de tendre à s'y métisser et, pour en conjurer la menace, avec laquelle tout au contraire chercher à constituer ladite lutte des classes sociales, trop susceptible de se révéler non seulement interne, mais aussi externe, internationale[2]. La réponse à cette menace est « génocide et/ou réserve »[3] : se redouble et s'intériorise la surrépression en refoulement du songe pour qu'il ne soit plus tant issu du corps, en appel du don le comblant socialement et mythiquement, que de l'âme où le faire virer en foi, sinon en doute. En foi (d'où exhausser le don en si divine grâce et donc, la nature en surnature) comme s'y acharnent les Jésuites auprès des Hurons et d'abord à

[1] Pour un survol de la typologie socioévolutionniste de la régulation et du contrôle présidant à la reproduction des sociétés, à savoir les types culturel-symbolique, politico-institutionnel et enfin décisionnel-opérationnel, voir M. Freitag, *Formes de la société, vol.2 Nation, ville, architecture*, Montréal, Liber, 2018, pp. 226-229. Ma longue parenthèse y cible le présent propos du politico-institutionnel éclairant ledit occidental.

[2] Surgit tout le problème de « L'interface pagano-chrétienne : de syncrétique à métissée, mais quel métissage ? », selon Y. Morin, *De quel Zoroastre à quel Dieu ? De la révolution ficinienne des savoirs à la prisca theologia, source de philosophia perennis, depuis Ficin*, Paris, L'Harmattan, 2024, p. 239 et suivantes.

[3] Denys Delâge, *Le Pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est – 1600-1664*, Boréal, 1991, p. 343 reprenant p. 321 et s'éclairant s'intérioriser par pp. 86-87 où s'amorce la même distanciation que chez Ficin depuis les sens du goût et de l'odorat avec le toucher au profit des sens de la vue et l'ouïe avec une telle raison, non plus vers l'art (comme amplement sondé en mes *Méditations oniriques. De la physiologie ficinienne à une émergente raison platonicienne apte à rendre ses idées représentatives*), mais selon Marcuse, si surrépressive qu'arraisonnante (ce dont j'ai retracé les sous-jacentes affections de la fantaisie faisant ainsi s'en nouer). Renverser le pays autochtone est surtout renverser tout ce qui y renverserait ce renversement. Le filtre idéologique PWASP nord-américain du *self-made man* hyperindividualiste à tout crin ne s'en fait plus songe, voire rêve, que cauchemar. Manque cruellement des méditations oniriques avant que métaphysiques.

l'encontre du décodeur de rêves (et de désirs à réaliser) qu'est le shaman. Sinon en doute, cette cartésienne voie d'arraisonnement, surtout si quotidiennisée par matérialiste hégémonie géopolicoéconomique anglaise déclassant dès 1660 la Hollandaise (qui armait déjà les Iroquois contre les Hurons et par là, contre les Français pour les fourrures). Le tout au fur et à mesure que le capital marchand, au lieu d'être détourné en promotion sociale bourgeoise en l'ordre ancien (de féodal en monarchie absolue en France), vire en capitalisme qui s'accapare d'autant mieux de l'État (par le Parlement) qu'il pénètre jusqu'aux rapports sociaux de production agricole, par l'enclosure plus intense en Angleterre qu'ailleurs, et tant s'approprie les terres que force l'expulsion de masses populationnelles en peuplant l'Amérique du Nord. Le refoulement capitaliste du féodal (fait seigneurial en Nouvelle-France) et *a fortiori* de l'immersion païenne autochtone en la nature s'y effectue jusque de l'imaginaire et l'encarcane par doute/foi (Descartes/Jésuites), sinon le lamine empiriquement (en l'anglicisant). Puis après les grandes révolutions politiques, d'étatsunienne (1776) à française (1789), au fur et à mesure que les États s'aperçoivent pouvoir faire jaillir leur gouvernance des nations et s'en constituer en États-nations, peuvent commencer à s'instaurer les sociétés processuelles-décisionnelles au point de s'interroger sur leur rapport avec ces sociétés sans États que sont les Premières Nations. C'était une sorte de révolution sociale fort pervasive, au XIX^{e} siècle. S'ensuivit au XX^{e} siècle, la révolution naturelle autant au sein de soi, en particulier par le sexe, et tout autour, dont l'impact humain sur le climat. Elle a d'autant pu acquérir toute son ampleur que s'apercevoir surgir dès l'attitude, à savoir dès le simple fait de considérer la nature et donc de l'intégrer culturellement. Au XXI^{e} siècle, jusqu'au trait d'union s'étant constitué pour forger l'État-nation est en train de se distendre au fur et à mesure que se révèle, surtout en l'ONU, que l'international n'est aucunement l'interétatique. Des nations sans États peuvent échanger entre elles, voire aussi entre leurs parts éparses lorsque dépecées entre maints États (dont la paradigmatique nation kurde encore sans État propre distinct de tous ces maints États), si ce n'est avec des nations qui sont d'emblée partie prenante d'États et s'en font des États-nations, tout comme il existe des tensions interimpérialistes cherchant à faire s'hiérarchiser les États et y remanier les nations. La déchirure russo-européenne en est exemplaire, non seulement en Ukraine, mais aussi en Moldavie, etc., car toute tendance pro-européenne, si saillante y soit-elle, s'y bute sur une part russe.

Donc, après le ternaire élitisme désagrégeant les Ordres sociaux en classes sociales au sortir de la Renaissance et pendant tout le XVII^{e} siècle au seuil de la Modernité, les questions politique, sociale et naturelle, aux XVIII^{e}, XIX^{e} et XX^{e}

siècles, s'intègrent et culminent au XXI[e] siècle en la question de l'histoire sociopolitique si humaine de la culture coévoluant avec la nature, mais nature, à la fois, autant au sein de nous jusqu'en tout un chacun qu'entre nous et tout autour de nous, le tout selon une commune idée de naissance présidant d'autant à la formation et au développement que constituant un héritage transmissible, apte à donner aussi lieu à la nation faite perception commune d'un peuple de lui-même et à se faire éventuellement reconnaître juridiquement en sa capacité à s'en déterminer et gouverner[1], puis à se faire terre d'élection migratoirement intégratrice, sinon purgative. La nation mène à l'international, voire à l'ONU où exiger de l'en distinguer de l'interétatique, *a fortiori* si interimpérialiste, tel que jaillissant de son CPS et l'invalidant autant de l'intérieur que de l'extérieur.

L'humain, individu d'emblée social, se constitue et se cultive à même la nature et ce, d'intracorporel en d'emblée intercorporel par mise en tension entre ses gauche/gauche s'en équilibrant en ses deux sens inverses (vers la gauche/vers la droite) s'imageant mutuellement dès le sexe, du moins selon un sociosexoréférentiel féminin jusque du masculin par une commune fente sagittale inhérente non seulement à la vulve, mais aussi au bout du gland du pénis, etc. La latéralité s'introduit par un vide constitutif de tout corps et ce, d'intracorporel à intercorporel par un tel sociosexoréférentiel ! Cet imaginaire se forgeant à même sa vie d'emblée fort physiquement inscrite relativise d'emblée tout sociosexoréférentiel patriarcal et donc, d'avoir ou non à être avec ou sans pénis. S'en relativise *a fortiori* toute binarisation sous-jacente à quelque subséquent cisgenre (par lequel se faire accroire par surcroît n'être homme ou femme qu'en ne pouvant s'identifier tel ou telle qu'en se l'étant fait-e assigné-e, puis s'y être conformé-e, comme si tout ne faisait que s'en instrumentaliser exogénément), surtout si selon quelque toute autre genrance LGBTQ⁺ ne s'en démarquant qu'en la reproduisant et qu'en faisant s'y confondre tout autant l'anatomie avec le fantasme l'en psychisant en des sociétés portées à tout psychiser, jusqu'à tout mentaliser comme d'où tout instrumentaliser en tout humain à titre purement individuel. Sociétés aveugles à elles-mêmes, donc sans s'apercevoir et tout au contraire présumant cette tendance sociale si évidente et naturelle qu'aller de soi. Or, par cet autre sociosexoréférentiel relativisant le patriarcal, se trouve rejointe la tendance culturelle-symbolique des sociétés autochtones de s'entr'appartenir en appartenant à la Terre-Mère, elle-même mieux géophysiquement circonscrite

[1] De Bodin à la Révolution française, le pouvoir souverain de l'État, idéalisé en État monarchique de droit divin, se fait celui du peuple, de la nation à la source de l'État, d'où l'État-nation. La République se démocratise et ledit État de droit ne l'est plus que de droit humain, certes individuel, mais d'emblée social, si pour être et s'apercevoir national. Le pouvoir en est souverain, jamais tant chez un seul que depuis ce qui s'en unifie entre tous.

jusqu'en géopolitique. La bispiritualité autochtone s'attache au sens de la sexuation alors considérée jusqu'en la sexualisation et *a fortiori* la genrance s'ensuivant, nullement y pèse en la surdéterminant et instrumentalisant à rebours et en sens inverse : être des deux prévaut si ne pouvant distinguer les deux, ce qui peut arriver dès la biologie si pour être autrement jusqu'en psychologie, avant que l'inverse s'en suraccentue dans les seules sociétés « occidentales » psychisant tout jusqu'à outrance, au point de tronquer l'humain au profit du seul individuel et au détriment d'être aussi d'emblée social[1]. Les parents inuits en sont très conscients lors de toute naissance de quelque enfant dont le sexe n'est pas d'emblée évident. Ils n'ont aucunement attendu les notions d'intersexe, hermaphrodite, transidentité, etc., surtout qu'il arrive que tout s'en éclaircisse et que le sexe s'en révèle de lui-même quelque temps après la naissance et *a fortiori* s'il ne correspond à aucune de ces notions et fait apparaître l'un des deux sexes. Rien n'en est présomptivement assigné à la naissance, comme cherche à le faire accroire une certaine mouvance LGBTQ⁺ pour s'y opposer et en réclamer des droits via une discrimination positive virant en discriminatoire davantage que positive, alors que ne faisant qu'en reconduire, mais autrement, les mêmes présupposés patriarcaux : avoir ou non un pénis et donc être avec ou sans pénis, quelle que soit l'orientation sexuelle. Les Inuits nous enseigne pouvoir apprendre ce qu'est attendre avant de savoir si un sexe va se distinguer de lui-même, sans aucunement avoir jamais à l'assigner, ni se rebeller contre ladite présumée assignation.

La double distinction bispirituelle autochtone de la femme femme et de l'homme homme en regard de la femme homme et l'homme femme peut aisément recouper celle entre les sociosexoréférentiels respectivement patriarcal (sans/avec pénis fait pourtour/centre) en regard du féminin jusque du masculin (par commune fente sagittale en le gland du pénis et en la vulve, etc., la femme étant seulement davantage fendue que ne l'est l'homme pour paraphraser et développer la perspective inuit). Le tout surtout jusqu'en une diversité surgissant dès quelque soi-disant cisgenre et aucunement siphonnée par la seule mouvance LGBTQ⁺ avec conjointe formation réactionnelle alors alimentée d'un patriarcat outrancier se mettant à y réagir au profit du seul même, à savoir l'identique, toujours plus

[1] Revoir la référence ci-haut à Delâge soulignant jusqu'à quel point jusqu'à l'imaginaire le plus inconscient, dès le songe, a été tiré d'autant du corps vers l'âme s'en mettant à le surdéterminer que des sociétés autochtones aux sociétés euroaméricaines colonisatrices. De fait, le véritable enjeu est, en l'âme, l'esprit, *a fortiori* si pensant. Leenhardt l'a appris en interrogeant un observateur canaque en lui demandant ce que l'Occident lui avait apporté et en s'attendant comme réponse que ce soit l'esprit, mais se faisant dire que c'était plutôt le corps, mais faut-il le préciser, corps non plus tant substrat que surdéterminé, ce que Descartes appelait en être maître et possesseur, à savoir pouvoir l'instrumentaliser, aucunement s'y réfléchir en ce s'y image de soi entre gauche/droite en deçà de la pensée.

identitairement rigide (femme femme et homme homme)[1]. C'est une erreur malencontreuse que d'intégrer la bispiritualité autochtone en la seule mouvance LGBTQ⁺ d'emblée si biaisée jusqu'en la notion de diversité que visant à siphonner à son propre profit le pouvoir patriarcal, en y occultant l'enjeu de la diversité survenant dès ledit cisgenre (à faire se confondre de l'évolutive sexuation à la sexualisation faite hétérosexualisation) pouvant pourtant survenir selon un tout autre sociosexoréférentiel que patriarcal (seule source de la véritable binarité qui n'est aucunement d'être cisgenre hétérosexuel, mais chez tous, mouvance LGBTQ⁺ incluse, d'avoir ou non, donc d'être avec ou sans pénis). Le sociosexoréférentiel du féminin jusque du masculin peut s'harmoniser avec l'autochtone matricentrisme (aucunement le matriarcat, ce décalque en miroir du patriarcat), jusqu'en ses notions d'un tiers sexe (ancré dans le simple constat expérienciel commun qu'il n'est pas toujours aisé de distinguer toujours clairement entre deux sexes au début de la vie et que l'enfance peut en éclairer jusqu'à l'adulte, sans aucunement se prêcher et encore moins s'imposer en sens inverse), mais aussi de Terre-Mère (avant toute *terra nullius*), etc.

Quant au travail, nous avons vu que, via les 15-35 ans en inaugurant usuellement l'accès (du fait d'interdire le travail des enfants) et pouvant en tirer subsistance au ressort de nouvelles familles, il s'agit de l'interface la plus cruciale du lien et de la continuité intergénérationnelle constitutive de la vitalité socioculturelle, dont la sociolinguistique, voire de la constitution de la société civile (à partir de l'institution de base qu'est la famille et, avec et au gré des autres institutions s'en alignant, où s'inscrivent les trajectoires de vie). Cette période d'âge est la plus délicate et, si fragilisée au cœur du fil intergénérationnel et de la forge de la société civile, la plus vulnérable quant à la forge identitaire, si aperçue culturelle et s'en sociogénérer telle sans abusivement s'en faire psychiser et *a fortiori* ethnoraciser à outrance. Ainsi, le trumpisme, via Kirke, a pu la cibler à travers la présente génération dite Z en vue de faire s'y conjuguer conservatisme politique et spiritualité enreligiosante aux États-Unis. Le Temple trumpien y cherche ses assises pour perdurer par-delà D. Trump. Or, les manifestations augmentent à travers le monde et la génération Z a déjà causé un changement de régime au Népal, à Madagascar, etc. Au Canada dit « multiculturel », mais laminant toute culture de sa sociogenèse en ethnoraciale, les diasporas, face aux

[1] Pour illustrer le choc des cultures ainsi rigides que lesdites sociétés « occidentales » psychisent à force de se faire accroire que tout humain n'est qu'individuel et tronqué d'être d'emblée social jusqu'en ses choix, il y a déjà eu en Iran une pression socioculturelle obligeant les gens homosexuels à se faire opérer pour se faire transsexualiser et s'accorder avec ce même rigide et sociorepérable départage entre femme femme et homme homme. Ledit cisgenre se durcit et fait du transgenre le vecteur d'où se réintégrer l'homogenre.

régimes de leur pays d'origine, manifestent davantage. La pression accrue sur les polices assure le bon déroulement de ces manifestations.

La protestation en Iran en 2022 par le mouvement *Femme, Vie et Liberté* a exprimé son rejet du régime et réclamé de pouvoir vivre, ce sur quoi viennent se greffer les récentes interventions étatsuniennes-israéliennes, de la guerre des 12 jours (13-24 juin 2025)[1] à la présente guerre (28 février 2026 - ?), dont la grande innovation (propre au XXIe siècle) est l'orchestration algorithmiquement intégrée des raids aériens[2], avec refus d'envoi de troupes terrestres (non pas parce que les cadavres de soldats peuvent revenir au pays, mais parce que cela ferait plonger la cote trumpienne de popularité électoraliste), tout en exposant la seule société civile cherchant, là aussi, à vivre. Israël veut éliminer le régime iranien des mollahs (plutôt dorénavant aux mains des Gardiens de la Révolution) qui veut l'éliminer. Israël veut surtout instaurer sa suprématie militaire (qui ne peut aucunement l'être sans les États-Unis) dans toute la région, où les alliances forcées de pays arabes avec les États-Unis peuvent l'être dans le sens israélien s'en faisant adouber

[1] Rappelons que, gonflé à bloc par son récent succès militaire, Donald Trump dans l'avion le menant au sommet de l'OTAN du 25 juin 2025, menace les pays qui n'envisageront pas d'investir 5% de leur PIB dans l'armement en même temps qu'il remet en question l'article 5 promettant une défense mutuelle pour insinuer pouvoir exiger de les en exclure.

[2] Et pour celles et ceux qui n'y auraient pas encore suffisamment porté attention, Donald Trump veut faire remplacer au Pentagone, Anthropic par un autre système, possiblement Open AI, plus aligné sur son idéologie politique et tout aussi peu constitutionnellement prévisible autant démocratiquement qu'en termes de droits humains. Pour comprendre l'enjeu de l'orientation trumpienne, « il faut le replacer dans le contexte plus large de la relation tumultueuse entre Donald Trump et certaines entreprises technologiques. Anthropic est perçue, dans les cercles conservateurs américains, comme une entreprise aux valeurs progressistes marquées — fondée par des anciens d'Open AI qui ont quitté cette dernière pour des raisons éthiques, financée par des investisseurs qui n'ont jamais caché leurs sympathies démocrates, portée par une mission explicite de développement d'une IA « sûre et bénéfique pour l'humanité ». Dans la rhétorique trumpiste, ces signaux se lisent comme autant de marqueurs idéologiques suspects. » (…) « Le décret visant Anthropic s'inscrit parfaitement dans cette logique de purge idéologique du tissu industriel fédéral. » (Je souligne). Voir Jacques Provost, https://dosequotidienne.ca/2026/02/28/opinion-trump-veut-bannir-lia-danthropic-de-larmee-un-general-tire-la-sonnette-dalarme/. Une défaillance systémique est susceptible de s'installer et de mener à une surveillance de masse sans supervision judiciaire et à une autonomie létale (pouvant cibler qui tuer) sans autorisation humaine. Bref, Trump se fout autant de la sécurité nationale étatsunienne si elle n'est pas trumpienne que de toute interopérabilité avec ses alliés, en particulier avec l'OTAN, etc. Tel est le germe d'un interimpérialisme accru avec ceux de la Chine et de la Russie, jusqu'au sein du CPS d'où miner l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur. C'est augmenter les probabilités structurelles que ladite IA finisse par être tout aussi incontrôlable que ceux-là mêmes qui la veulent à leur seule image et s'en veulent despotiques. Bref, pour l'instant ça a l'air si beau une belle orchestration algorithmique de raids aériens sans pertes humaines terrestres (déjà beaucoup plus probables s'il y avait engagement terrestre) de son propre côté. Le mercantilisme agressif trumpien n'accepte rien d'autre que l'obéissance totale hiérarchiquement expurgée et ordonnée de haut en bas et risque de mener à ce que Arendt appelait la banalité du mal, tant soulignée lors du procès Eichmann. Voir aussi Benoît Pelopidas, *Repenser les choix nucléaires* et divers YouTube où il met en évidence divers facteurs fort circonstanciels qui ont fait que maintes catastrophes nucléaires ont été évitées, tout en remettant en question le prétendu contrôle affiché par les soi-disant experts censés monopolisés les décisions à faire remonter rapidement vers le haut de la hiérarchie, du fait que la vitesse des projectiles est très rapide, que le peuple est censé être d'accord avec cette façon de faire et donc de la leur déléguer comme d'où l'imposer par une chaîne hiérarchisée d'obéissance (sans aucunement vérifier ce qu'il en est) faisant se plier aux dites conséquences, complexité du problème, etc. Il cerne et déconstruit ces arguments.

suprémaciste. Bien noter ce codéploiement d'une sécurisation étatique se disant nationale (d'autant que néosioniste, d'abord étatsunienne pour être judéenne, par résurgence d'une atavique Palestine totalement israélienne à concrétiser à l'encontre de Gaza et la Cisjordanie dont se subordonner, si faute de pouvoir les en vider, toute teneur arabe) et d'une suprématie régionale pour s'en étayer (une fois encore par les États-Unis y liant les régimes arabes de la région à l'encontre autant de leurs propres populations que de l'Iran, seul régime s'y opposant). Les États-Unis, eux, reprennent le fil de leur invasion unilatérale en 2003 de l'Irak (sous faux prétexte d'armes de destruction massive menant à en abattre le dictateur, pour avoir l'air de faire quelque chose et de se trouver au moins un bouc émissaire suite à l'attentat du World Trade Centre du 11 septembre 2001, diversifier du même coup leurs ressources pétrolières et ainsi moins dépendre de l'Arabie Saoudite, mais au prix de renforcer malgré eux la position régionale de l'Iran, qui va s'y étendre et se rendre via la Syrie jusqu'au bord de la Méditerranée…), le tout sans aval du Conseil de Sécurité de l'ONU (que cette fois-ci, face à leur attaque de l'Iran en 2026, la Chine demande de convoquer de toute urgence, mais après coup, à savoir après le fait accompli, dada trumpien). En a surgi en 2006, Daech qui a déstabilisé le Moyen-Orient pendant plus d'une décennie et a occupé les États-Unis tout ce temps pendant que la Chine émergeait et que l'influence iranienne s'accentuait jusqu'à la Méditerranée, de quoi se demander en quoi il s'agit d'une stratégie géopolitique étatsunienne éclairée. Ont suivi la Libye (2011, mais avec la France de Sarkozy y incitant pour empêcher Khadafi de constituer à partir de réserves d'or et d'argent une alternative au franc dans les pays africains francophones, le tout aussi sous façade de démocratie, droits humains et liberté, en plus de faire sans doute s'étonner Hilary Clinton de voir une telle violence, si usuellement issue des États-Unis, venir de son allié français, surtout que celui-ci avait guidé la charge à l'ONU contre l'invasion étatsunienne de l'Irak en 2003), puis la Syrie (2011-2025) et l'exacerbation des masses migrantes, en particulier vers l'Europe. Via Israël qui les y entraîne et qui multiplie les fronts moyen-orientaux, les États-Unis ne font plus tant s'étendre et s'en fortifier (par les suites de leur invasion de l'Irak en 2003 et malgré eux) l'Iran jusqu'à la Méditerranée, mais le font dorénavant tout à l'inverse refluer et même l'attaquent comme maillon faible (d'autant le plus faible que le seul à ne pas avoir l'arme nucléaire) du partenariat avec la Russie et la Chine (plus la Corée du Nord qui, elle, s'est dotée de l'arme nucléaire en 2006) en leur axe anti-étatsunien[1] et en vue de réaffirmer l'hégémonie mondiale du pétrodollar (pourtant

[1] Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/analyse-l-axe-crink-fracturé-comment-washington-démonte-l-alliance-chine-moscou-iran-un-alliée-a-la-fois : « Le Center for Strategic and International Studies — le

en train de s'effriter), sans parler d'autres bénéfices marginaux s'assaisonnant au gré du choix sélectif de dictatures y contribuant, si n'avoisinant une pente glissante susceptible de mener à la corruption[1]. Les États-Unis soutiennent aussi le Pakistan en sa « Fureur juste » face à l'Afghanistan, si à l'image de l'« Epic Fury » étatsunienne trumpienne avec et via son allié israélien face à l'Iran. Le Pakistan (avec d'autres) les médiatise aussi en faveur d'un cessez-feu moyen-oriental. La rage furieuse, la plus grandiose et soi-disant MAGA, est la marque de commerce trumpienne, autant en politique, ainsi militarisée par guerre dite préventive arbitrairement affichée à l'encontre de toute conception internationalement acceptée (comme si les États-Unis étaient sous une menace immédiate, hormis celle à leur seule tendance néosioniste), qu'en économie, par les tarifs douaniers censés eux aussi répondre à la victimisation étatsunienne par une agressivité à l'aune de leur écart de puissance à tout autre sans pareil à l'échelle panplanétaire. Ce qu'il peut être lassant en ne donnant le spectacle que toujours du même pattern s'agrémentant à diverses sauces de façade d'une fois à l'autre. Bref, nous sommes en incessant crime de lèse-majesté exigeant de tout foudroyer en retour et révélant le ressort ayant permis à Zeus de trôner en et de l'Olympe, d'où ordonner le monde entier, jusque sur Terre, mais selon quelque théisme laminé en déisme à force de donner Dieu sous figure de César. Les frappes aériennes algorithmiquement orchestrées avec Israël, donc permettant de foudroyer à distance et de s'en trouver soi-même le moins impliqué et le moins susceptible d'éprouver des pertes comparables à celles infligées, en sont le symbole le plus tangible. Le Dieu monothéiste se confond avec le dieu païen jovien (au seuil d'être si diogénique, à savoir engendré de Zeus comme dieu régnant parmi les dieux, que cynique, surtout si selon une sous-jacente fantaisie cruelle). Le théisme y est à risque de déisme (du fait d'un Dieu si distant que peu apte à s'incarner et à prendre figure humaine sous laquelle pouvoir vraiment jouer le rôle salvateur auquel prétendre), au point de se confondre avec César et son impérialisme mondain, si

CSIS, l'un des think tanks les plus influents de Washington — a fini par donner un nom à cette alliance que les États-Unis cherchent à démanteler. Ils l'appellent l'axe CRINK : China, Russia, Iran, North Korea. Quatre lettres pour quatre pays que Washington considère comme la menace existentielle du XXI[e] siècle. Le CSIS a publié des dizaines d'analyses sur cette alliance — ses forces, ses faiblesses, ses lignes de fracture. Et la conclusion est toujours la même : le maillon faible, c'est l'Iran. Le pays le plus vulnérable militairement. Le plus isolé diplomatiquement. Le plus facile à frapper. » Rappel : 90% du pétrole iranien va en Chine.

[1] « Qui bénéficiera de cette guerre ? Benyamin Netanyahou, évidemment, mais aussi les dictatures du Golfe. Est-ce une coïncidence si les États-Unis font la sale besogne de l'Arabie saoudite (qui fait pleuvoir les milliards sur le gendre de Trump), des Émirats arabes unis (qui pompent des milliards dans la cryptomonnaie des fils Trump) et du Qatar (qui a fait cadeau d'un palace volant au patriarche) ? Quant aux pétrolières américaines, elles voient déjà leur « investissement » dans la réélection de Trump richement récompensé. » Voir Pierre Martin, https://www.journaldequebec.com/2026/03/04/etats-unis-c-iran-une-guerre-sans-bon-sens. Petit problème : l'Iran n'est pas vaincu et a mis la main sur le détroit d'Ormuz qu'il ne veut plus lâcher. L'horizon fantasmé s'effondre.

ce n'est sa raison cynique (surtout si selon une sous-jacente fantaisie cruelle). Le christianisme fait néosionisme s'y dénie, faute de distinguer et *a fortiori* en confondant Dieu avec César.

Question que l'Ukraine ne soit pas oubliée, Andrii Sibyha, son ministre des Affaires étrangères, cherche à y fait apparaître un domino de la chute de dictateurs (Assad en Syrie, Maduro au Venezuela et Khamenei venant d'être tué en Iran) qui étaient des amis de la Russie poutinienne, ce qui devrait être continué et rendre ainsi sa chute d'autant inévitable qu'elle serait un allié peu fiable : occupée en Ukraine, la Russie n'aurait pas été là pour la Syrie, était de toute façon impuissante à faire quoi que ce soit en le plus lointain hémisphère occidental incluant le Venezuela et voit maintenant sa source iranienne de drones se tarir (vraiment ?). Soutenir l'Ukraine contribuerait donc à ce déclin de la Russie poutinienne qui, même si elle ne peut être trop attaquée directement (car ayant l'arme nucléaire, contrairement à l'Iran), pourrait éventuellement s'effondrer de l'intérieur à force d'être ainsi affaiblie de l'extérieur[1]. S'y exemplifierait que tout peuple peut choisir son destin, ce qui ne serait pas loin de rejoindre au moins allusivement le droit onusien de tout peuple de se déterminer et se gouverner lui-même, mais prend aussi une tout autre allure lorsque le président français, Emmanuel Macron, affirme que « Pour être libre, il faut être craint » et annonce tout un armement nucléaire fort accru pour l'Europe, dont constituer et renforcer ainsi la force de dissuasion. Il faudrait aussi penser au fait que la France a aidé Israël à se doter de l'arme nucléaire et qu'Israël, en plus d'en faire un tabou refusant de reconnaître la posséder, l'a longtemps cachée aux États-Unis qui ont fini par s'en accommoder (et en font aussi un tabou faisant éviter d'en parler), tout en ne faisant que parler de celle que l'Iran pourrait éventuellement avoir, sans parler du fait que Donald Trump a mis fin aux pourparlers pour y pallier lors de son 1er mandat et qu'il prétend dorénavant frapper préventivement (hors toute conception internationalement acceptée et hors toute approbation préalable du Congrès étatsunien, bien que le Sénat républicain rejette après coup d'y mettre fin) lors de son 2e mandat. Enfin, la prolifération nucléaire ne comporte plus de Traité la limitant entre États-Unis et Russie et n'a jamais impliqué aussi la Chine. Bref, la tempérance nucléaire est une vertu dont seul l'Iran devrait faire preuve. Et ce, sans jamais envisager de nouvelles

[1] S'y ajoute l'étonnante intégration des divers armements issus, non seulement des États-Unis, mais de plus en plus, de divers pays européens, dont les récents Mirages2000 français dotés d'AASM (Armement Air-Sol Modulaire) qui donnent une emprise aérienne et une profondeur fort ciblée, contrairement aux frappes russes plus diffuses et aveugles. Maxime Marquette, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/analyse-les-mirage-2000-français-passent-à-l-offensive-en-ukraine-la-donne-a-changé. Ce changement extérieur jusqu'en l'intérieur de l'Ukraine est tout aussi et même plus éclairant que le changement extérieur par ailleurs advenu jusqu'en l'intérieur de la Russie.

avenues, dont le thorium chinois qui, contrairement à l'uranium, pourrait contribuer à combler les besoins énergétiques et du fait d'être fertile, mais non très fissile, sans se prêter autant à la fabrication de l'arme nucléaire. D'où un usage véritablement civil sans risque de double usage l'en faisant virer en militaire. Pourquoi nul n'en parle-t-il ? Et si c'est faisable, pourquoi nul ne propose-t-il d'y aider l'Iran… par transition énergétique ?

Il s'agit d'un tour d'horizon sur l'autocratie considérée en ce qui la fait péricliter (version ukrainienne) ou à laquelle se mesurer (version française), mais non en ce qui peut encore la faire germer et qui, jusque du sein desdits pays occidentaux, peut chercher à jaillir, comme l'exemplifie la tendance forcenée trumpienne à concentrer tous les pouvoirs à lui seul (surtout depuis que les juristes traditionalistes conservateurs sont au pouvoir et promeuvent l'exécutif unitaire l'y encourageant), mais, à son grand dam, en un pays où des assises constitutionnelles et institutionnelles démocratiques sont encore suffisamment fortes (jusqu'à quand ?) pour y résister et ne pas y sombrer. De plus, on ne saurait ignorer le conjoint « paradoxe fondamental du trumpisme en politique étrangère : il parle de paix avec le vocabulaire de la domination. Il dit vouloir arrêter les guerres tout en alimentant les conditions qui les rendent inévitables. » (…) « C'est le problème fondamental de la vision trumpienne : elle brille à court terme, elle aveugle à long terme. »[1] Il n'y aurait plus ni droit international, ni droits humains, en particulier à la liberté tant réclamée par l'Ukraine et exigeant d'abord la reconnaissance du peuple et de sa dignité, mais uniquement des puissances et leurs intérêts, en termes d'alliés (à vendre/acheter selon le cas) et d'adversaires (de fait, d'ennemis à éradiquer, sinon, si assez puissants, avec lesquels dépecer et se départager le monde). Par-delà Trump, que penser de la russification du système postal et d'autres instances dans les territoires conquis en Ukraine depuis leur invasion en 2022, même s'ils y étaient déjà les plus russophones et ont pu se sentir marginalisés par la dérussification promue avec l'ukrainien comme seule langue officielle, surtout depuis 2017, de sorte que, même par-delà la guerre, son ferment risque de perdurer, s'il n'est pas abordé[2] ? Dans des pays comme le Canada, plus de

[1] Jacques Provost, https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/editorial-trump-au-moyen-orient-faiseur-de-paix-ou-pyromane-en-costume-de-diplomate, 2026-03-02.

[2] Le sociologue Marcel Rioux a déjà fait remarquer que plus l'unification étatisante est tardive, plus elle est violente, car elle survient dans un environnement où d'autres l'ont déjà faite et où il lui faut tailler sa place. Les tardives unifications étatiques allemande depuis la Prusse et italienne depuis le Piedmont au XIX^{e} siècle éclairent les guerres mondiales au XX^{e} siècle. Elles diffèrent d'autres unifications étatiques déjà en place, dont la France dès la Renaissance, puis s'effectuant plutôt alors via le système éducatif scolaire homogénéisant la langue. En France, depuis le français parisien, au Royaume-Uni, depuis Londres, etc. Quant à l'Ukraine ayant émergé de l'ex-URSS, son ukrainisation implique des régions plus fortement russophones et ayant été principalement envahies par la Russie. Bref, la notion d'État-nation faisant accroire qu'État et nation sont censés totalement se correspondre est une

80% des gens ont développé le réflexe de considérer qu'une nouvelle fraude apparaît chaque semaine et se mettent à présumer qu'un texto, un courriel ou un appel inattendu est une arnaque ? Aux États-Unis seuls 17% ont encore confiance en le gouvernement. L'IA radicalise le tout, d'autant que pouvant déborder le simple hacking et doper les cyberattaques mondiales faussant ce qui se voit et s'entend au moindre évènement géopolitique, dont l'actuelle guerre étatsunienne-israélienne en Iran. Ficin a souligné dès la Renaissance italienne, à quel point voir et entendre sont liés à la raison en l'âme qui, bien avant d'être purement individuelle, est d'abord publique et civique comme d'où elle peut s'y cultiver et intérioriser : l'humain n'est jamais individuel que d'emblée social, surtout si quelque tendance humaniste est pour en surgir, *a fortiori* pour promouvoir le développement humain (en sa triple teneur humanitaire, de développement durable et de droits humains). Jusqu'en tout individu et *a contrario* de l'individualisme anglo-saxon pragmatisé en hyperindividualisme étatsunien et plus largement nord-américain, en particulier au Canada, une part de lui-même ne se constitue et ne s'acquiert qu'avec autrui, du fait d'être d'emblée social. Lorsque la confiance est en chute libre, où est la liberté, hormis celle de faire proliférer et quasi quotidienniser l'agression, la fraude et avec elles, la suspicion ? Se fier se met à dériver en croire, à son tour susceptible de se dogmatiser selon de fort virales polarisations s'exacerbant d'autant systémiquement entre elles que générant tous azimuts des tensions prédatrices en quête de proies à bouc-émissariser et dont s'assouvir et s'abreuver, fort religieusement, en quelque sang (véhicule de l'âme, selon la Bible), plus en quelque chair à dévorer, sinon à abuser (selon toutes sortes de trafic, de la force de travail à son fruit à arnaquer et jusqu'au plus sexuel). Il n'y a de vraie liberté que située, donc en relation un tant soit peu claire avec qui l'être et *a fortiori* si pour y consentir, d'abord pour être un tant soit peu valide et fiable.

---

présomption se butant sur la réalité. Au Canada, le fait français s'est fait refouler vers le Québec en même temps que lesdits Indiens dans des Réserves, surtout à compter de la mise à mort de Louis Riel. Puis de la communauté ukrainienne et de son lobbying déjà fort actif a émergé la notion de multiculturalisme par laquelle Pierre-Elliot Trudeau, après avoir tronqué le Rapport Laurendeau-Dunton de son biculturalisme au profit de son bilinguisme seul à officialiser, a encarcané le Québec et lui a imposé le rapatriement d'une Constitution qu'il n'a toujours pas signée en 2026. La différence relativement à la guerre russo-ukrainienne est que la conquête est déjà effectuée au Canada et peut se poursuivre subrepticement sans trop paraître. Ladite démocratie, si tronquant l'humain du social au profit du seul individuel, y est alors un jeu de façade occultant une réalité tout autre. Liberté ? Plutôt libéralisme qui, comme du temps de Laurier, peut faire des discours entiers pour se promouvoir sans jamais parler et encore moins vraiment tenir compte de la démocratie. Sauf que le libertarisme est apparu, le radicalise et s'impose aux et depuis les États-Unis. La liberté se galvaude en libéralisme, *a fortiori* en libertarisme qui la plombent toujours plus à leur seul profit, ce qui n'instaure plus aucune liberté que selon le double standard des deux poids, deux mesures, à savoir en subordonnant d'autant la société à sa géopolitique capitaliste prédatrice, assortie de lobbying et d'autres connivences, pour s'en conforter. Il suffit que l'exécutif noyaute le législatif et s'impose jusqu'en le juridique qui, lui, pèse et fait y peiner la société civile à davantage minorer.

Ce sont aussi les deux principaux critères de base de toute science sise sur une factualité bien assurée et susceptible de pouvoir être accueillie telle par toute population, de sorte que le tout risque de covarier selon la même pente glissante. Or, pour le trumpisme, la vérification des faits est une atteinte à sa liberté d'expression d'où faire se déliter toute liberté, si un tant soit peu située et au fait. De devenir à être d'emblée autoritaires, selon les régimes autoritaires aussi. Au fur et à mesure que les conflits militaires s'étendent en un monde dit multipolaire et à tension interimpérialiste à hiérarchisation variable à travers le temps, qui sera tantôt vraiment l'allié, sinon l'adversaire, de qui ? À qui se fier peut devenir très délicat. L'atavique tension entre foi et raison peut resurgir et s'intensifier. L'âge des 15-35 ans, via l'actuelle génération Z, et l'assise de la société civile sont déjà affectés.

Quant à savoir s'il y a renforcement de l'hégémonie étatsunienne du pétrodollar, en plus de la recommandation de l'AIE (Agence Internationale de l'énergie) de conserver des mois d'avance des réserves de pétrole qui a été suivie, le cours du pétrole est aussi suffisamment bas pour peut-être limiter l'impact inflationniste d'une éventuelle hausse de son prix sur l'économie, surtout étatsunienne et en prévision des élections de mi-mandat à l'automne 2026. En plus d'avoir encore une fois court-circuité le Congrès et outrepassé son pouvoir de guerre et en plus de faire le contraire de ce qu'il avait promis autant pour se faire élire qu'à sa base MAGA, surgit toute une suite imprévisible d'évènements ainsi déclenchés (dont des militaires étatsuniens tués, trois avions étatsuniens abattus par erreur par le Koweït, même si les six pilotes ont pu s'éjecter à temps, deux aviateurs tombés en Iran et ayant pu être récupérés avant d'être capturés, tout en extirpant ainsi Donald Trump de son aptitude à pouvoir se mettre en scène entre-temps plombée par son état de panique électorale, surtout auprès de sa base MAGA dont la mouvance est justement née avec Reagan contre Carter suite à la prise d'otages à l'ambassade étatsunienne en Iran, etc.). Bref, Donald Trump est aux prises avec sa cote de popularité qui est à son plus bas, mais qui, selon lui, serait le contraire, tant il viendrait non pas tant causer la ruine que l'affronter comme l'ayant précédé et comme ce dont il sauverait. S'il ne fait de la guerre qu'il a déclenché (hors droit international et hors consultation et approbation préalable du Congrès étatsunien) un prétexte supplémentaire au renforcement de sa tendance autoritaire, donc en vue de concentrer encore plus les pouvoirs aux États-Unis et autrement, en vue de menacer tout pays extérieur ne se montrant pas complice de son infraction du droit international, dont l'Espagne refusant que ses bases servent à l'attaque militaire trumpienne sur l'Iran et étant appuyée par

l'Union Européenne contre les menaces trumpiennes de sanction, tandis que la Grèce a accepté le déploiement de missiles Patriot et mis en colère la Turquie, tout en réactivant leurs vieilles tensions conflictuelles. Face à la Turquie qui condamne ce que Israël fait à Gaza, Israël se met à reconnaître le génocide arménien : pensez-vous vraiment qu'il s'agit d'une conviction profonde ou qu'il s'agit plutôt de représailles opportunistes ? Belle façade.

Quoiqu'il en soit, Donald Trump a toute une côte à remonter qui pourrait fort varier selon la suite des évènements, mais surtout de leur mise en scène dont, autant que faire se peut, contrôler toujours plus le narratif à travers lequel tout en faire paraître à sa seule fantaisie (si inverse à la réalité soit-elle) et enrayer toute idéation jusqu'en sa logique, selon l'idéologie improvisée du moment à imposer face à quelque autre à démoniser et, par inertie mentale partout à perpétuer, selon quelque quasi mort cérébrale censée annoncée celle du corps appelé à y être entraîné. Par-delà le fantasme que tuer la tête dirigeante d'un régime puisse en supprimer l'idéologie pouvant pourtant fort *a contrario* chercher à la remplacer, s'il y avait néanmoins une chute jusque du régime des mollahs (de fait, dorénavant celui des Gardiens de la Révolution), tout peut varier selon qu'il y aurait ou non un autre Daech ou pire pour quelques autres 10 ans comme suite à la 2e Guerre du Golfe persique de Bush fils en 2003… Ce peut même être pour remplacer une dictature par une autre, comme à l'époque du Shah sous la botte des États-Unis de 1953 à 1979, juste pour avoir voulu d'autant monopoliser avec ce qui est devenu l'actuel BP que contrer la démocratique nationalisation pétrolière au bénéfice du pays. Ceci dénote, en plus d'une incessante impérialiste juridiction extraterritoriale, une incapacité totale à tirer des leçons des expériences passées, dont celle d'avoir favorisé l'épanouissement de l'Islam radical comme alternative à sa propre tyrannie, si indirectement et vicarialement opérante puisse-t-elle être là et ailleurs. La tendance trumpienne à s'autoproclamer roi s'admire autant en les principaux régimes autoritaires actuels comme en ses vis-à-vis qu'en tous les régimes politicoéconomiques qui peuvent être inféodés au sien plutôt qu'aux leurs, par l'interimpérialisme recherché comme d'où conditionner ladite multipolarité mondialement en cours, jusqu'en le CPS au sein de l'ONU. Suite au renversement du Shah qui était le pantin tyrannique mis en place par les États-Unis et suite à l'arrivée au pouvoir des Ayatollahs en Iran en 1979 pour l'en déloger, dès 1983, Reagan avait installé des forces armées dans la région en vue de cette éventualité, dont assurer la libre circulation par le détroit d'Ormuz par où transite 20% du pétrole mondial (à pétrodollariser en supplantant l'Iran s'y refusant, puis en faisant accroire et en affichant seulement l'attaquer à cause de son éventuel

armement nucléaire). Les petits sous-marins iraniens risquent d'y couvrir par en dessous (et autrement, à tous les niveaux, par des mines, vedettes rapides et drones, mais aussi par des missiles depuis les côtes, voire de plus loin) ce que la flotte étatsunienne couvre en apparence au-dessus : l'un s'enfouit sous Terre d'où resurgir, l'autre trône au Ciel, fort inapte à atterrir (tout contact terrestre étant bien trop à risque d'être mortel, non pas tant pour les soldats étatsuniens que pour l'image trumpienne). De Reagan à Trump, le slogan MAGA se renouvelle, le tout sur l'arrière-fond du pétrodollar instauré depuis Nixon comme étalon flottant auquel mesurer toutes les devises, une fois l'étalon-or et les accords de Bretton Woods ainsi déclassés au ressort d'un tel système monétaire mondial. L'enjeu est le cœur de l'économie mondiale et d'abord de l'énergie qui, rappelons-le, est une capacité de travail permettant un déplacement (spatial) sur une certaine distance pendant un certain temps : l'énergie est matière se travaillant en s'articulant et se déployant spatiotemporellement. L'einsteinienne équation $E=mc^2$ l'a thématisée, en plus d'y articuler la gravité, comme forme spécifique d'accélération qui s'est inscrite et avérée opérer en sens inverse du devenir expansif diversement accéléré de l'univers matériel.

S'intègrent et forment en un seul tout géopoliticoéconomique, les chaînes d'approvisionnement énergétique et le travail humain, dès le seuil de son accès et selon sa force vive des 15-35 ans aussi susceptible de s'accompagner, via le sexe, de nouvelles familles viables comme véritable fontaine de jouvence qui, si elle ne se tarit et ne conduit à la dénatalité plombant aussi jusqu'à l'économie, est au ressort de la forge vive de la société civile et de son lien intergénérationnel la tissant et la faisant perdurer entre ses membres (par simultanéité spatiale intergénérationnelle s'en diachronisant telle, ce qu'est toute famille) pendant un certain temps (de sa diachronisation, autant en travail de produire et accoucher d'une nouvelle génération qu'au travail, surtout à compter de la période d'âge de ces 15-35 ans y accédant, si ce n'est quelque génération sandwich des 40-60 ans, prise entre le fait de devoir encore les épauler face aux insuffisances systémiques les empêchant de s'autonomiser et leurs propres parents vieillissants à soutenir). Matière, mais vivante et humaine se travaillant en s'articulant et se déployant. On aperçoit toute l'importance de la création onusienne d'un CI indépendant de son CPS, car elle peut mener, non seulement à une géopolitique apte à se repérer et s'ajuster à sa sous-jacente géophysique, mais aussi à l'instauration d'une réelle économie sise sur une éventuelle monnaie internationale davantage qu'interétatiquement plombée par une hégémonie monétaire indue faisant se diffuser et s'opérer indirectement sa tyrannie. Rappelons l'expérience issue de

Mohammed Yumi, lauréat de la paix en 2006 : créer le microcrédit permettait d'aviver la base socioéconomique jusque des plus pauvres et de favoriser un élan démocratique, là où il n'y avait que sa façade hypocrite pour se justifier d'attaquer tel ou tel ou se faire accroire et s'en faire paraître démocratique, alors qu'implantant au contraire des dictatures, comme s'y est tant adonné l'hégémonique dollar étatsunien, *a fortiori* depuis que pétrodollar.

Au niveau de la société civile engageant des humains, « le travail doit cesser d'être considéré comme un coût et redevenir une valeur partagée, source de dignité pour l'individu et de puissance pour la collectivité », ce qui passe par un changement de logique, voire une inversion de logique : « Ne plus raisonner uniquement en termes de dépenses sociales, mais en termes de retour sur investissement pour la société. : logique d'alignement entre intérêt individuel et intérêt collectif »[1]. L'enjeu est on ne peut plus clair : l'humain, jamais individuel que d'emblée aussi social, ce qui se conjugue aussi d'emblée avec l'exigence d'une théorie du changement s'y trouvant prise en compte, bien au-delà de ce qu'en a déjà fait *UN One* et ce, en la réorientant en fonction de doubles actions d'autant universelles que spécifiques. Le tout selon une géopolitique et une économie se rendant d'emblée aptes à se repérer et s'ajuster au gré de leur sous-jacente géophysique territorialement délimitable intercontinentalement, mais avec sa vie humaine autant en son sexe qu'en son travail, *a fortiori* en leur intégration existentielle au ressort de la forge de la force vive de la société civile, dès la famille à la base de toutes les autres institutions s'alignant et faisant s'y inscrire les trajectoires de vie. C'est social si pour être individuel, non le seul inverse s'acharnant à n'être que présomptivement hyperindividualiste pour l'en contrer et dé-/ré-humaniser (de fait plus dé- que ré-humaniser, car toujours plus problématique en devenant d'autant inapte qu'inepte) à sa seule sauce toujours plus atomisante.

D'ailleurs, ladite génération Z, donc l'actuelle tranche des 18-35 ans, opte davantage pour un meilleur équilibre entre la vie professionnelle, quant aux deux voies distinctes d'une promotion à un poste de direction impliquant d'être responsable d'autres personnes et plutôt d'une compétence plus spécialisée en son domaine, et la vie privée, fort susceptible d'en être respectivement de plus à

[1] Régis Guillet, *Le fruit du travail. Inverser la logique*, Paris, L'Harmattan, 2026. L'auteur y insiste : « Le travail peut redevenir une force d'émancipation et non une contrainte subie. L'entreprise peut redevenir un lieu de progrès partagé et non un champ de tensions permanentes. L'État peut redevenir un arbitre crédible et non un gestionnaire de complexités administratives. » Il s'agit littéralement de se redonner confiance, de l'individu à la société jusqu'en son entreprise économique et son État, donc son pays. Faire en sorte que le travail redevienne le socle de l'ordre social exige de rétablir « sa valeur réelle : pas seulement économique, mais aussi sociale, morale et républicaine ». Or, cela aussi peut être vicié, de gestionnaires seuls émancipés à des travailleurs automates.

moins infléchie, que les générations précédentes. Les entreprises sont prises à effectuer des changements structurels pour tenir compte de cette double voie dorénavant possible pour se pourvoir de dirigeants dont elles ont besoin. Il y a interaction plutôt que surdétermination pure de la structure à la trajectoire de vie. S'y aperçoit une racine profonde des doubles actions spécifiques et universalisable. Cela implique une inversion de la logique usuelle :

« « Parfois, les gens ne veulent pas se porter volontaires pour occuper un poste de direction, car ils ont l'impression que nous ne formons souvent les gens à devenir des gestionnaires ou des leaders qu'une fois qu'ils occupent déjà ce poste » (…) « Si nous commencions à former les gens avant même qu'ils n'occupent ce poste, je pense que davantage de personnes seraient prêtes à se porter candidates, car elles se sentiraient prêtes à assumer cette responsabilité plutôt que de prendre un risque. » (…) Pour ceux qui choisissent de ne pas assumer de responsabilités de gestion, cela peut signifier une spécialisation plus poussée. »[1]

Il existe une certaine ressemblance avec la distinction faite par Herzberg entre les facteurs d'insatisfaction (liée aux conditions de travail, mais ici élargies à la gestion contribuant à les créer) et de satisfaction (liée à la tâche même, ici dite plus spécialisée, et à la motivation intrinsèque qu'elle suscite). Cependant, il s'agit non pas tant de satisfaction/insatisfaction susceptibles d'être plus *stricto sensu* individuelles que de développement humain/inhumain les en révélant aussi d'emblée sociaux, ce qui, par métabolisme d'ensemble, anabolique/catabolique, se construit/déconstruit.

En ce sens, toute société humaine cherchant à se développer, mais se trouvant minorée en relation avec une autre ne semble pouvoir y parvenir qu'en se mesurant à l'inégalité pour, à la fois, se construire et guérir de ce qui la déconstruit. L'a compris l'Assemblée des Premières Nations (APN) au Canada en s'apercevant du double défi exigeant d'emblée d'inverser la logique colonialiste minorante, *a fortiori* tutellisante, autrement subie, selon un paradigme transformant la culture, la manière d'agir et penser :

« Changer la perspective : c'était le thème dominant de la journée de clôture du sommet de l'APN sur les infrastructures et le développement économique.

Il faut modifier non seulement le discours, mais aussi le rapport de force pour remettre le pouvoir entre les mains des Premières Nations. À la différence des autres Canadiens, nous n'avons pas hérité d'un patrimoine, nous avons hérité de la

[1] Daniel Johnson, https://www.msn.com/fr-ca/finances/affaires/la-generation-z-adopte-une-autre-approche-en-matiere-de-promotions-au-travail/. En l'université, enseignement et recherche (faisant se spécialiser) se combinent avec l'administration (donc la gestion) dans les dossiers personnels annuellement évalués. Les deux avenues, en deux voies distinctes, en ces entreprises, s'y articulent entre elles. Différence selon le travail en cause.

dépossession, a affirmé dans une des présentations la grande cheffe de l'Assemblée des chefs du Manitoba, Kyra Wilson. Nous devons essayer de construire nos communautés en même temps que nous essayons de guérir, a-t-elle ajouté. »[1]

S'extraire non seulement du génocide assaisonné de conditions de vie y menant, mais de la tutellisation assaisonnée de la mise en Réserves (sortes de prisons à ciel ouvert), voire de la simple minoration assimilationniste faisant d'autant paraître que les individus abandonnent d'eux-mêmes leur culture et leur langue qu'occultant et s'assaisonnant du fait que leur société d'appartenance s'en trouve marginalisée comme condition de vie y menant. Ces divers niveaux d'inégalités exigent tous pour être redressés une double action, l'une plus directe, individualisable et si massifiable soit-elle, l'autre plus indirecte et d'emblée sociale et inhérente aux conditions de vie. Il est étonnant et contrastant que des peuples autochtones s'en extraient à une époque de travail d'autant précarisé que fragmenté et fait mosaïque de tâches parcellaires sujettes à la sous-traitance et à l'ubérisation au point que le recul du salariat en des emplois à temps plein l'est aussi du droit du travail qui n'en est plus commun en s'étendant jusqu'à ce qui s'en opère en marge, mais s'y fait éroder au fur et à mesure que celui-ci s'accentue[2]. On aperçoit ce que les peuples autochtones canadiens ont pu gagner en refusant de se faire municipaliser en citoyens ordinaires appauvrissables, tous plus isolément les uns que les autres, en microentrepreneurs sous-traités et aux conditions de vie détériorées : résister au *Livre blanc* de 1969 du gouvernement trudeauiste l'a empêché de se délester du problème, du fédéral au provincial et de là, aux municipalités, et ils ont pu créer l'Assemblée des Premières Nations dont pouvoir aujourd'hui s'étayer. Les actuelles prisons (fermées et non plus à ciel ouvert) s'éclairent aussi par le fait que « 75% des personnes incarcérées n'ont pas de diplôme d'études secondaires à leur admission », bien que « la participation à des programmes éducatifs en prison réduit significativement la récidive ». Or, le gouvernement fédéral libéral de Mark Carney adopte une logique du pompier pyromane (comme l'autre au sud de la frontière canadienne) et « investit

[1] Ximena Sampson, https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/2234802/sommet-infrastructures-combler-deficit

[2] Béatrice Madeline & Jules Thomas, Comment la fragmentation du travail nourrit la précarité, du recul du salariat à l'essor de microentreprises, dans *Le Monde*, 2 fév. 2026. Comme si ce n'était déjà pas assez, le salariat est plus imposé que les plus-values, actions (boursières) et grands patrimoines relevant des grandes fortunes. Monsieur et madame tout le monde en font les frais deux fois plutôt qu'une. Le salariat s'en fait gruger par les deux bouts à la façon d'une stagflation s'accélérant (combinant faible productivité, en l'occurrence de revenu salarié, et inflation, par un prix élevé non seulement à la consommation, mais dès l'impôt). La stagflation est la hantise que refoule toujours plus tout libertarien et que seule une fantaisie toujours plus cruelle peut vicarialiser en tiers. S'éclaire comment, à l'échelle de la planète, ce ne sont plus les 1% mais 0.1% qui sont plus riches que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Nouvelle génération de yuppies.

massivement dans la coercition, dans l'armement, dans la surveillance, pendant qu'on coupe dans ce qui fonctionne réellement pour réduire la criminalité » (…) « Cette décision est d'autant plus grave qu'elle frappe de plein fouet des populations déjà surreprésentées, notamment les Autochtones et les personnes issues de milieux défavorisés »[1].

6) Que l'ONU travaille ses méthodes de travail pour magnifier le développement humain en le CI en regard de paix et sécurité au CPS

Nous entrons de plain-pied dans les droits humains et en l'axe onusien si crucial du développement humain (jamais individuel que d'emblée social). L'ONU est appelée à travailler sur ses méthodes de travail pour mieux travailler à ses grandes missions, selon des doubles actions exigées par les doubles défis se révélant surgir lors de l'inversion de logique, surtout de travail. Plus tout ce qui peut s'apprendre des premiers peuples en tant que Premières Nations sans États et irréductibles aux nations d'emblée encarcanées en des États, surtout si l'international, *a fortiori* onusien et axé sur le développement humain, se fait interétatiser en le CPS.

On s'en aperçoit, un Conseil indépendant axé sur le développement humain (s'intégrant l'humanitaire, le développement durable et les droits humains, à savoir ainsi jamais individuels que d'emblée sociaux) et ce, relativement au CPS permettait à l'Assemblée générale de l'ONU de s'en autonomiser. Et ce, d'autant mieux que pouvant enfin y aborder l'enjeu crucial fort international au ressort et jusqu'en toute interétatisation, *a fortiori* lorsque se faisant interimpérialiste, surtout si du sein de son CPS d'où risquer s'en faire invalider autant de l'intérieur que de l'extérieur.

Comprenons bien qu'il faut d'abord que la société civile puisse se constituer et exister pour pouvoir s'éveiller et demander à son État de franchir le pas de la confiance faisant s'engager en une diplomatie multilatérale démocratique à l'ONU. Par exemple, suite à l'attentat terroriste sur le World Trade Centre le 11 septembre 2001 (et Ariel Sharon en profitant pour déclarer terroriste toute autorité palestinienne arabe et pour favoriser l'émergence du Hamas assassinant le Fatah en vue de s'en assurer, avant que Netanyahu le finance sans trop s'apercevoir que c'est pour creuser ses tunnels et se retourner contre son propre promoteur

[1] Mohammed Lotfi, La politique canadienne. Ouvrir une école, c'est fermer une prison. (Victor Hugo). J'entends hurler !, dans *L'Aut'Journal*, mars 2026, no 444, p. 11.

israélien en octobre 2023) et suite au prétexte de pouvoir prolonger la 1re Guerre du Golfe Persique par une 2e unilatéralement décrétée, mais ressemblant fort à la quête d'un bouc émissaire sur lequel se défouler, les États-Unis ont envahi l'Irak en 2003 sans l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU. La mission de l'ONU en a été modifiée pour se subordonner aux intérêts étatsuniens et l'ONU a subi un attentat terroriste à l'hôtel Canal. Comment protéger les humanitaires onusiens aidant les populations, mais aussi les civils et non-combattants, sur les lieux de conflits armés, voire s'assurer du soutien international pour éduquer les belligérants (s'ils veulent bien l'être) comme toute nouvelle dimension des paix et sécurité à promouvoir jusqu'en tout leur contraire ? En 2006, Kofi Annan voulait limiter, voire éliminer le droit de veto en cas de crimes contre l'humanité qui ne sont pas sans conséquences dramatiques jusqu'au sein des grandes puissances. La France porte cette position depuis 2013. Cette initiative est depuis lors supportée par une centaine de pays. Par contre, le CPS n'aurait pu être initialement constitué si les grandes puissances s'y intégrant avaient pu y être mises en minorité, d'où le veto. Le problème est surtout que le CPS, via le Conseil de Sécurité plus large, est fait l'exécutif de l'ONU et décide au-delà des paix et sécurité qui en relèvent, ce qui devient abusif en impliquant jusqu'au développement humain (s'intégrant l'humanitaire, le développement durable et d'abord et surtout les droits humains, à savoir jamais individuels que d'emblée sociaux, dès la forge des sociétés civiles), voire le vire en son contraire, ultimement les crimes contre l'humanité. Surgit la question de l'impertinence du CPS en s'étendant des paix et sécurité jusqu'en l'axe de développement humain, ce qui vire à l'envers ce qui serait sensé, à savoir ce qui irait plutôt du développement humain jusqu'à faire s'en sonder paix et sécurité susceptibles d'en constituer les meilleures conditions possibles, bien au-delà de ce que crée le CPS. Bref, que le CPS puisse éventuellement créer des conditions plus ou moins propices au développement humain ne signifie aucunement qu'il soit apte à rendre compte du développement humain, ni à faire passer ces conditions des moins aux plus propices, à savoir fort à l'inverse de leur inversion que, laisser à lui seul, il tend si usuellement à instaurer. Bien noter que toute pensée n'émerge qu'en une conscience devenant un tant soit peu apte à s'apercevoir d'une telle opération faisant tout se dé-/re-doubler en sens inverse d'une sous-jacente inversion pesant jusqu'en l'endroit qui est issu de la réalité et qui, s'il n'est restauré, en est refoulé et ne parvient plus à transparaître un tant soit peu que de part en part réifié depuis ce qui en est mentalement toujours plus idéologiquement figé. Autrement dit, le veto au sein du CPS renforce l'inertie mentale au point de tant

faire hyperfocaliser sur les paix et sécurité que d'empêcher de penser vraiment au développement humain. Y penser est préalable à pouvoir le penser.

D'où la proposition de constituer un Conseil Indépendant du CPS qui permettrait à l'Assemblée générale de se rendre un tant soit peu davantage autonome. En vertu de l'Article 22 de la Charte de l'ONU, l'Assemblée générale peut créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions. De plus, elle élit les membres non permanents du Conseil de Sécurité et elle « peut également agir en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression, si le Conseil de sécurité n'a pu agir en raison du vote négatif d'un membre permanent. Dans de tels cas, conformément à sa résolution intitulée « L'Union pour le maintien de la paix » du 3 novembre 1950, l'Assemblée peut examiner immédiatement la question et recommander à ses membres d'adopter des mesures collectives pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ». Le problème est les tensions interimpérialistes entre trois des membres du CPS, car elles invalident l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur, jusqu'au point de faire jouer de façon éhontée leur droit de veto jusqu'en les crimes contre l'humanité qu'ils peuvent perpétrés ou favorisés par des tiers, mais son Assemblée générale peut, dans ses limites propres, envisagées toutes les possibilités qui viennent d'être signalées et, avec le temps, instaurer une éventuelle nouvelle dynamique davantage apte à mieux équilibrer le tout. De plus, le Groupe ACT (Accountability, coherence and Transparency), créé en 2013, sous la coordination de la Suisse, s'est employé autant à revitaliser les travaux de l'Assemblée générale qu'à améliorer les méthodes de travail du Conseil de Sécurité, voire pour inciter à améliorer les relations entre les deux. Selon https://docs.un.org/fr/A/72/514-S/2017/846, « Le Groupe ACT rappelle qu'il incombe à tous les membres du Conseil de sécurité d'adopter par consensus une recommandation relative à la nomination du nouveau Secrétaire général, qui sera soumise à l'Assemblée générale ». Et « ce dernier doit procéder en toute indépendance à la nomination des hauts fonctionnaires de l'Organisation, dans le respect des principes de répartition géographique équitable et de représentation équilibrée des sexes » (Je souligne). Bref, « Si l'Article 97 de la Charte prévoit que le Secrétaire général est nommé « sur recommandation du Conseil de sécurité », l'Assemblée est le seul organe investi du pouvoir de nomination. »

L'ONU, par son secrétaire général, n'en est pas à son premier énoncé d'avoir à se réformer. Le changement s'accélérant, il lui faut d'autant apprendre à incessamment s'adapter, ce qui est au fond l'exigence réelle sous le récurrent mantra d'avoir à se réformer. Il lui donc bien concevoir et théoriser le changement

en cours et s'y adapter du mieux possible en temps réel. Sinon, elle risque de souffrir en sa légitimité, si elle peine trop à arbitrer et consensualiser ce qui risque d'être uniquement happé par d'autres instances plus promptes aux rapports de force, d'autant que les principales tensions interimpérialistes y sont d'emblée disposées et jaillissent de son propre CPS qui tend à l'invalider autant à l'interne qu'à l'externe. Gouvernance partagée versus gouvernance multipolarisée qui, livrée à elle seule, s'exacerbe et tend à l'en paralyser, de fait l'invalider ?

Le CPS n'est pas représentatif. Ses représentationnelles mises en scène sont idéologiquement préorientées. Le droit de veto ne peut y être sujet à une improbable limitation que par l'accord de ses membres qui s'en gardent, car ils n'y voient que le risque d'être mis en minorité et s'en tiennent à leur privilège d'en faire à leur seule tête, quitte à tout paralyser quand ça ne fait pas leur affaire. Ce nœud circulaire camoufle le véritable problème : le CPS n'a plus aucune pertinence, car il s'est constitué contre l'Allemagne (et l'Italie et le Japon) au sortir de la 2e Guerre mondiale et, au XXIe siècle, ce n'est plus elle, mais les impérialismes de trois membres du CPS qui font mondialement problème. Si la sociale-démocratie allemande perdure et parvient à résister à ses propres tendances extrémistes (dont l'AfD) qu'attisent les États-Unis et que la Russie cherche à assimiler à un atavisme nazi jusqu'en les forces armées ukrainiennes, elle peut faire perdurer l'humain et les droits humains, jamais individuels que d'emblée sociaux. Or, l'hyperindividualisme étatsunien trumpien, se collectivisant tel aléatoirement à sa fantaisie, et les régimes chinois et russe, par une collectivisation d'emblée structurale s'imposant aux individus depuis un Parti unique où trône une figure unique, cherchent à faire éclater l'humain et les droits humains en deux sens inverses se codéployant en miroir, en divergence systémique d'ensemble. Des roitelets, selon Africonova et le politicologue camerounais Mbembe : « Le terme « roitelet » désigne un chef d'État qui exerce un pouvoir personnel, centralisé, souvent au détriment des institutions démocratiques. Il s'agit d'une figure qui, sous couvert de stabilité ou de renouveau, marginalise les contre-pouvoirs, instrumentalise la justice et fait de la force un outil politique central. »[1]

[1] Kagame, Poutine, Trump : Le retour des « roitelets - africanova.info, 26 juin 2025. Plusieurs autres pays sont cités, États-Unis, Russie et Chine figurent sous le titre « Les grandes puissances et l'impunité », ce qui rejoint l'enjeu véritable du veto au CPS pour protéger leurs propres intérêts, écarter les droits humains (voire les faire éclater avec l'humain) et se soustraire à maintes autres instances onusiennes internationales, dont la CPI (Cour Pénale internationale). L'émergence de l'humanité depuis et jusque hors Afrique se fait par voie transatlantique vers l'Ouest, via l'Europe, jusqu'aux Amériques, dont les États-Unis, et vers l'Est, dont la Chine, mais aussi vers la Russie, via laquelle la migration initiale a mené aux Amériques, voire inauguré la voie transpacifique.

Et nous avons aperçu de semblables problèmes d'Europe en Amériques, en Afrique, en Asie, en Océanie, et ce, partout, des peuples autochtones aux autres peuples s'étant ajoutés aux leurs. D'où l'importance de la constitution d'un Conseil Indépendant du CPS pour mieux se repérer et s'ajuster dès la géophysique ainsi intercontinentalement en cause jusqu'en la géopolitique à y mettre en jeu. C'est l'ONU entière qui exige de se reconstituer un équilibre plus dynamique et adaptatif. L'ONU peut se proposer, par son Assemblée générale et via un tel CI dont elle se doterait, un langage plus unifiant par lequel devenir mieux apte à cerner et formuler les problèmes à aborder et pouvoir les traiter selon des doubles actions appropriées, là où il n'y a autrement trop souvent que double langage purement idéologique fort partiel et partial et même ouvertement schizophrénant, sinon plus subrepticement opérant et donc hypocrite, ne laissant place à d'autre réalité que réifiée et encarcanée. Et si ce double langage (ladite langue fourchue) a particulièrement fleuri en les sociétés dites occidentales, c'est que la Modernité y a d'abord émergé et ce, en tronquant l'humain tellement au profit de ce qui en est individuel, jusqu'à l'individualisme, voire l'hyperindividualisme (aux États-Unis), qu'au détriment de ce qui en est d'emblée social, surtout quant à la culture en cause, ce dont le miroir ne cesse de rebondir toujours plus intensément en sens inverse au fur et à mesure que resurgissant toujours plus de sociétés dites orientales, à savoir des confins de l'Europe de l'est (la Russie) à l'Asie (surtout la Chine), etc., sans rien pouvoir y comprendre tant que ne renouant pas avec leur propre inconscient resté en plan en leur sous-jacente Renaissance. Or, tel est ce qui fait problème en le CPS à même l'ONU qui s'en trouve d'autant paralysée qu'invalidée à la fois à l'interne et à l'externe. Il reste donc à renouer avec sa propre sociohistoricité et à s'apercevoir en son propre devenir, jusqu'en ce qui le fait se heurter d'autant à son propre inconscient fort intérieurement opérant qu'au refoulé s'en projetant et lui revenant d'autant extérieurement l'en hanter. Y renouer vise à dénouer l'impasse entre l'ONU et son CPS qui ne peut l'invalider que depuis son impertinence foncière, ce qui est autrement plus grave qu'une simple déficience de représentativité et qu'un usage abusif du veto, surtout si se leurrant en se faisant accroire qu'un Conseil de Sécurité plus large (sans veto) pourrait y pallier, mais au prix de ne jouer que de façade et d'occulter cette faille abyssale sous-jacente.

L'aperception sociohistoricisante du devenir humain (jamais individuel que d'emblée social) est l'assise d'où pouvoir aborder le développement humain (humanitaire, développement durable, droits humains) selon le CI dont l'Assemblée générale peut se doter pour s'autonomiser de son propre CPS et de là,

y reconsidérer sa quête de paix et sécurité en constituant des conditions recherchées plus que moins propices. Se constituer au ressort de se constitutionnaliser et s'en articule selon quelque éventuel trait d'union entre nation et État. Il est crucial de s'apercevoir que ce trait d'union ne se présume plus au point de se faire accroire donné et au contraire se génère pour s'en doter. Maintes nations s'assurent des paix et sécurité en acceptant un État autoritaire. Quelques nations s'essaient à se doter d'un État plus démocratique, mais ne peuvent aucunement y parvenir sans s'y faire reconnaître juridiquement. Un tel État exige de se mesurer de façon critique à toute raison cynique, si pour se sortir d'incessantes crises produites par quelque blocage idéologique qui s'implante et s'opère fantaisistement pour se conforter statutairement du majoritaire au minoritaire, l'en marginaliser et se l'assimiler malgré lui, soit cruellement affiché tel, soit subrepticement, ce qui en tous les cas n'est pas sans géopolitique constitutionnelle.

7) Dossier : Géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise

Le cas de figure est celui d'une géopolitique constitutionnelle subreptice et distincte de la plus cruellement évidente en cours aux États-Unis. La problématique est la même, mais elle n'est pas aussi apparente et évidente. Le dossier percole et remonte à la pièce à l'ONU. Le printemps 2025, trois organismes québécois, après un refus de la Cour suprême du Canada d'entendre la cause, ont porté devant l'ONU le problème du trudeauiste rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 qui s'est légitimé (comme le lui avait recommandé la même Cour suprême après tractations guère neutres avec Londres) en s'étayant de l'appui du ROC (Rest Of Canada) sans et contre le Québec qui, en 2026, ne l'a toujours pas signée. Le fond du problème : Trudeau père a tronqué l'humain à même une Charte de droits et libertés si individuels qu'individualistes dont toute teneur sociale est refoulée et à manipuler en une clause annexe et dérogatoire, dite nonobstant dont l'usage a pourtant été accordé, mais qui, malgré le fait que cet usage exige d'être incessamment renouvelé aux cinq ans, est dorénavant contesté en l'abordant sous divers biais en constituant autant de prétextes, dont la québécoise loi sur la laïcité en train d'être examinée à la Cour suprême qui, qu'elle le veuille ou non, va la géopolitiser, du simple fait que son jugement, si elle décide d'en rendre un plutôt que de s'abstenir en reconnaissant que c'est hors de sa

compétence[1], sera avant ou après la prochaine élection québécoise à l'automne 2026. Tout continue de dysfonctionner en faisant jouer de la même façon le déséquilibre inaugural des pouvoirs qu'a instauré Trudeau père : tout noyauter depuis l'exécutif (avec connivence préalable de la Cour suprême qui l'a conseillé pour rapatrier la Constitution de façon à s'en conforter) jusqu'en le législatif et de là, le juridique qui, lui, pèse d'autant inégalement sur la société civile qu'elle peut être québécoise et *a fortiori*, surtout là plus que partout au Canada, française. En s'adressant à la seule avocate du gouvernement du Québec et en référence à Loi sur la laïcité du Québec, le juge en chef de la Cour suprême demande d'imaginer un gouvernement qui utilise la clause de souveraineté parlementaire pour miner la séparation des pouvoirs et attaquer les droits de tout un chacun. Or, miroir total, miner la séparation des pouvoirs, est le fait du fédéral, depuis Trudeau père, envers le Québec :

« Pourtant, le Pacte relatif aux droits civils et politiques de l'ONU, signé par le gouvernement du Canada, indique qu'il existe des droits collectifs aussi importants que les droits individuels. Le droit à l'autodétermination de la nation québécoise et le libre exercice de son développement étatique sont protégés par le premier article de ce pacte :

« Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. »

Considérant l'obligation qu'a le Canada de respecter les droits collectifs fondamentaux, imaginez maintenant un pays où une nation dominante, telle que la nation canadienne-anglaise, impose une constitution à des nations minoritaires québécoises et autochtones. »[2]

Bien noter l'incessant cercle fantaisiste intervertissant tout le temps le sens des termes pour ne jamais s'inclure dans le débat et les faire porter aussi sur soi, au niveau fédéral, plutôt que seulement tout projeter et chercher à y encarcaner et confiner le Québec. On y aperçoit la même façon d'articuler les affections de la fantaisie mise en jeu en les États-Unis trumpiens, tant elle opère semblablement, même si ce n'est pas aussi évidemment cruel, mais plus subreptice. En voici une autre : Ottawa (donc le fédéral) est déjà en train de plaider qu'il n'y a pas de souveraineté absolue, en sous-entendant et biaisant les termes pour que ce soit uniquement pour les Provinces, surtout le Québec, mais non pour lui-même, s'il

[1] Signalons qu'un juge de la Cour suprême s'est récusé et qu'un autre a dû se retirer pour éviter une éventuelle égalité que pourrait créer un nombre pair de juges.

[2] Dominic Courtois, https://www.tvanouvelles.ca/2026/03/28/imaginez-un-canada-qui-ne-respecte-pas-vos-droits. Bien noter l'enjeu : la souveraineté parlementaire.

s'agit un tant soit peu d'une véritable fédération où les fédérés peuvent avoir leur mot à dire. Bref, il va se passer très exactement la même chose avec tout et quelque argument que ce soit. Le plus original, à date : l'éventuelle impasse d'où tirer quelque aura supplémentaire de légitimité (à ajouter à celle tronquée dès le rapatriement de la Constitution ayant bénéficié au seul ROC fort anglicisant sans et contre le Québec pas encore suffisamment minoré à son goût en tant que français), car même si la Cour suprême ne tranchait pas, elle pourrait faire comme si elle le faisait en émettant un jugement déclaratoire, soi-disant un avis neutre, alors que tout au contraire d'emblée utilisable (par le fédéral trudeauisé de part en part et par tous les imprégnés de trudeauisme allant s'y faire pistonner ou pire, se l'intégrant en le faisant s'opérer inconsciemment sans s'en apercevoir) pour mieux se mesurer sur un tout autre terrain, plus politique celui-là, à l'usage de ladite clause dérogatoire n'en restant pas moins encore et toujours annexe quant à la teneur sociale de tout humain au Canada. Le déjà utilisable s'occulterait chercher à toujours d'avance contrer tout autre usage y dérogeant, surtout que portant sur le seul dérogatoire pour occulter se l'annexer jusqu'en tout humain, surtout si québécois et *a fortiori* si français, de là à partout ailleurs au Canada. Pour cause, tout usage, voire plus largement les us et coutumes en cause, sont sociaux (donc impliquent et s'adressent aussi à ce qui en l'humain n'est jamais individuel que d'emblée aussi social). Ils constituent le seuil de toute institution possible, *a fortiori* lorsque l'en réglementant et ultimement l'en légiférant, bref l'encadrant par une loi issue de l'État en cause (qui pour le fédéral, surtout trudeauisé, ne devrait être que lui-même et prévaloir sur tout autre État censé être si provincial qu'avoir à ne que s'y soumettre). Un usage qui en annexe un autre, surtout si s'occultant l'annexer, pour n'y considérer que le dérogatoire, est occulter et faire perdurer en sous-main le problème de fond, tout en faisant accroire s'y attaquer à travers cela seul ainsi d'autant mieux tronqué que réduit et confondu avec ce qui en est retenu et affiché. Ne surtout pas en parler et en débattre publiquement permet de l'évacuer pour faire perdurer le système constitutionnel canadien trudeauiste et son étonnante capacité à s'opérer subrepticement, si dysfonctionnel soit-il, dès que l'humain est en cause, *a fortiori* en tant que l'humain jaillit d'emblée comme culture coévoluant avec la nature et avec la nation et en partageant leur commune naissance, si étatiquement reconsidéré le tout soit-il.

Tout cela est appelé à se révéler partie prenante de la cause déjà portée à l'ONU et qui va ainsi s'enrober d'une couche supplémentaire. Entre-temps, il y a aussi le projet de Constitution québécoise qui cherche à s'en dépêtrer plus durablement, mais qui reste encore problématique, ce pour quoi, par exemple, les

Premières Nations ont elles aussi portées leur propre cause à l'ONU. Tel est un bref survol de l'état des lieux d'où entrer plus avant dans le vif du propos. Ma position personnelle vise à contribuer à une mise au point quant au débat à avoir, d'abord pour rendre viable la Constitution québécoise (en considérant d'emblée que la Loi sur la laïcité est appelée à s'y intégrer et ne peut aucunement s'en dissocier pour l'en désintégrer et pour tout en traiter à la pièce et y exercer quelque métonymie axiomachique bien plus politicienne que juridique, surtout si sous apparence juridique soi-disant neutre). Et ce, jusqu'en son articulation avec la Constitution canadienne, si pouvant être rendue plus fonctionnelle. Le tout engage éminemment la tension entre nation et État, *a fortiori* tout trait d'union en État-nation, surtout si jusqu'en l'ONU prise par l'international s'interétatisant. Il s'agit de faire que l'imaginaire, surtout si fantaisiste, porte la pensée sans tout à l'inverse la présumer s'y réduire et résorber au point de s'y faire le vecteur opérant et réifiant de quelque idéologie, surtout l'idéologie trudeauiste si constitutionnellement biaisante et pervasive.

—*Devenirs constitutionnels canadien et québécois*

Le constitutionnaliste André Binette a publié La Constitution, Critique du projet caquiste, Ce que serait une bonne constitution autonomiste, dans *L'Autr'journal*, no 441, novembre 2025, p. 10. Sa critique soulève trois problèmes à en rectifier afin 1) d'affirmer clairement la souveraineté du peuple québécois dans son État au point d'en faire émaner les pouvoirs publics (comme ce l'est depuis 1974 en Suède, qui est aussi une monarchie constitutionnelle comme le Canada), 2) de renforcer l'autonomie du Québec dans le cadre du Canada en remettant en question les aspects les plus inacceptables du statu quo constitutionnel canadien en vue d'y favoriser la survie et l'épanouissement du peuple québécois en réclamant une compétence exclusive sur l'immigration, la langue, la culture et les moyens de télédiffusion et de communication publics, avec des points d'impôts correspondant et enfin, 3) de devenir digne d'être considérée en reprenant la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) de 2007, surtout qu'elle est déjà reprise par le parlement d'Ottawa et l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et que le droit international y étant énoncé en est un à l'autodétermination interne, mais en exclut toute remise en question de l'intégrité territoriale, en l'occurrence du Québec. André Binette annonce aussi qu'il va soumettre des commentaires plus élaborés à l'Assemblée nationale dans

les prochaines semaines[1]. Depuis lors, il a écrit qu'il vaut mieux l'abandonner, car une absence de Constitution québécoise vaudrait mieux qu'une mauvaise, puis il a repris en d'autres termes la question autonomiste. Il rappelle l'élection fédérale référendaire de 1927 qui a permis de refuser l'intrusion britannique dans la démocratie canadienne et qui l'a incitée à considérer le Canada et d'autres de ses colonies comme des égaux, d'où le Statut de Westminster de 1931 lui octroyant son autonomie. Restait à rapatrier ladite Constitution, ce que Trudeau père a fait en 1982, sans et contre le Québec. Surtout si un parti souverainiste est porté au pouvoir lors de la prochaine élection à l'automne 2026, André Binette propose de se défaire d'abord pleinement des derniers relents monarchiques avant tout référendum menant le Québec à faire (comme Trudeau) son propre rapatriement unilatéral de la Constitution et de faire ainsi en sorte que ce soit le problème non plus du Québec, mais du Canada : éliminer les pouvoirs du lieutenant-gouverneur (dont sa signature sur les projets de loi et les décrets) et empêcher toute réactivation fédérale des pouvoirs royaux visant à contrer en particulier l'Alberta et le Québec, refuser de reconnaître la validité de jugements défavorables des tribunaux sur cette question et enfin, retirer la masse royale de l'Assemblée nationale (exprimant aussi un pouvoir royal). Bref, il faut « être désormais plus proactifs et contester les bases illégitimes du système constitutionnel canadien dès le lendemain des élections. »[2] Si le Québec cherche à se défaire autant de la royauté que de la religion et à relancer à sa façon la laïcité instaurée en France, ce serait donc par une révolution tranquille 2.0 effectuant avec plus de douceur ce que

[1] Dans des articles antérieurs, André Binette souligne qu'une Constitution québécoise n'est pas nécessairement souverainiste, mais doit lui être compatible et quoiqu'il en soit, doit prévoir comment s'adapter et se modifier. Une Constitution est l'expression d'une identité nationale qui n'est jamais figée et qui reflète un certain contrat social, ce qui n'est pas sans écart ou contradiction s'en ajustant ou non. Cette identité nationale en évolution est incompatible avec la monarchie, symbole de la Conquête, ce qui mènerait à une forme républicaine à l'intérieur ou hors Canada, sans que l'on sache ce qu'il en sera. Trudeau père a combattu la clause dérogatoire après l'avoir adoptée, car ne souhaitant pas qu'elle puisse servir à affirmer l'identité nationale du Québec. Or, la clause dérogatoire n'est pas québécoise, mais l'essence du Canada, ce pourquoi Trudeau père a connu tant de revers auprès de la Cour suprême la reconnaissant d'autant « constitutive » de la Constitution canadienne qu'elle ne peut en être excisée (sans préciser si c'est en tout ou si ce peut néanmoins être en partie, si elle peut être tronquée, sinon occultée en ce qui tronque tout humain au sein du peuple et donc de son identité nationale). Un accord avec les nations autochtones francophones pourrait avoir un effet d'entraînement sur celles qui sont anglophones, ce qui constitue un apport essentiel à l'identité québécoise en quête de se constitutionnaliser. Un référendum exprime la volonté du peuple à un moment donné, mais n'est pas nécessaire à l'accès à l'indépendance qui se prépare et se fait par l'Assemblée nationale (si ayant plus de 50% des voix du peuple entre Partis qui le représentent et dont avoir un tel mandat), soit par entente avec le Canada, soit par une Déclaration Unilatérale d'Indépendance qui serait légale en droit international et ne serait nullement illégale en droit canadien, ce qui est unique au monde. Ce ne peut être valide et pertinent que depuis un large consensus quant au projet d'une Constitution québécoise autonomiste qui, comme sa forme républicaine, peut être interne et *a fortiori* si hors Canada, car démocratique.

[2] A. Binette, L'ordre constitutionnel. Deux tiers des Québécois rejettent la monarchie. Les élections québécoises et le déclin de la monarchie. *L'Autr'journal*, mars 2026, no 444, 17.

la Révolution française n'a fait en décapitant son roi en 1789 qu'au prix de sombrer par la suite dans la terreur, avant Napoléon, puis sa République se refondant incessamment par maintes versions successives. Rappelons la fantaisie panurgienne rafistolant la tête d'Épistémon revenant d'un autre monde d'où rappeler avec son savoir, ses racines ancestrales. C'est autre chose que la fantaisie subreptice trudeauiste (en voie d'être carneyiste) et ça adonne bien, car la devise du Québec est « je me souviens ». Y insiste la conclusion du livre *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*.

Toutefois, en la proposition initiale de Binette, manque la sociohistoricisante articulation entre ses deux premiers points par le contexte qui en révèle le sens et d'où pouvoir mieux envisager le troisième. Le problème de fond est la nouvelle forme colonialiste qui s'inscrit en l'histoire issue de la Conquête du Canada laurentien (cœur de la Nouvelle-France), de la révolte des Patriotes et du fait que l'émergence du Canada de l'AANB sous Macdonald (conservateur) ait viré en Rapatriement unilatéral de la Constitution avec clause annexe (annexant le social à l'individuel rendu purement individualiste en tout humain) et dérogatoire au ressort de l'appui conditionnel du ROC (Rest Of Canada) fort anglais sans et contre le Québec fort français, en un Canada trudeauiste (libéral), voire carneyiste (se réintégrant en le libéral jusqu'au conservateur).

Cette contextualisation éclaire la définition du Canada trudeauiste :

« Guillaume Rousseau le définit « favorable au bilinguisme symétrique, au multiculturalisme, aux droits individuels, à un État central et un pouvoir judiciaire forts, mais défavorables à un droit de veto constitutionnel pour le Québec et à une réforme constitutionnelle qui lui donnerait plus d'autonomie ». Reste à le contextualiser pour en cerner le sens : massacre du rapport Laurendeau-Dunton déniant tout biculturalisme au bilinguisme et donc toute sociogenèse culturelle aux langues officielles, en français, au profit d'« official languages » anglicisants dont les faire de symétriques décalques, rapatriement unilatéral de la Constitution sans et contre le Québec et selon des droits humains si individuels qu'individualistes et jamais sociaux qu'en clause annexe et dérogatoire, biais de l'équilibre des pouvoirs (exécutif-législatif-judiciaire) fait ingénierie sociale, dès lors sociétale au gré de sa gestion la surdéterminant, culture si asociale et anhistorique qu'inapte à s'intégrer l'ethnoracial. D'où multiculturalisme multiethnoracialisant et droit hyperpolitisé se déniant être tel. Et butant sur la

« folie de politiser la politique monétaire », dit Carney face à Trump qui, lui aussi, exige un alignement sans condition (dépendance accrue) ou sanctionne. »[1]

Bref, la sociohistoricisante contextualisation révélant le sens du Canada trudeauiste, en voie d'être carneyiste, en sa teneur colonisatrice, correspond aussi étonnamment aux articulations à intégrer entre les trois points par lesquels André Binette propose de rectifier le projet caquiste de Constitution du Québec, tout en révélant surtout l'exigence d'un dialogue à établir et éclairer en vue d'un plus large consensus l'en rendant viable. Elle exige de s'interroger sur ce qu'est le peuple, en l'occurrence québécois, si tout un chacun y est reconnu humain, à savoir jamais individuel que d'emblée social, là où il est autrement d'autant tronqué de sa teneur sociale pour ne plus la faire figurer qu'en clause annexe et dérogatoire en la Constitution canadienne trudeauiste où la confiner et d'où elle tend à se faire manipuler, par ingénierie sociopolitique colonisatrice s'opérant depuis des droits et libertés si individuels qu'individualistes. Sans parler de la forte propension fédérale de chercher à faire tronquer, non plus seulement l'humain à même le peuple en cause, mais jusqu'à cette clause dérogatoire auprès de la Cour suprême à risque d'en être connivente, comme elle l'a été autrefois, par son juge en chef Bora Laskin[2], à l'époque du rapatriement unilatéral de cette Constitution sans et contre le Québec. Tronquer deux fois plutôt qu'une rend abyssal l'anéantissement visé : faire disparaître, si ce n'est la clause dérogatoire, du moins y occulter ce qui y fait disparaître le social déconnecté de l'individu chez tout humain du peuple en cause et donc, de son identité nationale. Une sociohistoricisante contextualisation de la démarche mise en œuvre par un projet de Constitution québécoise autonomiste permet de cerner la problématique en cause : comment une Constitution québécoise autonomiste peut-elle s'inscrire en une telle Constitution canadienne, sans s'interroger sur un tel cercle doublement tronquant tendant à tout en vicier en son principe et à la plier à son colonialisme assimilateur ? Le tout s'inscrit en une plus large « Forge du sens de soi en contraste de son dépérissement »[3] qui s'est instaurée depuis la Renaissance et qui fait ressortir le processus évolutif dont émerge depuis lors incessamment, jusqu'à pouvoir en être éventuellement non plus tant présomptive qu'aperceptive, l'identité, en

[1] Y. Morin, *De l'humain à l'humaniste dans le monde. Le sens de soi, du débat entre Ficin et Pic à Descartes et au XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2025, pp. 37-38, note 1. Comparez aussi l'écart entre « mother tongue as first language » et langue maternelle qui, en tant que langue, est sociale et se fait médiation entre parole individuelle et langage inhérent à l'espèce, non plus les en télescope et immédiatise l'une en l'autre.

[2] Y. Morin, ibidem, p. 39. Dont la formation juridique de Bora Laskin et son impact sur le droit canadien : il s'infiltre dans les facultés de droit des universités et facilite et entérine le rapatriement unilatéral de la Constitution sans et contre le Québec par Trudeau père.

[3] Y. Morin, ibidem, pp. 21-44. En incluant donc les précédentes références aux pp. 37-38, note 1 et p. 39.

l'occurrence nationale. Les devenirs constitutionnels plus spécifiques, à l'interface du Canada et du Québec, s'y inscrivent, s'en éclairent encore davantage et semblent révéler que tout son enjeu juridique spécifique covarie avec et au gré de son propre devenir sociopolitique sous-jacent.

De ce point de vue plus spécifique, divers points sont à considérer. Par exemple, la révolte des Patriotes (1837-1838) ne s'est butée sur le Canada-Uni durhamien, visant à parachever la Conquête par l'éradication du français en 1840, qu'en menant au contraire à son rétablissement en 1842 sous Lafontaine avec Baldwin par une gouvernance binationale responsable enfin reconnue (1848), ce qui mène à Cartier et Macdonald au ressort de la forge du Canada de l'AANB en 1867, avant de se trudeauiser une centaine d'années plus tard et depuis lors jusqu'en le XXI^{e} siècle :

« Plus subtil que Durham, Sydenham et Metcalfe, Elgin, gouverneur général du Canada-Uni (1847-1854), a compris que les gauche/droite, Partis libéral/conservateur, se forgeraient et diviseraient, non seulement au Haut-Canada, mais au Bas-Canada, en renonçant à forcer la dénationalisation des Canadiens, alors identiquement Français, et en fusionnant la question nationale (binationale, de LaFontaine et Baldwin en le gouvernement responsable établi jusque sous Macdonald en l'AANB) à la question politico-juridique. De Macdonald (conservateur) aux Trudeau (libéraux), tout s'inverse, de la politique (bi)nationale centralisée au politico-juridique étatiquement centralisateur et antinationaliste (pour autrui, à savoir pour le Québec, et ce, depuis le ROC PWASP), en cachant son propre nationalisme impérialiste cherchant à faire équivaloir le seul capitalisme avec la démocratie dite libérale qui l'exacerbe, en noyautant et abâtardissant le social en tout humain au profit du seul individuel s'agglutinant tel. »[1]

De fait, l'arrière-fond durhamien ne cesse de courir sous la façade elginienne démocratique et parlementaire et de mener au double refoulement généralisé du fait français dans le seul Québec (et par les enclosures, dites cantons, au sein même

[1] Y. Morin, ibidem, pp. 41-42. PWASP : Patriarcal White Anglo-Saxon Protestant, mais comme prototype apte se généraliser et à en hégémoniser toute tendance Patriarcale EthnoRaciale s'enReligosant telle. Il s'agit d'un immense filtre idéologique, certes, mais surtout apte à se diffuser en s'élargissant et en colonisant. André Binette rejette complètement la subordination anglo-saxonne de la liberté de conscience à la liberté de religion, mais il importe surtout d'y apercevoir le fer de lance des grands filtres idéologiques. La laïcité dite être née avec et de la Révolution française s'en éclairerait de nos lumières, les Patriotes. Elle exigerait le respect de soi, si pour en être respecté, comme le lui avait signifié un jour un Mohawk. Traduction : la clause dérogatoire, quant à la laïcité, va dans le sens de la liberté de conscience et non de brimer les libertés religieuses (dont l'expression vestimentaire de l'intégrisme dans les services publics), surtout si fer de lance d'un grand filtre idéologique. S'y aperçoit l'épreuve issue du choc entre la loi 21 sur la laïcité québécoise et le biais inhérent à la façon dont la Constitution canadienne a été rapatriée en 1982, surtout en tronquant l'humain au profit de son individualité rendue purement et exclusivement individualiste avec sa socialité uniquement en clause dérogatoire au ressort du filtre PWASP fait Patriarcat Ethnoracial s'enreligiosant.

du Québec) et des « Indiens » dans les Réserves, surtout depuis, sous Macdonald, l'affaire Louis Riel. Sous Laurier, libéral et pourtant issu du Québec, via son ministre de l'immigration, Clifton, directement issu du gouvernement Greenway du Manitoba, radicalise le schisme canadien entre anglais hors Québec et français au seul Québec, par l'essor de l'éradication du français dans l'éducation scolaire (du Manitoba à l'Alberta et Saskatchewan jusqu'au fameux Règlement XVII faisant se constituer un explicite Ontario français pour y résister) et surtout, par la persistance de l'entrave au peuplement au sein du Québec par les enclosures (dit système des cantons) permettant de subordonner toute la colonisation de nouvelles terres agricoles aux compagnies forestières monopolisant le droit de coupe du bois au détriment des colons sur leurs propres terres et en faisant une main-d'œuvre bon marché en même temps que constituant l'interface avec les grands marchés urbains. Enfin, la tendance fédérale à la centralisation autant politique (Commission Rowell-Sirois) que culturelle (Commission Massey) culmine en le massacre trudeauiste du Rapport Laurendeau-Dunton pour le tronquer de son biculturalisme au profit du seul bilinguisme officiel par lequel s'impose les « official languages », en anglais, et dont les « langues officielles », en français véhiculant une dimension sociale par la notion de langue, ne sont qu'un décalque, ce qui se poursuit et radicalise par le Rapatriement unilatéral de la Constitution sans et contre le Québec par des droits et libertés si individuels qu'individualistes avec droits sociaux (ou même seulement collectifs) en clause annexe et dérogatoire, au gré d'un multiculturalisme dont la culture n'est plus sociale et apte à s'intégrer l'ethnoraciale, mais s'y réduit et s'en fait manipuler. Par exemple, lors de l'accélération d'une immigration ainsi multiethnoraciale au moment du Référendum de 1995 (puis en faisant accroire par la suite, surtout via les malencontreuses paroles de Jacques Parizeau, que le Québec s'en prendrait au contraire aux ethnies déjà sur place, alors qu'il s'agit plutôt de l'incapacité en laquelle il est mis par le fédéral de pouvoir se les intégrer socialement) ou encore l'accusation par l'animatrice anglophone à travers le chef du Bloc québécois, lors du dernier débat des chefs incluant Justin Trudeau, en projetant sur tout le Québec d'en être raciste. Le Canada trudeauiste, par la culture constamment tronquée du social pour l'empêcher de s'intégrer et pour tout au contraire le faire se réduire à l'ethnoracial, bascule incessamment d'ethnoracisme en ethnoracialisme, à savoir en qui monopolise avec l'ethnoracisation la capacité de pouvoir attribuer et accuser d'ethnoracisme, le tout s'enreligiosant à l'encontre de toute laïcité, par liberté de religion censée supplanter toute liberté de conscience, à savoir de conscience immédiate en situation en conscience de soi, seule pensante, d'où

monopoliser aussi la liberté (ainsi rendue de part en part ethnoracialiste et enreligiosée telle) d'expression. Le déséquilibre trudeauiste des pouvoirs noyautant depuis l'exécutif le législatif et jusqu'au juridique, dès la Constitution, ne se parachève qu'en parvenant à peser tel jusqu'en la société civile pour se la dé-/re-recomposer telle, à savoir réduite et assimilée à l'ethnoracial enreligiosé. S'y aperçoit tout l'enjeu de la laïcité québécoise en regard du Canada ainsi trudeauiste : aucunement d'abord la relation entre laïcité et religion, mais tout le déséquilibre des pouvoirs y culminant. Bref, le Canada trudeauiste, pour exister, se doit d'attaquer et parasiter constamment le Québec. S'arroger ce qui subsiste du pouvoir royal et s'étayer de la « supremacy of God », introduisant la Constitution canadienne et conservée telle lors du Rapatriement unilatéral, le justifierait.

D'où le Canada trudeauiste précédemment décrit et sa problématisation par son contexte sociohistorique en révélant le sens en même temps que d'où pouvoir articuler les divers points de la critique issue d'André Binette, si pour les y arrimer et pour pouvoir perfectionner le projet de Constitution du Québec en tenant mieux compte des obstacles réels auxquels se mesurer. Et ce, en y incluant jusqu'à la démarche effectuée depuis avril 2025 pour faire entendre à l'ONU ce que la Cour suprême du Canada refuse d'entendre face au Rapatriement unilatéral de la Constitution ayant scellé la nouvelle teneur colonialiste inhérente au Canada trudeauiste, en voie d'être carneyiste[1]. Plus divers éléments fort culturels issus du terroir québécois (chasse-galerie de Beaugrand, sacres d'orientations liturgiques, etc.), sans parler de l'exigence de tant s'interroger sur l'originale laïcité québécoise que lui intégrer une capacité de prendre en compte que pour une société, rien ne lui est plus sacré que le lien social (irréductible et au contraire intégrateur de l'ethnoracial malgré le multiculturalisme canadien trudeauiste y procédant en sens inverse) et de pouvoir se mesurer à tout fait religieux cherchant à s'approprier ce sacré à son seul propre profit et à l'en spolier[2]. Le sacré est d'abord hiérophanique

[1] Y. Morin, ibidem, pp. 37-40.

[2] Y. Morin, ibidem, pp. 42-44. De fait, il faut se mesurer jusqu'au nihilisme matérialiste qui a émergé de l'entrelacs des monothéismes et qu'exemplifie la crise moyen-orientale, mais qui resurgit et que fait s'exacerber le multiculturalisme canadien trudeauiste si ethnoracial qu'ethnoracialisant en vue d'instaurer et monopoliser son inversion du social au profit de l'ethnoracial, de l'y laminer et d'attribuer et accuser d'ethnoracisme toute tendance à restaurer le social, dès la notion de langue inhérente à la langue française (contrairement à tout « official language » au contraire anglicisant) et *a fortiori* la société québécoise distincte en faisant sa langue officielle (nullement un « official language »). Ceci se combine et s'exacerbe avec maintes autres religions n'étant nullement (mono)théistes, comme l'illustrent diverses tensions religieuses, par exemple entre hindouisme (brama) et sikhisme à Brampton en Ontario et ailleurs. Pour une vue succincte d'ensemble de cette problématique condensant la ligne centrale de tout le livre *De l'humain à l'humaniste dans le monde*, voir, sous l'item nouvelle parution, https://csrs-scer.com/blog/. S'y trouve aussi des comptes rendus de livres antérieurs y préparant et ce, en remontant dans le temps, de 2025 à 2023 : *Méditations oniriques*, ainsi que *De quel Zoroastre à quel Dieu ?* et l'inaugural *Ficin et la modernité*. Sans parler de deux ouvrages antérieurs (en 2022) mettant au jour l'exigence de questionner toute notion de symétrie (dont la

(manifestation sacrée) bien avant d'être hiérarchique (commandement sacré). La religion est souvent métonymiquement confondue avec le monothéisme fort hiérarchique d'où s'infléchir et occulter tout ce qui peut lui échapper, qui est autrement hiérophanique et qui peut très bien n'être que laïque et même païen. Tout État s'affichant et se faisant accroire s'être détaché de l'Église peut rester assoiffé du hiérarchique à se réintégrer par quelque déséquilibre des pouvoirs pour en refouler tout autre sacré, jusqu'au plus hiérophanique, si seulement laïc, voire païen. Même les *Christian Wars*, visant à déchristianiser Noël, relèvent plus de cette soif hiérarchisante se diffusant que du laïc.

Il est aussi crucial de prendre conscience que le Canada instaure un fédéralisme bancal, ce que Mark Carney pourrait empirer, comme l'a souligné Robitaille, car cela l'affecte d'emblée en sa propre Constitution et de là, son rapport avec tout projet de Constitution québécoise, si autonomiste soit-elle. Le Canada se ment à lui-même depuis longtemps. Faute d'en tenir compte et hormis l'aparté sous Brian Mulroney, il a été, est et sera d'autant difficile de dialoguer avec lui, surtout si trudeauiste, en matière de Constitution :

« Il s'est dit une Confédération lors de l'AANB de 1867, mais il était un Dominion qui n'est pas tout à fait devenu une Fédération. Ce pays unitaire impérialiste fait des Provinces des entités administratives, tant le déficit fédéral est prononcé : le gouvernement central peut supplanter les compétences des Provinces, hypercentraliser par le pouvoir de dépenser et se faire créer des brèches légales par une connivente Cour Suprême. »[1]

Que peut donc être et comment pouvoir faire cheminer un projet de Constitution québécoise autonomiste dans le cadre d'un tel fédéralisme, si bancal ? Question cruciale s'il en est une. Le problème est le même qu'aux États-Unis trumpiens, mais prend des allures plus subreptices, en tant que le Canada, depuis que trudeauiste, au lieu de s'afficher tel, comme au sud de sa frontière, tend à être hypocrite : le déséquilibre des pouvoirs (dont la séparation est pourtant cruciale pour toute démocratie) fait en sorte que l'exécutif se met à noyauter le législatif et de là, le juridique lui en devenant connivent. Le tout pèse sur toute société civile, dont celle du peuple québécois (et *a fortiori* de tout sens national susceptible de

trudeauiste se présumant au ressort dudit bilinguisme canadien) par celle de biasymétrie susceptible de s'en déployer de façon énantiodynamiquement fonctionnelle : *Gauche/droite : quelle mise en tension en quel sens ? Lorsque le miroir bascule de symétrie en biasymétrie* et *L'apparence : accès et miroir du réel. Lorsque l'incertitude de l'observateur relativise celle de l'observé.* De plus, *Gauche/droite*, p. 72, proposait déjà aussi une nuance dès la première des huit conditions soulevées par un précédent texte d'André Binette, Huit conditions incontournables pour un dialogue respectueux et fructueux, Décoloniser le Québec, *L'Aut'Journal*, février 2022, no 403, p. 8. S'y révisait ainsi d'où mieux aborder la DNUDPA.

[1] Y. Morin, ibidem, p. 213.

s'en forger) dont dit partir André Binette à la base de sa proposition de rectifier l'approche du projet de Constitution québécoise. Tenir compte du contexte nord-américain commun permet d'éclairer la différence des nationalismes, d'étatsunien à canadien et d'y situer et comprendre le québécois :

« Sa nostalgie nationaliste instrumentalise l'immigration par purge plutôt que, en miroir, par multiculturalisme si multiethnoracial que s'en déniant tout autant social »

« Sur le même modèle, le multiculturalisme trudeauiste sème aveuglément le mal qu'il prétend combattre. Il instaure un orwellien antiracisme raciste, à savoir se prenant pour antiracisme, mais racisant tout jusqu'au racisme pour y parvenir. Il fige et confond la culture dite ancestrale, d'origine, héritage, avec la race liant par le sang et de là, avec l'ethnie, censée en appréhender les différences d'ordre linguistique. Il y occulte la diversité culturelle, comme fait sociohistorique acquis et en devenir, pour tant la faire accroire innée et présomptive que la résorber en doctrine identitaire d'État s'en prétendant d'autant antiraciste face à ses propres adversaires à faire passer pour racistes que leur refusant de refuser cette orwellienne transposition en langage, d'où ne plus pouvoir en parler qu'en ces termes (déniant la culture sous son apparente affirmation en la naturalisant par l'ethnoracial) et d'où noyauter tous les pouvoirs, de la Constitution (unilatéralement rapatriée sans et contre le Québec) via l'exécutif et le législatif au droit, et s'imposer à la société civile. M. Provencher, *Le multiculturalisme est un racisme qui se prend pour un antiracisme*, Montréal, Léméac, 2012. De Trudeau père à Carney, le ministère de la culture passe d'*Heritage Canada* (sous Sheila Copps) à Culture (de dé- à re-niée sociale) et identité (doctrine identitaire d'État) canadiennes, si par la même bascule du racisme en racialisme instrumentalisant tout autant la race, mais en monopolisant la racisation et *a fortiori* l'attribution de racisme au nom de l'antiracisme le plus sectaire émergeant de la légitimation par de tels pouvoirs publics, non seulement d'institutions manipulées en ce sens, mais aussi d'entreprises privées ayant flairé la bonne affaire de pouvoir y être invitées à en faire une telle arme d'attaque bouc-émissarisante sans vergogne et en broyer toute tentative de nuance jusque parmi ses propres partisans. Voir J. Facal, « Comment un honnête homme fut broyé par l'antiracisme délirant », *Journal de Montréal*, 2023-08-04. La notion même de race est fallacieuse en faisant confondre et se réduire le sang véhicule de l'âme au seul sang d'emblée identiquement l'âme, *a fortiori* en y occultant ce qui se cultive socialement et mentalement jusqu'en l'âme. La Constitution canadienne tronque l'humain du social (en clause dérogatoire et annexe) au profit de l'individu, lui-même tronqué d'âme en corps

selon le sang par où l'en ethniser en différences présumées si naturelles que racisantes. Par « sociologie spontanée » (présumant, selon Hirschefld, que les groupes sont des individus, le pouvoir est une force et les faits sociaux sont des choses) faisant que si l'évolution adapte les humains à la vie en société, se questionne s'ils sont capables de comprendre les faits sociaux et que la répartition des différences individuelles n'y est pas uniforme avant de s'agréger (donc que les existences se font essences avant toute pensée essentialiste visant à s'imposer aux existences) ? Voir P. Boyer, *La fabrique de l'humanité*, Paris, Laffont, 2022. »[1]

Notons que faute d'une sociologie apte à résister à sa propre dérive spontanéiste et à s'intégrer jusqu'à l'incompréhension susceptible d'en être générée et de mener à une conjointe manipulation des faits sociaux, celle-ci s'instaure depuis et sous forme de l'ingénierie sociale entérinée par Bora Laskin, à la tête de la Cour suprême. Sa connivence avec Trudeau père lors du Rapatriement d'autant unilatéral de la Constitution sans et contre le Québec se double de droits et libertés si individuels qu'individualistes avec droits sociaux (de fait seulement collectifs) en clause annexe et dérogatoire. Sans parler de l'investissement massif ayant depuis lors visé à noyauter jusqu'aux facultés de droit dès les universités, mais en cherchant à masquer la politisation du droit qui s'impose depuis lors autant en tout examen constitutionnel, surtout si pour s'articuler du Canada au Québec, que jusqu'en maints tribunaux, comme l'illustrent les maintes nominations camouflées de juges auxquelles s'est adonné Trudeau fils. Ce dossier, que la Cour suprême refuse d'entendre, est rendu à l'ONU, comme celui des Autochtones y a été autrefois acheminé, face au fédéral, et vient de l'être encore, face au Québec pris en ce fédéral et peinant encore à s'y ressaisir.

Il est crucial de se rappeler que le Canada a été le pays le plus résistant aux droits ancestraux autochtones et le moins prompt à la décolonisation parmi les pays ayant émergé et s'étant autonomisés de l'ancien Empire britannique. Le Canada a essayé au moins deux fois de bloquer, puis n'a finalement accepté la DNUDPA de 2007 qu'en 2010. Entre-temps, par exemple dans les années 1990, sous Jean Chrétien, le ministère des Affaires indiennes avait mis sur pied un groupe, désigné comme le « SWAT » (Special Words and Tactics), dont le mandat était de continuer de jouer avec les mots selon une terminologie censée faire s'intégrer ledit droit autochtone au modèle de gouvernement municipal. Cela avait déjà été recherché à l'époque de Trudeau père (et de Jean Chrétien qui était son ministre des Affaires indiennes) par son *Livre blanc* (1969). La Fraternité des

[1] Y. Morin, ibidem, p. 150, avec note 1. Tout individu n'est pas individualiste, ni tout l'individu qui l'est. Or, le libéralisme et *a fortiori* le libertarisme veulent les confondre.

Indiens du Canada (créée en 1968) y a tant réagi que s'est mobilisée (par le *Constitution Express*) pour se faire inscrire (par l'article 35) en la Constitution en voie d'être rapatriée (1980-1982) et s'est transformée en Assemblée des Premières Nations (1985), car les deux réalités sont au contraire opposées l'une de l'autre et exigent plutôt un *wampum*, à savoir un cheminement commun préservant les différences et se les intégrant telles. Ledit Canada cesserait aussi de faire mentir son propre slogan donné en façade, à savoir l'unité dans la diversité, au profit de tout son contraire en réalité, à savoir l'unitarisme laminant toute diversité en cherchant à la diviser pour faire jouer ses diverses parts les unes contre les autres :

« En bref, il s'agit de vendre aux Premières Nations un loup sous une peau de mouton. (C'est d'ailleurs une approche qui persistera au cours des décennies…) »[1].

L'idéologie colonisatrice du Canada trudeauiste, en voie d'être carneyiste, est ici mise au jour et en évidence de façon flagrante, en confrontant le discours (en l'occurrence fédéral) et les pratiques (en l'occurrence aussi fédérales) réelles pour révéler leur écart. Eh bien ! Pensez-vous vraiment que cet écart sera moindre de la part d'un fédéralisme bancal en un Canada encore fort trudeauiste, depuis sa Constitution unilatéralement rapatriée et tronquée du Québec auquel l'imposer ? Le Québec ne l'a toujours pas signée et, par-delà maintes décennies pendant laquelle l'idée flottait, est enfin en train d'enclencher plus concrètement la forge d'un projet de Constitution autonomiste propre susceptible de s'y inscrire, d'autant que l'expérience autochtone avec le fédéral peut éclairer l'exigence encore insuffisamment cernée d'autant de son aménagement avec le Québec que d'instaurer un dialogue à cette fin.

Et les problèmes sont importants. Une communauté mohawk est à cheval entre l'État étatsunien de New York et, au Canada, l'Ontario et le Québec. Les Abénakis pourraient sembler moins autochtones que les Québécois français qui sont arrivés au Québec avant eux, mais ils sont tout au contraire d'autant Autochtones qu'ils étaient déjà auparavant en Amérique du Nord et qu'ils ont dû migrer de l'Est de ce qui est devenu les États-Unis vers la région de Trois-Rivières et s'y conjuguer avec les Algonquins lors des conflits armés entre Français, dont ils étaient tous deux alliés, et Anglais. Ne serait-ce que par ces deux cas, mais il y en a d'autres, il apparaît que pour les Autochtones, les frontières euronordaméricaines sont toutes artificielles, de sorte que sans la DNUDPA, il serait difficile de faire la part entre leur autodétermination et la conjointe préservation de l'intégrité territoriale, du Canada au Québec, si pour rendre le dialogue possible. S'y ajoutent maintes autres problèmes internes entre les Autochtones eux-mêmes, dont la

[1] Arthur Manuel & Grand chef Ron Derrickson, *Décoloniser le Canada*, Ed. Écosociétés, 2018, pp. 161-163.

litigieuse interface entre les Hurons-Wendats et les Innus dans la région de la ville de Québec. Sans parler de plus larges problématiques, dont l'interface entre la notion de l'Amérindien, qui a été forgée dans des universités et qui permet d'en aborder l'enjeu culturel comme s'y tient par exemple Makoua dit Yvon H. Couture, et tout à l'inverse, Ghislain Picard qui, lorsqu'il a été à la tête de la part de l'APN au Québec et au Labrador, insistait tant sur le versant politique des Premières Nations qu'il y assimilait jusqu'aux Autochtones et refusait de les considérer comme des Amérindiens, d'où pourtant, en s'élargissant pour y inclure aussi les Inuit et les Métis, s'est pourtant forgée la notion canadienne d'Autochtone. De plus, selon une anecdote peu connue, Ghyslain Picard n'a pas répondu à au moins une lettre demandant une reconnaissance de statut Métis au sein du Québec, ce qui est encore plus litigieux et visible en Ontario, surtout en interface avec les États-Unis. D'ailleurs, l'enjeu de l'enveloppe financière fédérale est d'autant à risque de s'effriter que les communautés risquent de se multiplier. De plus, c'est le Fédéral qui définit qui est Autochtone (donc qui peut obtenir sa carte encore dite d'Indien, au sens de la loi de 1876), les communautés ne pouvant par exemple adopter de nouveaux membres à leur guise et les en autochtoniser. Or, l'essor économique de certaines de ces communautés pourrait le leur permettre, si pouvant s'autodéterminer jusqu'à se réapproprier leur définition identitaire, pour autant qu'elles-mêmes aptes à se distinguer d'autres groupes cherchant à s'autoautochtoniser pour empiéter sur leurs droits de chasse et autres, selon d'incessants conflits identitaires judiciarisés (abstraction faite du sens de soi tel que se forgeant en se révélant fort processuel depuis la Renaissance ?). Enfin, comme Russell Diabo ne l'a établi qu'en 2013 dans le *Toronto Star*, le gouvernement canadien est entre-temps parvenu à faire travailler l'APN contre les Premières Nations elles-mêmes, en se servant de l'organisation pour tenter de faire taire la clameur de protestation qui s'élevait et l'empêcher de se muer en vaste mouvement social, ce qui éclaire l'émergence du mouvement *Idle no more* ayant néanmoins eu lieu face au gouvernement Harper en 2012-2013. On y aperçoit que même le noyautage des pouvoirs (exécutif-législatif-juridique pesant jusqu'en la société civile), tel que s'étant instauré depuis Trudeau père à l'encontre du devenir démocratique canadien, peut néanmoins se remanier, lorsque la société civile parvient à s'en déprendre et à rendre opérante sa résistance. Bref, il est crucial de considérer d'emblée le peuple québécois formant société d'autant civile à l'interface de l'ethnique (suraccentuée par le multiculturalisme canadien) et de la civique en regard de la citoyenne (autrement plus exclusivement considéré et imposé par l'État) et *a fortiori* de Droits de la personne qu'avait déjà favorisé une

Charte québécoise avant son inflexion plus exclusivement citoyenne trudeauiste au point de n'en être plus si individuelle qu'individualiste. Lui seul peut permettre de constituer un ressort permettant de faire s'interroger sur une démocratique différenciation et intégration des pouvoirs plutôt que leur noyautage. Il s'agit exactement du problème majeur colonialiste auquel se mesurer en un Canada trudeauiste. Tout dit nationalisme révolutionnaire québécois, si d'abord et avant tout émancipateur, semble bien ne pouvoir vraiment s'en rendre opérant que si jusqu'en les pouvoirs appelés à s'en différencier et intégrer de façon mieux démocratique, dès le Fédéral et jusqu'en le Québec d'autant susceptible de l'y inciter que de s'y autonomiser. Cette exigence s'impose quant à la démarche constitutionnelle depuis le Référendum de 1995, mais est uniquement récemment en train de s'apercevoir et se cerner.

Rappelons aussi que toutes les conférences constitutionnelles (1983, 1984, 1985 et 1987) destinées à définir le droit à l'autonomie gouvernementale autochtone ont toutes mené à l'échec, sans parler du fait que, à compter de 1987, le gouvernement fédéral laisse tout simplement tomber le dossier autochtone pour s'occuper de la question du Québec. L'acmé est bien sûr le second référendum québécois de 1995.

Un moment décisif est l'adoption le 14 juin 2000 de la loi 118 s'appuyant sur une modification de l'article 93 de la Constitution canadienne en 1998 et menant à des commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles, d'où un prototype d'une tout autre façon de modifier la Constitution. Le Québec semble y viser bien plus la Constitution de 1867 que celle de 1982, issue de Trudeau père sans et contre le Québec. Ce moment décisif mérite de s'y attarder. Le Québec semble avoir reproduit en ses propres écoles un détournement de la liberté, non plus seulement du clergé au marché dès le moment de la Révolution tranquille, mais en s'alignant sur l'idéologie canadienne trudeauiste et plus largement néolibérale au point de risquer de se reployer du marché toujours plus individualiste à l'ethnoracialisme enreligiosant : n'a-t-il pas perdu de vue que le rôle de l'école est de rassembler, bien plus que de sélectionner *a priori* au point de ne plus instaurer qu'une logique gestionnaire d'État visant à en constituer et imposer les conditions, quitte à faire éclater le système scolaire par des subventions publiques au privé, des programmes sélectifs dans le réseau public et une concurrence tous azimuts axés sur des choix scolaires fondés sur la performance[1] ? Surtout si occultant que

[1] Voir le compte rendu du livre de Christophe Allaire Sévigny, Séparés mais égaux. Enquête sur la ségrégation scolaire au Québec, par Luc Allaire, La ségrégation tranquille de l'école québécoise, dans *L'Aut'Journal*, no 441, novembre 2025, p. 16.

cette prétendue performance, en ce domaine comme en maints autres, n'est le plus souvent que contre-performance, en externalisant ses propres coûts et en les faisant subir à d'autres, si ce n'est à la société en général ? Comprenons bien que l'école ne s'est généralisée et n'est devenue obligatoire jusqu'à la fin du secondaire que sur l'arrière-fond de l'émergence de la figure de l'intellectuel au tournant du XX^{e} siècle. Or, l'universitaire (et *a fortiori* tout l'entre-deux québécois si unique y menant qu'est le Cégep) est laissé dans les limbes du Rapatriement unilatéral de la Constitution par Trudeau père qui ne l'a aucunement intégré en 1982. Par exemple, l'éradication pancanadienne du français pour le refouler dans le seul Québec s'est effectuée en bloquant partout l'éducation scolaire en français, ce qu'illustre toutes les Provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) qui ont tant été considérées comme la chasse gardée de l'Ontario qu'en être l'Ontario-Ouest, sans parler du fameux Règlement XVII à la source de l'émergence explicite de l'Ontario français pour y résister : la formation des maîtres, éminemment une formation universitaire, était à éradiquer ou bloquer, si provenant du Québec, si pour empêcher l'enseignement autant en français que du français dans les écoles. Au Canada, l'éducation scolaire est de compétence provinciale et la Cour de Londres l'a confirmé, le gouvernement fédéral, même sous Laurier, pourtant québécois, ayant laissé faire. Deux questions cruciales s'ensuivent. D'une part, pourquoi le Québec se fait-il de lui-même à lui-même ce qui fait le jeu du Canada trudeauiste, en forçant l'individualisme outrancier jusqu'en tout individu au détriment de ce qui en lui est pourtant d'emblée d'autant social que ne se constitue et ne s'acquiert qu'avec autrui à même la forge de son sens de soi, tout en risquant de se prêter ainsi par surcroît au multiculturalisme ethnoracialiste s'enreligiosant tel, donc jusqu'à l'encontre de la laïcité qu'il dit pourtant chercher à promouvoir, au point d'y prêter d'autant flanc que sans suivi suffisant de ses propres lois et s'en braquant tout aussi rigidement, alors que le rapport géopolitique de forces en place et encore fort opérant peut venir l'en miner, si l'on en juge et s'en fait juger par tout ce qui tend d'autant à en remonter jusqu'en la Cour suprême du Canada ? Sans parler de quelque exigence de se mesurer à toute dérive par sociologie spontanée étayant d'autant la manipulation canadienne trudeauiste du Québec, *a fortiori* si intériorisée et portée à se développer du sein du Québec, ce qui ne peut qu'y rendre aveugle. Rappelons que, si l'on tient compte de l'approche sociologique de Durkheim, jusqu'au suicide n'est pas tant un acte individuel purement psychique, ni même ethnique et racial, que social : on se suicide par excès autant d'ostracisation sociale que par étouffement social. Or, jusqu'au processus culturel forçant l'assimilation linguistique agit par ces mêmes deux voies : faire accroire que

l'individu abandonne de lui-même sa langue maternelle (alors que c'est soit l'autre langue qui lui apparaît plus attrayante, car prévalente, soit c'est la sienne propre qui lui en devient d'autant insupportable, car étant ostracisée) et pour ce faire, d'abord imposer la marginalisation de tout son groupe social pour créer plus indirectement et moins visiblement les conditions de cette assimilation (comme y tend la façon dont s'est effectué autant le Rapatriement de la Constitution par Trudeau père que tout le refoulement alors effectué depuis et jusqu'en tout individu rendu purement individualiste, par toute teneur sociale uniquement en clause dérogatoire d'où pouvoir la manipuler en ce sens et l'en étouffer d'autant en tout un chacun). D'autre part, le Québec prête-t-il suffisamment attention au fait que la coïncidence de l'émergence de la figure de l'intellectuel et de la conjointe généralisation du système scolaire obligatoire n'est nullement anodine : l'institution scolaire est le lieu par excellence de l'intellectualisation de soi[1] et ce n'est pas un mince enjeu sociopolitique si l'en faisant celui d'une sociale-démocratie non étriquée et dévoyée par libéralisme, néolibéralisme et *a fortiori* libertarisme au point d'en troquer deux fois plus qu'une, avec le social en tout un chacun, jusqu'à sa propre teneur démocratique possible, ce sans quoi il n'y aurait guère d'expansion un tant soit peu importante d'une capacité propre, ni politicienne, ni juridique, *a fortiori* constitutionnaliste ? Voyez-vous le tableau d'ensemble ? Si comme l'a souligné Simmel, l'urbanisation, devenue si prépondérante depuis la révolution citadine étatisante survenue environ 3,300 ans

[1] Y. Morin, L'émergence de l'Ontario français et de son processus identitaire : au seuil des luttes scolaires, 1904-1910, dans Y. Herry et C. Mougeot (sous la direction de), *Recherche en éducation en milieu minoritaire francophone*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2007, 32-39. Voir aussi G. Duquette G. & Y. Morin, Double minorisation et hégémonie interne en milieu minoritaire: le cas des institutions scolaires en Ontario français. In Duchesne, H. (dir.) *Recherches en éducation francophone en milieu minoritaire : regards croisés sur une réalité mouvante*. Winnipeg, Regroupement pour l'étude de l'éducation francophone en milieu minoritaire, Presses universitaires de Saint-Boniface, 2003, 23-50. Le 1er de ces deux textes établit à quel point c'est l'émergence de la pensée qui fait rechercher les mots appropriés pour s'exprimer bien davantage que l'inverse et que cela fait ressortir l'enjeu crucial de l'école. Le 2e examine la question de l'idéologie en milieu minoritaire français, ce qui, avec l'aide du 1er texte et de tous les livres depuis lors publiés à L'Harmattan, vient d'être étendu dans le présent livre à l'idéologie trudeauiste jusqu'en son emprise au sein de l'école québécoise par le type d'État québécois s'y étant jusqu'à présent prêté, une fois que s'étant écarté de sa voie initiale, dès la Révolution tranquille, en laissant l'école s'infléchir du clergé au marché, et *a fortiori* malgré le tournant pris pendant les années 1998-2000, au point de se reployer en sens inverse, du marché à l'ethnoracial enreligiosant qui y est inhérent à l'idéologie trudeauiste et qui s'est intériorisé avec et au point culminant de tout le déséquilibre des pouvoirs malgré la laïcité affichée. À quand l'examen de conscience ? Bref, après avoir retracé l'émergence de l'Ontario français, pourquoi ne pas retracer l'émergence d'un Québec qui serait enfin vraiment français, comme d'où mieux envisager et faire place à sa part d'anglais et autres ? Que ce soit au sein du Canada ou hors Canada (de l'AANB), ce ne peut être nullement symétrique, comme le fait accroire l'idéologie trudeauiste par son dit bilinguisme officiel, mais biasymétrique, comme notre fonctionnement cérébral, voire pancorporel lui-même, dont la différence intracorporelle s'aperçoit aussi d'emblée intercorporelle, comme en tout humain, jamais individu que d'emblée social, voire sociopolitique, ce qui ne peut qu'exiger d'aller réviser jusqu'à la distinction elginienne gauche/droite qui est advenue avec tout le conjoint sous-jacent courant durhamien assimilationniste en perdurant depuis l'époque des Patriotes.

avant Jésus-Christ au seuil de l'Antiquité et *a fortiori* depuis sa résurgence renaissante, est à la source de la triple autonomisation du droit, de l'intellect et de l'argent, on ne saurait négliger l'interface jouée par celle de l'intellect entre le droit (de la politique au juridique) et l'argent[1]. À cette interface, la situation du Québec est unique en regard de toutes les Provinces du Canada et éclaire son devenir constitutionnel, car seule Province où éducation et langue commune et officielle peuvent coïncider en français. Autrement, l'éducation relève de la Province et la langue relève du Fédéral qui ne s'est entendu avec les Provinces hors Québec si foncièrement anglicisantes que depuis la forge fédérale des langues officielles (1969) s'étant faite Rapatriement unilatéral de la Constitution (1982) avec leur appui, en contrepartie de pouvoir y faire s'y implanter les écoles correspondantes avec leur accord, mais aux seuls niveaux primaire et secondaire, sans aborder la question de l'universitaire, laisser flottante. De ce douloureux écart entre éducation provinciale et langue fédérale, était déjà né par exemple l'Ontario canadien-français aussitôt dit Ontario français, en pressentant et en s'organisant dès 1904-1910 face à l'arrivée du Règlement XVII en 1912, avant le choc du tout dernier Congrès du Canada français à Montréal (1967-1969), du fait de l'émergence du Parti Québécois (1968) et de ces canadiennes et fédérales langues, non plus tant constitutionnelles (aux seuls Parlements d'Ottawa et de Québec, lors de l'AANB de 1867) qu'officielles (1969). Du fait d'être si uniquement constitué, du sein de la Constitution canadienne, et de pouvoir y faire coïncider éducation et langue en lui-même sans le fédéral (néanmoins susceptible de chercher à y interférer), le Québec peut projeter de se constitutionnaliser de façon autonomiste. Il peut être encore plus unique, s'il s'y éveille et prend conscience de lui-même depuis cette condition majeure de la possibilité de pouvoir s'y adonner. Et il se soucierait peut-être davantage de ce qu'il se fait à lui-même à travers ce qu'il fait de ses écoles, surtout en regard de sa langue française commune et officielle et du fait d'être parvenu à les en instituer linguistiques plutôt que confessionnelles depuis 1998-2000, au point d'en tirer l'opportunité de pouvoir mieux assurer son propre devenir laïc. Certes, l'idéologie trudeauiste existe, mais que serait-elle si le Québec, surtout en ses écoles, n'y prêtait pas autant flanc à son propre encontre ?

Tous ces points devraient être explicitement partie prenante d'un projet de Constitution québécoise autonomiste pour bien clarifier qui, quoi et de quelle façon il en est question. Surtout depuis le moment décisif de 1998-2000 en marquant le coup d'envoi, l'enjeu constitutionnel s'est mué de la visée d'un tout

[1] L'argent constitue à son tour sa propre interface économique plus spécifique d'un équivalent général entre tous les biens produits qui s'en trouvent alors échangés et font s'en étendre avec le marché la consommation

intégrateur, alors d'un seul bloc en la Constitution canadienne (comme lors des échecs de Meech et Charlottetown ayant précédé le Référendum de 1995), à ce qui est en train de déboucher sur un projet de Constitution québécoise autonomiste espérée pouvoir s'en reprendre, sur le modèle de ce prototype de 1998-2000, depuis ses parties elles-mêmes à faire s'articuler en un tout jusqu'en ce qui peut en être d'autant mieux susceptible d'être débattu que, s'il le faut, pièce à pièce lorsque ce sera nécessaire, mais en un tel contextualisant tout, selon un sens général permettant de les faire s'articuler et coordonner d'une façon d'autant mieux mobile que plus aisément mobilisable face au fédéral. Cette manière de se constitutionnaliser, comme toute manière ne s'instaurant et ne s'en apercevant telle qu'en se distinguant et en reprenant cela dont il est question et qui n'en paraîtrait autrement que naturel, est culturelle.

Comme l'écrivait Kant en *sa Critique de la raison pure*, la représentation des parties est nécessaire à la représentation du tout. Manquait à Kant la considération que ce n'était pas que physique, mais sociopolitique et juridique. Manquait aussi que l'imaginaire, en l'occurrence social, vaut déjà par lui-même, avant toute représentation l'acheminant au seuil de la pensée. Enfin, une démocratie, mais vraiment représentative, en se validant auprès du réel, n'est aucunement seulement représentationnelle, par mise en scène faisant se donner en représentation et se contentant de s'imposer en surplomb à partir d'intervalles électoraux permettant à un parti politique de tant s'en tenir à ses seuls propres biais que d'en biaiser la société entière. Il faut une nouvelle culture politique faisant tenir compte de ses propres faiblesses qui accompagnent ses propres forces et peuvent un tant soit peu être aménagées, si prises en compte, par dialogue avec d'autres orientations politiques pour lesquelles c'est plus susceptible d'être tout l'inverse, mais surtout avec la société civile prise dans l'entrelacs de ces divers basculements de tous les pouvoirs (dont le sien) s'en nouant/dénouant. Une Constitution québécoise peut-elle être vraiment autonomiste sans se rendre apte à l'être ? Un Conseil de la Constitution du Québec, proposé par Jean-François Lisée et d'autres, pourrait y veiller, s'il jouait le rôle d'une sorte de Sénat en regard de l'Assemblée nationale jouant le rôle d'instaurer et mettre en œuvre la Constitution. Peut s'y apercevoir une différenciation et intégration des pouvoirs (exécutif, législatif pondéré par une telle tierce instance quasi sénatoriale, juridique et enfin, société civile dont être d'autant mieux que réellement représentatif plutôt qu'une simple représentationnelle mise en scène changeant avec un monopole s'en instaurant en surplomb à intervalles électoraux), surtout si ce peut être mieux qu'au fédéral, si bancal, qui prévaut en un Canada trudeauiste. L'exigence est de

pouvoir être adaptatif et apte à résister au Canada trudeauiste si, en un projet de Constitution québécoise autonomiste, le mot « autonomiste » est pour être sensé. Tout contenu non plus tant présume qu'acquiert sens et s'aperçoit en son contexte en s'y mesurant à sa problématisation. Comme l'a établi Alberti dès la Renaissance, un projet n'est vraiment un projet qu'en s'intégrant en sa propre démarche les résistances auxquelles il a à se mesurer pour se constituer. Ici : selon le processus sociogénératif fort culturel s'instaurant selon le sens de soi mis en jeu, *a fortiori* pour se constitutionnaliser, en un sens sociopolitique jusqu'en le juridique.

Enfin, si d'un peuple se dégage une identité nationale, ce n'est pas seulement par prise de conscience de lui-même, mais aussi par reconnaissance juridique, comme l'a signalé le tout premier, dès la Renaissance, Bodin, ce qui n'est pas sans exiger d'apercevoir que sa culture peut comporter un droit constitutionnel autant apte à se prêter à un large consensus en émanant qu'à lui proposer ainsi un projet de Constitution qui peut donc lui correspondre. Or, la notion de nation, autrefois proche de la nature selon une commune émergence, est marquée par la migration s'y intégrant largement, depuis le XIX^{e} siècle, et, depuis la fin du XX^{e} siècle et *a fortiori* au XXI^{e} siècle, varie autant par tout ce qui reflue en sens inverse pour s'en purger (comme en les États-Unis trumpiens) que par manipulation en ce même sens inverse (de Durham, via Elgin, à Macdonald, puis Laurier, jusqu'en multiculturalisme multiethnoracialiste canadien trudeauiste visant à laminer tout social depuis son confinement en clause dérogatoire comme d'où le faire se prêter à une telle ingénierie sociale d'autant enreligiosante que juridiquement entérinée dès 1982). Le sens de soi n'est national qu'en le rendant tout aussi processuel qu'il l'est lui-même depuis la Renaissance, par ce que Benedict Anderson appelle *L'imaginaire social. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Cet imaginaire s'est tant intériorisé qu'il est devenu une faculté de l'âme, mais publique et civique, comme l'appelle Ficin, dès la Renaissance, alors que s'en forgeait sociohistoriquement le sens de soi, mais tant chargé du sens d'autrui avec qui se constituer en sa part acquise de soi qu'en sa teneur processuelle s'éveillant à sa propre capacité évolutive. C'est crucial pour toute identité nationale prise dans un entrelacs de pouvoirs plus ou moins bien équilibrés d'où se constituer et *a fortiori* pour s'en constitutionnaliser. L'humain, individu d'emblée social, peut tant apprendre de son effort à persévérer en son être qu'à pouvoir s'apercevoir tel et s'interroger sur ce qui le rend humain, au seuil de pouvoir en être aussi humaniste.

—*Conseil constitutionnel du Québec : problématique et recommandations*

« Je me souviens ». Telle est la devise du Québec[1]. Elle se situe face à la devise canadienne qui s'est imposée depuis Macdonald par sa politique nationale faisant du train le vecteur de l'unification « D'un océan à l'autre ». En particulier, l'affaire Louis Riel rebondit jusqu'au sein du Québec et y fait émerger une mouvance autonomiste dès Mercier qui se conjugue avec la lutte ontarienne de Mowat pendant des décennies pour préserver un tant soit peu le champ des compétences juridictionnelles des Provinces face au gouvernement fédéral fort hypercentralisateur. De fait, avant Trudeau père et Mark Carney, politique encore binationale plutôt que seulement nationale et axée sur l'impérialisme colonialiste anglo-saxon imposant la seule jurisprudentielle « common law », au gré de si individuels qu'individualistes droits et libertés qui, au mieux, se collectivisent d'autant tels en clause annexe et dérogatoire à l'encontre de droits et libertés qui s'en révéleraient autrement tout au contraire d'emblée (et non plus ainsi toujours d'avance à rebours) sociaux, comme en le droit civiliste québécois, dès lors marginalisé et phagocyté. Telle est la condition de l'assimilation mise en place d'où, à la fois, occulter et tout à l'inverse faire accroire que cette assimilation ne serait que tout aussi individuelle au fur et à mesure que tout un chacun serait dit n'abandonner que de lui-même sa langue maternelle française. À l'image du rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne sous Trudeau père sans et contre le Québec à ainsi toujours plus refouler et assujettir jusqu'en le Québec. Le tout dans la suite du refoulement du fait français pancanadien dans le seul Québec et desdits Indiens dans des Réserves depuis Macdonald, mais à son tour à la suite de l'enveloppement de la Rébellion des Patriotes de Durham à Elgin, alors à la source de cette différenciation politique entre Conservateurs et Libéraux comme une distinction entre droite et gauche s'y étant depuis lors superposée. Pour resurgir hors de ce refoulement, il faut s'y mesurer, certes, mais plus encore se

[1] À cette première devise restée la référence commune, se serait ajoutée une teinte issue d'une « « deuxième devise », créée par le même Eugène-Étienne Taché, plusieurs années après la première, et qui devait paraître sur un monument symbolisant la « nation canadienne ». Le monument, qui n'a finalement jamais vu le jour, était une statue représentant une jeune et gracieuse adolescente, figure allégorique de la nation canadienne, portant la devise : « Née dans les lis, je grandis dans les roses / *Born in the lilies, I grow in the roses* ». Bien que le projet ne se concrétisât jamais, l'idée fut réutilisée en 1908 pour une médaille commémorant le 300e anniversaire de la ville de Québec, conçue par Taché, sur laquelle est écrit : « Dieu aidant, l'œuvre de Champlain, née sous les lis, a grandi sous les roses ». (https://fr.wikipedia.org/wiki/Je_me_souviens). Certains y aperçoivent le lys français et la rose anglaise. Par une approche ficinienne permettant de distinguer et conquérir la symbolisation sur toute allégorisation, l'imagination productrice (fantaisie) au ressort des images produites est à considérer autant en a teneur protéiforme qu'en ses affections, surtout lors de l'émergence du mnésique source d'intelligence de la situation par anamnèse, d'autant que dialogique, surtout que se conquérant sur l'amnésie.

mesurer à toute mésinterprétation de sa propre devise québécoise, si pour lui octroyer une capacité incessante de s'actualiser et de résister à un tel mécanisme impérialiste colonialiste ne cherchant qu'à aboutir à son assimilation finale.

—*Faits assurant la pertinence des droits*

Je me souviens de mes origines françaises, mais surtout d'être de langue maternelle française qui est inhérente au Canada laurentien et perdure de sous la Conquête anglaise, puis de sous la pression assimilationniste issue de Durham et surtout d'Elgin à Macdonald (Conservateur), puis de Laurier jusqu'au Trudeauisme (Libéraux). Je m'en souviens tant que je m'aperçois à quel point il est crucial de se rappeler le propos de l'historien Richard Arès qui, dès 1967 (au seuil de toute l'opposition conflictuelle entre le Canada trudeauiste et le Québec d'autant plus autonomiste que jamais auparavant que resurgissant de sous le refoulement s'en activant tout autant). Arès, statistiques à l'appui, signalait que « Le Québec est la seule province à compter plus de citoyens de langue maternelle française que de citoyens d'origine française; partout ailleurs le nombre des premiers est nettement inférieur à celui des seconds. Ce qui revient à dire que le Canada français, au lieu de s'agrandir et de s'enrichir comme au Québec, s'y amenuise et s'y appauvrit »[1]. Or, jusqu'au Québec est dorénavant rendu au moment décisif de savoir s'il va subir le même sort que partout ailleurs au Canada ou s'il va resurgir de sous le refoulement que le fait français pancanadien subit, non plus seulement jusqu'à s'en trouver toujours confiné en le seul Québec (surtout depuis Macdonald et Laurier), mais jusqu'au sein du Québec. Ce moment décisif s'est inauguré depuis 1998-2000 en modifiant l'article 93 de la Constitution de l'AANB. De sous la radicalisation trudeauiste par un multiculturalisme multiethnoracialisant jusqu'au multiethnoracialisme (selon qui monopolise la capacité d'accuser d'ethnoracisme) s'enreligiosant tel, depuis 1982, il s'agit d'y résister et de déconfessionnaliser ses écoles et les rendre linguistiques, donc au plus près et le plus en continuité possible avec la langue maternelle française dont parle Arès, si inconscient ce lien soit-il resté jusqu'à présent. Ladite origine française faite origine ethnique à noyer parmi d'autres selon le Canada trudeauiste faisant accroire qu'elle serait privilégiée par le Québec à combattre pour cette raison, ne prévaut au contraire que hors Québec, justement parce que beaucoup plus enfoncé sur la voie de l'assimilation, de sorte

[1] Philippe Arès, Le Canada français. Origine –expansion– situation présente, dans *Esquisses du Canada français*, ACELF, Montréal, Fidès, 1967, pp. 17-52, citation page 47.

que la pyramide des âges s'y inverse plus radicalement et fait que plus de gens âgés parlent français que les plus jeunes, si nés au pays, certes, mais y compris si issus de l'immigration que le fédéral cherche à contrôler autant là qu'au Québec et qui y subit et y prend néanmoins part au taux accéléré d'assimilation y ayant cours. Étonnant paradoxe trudeauiste : faire accroire à un nationalisme ethnique au Québec pour l'y attaquer et créer les conditions l'en faisant accuser d'ethnoracisme, alors qu'il y est tout au contraire diffracté et repris depuis la langue maternelle française, là où tout à l'inverse, il prévaut seulement hors Québec. Sans jamais tenir compte de cette abyssale différence entre les deux pour ne plus l'aborder qu'à l'envers depuis son interversion totale par le processus assimilateur lui-même, s'implante et se renforce le trudeauisme. Bien sûr, il peut y avoir un nationalisme et il peut même être en partie ethnique au Québec, mais il ne l'y est jamais exclusivement et pleinement que par sa forge trudeauiste, du fait d'être tant anhistorique et asociale qu'inapte à tenir compte d'une distinction aussi simple et fondamentale que celle entre l'origine française, pouvant alors être dite ethnique, et la langue maternelle française à travers laquelle elle se diffracte et qui l'en module seulement au Québec (à l'échelle sociale, bien avant qu'individuelle) *a contrario* de tout ce que ce trudeauisme en promeut hors Québec, en méconnaissant totalement les faits statistiques de base pourtant mis au jour au moins dès Arès. Jusqu'à Statistiques Canada et ses adeptes en poursuivent le biais jusqu'au sein du Québec et faussent littéralement autant la définition de la langue maternelle (faute de cette sous-jacente distinction de base quant à la question ethnique relativement à la question linguistique autrement plus clairement et distinctement sociale, car d'emblée commune plus que seulement individuelle) et des francophone/anglophone/allophone, autant par définition qu'en sa façon d'en faire la répartition statistique, comme Charles Castonguay les en dénonce incessamment, mais sans mettre au jour sa source foncièrement idéologique qu'est ce biais multiculturaliste fait multiethnoracialiste enreligiosant par lequel littéralement les intervertir totalement : si l'anglicisante « common law » est si opérante, c'est sur la base de la sous-jacente non-distinction entre l'origine ethnique (pouvant être faite multiethnoracialiste) et la langue maternelle (pouvant être assimilée à ce qu'en fait le bilinguisme officiel trudeauiste l'en tronquant de toute assise socioculturelle pourtant *a contrario* prévalante au Québec, à la façon dont il a tronqué le Rapport Laurendeau-Dunton de son biculturalisme au profit du seul bilinguisme). C'est sur cette base d'autant mieux factuellement cernée que défaussée qu'il peut être possible de mieux poursuivre le « but de renforcer l'autonomie du droit civil québécois par rapport à l'influence

de la common law »[1], car c'est la relation entre faits et droits qui peut être assainie et décolonisée, là où Mark Carney se soucie seulement de « un droit est un droit », mais déconnecté de sa pertinence exigeant d'en cerner d'emblée le rapport avec les faits, auprès desquels se repérer et s'ajuster, plutôt que s'y surimposer et les manipuler et réifier.

Si jusqu'aux faits soi-disant statistiquement recensés sont biaisés en fonction d'une telle idéologie trudeauiste s'opérant depuis un anglicisant biais juridique foncier, comment tout droit canadien, du plus local jusqu'à la Cour suprême, pourrait-il faire autre chose que les entériner et les faire s'en diffuser toujours davantage, jusqu'à l'assimilation finale de tout fait français ? La raison en semble fort simple : dans la droite lignée de l'article 93 de l'AANB, mais en en transfigurant les droits constitutionnels linguistiques (1867) en droits officiels linguistiques (1969-1982), la grande préoccupation du Canada trudeauiste est de ne retenir des Pères de ladite Confédération (qui était tout au contraire un Dominion cherchant à se faire paraître une Fédération) que la tendance à

« sauvegarder les droits à l'enseignement, en anglais, de la minorité protestante du Québec. S'appuyant sur le même principe, le Canada français a toujours associé jusqu'ici, hors Québec, école confessionnelle et école catholique. L'histoire a montré, hélas, que ce qui est vrai, juste et équitable pour la minorité (protestante et de langue anglaise) du Québec, ne l'est pas nécessairement pour celle (catholique et d'expression française) des autres provinces »[2].

Cet impérialisme colonialiste a été radicalisé lorsque Trudeau père a massacré le Rapport Laurendeau-Dunton, pourtant censé rectifier cette insuffisance fondamentale, pour l'en tronquer de son biculturalisme, *a fortiori* si évocateur du binationalisme, au profit du seul bilinguisme officiel et ce, toujours plus « official languages », en anglais, dont les « langues officielles », en français ne sont plus que des décalques. Le bilinguisme officiel établi par Trudeau père en est d'autant de part en part fallacieux, en faisant accroire qu'il s'agirait d'une

[1] Mémoire de citoyen, par Laurence Tilmant-Rousseau, 2024-08-07, p. 3. L'auteur demande en particulier de remédier aux « effets pervers causés par les privilèges génériques de common law » qu'il illustre par diverses analyses de cas, dont le sien. Sa toute dernière recommandation est particulièrement significative et révèle toute l'ampleur de cette tâche particulière : « Que le Comité [consultatif sur les enjeux constitutionnels du Québec au sein de la fédération canadienne] effectue un inventaire de tous les privilèges ordinaires et génériques de common law au Québec. Par la suite, examiner la possibilité de les écarter rétroactivement, de manière claire et explicite, dans un projet de loi omnibus afin que seules les lois adoptées par l'Assemblée nationale s'appliquent au Québec. Ce projet de loi pourrait inclure des modifications à la Charte québécoise, au Code civil, au Code de procédure ainsi que le recours à une disposition de souveraineté parlementaire envers la Charte canadienne afin de protéger la loi. » Ce mémoire avertit explicitement qu'il n'est pas un avis juridique, mais issu de l'expérience de terrain, à savoir quant aux demandes d'accès à l'information, ce qui permet à l'auteur de faire état des maints faits qui sont atteints et sur lesquels peuvent s'appuyer les droits … et avis juridiques, jamais pertinents qu'articulant les droits aux faits.

[2] Arès, ibidem, p.67.

symétrie de majorités anglaise dans le ROC et française dans le Québec avec minorités inverses correspondantes, ce qu'elles n'ont jamais été, du moins pas statutairement, même si pouvant sembler l'être par densité numérique sociodémographique, elle-même tronquée et inversée en sa primauté numérique non plus tant relative qu'absolue (« là où le nombre –ainsi biaisé– le justifie », il peut y avoir tel ou tel service), d'où le caractère anhistorique et asocial foncier du trudeauisme pouvant tout en rendre si individuel qu'individualiste et uniquement collectivisable tel, au sens ethnoracial laminant le social. Le tout, selon un toujours plus occulte Canada toujours plus foncièrement anglicisant par impérialisme juridique de la « common law » individualiste sur tout droit civiliste québécois (et *a fortiori* s'il y avait l'ombre d'une chance que ce puisse être civiliste jusqu'en le Canada français hors Québec où *a contrario* l'en rendre *de facto* carrément impossible). Ceci se radicalise, par-delà le refoulement inaugural (sous Durham, Elgin, Macdonald et Laurier), depuis le Rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne par le même Trudeau père sans et contre le Québec, à l'image du *Canadian* s'imposant et parachevant la Conquête, non plus seulement du Canada, mais dorénavant celle du Canadien, autrefois identiquement Français. Le fait français pancanadien a été si bien refoulé dans le seul Québec depuis l'affaire Louis Riel qu'il s'y découvre s'y affirmer tant Québécois qu'oublier sa propre histoire du Canada Laurentien au cœur de la Nouvelle-France, au point de lui abandonner et lui permettre de transfigurer le Canada de l'AANB en Canada trudeauiste, ce qui est sur le point de se radicaliser encore plus par le carneyiste ministère des Culture et identité canadiennes, ensuite identité et culture canadiennes, aucunement un ministère canadien d'emblée appelé à se situer et faire place à un ministère québécois correspondant.

* * *

—*Première recommandation : de la pseudo-symétrie à la biasymétrie*

Que le Conseil de la Constitution du Québec travaille incessamment à faire se mesurer la Constitution québécoise à la Constitution canadienne pour y dénoncer la d'autant fallacieuse que purement idéologique symétrie du bilinguisme officiel trudeauiste et pour déborder aussi du même coup ladite prétention d'un Fédéralisme asymétrique (jusqu'en ledit Conseil de la Fédération), en suscitant et instaurant plutôt une incessante tension dialogique tout au contraire d'emblée biasymétrique. Ce qui s'exerce unilatéralement depuis le si

anglicisant Canada trudeauiste verrait resurgir, hors du refoulement qu'il effectue, autant le Québec, comme l'assise de ce qui fût le Canada français, que la conjointe et nécessaire limitation de cette homogénéisation au seul Canada anglais, comme à l'époque de la Constitution de 1867 et contrairement à ce qu'en impose unilatéralement la Constitution de 1982 au Québec[1] et qui tronque tant l'humain au profit du seul individuel rendu individualiste à l'encontre de toute sa dimension sociale alors reléguée en clause annexe et dérogatoire. Ceci fait prédominer à outrance et ce, jusqu'en la Cour suprême la lui superposant improprement, l'anglicisante « common law » sur le droit civiliste québécois, ce qui se poursuit jusqu'au sein du Québec[2]. S'en travaillerait profondément tout l'imaginaire sous-jacent et au ressort de quelque pensée que ce soit : la biasymétrie fait se différencier et s'intégrer d'une façon énantiodynamiquement fonctionnelle ce qui n'est autrement que pure symétrie *stricto sensu* énantiomorphique, ce qui engage toute l'image du corps en ses *Gauche/droite : quelle mise en tension en quel sens ?* et ce, d'intracorporel à intercorporel et donc d'individuel à social. La biasymétrie peut faire penser sans se réduire aux deux peuples fondateurs, aux deux nations et enfin, au biculturalisme qui sous-tend plutôt que se fait massacrer au profit du seul bilinguisme officiel trudeauiste pseudo-symétrique selon de fallacieuses majorités (insinuées majoritaires ?), française au Québec et anglaise au ROC, avec minorités (insinuées minoritaires ?) inverses correspondantes, faute de distinguer le statut (majoritaire/minoritaire) de majorité/minorité numérique en la densité sociodémographique et en celle-ci, la prépondérance des ratios relatifs sur les nombres absolus, etc., ce pourquoi tout est biaisé dès les faits de sous et jusqu'en les droits.

[1] Guy Laforest, dans son Mémoire portant sur un nouvel imaginaire des relations intergouvernementales, le 26 août 2024, p. 12, rappelle que « Comme le Québec de l'époque 1860-1867 tenait mordicus à la juridiction autonome sur la propriété et les droits civils, éventuellement consacrée à l'article 92(13) de la Loi de 1867, le Québec est clairement exclu du libellé de l'article 94, lequel permet au gouvernement fédéral, avec le consentement explicite des assemblées législatives des provinces de common law concernées, de légiférer pour homogénéiser le champ de la propriété et des droits civils. Comme les débats au Parlement du Canada-Uni en 1865 le révèlent aussi clairement, le Québec est donc exclu de telles initiatives homogénéisatrices. » Au lieu d'une asymétrie dont le Québec peut tirer avantage, il me semble s'agir d'une biasymétrie révélant l'illégalité de Trudeau père d'homogénéiser depuis le Canada anglais jusqu'en et au détriment autant du Québec que de la Constitution de 1867, comme si légal depuis 1982.

[22] Voir le Mémoire de Droits Collectifs du Québec et le Mémoire de citoyen, par Laurence Tilmant-Rousseau. Jusqu'au dit Fédéralisme asymétrique, à la source du Conseil de la Fédération s'inspirant de Benoît Pelletier et passant de Jean Charest à Stephen Harper, n'est que la contrepartie du refoulement trudeauiste, sans rien régler, ni chercher à régler quoi que ce soit, faute de la mise au jour de la biasymétrie exigeant de s'équilibrer à partir de la Constitution de 1867 et d'en rectifier la Constitution de 1982, s'il s'agit du Québec et non de sans et contre le Québec dont forcer l'exil intérieur, de fait son enkystement au tréfonds de son refoulement dans le Canada, surtout depuis que trudeauisé.

Corollaire #1 : De faits statistiquement assainis aux droits

Pour ce faire, exiger de refondre toute la démarche de Statistiques Canada et aussi celles qui y prêtent flanc au sein du Québec pour tout en reprendre depuis la distinction cruciale mise au jour par Arès entre l'origine (ethnique) et la langue maternelle (d'abord et avant tout, française et anglaise relativement aux autres), dans le but très explicite de se doter d'une démarche s'assainissant dès la cueillette des faits et pouvant ainsi mieux les mettre en rapport avec les droits, d'abord et avant tout quant à la tension entre l'anglicisante « common law » et le droit civiliste québécois, mais aussi à promouvoir comme ressort civiliste français pancanadien, s'il est pour y avoir au Canada un véritable ministère identité et culture et, pour ce faire, si pour rectifier tout le biais constitutif du rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne sans et contre le Québec. Sinon, s'en cernera et révélera au moins toujours mieux le ressort du refoulement.

Corollaire #2 : droits et libertés individuels ET sociaux : 1982 ET 1867

Exiger de façon conjointe et indissociable que la Constitution de l'AANB de 1867 prévale sur la Constitution de 1982 afin de la rectifier au point d'y équilibrer les individuels ET les sociaux droits et libertés, avec reconnaissance explicite des soucis et apports privilégiés respectivement issus du Canada anglais et du Canada français par cela qu'ils sont. Exiger aussi que le moment décisif inaugural de 1998-2000 par lequel le Québec a pu déconfessionnaliser ses écoles et les rendre linguistiques soit reconnu tel au Canada anglais pour en éclairer le choix propre par leur contraste et devienne un vecteur privilégié à ce titre, autant en la Constitution canadienne qu'en la Constitution québécoise, afin d'assurer le déploiement biasymétrique en question. S'ajouterait ainsi à la clarification des questions de statut et de densité numérique sociodémographique (avec primat numérique du relatif sur l'absolu), celle du déploiement institutionnel et de son état de complétude, surtout quant à sa teneur culturelle, en l'occurrence sa transmission culturelle par l'éducation, de familiale à scolaire. Cela aurait le mérite de régler sur le terrain politique plutôt que juridique ce qui est d'abord une question politique bien avant que juridique, au lieu que le Fédéral persévère à l'y mettre en porte-à-faux à force de faire peser la politique fédérale jusqu'à l'encontre de la politique québécoise et subvertisse à cette fin jusqu'au juridique à tous les niveaux, autant dès la formation universitaire en droit qu'en son implantation, du local (dont les nominations en catimini de juges par Justin Trudeau) à la Cour Suprême.

Corollaire #3 : Culture et identité canadiennes sans les Canadas[1] ?

Confronter le Fédéral sur ce que peut être un ministère culture et identité (ou identité et culture) canadiennes, non plus idéologiquement jusqu'à en réifier le réel par homogénéisation unitaire bénéficiant à l'anglicisation sur la francisation comme du majoritaire au minoritaire par asymétrie unilatérale, mais à l'inverse, en partant des réalités en cause, surtout si le Fédéral prétend que ce peut être sans autant un tel déploiement biasymétrique faisant resurgir les Canada français, dès son foyer québécois, et Canada anglais (corollaire #1) qu'une telle tension constitutionnelle dialogique d'autant entre les deux qu'entre 1867 et 1982 (corollaire #2).

Du point de vue de la dynamique interne québécoise confrontée à un tel contexte qui la problématise et dont dégager sa propre quête de sens,

« Il faut noter que dans l'histoire du Québec depuis Champlain, l'importance de l'Église a toujours été inversement proportionnelle à la faiblesse de la collectivité; c'est-à-dire que son rôle a toujours diminué dans les périodes d'expansion et de développement des pouvoirs et des projets collectifs (1660-

[1] Selon Rosario Bilodeau, Robert Comeau, André Gosselin, Denise Julien, *Histoire des Canadas*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1975, p. 15, il y aurait eu une évolution en trois phases : de l'Ancien Monde au Nouveau Monde, donc d'Europe en Amérique, en l'occurrence en Nouvelle-France dont le Canada (alors laurentien) était le cœur, lors d'une colonisation française (jusqu'en 1760), puis anglo-britannique (jusqu'à 1854), en distinguant les Bas-Canada (le Québec) et le Haut-Canada (l'Ontario) en 1791 avant d'en tirer les Canadas-Unis, voire le Canada-Uni ou la Province du Canada (1839-1854) et enfin, son devenir, non plus tant de militaire à géopolitique qu'à économique et plus continentalement anglo-nord-américain en s'imbriquant avec les États-Unis (des années 1854-1866, lors du Traité de Réciprocité, juste avant le Canada issu de l'AANB de 1867, à nos jours). *Histoire des Canadas*, car à travers tous ces Canadas, selon ces trois phases, et lors de la troisième phase, au moins entre Canadas français et anglais avant de dériver dans des Canadas francophone et anglophone selon un bilinguisme officiel à compter des années 1960 et *a fortiori* depuis le rapatriement unilatéral de la Constitution par le fédéral avec le ROC sans et contre le Québec, de sorte que le Canada se présume tant unitaire et par là, anglais (par cette connivence du fédéral et du ROC) s'imposant à ce qui en est et en a été français, car le Québec seul correspond au Canada initial, à savoir au Canada laurentien (perdurant jusqu'en le Bas-Canada et jusqu'en ledit Canada-Uni visant pourtant déjà son anglicisation selon Durham) d'où, par-delà l'Acadie, le français s'est étendu vers l'Ouest alors appelé les pays d'en haut (d'où la dénomination du Haut-Canada, à savoir de l'Ontario par ses Grands Lacs d'où les eaux s'écoulent vers le Saint-Laurent et de là, de tout ce qui en est encore plus à l'Ouest), hormis le fait encore plus antérieur d'avoir emprunté le mot Canada aux Premières Nations, en l'occurrence au Wendake-Huron. Qu'en subsiste-t-il en un ministère culture et identité, *a fortiori* inversé en identité et culture canadiennes, si n'étant pas exclusivement *canadians,* dont ne plus être que la traduction en français ? Au contraire, ce sont les Canadiens, identiquement les Français établis au pays où depuis lors avoir côtoyé les Premières Nations, qui, à compter de LaFontaine et du rétablissement du français (1842) à l'encontre de son antérieure abolition depuis Durham, voire l'instauration du gouvernement responsable (1848), ont partagé leur identité avec les Britanniques et s'en sont dits Canadiens-Français en regard de Canadiens-Anglais, si ceux-ci ne se disent pas seulement et purement *Canadians* d'où tout reprendre à partir d'eux seuls. Ça aussi, fort loin de ladite pure collaboration censée avoir prévalu depuis la Conquête selon Mark Carney, où est-ce ? Conquête du Canada que Trudeau père a fait Conquête du Canadien en *Canadian*… dont le *French Canadian* serait une variété ?

1760; 1800-1838; 1945-1968) et augmenté dans les périodes de faiblesse et de repli idéologique (1534-1660; 1760-1800; 1840-1940) » (Bourque, 1970, p. 328). »[1]

Si les deux progressions et les deux alternances des deux premières périodes respectives semblent assez bien coller à la réalité (du régime français, puis du régime britannique jusqu'au rapport Durham, au seuil de Canadas Unis censés constituer un Canada Uni), qu'en est-il de la 3e, à savoir celle de 1840-1940, pouvant aussi être dite *Le siècle de Mgr Bourget (1840-1960)* se caractérisant selon Jean-Claude Dupuis par l'initiale emprise catholique ultramontaine (se plaçant sous le pape et donc Rome) avant ladite erreur papale de 1870, ironiquement en train de proclamer le dogme de l'infaillibilité papale, mais favorisant le catholicisme libéral et menant en politique à la prise de pouvoir par le Parti libéral (1896-1936) conforté par l'encyclique *Affari vos* (1897)[2], en regard de 1945-1968, voire de tout le siècle s'ensuivant (1940-2040) ? Que devient le rapport entre l'Église et les pouvoirs et projets collectifs, mais en tant que portés par une montée nationaliste canadienne-française devenue québécoise et aspirant à conjuguer toujours plus sa culture et sa transmission éducative scolaire avec la laïcité au fur et à mesure que son affirmation étatique est toujours plus appelée à se mesurer à un État fédéral canadien assoiffé de ne plus tant camoufler son propre nationaliste et l'en exercer

[1] Cité par D. Vincent, Le sacre au Québec : transgression d'un ordre religieux ou social ?, dans Le statut culturel du français au Québec | Conseil supérieur de la langue française, www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcpplus. De même, le Canadien était l'autochtone amérindien, puis le Français né au pays, à savoir le franco-catholique de la vallée du St-Laurent, donc du Canada laurentien d'où rayonner en Amériques (jusqu'à la fin du XVIIIe siècle), avant que les Britanniques soient suffisamment nombreux et s'en démarquent en tant que *Canadians* les considérant comme des *French Canadians* se traduisant en Canadiens français dont émergent les Québécois (années 1960), puis les Québécois francophones (au tournant des années 2000).

[2] http://manuscritdepot.com/a.jean-claude-dupuis.3.htm. Jean-Claude Dupuis est historien humaniste catholique se disant hériter du nationalisme canadien-français groulxien intégrant encore Église et État. *Le Siècle de Mgr Bourget (1840-1960)* étaie la critique *Pour en finir avec le mythe de la Révolution tranquille* et avec le vide spirituel et culturel, lorsque le Parti Québécois dissocie l'indépendantisme du nationalisme identitaire et abandonne le Canadien français au profit du seul Québécois francophone, lequel, faut-il ajouter laisse en miroir le fédéral trudeauiste radicaliser la Conquête du Canada par la Conquête du Canadien en même temps qu'amplifier *le Bilingual Canadian Coast to Coast* qui, depuis environ 1850, cherche à réduire et assimiler le Canadien jusqu'alors le seul Français établi au pays au *French Canadian* pour s'en dire *Canadian* et en faire son décalque francophone au gré de ce bilinguisme qui, de 1867 à 1969 et *a fortiori* 1982, se radicalise de constitutionnel à officiel. Plus erreur papale de 1870 qui, en favorisant le catholicisme libéral, favoriserait le libéralisme politique (fort individualiste) faisant se dichotomiser vie privée (religieuse) et vie publique (étatisée) et s'inverser la primauté de l'Église sur l'État, lui-même sur l'économie, en celle de l'économie sur l'État, lui-même sur l'Église, au point de faire de la laïcité une guerre contre la religion. À moins, faut-il ajouter, que ce soit une manipulation supplémentaire depuis le fédéral sur le provincial, en tout humain, par l'individuel si individualiste qu'ethnoracialement collectivisé tel contre le social autant en culture qu'en identité, surtout au Québec. Ces deux ajouts sont de moi et ne vont pas tant dans le sens de l'auteur que retiennent et rattachent son apport aux humanistes prémices renaissantes, surtout ficiniennes, de la modernité. Le tout s'incarne jusqu'en les tensions fasciales du corps d'autant mieux organique, déjà signalé. La difficulté la plus cruciale, d'existentielle à essentielle, est que pour toute société rien n'est plus sacré que le lien social se tissant entre les individus la composant, de laïque en religieuse selon un sens hiérophanique (par manifestation sacrée) de soi, alors qu'en sens inverse, de religieuse en laïque, glisse et s'impose la hiérarchie (commandement sacré).

subrepticement comme sous l'ère trudeauiste que, sous l'ère initiée par Mark Carney, d'imposer plus ouvertement ses programmes nationaux (surtout face aux États-Unis trumpiens) et d'en être encore bien plus centralisateur et unitaire que fédérateur et « postcolonial » ? Tentative de faire s'intérioriser ce subreptice jusqu'en culture et identité et de faire consentir à se l'imposer et fût-ce au prix de s'en subvertir jusqu'en tout un chacun, surtout pour limiter la portée de la clause dérogatoire à risque de rétablir le social face à l'individuel en tout humain, d'abord au Québec, mais aussi ailleurs, pour l'instant principalement en Alberta (d'où avait déjà surgi le Reform Party ayant fusionné et fait se convertir le Parti Progressiste-Conservateur en seulement Conservateur, dont les politiques sont néanmoins en train de se faire avaler par le Parti Libéral depuis Carney) ? La différence par rapport à l'hyperindividualisme étatsunien laminant d'emblée et directement le social en tout humain est que l'individualisme canadien, s'imposant depuis Trudeau père, mais non sans s'en contrarier, crée une constitutionnelle clause dérogatoire où confiner le social et se le rendre manipulable pour s'en alimenter de manière subreptice, ce qui exige et revient donc à ne l'en laminer qu'indirectement. Cette manière, comme toute manière, est culturelle. D'où un ministère culture et identité, sinon identité et culture canadiennes, sous Carney. L'identité est au cœur de toute culture, mais ici, une culture identitaire individualiste exige de s'avaler jusqu'en la culture, le fait qu'elle se génère socialement, ce à quoi contribue le multiculturalisme laminant le social en ethnoracial, lui-même simple collectif de tels individus censés n'être psychiquement qu'individualistes. Tout s'en radicalise tant à l'image et dans le sens de Constitution de 1982 que, de l'individu individualiste se mettant à prévaloir et à s'imposer à tout autre censé ne plus que l'environner, s'en généralise la tendance à privatiser les profits et socialiser les coûts et ce, jusqu'en l'environnement naturel, d'où Steven Guilbeault qui ne peut plus en être la caution et démissionne.

Il devient d'autant crucial de réévaluer la forge et l'émergence des divers partis politiques depuis qu'Elgin les a fait se superposer aux Canadiens, autrefois identiquement Français, et se distancier de leurs Lumières issues des Patriotes et pour faire courir et s'accentuer en sous-main l'assimilation. Celle-ci s'accentue de Durham, via Elgin (déjà parfaitement syntonisé avec la quête par LaFontaine et Balwin d'un gouvernement responsable), autant chez les Conservateurs (dès Macdonald) qu'*a fortiori* chez les Libéraux (de Laurier aux Trudeau), voire en ceux-ci en train de s'avaler massivement les politiques de ceux-là (depuis Carney). Face aux dénominations politiques stériles et dorénavant totalement inefficaces au XXI^{e} siècle entre gauche/droite faites libérale/conservatrice, sans parler de la dérive de

la question du sexe via celle des anglicisants « genders » en genres, il serait possible de réviser toute émergence politique, de quelque orientation qu'elle soit, à partir de la biasymétrie neurophysiologiquement constitutive de tout humain faisant que tout un chacun n'apparaît statistiquement privilégié d'orientation droite qu'en pouvant s'apercevoir d'intracorporel (donc individuel) en intercorporel (donc social) alors susceptible de l'en suraccentuer tel jusqu'à l'en déséquilibrer vers une droite plus extrême, certes, mais aussi de l'éveiller à sa propre exigence de s'en équilibrer vers la gauche, sans s'en radicaliser vers une gauche plus extrême. Un politicien et de là, un parti politique conservateur, dit de droite, serait celui qui, en accentuant la distinction intracorporelle statistiquement privilégiée (souvent dite dominante) chez la plupart, accentue par le fait même autant sa teneur individuelle que son orientation statistique vers la droite, sans parler de l'usage pouvant s'en trouver renforcé de sa droite faisant en être droitier. Un politicien et de là, un parti politique, si de tendance démocrate non seulement libérale (toujours à risque de dériver et d'uniquement collectiviser tel quel l'individualisme conservateur de droite et d'en dénaturer toute social-démocratie), mais d'emblée sociale, serait celui qui n'aperçoit plus en l'individuel intracorporellement statistiquement orienté vers la droite qu'un symptôme et un indice de son devenir intercorporel, d'emblée social, surtout en face à face entre les individus, donc en miroir intervertissant gauche/droite entre les deux. Comment s'apercevoir en son miroir, sans et *a fortiori* plutôt que s'y faire dominer et instrumentaliser ?

Toutes ces nuances, même si elles ont été philosophiquement mises au jour par maintes publications récentes s'intégrant maintes données physiques et physiologiques ontogénétiquement, sociogénétiquement et phylogénétiquement pertinentes (Yvan Morin, de 2022 à 2026), ne pourraient être plus largement étayées que si émergeait un Institut d'énantiodynamique (IE) dont la tâche serait de dépasser tous les éléments s'y trouvant déjà mentionnés et rassemblés pour les en sonder encore davantage et s'y aider d'une modélisation par Intelligence dite artificielle (IA) –au lieu de seulement se livrer tout entier à ce qui s'en autonomise et s'impose à soi–, en s'intégrant les tensions fasciales autant intracérébrales que pancorporelles organiquement interconnectantes à d'autant mieux modéliser qu'en retracer d'abord la mobilité jusqu'en son devenir. D'où l'exigence d'incessants renvois et ajustements mutuels entre ce qui fort actuellement s'en fait fasciale tenségrité (tension et intégrité), par laquelle se forge la corporelle présence à soi d'où être mieux présent au monde au point de pouvoir mieux s'y situer, et ce qui s'en modélise plus virtuellement par IA. Par exemple, même sans

parler de tout le détail du processus intracorporel, un nystagmus visuel dextrogyre se redouble et se renforce en se contextualisant par une tension oculomanuelle scripturale dextrogyre qui, surtout si de la main droite comme c'est le cas le plus usuel, fait écrire plus continument de la gauche vers la droite avec retour abrupt de droite à gauche pour recommencer en passant d'une ligne à l'autre. De même lors de la lecture, dont celle à laquelle vous êtes en train de vous adonner du présent texte, même s'il est déjà possible d'en accélérer le nystagmus, si l'en lisant en diagonale et y saisissant visuellement d'un coup des groupes de mots plutôt que seulement lettre à lettre et ce, de mot à mot, etc., comme lors de l'écriture, déjà plus lente, synergique et physiquement englobante. Nystagmus inverse dans les langues sémitiques écrites. En chinois, la colonne prime sur la ligne jusqu'en ses gauche/droite, voire nystagmus lévogyre/dextrogyre en leur état d'équilibre s'en imageant, alors dit Dao, translitéré en Tao. *A fortiori* lorsque l'écriture est produite de façon non plus tant manuscrite que digitale (*digits* en anglais, numérique en français) par l'intermédiaire du clavier et de l'écran en y dis-/ré-associant les mains jusqu'en les doigts sur le clavier et la page transférée du papier le plus souvent à l'horizontale à la verticale plus ou moins angulée de l'écran. La pression de contact varie d'autant avec la tension intracorporelle en passant de plus massive (de tout le corps de debout ou couché à assis, donc en la posture le fixant et y exerçant le plus de pression sur la colonne vertébrale, d'où il se mobilise depuis son épaule en son bras jusqu'en sa main lors de l'écriture manuscrite) à un peu moins massive (par tout un chacun des doigts se mobilisant plutôt depuis tout un chacun des poignets, sauf si utilisant une souris, engageant jusqu'à l'épaule). Cette pression de contact varie selon la posture et, si elle s'exerce plutôt debout (mais pouvant passer par les autres postures), elle s'élargit dans les sports, surtout si de contact, de dual à d'équipe. Si le combat passe de physique, via le mental, à verbal, nous voici au seuil de la politique parlementaire, selon Élias. S'y aperçoit à même les actes et les mœurs la société civile perdurant jusqu'en politique.

Par-delà cette assise déjà existante, il est possible de s'interroger sur ce que sont les Partis politiques à l'Assemblée nationale du Québec, mais aussi au Parlement d'Ottawa. La Coalition Avenir Québec (CAQ) s'est constituée par un double afflux de souverainistes issus du Parti Québécois (PQ) et de fédéralistes issus du Parti Libéral du Québec (PLQ) et, selon les aléas électoraux, elle peut être à risque de les y voir refluer. On peut s'étonner que le PQ qui était de gauche a viré à droite et que le PLQ n'a pu en être un que de nom lorsque le conservateur Jean Charest, puis les autres lui ayant succédé, ont pris sa tête, jusqu'à Pablo Rodriguez directement issu du Canada trudeauiste en voie d'être carneyiste et apte à n'être

plus libéral que s'avaler jusqu'au programme conservateur. Si Pablo Rodriguez a été emporté par un parfum ambiant de manières de faire libérales douteuses importées du Parti Libéral du Canada (PLC), reste à voir ce qui se passera sous Charles Milliard qui a pris sa relève et a déjà perdu son innocence au contact de ses troupes, dont son aile anglaise, voire anglicisante quant au statut du français (glissant de seule langue officielle à pourquoi pas bilinguisme officiel canadien s'en québécisant et compensant l'hors Québec s'anglicisant, du fait toujours plus accompli imposé au droit censé s'ensuivre), à la laïcité, à l'usage de la clause dérogatoire, etc. Du fait que les Partis politiques se sont démultipliés, le PLQ ne peut plus seulement s'opposer à la façon du PLC trudeauisé au PQ, sur le modèle du Canada hypercentralisateur et homogénéisant dans le sens de l'anglicisation (selon des taux relatifs aux asymétries toujours plus accrues hors Québec) au Québec (qui, si français soit-il, se bilinguise au point de compenser et de seul faire que le bilinguisme maintienne la moyenne canadienne de 18%, selon même Statistique Canada). Par le perdurant gouvernement fédéral libéral, si ratée soit son implantation provinciale québécoise à relent trudeauiste (via Pablo Rodriguez), mais restant apte à s'avaler au fédéral jusqu'au programme conservateur sous Carney, on aperçoit la posture elginienne faisant se superposer gauche/droite, dites libérale/conservatrice jusqu'à s'en confondre l'une en l'autre, sur l'arrière-fond assimilateur se propageant de façon sous-jacente de Durham au Conservateur Macdonald jusqu'en les libéraux, de Laurier aux Trudeau et Carney. La population canadienne d'expression française, aux environs de 50% à l'époque de Durham, est à peine au-dessus des 30% à l'époque de Laurier et à peine au-dessus des 20% en ce début de XXI^{e} siècle. Ses principaux vecteurs ont été l'immigration massive britannique conjuguée avec les enclosures limitant le peuplement du Québec et *a fortiori* de l'Ouest canadien et facilitant l'hémorragie de sa population vers les États-Unis, de 1840 aux années 1930[1] (siècle de Mgr

[1] En 1867, en se pensant l'un des deux peuples fondateurs, les négociateurs canadiens-français confient « au gouvernement fédéral la compétence législative prépondérante en matière d'immigration (article 95 LC 1867) » et acceptent « le bilinguisme officiel au niveau parlementaire, législatif et judiciaire (article 133 LC 1867) ». Mémoire de Justice pour le Québec, L'immigration : un défi existentiel pour le Québec, 23.08.2024, p. 6. Notez la conjonction entre langue, par le bilinguisme (constitutionnel, selon l'AANB de 1867, pour le distinguer de l'officialisation trudeauiste en 1969, puis en Constitution de 1982), et l'ensemble des pouvoirs, par l'exécutif qui noyaute le parlementaire jusqu'en le législatif et, de là, le juridique. Le français était reconnu aux seuls Parlements autant d'Ottawa que du Québec, ce qui laissait le champ libre aux Provinces hors Québec d'éradiquer le français dans les écoles et le faire s'« enjoualiser » au sein du Québec, à Montréal, de population à majorité anglophone en 1860. Ledit bilinguisme s'en est conjointement confessionnalisé dans les écoles par l'article 93, surtout pour protéger ladite minorité (numérique et aucunement statutaire) anglaise du Québec, comme cheval de Troie censé l'en miner intérieurement. Depuis l'entente administrative de 1991 quant à l'immigration, sans la temporaire lui échappant totalement et ayant pourtant explosée sous Justin Trudeau et sous la fallacieuse apparence de mener à la résidence permanente malgré des discriminations flagrantes envers les étudiants étrangers francophones en faveur

Bourget axé sur l'ultramontanisme et la survivance, tant la bourgeoisie québécoise, contrairement à l'européenne, y réagissait moins, par connivence avec le pouvoir anglais partout prévalent), puis encore par l'immigration, mais multiculturellement multiethnoraciale d'emblée ethnoracialiste trudeauiste (selon qui monopolise la capacité d'accuser d'ethnoracisme, si résistant à son emprise ethnoraciale et cherchant à la conditionner par l'intégration sociale plutôt que l'inverse ainsi imposé en vue de l'en désintégrer et laminer). Si ce n'est pas de l'assimilation, qu'est-ce que c'est ? À un point tel que Carney a fait sa campagne électorale sans se soucier du fait français et fait traîner tout ce qui concerne lesdites langues officielles, car ils ne les considèrent plus qu'en les intégrant à sa visée des culture et identité à canadianiser, au sens du Canada de l'ANNB tel qu'infléchi depuis qu'il s'est trudeauisé, non du Canada laurentien (au cœur de la Nouvelle-France) d'abord à reconnaître et, selon lui, censée se réduire à sa seule Conquête tout aussi présumée l'en rendre uniquement collaboratif, sans aucune spécificité propre à préserver. Quand le Canada anglais prend le Canada français pour acquis (car conquis) plutôt que ce à quoi il lui faudrait travailler pour que le français s'y acquiert, le Canada n'est plus qu'anglais ou sur le point de l'être plus radicalement que jamais. Le trudeauisme l'en assure, d'autant que son assise elginienne se propulse depuis son sous-jacent arrière-fond assimilateur, de Durham au Conservateur Macdonald aux Libéraux, de Laurier aux Trudeau et Carney (jusqu'à présent). S'y aperçoit la tension gauche/droite en appel d'être aménagée en sa verticalité.

* * *

d'anglophones, le Québec sélectionne et intègre, le Fédéral admet. René Lévesque disait que le Fédéral noie le Québec par l'immigration, le Québec enregistre la noyade. Via l'immigration s'infléchit la densité numérique sociodémographique au profit du statutaire d'autant unilatéralement imposé : faire passer fallacieusement majorité/minorité démographique sous ce visage statutaire pourtant tout leur inverse, de façon à ce que le statut majoritaire impose en sous-main son immigration contre ladite majorité numérique pour l'inverser et se la rendre conforme. Ladite noyade commence et s'instaure à partir du même modèle dès la société civile, d'abord la forge de la famille se trouvant manipulée par des compétences juridictionnelles tout aussi schizophrènes : « La *Loi constitutionnelle de 1867* octroie au Parlement du Québec la compétence sur les droits civils, ce qui inclut habituellement l'entièreté du droit de la famille. Cependant, elle retranche la compétence sur le mariage et le divorce afin de les donner au Parlement du Canada, laissant toutefois la célébration du mariage à la province », le tout ouvrant la porte par laquelle le fédéral déborde et empiète sur maintes autres matières, « telles que les pensions alimentaires, le partage des biens, la garde des enfants ou encore la compétence du juge », Mémoire de Thomas Lessard, Alexandre Cadotte et Michaël Lessard, 5 septembre 2024. La densité numérique sociodémographique bascule, car ne conjugue que démantèle statutairement la famille, via laquelle se module le ratio natalité/mortalité, avec la même sorte de migration.

Seconde recommandation :
Conseil constitutionnel fait Sénat à trois axes

Que le projet de Constitution québécoise autonomiste ne se dote d'un Conseil constitutionnel du Québec qu'en en faisant une sorte de Sénat à autonomiser et en lui confiant d'être très actif selon trois axes privilégiés :

— Bien sûr, mais pas uniquement, il lui faut veiller à la Constitution québécoise à instaurer et à ses éventuelles modifications en même temps qu'aviser l'Assemblée nationale du Québec face à ses projets législatifs en regard des contrecoups issus du Canada trudeauiste, si persévérant par sa Constitution de 1982 à l'en refouler, voire parasiter en sa québécoise Charte des droits et libertés qui l'a précédée et qui en a été elle aussi dépecée (comme le Rapport Laurendeau-Dunton auparavant), en plus d'occulter la teneur réelle de la Constitution de 1867.

— Cependant, il lui faut d'abord, aussi et surtout se mesurer, non seulement rétroactivement, mais très proactivement à tout ce qui est mentionné en la première recommandation ci-haut et qui consiste à tant se mesurer qu'à inciter à une tension dialogique entre la Constitution canadienne trudeauiste, actuellement fort anglicisante par sa teneur tronquée et par tout son sous-jacent déséquilibre des pouvoirs à son ressort, et la Constitution québécoise, appelée à d'autant l'ébranler que remettre en question tout ce qui a été phagocyté de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne pour s'imposer aussi abusivement et unilatéralement, ce qui illustre jusqu'à quel point l'inaugurale Conquête du Canada s'en est radicalisée en se faisant aussi celle du Canadien, autrefois identiquement le Français, en et au profit du seul *Canadian*, d'autant de part en part si uniquement anglais qu'anglicisant.

— Et il lui faut conjointement développer sa propre capacité à faire s'instaurer un incessant dialogue avec la société civile québécoise de sous et au ressort de tous les partis politiques québécois, surtout celui porté au pouvoir et risquant autrement de ne s'instaurer qu'en surplomb entre les élections et d'en être d'autant à risque d'en biaiser tout le devenir social québécois, dont il prétend pourtant rétablir les droits et libertés en regard de tout ce qu'en tronque le Canada trudeauiste. Tout politicien et *a fortiori* tout parti politique du Québec doit devenir en son âme et conscience québécois et ce faisant, délimiter sa propre orientation politique pour lui éviter qu'elle ne devienne abusive et pour mieux dialoguer avec les autres partis politiques et surtout, tous avec la société civile. En particulier par la médiation du Conseil de la Constitution, si rendu quasi sénatorial au point d'en perdurer en sa teneur consultative (auprès de la population bien avant que

seulement par le gouvernement), mais selon un type de Sénat d'une trempe beaucoup plus active qu'au fédéral, car jusqu'en toutes ces interfaces et d'abord entre tous les pouvoirs (exécutif, législatif et juridique d'autant en regard qu'à partir de la société civile).

La conscience, chez Damasio, consiste en une double émergence, d'une conscience immédiate en situation à une autobiographie d'emblée mnésique, comme autoconscience ou conscience de soi, seule pensante. Ce mnésique peut prendre ampleur de la devise du Québec, à savoir « Je me souviens » (du lys français à la rose anglaise), et se politiser par la pensée mise en jeu qu'exprime la parole, l'écrit, etc. La pensée ne vaut qu'en s'actualisant incessamment par la sous-jacente conscience immédiate en situation. Pour ne pas se tronquer et sombrer en inconscience amnésique, elle exige un assainissement incessant, par une anamnèse dialogique tendue entre deux dialectiques inversement opérantes : une dialectique d'éveil, ainsi du sensible en situation à l'intelligible, et une conjointe dialectique d'autant téléonomique à tout moment que s'y ancrant et s'y trouvant ressourcée au point de n'être jamais téléologique et logique jusqu'à l'idéologie pure et simple, car ses idées ne sont avancées qu'un instant, à tout instant, d'instant en instant[1]. De toute gauche s'exige qu'elle ne tronque pas l'éveil en le rendant partiel et partial pour le noyauter à son seul profit, en un sens woke importé des États-Unis et infusé au fédéral (par les Trudeau) et au juridique (par Bora Laskin) jusqu'à inconsciemment se reconduire (à l'encontre de l'éveil pourtant affiché) jusqu'au sein du Québec, dont un député de Québec Solidaire accusant l'Assemblée nationale du Québec d'être raciste sans aucunement s'apercevoir qu'il ne fait que reproduire depuis et avec le Canada trudeauiste l'ethnoracisme d'emblée ethnoracialiste (en monopolisant l'accusation d'ethnoracisme à son seul propre profit) et s'enreligiosant tel. Le tout sur le même mode que lors du biais interprétatif des propos de Jacques Parizeau suite au 2nd référendum souverainiste ou de la même sorte d'accusation d'ethnoracisme projetée sur le Québec par l'animatrice anglophone lors du dernier débat des chefs auquel Justin Trudeau a pris part. De toute droite s'exige que sa tendance téléologique et logique ne s'impose à rebours de l'éveil et *a fortiori* de la dialectique d'éveil qui lui sont sous-jacents qu'un instant, à tout instant, d'instant en instant, afin de pouvoir s'en téléonomiser en s'en trouvant ressourcée et en pouvant mieux s'opérer depuis ses sources vives d'éveil. Si l'éveil est tronqué et se fait faussement

[1] Ces deux dialectiques inverses mises sous tension mutuelle par anamnèse dialogique se mesurent à toute amnésie risquant de contrer l'exigence du « Je me souviens », selon *De l'humain à l'humaniste dans le monde* d'où ont été examinés les *Devenirs constitutionnels canadien et québécois*. L'anamnèse dialogique se poursuit de la conscience jusqu'en la pensée en émergeant et à la fois l'impulse et l'incite à l'autorégulation.

accroire s'afficher être de gauche, à force d'être partiel et partial, la droite peut d'autant y réagir en en récupérant tout pour ne plus tant se tempérer que se radicaliser tout autant à son tour. La distinction gauche/droite ne vaut plus rien sans prendre en compte tous ces cercles relationnellement tissés les en faisant ainsi mutuellement se renforcer entre elles et en être ce qu'elles sont à un moment donné. De toute tendance à faire confluer gauche/droite et *a fortiori* toutes leurs interversions produites jusqu'en les partis souverainiste versus fédéraliste québécois, émerge diversement tout parti politique : s'y exige de se mesurer à ses propres actes jusqu'en leurs conséquences non plus tant seulement intentionnelles (à risque de n'être qu'idéologiques) que réelles, si pour ne pas se voir se dissoudre par leur reflux. Reflux à risque de faire resurgir l'ancienne dichotomie souverainiste/fédéraliste s'en dé-/re-composant tous deux en leur gauche/droite en cause, comme cela risque d'arriver à l'automne 2026 si la CAQ se fait déloger du pouvoir à la prochaine élection et, au lieu, de les faire confluer et intégrer, s'y dichotomise. Notez cette complexité québécoise des flux et reflux faisant saillir divers ratios entre les partis politiques et leurs teneurs fort latéralement variables quant aux gauche/droite les composant, pendant que Mark Carney, au fédéral, fait prévaloir une dite gauche d'où d'autant s'avaler une dite droite qu'étant médiocrate à force de coller au centre par où les faire ainsi se transvaser. Comparez cela avec ce qui se passe en France où Emmanuel Macron a cherché à créer un centre plus à droite d'où s'avaler le plus de gauche (à l'inverse du fédéralisme libéral canadien), s'il n'éclate entre ses gauche/droite, à risque d'être plus extrêmes.

Corollaire #1 : Consultation parlementaire, de juridique à sociale

La consultation parlementaire, initiée par la CAQ, peut s'ouvrir à des instances de la société civile. Y avaient incité les deux principaux auteurs (Guillaume Rousseau et Sébastien Proulx) du projet de Constitution du Québec qui l'ont initialement élaboré pour l'Assemblée nationale. Elle pourrait pallier le principal défaut lui étant reproché (et qui l'a sans doute fait mourir au feuilleton en juin 2026), à savoir n'en débattre qu'à ce niveau restant uniquement juridique et à saveur politiquement orientée, par sa position de contrôle de tout le parlement jusqu'à l'élection à l'automne 2026. Pour s'assurer d'une plus large participation, certains voient une Assemblée constituante (dont Québec Solidaire y persistant en vue de l'élection de 2026). Cependant, le constitutionnaliste André Binette a souligné ses dérapages en d'autres pays, sans parler de tout ce qui du droit n'est

pas nécessairement écrit et qu'il faut prendre en compte. La grande illusion est de penser que ce que l'on dit correspond pleinement au réel, alors qu'il s'emplit et véhicule tant de non-dits, *a fortiori* de non-écrits, l'en trouant jusqu'en ses références au réel. Les pires incompréhensions jaillissent des ressacs issus de tout ce qu'en fait rebondir le réel, comme autant de refoulés faisant retour et venant hanter, sur le mode de fantômes. Toute fantaisie (imagination productrice) est prise entre ses fantasmes faits désirs/craintes du réel et ses fantômes lui en revenant. L'imaginaire peut tant conditionner toute idéation jusqu'en sa logique que la faire s'enrayer, figer et braquer en idéologie. La communication est une chose délicate, *a fortiori* sa teneur mentale en toute pensée aux prises avec l'imaginaire sous-jacent jusqu'en le réel au moment d'en dire quoi que ce soit. Méconnaître ce fait, c'est risquer de faire des relations humaines, non plus ce par quoi s'enrichir, surtout si mutuellement, mais le lieu des pires crises et conflits.

Sous cet angle, le principe de l'égalité femme et homme mérite une attention particulière pour ne pas l'en fossoyer alors que prétendant le promouvoir. Il faut en considérer au moins deux trames sociales majeures.

—*Le principe de l'égalité femme et homme : deux trames sociales*

a) Femme et avortement, sociodémographie, matricentrisme autochtone

Maintes femmes demandent de ne pas compromettre l'accès à l'avortement en tant que soin de santé en prêtant flanc, par une loi constitutionnelle supralégislative, à des contestations anti-pro-choix se disant pro-vie et n'acceptant d'autre vie sociale que rendue purement annexe et dérogatoire, à la façon de la Constitution canadienne trudeauiste. Une fois encore, on aperçoit l'écart entre l'hégémonie de l'anglicisante « common law » et le droit civiliste qui, en France, a permis à Simone Weil de faire prévaloir de façon tout au contraire universaliste le droit à l'avortement. Droit civiliste que le Québec véhicule aussi. De fait, l'idéologie trudeauiste ethnoracialiste enreligiosante est d'abord un patriarcat tronquant l'humain de sa teneur sociale au profit de sa teneur si individuelle qu'individualiste s'accordant d'emblée d'autant avec l'hégémonie de l'anglicisante « common law » que s'en collectivisant tel et oblitérant toute teneur d'emblée sociale universaliste. Là plus qu'ailleurs, on aperçoit pourquoi et en quoi le trudeauisme veut refuser au Québec toute autonomie plus qu'à toute autre Province au profit de son fédéralisme centralisateur, voire unitaire.

D'autre part, un sondage Léger illustre l'articulation inverse d'ensemble entre les Québécoises (se définissant d'abord femmes, puis conjointes et enfin mères) et les Canadiennes anglaises (d'abord mères, puis conjointes et enfin, femmes). Ceci affecte l'émergence et l'ampleur prises par un mouvement social féministe, le québécois étant « certainement celui qui a eu le plus de succès pour influencer les politiques publiques et lutter contre les inégalités : centres de la petite enfance, régime d'assurance parentale, équité salariale, perception obligatoire des pensions alimentaires, maintien du nom après le mariage, accès à l'avortement (le Québec représente à peine plus de 20 % de la population canadienne, mais 50 % des points d'accès à l'avortement de tout le pays s'y trouvent), sont toutes des mesures qui font du Québec un des États au monde où les inégalités hommes-femmes et les inégalités sociales sont les moins grandes »[1]. La famille s'est remodelée en passant d'un patriarcat de rôles dits complémentaires et pourtant inégaux en fonction d'une paternité prévalante à une parentalité mettant d'emblée à égalité les conjoints jusqu'en leurs relations avec leurs enfants. L'État s'en redéfinit depuis une telle assise institutionnelle à la base de toutes les autres (dont l'école, le travail –donc l'économie– et la politique) et ce, en l'apercevant d'autant humaine que non pas tant seulement individuelle que d'emblée aussi sociale, de microsociale à macrosociale, à l'inverse de ce qu'en impose autrement la Constitution canadienne trudeauiste de droits et libertés si individuels qu'individualistes et jamais collectifs, *a fortiori* sociaux, qu'en clause annexe et dérogatoire d'où les manipuler toujours plus à rebours et à rebrousse-poil et les mettre en voie vers l'assimilation ultime du fait français s'en trouvant toujours plus dénier, voire renier. Vouloir faire se modeler les Québécoises sur les Canadiennes anglaises, au point d'inverser leurs priorités et tant écarter leur priorité d'être d'abord femme, via celle d'être conjointe, si pour être par ailleurs mère, au profit d'une pression les faisant plutôt d'abord mère, va directement contre l'égalité québécoise entre femmes et hommes, surtout si via le biais de la question de l'avortement en vue de la biaiser au point de la faire se plier à l'anglicisante « common law » d'où l'en contester au détriment d'un droit sociopolitique et juridique civiliste d'emblée universaliste[2]. Son contexte

[1] M. Pednaud-Jobin, https://www.lapresse.ca/dialogue/chroniques/2024-03-07/les-quebecoises.php. À distinguer des odieuses stérilisations imposées à des Autochtones.

[2] Ce genre de violence atteint avec les priorités existentielles jusqu'aux valeurs entre les groupes socioculturels s'en exprimant sociolinguistiquement. Elle se distingue de la violence physique, virant mentale et visant à instrumentaliser les droits des femmes et à hiérarchiser les droits à l'encontre de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, tant, surtout auprès des plus vulnérables, l'impression faite par le projet de Constitution québécoise en son état actuel est forte que ce soit une volonté de limiter le pouvoir de la société civile et le pouvoir judiciaire au profit des pouvoirs législatif et exécutif. S'en inquiète profondément le Regroupement des maisons pour femmes victimes

sociodémographique sociopolitiquement global du ratio natalité/mortalité est modulé par immigration/émigration et surtout par la distribution des pouvoirs visant sa gestion débattue entre le Fédéral et le Provincial dans le contexte panplanétaire d'une croissance populationnelle sociodémographique toujours plus sous pression par sa propre masse et source de pression environnementale technologiquement démultipliée problématisant lesdites chaînes d'approvisionnement au ressort de quelque capacité productive que ce soit et de quelque marché s'ensuivant et menant uniquement en bout de parcours à la consommation (se voulant d'autant instantanée que sous pression croissante du moment présent censé en être toujours plus marqué par l'urgence). On s'en aperçoit, le tout engage d'emblée les *Devenirs constitutionnels canadien et québécois*, mais les problématise en les contextualisant. Se révèle leur sens.

Il faut aussi garder à l'esprit le problème des croyances performatives, à savoir des croyances qui affectent nos décisions et actions autant personnelles que collectives, mais trop souvent sous la forme d'incitations perverses, au sens de provoquer l'effet inverse de celui affiché promu, voire de provoquer soi-même et si malgré soi cela soit-il ce qui est reproché à d'autres. Que l'on pense au trudeauisme prétendant parvenir à une croissance sociodémographique en cherchant à noyer et à déstructurer toute natalité propre par une immigration la submergeant et en disloquant tous les services (logement, etc.), faute d'y veiller aussi du même coup. René Lévesque résumait : le fédéral noie le Québec, le Québec enregistre la noyade. Cette manipulation fédérale éhontée désintégrant la composition sociale atteint d'abord, aussi et surtout tout humain en sa dimension sociale au profit du seul individu individualistement considéré et collectivisé tel. Une telle immigration est d'autant exogénément (fédéralement) massifiée et densifiée au besoin que faite arme d'attaque, à l'image de la trudeauiste Constitution de droits et libertés si individuels qu'individualistes avec toute teneur sociale annexe, dérogatoire et rendue plus aisément manipulable.

À l'inverse, un gouvernement peut vouloir agir sur la sociodémographie en privilégiant la natalité relativement à l'immigration. S'il se base sur ladite théorie du déficit informationnel, comme en Corée du Sud, il peut se faire accroire y remédier par une politique axée sur l'individu et investir pour financer des allocations familiales, procréations médicalement assistées, services de transports vers garderies en dehors des horaires d'écoles ou encore des primes aux

de violence conjugale en son Mémoire présenté en novembre 2025. Le présent texte vise à se mesurer et régler du mieux possible ce genre de difficultés majeures et ce, par ses deux recommandations axées sur un Conseil constitutionnel, mais doter d'un statut quasi sénatorial et mandaté selon trois axes majeurs de travail afin d'en être apte à lénifier ces relations de pouvoir et les ancrer en celui de la société civile et le lui reconnaître d'emblée.

entreprises proposant des solutions pour la garde des enfants, voire parfois à la naissance. Or, ce qui a eu le réel effet recherché a plutôt consisté en une intervention systémique socialement constructive consistant à investir dans le développement de lignes de train, dès qu'ayant identifié ce paramètre jusqu'alors ignoré : les difficultés de transport, une fois réglées, ont fait passer le temps de trajet des habitants de la banlieue travaillant au centre-ville de 80 minutes en moyenne à seulement 20 minutes, de sorte que cette meilleure condition de vie, elle, a contribué à l'accroissement des naissances[1]. Les injonctions paradoxales exigeant intentionnellement une chose et restant aveugles au lieu de s'ajuster aux conditions réelles de vie ont des effets limités, si ce n'est inverse à ceux recherchés, *a fortiori* si se faisant accroire qu'il s'agit d'une résistance au changement et qu'il faut le forcer, selon le même type d'effort tout aussi intentionnellement déconnecté de la réalité. Le vivier idéologique par excellence en jaillit lorsqu'en surgit un problème de cohérence systémique instaurant une dysharmonie « entre principe et action, entre discours et politique menée »[2]. L'illustre le fédéralisme bancal issu du trudeauisme, d'abord et avant tout ce qui s'en est constitutionnalisé d'autant sans et contre le Québec qu'en tronquant tout humain de façon si individuelle qu'individualiste que tout ce qui en est collectif, voire social, n'advient plus uniquement qu'en clause annexe et dérogatoire. Jusqu'à la « common law » est censée gruger de sa propre teneur si fortement jurisprudentielle, jusqu'au sein du Québec, le droit civiliste au contraire universaliste. Surtout si l'on considère que le cerveau humain est un organe dont les états biologiques sont corrélés avec un ressenti (affect, *feeling* en anglais) qui est communicable, par tout un chacun pouvant exposer ce qui s'en sent à autrui le lui demandant au point de le leur rendre concevable à tous deux et d'en être tant proprement aptes à affectivement pressentir et cognitivement prédire qu'à préparer à l'action. Surgit une heuristique qui peut sembler approximativement efficace, mais ne l'est véritablement que si s'éveillant plus pleinement à la réalité en s'y ajustant et s'y adaptant. Non en tronquant jusqu'à son éveil et en forçant depuis une idéation biaisée jusqu'en sa logique, donc par pure idéologie, jusqu'au réel à lui rendre conforme en le réifiant selon ce qui s'y prête et en en refoulant tout le reste.

Le tout s'effectue et varie selon cinq facteurs de vitalité non tant ethnolinguistique que sociolinguistique : statut, sociodémographique densité, complétude institutionnelle, hiatus constitutionnel s'en trouvant ou non aménagé

[1] Albert Moukheiber, *Neuromania. Le vrai du faux sur votre cerveau*, Paris, Allary Éditions, 2024, pp. 233-234. Le PWASP nord-américain libéral et libertarien y achoppe.
[2] Moukheiber, p. 238. Dont l'idéologie PWASP libérale et libertarienne nord-américaine.

autant entre les Constitutions canadienne et québécoise qu'entre langue et éducation (selon et depuis l'article 93 de l'AANB de 1867)[1] et enfin, la respective régulation ou non de la translation intergénérationnelle s'ensuivant en la société civile, dont différer le moment d'avoir des enfants pour s'assurer de conditions permettant que ce soit en français. Plus risque accru de rupture intergénérationnelle lors de la période critique des 15-35 ans faisant passer de la famille de provenance, via l'école, au travail et à la politique au ressort de quelque éventuelle nouvelle famille alors et seulement alors rendue viable et risque d'inversion la pyramide des âges si plus d'âgés que de plus jeunes parlent français, donc risque d'un vieillissement prématuré sociopolitiquement généré par assimilation linguistique, comme y tend encore l'ethnoracialisme enreligiosant trudeauiste par la Constitution canadienne de 1982. Faut-il rappeler que le taux de bilinguisme officiel ne se maintient au Canada que par sa croissance au Québec compensant sa décroissance dans le ROC ?

On s'en aperçoit : les cinq facteurs de la vitalité sociolinguistique sont nécessaires à toute opérationnalisation possible de quelque politique que ce soit, d'abord et avant tout constitutionnaliste, puisque le 4e facteur, à savoir le hiatus constitutionnel pancanadien ne perdurant qu'en se radicalisant de l'AANB de 1867 à la Constitution de 1982 encore fort prévalante en 2026, conditionne les trois premiers facteurs (autrement à risque d'être réduits de sociolinguistiques en ethnolinguistiques) et impacte directement le 5e, à savoir la façon dont se sociogénère et se cultive la société civile. Du moins, si la culture, dont sa transmission par l'éducation, en particulier scolaire, est aperçue et reconnue en sa teneur sociale s'intégrant plutôt que se faisant réduire et laminer par l'ethnoracial enreligiosant trudeauiste à partir d'humains tronqués d'être d'emblée sociaux au profit de leur seule teneur individuelle radicalisée en individualiste dite se collectiviser telle.

[1] Rappelons-le : langue et éducation scolaire se distribuent entre juridictions respectivement fédérale et provinciale hors Québec par un hiatus constitutionnel datant de 1867, ce pourquoi Trudeau père a dû s'entendre avec les Provinces du ROC lors de son rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982, sans et contre le Québec qui seul, lui, est censé pouvoir faire coïncider d'emblée langue et éducation, dès la Constitution de 1867 et, par-delà les incessants antagonismes depuis les années 1960, a fini par s'entendre avec le fédéral à cette fin en 1998-2000 pour rendre ses écoles linguistiques et non plus confessionnelles, comme cela a entre-temps prévalu lors du siècle de Mgr Bourget depuis 1840. En principe, car la question de la laïcité rebondit. Toutefois, c'est à n'y rien comprendre que de ne pas avoir tout cet arrière-fond à l'esprit. Bref, le tout est censé, au Québec, échapper à l'homogénéisation anglicisante prévalant (sauf intervention fédérale exogène) hors Québec, comme son droit civiliste à la *common law*, etc. Si le Québec au sein du Canada parvient à s'y émanciper, sinon il lui faut s'en émanciper pour cesser de s'en faire coloniser et aliéner avec pression inverse par le fédéral y persévérant d'autant.

Sans parler de maints autres facteurs qui s'y intègrent et qui sont liés aux trajectoires de vie en leurs articulations aux institutions en cause (3e facteur) par lesquelles s'en sociogénèrent et s'en cultivent (sans indûment s'en ethnoracialiser à la façon trudeauiste) : soif d'épanouissement personnel; conditions de vie, dont les conditions sociales faites aux individus (mais qu'ignore le trudeauisme) et les conditions économiques plus ou moins temporellement appropriées (le *kairos* grec, *timing* anglais, moment opportun se cernant de l'italien au français lors de la Renaissance, etc.) les en facilitant/contraignant d'autant; le temps plus ou moins allongé pour se trouver un travail stable. Surtout en tout début d'insertion sociale par le travail, ce qui touche fortement les jeunes et donc la tranche temporellement première des 15-35 ans (en plein milieu du lien intergénérationnel au sein du 5e facteur de vitalité sociolinguistique et si non bien étayé, menant à la rupture entre les plus jeunes et les plus âgés, donc en voie, ainsi de sociale à individuelle, vers l'assimilation).

Un autre point s'y ajoute : le sociosexoréférentiel extralinguistique pèse jusqu'en l'expression linguistique. Risque de l'occulter le bilinguisme officiel trudeauiste en présumant une symétrie pseudo-équivalente, alors que très souvent au contraire totalement inverse entre français et anglais. Au sens linguistique, l'article neutre anglais, autant défini qu'indéfini, s'impose au non neutre jusqu'en biologie, tout à l'inverse du français : *the man/the woman*, *a man/a woman* versus l'homme/la femme, un homme/une femme. L'anglais, porté à donner « gender » pour « sex » et en neutraliser la culture et l'assimiler à sa seule biologisation (*male/female*), n'a pas de système pour distinguer le genre linguistique, à savoir le masculin et le féminin, à partir de l'article, autant défini qu'indéfini, sauf s'il se fait plutôt adjectif, en est possessif et se personnalise : *his wife/her husband* versus sa femme/son mari, si ce ne sont *his wife/her man* versus sa femme/son homme. Archicrucial : en anglais, le neutre est au ressort du « gender », lequel s'en prétend d'autant uniquement socialement construit, à la fantaisie de tout un chacun ET selon l'autre des deux d'où le possessif le ressaisit tant d'emblée en son miroir, qu'il s'en trouve totalement déconnecté du sexe propre, dès lors censé s'en réifier et s'y conformer. L'inversion référentielle extralinguistique révèle la réalité surgir totalement en miroir entre anglais et français : l'anglais ne dit *her wife, his husband* ou *her wife, his man* que si le genre de la personne conjointe est inverse, dès le cisgenre jusqu'en LGBTQ+, ce qui est tout au contraire déjà inclus pour tous en les expressions françaises sans les changer, car l'adjectif possessif et l'article s'accordent habituellement en genre et en nombre avec le nom (substantif) : tous peuvent dire et disent, en leur condition

propre de vie et selon leur situation, sa femme, son homme. Sous l'adjectif possessif, le véritable enjeu est le sentiment d'appartenance ou non, à savoir le nomos ou l'anomie (surtout si au sens durkheimien), tissant ou non le lien social et ce, jusqu'en et en regard de tout ce qui peut s'y articuler par des articles défini ou indéfini, lesquels sont non neutres en français et au contraire neutres en anglais. Or, « quand j'utilise le genre comme variateur du contenu sémantique d'un mot (*la* cave/*le* cave), cette opération ne résulte en aucune façon d'une élaboration préalable de l'activité cognitive : elle est une possibilité inhérente au système du français » « à partir d'un mécanisme dont personne n'est responsable »[1]. Possibilité absente dans le système linguistique de l'anglais… sauf en sa part possessive d'emblée extralinguistiquement seulement indirectement personnalisante selon le sexe, lequel n'est biologique (*male/female*) qu'en faisant du même coup confondre sa dimension sociale avec le genre (« gender »), là où le français persiste à accorder le possessif avec le substantif selon le genre linguistique chez toute personne, de quelque sexe soit-elle et dès lors libérée socialement jusqu'en sa pensée quant à tout genre extralinguistique, dès ledit cisgenre et *a fortiori* la mouvance LGBTQ⁺. Par exemple, il est possible de dire « sa femme » autant de la femme d'un couple hétérosexuel dit cisgenre que de toute femme d'un couple lesbien, d'où l'universalisme, là où l'anglais les y opposent par les respectifs « his wife » et « her wife », d'où l'individualisme, certes, mais on s'en aperçoit, tel que s'imposant depuis l'autre individu en cause, donc toujours indirectement. Les droits si individuels qu'individualistes anglais valent plus pour certains individus que pour d'autres. L'illustre l'inversion étatsunienne trumpienne réimposant les Tradwives en accord avec *Project 2025* et à l'encontre de la sociogenrance autrement LGBTQ⁺ ayant cherché à s'en démarquer. Si l'anglais aliène le français, il lui faut l'atteindre en sa liberté mentale d'emblée sociale et universaliste. Tout s'effectue de la même façon que les droits individuels (mais inversement constitués à partir de l'autre individu) prévalant, en anglais, et que les droits d'emblée sociaux et civilistes jusqu'au point d'en être universalistes chez tout un chacun, si individuellement considéré puisse-t-il éventuellement être, en français.

Et Droits collectifs du Québec pourraient demander si c'est pour cette raison d'une pression extralinguistique jusqu'en la linguistique par laquelle devoir énoncer le juridique que la Cour suprême du Canada refuse d'entendre, non seulement la cause du rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne sans et contre le Québec, voire en dénaturant la Constitution de 1867, mais aussi l'exigence de traduire ses anciens jugements entre et de la Constitution de l'AANB

[1] Jean Marcel, *Le joual de Troie*, Montréal, Éditions du jour, 1975, pp. 94-95.

de 1867 à l'essor trudeauiste ayant mené aux langues officielles de 1969, d'où s'est forgée la Constitution de 1982. Éclaterait au grand jour le caractère fallacieux du bilinguisme officiel canadien trudeauiste et son arbitraire total face au français comme langue commune et officielle du Québec, mais surtout quant au déséquilibre trudeauiste des pouvoirs depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et enfin, le juridique sous lequel encarcaner outrancièrement le fait français jusqu'en la société civile en l'y affligeant d'avoir à se battre toujours à rebours de ce qu'il y est, pour ne plus que l'y plier à l'idéologie ethnoracialiste enreligiosante trudeauiste si pervasive. S'y ajoute le déséquilibre fiscal qui augmente de façon artificielle et abusive le pouvoir fédéral de dépenser et qui empêche aussi du même coup les Provinces de financer adéquatement la croissance des coûts de leurs services publics[1]. Il serait crucial d'y porter une très grande attention en santé et éducation scolaire. Santé physique, biologique et mentale, si éminemment concernée par toute cette sociolinguistique différentielle et en grande partie si inversement opérante entre français et anglais, *a fortiori* selon les conditions de vie socialement en cause. Éducation scolaire, jusqu'en les programmes portant sur la culture, éminemment en cause, le sexe versus le genre et enfin, la citoyenneté, mais via le civil –donc la société civile–, depuis le civique, par ces différences

[1] Mémoire citoyen, Une fédération déséquilibrée, par Olivier Jacques, professeur adjoint à l'école de santé publique de l'Université de Montréal, août 2024. En particulier, le Fédéral, engrangeant pour lui-même les milliards, n'a pas suivi les recommandations du Rapport de la Commission Séguin (2002) pour régler le problème du déséquilibre fiscal et en a acculé les Provinces à l'endettement. Tout le reste s'ensuit. Même s'il y avait quelque bonne volonté, les deux principales solutions comportent leurs difficultés : l'approche néolibérale conservatrice, diminuant la taille de l'État fédéral et ses impôts, maximise l'autonomie des provinces, mais augmente les inégalités entre elles en ayant à régler leur propre déséquilibre fiscal en augmentant d'elles-mêmes leurs propres impôts (ce qui n'est jamais électoralement populaire), tandis que la solution sociale-démocrate prêtée au gouvernement Trudeau de l'époque vise à augmenter les transferts fédéraux, quitte à imposer des normes nationales pour assurer l'égalité entre les provinces, mais ne réduit les inégalités entre les provinces qu'au détriment de leur autonomie, sauf que les transferts fédéraux peuvent être facilement réduits et que les services provinciaux ne le peuvent guère. Les partis politiques devraient s'intégrer les deux perspectives et il y devrait y avoir coopération (ce qui est difficile) entre les deux paliers gouvernementaux pour gouverner le fédéralisme fiscal de façon plus équilibrée. L'auteur privilégie un gouvernement fédéral baissant les impôts et incite le Québec, s'il fait cavalier seul, d'opter pour une hausse de taxe de vente pour financer ses services. Toutefois, il faut ajouter que toute taxation occulte les inégalités de pouvoir d'achat, là où tout impôt, selon qu'il se gradue ou non selon les revenus et donc la richesse, respectivement permet une redistribution lénifiant les inégalités ou tout à l'inverse, creuse à la source les inégalités, surtout si se conjuguant avec des politiques facilitant les évasions fiscales des plus riches et alourdissant d'autant la charge fiscale imposée (avec l'impôt en question, d'autant accru) aux moins riches. Comme le souligne le Mémoire citoyen de Pierre Sénécal, Pour une constitution du Québec moderne, p. 3, la gestion intégrée permettant au Québec de recueillir à la fois la TVQ provinciale et la TPS fédérale « réduit les formalités pour les entreprises tout en assurant un contrôle fiscal accru. Il devrait en être de même pour la collecte de l'impôt sur les particuliers et les entreprises situé sur le territoire québécois ». S'ensuivrait la création d'un fonds souverain, comme en Norvège, ce qui augmenterait la résilience économique. S'ensuivrait aussi la révision, avec celle de l'exemption religieuse en droit criminel canadien au détriment de la laïcité lors de propos haineux, etc., des privilèges fiscaux s'accordant aux OSBL et autres en cause. Sans parler de l'exigence pour que le Fédéral démontre son efficacité en ses propres juridictions, *a fortiori* s'il persiste à empiéter et s'ingérer au point d'amoindrir l'efficacité des Provinces en les leurs.

culturelles sociolinguistiquement mises en jeu auxquelles s'éveiller et dont chercher à favoriser la convergence culturelle, comme l'appelle Guillaume Rousseau[1]. Cerise sur le gâteau de l'abus de pouvoir, le Fédéral en tire par surcroît le prétexte de s'ingérer dans les compétences provinciales (car les rendant inaptes à s'exercer) et cherche à leur imposer des conditions en vue de rendre structurel et donc chronique cet abus de pouvoir, à la fois hypercentralisateur et générateur de dépendance. Il ne reste plus au Fédéral qu'à occulter le tout en déniant tout déséquilibre fiscal et *a fortiori* que c'est à l'image du déséquilibre des pouvoirs par l'exécutif noyautant le législatif jusqu'en le juridique d'où encarcaner la société civile, dès que francisante.

Enfin, le dialogue avec les peuples autochtones est d'autant important que leur matricentrisme (non matriarcat en lequel le patriarcat cherche à se décalquer) peut être très en affinité avec cette assise québécoise égalitaire entre les sexes. Il s'agit aussi de renouer avec sa propre histoire faisant que les Canadiens autrefois identiquement Français et pris sous le joug de la Conquête britannique s'en sont

[1] Le Mémoire de Marc J. Ryan fait ressortir la duplicité de la mise en œuvre de l'article 23 de la Constitution de 1982 imposant, depuis le Fédéral et les autres Provinces (en étant dispensées), au Québec des coûts additionnels, ce qui exigerait d'amender l'article 59 l'en conditionnant et favorisant la ségrégation linguistique dans les écoles. Ce coût découle d'une préalable entorse juridique constitutionnalisée en 1982 : « L'article 23 n'est pas une transposition dans la Charte canadienne d'un droit fondamental reconnu en droit international. Et ce droit linguistique des anglophones au Québec n'a jamais fait partie de la constitution canadienne avant l'adoption de l'article 23. La cour suprême elle-même a reconnu le caractère atypique de l'article 23 dans son jugement anonyme rendu par La Cour ». Une fois encore, la Constitution de 1982 biaise et parasite d'autant la Constitution de 1867 et la biasymétrie y germant que sans et contre le Québec en lui imposant une indue homogénéisation qui n'était censée valoir que pour le Canada anglais. L'arbitraire et la connivence trudeauiste avec le ROC contre le Québec s'y révèle : « Le gouvernement P.E. Trudeau avait visiblement décidé, en réaction au lobby anglophone en 1977 contre la Loi 101, de faire entorse à cette règle et d'accorder en 1982 dans la Charte un traitement spécial aux anglophones du Québec, alors que les anglophones sont dans la majorité au Canada. » Le gouvernement Trudeau s'en est fait cautionné par le Royaume-Uni, d'où le fameux article 59 modulant cet article 23. La seule légitimité en est impérialiste : l'abusive uniformisation pancanadienne trudeauiste minait le fait que « avant l'article 23, le Québec avait plein pouvoir pour réglementer le réseau scolaire anglophone, au même titre que le réseau francophone ». La Cour Suprême s'est mise à biaiser encore davantage l'article 23 et à accélérer l'assimilation linguistique. Comment ne pas y voir tout le déséquilibre trudeauiste des pouvoirs : de l'exécutif noyautant le législatif jusqu'au plus supralégislatif et constitutionnel et s'en faisant magnifié par la Cour Suprême et toute la chaîne juridique y aboutissant, jusqu'à encarcaner et peser ostensiblement sur la société civile québécoise. La Cour Suprême ne veut donc pas entendre la cause du rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982, ce qui a fait se regrouper trois organismes québécois portant cette cause à l'ONU : l'instance juridique suprême assurant la légalité, au contraire cautionne l'illégalité sous façade de légalité. Son arbitraire et flou « concept de valeurs de la Charte est d'autant plus dangereux que le texte de l'article 23 de la Charte imposé par le Canada n'est pas soumis aux pouvoirs des provinces, en l'occurrence du Québec, en vertu de la clause dérogatoire prévue à l'article 33 de la Charte ». Des Trudeau à Carney, il est donc possible de chercher à toujours plus tronquer la clause dérogatoire, surtout contre les lois québécoises, par un biais systémique structuralement opérant d'où assurer le refoulement incessant. Une fois encore s'ensuivent les biais jusqu'en Statistiques Canada : les faits biaisés confortent les droits biaisés. L'idéologie trudeauiste parvient à réifier le réel pour se le rendre conforme et refouler le reste, à l'encontre de l'articulation sociolinguistique scolaire des anglophones avec le fait français québécois dont Marc J. Ryan indique pourtant diverses voies. Enfin, on comprend mieux ce que Trudeau père massacrait du Rapport Laurendeau-Dunton pour le tronquer du biculturalisme au profit du seul bilinguisme foncièrement biaisé, faute de toute convergence culturelle et d'abord de la sous-jacente biasymétrie s'en opérant en miroir et ne pouvant être qu'énantiodynamique.

mis à tant effacer et oublier leur part autochtone qui était inhérente à leur métissage culturel avec les Autochtones et qui les a constitués pour ne pas en subir le même sort, au point d'insister « sur le prestige et la grandeur de leur caractère français, selon Delâge. Afin de réclamer à leurs conquérants le droit de conserver leur culture, ils montrent qu'ils se trouvent du côté de la civilisation, non celui de l'ensauvagement », ce pourquoi les Autochtones ont pu avoir eux aussi tendance à les désigner tous deux ensemble comme des « Blancs » »[1]. S'y aperçoit comment les races se forgent non pas tant biologiquement que sociohistoriquement. Sauf si tout s'inverse, comme en la raciste *Loi sur les Indiens* ou le trudeauiste multiculturalisme ethnoracisant s'ethnoracialisant au point de se faire ethnoracisme s'avérant surtout ethnoracialiste, selon qui monopolise la capacité de ne plus faire se forger cette ethnoracisation que la redoubler de l'accusation d'ethnoracisme, surtout en méconnaissant des données aussi fondamentales que celle-ci ou que la distinction comparative entre origine (ethnique) et langue maternelle exemplifiée par Arès, ce qui mène à biaiser les faits et *a fortiori* leur lien avec les droits.

Soyons clairs : la notion de race n'a aucun fondement scientifique quant à la teneur biologique à laquelle les idéologues cherchent à faire accroire, mais uniquement quant à sa teneur de part en part sociale, voire sociohistorique, d'abord socioperceptive, du fait que nos cerveaux fonctionnement par comparaison et s'appuient donc sur des repères observables sans pour autant avoir à présumer jusqu'à préjuger ainsi ce qui les produit. Les idéologues poursuivent indûment depuis et par-delà ces simples repères socioperceptifs en classifications indues sur la base de tels préjugés appelés à se radicaliser au fur et à mesure que la racisation en question se fait racialisation, voire bascule de racisme en racialisme. Il est temps de se mesurer à l'idéologie principale qui est trudeauiste et qui est d'autant si asociale et anhistorique qu'inapte à prendre en compte de telles données de base, les plus factuelles, au ressort de quelque équilibre des pouvoirs, dont le droit en jaillissant. Ladite lutte des races et *a fortiori* des racismes et surtout racialismes (selon qui monopolise la forge racisante, et de là, du racisme à en tirer et à attribuer) est plutôt une lutte des cultures engageant d'emblée des nations, ce que cette idéologie tend à occulter.

[1] Emmanuel Lapierre, *Le duel culturel des nations*, Gatineau (Québec), Éditions du Boréal, 2023, p. 136.

b) Lutte culturelle d'autant sociohistorique que s'intégrant plutôt que se laminant en ethnoraciale au ressort de la nation

D'une part, il est crucial de travailler encore mieux sa notion de nation. Elle n'est pas seulement une « entité immatérielle composée de la conscience qu'a un peuple de lui-même, d'une langue et de la culture que ses membres partagent, ainsi que de la volonté de la maintenir »[1]. Certes, cette conception enrichit et précise sous cet angle la nécessaire prise de conscience qu'un peuple peut avoir de lui-même, que signalait déjà Bodin à la Renaissance, mais la volonté de la maintenir (en sa langue et sa culture communément partagées) exigent de se rendre jusqu'à la reconnaissance par un statut juridique, comme l'avait aussi signalé Bodin, voire, par un statut constitutionnel, car au fondement législatif de toute loi susceptible d'être en cause. Ainsi complétée, cette conception de la nation, on s'en aperçoit, est irréductible à la race. Et si elle peut avoir quelque dimension ethnique, c'est par la culture, mais attention, culture en tant que sociogénérée et donc apte à s'inclure plutôt que se faire laminer en et par l'ethnie, *a fortiori* l'ethnoracial qui fusionne et instaure une confusion totale d'autant de la culture avec la nature, en l'occurrence présumée biologique, que cette culture s'occulte elle-même en sa manière d'y procéder pour n'y paraître que naturelle. C'est pour cela que le fédéralisme trudeauiste est si bancal et biaise tant idéologiquement que vicie tout rapport entre principe et action, entre discours et politique menée. Le trudeauisme refuse de penser la nation, sauf ce qui peut s'en centraliser au fédéral et s'en présumer évident au point de ne pas en parler, surtout si en termes dudit bilinguisme officiel (abstraction faite de l'extralinguistique susceptible d'en révéler autant les fort culturelles manières de parler que les rapports en miroir entre français et anglais alors en cause, donc le biculturalisme qu'il a évacué du Rapport Laurendeau-Dunton), et autrement en attaquant et parasitant le Québec, s'il est nationaliste. Or, des Trudeau à Carney, le nationalisme albertain visant une autonomie axée sur l'énergie passe mieux. L'énergie, de source pétrolifère issue de la décomposition de vivants dinosauriens, est si naturelle, comme la race ! Des Trudeau à Carney, comme le pétrole, l'idéologie s'extraie et de là, se raffine (mais où et par qui ? aux États-Unis et par les Étatsuniens ? en Asie, de fait en ladite zone Indo-Pacifique vers laquelle se déplace le centre de gravité économique mondial et, pour ce faire, en forçant le passage à travers et malgré la Colombie-Britannique, *a fortiori* ses Autochtones, pour s'y

[1] Lapierre, 2023, p. 88.

rendre, sinon en se donnant façade d'y adhérer face aux difficultés qui feront en sorte de l'empêcher comme si sans y avoir contribué ?).

D'ailleurs, son ministère de la culture et identité canadiennes (plus langues officielles censées s'y intégrer), avec Parcs nationaux (et tout ce que peut autrement devenir la Nature, lors de son transfert à un ministère de l'environnement conçu pour privilégier une telle économie au détriment de l'écologie) et lieutenant du Québec vient de s'y buter et d'inciter Steven Guilbeault d'en démissionner (pour pouvoir continuer de se regarder dans un miroir et y apercevoir un double de lui-même lui ressemblant encore un tant soit peu). Ce n'est pas sans voir éclater son agglutinant refoulement en trois pièces distinctes relevant de trois ministères différents avec leurs logiques respectives en entonnoir toujours plus étroit. Notons en particulier le retour de Marc Miller qui a beau jeu de s'en tenir à sa seule nomination au ministère de l'identité et la culture canadiennes et de se déclarer tanné de parler du déclin du français au Québec qu'il a fini par reconnaître du bout des lèvres après l'avoir dénié. Il s'évite que ne resurgisse le fait qu'il a contribué à le faire se détériorer sous Justin Trudeau, par incurie totale, en particulier via une immigration déconnectée de la capacité d'accueil (logement, garderies, écoles, francisation, etc.) et donc, par là, des manières de vivre et de penser relevant de la culture qui est inhérente à la société civile et dont le français, langue commune et officielle du Québec, est partie prenante. Mark Carney, après l'avoir écarté, l'a choisi après la démission de Steven Guilbeault. Il perpétue l'idéologie trudeauiste, voire la radicalise en un tel sens de fabrique identitaire d'État, depuis le fédéral, avec conjointe ingénierie sociale dont ne surtout pas parler et tout au contraire à taire le plus possible et ce, pour mieux continuer à manipuler les manières de vivre et de penser qui sont culturellement inhérentes à la société civile et censées s'inclure le français. Faute de distinguer en la culture l'artistique subventionné par le fédéral et tout ce devenir social sous-jacent détérioré en ses manières de vivre et de penser, risque de s'occulter que cet artistique émerge de tout ce socioculturel sous-jacent et le met diversement en scène selon ce qu'il n'en représente qu'en s'y imposant à rebours[1] et l'en manipulant idéologiquement via le levier subventionnaire axé sur la fabrique identitaire d'État, à savoir issue du fédéral, pour y parvenir.

[1] « Jusqu'au XVIII^e siècle, l'artiste est synonyme d'artisan. Certains les distinguent à la Renaissance par le mot « artien ». Tout un enchaînement : du technicien grec à l'artisan romain, à l'artien renaissant et enfin, à l'artiste s'autonomisant et s'affirmant tel à compter du XVIII^e siècle. Depuis Kant, l'artiste se cerne comme tel, autant en débordant la forme pour cerner la forme en tant que forme qu'en se conjuguant avec l'émergence des Beaux-Arts. En surgit un immense problème : la culture, pourtant un fait social se définissant par les manières communes de vivre et de penser, risque de se réduire à une telle culture plus *stricto sensu* artistique et donc restreinte qui pourtant en émerge bien avant de s'y imposer ainsi à rebours. » Yvan Morin, *Méditations oniriques*, 2025, p. 98, note 1.

S'y conjugue le problème des voraces plateformes numériques : Simon Jolin-Barrette, le ministre de la Justice du Québec, a semblé cibler l'un des enjeux en cherchant à mieux protéger les Québécois et en voulant obliger les plateformes numériques de mettre en évidence un bouton permettant de se désabonner et de ne plus les arnaquer en les hameçonnant par quelque façade initiale d'économies pour d'autant mieux leur imposer des coûts faramineux d'abonnement par la suite qu'instaurant un labyrinthe à travers lequel il devient difficile de s'en sortir. La notion de convergence culturelle préconisée par Guillaume Rousseau semble être mise en jeu. Ne faut-il pas autant la défendre que le projet de Constitution du Québec, surtout si le Conseil constitutionnel y est rendu quasi sénatorial comme proposé par le présent Dossier ? Les deux semblent devoir être considérés ensemble pour progresser ensemble, au lieu de laisser l'une se faire miner et d'y entraîner l'autre. C'est constitutif (pour être constitutionnel) du troisième des trois axes de travail proposé pour le Conseil constitutionnel québécois. L'idéologie trudeauiste axée sur l'ingénierie sociale, surtout si se conjuguant avec les voraces plateformes numériques, ne s'adresse à la culture qu'en l'occultant être sociogénérative, si elle n'est *a contrario* d'autant plus déstructurée et laminée que ne lui permettant plus de paraître que toujours plus multiculturellement multiethnoracialiste s'enreligiosant telle par fabrique identitaire d'État à imposer depuis le Fédéral. Il ne s'agit déjà plus d'un *Ministry of Canadian Culture and Identity*, mais *of Canadian Identity and Culture*. Or, si l'emprise de la stratégie économique énergétique pétrolifère sur la question environnementale a fini par rattraper Steven Guilbeault et le confronter avec l'exigence de pouvoir se regarder en son miroir et s'y reconnaître en son double, surtout si jusqu'en son rôle de lieutenant du Québec et en l'enjeu de la culture et la langue retombant en son idéologique ingénierie sociale trudeauiste en voie d'être carneyiste, ce n'est pas sans rappeler *Le Canadien français et son double* de Jean Bouthillette de 1972. Un grand symbole s'est cristallisé autour de Maurice Richard, tant « le Canadien de Montréal, propriété d'anglophones, a constamment voulu faire oublier aux partisans que cette équipe de sport et les joueurs francophones qui la composent symbolisaient une manifestation de la nation québécoise. Il a proposé un autre récit en échange : le Québec est semblable au reste du Canada. Bien que québécois, le Canadien de Montréal symbolise donc plutôt la nation canadienne »[1], comme si la nation québécoise n'existait pas. Le tout est censé se répéter en maints autres champs culturels et identitaires pour entraver toute émancipation. L'anglicisante *canadianization*, décalquée en canadianisation et traductible en

[1] Lapierre, ibidem, p. 190.

canadiennisation, relève d'un nationalisme économique qui voudrait bien s'éviter et même s'occulter être un nationalisme politique (d'où ledit Canada postnational trudeauiste fils) pour que le nationalisme canadien s'opère et se fasse valoir de façon toujours plus évidente jusqu'au cœur du nationalisme québécois. Un *Ministry of Canadian Identity and Culture*, surtout si sans faire resurgir les *French Canada* et *English Canada* exigeant plutôt un *Canadian Ministry of Identity and Culture*, à savoir un ministère canadien (français et anglais) des Identité et Culture, indique bien qu'il s'agit de ne laisser aucune porte ouverte à un correspondant ministère québécois de l'Identité et la Culture. Canadianiser plus que canadienniser ne peut être que jusque du Québec et ne saurait permettre de québéciser, si cherchant un tant soit peu à s'autonomiser, *a fortiori* s'en faire souverainiste, surtout face à un tel fédéralisme assimilationniste anglicisant. On y aperçoit non seulement le continuum protéiforme des formations politiques s'y distribuant, mais les rapports politiques de force les faisant s'en interfacer au fur et à mesure que s'en constituant. L'hypercentralisation fédérale trudeauiste, surtout en se faisant carneyiste, se doit d'être d'abord identitaire, car l'identité est au cœur de toute culture et *a fortiori* de toute langue l'exprimant. Surgit ainsi plus explicitement la fabrique identitaire d'État si éminemment central, de fait centralisateur et fort unitaire par uniformisante homogénéisation (pourtant censée ne valoir que pour le Canada anglais selon la Constitution de 1867). L'individualiste « common law », ne faisant se collectiviser que tel à l'image de la Constitution de 1982 unilatéralement rapatriée avec l'appui du ROC sans et contre le Québec au ressort de l'ethnoracialisme enreligiosant se réclamant de Dieu, est son vecteur pour faire prévaloir, avec la suprématie d'un tel Dieu, la primauté d'un tel droit (biaisé en sa teneur de 1867 par celle de 1982), surtout face à toute cette tendance sociale (droit civiliste inclus) tendant à se laïciser qu'est le Québec. Au lieu que le fédéral persévère à creuser le hiatus constitutionnel, il serait temps qu'il l'aménage, voire s'engage à réparer tout ce qu'il a entre-temps détérioré.

D'autre part, comprenons bien que cet ethnoracialisme, exacerbé par le trudeauisme et s'étant imposé depuis le Canada anglicisant aux Canadiens français devenus Québécois jusqu'à modeler de façon colonialiste leur relation aux Autochtones, n'est aucunement une simple figure de style. Il s'agit bel et bien d'un enjeu existentiel faisant d'autant se mesurer jusqu'à l'inexistence qu'il s'inscrit dans la suite directe de la Conquête, de ses inaugurales formes les plus violentes et les plus brutales jusqu'à ce qui s'en est euphémisé et plus indirectement exercé depuis lors, au fur et à mesure que le droit du plus fort s'est doté d'une façade de force du droit (s'imposant de l'anglicisante « common law » pancanadienne au droit civiliste

québécois) : « Côté anglais, le général Wolfe ordonne en 1759 la mise à mort par scalp des Autochtones *et* des Canadiens qui auront été faits prisonniers. Les soldats français capturés, eux, doivent avoir la vie sauve. Dans ce conflit, Canadiens et Autochtones se battent vaillamment côte à côte pour protéger le territoire de l'envahisseur britannique »[1]. On peut ajouter ce point majeur : Vaudreuil a été le tout premier et dernier gouverneur canadien (Français né au Canada laurentien) de la Nouvelle-France et avait une nette tendance à opter pour les stratégies de guérilla des Canadiens (identiquement Français) et des Autochtones, là où Montcalm, à la tête de l'armée française, a tout au contraire prévalu et est allé perdre la bataille qu'il a voulue rangée à la façon européenne sur les plaines d'Abraham contre Wolfe. Bref, les Britanniques, Wolfe en tête, avaient bien compris que la victoire leur serait plus aisément acquise en éliminant les Autochtones *et* les Canadiens (si identitairement qu'identiquement Français à cette époque, je le rappelle) pour ne se battre que contre les seuls Français de France, surtout si ceux-ci s'entêtaient à faire prévaloir leur seule façon eurofrançaise de s'y adonner comme Montcalm. C'est ce genre d'approche qui devrait être au cœur du Musée que François Legault veut créer. Et qui devrait figurer à la première place dans les livres d'histoire, car révélant les enjeux culturels fonciers, jusqu'en leurs métissages culturels, dont ceux avec les Autochtones comme chez ces Canadiens alors Français, dont on s'aperçoit bien qu'ils sont partie prenante du Canada laurentien, au cœur de la Nouvelle-France, et qu'ils sont totalement irréductibles aux *Canadians* (anglais) cherchant à faire en sorte que les Canadiens (autrement trop Français) n'en soient que les décalques, selon une inversion totale de leur origine même en ce qu'elle fût, est et sera, si parvenant un tant soit peu à s'actualiser en leur « Je me souviens ».

C'est simple, mais terriblement efficace : il suffit d'occulter toute biasymétrie possible pour ne plus instaurer qu'une pseudo-symétrie d'autant apparemment réversibiliste que foncièrement fallacieuse par un soi-disant bilinguisme officiel (occultant totalement sa manière ne pouvant être que culturelle de parler au ressort de toute identité possible, si ce n'est en s'imposant par un ministère de l'Identité et la Culture canadiennes comme processus de fabrique identitaire d'État fédéralement imposé aux Provinces, d'abord et avant tout au Québec) au gré d'apparentes majorités (insinuées majoritaires ?), non française/anglaise, mais dite francophone au Québec et anglophone dans le ROC avec inverses minorités (insinuées minoritaires ?) correspondantes, selon la confusion la plus totale du statut (exigeant de reconnaître au contraire le Québec français minoritaire en un

[1] Lapierre, ibidem, p. 135.

tel Canada) à oblitérer en et au profit de la seule densité numérique sociodémographique, elle-même laminée du nombre relatif en nombre absolu localement isolé et pesant telle jusqu'en les institutions. S'y biaisent totalement les trois premiers facteurs de la vitalité sociolinguistique au gré du hiatus constitutionnel implanté à la sauce de 1982, ce qui impacte tout devenir social possible depuis un vecteur si individuel qu'individualiste s'y poursuivant en ingénierie sociale, donc au gré des deux autres facteurs encore plus biaisés pour mieux biaiser (et ethnoraciser) ces trois premiers.

Rappelons un petit survol historique qui risque de s'en faire au contraire anhistoriciser en même temps et au fur et à mesure qu'asocialiser : après leur emprunt autochtone, les Canadiens étaient les Français d'Amérique, d'abord et avant tout du Nord, à travers laquelle ils irradiaient. Le Canada laurentien était le cœur de la Nouvelle-France et sa capitale était Québec, ce qui a définitivement été évacué lorsque la reine Victoria a choisi Ottawa comme capitale du Canada sur le point d'être, non plus laurentien, mais de l'AANB, de sorte que la ville de Québec ne pouvait plus y être la capitale que de la seule Province de Québec. Faut-il rappeler pourquoi la fête de la reine (Victoria) est devenue celle de Dollard-des-Ormeaux (surtout depuis Lionel Groulx et Henri Bourassa) et enfin, celle des Patriotes (seulement depuis le début du XXI^{e} siècle, mais en rappelant ainsi le moment décisif qu'a été la Rébellion des Patriotes dont a jailli toute la tension elginienne de sous laquelle s'est poursuivie la tendance durhamienne dont tirer ses diverses figures, de conservatrice, sous Macdonald, à libérale, de Laurier aux Trudeau et Carney) ? Cette Constitution de 1867 précise que le français ne se parle qu'aux Parlements d'Ottawa et de Québec. Les écoles y virent confessionnelles (d'abord et avant tout pour protéger la soi-disant minorité, uniquement démographique et tout au contraire et par le fait même, encore fort statutairement majoritaire anglaise au Québec), ce qui a perduré jusqu'à cet autre moment décisif en 1998-2000 les déconfessionnalisant pour les rendre linguistiques, non pas d'abord tant sous le bilinguisme officiel canadien trudeauiste *de facto* anglicisant que sous le français langue commune et officielle du Québec faisant s'articuler à sa propre façon les deux langues française et anglaise scolairement en cause (ce pourquoi le mémoire de Marc Ryan est si important). Le français est une langue constitutionnelle dès 1867, mais ne devient une langue officielle que sous Trudeau père qui l'adjoint à l'anglais partout statutairement majoritaire et, même si ne l'étant pas toujours sociodémographiquement au Canada, le met au ressort de son bilinguisme officiel jusqu'à s'imposer tel au Québec. Trudeau père d'autant reconstitutionnalise le tout à rebours et l'explicite

pleinement tel, par son rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 selon des droits et libertés si individuels qu'individualistes et au mieux collectivisables tels, qu'avec tout ce qui ne peut plus en être bien autrement collectif si aperçu d'emblée social, mais renvoyé en clause annexe et dérogatoire. La « common law » ne peut donc qu'y prévaloir sur le droit civiliste alors si caractéristique qu'à confiner dans le seul Québec, voire tant la lui y imposer qu'y biffer le plus possible ce qui peut ainsi contribuer à en faire une société bien trop distincte et surtout apte à rappeler la sous-jacente Constitution de l'AANB de 1867, que celle de 1982 est censée siphonner et se résorber, encore et toujours sans et contre le Québec.

Or, une Constitution du Québec ne semble pouvoir émerger qu'en se donnant pour tâche, non seulement réactive et rétroactive à la Constitution de 1982, mais proactive, au point de le lui rappeler et donc de faire resurgir tout ce refoulé perdurant de sous le trudeauisme au moins par la Constitution de 1867, tout en faisant par surcroît prévaloir au moins au Québec avec son droit civiliste, d'abord, aussi et surtout sa société civile (selon les trois axes du mandat susceptible de doter son Conseil de la Constitution d'un statut quasi sénatorial). Le Canada de 1867 était encore composé de Français d'Amérique et de Britanniques d'Amérique, même si par-delà Durham et le Canada-Unis de 1840 (abolissant le français), le français a été rétabli (1842-1848) et a pu faire se partager l'identité du Canadien avec ces Britanniques à compter de LaFontaine. Il était encore question non pas tant de Canadiens français que de Canadiens-Français, ce qui rappelait que les Canadiens avaient été jusque-là les seuls Français.

Pour se distinguer des Britanniques en train de se faire *Canadians* et clarifier les dénominations identitaires respectives, les premiers Canadiens se disent « Canadiens-Français – French-Canadians ». Cette citation de Bock & Gervais[1] est extraite de Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens-Français, 1608-1840*, volume VIII, Montréal, 1882-1884, p. 142. Or, dans la préface du volume I, Sulte adopte une autre graphie et dit écrire l'histoire, non du Canada, mais des « Canadiens-français ». La prétention d'une uniformité, autant de langage que d'accent de la langue populaire (Sulte, volume VIII, p. 143), laisse donc entrevoir une limite dans l'écrit, du fait de cette disparité graphique, chez Sulte lui-même, car révélatrice du glissement s'effectuant du nominal vers l'adjectival, de Canadien-Français à Canadien-français, puis à finalement Canadien français (en attendant de n'être plus que francophone sous le bilinguisme officiel trudeauiste et de n'en être plus que Canadien bilingue face à un *Canadian* restant, lui, le plus souvent de part en part anglais et n'étant jamais anglophone que pour signifier sa traduction

[1] M. Bock & G. Gervais. *L'Ontario français. Des Pays-d'en-Haut à nos jours*. Ottawa : CFORP, 2004, p. 97.

éventuelle en francophone, non seulement en Canadien francophone, mais jusqu'au sein du Québec, du Québécois, depuis les années 1960, en Québécois francophone, depuis les années 2000). Cette disparité graphique se retrouve déjà dans le rapport officiel des séances du Congrès de l'ACFÉO en 1910, alors que s'énonce l'Ontario canadien-français aussitôt dit Ontario français, sur le mode d'une provincialisante ontarionisation (ontoriennisation) du français censée d'autant s'effectuer selon celui de sa canadianisation (canadiennisation) que le foyer québécois du Canada français est en train de d'autant s'en faire laminer que le fait français pancanadien de s'y faire refouler à cette fin (conjointement aux dits Indiens en des Réserves, puis, dès l'enfance, en des pensionnats). Si l'on considère que cette disparité graphique dure au moins depuis 1882-1884, en particulier chez Sulte, et qu'elle se reconnaît encore en 1910, en l'ACFÉO naissante et elle-même à la source de l'Ontario français, il peut s'agir, non d'un simple évènement éphémère, mais possiblement d'une tendance lourde qui perdure. On s'aperçoit aussi de la transformation linguistique qui se produit, lorsque le Français établi au pays se dit Canadien, puis se transforme en « Canadien-Français » (en regard du « Canadian ») et, enfin, transpose l'expression concurrente, mais moins fréquente, à savoir « Canadien-français », en « Canadien français », en accord avec l'usage actuel ayant rapproché, inscrit et même repris l'ascendance française (encore indiquée par « Français » écrit en majuscule dans « Canadien-Français ») depuis sa région proprement canadienne (d'où un tel « Canadien français »). De plus, en ayant bloqué pendant les trente ans suivant la Conquête tout lien des Canadiens, identitairement et identiquement Français, avec la France, puis en leur ayant imposé une immigration anglicisante massive issue du Royaume-Uni (regroupant Angleterre, Écosse et Irlande depuis 1801) en même temps qu'ayant accentué leur hémorragie vers les États-Unis pendant les années 1840-1930 (donc pendant *Le siècle de Mgr Bourget*), « les anglophones opposaient au *Parisian French* le *French Canadian Patois*, d'où le réflexe des Canadiens français de justifier leurs particularismes »[1], voire leurs existences comme « Franco-canadiens », selon l'expression employée par Groulx[2]. À moins de remonter à la saga de la suppression du français en le Canada-Uni durhamien (1840), puis son rétablissement (1842) doublé du gouvernement responsable de LaFontaine (1848-1851) à compter duquel l'identité du Canadien (Français né au pays, comme les Autochtones amérindiens avant eux) aurait pu être partagée avec les Anglais (commençant aussi à immigrer plus massivement, puis à naître au pays), mais non

[1] M. Huchon. *Histoire de la langue française*. Paris, Librairie Générale Française, 2002, p. 231.
[2] L. Groulx. *La Confédération canadienne. Ses origines*. Montréal : Devoir, 1918, p. 141.

sans que la distinction entre Canadiens-Français et Canadiens-Anglais risque de passer d'autant de *French Canadians* en *English Canadians* que ceux-ci ne considèrent le tout que depuis eux seuls en tant que *Canadians*, dont tout autre n'est plus que la spécification, d'abord et avant tout de tels *French Canadians*, sinon leur traduction, à savoir Franco-canadiens (surtout si l'on est groulxien), aussi inversables en leur propre langue en Canadiens-Français, puis Canadiens français, voire une fois le bilinguisme constitutionnel (1867) fait bilinguisme officiel géré depuis le fédéral rapatriant aussi avec le ROC sans et contre le Québec la Constitution (1969-1982), en Canadiens francophones, alors qu'émergent les Québécois (années 1960) appelés à s'en faire Québécois francophones (années 2000). On aperçoit mieux la signification réelle du Statut de Westminster reconnaissant en 1931 une autonomie à son Dominion du Canada[1] (qui, lui, s'est entre-temps fait accroire être devenu en 1867 une Fédération sous façade de Confédération, alors que perdurant à être si unitaire qu'hypercentalisateur et que les Provinces en tant qu'États fédérés, surtout le Québec, doivent incessamment s'y battre pour restaurer ne serait-ce qu'un semblant de Fédération). Après plusieurs décennies d'immigration loyaliste, irlandaise et écossaise, toutes d'allégeance britannique et surtout de langue anglaise distincte de l'étatsunienne (s'imposant aux Amériques), et une fois instauré l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, l'imaginaire va bon train et transparaît en particulier à travers les journaux de l'époque, puis aussi les films les rendant plus visuels, mais en restant muets, voire sourds-muets. Surtout, cet imaginaire se réintègre depuis le langage écrit (par ces journaux) et scénique (par ces films) jusqu'en l'oral, plus quotidien et prompt à s'intégrer en tout un chacun dans les sociétés de masse en train de se forger avec l'urbanisation… à laquelle participe moins rapidement les Canadiens français … en restant en quelque sorte davantage « sauvages » :

[1] Le Canada passe de colonie à Dominion. Son autonomie en politique intérieure est d'abord subordination à l'Empire britannique en politique extérieure, à compter du gouvernement responsable acquis sous LaFontaine avec Baldwin et entériné par Elgin, puis, via l'AANB (1867) se donnant façade de Confédération alors qu'étant plutôt un tant soit peu une Fédération. Il devient pleinement souverain par le Statut de Westminster (1931), sa Constitution donnant lieu à son Rapatriement unilatéral avec appui du ROC sans et contre le Québec s'effectuant sous Trudeau père (1982). La tentation a été incessante entre le Canada-Uni, bref unitaire et prévu pour assimiler les Français aux Anglais dès 1840 avant de se rectifier sous LaFontaine et Baldwin et sous Elgin pour devenir un Dominion, et la pseudo-Confédération dont s'être illusionné, alors qu'étant à peine une Fédération. Bref, la tentation de la législation unitaire perdure sous et jusqu'en la législation fédérative dès 1867, ce qui se poursuit lors de l'hypercentralisation fédérale s'étayant du Rapatriement unilatéral en 1982 et cherchant uniquement à prendre le relai de l'Empire britannique dont préserver les symboles à cette fin intérieure, tout en les faisant accroire des reliquats extérieurs. Le colonialisme, mais plus subreptice, se poursuit et transpose de l'empire en ledit fédéral en tirant tous ses leviers pour hypercentraliser.

« Pour se distinguer des « Canadiens » d'origine française, l'appellation *French Canadian* a commencé à être utilisée dans les journaux de Toronto pour stigmatiser les Métis de l'Ouest qui voulaient protéger leurs territoires et pour susciter l'appui des « Canadians » (l'immigration d'origine écossaise, irlandaise et britannique). Au début du siècle dernier, l'appellation « French Canadian » avait toujours ce caractère dénigrant, comme le démontrent les films tournés à Hollywood à cette époque quand ils concernaient l'histoire du Canada. Les vilains étaient des *French Canadians*. (....) Quant aux Métis, toujours engendrés par des francophones, ils sont doublement dangereux puisqu'ils allient la sauvagerie des Indiens et celle des Canadiens français. » L'expression dénigrante a choqué les Canadiens d'origine française, mais pour se montrer solidaires des Métis et de Louis Riel ayant vécu à Montréal, ils endossèrent progressivement cette appellation après la pendaison de Louis Riel le 16 novembre 1885, et ce, jusque dans les années 1960, soit plus ou moins 75 ans. » (Canadiens français, Wikipedia)

Donc, depuis l'Ontario-Ouest qu'étaient les Prairies comme chasse gardée de l'Ontario, il y avait les *Canadians* s'avalant d'autant les Canadiens qui étaient autrefois les Français et il y avait les *French Canadians* faits d'autant leur décalque en Franco-canadiens qu'à traduire en Canadiens français. Or, c'est justement en réponse à cette affaire Louis Riel que le mouvement autonomiste émerge au Québec avec Mercier, lequel se découvre malgré tout de grandes affinités avec Mowat qui, en et depuis l'Ontario, lutte des décennies durant dans cette même perspective autonomiste provinciale à l'encontre du gouvernement fédéral hypercentralisateur de Macdonald. Toutefois, au fur et à mesure que le *Canadian* s'impose depuis le centre de gravité ontarien si prépondérant à l'échelle pancanadienne et s'y voile être proprement *Ontarian*, jusqu'au Fédéral s'aperçoit que sa capitale à Ottawa (à la frontière de la rivière Outaouais démarquant l'Ontario du Québec, d'abord Gatineau) est dans la même Province que Toronto comme capitale de l'Ontario[1]. D'ailleurs, tout l'Ontario français suit ces divisions

[1] Incessant processus de conquête du Canada, de la nation tirée de canadienne d'abord française, mais toujours plus anglicisée et enfin, du Canadien toujours plus uniquement *Canadian*, en y pesant sur le Québec, via le ROC, depuis l'État fédéral. Selon Stanley Bréhaut Ryerson, *Capital et Confédération*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1978, le ROC s'y enferre aussi : le *Canadian Wealth* (p. 203, 322) s'infléchit au profit de « wealth of Central Canada » (p. 362), à savoir l'Ontario. En l'occurrence, il faut se rappeler que Toronto est la 4e ville en importance en Amérique du Nord, après New York, Los Angeles et Chicago et a supplanté Montréal comme métropole du Canada, sur l'arrière-fond de l'aménagement du fleuve St-Laurent fluidifiant tout le commerce maritime (en particulier pour acheminer les minéraux depuis la côte nord québécoise) menant aux Grands Lacs d'où contrôler en retour en divers endroits du parcours entre-deux l'écoulement des eaux, depuis les années 1960. La tension y est incessante entre la mairie de la ville et Queen's Park où loge le gouvernement provincial ontarien qui, sous Ford, tend à copiner avec les promoteurs immobiliers pour empiéter sur la ceinture verte entourant la ville ou pour les imposer à Hamilton, à favoriser les voies de circulation et les lieux de stationnements pour les automobilistes à l'encontre des pistes cyclables et autres aménagements urbains plutôt promus par la ville de Toronto et à fantasmer creuser sous le réseau autoroutier la

principales du Sud en regard de l'Est, en s'ajoutant le Nord, dont Sudbury ayant pu être un certain temps l'épicentre de la mouvance qui s'est dite Franco-Ontarienne, avant de se redéfinir en plus strictement francophone (dans la lignée du bilinguisme officiel canadien trudeauiste) et en déplacer jusqu'à son épicentre à Toronto sous l'égide de l'ACFÉO, puis ACFO y étant entre-temps devenue l'AFO, l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario. Tout comme l'épicentre de tout le Canada de part en part Français, devenu Canada français, ne s'est lui-même dit tant Québec que Québécois qu'en glissant à son tour de Québec français, si un tant soit peu francisant pour perdurer en tant que français, en Québec francophone. Comprenons bien que la redondance du Canadien, autrefois le Français, qu'énonce le Canadien français fait déjà se réduire l'identité proprement si culturelle que pansociale à partir de sa colonisation s'appropriant jusqu'à son nom, à savoir de Canadien en *Canadian*. Ne lui reste que « l'exotisme de sa langue »[1] ne lui permettant plus de se dire Canadien que Canadien français et même pis, que Canadien francophone, renvoyant au Franco-canadien décalquant lui-même le *French Canadian*, ce qui n'est plus français, mais anglais : ça peut sonner français, mais est-ce encore en un sens français ? D'autant que, si l'anglais va davantage de la matière à l'esprit et donc du son au sens, le français, tout au contraire, va davantage de l'esprit à la matière et donc du sens au son et même *a fortiori* à l'écrit, car ramenant l'audible au visible et impliquant de là, que la vue elle aussi passe et se ramène du visible à l'intelligible d'emblée mental. Bref, même quand ça sonne français à l'oreille, ce ne peut l'être que si le sens préside à la production sonore, nullement l'inverse par lequel déjà s'angliciser et ce, à même le français. Bien noter : ce ne sont pas des emprunts de mots à l'anglais pour les franciser ou même les intégrer tels quels en français qui font s'y assimiler, mais cette inversion phonosémique lors de leur usage à même tout échange interlocutoire, voire interscriptural. Par exemple, des échanges Franco-Québécois, donc entre la France et le Québec, sont-ils Franco-Canadiens au point de s'en trouver encarcanés à partir du *Canadian* leur imposant de n'en être que *French Canadians*, non comme tels, mais en ne pouvant en être que le décalque canadianisant plus que canadiennisant ? De même, sous Carney, non pas ministère canadien des

ceinturant (pourtant déjà à 8 voies de large) un second réseau le redoublant. Sans parler de Windsor où se concentre la fabrique automobile (surtout si à essence et anti-transition énergétique) en intrication avec les États-Unis trumpiens. Toronto draine une grande part des milliards issus du Fédéral et est le fer de lance de son nationalisme se voulant d'autant économique que pouvoir s'en occulter politique jusqu'en ses rapports avec le nationalisme québécois. Sauf si un autre nationalisme économique émerge et se fait le révélateur de tout ce petit jeu : l'Alberta (anciennement partie prenante avec le Manitoba et la Saskatchewan de ce qui était les Prairies comme chasse-gardée faite Ontario-Ouest face au Québec).

[1] Lapierre, ibidem, p. 163. En référence au livre de Jean Bouthillette, *Le Canadien français et son double*.

identité et culture (qui pourraient être non moins françaises qu'anglaises en même temps que faire place et s'articuler avec un correspondant ministère québécois des identité et culture), mais ministère des identité et culture canadiennes, *as canadians*, et où y fondre les langues officielles, en français et donc avec dimension sociale inhérente à la notion de langue et pourtant renvoyée en clause annexe et dérogatoire de la Constitution de 1982, comme de correspondants décalques des anglicisants *official languages*. Quand sera prise en compte la manière, d'emblée fort culturelle et identitaire, de parler jusqu'en ledit bilinguisme officiel, surtout que redoublant, par le nom même du ministère correspondant, l'emprise officielle, autant culturelle qu'identitaire, sur ce bilinguisme ? Et *a fortiori* jusqu'en le français comme langue commune et officielle du Québec risquant autrement d'y prêter flanc, faute de bien distinguer la culture d'emblée socialement générée et rendue apte à s'intégrer l'ethnoracial, plutôt que de s'y faire laminer en particulier à travers une immigration d'autant contrôlée et soi-disant multiculturelle depuis le Fédéral que sous façade pseudo-bilingue (car bilingue non pas tant pour les Anglais que pour les Français et, chez les autres, le plus souvent par leur propre langue d'origine tierce, les deux en voie d'anglicisation), en regard de la culture artistique susceptible autant d'y puiser que de la représenter ?

Pour sortir de la rhétorique hypercentralisatrice et assimilationniste fédérale, pourquoi ne pas distinguer en la population québécoise les gens de souche, certes, mais de souche ancienne et de souche plus ou moins récente, à savoir immigrante[1], voire, comme en cette émission s'intitulant *Immigrants de souche*, consistant à aller rencontrer des immigrants établis en région et y prenant donc racine au point de constituer une souche d'où une lignée peut émerger et

[1] Gilles Grondin, Mémoire sur l'avenir constitutionnel du Québec : des pistes de solution pour assurer la pérennité de notre nation, 5 sept. 2024, p. 3 : « Ainsi, à titre de responsable nationale de cette célébration, j'ai toujours agi pour que cette fête s'adresse à tous et toutes, peu importe la couleur politique ou l'origine bref à tout le monde de « vieille souche » ou de « nouvelle souche ». Qui plus est, année après année, il était nécessaire de se renouveler et de bien prendre la mesure de la volonté de la population et d'adapter le discours de fierté nationale à la sensibilité des Québécoises et des Québécois. » L'illustre le Mémoire de Marc J. Ryan par ses origines régionalement campées : il est originaire de l'Outaouais (Ontario et Québec), d'une mère de souche canadienne-française et d'un père de souche irlandaise. Il examine dans le système scolaire québécois le devenir des anglophones de souche, selon les craintes parentales face à tout changement linguistique, ou issus d'autres provinces. Enfin, si la notion « de souche » renvoie au fait de non seulement s'établir, mais de naître au pays, surgit la notion d'autochtone, des plus anciens (amérindiens, inuits et métis, tous ensembles dits Premières Nations), puis aux Français, ensuite aux Anglais, enfin tous les immigrants ayant pu s'y conjoindre et autrement plus récents, non d'emblée l'inverse par anglicisation tous azimuts censée occulter jusqu'à sa teneur sociohistorique, voire imposer l'individualisme libéraliste renvoyant le social en clause annexe et dérogatoire et de tronquer l'individu de ses propres différences d'autant intra-individuelles (d'individuation dès avant naissance, à l'individualisation accrue par néoténie et *a fortiori* en des sociétés accentuant la reprise à titre individuel de sa propre individualité et enfin, seulement alors quelque individualisme, *a posteriori* et aucunement *a priori*, sauf interversion virant tout à l'envers) qu'interindividuelles, donc aussi d'emblée sociales.

alimenter la double naissance faite nature et nation[1] ? Et pourquoi certains immigrants ont embarqué dans la mouvance souverainiste ou à tout le moins autonomiste, là où d'autres se sont plutôt alignés sur la litanie fédéraliste ? Sans parler de tout ce qui a pu en resurgir à travers les propos de Paul Saint-Pierre Plamondon (PSPP) réajustant ce qu'il a pu initialement dire du milieu culturel artistique, lors de la nomination de Marc Miller au dit ministère Identité et Culture canadiennes, à *Tout le monde en parle* le 7 décembre 2025, mais en s'étonnant à quel point ceux qui s'adressaient à PSPP étaient peu éveillés à tous les points qu'il soulevait et ce, même quand il leur répondait et le leur explicitait. Le tout rejoint grandement les grandes lignes du petit livre, à la fois publié par Joseph Facal pour rendre compte de l'étranglement fiscal et autre pratiques par le gouvernement fédéral suite au référendum de 1995 et résumés dans son article sur « Les vérités dérangeantes de PSPP » paru dans le *Journal de Montréal* ? Cela ne mériterait-il pas aussi d'être examiné de plus près ? Je ne suis pas certain que des immigrants souverainistes ou à tout le moins autonomistes, s'ils s'affichent tels et signalent examiner tels les enjeux en question, aient vraiment conscience de la portée que leur voix peut avoir pour faire réévaluer toute la question migratoire et la façon même de pouvoir en parler jusqu'en la tension entre le Fédéral et le Québec, surtout sur la place publique. Toutefois, même s'il peut y avoir un mouvement d'Immigrants souverainistes ou à tout le moins autonomistes, les obstacles sont les mêmes, voire pires qu'en la culture artistique, si y voilant de la même façon la culture, mais d'autant d'emblée sociale que sociogénérative (en s'intégrant versus se laminant en ethnoraciale si pour parvenir à quelque convergence culturelle que ce soit ?). Il arrive que la culture sociopolitique mise en jeu ne le soit surtout pas directement, mais indirectement, via un nationalisme politique s'occultant en nationalisme économique et *a fortiori* subventionnaire, seul plus évidemment opérant et ailleurs que sur la place publique, car plus privément, dans quelque recoin où ne pas trop paraître : non seulement couper toute subvention susceptible de l'aider, faute de s'aligner sur l'idéologie fédérale, *a fortiori* si ce mouvement d'immigrants souverainistes ou à tout le moins autonomistes est laïc, car aussi à

[1] En allant plus avant, bien noter comment le trudeauisme biaise toute sociohistoricité : si les Premières Nations et Inuit sont bien Autochtones, à savoir sont nés et ont grandi au pays, les Français venus au pays, puis ceux y étant nés et y ayant grandis, y prennent un tant soit peu part eux aussi, de sorte que lorsque les Anglais arrivent et font de même, il leur suffit de tout inverser et de faire de tous des sujets britanniques nés et ayant grandis plus ou moins tels de l'autre côté de l'Atlantique avant d'en faire tout autant de ce côté-ci et en contrôlant toute l'immigration à magnifier en ce même sens comme d'où pouvoir s'assimiler autant ces Autochtones premiers que ces Autochtones seconds que sont les Français en question. S'éclaire tout l'apport de la distinction entre de souche ancienne et de souche récente s'en modulant tout du long, selon que du sol du pays et du sol qui l'assujettit et d'où ancien/nouveau s'énoncent toujours déjà en sens inverse. Plus le sens du temps s'inverse, plus toute sociohistoricité s'ensuit de même, jusqu'à l'anhistoricité et l'asocialité les plus complètes, le tout à renvoyer en clause annexe et dérogatoire.

risque de ne pouvoir prétendre à des statuts d'OSBL ou OBE auprès de l'Agence de Revenu du Canada (sous prétexte que ce ne serait pas culturel et éducatif, mais politique… tant que non-fédéraliste !), alors que les religions, elles, y ont droit. Imaginez ce que ça donne, lorsque s'y ajoute la question de la laïcité québécoise ou le standard encore plus « deux poids, deux mesures » issu du Code criminel canadien tardant à modifier son exemption religieuse quand des propos haineux sont tenus !

Tout devient encore plus unilatéral en cumulant toutes les pressions dans un seul et même sens, depuis le Fédéral jusqu'en et à l'encontre du Québec, surtout si des mouvements sociaux inconscients s'y conjuguent sans aucunement s'interroger au moment de vouloir réimposer telle ou telle religion, par exemple la catholique dans les écoles, sans s'apercevoir y ouvrir une brèche à toutes les autres religions et ce, toutes ensemble contre la laïcité, avec propos haineux d'autant unilatéralement opérants et, par surcroît, pistonner par le Fédéral en attente de la moindre fort enreligiosante occasion ethnoracialiste, à savoir de monopole de pouvoir accuser d'ethnoracisme, surtout quand il s'agit du Québec ! Faute de s'apercevoir que le Fédéral ne se soucie guère de régler les questions ethnoracistes, surtout les plus enreligiosées, mais uniquement d'en tirer des vecteurs pour mieux s'imposer et hypercentaliser, *a fortiori* quand il s'agit du Québec, y a-t-il quelque conscience en ces groupes que ce qu'ils réclament n'est pas tant pour eux-mêmes que pour cette aliénation toujours plus extérieurement imposée, sans plus jamais rien en penser par eux-mêmes ? De plus, le coup de massue peut d'autant être percutant que porté sur des immigrants à statut temporaire (avec fallacieuse promesse que cela mènerait à la résidence permanente) ou très nouvellement arrivés (par exemple comme juste avant le référendum de 1995) à des fins fort uniquement politiques et partisanes plutôt que selon un processus clair, à savoir une demande en une seule étape avant et si pour pouvoir arriver et ce, en sachant que c'est pour la résidence permanente et en s'intégrant à une culture socialement en cause et de l'État en émergeant, en l'occurrence de l'État québécois, si sans manipulation fédérale exogène indue.

Bref, si l'État fédéral cherche à créer autant de précarités, c'est pour créer des dépendances à exploiter à son propre profit et en déstructurant d'autant, avec l'État québécois, la culture, si québécoise, et ce, de sociale (elle-même de souche, présumée ancienne, pour d'autant la déconnecter et l'ethnoracialiser jusqu'à l'ethnoracialisme permettant de la traiter d'ethnoraciste que l'opposer à récente, à savoir immigrante, d'où la manipuler) à artistique. Surtout si l'État québécois s'y prête, en particulier dans le cas des immigrants à statut temporaire avec fausse

représentation quant à la suite faite illusion de mener à la résidence permanente. Enfin, des dysfonctionnements chroniques tardent à être abordés et réglés depuis des décennies, dont le cas de médecins immigrants ayant franchi toutes les étapes pour exercer, sauf celle qui permet de les bloquer en les empêchant de se trouver un internat reconnu pour compléter et activer le passage à la pratique, le tout alors que le système médical québécois est dit manquer de médecins. S'agit-il, par emprise corporatiste, de limiter le nombre de médecins pour créer une rareté les rendant d'autant indispensables et aptes à contrôler tout le système médical, jusqu'en les négociations avec le gouvernement québécois pouvant d'autant être amené à plier, mais non sans hypothéquer toujours plus le budget entier de la Province s'en trouvant toujours plus accaparer au détriment de tout le reste, en plus de contrôler le diagnostic au point de départ de toute la chaîne de soins possibles dans tout le réseau ? Patients soignés ou au contraire fantaisistement dichotomisés par contrôle corporatiste entre captifs et autrement exclus ? *A fortiori* si le tout se double d'un discrédit du système public au profit d'une part élargie du système privé comme si tout s'y résoudrait par magie, sans peut-être trop s'apercevoir que ce libéralisme croissant va quelque peu dans le sens du libéralisme géopoliticoéconomique s'imposant depuis Ottawa, si ne virant en libertarisme étatsunien, au fur et à mesure que l'individu toujours plus stricto sensu individualiste ne fait, en tout humain et de lui-même jusqu'en tout autre, du social que son annexe toujours quelque peu dérogatoire. De même, pourquoi le gouvernement de la CAQ, favorise-t-il les garderies privées et leur devenir néolibéral ou libertarien plus aléatoire, plutôt que publiques, pourtant mieux socialement intégratrices et solidairement propices, au point qu'elles sont sur le point de prédominer ? Ne s'aperçoit-il pas qu'il se contredit en tronquant la Constitution du Québec de la sous-jacente convergence culturelle susceptible de l'étayer et de s'intégrer comme le troisième des trois axes ici proposés pour le Conseil Constitutionnel ? Jusqu'au point de faire des garderies (issues de Froebel) des « nursery » anglicisantes axées sur la seule fantaisie si individuelle que présumée toujours déjà individualiste, au point que toute autre culture ne puisse plus qu'en être réductible à son folklore, le tout étant appelé à remonter et se généraliser de l'enfance à l'état adulte ? Jusqu'où cela va-t-il aller ? Sans parler que, comme commence à le décrier certains articles de la presse courante, cela s'inscrit dans le même pattern que Carney avec qui et de la même façon reproduire le trumpisme au sein du Canada et en l'occurrence, du Québec ? Questions scandaleuses ? Comme toutes les autres, elles exigent d'engager une plus saine conception de la culture d'emblée sociale jusqu'en l'ethnoraciale (s'y intégrant ?),

autant nataliste et migratoire (en une idée de nation émergente plutôt que présumée ?) que médicale et éducative (pesant si lourdement en tout budget provincial et *a fortiori* si relativement à tout le reste en un projet de société dûment mieux cerné). De culture d'emblée sociale plutôt que seulement artistique, elles tendent à être sociopolitiquement étouffées pour qu'elles ne puissent surgir. Le problème n'est pas issu que du fédéral sans, contre et jusqu'au sein du Québec, mais en partie au sein du Québec, par ce qui y prête flanc.

Si elle perdure selon le même modèle ayant jusqu'à présent prévalu, la confrontation sempiternelle, entre Fédéralistes et Souverainistes dont la CAQ a émergé et en lesquels elle risque de refluer et se dissoudre au moins en partie lors de l'élection de 2026, ne me semble pas pouvoir être remise en question en sa façon (fort culturelle, mais sociopolitique bien avant qu'artistique) de s'instaurer. Le Fédéral a réussi jusqu'à présent à la faire pencher en sa faveur. Du moins, tant que cette interface migrante n'est pas mieux articulée avec la sociodémographie des naissances/mortalités, jusqu'à travers les institutions, de la famille à l'école, au travail, en politique… et *a fortiori* toutes celles du milieu culturel autrement poursuivi, plutôt qu'occulté et résorbé de social en artistique. D'où l'importance d'une distinction comme celle relative à la population de souche… récente relativement à ancienne. Sinon ne subsiste que ledit de souche confondu et assimilé à souche toujours uniquement sous-entendue ancienne, ce qui est du petit pain béni pour l'idéologie trudeauiste ethnoracialiste (s'octroyant le monopole de l'accusation d'ethnoracisme en même temps que d'ingénierie manipulant le social par l'ethnoracial en son sens multiculturel toujours plus mosaïque plutôt qu'en convergence, surtout si québécoise). Quant à la série télévisuelle s'intitulant « Immigrants de souche », déborder son simple humour par cette bien plus explicite distinction permet de perlaborer bien davantage jusqu'à la culture qui s'en sociogénère en s'intégrant plutôt que se laminant en ethnoraciale. Me semble cruellement manquer certaines interfaces à mieux expliciter et surtout, rendre opérantes.

—*Interfaces culturelles différenciatrices et intégratrices à aménager*

1) Le sens de la culture : de sociale à artistique avant que l'inverse

Le fameux écart entre la culture au sens social québécois[1] et la culture au sens artistique est à aménager. Il est rare qu'un artiste, même quand il se soucie de sa mise en scène de la culture québécoise, voire à y contribuer aussi par d'éventuels apports issus d'autres cultures, s'aperçoive et s'inscrive très explicitement dans l'aménagement de cet écart. Et il est encore plus rare qu'un politicien s'y adresse très explicitement, y compris PSPP à *Tout le monde en parle* et même s'il a touché avec justesse à nombres d'enjeux aussi soulevés par J. Facal. D'où d'éventuels apports d'autres cultures à la culture québécoise dans une perspective d'intégration convergente plutôt que de désintégration par l'ethnoracial de la société québécoise : il ne s'agit aucunement de multiculturalisme, ni même d'interculturalisme, mais bel et bien de convergence culturelle, notion préconisée par Guillaume Rousseau, l'un des deux principaux auteurs du projet de Constitution du Québec. Il s'agit d'une lacune de la CAQ, si ce n'est quant au 1er (la vigilance interconstitutionnelle), du moins quant aux deux autres axes ici proposés pour rendre viable la loi constitutionnelle, par un statut quasi sénatorial, consultatif et dynamique du Conseil Constitutionnel : convergence culturelle (facilitant la forge de la société civile avec laquelle dialoguer) et Constitution du Québec (surtout si de réactive à proactive) ne peuvent vraiment s'instaurer de façon viable qui si s'étayant mutuellement et se déployant ensemble. Le meilleur apport culturel que je connaisse d'une autre culture à la culture québécoise est celui de Boukar Diouf : il est allé jouer de façon fort amicale et espiègle jusqu'en notre inconscient collectif, lorsqu'il a fort aimablement épinglé diverses personnes de son audience en leur demandant de quel côté est le derrière d'un arbre, comme lorsque des Québécois disent que quelqu'un est caché ou surgit de derrière un arbre. C'est bourré de connotations sociohistoriques, par exemple de l'époque où la Nouvelle-France était sous menace d'Iroquois susceptibles de surgir de derrière un arbre ou encore du fameux été dit des Indiens, si ce n'est dudit Indien apportant des enfants, comme à l'époque de ladite « revanche des berceaux », voire son ultérieure mise en livre sous la figure du personnage de Sauvageau par *Les Grands Soleils* de Jacques Ferron, puis en théâtre (du Nouveau Monde) par Albert Miller, justement dans les années 1960, donc en un sens culturel passant alors et

[1] En la culture, le social n'est plus tant fédéralement réductible et assimilable à l'ethnoracial, mais se l'intègre plutôt que s'y désintègre, en particulier via l'immigration.

seulement alors de sociohistorique et même sociopolitique (au ressort de la Révolution tranquille et bien avant l'émergence du PQ) à artistique. Même si cela n'a jamais été explicité tel quel, quant à ce qu'a alors fait Boucar Diouf, il s'agissait d'un passage majeur de l'inconscient au conscient : chez tout un chacun, l'enjeu est que la langue française québécoise ne peut jamais se référer à quelqu'un derrière un arbre que depuis sa propre position par laquelle et d'où il le regarde et qui, s'il s'en aperçoit, est ce qui lui fait imaginer (même sans parvenir à y penser et encore moins à le penser explicitement) qu'il s'agit du devant de l'arbre en question pour que la partie opposée puisse être ainsi dite l'arrière. Wow! Nos expressions linguistiques ne valent aucunement dans l'absolu, mais uniquement dans leur contexte socioperceptif D'EMBLÉE RELATIF, en l'occurrence chez tout un chacun en sa relation en tiers (inclus et non plus exclu et en sus) face à un arbre et à quelqu'un éventuellement de l'autre côté, alors et seulement alors dit l'arrière d'où surgir. Avec les repères socioperceptifs les plus culturellement usuels, c'est jusqu'à l'imaginaire qui est remis en jeu et revisité, ET CE, À MÊME LA LANGUE l'en véhiculant. Bref, il y a tout un potentiel immense d'enrichissement mutuel à l'interface culturelle d'ancienne/nouvelle souche, mais en tous les cas, d'emblée sociale, *a fortiori* si susceptible de s'en apercevoir jusqu'à s'en sociopolitiser et ce, bien avant, mais pouvant être jusqu'en artistique, sans aucunement tant réduire et confondre que métonymiser la culture, ainsi sociale, voire sociolinguistique, avec et depuis la seule culture artistique.

2) Hiatus canadien et intégration québécoise entre culture et langue

Le problème est bien plus grave et remonte à la façon même dont existe la Constitution trudeauiste de 1982 et dont elle conditionne tout : il s'agit d'un hiatus constitutionnel (de 1867, mais si radicalisé qu'absolutisé par trudeauisme en 1982) entre éducation et plus largement culture s'y trouvant transmise, de compétence provinciale, et langue, de compétence fédérale partout au Canada, sauf au Québec. Faute de s'apercevoir de son exceptionnalité ou si l'on préfère, du fait d'être d'autant une société distincte quant à ce point, en pouvant au moins essayer de faire converger les deux, le Québec ne s'aperçoit plus de l'effet d'homogénéisation que le fédéral trudeauiste exerce via le ROC, bref via toutes les provinces hors Québec où ce hiatus prévaut, et qu'il impose tant qu'en schizophrénise le Québec, ne s'en défendant même plus à partir de la Constitution de 1867 face à la Constitution trudeauiste de 1982 qui y est superposée et lui est imposée. L'homogénéisation n'était censée être possible que dans le ROC, selon

la Constitution de 1867, mais la trudeauiste Constitution de 1982 l'a étendue jusqu'au Québec. Si évaluée à l'aune de la Constitution de 1867, ladite Constitution de 1982 est inconstitutionnelle. Comme déjà signalé :

« Guy Laforest, dans son Mémoire portant sur un nouvel imaginaire des relations intergouvernementales, le 26 août 2024, p. 12, rappelle que « Comme le Québec de l'époque 1860-1867 tenait mordicus à la juridiction autonome sur la propriété et les droits civils, éventuellement consacrée à l'article 92(13) de la Loi de 1867, le Québec est clairement exclu du libellé de l'article 94, lequel permet au gouvernement fédéral, avec le consentement explicite des assemblées législatives des provinces de « common law » concernées, de légiférer pour homogénéiser le champ de la propriété et des droits civils. Comme les débats au Parlement du Canada-Uni en 1865 le révèlent aussi clairement, le Québec est donc exclu de telles initiatives homogénéisatrices. » Au lieu d'une simple asymétrie dont le Québec peut tirer avantage, il me semble s'agir plutôt d'une biasymétrie révélant l'illégalité totale de Trudeau père d'homogéniser depuis le Canada anglais jusqu'en et au détriment autant du Québec que de la Constitution de 1867, tout en se faisant accroire légal depuis 1982. »

Dans la suite de ce que propose André Binette, le Québec pourrait même faire son propre rapatriement unilatéral de la Constitution de 1867, en réponse à celui de Trudeau père en 1982, selon une asymétrie inverse à la sienne à laquelle le renvoyer, d'abord en instaurant un Québec républicain délesté de tout l'arrière-fond monarchique présumément de droit divin s'absolutisant et donnant trop emprise à l'hypercentralisateur fédéralisme unitaire trudeauiste. De l'entrechoc de telles asymétries à la biasymétrie ?

L'un des pièges récurrents et constitutifs du trudeauisme est d'imposer des nombres absolus (style « là où le nombre le justifie » si constitutif du fameux article 23 de sa Constitution de 1982) pour camoufler les nombres relatifs, qui seuls révéleraient vraiment que même lorsque des nombres absolus croissent, il peut s'agir au contraire d'un déclin relatif menant à l'assimilation. Ceci permet de fausser tout discours portant sur la question. Or, faute de culture prenant conscience d'elle-même dès le social, le Québec y prête flanc. À ce propos, relire l'exemple ci-haut signalé et relatif à Boucar Diouf pour bien comprendre le soubassement socioperceptif d'une posture appelée à passer de l'absolu au relatif, ce qui est crucial pour comprendre ce qui se passe réellement. Je le réitère : remarquez l'exigence de bien cerner et articuler le codéploiement du double hiatus (autant socioculturel que constitutionnel) signalé par mes présents points 1) et 2).

3) Cerner ce double hiatus socioculturel et constitutionnel de 1982

Du fait de ce double hiatus pervasif et exacerbé plutôt qu'aménagé, les biais trudeauistes sont tellement intériorisés et parties prenantes des conversations quotidiennes et en particulier médiatiques, jusqu'en leur teneur culturelle, qu'ils semblent aller de soi et constituent, sans même s'en apercevoir, des milieux hostiles à toute éventuelle remise en question des incessantes tendances à déstructurer le Québec. Imaginez ce que ça va être, lorsque l'hostilité va être mise en œuvre à partir de sa source même et s'en intensifier d'autant ! Entre-temps, par exemple, une orientation de droite, moins soft et nuancée que celle de Joseph Facal, est celle de Mathieu Bock-Côté, de sorte que Patrick Roy, issu de Radio-Canada financé à hauteur de plusieurs millions de dollars canadiens par le Fédéral, lors d'une interview, n'a cessé de vouloir l'accuser d'ethnoracisme (un monopole trudeauiste multiculturel multiethoracisant jusqu'à l'ethnoracisme ethnoracialiste, par ce monopole même d'accusation d'ethnoracisme alors instauré). Le truc est fort simple, mais terriblement efficace et incessamment récurrent : faire confondre et se réduire l'immigration aux seuls immigrants se fait à la façon de la Constitution de 1982 de droits et libertés si purement individuels qu'individualistes au point de se collectiviser tels en lieu et place, sous façade et jusqu'à l'encontre de droits autrement collectifs en tant que d'emblée sociaux, tout au contraire renvoyés en clause annexe et dérogatoire d'où ainsi les manipuler par une telle ingénierie sociale, y compris jusqu'en le droit civiliste québécois à l'encontre duquel faire opérer et s'immiscer un peu partout la fort anglicisante « common law ». Dans cet exemple, Mathieu Bock-Côté parlait d'immigration de masse (en grande partie contrôlée et manipulée par Ottawa jusqu'en et contre le Québec) et Patrick Roy, lui, s'acharnait à ne parler que des immigrants, à titre d'individus censés n'être collectivisables que tels (fort à l'image de la Constitution de 1982) pour l'en accuser et sous-entendre qu'il était raciste s'il ne se pliait pas lui aussi à ce discours, en bonne homogénéisation trudeauiste dont, elle, ne jamais parler pour ne que l'opérer ainsi. Relisez bien attentivement la citation ci-haut issue de Guy Laforest pour bien saisir la source et l'ampleur d'une telle homogénéisation indue, lorsque passant et s'étendant du ROC au Québec, depuis la manipulation trudeauiste de 1982 de la Constitution de 1867. C'est cela une idéologie culturellement opérante et mise en place par le trudeauisme pour l'être et ce, en vue de renforcer son hégémonie, en l'occurrence depuis le Fédéral jusqu'en, sans et contre le Québec et ce, jusqu'en la bouche de Québécois journalistes interviewant d'autres Québécois, à l'image du rapatriement unilatéral

de la Constitution en 1982. Qui pense à se mesurer en ce sens au soi-disant ministère de l'identité et culture canadiennes ? Hormis l'entrechoc des discours se heurtant entre eux, connaissez-vous beaucoup de gens qui mettent au jour ce mécanisme (fort victimaire, dirait Girard), si pour éventuellement pouvoir le questionner jusqu'en ce qui s'en immisce partout quotidiennement ? Pensez-vous vraiment qu'un parti politique souverainiste ou même tout simplement autonomiste et même si à l'intérieur du système soi-disant fédéral (au contraire fort unitaire et hypercentalisateur), *a fortiori* si le promouvant provincialement, ait quelque chance que ce soit de s'en déprendre, si sans le comprendre et pouvoir parvenir à s'y attaquer et à mieux le faire comprendre à l'ensemble de la population québécoise (et même canadienne anglaise) ? Tout va se passer très à vif, si la CAQ se désagrège et si PQ est élu en 2026. Quel que soit le Parti qui remportera cette élection, sera-t-il prêt et apte à y faire face ? Et tout cela va faire partie d'enjeux culturels, mais *a contrario* de ce que veut en faire accroire le nouveau ministre fédéral de l'identité et la culture canadiennes, c'est un enjeu culturel de part en part sociopolitique, car la manière même d'en parler est, en tant que manière, d'emblée fort culturelle, et ce, *a fortiori* si jusqu'en le bilinguisme officiel. Cet enjeu culturel est justement partie prenante des discours jusqu'aux plus usuels et dès lors de teneur fort idéologique à cerner et mettre au jour telle, *a fortiori* si faisant accroire que la culture en question se réduirait à sa seule teneur artistique, dont on en vient alors à s'apercevoir que c'est tout au contraire pour ne pas avoir à en parler en tant que sociale et *a fortiori* sociopolitique et pour mieux tout en taire et en faire passer en sous-main, par l'emprise subventionnaire. C'est tout un art (si idéologique et si peu artistique soit-il) que de faire passer et de camoufler un nationalisme politique sous façade d'un nationalisme purement économique conditionnant depuis leur réalité la plus matérielle tout ce que peuvent penser et dire ceux qui en dépendent. Tel était déjà le soi-disant postnationalisme trudeauiste fils par lequel ne jamais s'afficher politique pour pouvoir mieux et bien plus subrepticement s'imposer économiquement et en particulier par voie migratoirement manipulable en sous-main. Marc Miller l'a mis en place et en jeu sous l'égide de Trudeau fils. Mark Carney en ouvre un nouveau chapitre en ravivant à travers lui toute cette idéologie pour pouvoir la rendre prégnante et conforter l'hégémonique emprise fédéraliste trudeauiste. Qu'il va devenir évident qu'il aime voracement le Québec et sa culture à s'avaler, car sous la seule et unique condition que son identité, au cœur de toute culture, soit et surtout ne soit que fédéralistement canadienne, sous-entendu « as canadian » et ce, tel que s'exprimant selon un bilinguisme officiel qui n'est jamais de langues officielles, en

français, que comme décalque des « official languages », en anglais ! La langue (sociale) n'est pas le langage : la langue maternelle n'est pas la *mother tongue as first language*.

Bien noter aussi, l'enchaînement, au double sens autant d'une chose menant à une autre que d'y être encarcané et enferré : le Canada carneyiste est lui aussi pris dans le même dilemme face aux États-Unis trumpiens, à savoir sacrifier son autonomie politique pour s'y subordonner ou se faire isoler économiquement, tant l'économie peut être utilisée comme une arme d'attaque appelée à instaurer les conditions matérielles qui, de toute façon, tendent à mener, mais plus indirectement, à cette perte d'autonomie politique. En tant que trumpiste qui veut s'ignorer tel au point d'en reproduire la même logique, quoique plus subrepticement, Carney veut diversifier l'économie canadienne (vers l'Europe et l'Asie) pour se distancier de l'économie étatsunienne en même temps qu'imposer de la même façon ses priorités économiques nationales au sein du Canada (tout comme la CAQ au sein du Québec), mais que va-t-il vraiment faire face à cette double pression étatsunienne trumpienne ? Je rappelle que, lors du 1er mandat de Donald Trump, alors qu'il n'avait aucunement la puissance de frappe qu'il a dorénavant lors de son 2e mandat, les États-Unis avaient déjà imposé au Canada un droit de regard sur ce qui pourrait s'y introduire depuis la Chine en son économie, ce qui s'est depuis lors complexifié, car la Chine compense son momentanément plus faible marché intérieur (à revitaliser selon son plan quinquennal 2026-2030) par une expansion sans précédent de son marché extérieur, en particulier à travers maints pays asiatiques avec lesquels, si le Canada fait affaire avec eux, va se retrouver toujours plus une part de produits chinois… comme autant d'éventuels prétextes à des interventions unilatérales arbitraires trumpiennes. Et ce n'est qu'un exemple de tous les biais qui peuvent surgir. Déjà, en juin 2026, l'ACEUM reste en suspens (et même si et surtout malgré des industriels étatsuniens voulant qu'il soit reconduit, non sans pressions ne visant à le réviser que l'en dénaturer afin qu'il ne le soit que bien autrement). Devinez qui conseille la révision pour les États-Unis, si ce n'est sur le devant, du moins à l'arrière de la scène et en déterminant ce qui peut se passer sur ce devant : le fameux Navarro (ou son acronyme Ron Nova qu'il dit consulter en ses livres), l'une des principales têtes pensantes de *Project 2025*, d'où sort tout droit le prétexte trumpien de sa dite sécurité nationale, mais faite corollaire trumpien de la doctrine Monroe pour hégémoniser jusqu'à l'Amérique latine, Mexique en tête, sans parler du Canada, pour s'étendre à toute l'Amérique, de fait les Amériques (car il y a plus d'un continent selon les plaques tectoniques et maints pays habités par des

Américains autres que les Étatsuniens), mais en biffant sa contrepartie de l'époque qui était la non-ingérence dans les affaires européennes, pour dorénavant essayer de dicter aussi à l'Europe sa conduite. Tout ce qui respire sur Terre qui ne suit pas le rythme respiratoire étatsunien trumpien est une atteinte à sa sécurité nationale, tout comme toute vérification des faits est une atteinte à sa liberté d'expression et suscite de vives réactions fort agressives : c'est tout dire ! Le Canada trudeauiste rendu carneyiste fait la même chose à sa plus petite échelle, non pas tant d'abord démographique que de puissance statutaire pour être par surcroît aussi démographique et d'autant mieux institutionnelle que constitutionnelle à la sauce de 1982 et surtout pas de 1867, avec le Québec. *A fortiori* si une Constitution du Québec devient viable, pour autant que parvenant à se doter d'une conjointe et sous-jacente convergence culturelle, d'emblée sociale, voire sociopolitique (s'intégrant plutôt que se faisant laminer par l'ethnoracial), d'où pouvoir être aussi plus spécifiquement, mais aucunement réductivement artistique, au lieu de s'y faire occulter et de tout y faire taire par le subventionnaire.

Ou si vous préférez, plus largement, le Fédéral exerce un étranglement fiscal, que Joseph Facal, puis PSPP ont souligné et qui consiste à noyauter l'argent reçu du Québec pour le lui redonner en lui imposant ses conditions d'autant culturellement que sociopolitiquement idéologiquement orientées et irréductibles au seul culturel par ailleurs artistique à travers lequel occulter et plutôt faire accroire que ce ne serait pas politique. L'idéologie trudeauiste, voire carneyiste, à travers Marc Miller, tente de se reconstituer une virginité censée surnager à toute cette sous-jacente promiscuité que certains diraient prostitution exigeant, pour s'opérer, que n'y soit jamais distinguée et révélée que la culture est sociale, voire sociopolitique bien avant et jusqu'en l'artistique, lequel ne sert autrement que de cache-sexe depuis l'arrière duquel d'autant mieux l'en refouler et fourrer, en laminant toute conscience en inconscient censé lui correspondre automatiquement, donc l'entourer et même l'aspirer comme ce qui l'en pénètre, à la façon du coït, voire de s'en faire la gestation et l'en reproduire. Le tout derrière des portes closes laissant entrevoir la maison close où se déroule si usuellement les consultations externes fédérales libérales court-circuitant jusqu'à ses propres fonctionnaires à l'interne et leur expertise. Dont pondre (avec et via McKinsey) l'*Initiative du siècle* sous Trudeau fils en vue de magnifier n'importe comment l'immigration et sans jamais tenir compte de ses propres et pourtant si nécessaires conditions d'accueil et autres. Et instaurer (avec et via Black Rock) une Banque subventionnant des projets d'infrastructures –logée à Toronto, donc en Ontario qui va sans doute s'en faire payer toute une traite en 2026–, etc. De plus,

l'ambassadrice du Canada aux États-Unis ayant démissionné au début de décembre 2025, un dénommé Wiseman a été appelé à prendre sa relève. Il est prêt à tout « même si ça peut faire hurler le Québec » claironne-t-il. Il a été impliqué dans ces deux dossiers trudeauistes fils et il est fort proche de Black Rock. Ce monstre financier panplanétaire a supplanté la Chine pour faire main basse sur les ports du canal de Panama suite aux menaces trumpiennes et est par surcroît fort impliqué dans les cryptomonnaies et donc en affinité avec Trump ayant fait passer des lois pour les favoriser. Le tout en vue de la révision de l'ACEUM à venir : ça promet ! Ça va copiner pas à peu près, tous dans le même sens d'une hiérarchisation économique et de là, politique, dès l'Amérique du Nord jusqu'à travers tout l'Occident et enfin, la planète entière ! De la maison close et ses portes closes au cache-sexe depuis l'arrière duquel d'autant mieux s'en faire fourrer, voilà qui risque de prendre toute une ampleur ! Ce que Boucar Diouf a fait à propos de l'expression « derrière un arbre » serait à reprendre à partir de l'expression « derrière le cache-sexe, la porte close de la maison close », de son sens littéral à son sens figuré, alors que la culture se décale et est à risque de ne plus transparaître de sociale en artistique, au point de s'y confondre et réduire par la manière tout aussi culturelle dont la politique en parle. L'illustre dans le champ sportif, la façon dont s'est constituée la Crosse :

« De fait, Ça engage le schéma corporel d'une façon qui n'est pas tant psychisante que sociopsychisante bien avant que psychosociale, surtout que plutôt psychosociétale (non seulement psychisante, mais faisant y confondre tout social avec sa seule gestion). Un tel schéma corporel prend ampleur de mise en jeu du monde entier. Son sens sexuel n'est jamais individuel que d'emblée social, surtout chez les Autochtones, tout en faisant ressortir et comprendre ce qui se passe chez les non-Autochtones, dont l'inconscient n'arrive plus guère à la conscience. L'illustre l'humaine histoire de la crosse, née sur l'Île de la Tortue (l'Amérique du Nord) et pratiquée par plusieurs Premières Nations autochtones. Les Algonquins l'appellent *baggataway*. Le mot signifie « bâton », à savoir le pénis, et symbolise le Jeu du Créateur annonçant celui de la procréation humaine. Les jeunes hommes y faisaient preuve de leur virilité et de leurs prouesses physiques « (…) sous l'oeil intéressé et admiratif des jeunes femmes. C'était donc aussi, de ce fait, une façon pour la jeunesse de se rencontrer, de se choisir et de se mettre en couple. (…) Pour encourager leurs favoris, les femmes dans l'assistance vont souvent crier des mots salaces, exhiber leurs seins et leurs fesses ou mimer la copulation. »

Ce jeu s'est sportivisé en lacrosse, puis crosse, l'en désexualisant d'autant que mettant et transposant le sexe hors jeu, si ce n'est un tout autre jeu. De fait, jusqu'à l'idée de sexe prend un sens d'autant plus socialement restreint que plus aucunement public, mais privé et autrement selon un allusif sens populaire tout inverse qui lui fait signifier l'arnaque ou quelque grossièreté verbalement correspondante du style « crosser, fourrer ». La masturbation n'est plus mutuelle entre deux camps pour que sa propre érection ne cède pas avant celle de l'autre et l'emporte par présence de joueurs pouvant encore utiliser leur bâton la figurant et marquer des points au jeu en cours sous le regard spectateur et l'incitation stimulante des femmes. Les femmes en sont exclues et, bien après celle des hommes, ont finalement leur propre ligue, mais sportive d'intercrosse, à compter de 1990, mais non sans que le sexe en reste évacué (si occulté qu'inhibé, refoulé et inconsciemment opérant) et que la masturbation ait parallèlement pris le sens d'arnaque, en devenant unilatérale et si privément opérée que hors de tout regard. Une telle masturbation, dite une crosse, n'a plus un sens transitoire, mais un sens fort transitif de crosser, à moins d'en évoquer et d'y entendre le con comme lieu du déroulement d'un tel crossage, dit arnaque. Les organes génitaux et jusqu'à la masturbation, surtout si se fantasmant copulation, deviennent de part en part mentaux, en quête de l'acmé orgasmique à l'issue du coup fourré. L'étant, mais vivant et humain et copulant physiquement, s'en transpose en la copule être, métaphysiquement mentale. L'arnaque gestuelle-sexuelle voile le jeu rituel et le con en est devenu abscons, en évoquant, mais sans plus trop savoir en quoi le sein (le ventre) d'une femme, si ce n'est de la Terre-Mère qu'elle représente, d'où enfanter : l'arnaque joue de surprise mais d'une mauvaise surprise, car nul ne sait d'où elle sort et comment elle opère d'une façon si malignement géniale avant qu'il ne soit trop tard, d'où le coup, mais fourré, à savoir le crossage, impliquant le con. »[1]

Bref, que peut-il se passer à une époque de dites Intelligences Artificielles génératives se contrôlant algorithmiquement depuis des plateformes numériques, envahissant maints champs culturels et prenant jusqu'à des allures humanoïdes, alors que plusieurs peuvent échanger avec elles en pensant qu'ils ont un échange humain et qu'ils sont pourtant d'autant en train de ne parler qu'avec eux-mêmes qu'elles sont algorithment conçues et programmées pour être complaisantes, y compris jusqu'en des tendances suicidaires, que ce soit en portant atteinte à sa vie biologique ou d'abord à sa vie culturelle pour s'y réduire et, par perte de sens, y procéder de même ? Lorsqu'on en est rendu à se masturber,

[1] Y. Morin, *L'apparence : accès et miroir du réel*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp. 67-68.

même si de physiquement à mentalement et en s'exprimant verbalement ou autrement par médium robotique, sans même plus s'en apercevoir, surtout si à force de s'intégrer la grande arnaque fédéraliste trudeauiste tout aussi purement individualiste présumée ne se collectiviser que telle et donc d'abonder dans le même sens, comment s'en sortir si ce n'est en commençant par un tant soit peu à en prendre conscience et à s'en apercevoir ? Il faut dire qu'il est plus complexe de faire ressortir et comprendre ce qui se passe chez les non-Autochtones, dont l'inconscient n'arrive plus guère à la conscience. Et que si Wolfe faisait scalper les Canadiens, autrefois identitairement et identiquement les seuls Français établis au pays, en même temps que les Autochtones, avant que n'en soit éradiqué plus largement tout métissage culturel, dès l'époque de Macdonald et *a fortiori* depuis l'affaire Louis Riel, ça ne peut guère changer, sans au moins en prendre conscience, quant à la culture d'emblée sociale et apte à s'intégrer l'ethnoracial plutôt qu'à s'y faire laminer, dès la conjonction de la migration, dont l'immigration signant l'afflux d'une population de souche plus récente, avec la plus ancienne déjà considérée en ses taux de natalité/mortalité, selon une résultante éclairant la façon dont se redéfinit la nation et ce, jusqu'en l'État dont elle veut se doter, si plutôt que se le faire imposer et s'en faire tant manipuler qu'aliéner. Bref, sans émancipation, il ne peut y avoir de démocratie, si ce n'est purement nominale et de façade. En particulier, ladite génération Z, si marquée par l'interruption de la transmission culturelle et si assoiffée de sa reprise pour pouvoir en être abreuvée, s'aperçoit-elle de tout ce mécanisme (d'idéologique à hégémonique) ne visant qu'à l'entraver ? La transmission culturelle n'est jamais tant directe que plus ou moins apte à s'apercevoir en être médiatisée et à s'y mesurer comme à l'obstacle majeur ne visant qu'à l'entraver et l'aliéner au moment même de s'effectuer. Être n'advient que si se gagnant sur ce néant d'autant opérant que se cultivant tout autant.

4) Reconquête québécoise sociale et scolaire de ses culture et langue

La québécité souffre d'un système scolaire dit le plus inégalitaire du Canada, du fait d'être à trois vitesses (public secrétant à l'interne le semi-privé, par des programmes particuliers, et à l'externe le privé proprement dit). Comment le Québec en est-il sociohistoriquement arrivé là contrairement à tout le « reste du Canada » (ROC) et qu'est-ce que ça signifie dans le cadre du rapatriement unilatéral de la Constitution par Trudeau père avec l'appui du ROC sans et contre le Québec ?

L'histoire de l'éducation scolaire établit que, dès le XIXe siècle, les Protestants (usuellement anglais) n'ont qu'une école publique du primaire jusqu'à la fin du secondaire, seule l'université étant privée, tandis que, au Québec, via le catholicisme (et usuellement de langue française), seul le primaire est public et le secondaire est déjà pourfendu entre public et privé. Par la Constitution de 1867, les écoles confessionnelles sont protestantes et catholiques, pour protéger surtout les Protestants et l'anglais au Québec qui trouvent à s'en conforter face au courant catholique ultramontain (en attente de virer libéral) prévalant en français et les en assurant. Conjointement, les Provinces anglaises profitent du fait que l'éducation scolaire est de juridiction provinciale pour la laminer en français, ayant à lutter et résister seul, le fédéral laissant faire, en plus d'y favoriser l'immigration britannique pour laminer d'abord et avant tout la population française plus susceptible de vouloir s'en doter. La connivence est totale et pave la voie de l'assimilation pancanadienne du français à l'anglais avec conjoint refoulement dans le seul Québec qui, lui, n'est que dédoublé. Refouler le français dans le seul Québec ne l'y fait être que d'emblée l'y doubler de l'anglais. Trudeau père s'en assure de nouveau en négociant avec le ROC une résurgence de son sein de ce qui peut malgré tout y subsister du français, sans rien restaurer de son importance face à l'anglais.

Tout semble en être à peu près constant du dernier tiers du XIX^{e} siècle jusqu'au début des années 1960 (hormis sans doute que la scolarisation tend à devenir obligatoire et à se généraliser, donc à faire s'accroître ses nombres). Sans parler de l'arrière-fond de la querelle du joual qui se débattait à travers la société québécoise et qui exigeait déjà de prendre en compte les conditions proprement sociopolitiques de l'usage de la langue, surtout à Montréal. La Révolution tranquille, dès le Rapport Parent, était censée créer le Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et ouvrir l'école à tous, gratuitement, jusqu'à l'âge de 15 ans et jusqu'à la 11^{e} année scolaire, selon un dit horizon égalitaire. Or, tout au contraire, le public et le privé ont perduré et été mis en concurrence, un peu au primaire, mais surtout au secondaire, de sorte que le gouvernement du Québec s'est mis à les financer tous les deux (même si plus le public que le privé, avec émergence entre-deux et au sein même du public d'un semi-privé comportant des programmes particuliers, d'où les trois vitesses. En surgit le réseau scolaire le plus inégalitaire de tout le Canada, du fait de le renforcer au profit du privé à l'encontre du public plutôt que d'atténuer autant leur disparité que les conjointes inégalités sociales, autant socioéconomiques (les plus aisés) qu'en termes de performances (les plus doués). Sans parler du cercle vicieux électoraliste : les élus faisant partie le plus souvent de l'élite peuvent envoyer leurs enfants à l'école privée et leurs électorats

exigent de pouvoir conserver la possibilité des diverses voies, donc des trois vitesses, le privé et le semi-privé grugeant toujours plus le plus le public où se concentrent et sont plus surreprésentés les socioéconomiquement moins aisés, ainsi que les moins performants, voire en difficulté d'apprentissage, au lieu d'une mixité pouvant faire se stimuler mutuellement et s'en élever les uns par les autres et tout l'ensemble plus globalement, ce qu'*École ensemble* propose de rétablir en promouvant une éducation commune s'intégrant les écoles privées en les conventionnant (par gratuité, donc sa facturer les parents, sans sélection des élèves à l'entrée et avec mixité socioéconomique issue du bassin populationnel local et offre de parcours scolaire similaire et accessible à tous) et les associant ainsi au réseau public pour être éligibles à un financement public, mais complet, sinon autrement nul[1]. Entre-temps, l'horizon de la Révolution tranquille s'embourbe et le Québec paraît doté du réseau scolaire le plus inégalitaire de tout le Canada. Comprenons-en bien l'enjeu : non un simple éventuel réseau scolaire commun, mais sa cruciale contribution au développement d'une culture commune québécoise, par une meilleure aptitude à se situer et se mesurer au dit ministère des identité et culture canadiennes, surtout quant à tout le sous-jacent enjeu géopolitique constitutionnel canadien et québécois. Réciproquement, il faut considérer que ce n'est aucunement d'abord le réseau scolaire qui est inégalitaire, comme s'il l'était en soi hors tout contexte, mais la scolarisation de la population québécoise (et *a fortiori* plus largement française à l'échelle pancanadienne) qui a été acculée bien malgré elle à être moindre qu'en anglais. Les constats sont unanimes au moment de considérer le coup d'envoi de la Révolution tranquille qui était au fond, bien avant qu'un renouveau, un rattrapage, si pour se renouveler.

Avant les années 1960, un financement donnant accès au niveau secondaire, sur la voie du privé échappant déjà au public, pouvait sans doute faire une différence confortant une conception élitiste et sous contrôle clérical de l'éducation. Lors de la période de transition, le Rapport Parent s'implantait dans la suite de cette Révolution tranquille. Le versant public y gagnait en ampleur, par les

[1] La FEEP (Fédération des Établissements d'Enseignement Privé) considère au contraire que cette proposition ne tient pas la route et va contre une certaine diversité susceptible d'éviter l'homogénéisation, mais reconnaît que la mixité socioéconomique fait problème et prétend que l'offre de parcours scolaire peut y devenir plus similaire et accessible à tous, tout en contestant le simple constat dudit réseau scolaire plus inégalitaire au Québec par rapport au Canada. Qu'en est-il de la demande de l'ONU en 2020 au gouvernement du Québec des mesures prises pour assurer l'égalité d'accès indépendamment de la disparité socioéconomique, puis du fait que l'UNESCO a pointé le Québec en 2021 ? *École ensemble* propose son plan d'un réseau scolaire commun en conventionnant les écoles privées plutôt que de leur couper tout financement public pour, à la fois, les associer et en éviter l'exode massif vers le système public qui ne serait sans doute pas capable de l'absorber. Elles seraient financées complètement (si conventionnées) à la façon des Centres de Petite Enfance qui sont des organismes privés subventionnés par un financement public pour un service public. Non privés purs, car service public financé.

polyvalentes en train d'éclore, mais en ayant néanmoins à l'esprit que, autrement, les écoles privées existantes et orientées vers les professions libérales n'étaient peut-être pas accessibles aux familles moins socioéconomiquement aisées. Quant à la performance, il fallait se débrouiller pour d'abord apprendre comment y parvenir lors même des apprentissages scolaires en cause. Apprendre à apprendre, mais en un tout autre sens que celui que cette expression s'est ultérieurement mise à véhiculer à vide, en en faisant une sorte de doctrine programmatique scolaire, sans aucunement s'apercevoir de tout ce sous-jacent écart socioéconomique qui aurait pourtant pu en révéler le véritable sens. Toutefois, le plus préoccupant est surtout le hiatus constitutionnel canadien entre langue au fédéral et éducation scolaire au provincial partout hors Québec (ce qui est la voie privilégiée par laquelle les gouvernements provinciaux anglais contrôlant la juridiction scolaire au sein du ROC ont pu laminer les écoles françaises et le gouvernement fédéral laisser faire jusqu'aux années 1960, de sorte que l'implantation véritable de telles écoles françaises s'y accentue avec le rapatriement unilatéral de Constitution avec l'appui de ce même ROC sans et contre le Québec en 1982), tandis que le Québec (où les Constitutions de 1867 à 1982 visaient surtout à y protéger l'anglais) serait censé pouvoir faire coïncider langue française et culture, en l'occurrence éducativement transmise jusqu'en l'école, ce que le réseau scolaire à trois vitesses semble venir plomber. Ceci peut avoir de graves répercussions fragilisant aussi maints autres domaines : si le social, en l'occurrence le socioéconomique est vecteur plus marqué d'inégalités, comment parvenir à mieux protéger la tradition juridique civiliste (plutôt que *common law* anglicisante), si un tant soit peu censée se fonder aussi sur cette dimension sociale. De plus, il semblerait aussi que les garçons (plus en rébellion et sujets au décrochage scolaire ?) en sont plus affectés que les filles et que le taux de diplomation est inférieur chez les francophones, comme le signalait déjà (de fait, encore, après maints autres) Jacques Parizeau en 2008. Pourtant, en 1998-2000 le Québec s'était entendu avec le fédéral et avait réussi à instaurer un réseau scolaire apte à se déconfessionnaliser et à être plutôt linguistique, donc possiblement plus en accord avec une langue maternelle française (prévalente en le seul Québec, comme établi par Arès) et *a fortiori* avec une langue française seule officielle au Québec. Bref, comment vouloir le meilleur pour le Québec et pouvoir s'en assurer, alors que les conditions humaines, jamais individuelles que d'emblée sociales, souffrent d'un déficit du côté social et que, avec l'appui du ROC et sans et contre le Québec, le Rapatriement trudeauiste unilatéral de la Constitution en 1982 a privilégié une Charte des droits et libertés si individuels qu'individualistes avec toute teneur sociale en clause annexe et dérogatoire, donc se conjuguant

avec de telles conditions sociales les rendant d'autant vulnérables et manipulables par le fédéral qui, avec le ROC dont il s'est étayé pour s'en légitimer, pèse ainsi jusqu'en le Québec ? Autrement dit, comment le tout peut-il s'articuler du hiatus canadien en tout le ROC à l'intégration québécoise de la culture, jusqu'en sa transmission par l'éducation scolaire, et la langue, de maternellement prévalente et à faire perdurer telle à seule langue officielle au seul Québec ?

Le Québec doit s'y éveiller comme l'a déjà fait ressortir une critique de ses États généraux sur l'éducation (1995-1996), en y insistant sur le manque de recul historique qui aurait dû remonter au moins jusqu'aux années 1960 et donc à l'implantation du nouveau système éducatif scolaire : « La méthode du « réalisme stratégique », fondée avant tout sur l'observation des consensus, risque (…) de se transformer en un activisme décevant »[1], car ayant pour effet de ne pas intégrer le débat (alors pervasif dans les sociétés occidentales) sur la meilleure façon de faire évoluer le système éducatif scolaire dans la rédaction même du Rapport, mais de l'y reporter en annexe. En particulier, lors de la dissidence relative à la formulation de la mission éducative présumée être celle de l'instruction, il est étonnant qu'il soit écrit que le mot instruction soit peut-être mal choisi, mais néanmoins maintenu relativement à celui d'éducation dans un milieu qui soit favorable à cette instruction, tout en n'en rectifiant rien dans le Rapport lui-même. Il semble donc y avoir une faute circulaire : l'instruction est définie entre parenthèses comme transmission du savoir et de la culture, mais l'instruction serait censée s'expliciter transmettre le savoir sans se généraliser abusivement en la faisant se porter aussi sur la culture. Il serait bien plus congruent de considérer d'emblée l'éducation qui crée un milieu de transmission de la culture, dont l'instruction qui, elle, y transmet plus spécifiquement le savoir, sans tout exposer à l'envers depuis celui-ci. Bien noter que l'instruction joue ici en éducation et donc en culture alors transmise le même rôle que la fabrication, y compris assimilée à une gestion, face à l'action en politique. Ce problème remonte, non seulement à la Révolution tranquille alors que Jean Lesage avait promis ne pas instaurer un ministère de l'instruction publique et s'était rattrapé en disant que c'était un ministère de l'éducation sans pourtant que cesse de perdurer cette ironique confusion faisant passer l'un pour l'autre plusieurs décennies plus tard, mais à la Renaissance, lorsque l'éducation s'est transformée et prolongée de l'« educare » romain consistant à soigner et élever à même la nature en « educere » consistant à conduire hors de et par-delà la nature, au gré de cette culture s'en avérant aussi mentale en s'intégrant

[1] Proulx, J.-P., Ollivier, É. & Lessard, C. (1997). Le rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation. *Recherches sociographiques*, *38*(2), 335–344. https://doi.org/10.7202/057127ar.

l'instruction, laquelle ne focalise d'autant sur les savoirs que d'abord sur la sous-jacente stimulation s'effectuant de l'enseignant à l'élève pour qu'il s'en trouve formé, voire informé : la socioinstitutionnelle mise en forme concrète de la relation éducative scolaire est pédagogique si pour impulser et sous-tendre avec toute formation plus individuelle jusqu'à l'information plus abstraite dispensée au ressort de tout savoir, *a fortiori* science. Jusqu'à la langue française est chargée et véhicule les instances mentales à en expliciter et rendre opérantes pour y parvenir, sans parler de toute sa référentielle teneur extralinguistique jusqu'en sa linguistique s'inversant en miroir en anglais à même ledit bilinguisme canadien, comme mis au jour dans *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*. Certes, l'école est le lieu par excellence de l'intellectualisation de soi et y procède par instruction, mais sous condition que ce soit sans occulter toute la sous-jacente éducation qui, loin de seulement faire ainsi sortir de la nature, s'y ancre, voire la soigne et l'élève, la stimule comme d'où s'en trouver impulsée. L'en tronquer est l'acte inaugural de tous les dérapages ultérieurs, surtout que les tensions peuvent se faire encore davantage enfournées par un effet toujours plus accru d'entonnoir métonymisant et inversant, car l'instruction dépend de la formation des instructeurs (aussi dits maîtres) et celle-ci a été l'enjeu central du sociohistorique processus assimilationniste canadien du fait français au profit de l'anglicisation, ce qui a été plus aisément mis en relief dans le ROC, mais tarde à l'être aussi bien au Québec dont la plus forte capacité à y résister est néanmoins, même si plus subrepticement, entamée[1].

[1] Chauveau avait réussi à instaurer un Ministère de l'instruction publique en 1867, mais l'ultramontanisme instauré par Mgr Bourget (archevêque de Montréal de 1840 à 1877) s'impose pleinement dès Boucher de Boucherville et fait que l'instruction publique tombe aux mains d'un Conseil confessionnel divisé entre catholiques et protestants et indépendant du gouvernement et du parlement n'ayant plus aucune autre tâche que d'en financer les deux réseaux scolaires, ce qui perdure de 1873 aux années 1960, le Rapport des États généraux sur l'éducation de 1995-1996 étant erratique et faisant que le coup d'envoi de la déconfessionnalisation en 1998-2000 y est encore lieu d'entrechoc avec la laïcité en 2026. Jusqu'au premier ministre canadien fort libéral, Laurier, s'était d'autant entendu avec Greenfield au Manitoba (et *a fortiori* avec Clifton, son ministre de l'immigration en étant issu et bloquant toute immigration francisante au profit de la seule anglicisante) pour l'y laisser laminer l'école française (n'émergeant que là où le nombre d'élèves, d'autant ainsi amoindri à la source, le justifie) qu'il s'est aussi conjointement entendu (en 1897) avec Mgr Bruchési, à Montréal, de ne pas trop en faire de cas pour pouvoir en être appuyé et s'assurer que perdure le contrôle clérical au Québec, à l'encontre de Marchand. De là, s'ensuit tout le ROC : du Manitoba à l'Alberta et la Saskatchewan comme Ontario-Ouest où l'initier et d'où y procéder ensuite en Ontario par le fameux Règlement XVII. Tous connaissent bien la Conquête étatsunienne de l'Ouest qui s'est faite par les armes, mais fort peu connaissent la culturelle Conquête canadienne anglicisante de l'Ouest et *a fortiori* les jeux de coulisses la faisant s'étendre jusqu'en le Québec. De là, la Conquête du Canada se radicalise en Conquête du Canadien, toujours plus *Canadian*, depuis Trudeau père radicalisant la tradition libérale issue de Laurier. Continuer à parler à la fin du XX^{e} et lors du XXI^{e} siècle d'un Ministère de l'éducation comme s'il s'agissait uniquement d'un Ministère de l'instruction (et même si cette instruction en est la vocation principale), c'est manquer totalement son enjeu véritable (l'assise de cette instruction en la sous-jacente culture ancrée en la nature d'où et dont pouvoir seulement alors s'instruire et, par cette posture même, l'en déborder et comme en sortir et s'y reployer, sans tout en inverser et métonymiser en entonnoir comme substrat de marginalisation et assimilation).

Surtout, s'instruire ne s'instaure, de la formation (aussi pédagogique ?) des instructeurs (donc en les instruisant quant à l'acte même d'instruire) aux élèves ensuite à instruire, qu'en visant ultimement à rendre ceux-ci aptes à s'instruire d'eux-mêmes (d'où des formulations du type « s'éduquant », etc., mais faisant trop souvent abstraction de cet ancrage socioinstitutionnel communicationnel contextualisant plutôt que seulement informationnel, alors et seulement alors assise de l'instruction proprement dite et du savoir à transmettre en cause). De là, peut surgir l'aptitude à se conduire, à se doter de sens jusqu'en et à même sa façon de se comporter, en sachant que c'est cela qui est à viser et ce, jusqu'en ces divers savoirs, si instructifs soient-ils. Bref, apprendre à se conduire est apprendre à donner sens à ses comportements (seuls observables et à la source de l'information, au ressort de tous les savoirs). De plus, le financement des écoles privées d'intérêt public était moindre en 1995-1996 (dans les 50%, en visant possiblement 60%, mais peut-être pas sans incohérence, en proposant par ailleurs de le diminuer) relativement à ce qu'il est ces dernières années (dans les 70%). Que s'est-il passé ? Entre autres, la réforme de la CAQ, en supprimant les Commissions scolaires pour des Centres de service, a produit les effets inverses à ceux annoncés, en amplifiant la concurrence public/privé et par là, les entraves à la mixité des milieux socioéconomiques et de la diversité des performances, en plus de centraliser les décisions au niveau du MEQ et de redoubler par ailleurs la charge des parents (devant agir à la fois dans le conseil d'établissement et le conseil d'administration) pour s'impliquer dans lesdits Centres de service[1]. Globalement, il semble y avoir eu un effet d'entonnoir, en passant de la centration de tout le réseau scolaire sur l'école (dès Camille Laurin en 1982) à une centration sur l'enseignant, mais s'en trouvant lui-même d'autant toujours plus sous emprise d'une expertise pédagogique (au fur et à mesure que recentrant la matière, donc le savoir, sur la compétence, l'habileté dite à acquérir et développer chez les enfants) qu'elle-même à son tour sous emprise administrative, d'où pouvoir toujours plus centralisé en ramenant tout toujours plus de bas en haut au MEQ[2]

[1] IRIS no 9, nov 2019.

[2] J. Prud'Homme, Réformer l'enseignement et réformer les maîtres : la transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006. *Bulletin d'histoire politique*, 2007, *15*(2), 185–216. https://doi.org/10.7202/1056124ar. Rappelons que c'est aussi par la formation des maîtres que toute l'éducation scolaire en français s'est faite laminée à travers tout le ROC, aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, car de compétence juridictionnelle provinciale fort anglicisante et laissez-faire fédéral, jusqu'aux années 1960, alors que la Révolution tranquille québécoise se conjuguait du même coup avec l'émergence du fédéralisme trudeauiste et ce, de 1967, dernier Congrès du Canada français (à Montréal), via 1968, émergence (en plein milieu de ce tout dernier Congrès) du Parti Québécois, à 1969, 1re Loi sur les langues officielles par le fédéralisme trudeauiste et surtout depuis le Rapatriement unilatéral de la Constitution de 1982 sans et contre le Québec, selon une pseudo symétrie de soi-disant majorités anglaise hors Québec et française au Québec avec minorités correspondantes inverses jusqu'en éducation scolaire

(d'où se mettent à surgir des Réformes décrétées fort décontextualisées et donc peu adaptées). Et ce, du Québec, ayant à intégrer d'emblée culture scolairement transmissible et langue, au hiatus constitutionnel faisant que dans le ROC celle-là est provinciale et celle-ci fédérale et que seul leur conjoint Rapatriement de la Constitution en 1982 sans et contre le Québec commence à les y faire s'intégrer en français hors Québec ? Est en train de s'y ajouter une dérive générale qu'illustre jusqu'au devenir de l'IA[1].

Pensons à l'actuelle génération Z, mais plus largement, au fait qu'elle représente une part sociale importante de la récurrente tranche d'âge des 15-35 ans pendant laquelle se constitue, avec leur capacité à s'autonomiser, autant de nouvelles familles que l'accès au travail par lequel les rendre viables et, si l'étant,

(article 23), en vue d'occulter totalement le fait minoritaire autant français pancanadien que du Québec français entier au Canada, sans rien « restaurer » des XIX^{e} et XX^{e} siècles.

[1] Par exemple, l'IA médicale passe de l'hallucination au raisonnement sis sur le mirage s'appuyant ou supposant des données statistiques de populations cibles plutôt que des preuves visuelles propres au patient. Ceci équivaut à ne plus voir l'individu réel, mais l'individu-moyen statistique fait individu-type (en qui négliger tous les écarts-types autant en plus qu'en moins à ladite moyenne statistique) mis en son lieu et place au moment d'établir son diagnostic, de doser sa médication, etc. L'individu réel disparaît en et au profit de l'image de l'individu-type mis en son lieu et place, au besoin non seulement en l'occultant, mais en paranoïant si son écart à la moyenne autant en plus qu'en moins (selon le cas) resurgit et vient perturber l'apparence moyenne de la population cible à laquelle le réduire et assimiler comme à travers laquelle autant le diagnostiquer que le traiter. Toutefois, le robot reproduit l'attitude humaine de médecins plus soucieux de leur emprise sur le système de santé et sur sa fragmentation articulée entre eux selon leurs spécialités respectives que de son accessibilité aux individus réels, si autres que des tas d'organes à se répartir, par exigence d'avoir à les inscrire et contextualiser en tout un chacun des organismes vivants entiers à plutôt prendre en compte. En éducation, qu'est ladite centration pédagogique sur l'élève si elle s'effectue de la même façon toujours plus prototypante donnant ce qui s'imagine de l'individu jusqu'en lieu et place de tout individu réel et si tout enseignant est contraint de ne plus enseigner quelque matière que ce soit (et par là, tout savoir essentiel censé être déterminé depuis le MEQ) que selon ce seul pervasif modèle ? Surtout, qu'est l'intentionnel ainsi mis pour le réel face à l'intentionnalité zéro inhérente à ce que Duvignaud appelle *Le jeu du jeu* faisant que, dès l'enfance, si vécue, l'individu se forge à même l'entre-deux issu du flux des relations sociales et s'aperçoit de cette part de lui-même qui ne se constitue qu'en s'acquérant avec autrui et qu'en se cultivant et se transmettant éducativement antérieurement et jusqu'en toute instruction ? Telle est la chaîne : Trudeau père instaure le principe de droits et libertés si individuels qu'individualistes surplombant et manipulant leur teneur sociale renvoyée en clause annexe et dérogatoire, Trudeau fils se fait l'individu-type moyen d'une soi-disant classe moyenne qu'il charcute par manipulation immigratoire inconsidérée et aucunement soucieuse de toutes les nécessaires conditions pour la rendre viable (logements, garderies, écoles, travail autre que temporaire si pour être aussi lié à une résidence permanente, etc.) et ne pouvant s'intégrer qu'au niveau des Provinces, à commencer par le Québec à ne pas homogénéiser par anglicisation inhérente au ROC si en accord avec la Constitution de 1867, et Carney en atteint d'autant les grands vecteurs sociaux (santé, éducation, etc.) et environnementaux (*a fortiori* si le tout s'amplifie par IA) qu'il les subordonne à la pression politicoéconomique de dits grands projets nationaux (*Canadians*, avec Canadiens les traduisant en français). Enfin, le Québec est d'autant à risque de reproduire ce modèle centralisateur et de se contrer d'autant lui-même depuis un tel individualisme jusqu'en sa propre teneur sociale que celle-ci est d'emblée plus marquée en français, par 1) son droit civiliste, 2) son intellection d'emblée plus linguistiquement marquée que sensible à la langue dont elle s'est rendue constitutive depuis Rabelais –voir Y. Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais*, 2026– et 3) le fait qu'il est la seule province où prévaut la langue maternelle française et que jusqu'à son tissu sociopolitico économique ne peut qu'en être empreint, si pour survivre et vivre. À moins que le tout (d'emblée social et jusqu'en ses trois volets) s'en autonomise toujours plus depuis et sur l'arrière-fond de la sous-jacente urbanisation l'en massifiant toujours davantage en même temps que faisant pression vers l'atomisation individualiste en semblant autrement d'autant naturelle qu'y occultant et en biaisant par trudeauisme la culture sociopolitico économique en cause.

pouvant déployer l'intergénérationnel se synchronisant du sein de telles familles au point de se diachroniser tel avant et d'où passer à de telles écoles… s'en diffractant en trois vitesses au secondaire ! La vitalité sociolinguistique passe par cette tranche d'âge par laquelle le lien entre les générations, non plus seulement intégrées en familles synchroniquement aptes à se diachroniser telles, mais aussi successives, donc les unes à la suite des autres. D'où les générations …Boomers, X, Y, Z… au point de constituer les divers âges de la vie non seulement individuels, mais aussi socioinstitutionnellement successifs et de là, la pyramide des âges qui peut être à risque de s'inverser si les conditions sociales de vie se prêtent à la marginalisation et de là, à l'assimilation plus directe, dès que plus d'âgés parlent (davantage et mieux ?) la langue maternelle française que de moins âgés.

Le *Joual de Troie* de Jean Marcel (en 1975) faisait déjà ressortir l'enjeu de la culture (de familialement à scolairement transmissible) de sous la langue, surtout si maternelle française. S'en révèle que le trudeauisme n'est pas seulement asocial, mais anhistorique. Comme bien d'autres avant ou en même temps que lui, « pas un mot des conditions matérielles et historiques dans lesquelles l'homme de notre culture a été spolié de sa culture », comme l'illustre le devenir d'une fort sociogénérative vie culturelle jouale ayant produit la langue jouale, depuis la Conquête britannique, au fur et à mesure que l'anglais aliénait le français, non seulement en le refoulant de tout le Canada dans le seul Québec (en même temps que les Indiens dans des Réserves, puis des Pensionnats), surtout après la mise à mort de Louis Riel, mais jusqu'au sein du Québec, au fur et à mesure que la pression s'est accrue de militaire (Conquête en 1759) en politique (AANB en 1867, mais en biaisant toute migration et *a fortiori* scolarisation en un sens britannique), ensuite en industrielle (surtout depuis l'intégration continentale avec les États-Unis via l'épicentre canadien de l'Ontario et l'identification quasi fusionnelle entre le Canada anglais, dit le ROC, avec le fédéral, surtout face au Québec). Le tout suscite au Québec une décomposition sociale de sa population, voire son peuple (au gré du peuplement ayant pu être le sien), qui se manifeste jusqu'en sa langue s'en dénaturant d'autant tout du long au point d'en virer en joual : une vie socioculturelle jouale ne peut produire qu'une langue jouale. Jusqu'à 1759, les récits de voyageurs ne tarissaient pas d'éloges sur le langage des trois grandes villes du Canada laurentien, à savoir Québec (aussi capitale de la Nouvelle-France), Trois-Rivières (grande fabrique des canots) et Montréal (clef de la quête de l'Ouest, dit Pays d'en Haut, mais en passant par ses deux grandes voies maritimes, en attendant le chemin de fer). Avant 1759, le français était considéré le même qu'on entend et parle à Paris. Telle était la situation linguistique avant la Conquête faisant

s'être retrouvé dans la « marde », ce mot s'étant effectivement dit tel en l'Île-de-France avant que la Picardie et la Normandie « n'imposent » à Paris leur prononciation « merde ». Lors du demi-siècle suivant la Conquête, tous ces regards et comptes rendus pouvant s'exercer en tiers sur soi-même s'estompent et laissent démunis. Pas d'école, une seule grammaire, celle des Ursulines de Québec, non sans rappeler que leur fondatrice, Marie de l'Incarnation, s'était fort souciée des langues et de leur interface si nécessaire pour accomplir leur vocation éducative : on aperçoit l'enjeu crucial du tiers qui, empêché d'être inclus, n'est plus qu'exclu et en sus, mais aussi en fort décalage temporel et en isolement spatial, dont tout le devenir réel est d'autant tronqué, mais s'avive depuis son germe survivant d'où renaître. On y aperçoit le rôle majeur de Marie de l'Incarnation qui perdure jusque bien longtemps après la Conquête. En 1801, année de la formation du Royaume-Uni d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, ainsi que du vote de l'enclosure qui au Québec va favoriser les compagnies forestières au détriment de la colonisation des terres agricoles recherchée par le curé Labelle (car les colons agriculteurs étaient privés du droit de coupe du bois sur leurs propres terres et devaient aller travailler pour ces compagnies), l'école reprend : des écoles royales et anglaises, les seules à être subventionnées par ce fort royal royaume. Nos très français ancêtres ne peuvent que les fréquenter, et ce, en nombre croissant, jusqu'aux évènements de 1837-1838, à savoir la Révolte des Patriotes. Cette fréquentation cesse donc brusquement et ces établissements scolaires disparaissent d'eux-mêmes en 1846, mais non sans que se multiplie un nombre d'écoles (1844-1866) menant à l'espérance d'un ministère de l'instruction publique sous Chauveau (1867), même si le gouvernement s'en déleste au profit d'un Conseil confessionnel composé de catholiques et de protestants (1873-années 1960), à l'image de la société où dominent les marchands anglais et le clergé catholique ultramontain présidant à la renaissance catholique (1840-1876) avant de se faire plomber par un catholicisme libéral. Le français, ayant été banni lors de la forge du Canada-Uni en 1840 à la suite du Rapport Durham, est réintroduit et officialisé et ce, d'autant au ressort du tandem LaFontaine et Baldwin constituant les premiers jalons qui mènent à l'AANB que Elgin a bien compris que c'est par la voie politique du gouvernement responsable s'exprimant par des gauche/droite, libérale/conservatrice, que pouvait s'amenuiser et s'excentrer la tension opposant autrement les Patriotes à l'impérialisme colonial (de militaire à mercantile et bientôt capitaliste). Comme recherché par le gouvernement responsable sous Elgin, les Patriotes s'en sont entre-déchirés entre droite/gauche, entre le

conservatisme ultramontain et les libéraux, eux-mêmes de modérés et catholiques à radicaux et anticléricaux, d'où tout faire se déplacer du religieux au seul politique.

C'était d'autant aisé que le Parti Patriote s'en serait désintégré de l'intérieur, par l'intransigeance de Papineau, non seulement face à l'Anglais pour n'en obtenir la responsabilité ministérielle que le faire renoncer du même coup à sa Conquête, mais par son conjoint anticléricalisme lui faisant mener une lutte fratricide contre le clergé canadien-français alors dirigé par son cousin Mgr Lartigue, ce qui, bien avant Elgin, avait procuré une occasion de division :

« En 1831, Papineau présenta le « bill des fabriques » pour enlever à l'Église le contrôle des écoles paroissiales. C'était une « Réforme Parent » avant l'heure. Le projet de loi fut voté par la Chambre d'Assemblée, mais rejeté par le Conseil législatif. Le chef de la Clique du Château, Jonathan Sewell, profita de l'occasion que lui avait stupidement fournie Papineau pour diviser les Canadiens. »[1] (donc, bien avant Elgin)

Après la rébellion, puis la défaite des Patriotes (1837-1838) et la fuite de Papineau aux États-Unis avant son exil à Paris, Mgr Lartigue réussit à élever Québec au rang d'archevêché et de province ecclésiastique en 1844 et à le libérer autant de l'emprise du clergé anglo-protestant que de l'État, alors le Canada-Uni. Le lieutenant de Papineau, LaFontaine en a aussi tiré les leçons et fondé un nouveau parti national canadien (français), libéral en politique et conservateur en religion, d'où s'allier avec Baldwin en vue de rétablir le français (1842) et réussir avec l'appui de Mgr Bourget (successeur de Mgr Lartigue) à obtenir le gouvernement responsable et à être *de facto* le premier ministre du Canada-Uni en 1848-1851, à l'époque d'Elgin. Or, l'amnistie générale déjà accordée aux rebelles de 1837-1838 en 1845 permit le retour de Papineau et son élection en 1848 : prônant l'annexion aux États-Unis et la séparation de l'Église et de l'État, il était jaloux de l'autorité de LaFontaine et fomenta la division du parti national canadien-français en deux factions politiques hostiles, le parti bleu (conservateur) et le parti rouge (libéral), donc dans le sens elginien de l'inflexion de l'opposition des Patriotes (qui serait bien plus forte si unie) à l'impérialisme britannique. Le ciel est bleu, l'enfer est rouge et entre les deux les Patriotes se pourfendent. Le tout bien avant tout le rejaillissement de cette opposition du séparatisme québécois au Parti Libéral du Québec et à l'hypercentralisation fédérale ayant pris la relève de cet impérialisme britannique et le lui infusant depuis les années 1960, alors que la Révolution tranquille entre les deux se tend, voire balance. Dès l'époque des Patriotes, les Rouges prirent le contrôle de l'Institut canadien dont les tensions accrues avec le

[1] http://manuscritdepot.com/a.jean-claude-dupuis.3.htm, *Le siècle de Mgr Bourget*.

clergé le firent condamner, en exigeant des catholiques de le quitter sous peine d'excommunication en 1858, ce que firent les libéraux modérés, dont Laurier (qui deviendra premier ministre à Ottawa en 1896), mais non sans que perdure la tension interne au clergé entre l'ultramontanisme de Mgr Bourget et le catholicisme libéral de Mgr Taschereau, selon deux conceptions inverses de la relation entre le spirituel et le temporel : « L'évêque de Montréal croyait possible d'instaurer dans la province de Québec un véritable régime de chrétienté fondé sur le principe de la suprématie de l'Église sur l'État. L'archevêque de Québec estimait plus réaliste d'établir entre les deux puissances un régime d'autonomie et de collaboration fondé sur une sorte de *modus vivendi* entre le catholicisme et le libéralisme. » Dans les années 1960, dans le contexte du Concile Vatican II, la conception réaliste s'impose lors de la Révolution tranquille et du Rapport Parent instaurant un ministère de l'éducation sous contrôle de l'État, évacuant les humanités classiques pour en aborder et inverser le rapport avec les sciences à introduire dès le début et non plus par la suite dans le programme scolaire dit se moderniser et s'adapter au contexte nord-américain et enfin, initiant la déconfessionnalisation. Le tout en publiant le Rapport Parent à la pièce sur plusieurs années, en cet ordre.

Or, déjà, par-delà les conservateurs LaFontaine et Baldwin de l'époque d'Elgin, nous avons vu ce qui s'est ensuite et entre-temps passé sous le conservateur Macdonald et le libéral Laurier : le refoulement du fait français pancanadien dans le seul Québec et jusqu'au sein du Québec. Dans un tel contexte, le joual est déjà dans les écuries, sinon tourne autour de son pieu dans les prairies québécoises, comme écho de ce qui se radicalise déjà dans les Prairies de l'Ouest canadien. Le français se sent si honni qu'il en hennit, tant en surgit *Le joual de Troie*, selon l'expression de Marcel, dont s'intégrer maints propos dans ce qui suit. Lorsque les voyageurs étrangers peuvent recommencer leurs visites après 1850, ils constatent qu'il ne s'agit plus du même français qu'autrefois, c'est-à-dire d'avant la Conquête. Même le programme de formation des maîtres de seconde année de l'École normale Laval en 1857 se lisait comme suit : « grammaire anglaise et vocabulaire – 3 heures; grammaire française – 2 heures ». Ce sont ces maîtres qui enseignaient à des enfants français en des écoles françaises et catholiques, alors que cette année de 1857 était l'année même du choix d'Ottawa par la reine Victoria comme capitale du Canada et annonçait ce qui était en train de se jouer et donc le sort réservé quant au départage entre les deux rives de l'Outaouais et donc, de toute l'interface entre Ontario et Québec comme celle entre Ouest et Est du Canada entier. La chasse-galerie québécoise, en sa version issue de Beaugrand,

fait remonter ses propres sources à l'année 1858 : tout un vol imaginaire (condensant et figurant des sensations bien réelles) entre Gatineau (rive Est de l'Outaouais, mais comme ce qui est le plus à l'Ouest du Québec et au plus près de la frontière avec l'Ontario et la capitale fédérale) et Lavaltrie (entre Montréal, d'où l'Anglais s'emparait des voies d'accès à l'Ouest et faisant en particulier creuser le canal de Lachine, et Trois-Rivières, autrefois la grande fabrique des canots). Les récits de voyageurs étrangers (dont Tocqueville faisant le détour lors de son séjour aux États-Unis), plus au ras du sol, eux, ne peuvent qu'être d'autant pessimistes sur l'état de la langue. La chevauchée du joual, commencée au petit trot de l'enseignement au XIX[e] siècle s'est poursuivie lors de la révolution industrielle par le grand galop de la prolétarisation massive des populations québécoises, mais d'abord et avant tout montréalaises. Plus qu'une langue, le joual est l'ensemble des conditionnements de l'aliénation dont elle n'est que le véhicule et qui se joue dans les rapports socioculturels. En l'état de la langue s'aperçoit l'état de la culture. Et ce, quoiqu'en pense et impose l'ignare trudeauisme se contentant de reconduire la même aliénation sous des formes plus subreptices, selon des modes encore fort apparentés à ce qu'ils ont été, dès son massacre du Rapport Laurendeau-Dunton pour inverser jusqu'à vicier tout rapport entre culture et langue depuis celle-ci jusqu'en celle-là, au point de tronquer de sa teneur socioréférentielle extralinguistique toute sa façade d'autant seule mise en évidence et isolément considérée et de pure apparence de bilinguisme officiel, sans plus aucun accès et pourtant en total miroir de la réalité toujours plus à inverser et à aliéner du français au profit de l'anglais. C'est pourquoi, dans les années 1960, le joual est un débit crié plus que dit, un débit parlé plus qu'écrit, car un cri de détresse visant à attirer l'attention sur cette situation faisant se forger une telle langue et consistant en un cercle vicieux (la fameuse marde) la révélant être l'expression adéquate de l'aphasie culturelle et politique d'un peuple pris dans l'engrenage d'une aliénation dont ne savoir comment s'en sortir, faute de pouvoir rejoindre la réalité qui le fait tel, qui consiste en des liens sociaux dégradés et qui engendre une telle langue ne pouvant donc avoir prise sur elle et l'en analyser. Espérée et recherchée, la liberté de penser et de parler, c'est d'abord celle de la société retrouvée, de la réalité récupérée, de la capacité de se rapailler (selon le mot de Gaston Miron). Parvenir à trouver une façon de ne plus se honnir soi-même en sa source au point de ne plus qu'en hennir (même en quelque cheval alpha, mais ainsi pris et intégré au *horse-power*, fut-ce traduit en cheval-vapeur). Néanmoins, vers la fin des années 1960, l'aspect négatif du joual s'efface. Surgit le français québécois. Léandre Bergeron en dégage en 1980 le *Dictionnaire de la langue québécoise* considérée en son usage

plutôt qu'en quelque norme du bon parler ou non, alors que le 1er Référendum sur la souveraineté-association du Québec débouche, avec appui du ROC et sans le Québec, sur le Rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne, au ressort d'un individualisme outrancier qui refoule en tout humain le social (et *a fortiori* toute sociogenèse de la culture) en clause dérogatoire et se fait accroire au bilinguisme officiel dont les langues officielles (en français) ne sont pourtant qu'un décalque des *official languages* (en anglais) imposant un inverse référent extralinguistique. Étonnante résurgence de l'histoire, du fait que Léandre Bergeron, un Manitobain français éveillé à son propre français manitobain par-delà la mise à mort de Louis Riel au point de départ du refoulement du fait français pancanadien dans le seul Québec, soit venu l'éveiller à son propre français québécois, pendant que son frère, Henri, se faisait l'une des voix officielles, aux Beaux-Dimanches, de Radio-Canada.

Corollaire #2 : Ouverture à la société civile dès le sexe et la langue pour rétablir et assainir un droit civiliste distinct de la « common law »

L'ouverture à la société civile doit se faire en y visant d'emblée l'égalité des sexes, si pour rétablir et assainir un droit civiliste universaliste se dégageant quadruplement du droit anglicisant dit « common law » :

— par le droit à l'avortement comme droit inaliénable d'accès à ce soin de santé ET du même coup, aussi comme exemplaire droit civiliste et universaliste d'autant tout aussi inaliénable qu'irréductible à la « common law » anglicisante et à tout ce qui s'ensuit. Il est crucial que le projet de Constitution québécoise n'avorte pas sur cette question de l'avortement, à la façon du pro-choix en ladite pro-vie, elle aussi tronquée avec tout humain de sa teneur d'emblée sociale au profit d'une teneur si individuelle que rendue seulement individualiste jusqu'à ne plus que se collectiviser telle, ce qui revient à détruire l'assise du droit civiliste au profit de la « common law » et ne fait qu'entériner le biais de la Constitution de 1982, ce qui exemplifie aussi l'écart entre une République apte à adopter une telle loi (comme en France) et un Canada en jetant tout dans la fosse libérale.

— selon des priorités féminines québécoises, sans les inverser et les aliéner à partir d'un profil de Canadiennes anglaises abusivement homogénéisant les laminant. De plus, il existe un tout autre sociosexoréférentiel relativisant le patriarcal par le féminin jusque du masculin (Morin, 2022)

— selon des sociosexoréférents préservés dès la charge extralinguistique des expressions linguistiques au gré du français comme langue commune et officielle, sans aliénation anglicisante et au contraire, en tension dialogique à explorer telle relativement au bilinguisme officiel canadien que le trudeauisme fait autrement tant se décalquer des « official languages » en « langues officielles », donc de l'anglais au français, qu'en peser du sein de l'humain de ce qui en est individuel jusqu'en et à l'encontre de ce qui en est social au point d'en instaurer une forme patriarcale d'où se magnifier par ethnoracialisme enreligiosant l'en manipulant,

— le tout d'autant en dialogue avec les peuples autochtones que par cette assise égalitaire affinitaire, mais à articuler et éclairer par les cinq facteurs de la vitalité sociolinguistique permettant d'opérationnaliser et de là, de valider la forge constitutionnelle québécoise à même sa réalité sociale, voire sociohistorique, et ce, en se mesurant au trudeauisme si asocial et anhistorique faisant tout dépendre de la seule immigration récente d'autant à contrôler que comme d'où tout reprendre et laminer en ce sens d'autant uniquement le plus récent et fort anglicisant que censé s'assimiler et dissoudre tout ce qui l'a précédé et dont dénier, au besoin renier, tout ce qui en perdure : le Canada provient de l'Autochtone, en l'occurrence du Huron, et a été recueilli tel par Jacques Cartier dans la région de Québec, puis il y a eu le Canada laurentien au cœur de la Nouvelle-France et enfin, seulement ensuite, de la Conquête à nos jours, le Canada de l'AANB qui, en se trudeauisant, a créé le fossé toujours plus béant entre le Fédéral et le Québec et ce, d'autant constitutionnellement que par un total déséquilibre des pouvoirs de l'exécutif via le législatif au juridique d'où encarcaner d'autant la société civile que de droit civiliste, à savoir québécois. Les députés fédéraux qui demandent qui protégera le Québec s'il devient souverain face aux États-Unis trumpiens, devrait plutôt se demander qui le protège dès maintenant du Canada si persévérant à être trudeauiste et en voie de n'être carneyiste qu'en train de marginaliser encore plus le français, d'abord et avant tout le Québec français (même si une bonne partie de sa population lui a permis de gagner la dernière élection, mais sans voir jusqu'à présent aucun changement significatif des Trudeau à Carney).

Soyons clairs : le Fédéral est-il un tant soit peu apte à s'accorder avec le Canada anglais en vue de l'en faire s'émanciper des États-Unis, surtout depuis que trumpiens, sans que ce soit en parasitant et empêchant toute émancipation du Québec, de sa culture à sa langue, surtout si selon un dit ministère d'identité et culture canadiennes dorénavant censé s'intégrer jusqu'au bilinguisme des langues officielles, en français, mais qui seraient reconnues autrement que comme

décalques des « official languages », de part en part anglais et anglicisants au point de ne plus que s'assimiler tout Canadien, en français, au *Canadian* ? Notons que, en français, les syllabes s'en prononcent d'une façon plutôt étale, et avec une accentuation de la syllabe finale (l'éventuelle élision de voyelles visant à faire se fusionner maints mots comme en un seul, par exemple quellaventurabracadabrante). Se révèle une facette importante de ce qui perdure de la France jusqu'en sol québécois. Par contre, en anglais, il n'y a pas une seule syllabe qui s'accentue semblablement à l'une des autres. Même les syllabes du mot censé énoncer leur identité sont toutes si individuelles qu'individualistes au point de ne se collectiviser que telles, à l'image de la façon dont la Constitution canadienne de 1982 a été rapatriée. La façon de s'articuler entre nous, au sens social, va s'y perdre en la façon de s'articuler phonosémiquement, donc langagièrement, de façon si individuelle qu'en tout et partout individualiste. Le Canada d'un *Canadian* peut être tel (selon trois « a » dont aucun n'est prononcé de la même façon qu'un autre), mais ce ne peut pas être le cas du Canada d'un Canadien, si vraiment français[1], du moins pas sans vouloir le plier à quelque homogénéisation identitaire d'État fédéraliste trudeauiste, en voie d'être carneyiste, et l'en aliéner. D'où pensez-vous que sort la pression de l'anglicisante « common law » sur le francisant droit civiliste universaliste ? Ce n'est dans aucun texte, si juridique soit-il, mais dans la manière de le constituer en mettant l'oral par

[1] *https://ici.radio-canada.ca › nouvelle › emprunts-linguistiques-anglais-francais*, Ce que l'anglais doit au français | Radio-Canada. Avant de s'imposer à son tour, l'anglais a emprunté au français lors de la conquête normande. Ce qui reflue du français à travers ce que l'anglais lui a emprunté est le plus souvent métonymisé. Par exemple, le mot français malle devient en anglais *mail* en glissant du contenant permettant de transporter les lettres au contenu que sont les lettres. Il y a une différence de rythme entre français (distinguant les syllabes de façon étale et mettant l'accent tonique sur la dernière, quitte à élider des « e » et faire fusionner des mots comme un seul, dont quellaventurabracabrante) et l'anglais (les distinguant moins bien et regroupant certaines en abrégeant leur rythme d'ensemble relativement à une autre plus longue, dont CHOC-late, perdant une syllabe). https://www.learnenglishsounds.com/fr/blog/sons-francais-vs-anglais-comparaison-complete. La relation phonomorphémique constituant la double articulation inhérente au langage (espèce) en toute langue (sociale) jusqu'en toute parole (individuelle) est donc inverse entre français et anglais. Le français fait se distancier dès et jusqu'en l'oral de la phonétique vers le morphémique et s'en élever vers la vue, comme en l'écrit, mais vue plus généralement opérante de physique en mentale, là où l'anglais est si variable en sa phonétique que s'y infléchit jusqu'au morphémique. Mieux le cerner fait progresser le questionnement, ce qui peut impliquer de revoir aussi les réponses, en différant les réponses anciennes en voie vers les réponses nouvelles. Comparons leur phonétique internationale : en français, Canadien : /kanadjɛ̃/, Londonien : /lɔ̃dɔnjɛ̃/, Étatsunien : /etatsynjɛ̃/; en anglais, Canadian : [kəˈneɪɹiən]. Le « ien » à la fin de Canadien est d'autant plus nasalisant en son « n » relativement au « ian » à la fin de *Canadian,* que s'y magnifie le « ɛ̃ » en train de se fermer : https://linguistique.uqam.ca › wp-content › uploads › sites › la nasalisation des voyelles en français. S'il existe en anglais, « le degré de nasalité sur les voyelles est variable, mais cette propriété phonétique vocalique ne sert pas à distinguer des items lexicaux ». *https://franco.wiki › fr › Nasalisation.html.* « Le nom Canada est prononcé [kanadɑ] en français québécois standard, mais [kanadɔ] en français québécois populaire, ce que l'on transpose [kanada] en français hexagonal standard, dans lequel la distinction entre les phonèmes /a/ et /ɑ/ est généralement perdue. En anglais, la prononciation [ˈkʰænədə] ou [ˈkʰænədɐ] est généralement employée. » Voir Wikipedia.

écrit, ce qui est bien plus culturel que linguistique et ce, jusqu'en ce qui s'en porte au langage, tant l'extralinguistique socioréférentiel y prévaut. De là, bilinguisme officiel, dites-vous ? Sans sa charge extralinguistique et au point d'y occulter quelque culture mise en jeu au moment de s'énoncer, et ce, en la laminant en sa teneur sociogénétique au profit de sa seule teneur multiculturaliste ethnoracialiste s'enreligiosant telle, surtout depuis que constitutionnalisée de façon trudeauiste en 1982 ? Très littéralement, « La Loi sur les langues officielles au Canada et les politiques qui en découlent ne fait que contribuer au phénomène d'anglicisation (Beaulieu, 2023) »[1]. C'est s'empêcher d'y remédier que de ne pas exiger de l'en réviser depuis une approche originaliste l'abordant au moins depuis la Constitution de 1867[2]. Or, le trudeauisme tient à inverser le rapport entre culture et langue pour occulter que la langue est une part et non toute la culture et, une fois le tout ainsi métonymisé et inversé, que la culture peut se faire en retour chambre à écho de la langue (par l'extralinguistique dont jusqu'à la linguistique est chargée et qui l'en dote d'un socioréférentiel l'ancrant dans le réel et l'y faisant si inversement s'opérer selon que francisant/anglicisant, mais s'occultant en un ministère d'identité et culture canadiennes). Surtout lors de l'immigration et *a fortiori* si ethnoraciale (sans être toujours virée en ethnoracialiste, selon qui monopolise et accuse d'ethnoracisme sur le mode trudeauiste) et enreligiosée, « Il n'est pas suffisant de faire apprendre la langue sans la connexion avec la culture de la société d'accueil »[3]. Si ce n'est par trudeauisme qui au contraire l'en déconnecte et inverse leur rapport, en cherchant à persévérer en son être par lequel s'avérer autant intransigeant qu'irréformable[4] ? Certains hurlent au scandale quand je fais

[1] Mémoire de la SJB, septembre 2024, p. 3.

[2] « Tel que le démontre Jesse Hartery, une lecture attentive de la *Loi constitutionnelle de 1867* révèle que le rôle des provinces en immigration – et en agriculture – devrait être vu comme primordial, malgré la jurisprudence actuelle, qui date du début XX^{e} siècle, et qui accorde à Ottawa les pleins pouvoirs migratoires. Il faut remonter à l'intention originelle des auteurs de la constitution, qui a été dénaturée par la magistrature fédérale ». Mémoire présenté par Léo Dupire, Préserver l'âme du Québec : immigration, autonomie, identité nationale, septembre 2024.

[3] Mémoire présenté par la SNEQ, Société Nationale de l'Est du Québec, 6 septembre 2024, p. 7. Allez donc demander à Mark Carney et à Marc Miller comment cela peut s'articuler depuis leur Ministère Identité et Culture canadiennes censé s'inclure ledit bilinguisme officiel… à l'encontre du français langue commune et officielle du Québec ? À l'image de la Constitution de 1982 pesant de l'individualiste « common law » sur le droit civiliste québécois ? Comment articulent-ils les deux : deux voies séparées en entonnoir ?

[4] Mémoire présenté par Ruba Ghazal, députée de Mercier pour Québec Solidaire. Je reprends ce qu'elle dit en être irréformable à partir de son observation de maints résultats étant autant de néants, mais je l'ancre en sa source et j'insiste sur son processus qui, mis au jour, pourrait permettre d'inciter à changer aussi ses effets, dits résultats, s'avérant si nuls, sinon à mieux s'y mesurer plus proactivement, ne serait-ce que d'une façon plus autonomiste, même si ne pouvant être pleinement souverainiste jusqu'à l'indépendance pleine et entière, sans prétendre pour autant pouvoir y sauter (du néant à son propre être) d'un coup, si non possible et comme si se le faisant pourtant accroire advenir par miracle. Par ailleurs, en philosophie, persévérer en son être s'appelle le *conatus*, de Ficin à Spinoza, à moins de ne plus tant en éprouver que d'en faire avec Descartes, par le constat de la durée de sa propre existence, une

remarquer que l'unitrinitarité chrétienne de Dieu, sous forme du *Filioque* catholique, du Père en Fils avec qui spirer en un même Esprit-Saint, semble se poursuivre jusqu'en les Trudeau, aussi de père en fils, mais peut-être pas en esprit si sain que cela et ce, d'éternel en temporel, faute de s'assainir en son propre processus d'idéation jusqu'en sa logique, au lieu de seulement tout enrayer et faire se braquer en idéologie d'où tout réifier jusqu'en la réalité. Il ne s'agit pas tant de ma part d'une parodie que d'une mise au jour que le cynisme issu de modes de pensée fort religieux peut très bien prendre des visages qui s'affichent et font accroire qu'ils sont laïcs, alors que préservant constitutionnellement tout au contraire la suprématie (ainsi biaisée) de Dieu et y alignant toute primauté possible (tout aussi impérialiste) du droit. Kant était déjà très explicite à cet égard en sa *Critique de la faculté de juger*, en soulignant jusqu'à quel point notre raison trouve en une telle religion et s'en approprie ce qu'elle aurait pu et dû trouver d'elle-même (non en faire un tel prétexte impérialiste), tant Dieu s'éprouve et qu'il n'est pas aussi nécessaire de le prouver (et l'imposer). D'où une laïcisation de ce que mes récents livres (de 2022 à 2026) font remonter à la Renaissance et illustrent par maints autres semblables développements s'en effectuant depuis lors[1]. Ça s'est appelé Modernité, sinon en refluant, autodépassement postmoderne d'autant amené à revenir à ses propres sources remontant à la Renaissance que les voyant resurgir de partout et l'en hanter. C'est pour cela que la tension entre religion et laïcité s'exacerbe comme fer de lance des grands filtres idéologiques. Celui qui prévaut en Amérique du Nord est le PWASP : aux États-Unis, il prend forme de trumpisme néosioniste, au Canada, de trudeauisme, en voie d'être carneyiste. Il ne s'agit pas d'un accident de parcours, mais d'une lame de fond, d'autant fort impérialiste que voulant spolier jusqu'à Dieu de la hiérarchie pour se l'approprier et l'imposer. D'où le refus de laisser autant les gens que le monde qu'ils habitent s'autonomiser, ce pourquoi ceux-ci ne peuvent y parvenir qu'en y résistant, si pour s'émanciper. Et c'est bien ce que craignent des organismes comme l'Institut du Nouveau Monde : que le projet de Constitution québécoise, auquel être pourtant favorable, reproduise tout au contraire le trudeauisme jusqu'au sein du Québec par

ultime preuve de l'existence de Dieu qui la maintient et dont la suprématie est aussi retenue par la trudeauiste Constitution de 1982.

[1] Autre exemple renaissant : Vitoria. En examinant la tension entre l'Espagne et le Nouveau Monde et en débattant de la *Politique* d'Aristote pour qui l'esclavage est une servitude naturelle face au droit naturel de domination des forts, il insiste plutôt sur une sociale tendance à la vie en commun faisant d'autant y consentir et adhérer volontairement par projet politique que s'en autodéterminant, selon une égalité juridique des peuples à y procéder et une gouvernance s'y conformant (aucunement l'en colonisant et asservissant en se la conformant selon un entonnoir métonymiquement inversant). Voir Eduardo Andujar, De la nature et par la volonté de l'histoire, dans C. Bazan, E. Andujar, L. G. Sbrocchi, *Les philosophies morales et politiques au Moyen-Âge*, Actes du IXe Congrès international de Philosophie Médiévale, Ottawa, du 17 au 22 août 1992, pp.1401-1419.

manque d'enracinement dans la société civile et dans ses besoins réels, au point de s'amplifier en manque de participation citoyenne et de pouvoir de faire amender, voire contester, au point de s'en trouver tant biaisé à la source qu'encarcané tout du long en un dédale juridique sans fin, sinon aboutissant encore et toujours, si y parvenant, au même cul-de-sac. Amnistie internationale parle même d'un manquement à une responsabilité fondamentale de garantir à toute personne, sur son territoire, l'ensemble des droits humains. Que devient l'humain, jamais individuel que d'emblée social, s'il est pour y avoir des droits dits humains ? Y a-t-il un seul État qui soit apte à vraiment aborder sa population, *a fortiori* son peuple et toujours plus encore si par surcroît sa nation, autrement que comme citoyen à tronquer du civique jusqu'en le civil. Il n'y a qu'un pas de réduire le civil au seul citoyen à le réduire aussi et surtout au seul individu en cause, lui-même à rendre si individualiste qu'à d'autant ne plus lui permettre se collectiviser que tel, donc pour ce faire, à se débrancher et délester de sa teneur sociale, au mieux annexe et dérogatoire ? Or, la France et, de là, le Québec français, comme l'illustre le droit civiliste d'emblée de tendance universaliste dont il a hérité et qu'il a adapté à sa façon, ne peuvent qu'en souffrir plus que tout autre, car en tout humain, si se francisant, le social enveloppe d'emblée l'individuel, aucunement tout à l'inverse, s'y réduit au point de se l'en dé-/re-composer depuis là jusqu'au point et à risque de se confondre avec l'individualisme pur, comme peut y être porté l'Anglais, dont sa « common law ». Des droits humains totalement en miroir les uns les autres par cette bascule si inverse au sein de tout un chacun entre ses deux versants, individuel et social ! Sans tenir compte de cette donnée fondamentale, comment peut-il y avoir une loi fondamentale que serait la Constitution québécoise, surtout dans le contexte d'une Constitution canadienne trudeauiste de 1982 jetée en travers et au détriment de celle de 1867 ? Peut-il n'y avoir que l'ombre d'un dialogue autrement que totalement de sourds entre le Québec et le Fédéral tout entier sis sur le ROC, non seulement Rest Of Canada, mais aussi et surtout « Pierre ! Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Église », bien sûr sous façade d'État de droit. Mais primauté du droit (royal, monarchique, transposé en État si pseudo-fédéral que tout au contraire unitaire ?) à son tour sis sur la suprématie de Dieu. Très littéralement, ça prie plus que partout ailleurs au Parlement d'Ottawa, malgré la Cour Suprême qui ne peut y intervenir qu'en allant au contraire voir ailleurs, comme en certaines municipalités qui s'y sont essayées et qui, elles, ont pu être rappelées à l'ordre. Comment la fantaisie (ou imagination productrice), si humainement entraînée en son propre corps par lequel s'en avérer individuelle, peut-elle laisser jaillir et se dégager d'elle-même ce qui la fait à et même en l'Image

de Dieu, seule parfaite par le Fils engendré du Père y trouvant à spirer en Esprit-Saint ? Sinon, avec Kant, comment la raison peut-elle s'en approprier la teneur, si religieuse soit-elle, comme ce qu'elle aurait pu et dû trouver d'elle-même, si pour être laïque ? Hormis les mœurs et l'exigence pour tout un chacun du respect d'autrui, manque à Kant le social comme tel, d'où s'aperçoit d'abord le Tout Autre débordant l'individuel en tout humain et que c'est de là qu'il peut s'y dire Dieu et ce, d'autant chez tout un chacun à titre plus individuel que le révélant à lui-même inapte à prendre directement conscience de soi et n'y parvenant que plus indirectement par une telle instance médiatrice en laquelle d'abord s'exhausser comme d'où pouvoir s'exercer. Une telle conscience d'emblée humaine, à savoir jamais individuelle que d'emblée sociale, voilà ce qu'évacue foncièrement la trudeauiste Constitution de 1982 et tout le relent de pouvoir royal y perdurant en arrière-fond de ladite primauté du droit renvoyant à son tour à la suprématie de Dieu, mais Dieu présumé pouvoir s'imposer à sa seule sauce et à son propre profit hypercentralisateur, plutôt qu'aperçu ainsi incessamment émergeant, jusqu'en ses âme et conscience, à soi-même sans s'en faire d'emblée aliéner.

—*Constitutionnaliser selon comment et de qui la société civile se constitue*

En ce sens, il est vraiment important de sonder, bien avant les intentions de vote électoral et autres, l'impact sur l'imaginaire collectif de savoir et faire savoir qu'une telle Constitution existe ou non et si elle existe, qu'un effort très sérieux y est fait pour élargir le consensus et y faire figurer les parties constitutives du Québec. Constitutionnaliser reflète-t-il ou non comment et de qui la société civile québécoise se constitue ? Telle est la question. Et pour cela il faudrait penser à renverser l'approche usuelle : non pas espérer qu'il va y avoir un fort pourcentage du vote électoral, mais créer les conditions de ce plus large consensus JUSQU'EN L'IMAGINAIRE SOCIAL pour que ce pourcentage du vote électoral puisse vraiment avoir des chances de s'accroître, *a fortiori* celui de tout référendum, surtout s'il est souverainiste, sinon en exigeant de tout parti fédéraliste québécois qu'il clarifie sa position canadienne selon que trudeauiste ou sinon selon quel fédéralisme moins idéologiquement trudeauiste et forcené à l'encontre du Québec français. L'Alliance pour une Constituante Citoyenne du Québec (ACCQ) propose même un référendum pour l'adoption d'un texte de Constitution, ce qui laisse aussi entendre que la recherche d'un large consensus à son propos peut seule s'assurer d'un résultat probable. D'autres proposent aussi un tel référendum, mais sans et par d'autres voies que l'Assemblée constituante. La plus haute trahison serait qu'un

parti libéral québécois accède au pouvoir en se mettant en tête de signer la Constitution canadienne et de court-circuiter autant l'effort d'une Constitution québécoise que de forcer encore plus à son propre encontre la volonté de la société civile québécoise pour la mettre à la merci de l'idéologie ethnoracialiste enreligiosante trudeauiste. Ce serait autrement plus grave que ce qui est présentement reproché à la CAQ en sa consultation parlementaire tardant à instaurer un plus large consensus pansocial, Autochtones inclus. Bref, la situation actuelle est difficile, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle peut empirer. Entre-temps, les principales critiques sont à prendre au sérieux : augmenter la légitimité (ne pouvant venir que d'un plus large consensus), préserver et même renforcer l'équilibre des pouvoirs entre eux (au lieu de les monopoliser en se tronquant de tout contre-pouvoir) et d'abord ne constitutionnaliser qu'en tenant compte comment et de qui la société civile québécoise se constitue si pour mieux y cerner la nation québécoise en cause, donc faire en sorte que le peuple québécois prenne conscience de lui-même et se reconnaisse dans ce qui lui est proposé, certes, mais aussi que ce soit cette reconnaissance de soi s'apercevant telle qui acquiert teneur juridique et non autre chose, ce sans quoi toute la démarche ne peut être valide. Cette conception de la nation s'impose depuis Bodin à la Renaissance.

Il importe de ne pas reproduire et transposer les mêmes caractéristiques que celles de l'idéologie trudeauiste, de la Constitution canadienne de 1982, biaisant déjà la Constitution de 1867, en la Constitution québécoise. Réciproquement, une Constitution québécoise peut sembler de prime abord n'être que symbolique si instaurée avant la Souveraineté du Québec et en être à risque d'être subordonnée à la Constitution canadienne. Toutefois, la question est là : quelle Constitution canadienne ? Celle de l'AANB de 1867 dont l'article 93 a pu être modifié et permettre un tout nouveau prototype quant à la façon même de pouvoir constitutionnaliser ou celle de Trudeau père qui s'est instaurée depuis 1982 sans et contre le Québec, voire d'autant contre le Québec que celui-ci peut rester à ne rien faire et uniquement à la subir jusqu'à son assimilation finale ? Seule une Constitution québécoise semble pouvoir mettre en branle la Constitution de l'AANB de 1867 de sous la Constitution trudeauiste de 1982 et en rectifier les biais, si elle se rend viable et peut s'y mesurer. À moins que le Québec procède par son propre rapatriement unilatéral de la Constitution de 1867, comme Trudeau père l'a fait avec l'aide du ROC pour leur en renvoyer d'autant le problème que d'abord l'en délester de ses derniers relents monarchiques et du pouvoir royal s'arrogeant ladite primauté du droit (à sa propre sauce) selon une dite suprématie de Dieu (d'où l'absolutiser au fédéral et chercher à faire accroire qu'il n'y a aucune souveraineté

absolue seulement dans le cas des Provinces, surtout du Québec usant de la clause dérogatoire).

Il faut d'abord se dégager de l'opposition soi-disant totale se faisant contradiction en les termes mêmes d'une Constitution québécoise au sein d'une Constitution canadienne (si alors sous-entendue et présumée trudeauiste) : « On peut cependant rédiger la constitution québécoise et envisager de faire appel au droit international au besoin pour l'appliquer »[1]. S'agirait-il d'instaurer un processus tablant sur une Assemblée constituante censée être d'autant représentative que composée de citoyens tirés au sort ou l'équivalent pour éviter tout noyautage par des gens au pouvoir ou y aspirant, surtout si à l'image de la lutte de pouvoirs menant à leur déséquilibre depuis quelque exécutif noyautant quelque capacité réglementaire, *a fortiori* législative, jusqu'à en forcer le droit ? Et si c'est pour être à une telle Assemblée constituante de hiérarchiser les pouvoirs ? C'est risquer de recréer le même problème en miroir. La solution la plus simple et la plus efficace ne serait-elle pas de transfigurer le Conseil de la Constitution en une sorte de Sénat apte à moduler le pouvoir législatif entre et de l'exécutif au juridique et ce, selon une tâche comportant les trois axes précédemment signalés par lesquels s'assurer autant de se mesurer à la difficulté la plus cruciale qu'est le devenir trudeauiste du Canada, non plus seulement en lui étant si réactif qu'uniquement rétroactif, mais aussi proactif, que de l'incessant ancrage et apport de la société civile ? Et ce, plutôt que de reproduire en une telle Assemblée constituante le principal défaut des démocraties soi-disant représentatives, mais n'étant de fait que de représentationnelles mises en scène s'imposant en surplomb dès qu'élues et n'en faisant plus qu'à leur seule tête entre deux intervalles électoralistes, ce pourquoi les démocraties sont en train de s'affadir jusqu'en Occident, dont elles auraient inauguralement émergé, au profit de pervasives tendances autoritaires panplanétaires ? Tout est quasi déjà là : il suffirait de l'articuler en ce sens en même temps que d'ouvrir la démarche actuelle vers un plus large consensus pour se rendre viable (légitime, etc.).

Appel au droit onusien à l'autodétermination des peuples

Comment ne pas s'étonner qu'il s'agisse de la même démarche (faire appel au droit international pour s'appliquer) que celle entreprise par trois organismes québécois pour soumettre à l'ONU la cause du rapatriement unilatéral de la

[1] Mémoire présenté par André Huot, août 2024, p. 1.

Constitution canadienne sans et contre le Québec en 1982. La Cour Suprême du Canada, de connivence avec le trudeauisme, ne veut rien entendre. Cette cause est, avec le droit international, surtout si onusien, celle du droit des peuples à l'autodétermination, comme y insiste aussi le constitutionnaliste André Binette à partir de la loi 99[1], mais ne pouvant être autant externe pour le Québec qu'interne pour les Autochtones sur son territoire qu'en cernant aussi et surtout jusqu'au trait d'union faisant que le tout s'articule en État-nation. En effet, Alexandre Cormier-Denis, en son Mémoire, septembre 2024, Manifeste pour la reconnaissance du Québec comme État-nation du peuple canadien-français, après avoir campé une définition de la nation (plus politique) en celle du peuple (plus culturel), reprend aussi cette Loi 99 en soulignant qu'elle est sise sur la notion de peuple québécois et n'explicite pas ce qui signifie « nation » en son emploi de l'expression « État national », sans référence initiale à une « nation québécoise », ce qui se rectifie de 2000 à 2003 : « *Que l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple québécois forme une nation* », ce que le Parlement canadien entérine en 2006 en précisant que c'est en un Canada uni, sous Stephen Harper, bien qu'il faille attendre « 2022 et la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, dite loi 96, pour que la nation québécoise reçoive une reconnaissance constitutionnelle et légale en droit canadien », tout en modifiant la Charte de la langue française pour remplacer « Amérindiens » par « Premières Nations » pour désigner les Autochtones (ce qui rejoint la posture politique de Ghislain Picard les ayant représentés au Québec et au Labrador). Problème : « La définition purement civique de la nation est oblitérée par la reconnaissance du caractère héréditaire et ethnique de l'appartenance nationale, contrevenant à la conception civiliste de la nation québécoise ». La notion, non de nations autochtones, mais de peuples autochtones aurait plutôt pu les dire appartenir au peuple québécois (en plus de mieux s'accorder avec l'intitulé de la DNUDPA, au lieu de se modeler sur le Fédéral et la conjointe politisation autochtone sous le primat de l'étiquette de Premières Nations faisant négocier de nation à nation), ce qui aboutit à l'affirmation assez choquante que « les Premières Nations et les Inuits forment des nations distinctes

[1] En son Mémoire, août 2024 : « Le cœur de la Constitution du Québec se trouve déjà à mes yeux dans la *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives de l'État et du peuple du Québec*, dite loi 99 ». Par contre, il faut distinguer en l'autodétermination, l'externe, qui est constitutionnelle sécession légale dans un contexte fédéral s'y prêtant et valant seulement pour une Province, de l'interne, qui est droit à une autonomie dans le cadre d'un État souverain plus étendu sans en affecter le territoire, comme le précise l'article 46 (1) restreignant l'article 3 précisé en ce sens par l'article 4 pour que la DNUDPA soit laborieusement adoptée après une décennie à en débattre, même s'il demeure hautement souhaitable sur le plan politique d'obtenir le consentement autochtone. A. Binette, La source juridique de la sécession au Canada. Les droits autochtones et l'indépendance, *L'Autr'Journal*, no 447, juin 2026, pp. 16-17.

de la nation québécoise avec qui elles partagent un territoire commun, le Québec », le tout sans impliquer quelque partition territoriale que ce soit, tout comme lors de la conjointe reconnaissance d'une minorité canadienne-anglaise du Québec, les grands absents étant les Canadiens français, qui sont disséminés en Amérique du Nord et dont est pourtant issue la prétention d'une nation québécoise. Donc « Plus que jamais, il est temps de reconnaître que le Québec est l'État-nation du peuple Canadien français, d'en tirer les conséquences logiques et légales pour assurer non seulement sa reconnaissance, mais également d'inscrire son droit inaliénable à conserver sa majorité démographique sur ce territoire ». Il me semble qu'il faudrait plutôt dire : le Québec est l'État-nation pouvant se rappeler (Je me souviens) être sis sur le Canada laurentien de l'époque de la Nouvelle-France avant d'être filtré par la Conquête anglaise, puis le Canada-Uni menant, à compter de LaFontaine avec Baldwin, au partage de l'identité de Canadien, identiquement Français, avec l'Anglais. À ce titre, il peut être le foyer d'où rayonne et perdure en Amérique du Nord et en particulier au Canada de l'AANB le peuple Canadien français (avec coémergence du Canadien anglais). Du moins, si la Conquête du Canada radicalisée et totalement asymétrisée en trudeauiste Conquête du Canadien par le *Canadian* unilatéralement imposé comme d'où l'en refouler et ne plus en faire que son décalque pseudo symétrique, au contraire se relativisait et biasymétrisait. Il faudrait donc modifier la figure proposée par l'auteur pour ne pas inclure totalement le peuple canadien-français (si ne n'est plutôt population canadienne-française) dans, mais plutôt en intersection (fluctuante, par le droit accordé de pouvoir y être rapatrié) avec la nation québécoise où y faire figurer sa part de ladite minorité (numérique, mais non statutaire ?) canadienne-anglaise, surtout avec sa part issue de l'immigration, au moment d'y adjoindre les Premières Nations (politisant la plus culturelle notion d'Amérindiens ?) et les Inuits (plus éventuels Métis, si pour retrouver la notion canadienne fédérale de l'Autochtone ?) en l'État du Québec et faciliter ses interfaces et transferts. Cette problématique archicomplexe mérite d'être davantage approfondie au moment de cerner qui et comment il fait partie de l'État du Québec, surtout si pour élargir le consensus ne faisant se constituer en nation qu'en s'en faisant reconnaître juridiquement par son propre État n'étant alors instauré qu'en se dotant de sa Constitution québécoise. Surtout en sa tension avec la DNUDPA quant aux Peuples Autochtones et face au Canada, surtout trudeauiste. *A fortiori* face à la cause rendue à l'ONU du rapatriement constitutionnel trudeauiste sans et contre le Québec. Dès, du sein et au moment de sa conception, distinguons, par compréhension croissante et extension décroissante : population -> peuple (avec peuplement faisant habiter le

territoire) -> nation -> État-nation (au trait d'union élastique au XXI[e] siècle pris entre des États plus ou moins impérialistes faisant retour et des nations s'y brassant d'autant que prises entre leur coémergence inaugurale avec la nature territorialement cernée, comme chez Bodin, et leur remaniement par flux migratoire plus massif depuis le XIX[e], mais dorénavant tendu entre purge – style trumpien – et hypocrite étouffement ethnoracialiste enreligiosant – style trudeauiste –. Ces deux voies ressemblent à celles menant au suicide durkheimien : on meurt d'être autant ostracisé en son individualité qu'aliéné en sa socialité.

Plus encore, toutes démarches ne se ressemblent et ne s'en rassemblent qu'en pouvant justement s'articuler, éclairer et alimenter mutuellement. Ce triple acte en ses trois versants s'en interfaçant fort dynamiquement ne fait que reprendre, mais laïquement ce que Ficin en recherchait à la Renaissance en Dieu, dont il faisait le Soleil du Soleil en un monde depuis lors héliocréé et héliocentré au milieu du Ciel par sa puissance effective (articulant tout), sa lumière jaillissante et rayonnante (éclairant tout) et sa chaleur en faisant éclore tout ce qui en est fécondé de façon si fructueuse qu'à d'autant savourer (en s'intensifiant d'autant que les deux, puissance et lumière, s'en alimentent mutuellement à sa source). De Rabelais, via Montaigne, à Descartes, *a fortiori* si par Rabelais selon Montaigne s'apercevant au ressort de Descartes au lieu de s'y occulter et d'en faire un ignare commencement absolu ne se prétendant se fonder scientifiquement qu'en étant déconnecté de sa source vive et vitale de sa propre pensée, le français l'a conservé dès l'aube de son expression moderne, par une langue rappelant autant le goût que la pensée en émergeant et s'exprimant[1].

Pour le peuple québécois se constituant en nation québécoise, se constitutionnaliser en son contexte en révélant le sens est pouvoir d'autant acquérir sa part du monde s'en créant que pouvoir interroger le tout début de la Constitution canadienne, surtout telle que rapatriée unilatéralement par Trudeau père sans et contre le Québec, quant à ce que signifie vraiment son préambule : « Attendu que le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit. » N'en déplaise à Trudeau père et à son patriarcat ethnoracialiste enreligiosant, jusqu'à la divine création du monde peut d'autant se québéciser que se laïciser et la primauté du droit y devenir d'autant mieux sensée que son droit civiliste se dégager de l'anglicisante « common law ». Il suffit de faire en géopolitique ce que la physique a fait au début de la Modernité : transposer et

[1] Voir Y. Morin, en passant de *Du débat entre Ficin et Pic à Descartes. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*, à *Rabelais selon Montaigne. Vers la raison pure cartésienne et sa critique, de Kant au XXI[e] siècle*, Paris, L'Harmattan, 2026.

reprendre la monothéiste création du monde en héliocentrisme cosmophysique, dès la révolution ficino-copernicienne s'étant gnoséologiquement magnifiée chez Kant. Dieu ne préside à la forge du sens de soi qu'à même celle du monde qui, au fur et à mesure que mieux matériellement cerné, s'en autonomise. Le sens de soi peut s'y laïciser, comme cela s'est accentué de la France au Canada laurentien devenu, par-delà la Conquête et au gré de l'AANB bien avant la Constitution canadienne trudeauiste, le Québec. Ce sens de soi se démarque de celui qui prend bien autrement appui sur des pouvoirs laïcs comme tous les Protestantismes, jusqu'aux plus anglicisants, lors de leur émergence, voire via l'Empire britannique, s'en étant multiethnoracisés avant de s'en multiethnoracialiser (selon qui monopolise et oriente la multiethnoracisation, en particulier à travers l'immigration) jusqu'au point de nouveau s'enreligioser tel, comme en le trudeauisme, dont la Constitution de 1982 est sise sur la suprématie de Dieu étayant un pouvoir monarchique ayant pris forme d'un exécutif unitaire s'infléchissant le législatif et de là, le juridique qui fait à son tour ployer toute société civile, *a fortiori* si québécoise et française (surtout si française ignare de tout son propre afflux de sous et au ressort de Descartes, voire de ce que pouvait être la convergence culturelle dès son époque et qui peut encore rejaillir au XXI^{e} siècle, pour peu que le Québec renoue avec sa propre devise, à savoir « je me souviens », *a fortiori* au moment de se constitutionnaliser). À et même en l'image de Dieu le plus monothéiste, surtout tant que son unitrinitarité ne s'est pas aperçue et rectifiée en uniquaternité apte à s'intégrer et s'articuler avec son propre féminin, tous ces Protestantismes sont des Patriarcats. Et ce Patriarcat s'instaure au ressort de tout filtre idéologique nord-américain WASP (White Anglo-Saxon Protestant), si porté à se diffuser et à coloniser ainsi de façon ethnoraciale enreligosante, pour en être d'emblée PWASP. Le tout se renforce par un constat sans équivoque révélant le fédéralisme trudeauiste d'autant bancal que dysfonctionnel, en s'efforçant d'occulter qu'il est inapte à favoriser quelque épanouissement culturel québécois (ce pour quoi il lui a fallu d'emblée massacrer inauguralement le Rapport Laurendeau-Dunton de son biculturalisme au profit du bilinguisme à rendre seul fort exclusivement prévalant et officiel). Statistiques à l'appui, « En observant les dynamiques entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec dans les domaines de la langue et de la laïcité, abordés dans ce mémoire, le constat est clair : le cadre constitutionnel canadien est insuffisant pour permettre au Québec de défendre convenablement des enjeux importants pour la prospérité de sa

culture »[1]. En particulier, la souveraineté parlementaire québécoise, mieux susceptible de faciliter cette prospérité culturelle, s'en trouve régulièrement entravée. Maintes déclarations des Trudeau, de père en fils, illustrent leur agenda d'affaiblir le Québec, *a fortiori* si non seulement État en son propre parlement, mais nation québécoise, à l'intérieur du Canada. Quasi haine de toute culture québécoise à laminer à travers le prisme du bilinguisme officiel qui, d'emblée tronqué autant du biculturalisme pouvant seul y mettre au jour la manière de parler au ressort de toute parole que toute socioréférence extralinguistique constitutive de toute linguistique en cause, s'instaure comme ce d'où l'encarcaner et toujours plus l'affaiblir. Il s'agit d'un incessant massacre du Rapport Laurendeau-Dunton se réitérant en se magnifiant à toutes les sauces possibles, la plus consistante étant le rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 sans et contre le Québec, mais surtout en faisant accroire pouvoir occulter et supplanter indéfiniment la Constitution de 1867 d'où elle risquerait de pouvoir réapparaître et en être rectifiée, surtout si dynamisée par une Constitution québécoise, *a fortiori* par un Conseil constitutionnel qui, si doté d'un statut quasi sénatorial mandaté en ce sens, en étayerait les autres pouvoirs (exécutif, législatif et juridique en regard de la société civile), selon trois axes : ce serait une, non seulement nécessaire, réactive et rétroactive, mais proactive tâche se combinant du même coup avec un incessant apport de la société civile se mettant en marche vers sa propre autodétermination pour s'en faire nation et ce, en son propre État d'où s'en faire reconnaître juridiquement par sa Constitution même dont alors se doter. Un tel Conseil constitutionnel est mieux qu'une Constituante, sous condition expresse de s'y brancher à son équivalent, à savoir par des instances issues de la société civile en étant suffisamment représentatives plutôt que seulement rattachées et subordonnées de force au gouvernement comme la CAQ le proposait, ce pourquoi d'ailleurs les craintes ont été si énormes que leur projet est mort au feuilleton en juin 2026. De plus, Québec Solidaire propose une telle Constituante sans avoir pris la peine de tenir compte et vérifier les maints échecs qui en sont advenus ailleurs, comme André Binette en a averti. Enfin, le Livre bleu du Parti Québécois prétend dissocier, puis réassocier en deux temps séparés, d'abord l'indépendance, puis la prise en compte des institutions en un projet de société, ce dont un Conseil constitutionnel (jamais mentionné nulle part dans tout le Livre bleu), quoique non plus annexe au gouvernement, mais autonome et surtout, très dynamique selon les trois axes ici proposés, permettrait tout au contraire d'unifier du mieux possible

[1] Mémoire de Jean-Patrick Brady & Olivier Normandin, Enjeux constitutionnels de la culture et l'identité québécoise. Se doter des outils de notre autonomie, sept 2024, p. 5.

en une même démarche, étant entendu que jusqu'à la société civile, surtout si s'impliquant un tant soit peu réellement (surtout qu'ayant échaudée par le projet initial de la CAQ) accepte d'emblée que ce qu'elle est maintenant va aussi être appelé à se transformer mais avec elle et son consentement (ce qui n'est plus une simple dis-/ré-association après coup, une fois l'indépendance à proclamer comme en le Livre bleu du PQ). Et c'est encore moins le simple *statu quo* constitutionnel trudeauiste reconduit tel quel, comme cela s'annonce par le Parti Libéral du Québec, si par surcroît la nouvelle mouture de la CAQ ne tend pas à s'y aligner aussi (du moins à en juger par les premières démarches de Christine Fréchette s'en adonnant bien avec Mark Carney, quoique Guillaume Rousseau, surtout si élu dans Richmond, pourrait éventuellement en ramener l'enjeu, selon ce à quoi la CAQ est prête à s'engager). Ne manque que le Parti Conservateur du Québec à l'appel, pour connaître sa posture constitutionnelle : après avoir recruté la députée indépendante Maïté Blanchette Vézina, il a été le seul à appuyer le projet caquiste de Constitution avant sa mort au feuilleton, mais en ayant entre-temps précisé qu'il ne fallait pas accéléré le projet au point de couper court à une entente transpartisane plus large pour ne pas ressembler à un bâillon, surtout quant à la loi fondamentale du Québec.

Cet arrière-fond sociohistorique géopolitiquement d'autant débattu que devant se mesurer à ce qui en est filtré, du fait d'être fort idéologiquement tordu par le trudeauisme, se double du problème juridique proprement dit, à savoir que la subséquente « multiplicité des lois fondamentales et la difficulté d'identifier le corpus constitutionnel québécois militent en faveur du recours au pouvoir constituant pour doter le Québec d'une loi fondamentale globale » : en particulier, une clause de souveraineté parlementaire permettrait à l'Assemblée nationale d'avoir le dernier mot quant à la façon de délimiter ce qui peut assurer l'état d'équilibre entre les droits fondamentaux collectifs et individuels[1], ce qui, selon

[1] Mémoire présenté par Daniel Turp, L'exercice du pouvoir constituant, l'adoption d'une loi fondamentale, l'institution d'un Conseil constitutionnel pour affirmer l'existence et renforcer l'autonomie de l'État du Québec, 8 septembre 2024, p. 6 pour la citation et p. 9 pour la clause de souveraineté parlementaire. Ce texte fouillé exemplifie à quel point la question juridique est tout aussi problématique que celle exposée à la note précédente quant à qui et comment il fait partie de l'État du Québec. Je m'en démarque quant à l'exigence de doter d'abord le Conseil constitutionnel d'un statut quasi sénatorial selon ses trois axes majeurs de travail, au moment de l'instaurer et de lui octroyer son mandat par « Une loi [qui] déterminerait les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil constitutionnel ainsi que les conditions de saisine et la procédure qui seraient suivies devant lui » (p. 10). En son Annexe portant sur la loi fondamentale du Québec, je modifierais sous son Titre 1, tout le passage et l'articulation entre ses chapitres IV et V quant à la langue et la culture, au lieu de fondre la culture en le seul patrimoine naturel et culturel. Qu'est jusqu'à la langue sans y prendre sociolinguistiquement en compte la charge extralinguistique socioréférentielle jusqu'en la linguistique mise en jeu ? D'abord, pourquoi y aurait-il un biais patriarcal entre le patrimoine (dont le patrimoine génétique, tout ce qu'il y a de plus naturel) et le matrimonial (surtout si s'assimilant à l'expression « mari et femme »), sans au moins s'en apercevoir et s'y interroger préalablement, par exemple en y

moi, devrait être explicité viser très directement la faille abyssale issue du rapatriement constitutionnel canadien trudeauiste sans et contre le Québec et tout son déséquilibre des pouvoirs, de l'exécutif via le législatif jusqu'au flou juridique s'ensuivant et risquant d'en être d'autant fallacieusement interprétativement biaisé jusqu'en la Cour Suprême du Canada au point d'en encarcaner toute la société civile québécoise, voire tout le fait français pancanadien. *A fortiori* si pour renouer avec le Canada laurentien au ressort dudit Canada français, donc du Canadien français, voire toute sa diaspora nord-américaine, en regard de l'État du Québec, tout en se mesurant au nouveau ministère identité et culture canadiennes qui est censé s'inclure les langues officielles, qui est issu du gouvernement Carney et dont la léthargie est quasi-totale, à tout le moins fortement à la traîne. Tel est ce qui est à problématiser, au moment de rejouer ce qui en perdure depuis la Renaissance, dès le seuil et jusqu'en la Modernité.

Tout problème ne se révèle qu'en inscrivant la question en cause en son contexte qui peut seul en révéler le sens, la direction à prendre. Toute question-réponse dont germe la pensée s'en fait problème-solution, mais du problème à la solution, en prenant en compte entre-deux, voire entre-temps, la manière de l'aborder (toute manière étant d'emblée culturelle) et en l'affinant et pour ce faire, en se dotant d'une démarche, d'une méthode pour y parvenir, à savoir pour passer de la question problématisée par son contexte à la réponse faite solution n'étant plus jamais tant directe qu'indirecte, car ne surgissant plus que par et d'un tel détour. Jusqu'à toute observation la plus factuelle du réel acquiert et inclut

distinguant du maternel le materneux, à savoir le désir fou d'une autre vie que la seule sienne, comme vecteur microsocial d'une transfiguration macrosociale de la famille (de trigénérationnelle ou plus à nucléaire) et si apte à garder contact avec ses sources qu'en être aussi en affinité avec le matricentrisme autochtone (Morin, *Ficin et la modernité*, 2023, pp. 17-18) ? Une culture se sociogénérant en s'incluant plutôt que se faisant laminer par l'ethnoracial peut comporter divers sociosexoréférentiels (dès que le féminin jusque du masculin relativise et pondère tout patriarcat possible, surtout si PWASPisant). Les sexes s'en articulent diversement entre eux dès l'hétérosexuel et au ressort de toute la mouvance LGBTQ^{+} en laquelle la diversité ne se confinerait plus, etc. Guillaume Rousseau a mis de l'avant la convergence culturelle avec laquelle peut se combiner toute la question de l'intégration culturelle, autant des gens (selon l'état matrimonial ?) que dudit patrimoine, tout en relativisant grandement l'interculturel et *a fortiori* le multiculturel si ethnoracisant que s'enreligiosant tel. L'enjeu est énorme : l'humain, jamais individuel que d'emblée social, si pour être culturel en un tel sens sociogénératif, avec droits collectifs correspondants à la clef, plutôt qu'ethnoracialement laminé et enreligiosé tel, avec et à partir de droits si individuels qu'individualistes au point de ne plus que faire se collectiviser tel et donc, d'y entraîner tout et quelque droit collectif que ce soit. On s'en aperçoit, la souveraineté parlementaire pourtant promue serait minée. S'y trouve impliqué le Titre V Des droits fondamentaux collectifs et individuels au Québec, par son point 23 portant sur la gestion des seuls niveaux scolaires primaire et secondaire en anglais, alors que les enjeux de pouvoirs se débattent surtout depuis le statut de l'universitaire resté en suspens depuis ladite Constitution de 1982. Le devenir institutionnel scolaire entier (sous l'angle de la complétude institutionnelle, comme 3^{e} facteur de vitalité sociolinguistique) est en cause. Marc Ryan a souligné d'importantes interfaces, plus ce qu'a souligné la 1re partie du présent texte quant à tout l'enjeu de la manière (fort culturelle) de constitutionnaliser depuis le moment décisif 1998-2000.

d'emblée, par le double sens du mot « observation » en français, toute conjointe observation de quelque règle alors mise en jeu. *A fortiori* si ne se constituant plus culturellement (en sa manière d'y procéder) qu'en se constitutionnalisant supralégislativement au ressort non plus seulement des faits, mais aussi du même coup, des droits, dont des règles de droit à d'emblée bien distinguer des règles morales ou religieuses. Nous sommes à la racine de la pensée impliquée et au ressort du droit civiliste privilégié en français relativement à la « common law » pour laquelle le jurisprudentiel s'impose empiriquement, selon l'observation des faits (sauf, par idéologie trudeauiste tenant mordicus à les confondre, celui signalé par Arès d'une langue maternelle française perdurant au seul Québec davantage, par-delà et bien distinctement de sa seule origine ethnique française ?). Voire s'impose tant par une telle empirie que tout ce qui peut s'en penser, selon quelque règle que ce soit, ne peut plus que s'y et s'en dé-/re-composer. Non seulement sociolinguistiquement, mais d'abord, aussi et surtout mentalement, l'anglais s'en met à aliéner le français, s'il lui est présomptivement imposé au point de ne plus lui laisser aucune marge de manœuvre que d'en être le pur et simple décalque, comme en ledit bilinguisme officiel trudeauiste s'étant tronqué de toute sous-jacente assise ainsi culturellement pensante (surtout si à même l'éducation scolaire qui est le vecteur privilégié de l'intellectualisation de soi) pour que rien n'en puisse paraître. L'illustre l'acte majeur de massacrer le Rapport Laurendeau-Dunton à cette fin, *a fortiori* une fois constitutionnalisé tel en 1982, surtout en tirant son article 23 (d'où préorienter à sa seule façon les langues dans les écoles) de son chapeau et en le plaquant sur la Constitution de 1867 afin de mieux en parasiter la québécoise Charte des droits et libertés de la personne. Or, depuis la Renaissance, surtout italo-ficinienne, jusqu'à la culture n'est plus seulement celle de prendre soin et faire fructifier, à la façon de l'« educare » romain restant encore tout entier partie prenante de la nature, mais depuis lors aussi celle d'une conduite au-delà de la nature en se cultivant mentalement en sa raison, à la façon de l' « educere » (ex-/-ducere : hors de/conduire). C'est d'une telle nature et avec elle que coémerge l'idée de nation, depuis Bodin, justement en liant l'aperception de soi s'étendant d'emblée à tout un chacun et émergeant du peuple alors en question comme nation et sa conjointe reconnaissance juridique, en l'occurrence, dans le cas présent, d'abord constitutionnelle du sein du Québec pour se mesurer et se déprendre de la Constitution trudeauiste en laquelle s'en trouver autrement biaisée et encarcanée.

Si ce n'est jusqu'à tout un chacun, au moins l'auteur du présent dossier est en quête d'un sens civique si inhérent à la société civile qu'y favorisant avec un mieux-vivre ensemble une notion de citoyenneté québécoise n'étant mise au ressort de l'État qu'en respectant mieux l'humain que ne le fait le Canada trudeauiste, donc en l'apercevant et le reconnaissant n'être jamais individuel que d'emblée social et ce, dès sa société civile. Celle-ci est un pouvoir à dûment nommer tel et ce, comme d'où chercher à articuler les autres pouvoirs (exécutif, législatif, surtout si étayé par un Conseil de la Constitution acquérant valeur sénatoriale fort active selon les trois axes signalés, et juridique). Comme le propose Droits Collectifs du Québec, cette citoyenneté serait à encadrer. Une carte de citoyen confèrerait seule le statut d'électeur. Or, aucun des partis politiques québécois, dans ses prises de position face aux démarches constitutionnelles, y compris le volumineux Livre bleu du PQ, n'a pris en compte jusqu'à présent de fort épineux enjeu des démarches concrètes autant électorales que référendaires sans lesquelles le camp adverse va pouvoir avoir tout le champ libre pour récidiver et commettre les mêmes exactions que par le passé. Ce point crucial serait à appuyer sur une nationalité québécoise partie prenante de sa Constitution et *a fortiori* si s'y trouvant intégré à son droit civiliste d'emblée si social qu'irréductible à la « common law » individualiste pour que le peuple québécois se dote d'une gouvernance étatique d'autant plus souveraine qu'apte à résister à son homogénéisation anglicisante depuis le fédéral s'y adonnant en faveur du ROC.

Le proposent l'Institut de Recherche sur l'Autodétermination des peuples et l'Indépendance nationale (IRAI) et l'Institut de Recherche sur le Québec (IRQ). De plus, l'IRQ a déposé un mémoire sur le projet de loi #1 (la Loi constitutionnelle) qui s'intitule *Édifier la nation* en novembre 2025 et qui ancre le tout en l'histoire en vue de donner davantage de cohérence au droit constitutionnel. La citoyenneté canadienne s'énonce comme celle d'un sujet britannique sur les passeports jusqu'en 1977. Tarde donc à se faire la distinction et donc *a fortiori* le couplage mieux articulé entre nationalité, comme appartenance personnelle civile, et peuple, comme ensemble des citoyens exerçant leur pouvoir par des droits politiques. Ne reste plus qu'à laminer la personne (dès la québécoise Charte des droits et libertés de la personne), sa civilité et surtout sa nationalité en signant l'appartenance en le seul citoyen, lui-même présumé purement si individuel qu'individualiste avec tout ce qui peut en être social en clause annexe et dérogatoire où pouvoir l'en manipuler à sa fantaisie et donc à sa guise. D'où ledit rapatriement de la Constitution en 1982, au gré d'une terminologie fort ambigüe, pour que s'y impose une inflexion depuis l'anglais de ce qu'il s'agit d'en signifier en

français, car rapatrier se dit de qui ou quoi est sorti du pays si pour y être ramené, ce qui n'est aucunement le cas pour l'AANB qui, comme le nom le dit, est britannique et aucunement canadien, même si concernant le Canada en Amérique du Nord, surtout l'y ayant par surcroît tronqué de tout consentement du Québec pour au contraire que ne plus que la lui imposer unilatéralement. Il s'agit plutôt d'un transfert permettant de l'importer (de 1931 à 1982). Et il est hautement significatif de faire alors accroire que la Couronne (britannique) se transposerait *de facto* en pouvoir fédéral cherchant à s'en octroyer une aura fort semblablement si centralisatrice que tout aussi colonisatrice à l'encontre de l'idée de fédération pourtant affichée pour s'imposer tel aux fédérés, à savoir les provinces, surtout le Québec échappant plus que les autres à ce moule homogénéisant anglicisant. Les États généraux du tout dernier Congrès du Canada français (1967-1969) étaient déjà fort éloquents en établissant que le Canada français est une nation, le Québec est son territoire national et son milieu politique privilégié et la nation canadienne-française a le droit de disposer d'elle-même et de choisir son régime politique, ce qui est aussi établi à l'échelle internationale (Droits de l'homme, de fait de l'humain en tant qu'individu d'emblée social, ONU…). Enfin, les Autochtones sont alors eux aussi mieux intégrés dans le projet québécois d'instaurer sa propre Loi constitutionnelle qui, par tradition civiliste propre au français, passe par l'écrit ne lui permettant de se codifier en ses principes qu'en se mesurant à ses propres ambiguïtés jusqu'aux plus socialement originaires et constitutives au plus près de ses propres sources orales (du moins selon ce qui, avec la forge de la langue française que nous parlons encore de nos jours, perdure de Rabelais selon Montaigne de sous et jusqu'en Descartes) et sort des zones grises doublées de flottements interprétatifs par la *common law* ne pouvant plus être, elle, que jurisprudentielle et dépendante de l'oralité, mais captée et encarcanée en l'écrit juridique rendu fort circonstanciellement évolutif selon le rapport de force à créer et imposer, comme s'il n'y avait plus aucune politique (surtout considérée, non plus se présumer, mais se gagner en ses principes les plus clairs et distincts possibles) que se confondant avec le juridique censé autant l'entériner (comme Bora Laskin, juge en chef à la Cour suprême, en confortant Trudeau père lors dudit rapatriement de la Constitution en 1982) que l'en mettre en œuvre et faire tout y plier, selon une fort culturelle manière d'agir politico-juridique éminemment anglicisante. Or, une fois tout ainsi intégré, l'histoire exige de s'apercevoir que 1967-1969 est entre-temps aussi le moment de 1) Révolution tranquille en cours et ayant déjà produit le Rapport Parent en éducation à l'époque du Concile Vatican II ayant amenuisé grandement les éventuelles résistances à ce passage de l'Église à l'État, 2)

émergence du Parti Québécois (1968) 3) conjointe diffraction du Canada français et donc de la nation canadienne-française entre la québécoise et les coémergentes franco-pancanadiennes (franco-ontarienne, franco-manitobaine, etc., plus l'acadienne conservant seule sa dénomination) et 4) toute 1re loi fédérale (déjà trudeauiste) sur les langues non plus constitutionnelles, comme en 1867, mais officielles (1969), d'où émerge (surtout au tournant des années 2000) la québécoise francophone, autant dire franco-québécoise, censée s'intégrer avec toutes les autres déjà plus *stricto sensu* provinciales et en contexte fort anglicisant à ainsi faire progresser du ROC vers et au profit du fédéral. Seules de rares études comme celles de Duquette et Morin, se soucie du fait de se sentir français de sous et jusqu'en toute francophonie que ce soit et *a fortiori* anglophonie, plus encore si s'en bilinguisant, surtout si officiellement selon un mode, si ce n'est tout simplement la mode trudeauiste. Débordant le champ des études scientifiques, Georges Duquette a exprimé poétiquement ce qu'est l'identité, au moment de se dire d'Ontario français, voire Ontarien français, bien avant quelque Ontarien francophone, voire Franco-Ontarien ou, selon les trudeauistes langues officielles rendues si prédominantes, francophone tout court se repérant au son plutôt qu'au sens, comme Justin Trudeau parlant anglais jusqu'en français et surtout, se faisant individu-type si individualiste que se collectivisant tel en toute classe moyenne censée être promue et pourtant au contraire toujours plus pourfendue entre des extrêmes la déchirant par ses propres incuries politiques (dont l'immigration massive unilatéralement décrétée et imposée sans tenir compte de ses conditions de possibilité la rendant intégrable en un contexte social territorialement en cause la rendant viable et vivable ensemble, au niveau des Provinces auxquelles incombe sa charge : logement, garderie, école, etc.) :

« Une identité, ce n'est pas juste une langue
Elle a une épine dorsale, un sens
Des liens physiques et historiques
Un vécu en contexte ensemble »[1]

Si Jean-Claude Dupuis a écrit *Pour en finir avec le mythe de la Révolution tranquille* et a magnifié l'apport groulxien et *Le siècle de Mgr Bourget*, ce contexte historique plus large l'en problématise d'autant. En particulier, les humanités

[1] Georges Duquette, en son poème *Je ne suis pas un franco*, p. 113-114, dans *Le chemin du silence. Vers la Terre Promise*. Welland (Ontario), Éditions Soleil, 2015. Comme souligné par Y. Morin, il y a une littérale inversion entre territoire et langue, de l'Ontarien français au Franco-Ontarien, y compris au Francophone d'Ontario du sein du Canada. C'est encore plus problématique du Québécois français au Francophone du Québec. Seul le contexte (territorial) donne sens au son, sinon le son prévaut et s'impose au sens en toute et quelque pratique phonosémique que ce soit, surtout si faite véhicule identitaire.

classiques ne s'introduisent au gré d'une résurgence médiévale et antique de sous et jusqu'en la Modernité que via la Renaissance, en particulier italo-française et plus spécifiquement ficino-rabelaisienne. Celle-ci fait ressortir les affections de la fantaisie de sous l'émergence de la raison jusqu'en son intellectualisation, y compris au plus près de Dieu, et s'en révèle d'emblée au ressort autant de l'État que de l'Église dès le Moyen-Âge ne resurgissant que sous-tendu de l'Antiquité à la Renaissance, car d'une commune forge du sens de soi (d'humain à humaniste, d'inspiration romaine fort soucieuse de culture, si pour alors et seulement alors s'en poursuivre et s'en tendre d'anthropie en idéation jusqu'en sa logique, à la façon des Grecs, certes, mais alors culturellement réintégrée, au point d'en apercevoir tout l'apport gréco-romain de sous et jusqu'en le Moyen-Âge dès lors de part en part revisité). S'affinent tout le passage et la tension Patriotes/Colonialisme britannique avant qu'émerge le gouvernement responsable fait AANB d'où le fédéral se met à reprendre sous le thème du droit dit de la Couronne (donc à prétention encore fort monarchique sous façade démocratique libérale) le même pattern centralisateur, de conservateur à libéral, soi-disant de droite à gauche, surtout depuis les Trudeau et Carney et, selon une enquête récente, la problématisation accrue d'une québécoise tension nation/peuple comme celle d'un double besoin d'améliorer le mieux-vivre ensemble et de se doter d'un nouveau projet collectif, ce dont la québécoise Loi constitutionnelle, si s'articulant bien jusqu'en tous ses enjeux, pourrait constituer le vecteur, que ce soit par un État axé sur les tarifs ou les impôts, selon que de droite ou de gauche, voire par moins ou plus d'État s'ensuivant, etc. Bref, comme il y a diverses attitudes politiques face à la démarche constitutionnelle et toute autre loi, il y en a de correspondantes en économie, etc.

Bref, de la nationalité québécoise inscrite en son droit civiliste au sein de la québécoise Loi constitutionnelle comme d'où le peuple québécois fait valoir son droit à l'autodétermination étatiquement et légitimement fondée, y compris avec carte de citoyenneté autant exigeante (de se franciser, etc.) qu'exigible (lors de consultation publique, dont les référendums), permettrait d'endiguer des abus issus de la main mise fédérale sur l'immigration et son éventuelle manipulation, surtout aux moments cruciaux d'élections et de référendums où elle cherche à s'ingérer à outrance comme en tout le reste. Par sa main mise, le fédéral vise à laminer en tout humain sa dimension d'emblée sociale au profit de sa seule dimension si individuelle qu'individualiste à tout crin à d'autant collectiviser telle que l'en désintégrer par l'ethnoracial rendu d'emblée ethnoracialiste pour monopoliser l'accusation d'ethnoracisme. Surtout si y résistant et cherchant au

contraire à s'intégrer l'ethnoracial et s'en constituer en tant que société, voire en sa capacité sociogénératrice à la source de sa culture, surtout que pouvant alors être faite convergence culturelle. Tout à l'inverse de sa divergence désintégratrice promue par la double mosaïque trudeauiste, autant d'individus tous plus individualistes les uns que les autres que de leurs agrégeantes collectivités tout aussi plus ethnoraciales les unes que les autres, surtout si permettant de dénier ou de laminer le fait qu'au seul Québec, de l'origine ethnique française, se distingue la langue maternelle française apte à se faire langue française commune et officielle[1]. À et même en l'image, non seulement de Dieu en son préambule, mais de la Constitution de 1982 à portée si individuelle qu'individualiste ne s'en collectivisant que telle et refoulant le social en clause annexe et dérogatoire à en manipuler, l'énoncé fédéral du Québec comme d'une société distincte, surtout en son orientation civiliste, reste nominal sans aucune et en s'assurant qu'elle n'ait aucune signification réelle. Sauf si le Québec s'affirme comme tel et si c'est par sa Constitution se formalisant jusqu'en sa pensée juridique civiliste si distincte de la « common law », tout en créant, comme y insistent Droits Collectifs du Québec, une « contrainte matérielle juridique devant les tribunaux » (à faire remonter tout du long jusqu'en la Cour Suprême du Canada et, si celle-ci est sourde, jusqu'à l'ONU et autres instances internationales).

Ceci pourrait contribuer avec le temps à ce que s'amoindrisse le champ autrement laisser libre au vorace et même prédateur appétit fédéral pour tronquer tout humain de sa teneur sociale, dès le statut, puis par et au profit de la manipulation de l'immigration et de sa conjonction avec le ratio natalité/mortalité, jusqu'en la sociodémographique densité numérique, par son idéologisant patriarcat ethnoracialiste enreligiosant PWASP à faire culturellement prévaloir et s'en élargir en se diffusant et en colonisant, au point d'en forcer l'institutionnalisation à l'encontre de tout devenir proprement québécois, à l'aune du hiatus constitutionnel (entre langue au fédéral et culture transmise par éducation au provincial, mais seulement dans le ROC) s'imposant unilatéralement et refusant de s'aménager selon ce qui au contraire s'intègre au Québec. Peut l'y inciter une Constitution québécoise reprenant la Constitution canadienne de 1982 depuis la Constitution de 1867 à mieux faire respecter jusqu'en ses révisions et

[1] L'accélération immigratoire se révèle avoir été déclenchée directement par Jean Chrétien lors du Référendum de 1995. Le même Jean Chrétien qui était prêt à ne jamais reconnaître un référendum gagnant pour s'en mettre tout au contraire à faire en sorte d'attaquer et de partitionner le Québec, le cas échéant. Ce Canada a d'ailleurs fait passer à l'ONU, par le passé, la partition de la Palestine sans jamais prendre en compte le déséquilibre des forces en présence ou la solution d'un État intégrant deux nations, si ce n'est deux États, Palestinien (mais arabe et non plus l'atavique Palestine d'antan, à savoir d'avant la diaspora, qui n'avait été qu'israélienne) et Israélien. Ladite démocratie canadienne, soi-disant libérale, est un vernis de surface qui camoufle très mal son impérialisme foncier.

modifications, le tout en s'assurant d'empêcher d'encarcaner pour plutôt libérer la capacité à l'autodétermination de la société civile québécoise s'en constituant et s'en faisant d'autant nation québécoise (au sens de Bodin) que considérée en tout son devenir de peuple québécois se dotant d'un État correspondant d'où s'en faire reconnaître juridiquement tel (donc par droit civiliste se dégageant plutôt que se faisant laminé par la « common law »).

Une fois encore, il s'agit des cinq facteurs de la vitalité sociolinguistique (s'incluant et non plus se faisant laminer en ethnolinguistique, voire ethnoracisation linguistiquement manipulable, d'ethnoracisme en ethnoracialisme selon qui monopolise son attribution) se renforçant en parvenant à mieux lutter contre l'assimilation. Comme en tout le système scolaire s'intégrant mieux depuis son orientation générale francisante jusqu'à son volet anglophone (comme le souligne le Mémoire de Marc Ryan), s'intégrerait aussi mieux l'immigration par des exigences de connaissance et d'implantation de conditions favorables à la pratique du français s'en trouvant rendue d'autant mieux socialement constitutive que la Constitution québécoise en assurerait mieux la citoyenneté québécoise. Surtout en s'assurant que ce soit le plus possible « dans la mesure où cette voie ne porterait tout simplement *aucune* atteinte aux pouvoirs et compétences d'Ottawa ni à la Constitution du Canada, Québec peut poser cette action de manière unilatérale par voie législative sans même avoir besoin de procéder par modification constitutionnelle »[1]. Tout en s'évitant de surconstitutionnaliser là où ce n'est pas nécessaire, des discussions menant plutôt à des ententes administratives pourraient s'en trouver facilitées. Il faut donc développer cette intelligence de faire la distinction entre les deux pour en effectuer une meilleure articulation autant différenciatrice qu'intégratrice lors de leur mise en œuvre. Enfin, la réforme de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne (davantage que du seul citoyen, *a fortiori* si au profit du *Canadian* dont le Canadien ne serait que le décalque sur le mode impérialiste de la Conquête colonialiste trudeauiste) exigerait, à la fois, de la réintégrer en la dégageant de son phagocytage par la Charte canadienne trudeauiste de 1982 indûment surajoutée à la Constitution de 1867 sans et contre le Québec et d'y faire figurer l'intégration culturelle (jusqu'au ressort de la langue) en fonction de la convergence culturelle, étant entendu que la culture se sociogénère, en l'occurrence laïquement, en s'intégrant jusqu'à l'ethnoracial, au lieu de s'y faire laminer au gré du trudeauisme ethnoracialiste s'enreligiosant tel.

[1] Mémoire de Droits Collectifs du Québec, août 2024, p. 20.

Les politiciens se sont bien trop limités aux seules joutes verbales et scripturales sans se soucier suffisamment de l'imaginaire social, si diffracté soit-il en tout un chacun plus individuellement en amplifiant en lui sa fantaisie et *a fortiori* ses affections, car pouvant seul donner pleinement sens aux mots alors prononcés ou écrits. Être seulement dans sa tête en ses pensées et de là, en son seul verbe ou son seul texte les exprimant, c'est se priver du vecteur imaginaire susceptible de donner sens et puissance aux mots prononcés. Être ainsi politiquement anémique n'est pas fait pour accroître le pourcentage du vote électoral et *a fortiori* encore moins d'un référendum (souverainiste ou tout au contraire fédéraliste, si et seulement si apte à sortir de l'ornière trudeauiste parasitant le Québec) si pour être mieux susceptible d'être gagnant. Le PQ et les autres partis politiques ont seulement quelques mois, avant l'élection de l'automne 2026, pour se réveiller. *A fortiori* si souverainiste ou même si fédéraliste, mais autrement que trudeauiste. Le Bloc Québécois, au fédéral, a pu se mesurer aux écueils du Canada trudeauiste. Toutefois, le plus important réside en ce qui du Québec prête encore fortement flanc au Canada trudeauiste, en particulier par ce qu'il se fait à lui-même à travers ce qu'il fait à ses écoles. S'y exemplifie ce qu'il fait de sa population plus généralement considérée s'y trouvant impliquée, surtout lorsque le tout est mis en relation avec la couche d'âges des 15-35 ans lorsque s'effectue le passage de la famille et l'école au travail, non seulement économique, mais aussi politique, à savoir en plein milieu de la forge intergénérationnelle du lien constitutif de la société civile[1]. Du moins, tant que le Québec reste largement inconscient de ce que signifie vraiment le fait d'être la seule et unique Province où langue et éducation

[1] Rappelons l'enjeu de la densité numérique sociodémographique, si ne conjuguant que démantelant statutairement par l'interférence du fédéral dans le provincial jusqu'à la famille, via laquelle se module autant le ratio natalité/mortalité que l'état de complétude institutionnelle d'où infléchir toutes les autres institutions, et migration (selon la capacité d'accueil ? et de francisation ?), car toute transmission culturelle possible s'en problématise d'emblée en ses trois premiers facteurs de vitalité sociolinguistique en cause. En ce sens, la génération Z, si assoiffée de la transmission culturelle semblant s'être rompue par une tendance générationnelle antérieure à l'individualisme outrancier, voire à l'humain si individuel qu'uniquement ainsi individualiste au point de se tronquer de sa propre dimension d'emblée sociale, pourrait éventuellement mieux s'interroger sur sa propre résurgente tendance néoconservatrice si s'apercevant être le lien intergénérationnel au cœur du 5e facteur de la vitalité sociolinguistique et ce, au point de pression maximale d'autant sur la société civile qu'elle y est issue des quatre autres facteurs, bref des trois premiers ci-haut signalés et exacerbés par tout hiatus constitutionnel s'énonçant comme le 4e. Y est en question l'être humain comme être d'autant culturel que d'emblée socialement tissé jusqu'en son esprit, issu de sa propre autoréflexivité constituant le sens de soi d'emblée chargé du sens d'autrui, et en son âme, issue de son autoréférence l'en faisant se dé-/re-doubler depuis son corps et s'en individuer et individualiser avant quelque individualisme que ce soit, surtout si viralement et juxtapositivement collectivisé tel jusqu'à constituer une sorte d'onde s'en propageant. Être humain comme être culturel suscitant jusqu'à sa propre transmission culturelle, si problématisée a-t-elle pu, peut-elle et pourra-t-elle devenir. Une fois encore, au seuil du passage menant *De l'humain à l'humaniste dans le monde*. Le mot le dit et s'en révèle d'autant pertinent : Constitution, mais québécoise d'où questionner et aménager le hiatus constitutionnel canadien auquel le trudeauisme a refusé de s'attaquer et qui a plutôt instauré son fédéralisme bancal, ce qui plombe par et depuis ce 4e facteur les trois premiers jusqu'en le 5e.

peuvent coïncider en français, au lieu d'être pourfendues respectivement entre le fédéral et le provincial sur la base de l'article 93 de l'AANB (dont le Québec a réussi à se dégager en faisant passer ses écoles de confessionnelles à linguistiques en 1998-2000). Et *a fortiori* ce qu'en a entre-temps fait Trudeau père autant à l'encontre de la distinction ci-haut signalée par le propos d'Arès qu'en vue de manipuler et ce, depuis et via la clause dérogatoire, tout fait social toujours d'avance tronqué de sa teneur sociogénétique au ressort de la culture pour ne plus considérer toute culture qu'en un sens ethnoracisant si ethnoraciste qu'ethnoracialiste, selon qui monopolise l'accusation d'ethnoracisme, et ce, du Fédéral ou du ROC l'ayant appuyé vers le Québec et même, en s'y intériorisant, du sein du Québec, *a fortiori* si d'un parti politique (ne s'apercevant même pas s'intérioriser et faire parler à travers lui-même l'idéologie trudeauiste) vers l'Assemblée nationale entière. Notez aussi le déplacement d'autant de la tendance autonomiste du Québec, via Ottawa, vers l'Alberta que du rapport entre culture et langue à assainir vers l'énergie pétrolifère décomplexée et plus amplement dérégularisée face à la transition énergétique et toute la question environnementale, quitte à y faire plier la Colombie-Britannique (car le nord de l'Alberta est plus beaucoup plus difficilement praticable). De fait, toute l'économie canadienne du XXI^{e} siècle se déplace de l'Atlantique vers le Pacifique et vers la zone dite Indo-Pacifique pour ne pas la dire, comme la Chine, Asie-Pacifique. À la façon dont les Amériques Nord/Sud s'assimilent à l'Amérique du Nord y prévalant et se donnant métonymiquement depuis une partie pour le tout, à savoir depuis les États-Unis avec copain canadien, pour s'en dire tellement d'Amérique (très et fort exclusivement singulière) que présumés seuls se peupler d'Américains : non plus les Amériques, mais l'Amérique aux Américains, bref une telle Amérique à de tels Américains. Ainsi opèrent les idéologies, au point d'imposer à tout le reste leur façon de parler du réel, ce qui les assure de se reproduire à travers tous les autres s'en mettant à en parler de la même façon. Par exemple, pourquoi ne pas parler des habitants des États-Unis comme d'Étatsuniens, à considérer comme des et non les Américains, ou de ceux de l'Ontario comme des Ontariens (bien sûr d'abord *Ontarians* plus qu'Ontariens, comme prototype de tout le Canada s'énonçant selon trois « a » dissemblables et tous plus individualistes l'un que l'autre en anglais – plutôt que semblables avec accent tonique sur la troisième syllabe comme en français– et comportant d'abord des *Canadians* –plus que des Canadiens–)[1] ? Les

[1] J.F. Cardin & C. Couture, avec collaboration de G. Allaire, *Histoire du Canada. Espace et différences*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 201. Ce livre examine l'essor de l'espace commun canadien, puis les différences régionales marquées. Il y a une tendance marquée à la confusion de l'Ontario, si prépondérant en l'espace commun, avec le Canada lui-même : « En 1987, le premier ministre de l'Ontario d'alors, David Peterson, expliquait

idéologies ne sont des discours que depuis et au profit des hégémonies s'y exprimant et cherchant de plus en plus à se faire dominations pures et simples (d'où non plus une géopolitique pluralité, mais uniquement l'unilatéralité d'un à un, à savoir du dominant au dominé) au fur et à mesure que l'État-nation voit son trait d'union devenir élastique et qu'en émerge l'État impérialiste et l'entrechoc entre États jusqu'en toute nation en cause autant en qu'entre eux. Lorsqu'un État impose en toute nation que tout humain n'y soit si individuel qu'individualiste et s'en tronque d'être d'emblée social (bien trop ferment national), comme en la trudeauiste Constitution de 1982, c'est qu'il présume en même temps qu'occulte et dissimule sa propre nation d'appartenance, mais comme d'où néanmoins infléchir l'autre qu'il s'antagonise en cherchant d'autant à l'oblitérer et refouler qu'elle peut tendre à devenir saillante et différente.

L'espèce de déchirure se produisant dans les écoles se retrouve ailleurs[1]. Pourquoi est-il plus difficile pour les gens travaillant dans le domaine de la santé de concilier travail et famille en français qu'en anglais ? Pourquoi les hôpitaux anglophones y arrivent mieux que les francophones ? Ce sont ces mêmes gens

à un journaliste québécois que « l'Ontario était la seule province qui n'avait pas d'identité régionale. On ne dit jamais « Ontarien ». « En fait, poursuit-il, on n'emploie presque jamais ce mot comme les Québécois et les Westerners ou les Maritimers » (p. 293). De fait, l'AANB a émergé du Canada-Uni des Haut-Canada et Bas-Canada (alors devenus Ontario et Québec) s'élargissant en se déséquilibrant toujours plus entre les deux au profit autant de l'anglicisation ontarienne toujours plus prépondérante et centrale (car le poids de l'Ontario est tel qu'il en est si central qu'il tend, à la fois, à coïncider avec le gouvernement fédéral y siégeant aussi et à rendre périphérique et régional tout le reste du pays) qu'*a fortiori* au fur et à mesure que s'y associaient des Maritimers et des Westerners. Le tout culmine en Canada trudeauiste d'emblée anhistorique et asocial pour n'être qu'individualiste, dont taire qu'il convient d'abord et avant tout à l'hégémonique, donc à l'anglicisation subrepticement promue. En une phrase : l'*Ontarian*, s'il émerge un jour, se révélera avoir été tant l'épicentre que le prototype du *Canadian*, à savoir de la Conquête du Canada qui, depuis Trudeau père, s'est faite celle du Canadien, dont Mark Carney s'est fait un ministère dit d'identité et culture canadiennes, à savoir en décalque de leurs teneurs *canadians*, si sous trudeauiste façade d'une pseudo-symétrie. Entre-temps, en Ontario français, ne peut guère parvenir à émerger identitairement un Ontarien (ou un Ontarois) français, pas plus qu'ailleurs un Manitobain français, etc., car il n'y a qu'un Franco-Ontarien ou un Francophone d'Ontario (bien sûr fort bilingue officiel), comme il n'y a qu'un Franco-Manitobain, etc. Ainsi qu'un Québécois français en venant lui aussi à être seulement francophone (et en voie d'être lui aussi fort bilingue officiel, ne serait-ce que pour en maintenir le taux moyen au Canada et compenser qu'il diminue partout ailleurs). Tout s'articule en s'inversant et laminant en et au profit de son inversion entre et du territoire à la culture et, via l'identité s'en forgeant et cherchant à s'en exprimer, à la langue : de ministère canadien (si pour être aussi *canadian*) de l'identité et la culture (n'ayant jamais existé et non appelé à exister) en ministère de l'identité et la culture canadiennes (toujours plus uniquement *canadians*). Et ce, de l'Ontarien, mais si évidemment anglais, donc *Ontarian*, que ne se disant jamais tel et ne se disant que si français, en Franco-Ontarien, dit francophone d'Ontario. De même, de Québécois français en Québécois francophone, sous-entendu Francophone du Québec, donc franco-québécois partie prenante du franco-canadien, tous s'en bilinguisant au fur et à mesure que l'anglais se parle de manière s'occultant culturelle et n'en apparaissant plus que si naturelle. Emmanuel Lapierre l'appelle *Le duel culturel des nations*, à savoir de la dominée plus ou moins apte à résister, sinon s'en trouvant emportée par la dominante. Il n'y a plus tant de Canadas français/anglais pouvant s'apercevoir en les franco-/anglo-canadiens que leur dé-/re-composition provinciale depuis ceux-ci tenant lieu de ceux-là.

[1] Il y a encore lieu de craindre d'autres cas du type de l'école Bedford s'étant faite noyautée de l'intérieur à partir d'un pseudocentre culturel s'officiant comme une Mosquée en infléchissant toute une partie d'un quartier de la ville de Montréal. Multiculturalisme d'emblée patriarcat ethnoracialiste enreligiosant, sur le modèle PWASPisant trudeauiste.

(personnes, selon la Charte québécoise des droits) qui sont des parents et qui vont reconduire leurs enfants en ces écoles. Et quand on sait l'importance de la santé et de l'éducation dans le budget de la Province, on peut être appelé à s'interroger sur ce que serait la valeur d'une monnaie propre que semble proposer le PQ. Sans parler du fait que cette monnaie serait un marqueur d'identité culturelle, par le choix des figures alors véhiculées, dont René Lévesque et Jeanne Mance plutôt que Macdonald et la reine d'Angleterre. La Banque du Canada ne se soucie aucunement « d'émettre des billets différents, utilisables partout au Canada, mais spécifiques aux réalités culturelles québécoises », alors qu'une « majorité absolue des Québécois est favorable à une politique monétaire adaptée aux besoins de l'économie québécoise »[1]. Sinon, de la part de quelque tendance fédéraliste québécoise, en quoi la valeur du dollar canadien s'en tire-t-elle mieux, si pour être autrement qu'en un sens purement trudeauiste parasitant le Québec ? Et que dire, comme le souligne Impératif français, du fait que le travail rémunère mieux au Québec en anglais qu'en français, *a fortiori* dans les emplois les mieux rémunérés (et ce, en une monnaie aussi anglicisante, sans rien dire, par les figures véhiculées) ? C'est à se demander s'il s'agit pour le chef du PLQ de problèmes assez quotidiens pour lui, même si d'une autre sorte que ceux auxquels il pensait. Que dire du ratio entre un plus important flux entrant migratoire sans connaissance préalable du français (voire admis parce que ne le connaissant pas ?) et une capacité de francisation inadéquate ou débordée ? Que dire de toute incurie, du fédéral au provincial, quant à un tel ratio ? Que dire de l'ethnoracial tendant à s'en accroître, si sans intégration sociale, et avec maints rebonds jusqu'en l'international, si sans « obtenir plus d'autonomie dans les programmes de lutte contre le racisme », surtout par fédérale « défaillance grave dans l'application de sa stratégie antiracisme », de sorte que « Vu les besoins importants, le Québec devrait pouvoir utiliser son droit de retrait avec pleine compensations des différents programmes de lutte contre le racisme du gouvernement fédéral »[2] ? L'idéologie trudeauiste est ethnoracialiste et cherche, à travers l'immigration, à monopoliser d'autant l'ethnoracisation (d'où laminer le social le plus distinct et en l'occurrence québécois) qu'une conjointe capacité d'accuser d'ethnoracisme afin de non pas tant lutter contre le racisme comme il l'affiche que mieux asseoir son propre fédéralisme bancal et paternaliste sous ce prétexte, quitte à bouc-émissariser et parasiter, *a fortiori* enreligioser le tout à l'encontre de la laïcité. Il est aussi étonnant de constater que l'opinion publique québécoise comporterait une meilleure

[1] Mémoire par Jasmin Racine, L'importance de l'autonomie monétaire, septembre 2024.
[2] Mémoire par le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA), 5 sept 2024.

connaissance du partage des compétences entre les gouvernements que le reste du Canada en matière d'assurance-emploi, santé, éducation primaire et secondaire et défense, mais moins en matière de transport en commun, égouts et eau[1]. Surtout si l'on considère l'enjeu crucial de Hydro-Québec (s'étant déjà délestée de ce qui est devenu Hydro-Solution, etc.). C'était l'équivalent au niveau des ressources naturelles et de l'énergie du Rapport Parent en éducation. Les deux se sont constitués conjointement et éclairent en partie pourquoi l'éducation scolaire a pu se distancier d'une façon d'enseigner les humanités et accentuer la part scientifique et technique du curriculum pour disposer des ingénieurs et autres aptes à entreprendre de tels travaux[2]. Plus la nette préférence pour la décentralisation vers les Provinces, dont le Québec, plutôt que la centralisation des pouvoirs au Fédéral, surtout quant aux politiques d'immigration, culture et langue et santé, ainsi qu'à un moindre degré, l'environnement (ce qui en dit long sur l'autodétermination à laquelle aspirer, ainsi que sur la légitimité politique en cause). Ces enjeux concrets sont susceptibles de mettre en branle l'imaginaire social en la vie la plus ordinaire et commune. Qu'est même une langue commune et officielle sans cette vie commune, si ordinaire plutôt qu'officielle soit-elle ?

C'est pourquoi il importe de ne rien constitutionnaliser qu'en s'assurant de qui et comment se constitue la société civile québécoise et ce, jusqu'en la différenciation et l'intégration des pouvoirs s'en équilibrant avec et depuis le sien entre l'exécutif, le législatif, justement modulé par un Conseil constitutionnel rendu quasi sénatorial à cette fin selon une tâche comportant les trois axes précédemment signalés, et le juridique.

Rappel historicisant du lien social en tout individu jusqu'en ses droits

Dès la Renaissance et au seuil de la Modernité, émerge avec, jusqu'en et entre les nouveaux États autonomes en regard des nations les constituant, une tendance à laïciser et faire s'intérioriser les tensions religieuses qui s'y tempèrent à compter du Traité de Westphalie ou en resurgissent au fur et à mesure qu'ils colonisent la planète. Rien n'étant plus sacré que le lien social, ces tensions glissent et se réancrent de religieuses en culturelles. Elles perdurent et problématisent toute prétention égalitaire au sein de la Constitution canadienne trudeauisée. La

[1] Selon une enquête de 2018 signalée par le Mémoire présenté par Jean-François Daoust, Partage des compétences et opinion publique au Canada, septembre 2024.

[2] Ces humanités étaient alors encore liées à la *ratio studiorum* des Jésuites et fort cartésianisantes, faute de toutes les sous-jacentes prémices renaissantes de la modernité.

revendication d'une égalitaire souveraineté culturelle est problématique, car le Québec fait face à cette homogénéité anglicisante prévalente entre Provinces que l'hypercentralisation fédérale promeut par ladite culture canadienne, au point d'empiéter, s'ingérer et abuser de son pouvoir de dépenser, ne faisant que prendre l'argent des contribuables pour ne le leur retourner en subventions et autres qu'en le conditionnant[1]. On comprend mieux ce que signifient la suprématie de Dieu et la primauté du droit au début de la Constitution canadienne. Ce biais colonialiste fondamental problématise d'emblée toute Constitution québécoise et toute transformation culturelle du sein du Québec, pour se défendre et faire s'accroître quelque marge de manœuvre de liberté constitutionnelle au gré d'une responsabilité partagée proactive s'appliquant au moins à l'ensemble de l'administration publique, en liant et en engageant envers l'État québécois autant les municipalités qu'un large éventail d'organismes publics[2]. S'éclaire aussi pourquoi les Autochtones ont tardé à être intégrés, car tarde à s'y intégrer un Conseil constitutionnel apte à s'assurer d'un incessant afflux de la société civile (dont l'autochtone) pour être le plus consensuel possible et jouer un rôle quasi sénatorial par lequel pondérer et tempérer les autres pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, car risquant de reproduire leur déséquilibre trudeauiste les noyautant depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et *a fortiori* le judicaire s'en mettant à peser tel sur la société civile depuis des droits et libertés si purement individuels qu'individualistes se collectivisant tels par anglicisante *common law* jusqu'en et à l'encontre de la tradition civiliste québécoise reconnue en la Constitution de 1867 et biaisée en 1982[3]. Or, le projet de loi constitutionnelle qui émerge, ne parle d'une nation québécoise comportant des droits collectifs propres et inaliénables censés concourir à la protection des droits et libertés des personnes (Titre 1er, chapitre 2e, article 7) qu'en biaisant sa propre intégration nationale du droit civiliste censé être tout autant protégé (article 12), car il en fait abstraction et parle plutôt de seulement assurer « l'équilibre entre les droits et libertés de la personne et les

[1] *Ambition, Affirmation, Action*, Rapport du Comité consultatif sur les enjeux constitutionnels du Québec au sein de la fédération canadienne, 2024, p. 92.
[2] Ibidem, p. 52
[3] Le projet de loi de Québec Solidaire pour la réconciliation et la coconstruction législative et réglementaire avec les Autochtones est donc d'emblée à inscrire dans la même démarche pour la rendre conjointe et réviser ce qui a été si biaisé du fédéral au Québec depuis ladite Constitution de 1982 relativement à celle de 1867. Si les Autochtones ont voulu négocier et établir *Vérité et réconciliation* sur la base du rapport de leurs Nations à cette autre nation fort fédéralement étatisée à Ottawa, comment pourraient-ils le faire avec le Québec sans appuyer sa reconnaissance comme nation jusqu'auprès du fédéral l'ayant *a contrario* tant biaisée depuis 1982 ? Jusqu'en les droits en cause, il s'agit de rétablir la dignité humaine, jamais individuelle que d'emblée sociale.

droits collectifs de la nation québécoise »[1]. Sans préserver l'orientation initiale donnant sens et révélant l'asymétrie faisant tant saillir que concourir d'emblée les droits collectifs (et encore mieux : proprement sociaux, *a fortiori* si aperçus sociogénératifs au ressort de la culture pouvant dès lors en être convergence culturelle) à la protection des droits et libertés du sein de la Constitution québécoise et les en protéger tout autant que sa tradition civiliste pour les conjuguer en un seul et même vecteur et faire que la perception de soi du peuple puisse se faire d'autant nation qu'en être juridiquement reconnaissable (depuis Bodin), il n'est guère possible de propulser sa conjointe asymétrie fédérative canadienne, selon une biasymétrie énantiodynamiquement fonctionnelle d'ensemble. L'enjeu : l'humain, jamais individuel que d'emblée social. Surtout si pour s'articuler avec le développement onusien s'intégrant humanitaire, développement durable et droits ainsi humains, *a fortiori* selon un Conseil Indépendant de son CPS, si l'Assemblée générale onusienne s'en dote pour s'autonomiser elle-même. À la façon de ce qui est proposé à l'ONU, il faut s'attaquer aux biais canadiens de la Constitution de 1982 autant sur celle de 1867 que par son parasitage de la Charte québécoise appelée à mieux s'ajuster et s'inscrire dans le projet de loi constitutionnelle. Exemple pratique et laïque de ce qui achoppe depuis l'époque de l'intégratrice interface renaissante entre les religions chrétiennes catholique et orthodoxe dont jaillit son élargissement via les Protestantismes et dont se dégage leur modèle, si déficient a-t-il été et continue-t-il de le rester depuis son devenir westphalien, dont la Conquête et l'AANB, mais surtout sa trudeauisation. De fait, l'interface russo-ukrainienne est en grande part un prolongement de cette tension générale entre christianismes catholique et orthodoxe, distinctement de celle entre christianismes catholique et protestant, plus, via le Moyen-Orient, entre judaïsme (magnifié de sioniste en néosioniste) et islamisme (tant la tension néosioniste étatsunienne trumpienne peine à s'en dépêtrer en n'ayant fait s'y accorder une part sunnite que s'en désaccorder le chiisme, dont l'assise est iranienne avec soutien chinois et russe). La géopolitique internationale interétatisée s'est empêtrée malgré Dieu en absurde intermonothéisme et s'aperçoit en la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise. Sous couvert de Dieu : l'absurdie théiste. De quel droit ? En effet, Dieu n'est pas le théisme, surtout si aperçu se concevoir, comme tout concept, en s'incluant autant théisme qu'athéisme, selon l'accord/discord issu du cœur s'y fiant ou non.

[1] Partie IV, Modification à la loi constitutionnelle de 1867, article 25, modifiant l'article 57 par l'ajout de cet article 57.1 à la charte des droits et libertés de la personne qui préexistait déjà quand Trudeau père l'a outrepassée et de part en part biaisée par celle de sa Constitution de 1982.

La laïcité québécoise se garde de l'absurdie théiste, pire, voire source d'athéisme. Le fait qu'elle se dégage de la catholicité et vise autrement l'universalité exige de tenir compte que le français, les mettant toutes deux en jeu (laïcité et universalité), n'est la langue maternelle de la population hors d'Europe, surtout de France, qu'au seul Québec[1], si minoré soit-il au sein du Canada et si en miroir y soit-il avec l'anglais ambiant, si pour mieux résister à l'aliénation et favoriser sa propre émancipation. Fait à prendre en compte, car seul apte à rendre pertinent tout droit, si un tant soit peu humain, à savoir jamais individuel que d'emblée social, *a fortiori* au ressort de toute constitutionnalisation s'en révélant si éminemment géopolitique à même sa sous-jacente géophysique. Un droit n'est jamais un droit, non en soi et en le présumant si individuel qu'individualiste, qu'en le rappelant humain, à savoir jamais individuel que d'emblée social, et donc, au gré de sa pertinence issue de ce fait. Droit humain onusien jusqu'en le canadien, surtout en regard du québécois ? La langue : gardienne de la foi ? Si se fier se tisse socialement et s'humanise : rien n'est plus sacré que le lien social. Et si, émergeant de sa fantaisie, la raison se mesure à son tournant cynique et son horizon appelé à se gagner sur l'absurdie théiste s'y profilant et confinant au nihilisme matérialiste s'y générant, là où même Dieu exige au contraire de s'incarner, avec jusque les plus païens, si pour en être sauvé[2].

---

[1] Voir Le français québécois, https://www.usherbrooke.ca. Ce point a été inscrit en son émergence plus globale de la Renaissance à nos jours, dans *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais.* De sous les guerres de religion déployées entre Réformes/Contre-Réformes, puis captées, intégrées et réorientées depuis et dans le cadre des États issus des Traités de Westphalie et colonialement lancés depuis l'Europe à travers la planète, resurgit une histoire de la volonté. Elle est retraçable à travers les Conciles et a culminé en la Renaissance, d'italienne à française, sous la figure de Gargantua empersonnifiant, en la littérature rabelaisienne au ressort de la forge de la langue française jusqu'à Descartes, une raison tant en quête d'être raisonnable davantage que seulement rationnelle que frère Jean en construit Thélème, mot grec pour volonté. Une telle raison se veut pratiquement et non seulement théoriquement, en tant que raisonnable plus que seulement rationnelle, ce qui ne se peut qu'en émergeant et s'éveillant avec et au gré de son entendement si pantagruélique de sa fantaisie si panurgienne. Le tout se fait langue maternelle et passe en Nouvelle-France, dont le cœur est le Canada laurentien et la capitale la ville de Québec, bien avant la Province en le Canada de l'AANB de 1867 et *a fortiori* sa trudeauisation.

[2] Voir « Le triomphe de la raison cynique au XXIe siècle », en conclusion de Y. Morin, *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais*. Le monothéisme chrétien renouvelle son incarnation en faisant resurgir de sous sa prévalence occidentale médiévale axée sur le Dieu unique son combat avec le dieu des dieux qu'était le Zeus grec (fait Jupiter romain et à son tour mithraïsé et confondu avec le *Sol invictus* dont faire coïncider la fête avec celle de la Nativité du Christ pour se l'intégrer), mais sous la figure du cynique Diogène, à savoir né de Zeus. Le chrétien Fils du Dieu unique s'éprouve au païen fils du dieu des dieux l'enracinant en la Nature. Une grande part du paganisme n'a pas été et, si elle n'y résiste, reste à monothéiser par une toute nouvelle sorte d'incarnation. Enfin, la laïcité québécoise est loin d'être seule en cause, car il existe une tendance mondiale accrue à changer de religion, elle-même non plus tant sise sur la foi que sur le seul héritage culturel (social s'intégrant versus se laminant en ethnoracial et individualisme dont être dérogatoire et annexe ?), avec une part croissante à ne plus en adopter une nouvelle, surtout en Europe de l'Ouest et au sein des Amériques, selon une enquête Pew Research Centre en 2025. Par la culture, surgit la si humaine manière de se lier, surtout si de pouvoir alors se fier, *a fortiori* s'enreligioser, surtout si par théisme, voire absurdie théiste, et donc aussi athéisme. Ultimement, il n'y a de culture que coévoluant avec la nature, si s'y mesurant au cynisme.

La culture, de sociale à politique, fait que se constituer est se constitutionnaliser : Examen critique de l'enjeu du Livre bleu du PQ

Le projet caquiste de loi constitutionnelle du Québec est mort au feuilleton en juin 2026, mais non sans que Guillaume Rousseau, l'un de ses deux principaux rédacteurs, se présente comme candidat dans Richmond et, si la CAQ l'emportait lors de l'élection en octobre 2026 et s'il en était ministrable, qu'il pourrait rependre et mieux relancer. Depuis les années 1960, il s'agit d'une quête qui réémerge épisodiquement. Le Parti Québécois, en tête dans les sondages, mais talonné par le PLQ et la CAQ, en propose une autre avenue, sous un tout autre angle, en son Livre bleu : faire l'indépendance du Québec, en la sollicitant lors d'un 3e référendum et en s'intégrant à titre de Constitution provisoire, celle qui avait été écrite et proposée par André Binette lors du 2e référendum en 1995 (en son Annexe II), avant et afin d'effectuer une consultation plus générale d'où instaurer une Constitution plus permanente.

Quant au PLQ, il l'en critique, mais en occultant la valeur centrale y étant pourtant très explicitement promulguée, à savoir la liberté (p. 460). Liberté administrative, voire gestionnaire de la diversité selon divers modes jusqu'en culture (p.18), alors qu'il s'agit pourtant d'abord du principal enjeu politique, voire de toute politique, certes, mais en vue de la liberté financière du peuple québécois dont ainsi faciliter les choix économiques de la vie quotidienne[1]. Du même coup, c'est aussi plus généralement, en vue d'une liberté collective rendant le peuple québécois apte à d'autant mieux décider par lui-même ce qu'il veut pour lui-même que de se doter d'institutions permettant de mieux favoriser la liberté individuelle de tout un chacun en sa trajectoire de vie la plus quotidienne (p. 175)[2]. Le PLQ est-

[1] « la fusion de ministères, la rationalisation des dépenses publiques et l'abolition de nombreux organismes de la bureaucratie fédérale nous donnent également une autre grande opportunité : celle de redonner de la liberté financiére aux citoyens qui sont étouffés par le cout de la vie quotidienne. » (p. 139).

[2] « Les débats constitutionnels sont parfois perçus par la population comme des exercices abstraits et techniques. On peut le comprendre aisément : les préoccupations du quotidien — le cout de la vie, l'accés aux services publics, le logement, l'éducation ou la sante — semblent souvent bien éloignées du design institutionnel d'un pays et des grandes architectures juridiques qui l'encadrent.

Il s'agit pourtant d'un exercice d'une importance capitale. Une constitution n'est pas qu'un texte réservé aux juristes ou aux spécialistes : elle définit les règles fondamentales de notre vie démocratique, l'organisation de nos institutions, la répartition des pouvoirs et les principes qui guideront l'action collective. Elle exercera donc une influence déterminante sur notre démocratie nationale et donc sur la qualité de nos décisions pour chacune de nos préoccupations du quotidien.

Nous aurons ainsi la chance d'organiser enfin notre pays selon nos propres valeurs, nos propres objectifs et notre propre conception du bien commun. Ce moment constituera bien davantage qu'une formalité institutionnelle : il marquera le veritable commencement de notre liberté collective, c'est-à-dire la possibilité pleine et entière de décider nous-mêmes de notre avenir. » (p. 175)

il aligné et porté, une fois l'indépendance proclamée, à reproduire de lui-même en sol québécois la ligne de conduite du PLC le plus trudeauiste consistant, comme en la Charte de 1982, à privilégier les seuls droits et libertés si individuels qu'individualistes et d'emblée tronqués de toute leur dimension sociale et en particulier institutionnelle, d'emblée renvoyée après coup, même si ce n'est plus en clause annexe et dérogatoire où la manipuler depuis l'extérieur, si ne se mettant par surcroît à la contester ? Comme il ne traite de la convergence culturelle susceptible d'être impliquée au ressort de toutes les institutions qu'à la fin de son Livre bleu, le PQ projette-t-il dans le futur ce qui, du PLC au PLQ, s'aperçoit plutôt dans le passé ? Il s'agit bel et bien d'une tout autre vie quotidienne que promeut Charles Milliard, en déphasant la question du choix électoral pour ne plus le faire porter tant sur décider si le Québec devrait ou non décider par lui-même ce qui le concerne[1] que sur « Voulons-nous consacrer les prochaines années à un autre débat référendaire ou préférons-nous nous attaquer aux problèmes qui affectent déjà notre quotidien ? » Je souligne le mot déjà, car les problèmes en question ont été fort accentués par l'incurie du PLC qui s'est radicalisée sous Justin Trudeau autant quant aux conditions nécessaires que, en les occultant, les conséquences de ses actes, comme d'habitude à transférer aux Provinces ayant à les gérer[2]. Contribuer à améliorer le quotidien est certes l'objectif le plus louable qui soit, mais il ne peut réellement s'atteindre que si ladite « union fait la force » ne fait pas sombrer toute émancipation socialement à instaurer en tout au contraire l'aliénation, jusqu'en tout humain, de ce qui en est social au gré et au profit d'une culture de part en part ethnoraciale ne visant plus aucunement à s'y intégrer mais à la laminer et pour ce faire, faisant s'enfermer tout individu en l'individualisme pur et simple d'où constituer le ressort tous azimuts de tout l'entrechoc s'ensuivant. Promettre d'agir en vue de réunir plutôt que de diviser ne vaut que si ne camouflant pas l'incessante aliénation au ressort de la division en cause, donc si pour ne pas seulement l'assembler en une mosaïque se faisant passer pour une union et si pour au contraire se confronter à ce qu'elle est véritablement en vue de parvenir à une

[1] Livre bleu, p. 159, puis 175, 212, 243, 460-463… De fait, la page de couverture du Livre bleu annonce d'emblée son orientation générale : « Un Québec libre de ses choix ».

[2] https://www.journaldemontreal.com › les-derives-economiques-et-politiques-du-livre-bleu, 2026-06-27. Même si le trudeauisme n'est pas seul responsable, son incurie a aggravé grandement la situation. En se limitant à un seul constat de ce qui s'est aggravé et même si maintes autres causes y contribuent, une récente mise au point sur la situation illustre à quel point un problème particulier, en l'occurrence de logement, fait d'immenses taches débordant en maints autres problèmes sociaux (violence conjugale, décrochage scolaire, instabilité familiale –propice à l'hyperindividualisme–, etc.) : https://www.msn.com/fr-ca/divertissement/celebrites/une-nouvelle-étude-quebecoise-met-en-evidence-les-liens-entre-la-crise-du-logement-et-les-problemes-sociaux

union réelle plutôt que seulement de façade. Le trudeauisme a l'art de donner des mots, voire des langues officielles entières, en lieu et place de la réalité.

Ceci étant dit, est-ce que le Livre bleu du Parti Québécois, lui, parvient à proposer un projet de société faisant d'autant se rassembler ses diverses parts que s'y éprouver et y trouver son propre levain qui mène à l'indépendance recherchée, mais sans dériver en sa prise de contrôle ne faisant que reproduire sur son propre sol l'aliénation dont se dégager ? Autrement dit, est-ce que le référendum envisagé parvient à ne pas donner l'impression d'une fin en soi –ce qui semble être le cœur de la critique de David Sanschagrin[1]–, mais plutôt d'une incessante validation sociale du processus enclenché pour s'assurer que la société s'achemine vraiment vers et tout le temps de l'instauration de l'indépendance ? Simple rappel : c'est sur ce point que le projet caquiste d'une loi constitutionnelle a achoppé principalement, en se rattachant et se subordonnant plutôt que se validant auprès des instances constitutives de la société québécoise et des Premières nations et Inuit. Certes, il ne faut pas se diviser selon une distinction indue entre moyen et fin, mais pourquoi et est-ce qu'il suffit de les mettre en cercle, comme le propose Jocelyn Caron, rédacteur du Livre bleu du PQ :

« L'indépendance est à la fois une fin et un moyen. Fin pour ceux et celles qui considèrent que l'appartenance à la fédération canadienne nuit à l'épanouissement national du Québec. Moyen pour ceux et celles qui considèrent que les institutions canadiennes empêchent un projet de société, étant donné tous les moyens de contrôle, de superposition bureaucratique et les défauts de la fédération canadienne. La fin et le moyen se rejoignent toutefois autour du même plan : celui d'une amélioration nette de la liberté collective du Québec. »[2] ?

Qu'est-ce à dire ? Un rapport de moyen à fin (pouvant devenir un moyen pour une autre fin) instaure un alignement se dotant d'un commencement défini et d'une fin qui peut être fixée d'avance lors d'une fabrication, contrairement à l'action qui, elle, est complètement fugace et ne laisse jamais un produit fini derrière elle, car le plus souvent prise dans un enchaînement d'événements dont l'issue finale n'est guère connaissable ou commandable d'avance, si ce n'est en parvenant au mieux à imposer un tant soit peu une certaine direction, et même de cela ne pouvant jamais être sûre[3]. Ici, l'indépendance comme séparation du Canada aurait pour fin de mieux s'épanouir, pour certains, et le projet de société alors désentravé en ses institutions serait moyen, pour d'autres, les deux

[1] https://www.journaldequebec.com › quel-projet-de-societe-au-pq, 2026-06-28/29.
[2] https://www.tvanouvelles.ca › lindependance-du-quebec-cest-pour-tout-le-monde, 2026-06-29.
[3] Annah Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, p.81.

s'intégrant selon un même plan axé sur l'amélioration de la liberté collective du Québec. Un problème surgit si ledit rapport exposé disjoint entre deux groupes respectivement axés sur l'indépendance et le projet de société, comme si entre fin et moyen néanmoins présumés se conjoindre en un même plan d'amélioration de la liberté collective, en devient un d'un moyen à une fin qui n'est plus visée que comme d'où l'en gérer (en gestionnaire ?)

Comme le signalait Annah Arendt, la fabrication (surtout la fabrication identitaire) s'opère par un rapport de moyen à fin (qui peut alors à son tour devenir moyen d'une autre fin… surtout si celle du moyen initial à se plier et se rendre conforme à partir et au moyen de la gestion qui en est faite, par interversion fort circulaire des termes !), tandis que « la raison d'être de la politique est la liberté, et son champ d'expérience est l'action »[1], d'emblée d'autant irréductible à une telle fabrication que déclenchant des processus autant naturels (physiquement inscrits) qu'historiques, bien que le produit final de la fabrication puisse être incorporé dans le monde humain et alors et seulement alors en déclencher elle aussi. L'action comporte une part constitutive d'imprévisibilité (ce pourquoi instaurer un dialogue du gouvernement avec la population c'est bien, mais un dialogue ancré dans l'action afin de s'assurer et de bien communiquer s'assurer rester adaptatif en se validant auprès de la population en question, surtout si considérée peuple, voire nation, c'est bien mieux). C'est pourquoi ce qui se constitue socialement et s'en cultive tel reste irréductible et au ressort de ce qui ne s'en constitutionnalise au niveau politique qu'en débordant d'emblée de l'exécutif et le législatif en juridique d'où faire valoir en assurer la reconnaissance proprement nationale, à savoir en quoi et comment tout un chacun fait partie de la nation en cause. Dès la Renaissance, Bodin a fait remarquer que la perception nationale de soi exigeait de se redoubler de sa reconnaissance juridique pour s'assurer d'en perdurer en sa propre existence. Le Livre bleu du PQ comporte tout un processus très détaillé de la mise en place de l'indépendance : qu'en est-il du sous-jacent processus dialogique avec la population, surtout si pour être considérée peuple (au gré du peuplement territorial) et de là, nation québécoise (comme mieux-vivre ensemble fait projet de société ?)? Dialoguer avec la seule population québécoise est totalement insuffisant, surtout si au lieu de s'y faire progression en peuple et de là, en nation et faute de différencier et chercher à intégrer d'emblée tout ce processus éminemment fort social, s'en mettant au contraire à tout en laminer en sens inverse, de la nation présumément uniquement peuple et de là, seulement population. Le fédéral le fait déjà très bien (jusqu'à en être dysfonctionnelle source

[1] Annah Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, p. 189.

pervasive de mal-être) et rien ne sert d'en reproduire le même pattern au Québec, si ce n'est plus du PLC au PLQ, serait-ce selon le PQ qui ferait se cantonner sur son propre sol en cette même orientation, par exemple si centralisatrice qu'unitaire depuis l'exécutif jusqu'en le législatif et de là, le juridique (selon quel entre-deux constitutionnel, de la provisoire advenant avec l'indépendance à la permanente s'élaborant par la suite ?) à faire peser (puis s'ajuster, par quelle voie, avec ou sans Conseil constitutionnel ?) jusqu'en la société civile ? Le fédéral est antifédéraliste à force d'unitarisme centralisateur homogénéisant à l'encontre des fédérés et surtout du Québec, jusqu'au déséquilibre total des pouvoirs de l'exécutif en le législatif et jusqu'en la fort juridique connivence de la Cour suprême, comme le souligne le Livre bleu en s'appuyant en particulier sur *Le nationalisme constitutionnel* mis au jour par David Sanschagrin. Au Québec, la liberté collective promue parviendrait-elle à fédérer autrement les deux groupes quant au moyen et à la fin qu'ils sont dits viser respectivement et qu'il s'agit d'articuler ? Sous condition que le projet de société ne soit moyen que s'éprouvant tout du long par le mieux-vivre ensemble qui se cultive et en constitue le baromètre au gré des variations de pression au fur et à mesure que se désentravant et si l'indépendance comme séparation faite fin à atteindre se conçoit selon, non la seule gestion, voire fabrication identitaire d'État, mais d'abord l'action (jusqu'à la plus administrative et gestionnaire), seul véritable ressort politique de la liberté, si pour ne pas s'en contredire en sa fin visée.

Insistons-y. Arendt a déjà précisé que « « La culture, mot et concept, est d'origine romaine. Le mot « culture » dérive de *colere* –cultiver, demeurer, prendre soin, entretenir, préserver– et renvoie primitivement au commerce de l'homme avec la nature, ou sens de culture et d'entretien de la nature en vue de la rendre propre à l'habitation humaine. »[1]. S'en rapproche ce que Morizot propose à notre époque par la notion d'habitabilité dans une perspective davantage écosystémique d'équilibre entre espèces vivantes interdépendantes, dont l'humaine avec les autres. Plus encore, une étude algorithment appuyée vient de mettre au jour le sens que les oiseaux donnent à leur vocalisation lors de leur communication, ce qui ouvre la porte aux échanges entre espèces, en l'occurrence aux échanges bidirectionnels entre les humains et les autres animaux, ce qui peut être une composante d'une habitabilité davantage écosystémiquement équilibrée et mutuelle entre espèces. La crise de la culture dont parle Arendt, n'advient-elle pas d'abord faute d'apercevoir en ladite habitabilité que c'était déjà constitutif de la notion de culture (prendre soin, élever…) s'étant forgée chez et depuis les

[1] Arendt, ibidem, p.271.

Romains ? Arendt illustre jusqu'à quel point la notion de culture est d'origine romaine plutôt que grecque, car jusqu'à l'art était de la nature cultivée et jusqu'en l'agriculture, les Romains soignaient et élevaient la nature, tandis que les Grecs lui arrachaient les secrets que les dieux y avaient cachés[1]. Arendt ajoute : « L'humanisme, comme la culture, est bien sûr d'origine romaine. Il n'y a pas non plus de mot grec qui corresponde au latin *humanitas*. » (p. 288), à savoir à l'intégrité de la personne en tant que personne, ce qui indique bien tout l'enjeu d'une québécoise Charte des droits et libertés de la personne qui, en plus d'être quasi constitutionnelle, s'est faite parasitée par Trudeau père lorsqu'il a biaisé la Constitution de 1867 à cette fin lorsqu'il l'a « rapatriée » (importée, transférée) en 1982 sans et contre le Québec. Cet humanisme se déploie pleinement à la Renaissance, en particulier chez Ficin qui n'aurait fait qu'étendre la notion romaine de la culture, au sens de prendre soin, d'élever et de se rendre la nature habitable (du sein de soi jusque tout autour pour l'en dire environnante), par l'exigence de se conduire aussi jusque hors de la nature, au sens d'une culture, mais dorénavant aussi mentale de la raison en l'âme en regard du corps, d'abord en regard de la fantaisie et *a fortiori* de ses affections (désir de ce dont jouir/crainte de ce qui afflige et endolorit) par lesquelles cette même âme tend à s'orienter vers le corps et même à y plonger si, tout au contraire, elle ne s'en éveille à sa propre raison. Ficin reprenait ainsi la problématique augustinienne en y mettant au jour cette triade si humaine (pour être rendue humaniste) qu'est raison/âme/corps à la base de toutes ses autres triades plus isolément retenues par les médiévistes, à savoir esprit-connaissance-amour, puis mémoire-intelligence-volonté et, de là, l'unitrinitarité divine, Père-Fils-Esprit Saint, s'exprimant chez les catholiques par le *Filioque*. Or,

[1] « Le grand art et la grande poésie romains sont nés sous l'impact de l'héritage grec que les Romains, mais jamais les Grecs, surent soigner et préserver. La raison pour laquelle il n'y a pas d'équivalent grec au concept romain de culture réside en la prédominance des arts de la fabrication dans la civilisation grecques. Tandis que les Romains tendaient à considérer même l'art comme une espèce d'agriculture, de culture de la nature, les Grecs tendaient à considérer même l'agriculture comme un élément de fabrication, comme appartenant aux artifices « techniques » ingénieux et adroits par lesquels l'homme, plus effrayant que tout ce qui est, domestique et domine la nature. Ce que nous considérons, sous l'emprise encore de l'héritage romain, comme la plus naturelle et la plus paisible des activités humaines, labourer la terre, les Grecs le comprenaient comme une entreprise audacieuse, violente dans laquelle, année après année, la terre, inépuisable et infatigable, est dérangée et violée. Les Grecs ne savaient pas ce qu'est la culture parce qu'ils ne cultivaient pas la nature mais plutôt arrachaient aux entrailles de la terre les fruits que les dieux avaient cachés aux hommes (Hésiode); et étroitement lié à cela, le grand respect romain pour le témoignage du passé en tant que tel, auquel nous devons non seulement la conservation de l'héritage grec mais la continuité même de notre tradition, leur était tout à fait étranger. » (pp. 272-273) Cette dernière phrase est cruciale et peut se prolonger par un problème, non seulement culturel, mais éducatif majeur, en tant que transmission culturelle : si les Grecs arrachaient à la terre et à la nature en général les secrets y étant cachés, c'est que cet arrachement même faisant s'y instruire. Or, cette instruction ne devient culture qu'en s'intégrant et se reprenant depuis la culture initialement cernée telle uniquement depuis les Romains. S'éclaire tout ce qui en rebondit au Québec, surtout depuis la Révolution tranquille, par la confusion entre éducation et instruction. Comme cerné dès la Renaissance, l'éducation est d'abord soigner, élever, se rendre habitable, à la façon romaine, et de là, seulement alors et en ce contexte, s'instruire.

de la Renaissance au XXI[e] siècle, l'autoréflexive Trinité tend à s'estomper au profit de l'unité si unique, non seulement en Dieu, mais jusqu'à en inspirer de fort unitaires exécutifs d'où infléchir tous les autres pouvoirs, législatif, mais aussi juridique, à son tour à faire peser jusqu'en la société civile et l'en faire basculer de civique (par mieux-vivre ensemble) en seulement citoyenne, *a fortiori* si en même temps que de sociale en ethnoraciale non plus s'y intégrant, mais l'en laminant, comme en le multiculturalisme trudeauiste. Suprématie de Dieu et primauté du droit, mais uniquement d'un tel droit, comme y insiste la trudeauiste Constitution de 1982. De là, un (tel) droit est un (tel) droit, selon Carney, comme si étant le seul droit, à savoir le seul sien, censé se faire passer pour tout droit. Certes, l'exécutif unitaire est voulu tel aux États-Unis en ayant viré trumpiens, surtout que la Cour suprême est contrôlée par un droit fort conservateur prétendant revenir à l'origine et l'en expurger de toute tendance progressiste ayant pu s'en dégager et l'en modifier, ce qui est en train d'infléchir toutes les institutions et de s'imposer jusqu'en les mœurs à même la société civile. Au Canada, le trudeauisme fait plutôt s'opérer le même déséquilibre des pouvoirs de façon plus subreptice, sous toutes sortes de façades affichées fédérales, mais tout au contraire unitaires, depuis l'exécutif pesant jusqu'en tous les autres pouvoirs. Le porte-à-faux trumpien est agi de façon transactionnelle, le trudeauiste l'est en procédant plutôt par sa double mosaïque implantée en tout humain, de l'individu s'en présumant individualiste en tout un chacun pour que tous ne puissent que s'agglutiner et ce, en tant que tels (en mosaïque) au gré du social toujours déjà conjointement laminé en ethnoracial s'en agglutinant pareillement (en mosaïque), surtout si biffant que, au seul Québec, contrairement à toutes les autres Provinces du Canada, la langue maternelle française ne se réduisait pas à la seule origine ethnique, comme l'a souligné Arès, lorsque toute la tension entre le Québec et le fédéral a éclaté dès les années 1960. On s'aperçoit que la liberté intérieure augustino-ficinienne, ne constituant jamais de libre arbitre que par une sous-jacente autoréflexive forge du sens de soi, n'est pas l'action politiquement libre d'emblée plus extérieurement agie, si distordue puisse-t-elle être par une quête d'unité si unique que ne s'apercevant même pas le plus souvent y réduire jusqu'à Dieu comme d'où encore moins s'apercevoir présumer l'en spolier, l'en transposer et en disposer d'emblée humainement au point d'infléchir tous les pouvoirs depuis un exécutif unitaire, ce qu'exemplifient, en Amérique du Nord, le trumpisme et le trudeauisme. Surgit le problème d'une présomptive séparation de l'Église et de l'État totalement ignare de ses propres tenants et aboutissants, faute de s'apercevoir, non seulement tout en faire glisser de religion monothéiste en laïcité plus ou moins avouée et assumée,

mais en spolier jusqu'à Dieu du pouvoir exécutif unitaire alors seul retenu et ce, à son seul propre profit, fort humain, et ce, jusqu'en tous les autres pouvoirs en cause, à savoir législatif, juridique et surtout, société civile, quelque part entre citoyenne (purement légaliste) et civique (un tant soit peu plus soucieuse du mieux-vivre ensemble), selon que tirée d'un bord ou de l'autre. Antique problème remontant à Socrate et initialement magnifié chez Platon que celui du rapport entre la Loi et le Bien. Entre les deux, la justice balance, aveuglément selon son empersonnifiante représentation usuelle, tant il n'est guère évident de ne s'adonner à la Loi (surtout si jusqu'à la plus constitutionnelle et donc inaugurale) que selon le Bien, ce pourquoi, jusqu'en politique, il faut une forte dose de sens commun axé sur la prudence (l'intelligence pratique et non seulement théorique) pour un tant soit peu y parvenir. La convergence culturelle semble mieux l'assurer que le multiculturalisme, voire l'interculturalisme. Il ne s'agit aucunement seulement d'un mode de gestion de la diversité, mais de l'acte politique se rendant ou non apte à s'apercevoir des conditions par lesquelles se constitue et devient l'altérité inhérente à la diversité en tant que s'en sociogénère et tisse la trame sociale. Selon ce qui socioculturellement se constitue, se constitutionnaliser varie. Seul le fait sociogénératif s'en cultivant tel permet de conférer au droit sa pertinence, y compris et *a fortiori* si toute 1re loi qu'est la Constitution. Jusqu'à l'intracorporel, par biasymétrie énantiodynamiquement fonctionnelle chez l'humain, covarie avec l'intercorporel, car jusqu'à l'altérité surgit du sein de tout individu s'en révélant du même coup d'emblée (plutôt qu'après coup) social.

Il est crucial de bien distinguer la vie politique axée sur une liberté qui (de sous les joutes verbales et scripturales) est d'emblée ancrée en l'action en regard du dit libre arbitre intérieurement éprouvé (depuis Augustin), mais, comme le précisait Kant, sans que l'agent de ce libre arbitre n'apparaisse jamais dans le monde phénoménal[1]. Sauf confusion, se sentir soi-même en son intériorité jusqu'en son libre arbitre, surtout si restant inapte à en retracer sa sous-jacente autoréflexive forge du sens de soi comme pourtant mise au jour depuis Ficin et si n'en sentant plus que le fort inconscient Ça nietzschéo-freudien au fond de soi en signant le refoulement le plus total et seul subsistant, tout Ça n'équivaut en rien à être libre, au sens politique émancipateur exigeant plutôt d'emblée que l'intérieur en question se manifeste en agissant (et en s'apercevant agir) extérieurement en la réalité. Être libre, outre d'être libéré un tant soit peu des nécessités de la vie (la plus quotidienne) et de s'en éprouver tel tout un chacun en son intériorité, exige la compagnie d'autres humains (jamais individuels que d'emblée aussi sociaux), dont

[1] Arendt, ibidem, pp.188 et suivantes.

la situation est la même, et demande un espace public commun où les rencontrer, à savoir un monde politiquement organisé où tout un chacun peut s'insérer par la parole et par l'action[1].

En ce sens, il est crucial de bien examiner ce que devient la culture, de sociale à politique, voire en se faisant alors sociopolitique, au point de faire que se constituer (en se sociogénérant) est se constitutionnaliser (juridiquement, surtout si de façon indépendante).

Notons en particulier que tout le devenir géopolitique constitutionnel québécois depuis les années 1960, surtout le plus récent et *a fortiori* tout ce qui s'en dessine éventuellement pouvoir rejaillir lors de la prochaine élection québécoise à l'automne 2026, s'est entre-temps étayé de

« la *Charte des droits et libertés de la personne,* qui a déjà un statut quasi constitutionnel. La Charte québécoise prévoit, entre autres, à son article 43, le droit des Québécois appartenant à des minorités culturelles de « maintenir et faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe ainsi que « le droit à la pleine participation, en français, à la société québécoise » (Livre bleu, p. 475).

De fait, Trudeau père a parasité cette Charte québécoise pour, à la fois, instaurer celle qu'il lui a substituée et qu'il a centrée non plus sur la personne mais d'emblée sur le citoyen[2] (sous lequel occulter le civil et *a fortiori* le civique, au seuil de quelque mieux-vivre ensemble que ce soit) pour la supplanter lors de son « Rapatriement » unilatéral de la Constitution de 1867 (elle aussi biaisée à cette fin) avec l'appui du ROC (Rest Of Canada) sans et contre le Québec. Le trudeauisme ne s'en est instauré en la parasitant qu'en vue de s'en laver d'autant mieux les mains que la reléguer et subordonner à l'emprise de la Cour suprême censée y veiller, et ce, selon une culture présumée se définir de façon non plus sociale, surtout si société distincte comme au Québec, et non plus apte à s'intégrer l'ethnoracial,

[1] Arendt, ibidem, p. 192. J'intègre les parenthèses et une légère reformulation.

[2] Le Livre Bleu présume beaucoup lorsqu'il énonce sans rien en clarifier le mot « donc » : « Le Québec dispose déjà d'une architecture juridique impressionnante concernant les droits de la personne et donc des minorités. ». Il ne s'agit d'une évidence que pour lui seul, faute de tenir compte de tout ce qui en est d'emblée de part en part biaisé selon une tout autre évidence qui, elle, émane du trudeauisme. La personne, plus que le seul citoyen et *a fortiori* le simple individu présumé si individualiste que n'avoir d'autre teneur sociale qu'annexe et dérogatoire comme en la trudeauiste Constitution de 1982 parasitant à cette fin la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, constitue une tout autre assise des droits de tous et en particulier des minorités. Simple question : en la société civile, la personne perdure-t-elle si sa civilité même se nivelle de civique (pour que s'instaure le projet social québécois du mieux-vivre ensemble) en seulement citoyenne (qui, si isolément considérée, est autrement à risque de se prêter au laminage trudeauiste par double mosaïque, même si se transposant éventuellement, par indépendance du Québec en regard du Canada trudeauiste, en plus strictement québécoise) ? Sans aborder cette question est-il possible d'examiner ce qui a fait que la Charte québécoise puisse être parasitée par la trudeauiste Constitution de 1982 en biaisant la Constitution de 1867 ?

mais au contraire censée s'y faire laminer par multiculturalisme de part en part multiethnoracisant, voire multiethnoraciste jusqu'au multiethnoracialisme, selon qui monopolise l'accusation fort multiforme d'ethnoracisme. La multiethnoracisation s'impose dans le ROC en s'y anglicisant et est censée s'uniformiser et s'homogénéiser telle jusqu'en le Québec autrement considéré trop français, si pour parvenir à le laminer et l'intégrer (ainsi désintégré) à sa mosaïque de minorités seulement ainsi culturelles. Le Québec français est censé y être aussi inclus et s'en laminer pareillement. Bien noter que cela va totalement à l'encontre de la Constitution de 1867 censée homogénéiser seulement hors Québec[1]. Il ne suffit donc pas de dénuder la Constitution de 1867 en soulignant à quel point elle a été le fait d'élites (comme en l'Annexe I du Livre bleu), mais il faut aussi retracer en quoi elle est devenue encore plus biaisée qu'elle ne l'était déjà à travers le trudeauisme et son parasitage de la Charte québécoise menant à lui opposer et à l'en laminer depuis celle qu'il a imposée depuis 1982. Qu'est quelque processus que ce soit de transition vers l'indépendance si n'étant pas, non seulement éclairé quant à ces biais, mais apte à s'y mesurer tout du long de tous les processus en cause et ce, tout le temps qu'il faudra pour y parvenir, donc pour vraiment pouvoir agir et pour ce faire, se valider parvenir à faire jouer ladite liberté promue et ce, de politique en sociale, certes, mais comme en ce dont s'en trouver impulsée en même temps que s'y éprouver en sa concrétisation ? Le plus difficile n'est pas de réfléchir mentalement et s'en mettre à agir depuis là, mais de parvenir à s'assurer d'une progression démontrant une claire reconfiguration des réflexes de base qui se sont entre-temps automatisés, ce qui peut prendre des mois, si ce n'est des années. Et il est toujours possible de tout au contraire y régresser, surtout si par réaction exigeant d'y revenir, si ce n'est en virant réactionnaire. Gauche/droite, dit-on. Mais qu'en est-il de leur mise en tension et surtout de l'état d'équilibre entre ses orientations pouvant en être si inverses ? Toute attitude purement gestionnaire, surtout si de la culture (en mettant toutes ses voies sur le même plan : multiculturalisme, interculturalisme, convergence culturelle…), présume un humain automate lui correspondant, à savoir dont tous les réflexes seraient déjà constitués et intégrés en un programme (de moteur à mental) présumé s'en déclencher automatiquement. Or, c'est totalement méconnaître

[1] Guy Laforest, dans son Mémoire portant sur un nouvel imaginaire des relations intergouvernementales, le 26 août 2024, p. 12, rappelle que « Comme le Québec de l'époque 1860-1867 tenait mordicus à la juridiction autonome sur la propriété et les droits civils, éventuellement consacrée à l'article 92(13) de la Loi de 1867, le Québec est clairement exclu du libellé de l'article 94, lequel permet au gouvernement fédéral, avec le consentement explicite des assemblées législatives des provinces de *common law* concernées, de légiférer pour homogénéiser le champ de la propriété et des droits civils. Comme les débats au Parlement du Canada-Uni en 1865 le révèlent aussi clairement, le Québec est donc exclu de telles initiatives homogénéisatrices. »

tout ce qui s'en forge et s'en acquiert si pour parvenir à tant s'instaurer qu'en être ainsi disponible et prompt à se déclencher au moindre rapport instrumental du gestionnaire à l'humain automate (aux réflexes présumés totalement reconfigurés et automatisés pour être intégrés dans le programme à ainsi faire se déclencher, à la façon de la fabrication plombant l'action générative).

Il n'y a aucune indépendance manifestant être libre si la société en cause ne s'aperçoit pas dotée d'un tel espace public concrètement opérant et, pour l'être, exigeant d'être d'emblée pris en compte pour l'y aménager, non créer d'incessants et radicaux hiatus constitutionnels, comme lors du trudeauisme l'imposant entre la langue et la culture, surtout si cherchant à l'étendre du ROC jusqu'en le Québec, alors que tout au contraire, le Québec est le seul à pouvoir les faire converger d'emblée, si sans aucune intervention fédérale en sus (ce qui est bien ce que celle-ci ne veut aucunement tolérer, car ce serait trop vraiment plutôt qu'en faux-semblant fédéral et pas assez unitaire et homogénéisant). Ce peut être l'un des arguments les puissants en faveur de la convergence culturelle plutôt que l'interculturalisme et *a fortiori* le multiculturalisme, non seulement ethnoracisant, mais présumant pour s'instaurer, pouvoir dissocier langue et culture (comme lors du massacre trudeauiste du Rapport Laurendeau-Dunton) pour les réassocier à sa sauce comme partout au ROC, du simple fait que, contrairement au Québec, le hiatus constitutionnel y prévaut dès 1867 et s'en instrumentalise depuis 1982. Langue dont le trudeauisme cherche à prendre le contrôle et la réduire à sa seule teneur linguistique (abstraction faite de toute sa teneur extralinguistique socialement mise en jeu la faisant s'exprimer littéralement en miroir entre français et anglais jusqu'en le sexe et *a fortiori* le genre[1]) pour ne que la monopoliser depuis quelque gouvernement si central qu'uniquement centralisateur. Et culture, qu'il tend à occulter jusqu'en la manière de parler en cause conditionnant pourtant jusqu'à toute parole (dès lors seule exclusivement retenue par les langues officielles), mais aussi quant à ce qui en est transmissible par l'éducation, dont la scolaire, pourtant censée relever des Provinces, *a fortiori* si au Québec où le social exige incessamment de s'intégrer l'ethnoracial, tout à l'inverse de s'y faire laminer, voire de le réduire lui-même à son tour à une sous-jacente pervasive ««

[1] Rappelons l'inversion référentielle extralinguistique jusqu'en et au cœur de la linguistique, tant la réalité se révèle surgir totalement en miroir entre anglais et français : l'anglais ne dit *her wife, his husband* ou *her wife, his man* que si le genre de la personne conjointe est inverse, dès le cisgenre jusqu'en LGBTQ+. C'est au contraire déjà inclus pour tous en les expressions françaises sans les changer, car l'adjectif possessif et l'article s'accordent habituellement en genre et en nombre avec le nom (substantif) : tous peuvent dire et disent, en leur condition propre de vie et selon leur situation, sa femme, son homme. L'anglais ne se parle que depuis l'autre des deux de tout un chacun des deux, tandis que le français permet à tout un chacun de s'universaliser d'emblée, car rien n'y vaut jamais pour l'un que du même coup aussi pour l'autre des deux.

psychologie de la séparation », donc le repli et la formation d'enclaves plutôt qu'une intégration à un espace commun »[1], certes, mais, faut-il préciser, s'agit-il pour autant seulement de divers modes de gestion de la diversité[2] ? Est-ce reconnaître que la culture se sociogénère (au gré de son altérité constitutive entre les individus qui la composent et qui en sont différents jusqu'en eux-mêmes de ce qu'ils peuvent être sans elle, tant la diversité n'est jamais entre qu'en l'étant aussi jusqu'en tout un chacun d'eux), ce qui déborde de toute part ce qui s'en gère, voire peut en être gérable et ce, non sans s'en trouver impulsé au moment de s'y adonner, si pour s'y repérer et s'y ajuster plus que seulement s'y imposer purement et simplement ? Et les manières de gérer, plus que de simples modes d'une gestion dont ne sembler être que des variantes s'en résorbant d'emblée toute diversité en cause, ne sont-elles pas aussi d'emblée culturelles ? La manière, fort culturelle, est irréductible à la gestion qui autrement se présume et en fait l'un de ses modes. Tout comme l'extralinguistique est si irréductible à la linguistique jusqu'en linguistique qu'en exige la prise en compte de la socioréférence en jeu, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de deux langues si en miroir l'une de l'autre comme le français et l'anglais que l'intercorporel fait s'ébranler jusqu'en l'intracorporel et ce, jusqu'en la mise en tension fort diversement orientable entre ses gauche/droite à même son image du corps dont jaillit l'identité. C'est pour cela que jusqu'à l'enjeu constitutionnel déborde gauche/droite : quelque teneur politique que ce soit, surtout telle que se distribuant entre Partis politiques d'allégeance si diverse, s'en ébranle à même la vie en sa physique. *A fortiori* lorsque géopolitique en sa sous-jacente géophysique.

Et quelle est la raison bien plus profonde que seulement s'attriquer de tenues vestimentaires d'autres groupes ethnoculturels surgit au moment de rendre compte que « Le multiculturalisme tend à réifier la culture, la réduisant ainsi à du folklore et à des stéréotypes » ? Il faut se rappeler et insister sur l'exception issue de ce que l'Anglais peut d'autant mieux réduire les autres cultures

[1] Livre bleu, p. 18. La note ci-haut indique de quelle manière, dès le sexe et jusqu'en le genre, l'anglais instaure la séparation dès la forge psychique de quelque sens de soi que ce soit, ce qui se généralise depuis là à tout et quelque aspect social que ce soit, car n'étant de toute façon qu'une agglutination sans aucune consistance propre d'un tel sens de tout un chacun, car la société, ça n'existe pas (Margaret Thatcher). Ceci éclaire pourquoi et comment le trudeauisme peut depuis là, tout en refouler et manipuler, tant, au ressort de tout le multiculturalisme promu, se constituer ainsi culturellement (en se neutralisant en sa culture même) n'autorise qu'une telle façon correspondante de se constitutionnaliser géopolitiquement et juridiquement. Seule une telle culture si à rebours d'elle-même et *a fortiori* de tout autre se confond avec sa psychisation, mais elle-même uniquement sur le mode de la séparation, car jamais soi-même que depuis l'autre en présence.

[2] « Le multiculturalisme est un mode de gestion de la diversité, comme l'interculturalisme, la convergence culturelle, l'assimilation, etc. Ainsi, s'opposer au multiculturalisme ne signifie en aucun cas être oppose à la diversité culturelle des individus » (p. 18, un peu avant l'examen de la « psychologie de la séparation »).

à du simple folklore qu'il n'en a guère lui-même auquel puiser au ressort de sa propre littérature enfantine et qu'il lui faut donc, dès l'enfance, la générer *in situ* à sa fantaisie. « La littérature enfantine anglaise ne doit rien aux thèmes folkloriques traditionnels »[1], sauf la comptine de la « nursury rhyme » qui ne consiste qu'en une déformation fantaisiste de la réalité ne visant que le fantastique, surtout la caricature selon des apostrophes poétiques arbitraires et provocatrices faisant s'amuser avec n'importe quoi (le « stuff »), dont le « fagisme » du verbe « to fag » (trimer, en tant que souffre-douleur d'un grand, bientôt d'un MAGA) se fondant sur une dialectique, uniquement entre enfants et totalement inaperçue par les adultes, du maître et de l'esclave, du dominant et du dominé… Peut-être s'apercevra-t-on que l'exécutif unitaire s'imposant en constitue l'expression passant directement de la « nursery » à la politique du pays, une fois que l'ontogenèse s'est poursuivie de l'enfance à l'état adulte. Bref, la fantaisie prévaut d'autant qu'elle s'opère de façon totalement inconsciente au ressort de sa propre culture s'y réduisant d'autant qu'étant démunie et n'apercevant plus en tout autre que son folklore, dès l'enfance, voire l'aube de toute humanité possible. En surgissent autant *Fantasyland*, que seraient les États-Unis selon Andersen, que l'aperception de soi comme l'individu-type se proposant de se projeter et se fondre en la classe moyenne, dont justement représenter la moyenne, comme s'y adonnait Justin Trudeau, jusqu'à s'en attriquer et s'en fondre dans le milieu, comme en ce personnage de Zelig de Woody Allen, au point qu'il ne sert à rien d'ajuster sa caméra pour le voir plus clairement, car c'est le personnage lui-même qui est flou au point d'en être indistinguable du milieu comme le caméléon dont la politique est si métamorphique qu'adhère quasi totalement à sa seule fantaisie la plus protéiforme évoluant au gré des circonstances et lui venant de sa petite enfance, d'autant qu'anglaise. Denise Bombardier résumait : Justin Trudeau parle anglais jusqu'en français. Ceci éclaire grandement dans quel sens va le bilinguisme officiel. Faut-il au moins s'en apercevoir et tenir compte de la forge inverse, lorsque la langue maternelle est vraiment française et ce, même si semble surgir en arrière-fond une sorte de voix anglaise pouvant venir du père (dont sa propre mère est d'origine irlandaise et parle d'abord anglais) et plus largement, du fait que le français, même québécois, est de teinte nord-américaine qui lui communique une façon de voir plus pragmatique. Peut-être est-ce alors en parlant français, mais québécois, jusqu'en anglais.

Sous emprise étatsunienne, voire plus largement nord-américaine de fond anglo-saxon, jusqu'à la culture en est marchandise, car réduite à sa seule mise en

[1] Isabelle Jan, *La littérature enfantine*, Paris, Éditions ouvrières, 1975, p.74 et suivantes.

scène pour la rendre telle. De plus, c'est du fait de l'Empire colonial britannique, puis de son transfert et sa poursuite étatsunienne, que surgit un multiculturalisme se laminant d'autant en sa diversité culturelle que dans le sens de son anglosaxonisation au moment de se dénommer tel au Canada, alors que même l'Angleterre en a pourtant reconnu l'échec chez elle (par la ghettoïsation et les conflits ethnoraciaux). Le Canada importe le fait (via l'immigration à biaiser en ce cens) et prétend le dénommer et l'imposer en droit : il suffit que la *common law* colonise le droit civiliste québécois et que ledit multiculturalisme, sinon son inflexion interculturelle en sol québécois, s'impose de la même façon à la convergence culturelle.

Est-ce que la culture est aperçue se sociogénérer, si pour par surcroît se gérer (sans doute en ses stress avant quelque planification gestionnaire) ? Toute gestion dépend d'abord que puisse se tisser la sous-jacente trame sociale à laquelle s'ouvrir et sur laquelle porter, pour autant que tout un chacun puisse être apte à accueillir une autre vie que la seule sienne, surtout si celle-ci s'aperçoit elle-même être tout aussi autre à elle-même à son contact qu'elle ne peut l'être sans elle et que jusqu'en son sens de soi s'acquiert un sens d'autrui s'en constituant avec lui. Sinon sa propre vie ne peut autrement qu'être toujours déjà si individuelle qu'individualiste et tronquée d'être d'emblée sociale, en total reflet des droits et libertés de la trudeauiste Constitution de 1982 pour laquelle tout aspect social est d'emblée à refouler en clause annexe et dérogatoire où pouvoir d'autant mieux l'en manipuler, si ne cherchant pas elle aussi à l'abroger. Le Livre bleu distingue-t-il ou tout au contraire confond-il la culture et la gestion, tout comme se constituer (socialement, dès sa sociogenèse faisant s'en cultiver) et se constitutionnaliser (juridiquement) ? Jusqu'à quel point permet-il de se distinguer plutôt que de reproduire le trudeauisme en sol québécois, si souverain puisse-t-il devenir ?

Conjointement, d'où sort et comment se produit et se reproduit ladite essence du multiculturalisme : « dans son essence, il nie la spécificité culturelle nationale du Québec, car il ne peut donner un statut particulier à un groupe défini, même si ce groupe est concentré dans une seule province »[1] ? Il faut rappeler que, en 2005, lesdites mesures positives pour promouvoir les langues officielles canadiennes et favoriser le développement des communautés en situation minoritaire les parlant (dans la suite de la loi de 1988 conformant déjà leur proclamation de 1969 à la Charte de 1982) advient quasi en même temps que la conjointe reconnaissance fort tardive de la « majorité des membres de la minorité francophone du Canada » par la Cour suprême du Canada (*Solski* (Tuteur de) *c*

[1] Livre bleu, p. 19.

Québec (Procureur général), [2005] 1 RCS 201, 2005 CSC 14, para 7). Bien noter la mise au jour de cette totale autocontradiction de ladite symétrie trudeauiste présumant des majorités autant anglophone hors Québec que francophone au Québec avec de dites minorités inverses y correspondant, alors que la Cour suprême est en train de s'apercevoir que ladite majorité francophone du Québec est partie prenante de sa minorité plus largement pancanadienne et qu'il y a donc tout au contraire asymétrie. S'ajoute par-dessus cela ce que peut signifier le fait du « rapatriement » unilatéral de la Constitution en 1982 : une telle asymétrie s'en confortant et s'en rendant pleinement opérante de façon fort unilatérale. L'inconscient en est-il pour autant passer un tant soit peu à la conscience ? Bref, le statut soi-disant majoritaire de la francophonie québécoise isolément considérée en son seul nombre absolu relèverait tout au contraire d'un statut minoritaire, une fois qu'elle est située en l'ensemble pancanadien selon des nombres tout au contraire relatifs, mais en perpétuant néanmoins la confusion de la notion de statut avec les seuls nombres (de membres) en cause. Comprenons bien qu'un petit nombre (minorité numérique) peut agir selon un statut majoritaire à l'encontre du plus grand nombre (au sens d'une majorité numérique, certes, mais dès lors de statut minoritaire), comme lors et depuis la Conquête britannique du Canada laurentien, puis sa conversion en Canada de l'AANB et *a fortiori* depuis sa trudeauisation bénéficiant tant du fait que le statut majoritaire anglais s'est enfin doté d'une sociodémographie majoritaire anglaise que pouvant les faire se confondre et chercher à radicaliser la Conquête du Canada en Conquête jusque du Canadien (autrefois le Français établi, puis né au pays) en toujours plus *Canadian*. D'où la fabrique identitaire d'État au Canada, dont la résistance de fond est le Québec français, surtout depuis l'affaire Louis Riel, alors que le fait français a toujours plus été refoulé dans le seul Québec en même temps que les « Indiens » dans les Réserves, sans parler du prélèvement des enfants s'y effectuant au profit de pensionnats visant à les assimiler dès l'enfance, etc. Plus précisément, comme cela ressort des données de Statistiques Canada, même le bilinguisme officiel ne se maintient au Canada à 18% que par le Québec qui, même si le français est sa seule langue commune et officielle, se bilinguise tel (français-anglais), voire s'en trilinguise plus que partout ailleurs au Canada, et compense donc le fait que, dans tout le ROC (Rest Of Canada), ce taux de bilinguisme diminue, car s'anglicise tout autant, mais toujours plus radicalement. Ainsi, le statut majoritaire (anglais) et la majorité démographique numérique (aussi anglaise) appelée à lui correspondre en viennent à coïncider au fur et à mesure que la Conquête du Canada, de Laurentien en AANB, se fait Conquête du Canadien, toujours plus *Canadian*, par

trudeauisation faisant se confondre les langues constitutionnelles de 1867 avec lesdites langues officielles de 1969 ajustées à la Constitution de 1982 par la loi de 1988 (par laquelle tout en multiculturaliser mur à mur), voire tout leur porte-à-faux si saillant depuis 2005, mais guère pour autant plus conscient. Le trudeauisme fait se confondre statut et nombre et s'opérer subrepticement jusqu'à l'assimilation, le tort étant toujours du côté des assimilés s'en plaignant et devant entreprendre de pénibles démarches juridiques (jusqu'en la connivente Cour suprême, dès le Rapatriement de la Constitution en 1982) pour essayer de s'en sortir : c'est censé ne pas être apparent, donc exige des efforts colossaux pour l'en rendre un tant soit peu plus visible, tant le refoulement est opérant et qu'il est fort pénible d'en resurgir (plutôt que d'en suivre la pente vers l'assimilation). Or, la confusion du statut s'occultant sous façade du nombre (lui-même de relatif en absolu) est au ressort de mésinterprétations majeures, dès que cette vision trudeauiste, en plus de présumer partout de pseudo-symétries, est plaquée sur le Québec :

« la culture québécoise de tradition française et de langue française doit demeurer largement majoritaire au Québec »

« Comme ce principe du maintien du statut majoritaire et la convergence culturelle en général sont susceptibles d'être perçus, à tort, comme ayant des visées assimilationnistes, il importe de prévoir un principe précisant que ce n'est pas le cas. Ce principe pourrait être formulé ainsi : « l'assimilation forcée, au sens de fusion des personnes appartenant à des minorités ethniques dans la majorité qui mène à la disparition de celles-ci sans laisser de traces, est refusée »»[1].

La notion trudeauiste de statut est si confuse et si peu distincte de celle de nombre qu'il n'est guère possible d'en parler quant à quelque groupe que ce soit en tant que groupe, si ce n'est d'emblée réduit à la seule sommation des individus qui le composant et qui sont tous présumés partout en être purement individualistes et tronqués de toute dimension sociale propre, et ce, à l'image de la Charte de 1982. Il ne peut y avoir de spécificité culturelle nationale que du magma d'ensemble ainsi constitué, car c'est la mosaïque des individus (par la pervasive psychologie de la séparation) qui garantit la mosaïque ethnoraciale en laquelle ainsi laminer tout ce qui peut en être dit social, au lieu de l'y intégrer[2]. Tout comme

[1] Guillaume Rousseau, avec Francois Côté, *Vers une politique de la convergence culturelle et des valeurs québécoises*, Institut de recherche sur le Quebec, 2014 [En ligne]
https://irq.quebec/publications/politique-de-la-convergence-culturelle.

[2] Bien noter qu'il ne s'agit aucunement d'une simple mosaïque de communautés et d'individus, car la mosaïque des individus présumés d'emblée individualistes est le levier de la mosaïque des communautés d'emblée ethnoraciales en lesquelles laminer toute question sociale en même temps que se l'annexer et rendre dérogatoire de façon à la manipuler. Il faut donc nuancer et préciser le propos suivant : « Loin d'être un simple outil de protection des droits, la *Charte*

et à l'image du fédéralisme antifédéraliste promu depuis Ottawa depuis l'exécutif unitaire, son modèle social est antisocialisant (pour être une telle mosaïque d'individus au ressort d'une mosaïque correspondante de communautés ethnoraciales), à l'inverse du « projet de vivre-ensemble québécois »[1]. L'homogénéisation ne consiste pas tant à considérer le Québec selon un statut de province comme les autres, mais, comme et plus encore que toutes les autres, à l'en laminer d'autant en sa dimension sociale qu'il persiste néanmoins à y aspirer. La notion de société distincte (en un Canada uni, *a fortiori* unitaire, faut-il le rappeler) ne peut être, comme la notion même de société tout court, que nominale (selon une telle double mosaïque) et nullement réelle. La façade d'égalité de droit à promouvoir vise à s'assurer que ce ne soit pas prise en compte l'inégalité de fait trop susceptible de la questionner, *a fortiori* si c'est au point d'en révéler le ressort qu'est une telle double mosaïque d'où tant se constituer (multiculturellement) que s'en constitutionnaliser telle et s'en conforter l'être. Il peut donc sembler que « Ces deux modèles d'intégration sont fondamentalement inconciliables. Le communautarisme canadien encourage la juxtaposition des identités, alors que l'universalisme québécois (ou interculturalisme) vise la création d'une culture commune ». Ces modèles sont-ils d'abord des gestions ? Semble surgir quelque différence en passant non seulement du multiculturalisme à l'interculturalisme (l'avoisinant encore grandement), mais par-delà et distinctement des deux, à la convergence culturelle :

« « la culture québécoise de tradition française constitue la culture commune et le foyer de convergence des traditions culturelles des minorités ethniques présentes au Québec et, pour ce faire, qu'elle s'enrichisse d'apports provenant de ces traditions. » Ce modèle ne prône pas l'assimilation ou l'absorption dans un creuset effaçant l'existence des autres cultures. Le Québec promeut donc un modèle de vivre-ensemble universel qui repose sur une culture nationale, vers laquelle tous peuvent converger et à laquelle tous peuvent

canadienne des droits et libertés est le principal instrument d'un projet de *nation building* visant à forger une identité pancanadienne. Ce modèle, souvent qualifié de « post-national » ou de « communautariste », redéfinit le Canada comme une nation composée d'une mosaïque de communautés et d'individus. » (Livre bleu, p.54). Comme il y a un libéralisme politique et économique, il s'agit d'un libéralisme culturel disant s'exprimer sous visage multiculturel et se faisant plutôt guerre culturelle pour imposer son projet de *nation building* axée sur une pancanadienne fabrique identitaire d'État sous façade faisant accroire que pour la Constitution de 1982, un droit est un droit (Carney dixit) et qu'il s'agit uniquement de le défendre et protéger. Le Livre bleu a bien raison de dénoncer ce porte-à-faux trudeauiste, mais son ressort constitutif sous forme d'une double mosaïque, dont l'une est levier de l'autre, est à mieux cerner et ce, en tant qu'à l'image de la Constitution de 1982 dont elle assure en retour la capacité opérante, car faisant tout se constituer tel. Se constituer est se constitutionnaliser et, réciproquement, rien de la Constitution en cause ne peut perdurer que pour autant que se reconduit incessamment la sous-jacente exigence de se constituer par laquelle subsister.

[1] Livre bleu, p. 54.

contribuer, et des valeurs partagées. »[1] (je souligne : français, langue, laïcité, socialité… tout y converge si culturellement que nationalement vers l'universalité)

En effet, avec la convergence culturelle émerge ou du moins, à partir de là, peut s'expliciter issue du fait que la culture se sociogénère, et ce, au point de s'intérioriser telle en tout humain, jamais individuel que susceptible de s'apercevoir de sa part d'emblée acquise avec autrui et partie prenante de son sens de soi plutôt que de la refouler du sein de soi et la projeter et confondre avec cela seul qui s'en présente hors de soi comme d'où se l'imposer à soi et l'en faire rester étranger jusqu'au sein de soi selon une pervasive « psychologie de la séparation » présumant que tout individu est d'emblée si individualiste qu'il est, du même coup, à la fois tronqué de toute teneur sociale et uniquement porté à se l'asservir. La culture consiste donc à se constituer socialement, et ce, en s'intégrant plutôt que se laminant en une double mosaïque se déployant d'individus présumés purement individualistes aux communautés ethnoraciales par lesquelles ils s'en agglutineraient et qu'ils feraient à leur tour s'agglutiner, voire s'entrechoquer entre elles. Parce que la culture consiste à se constituer socialement, se constitutionnaliser géopolitiquement est appelé à ne s'instaurer qu'en s'y ouvrant et en s'assurant du mieux possible de s'y aligner avant et jusqu'en toute gestion possible. Surtout si cette gestion est elle-même de part en part transitionnelle, à savoir de multiculturelle en interculturelle, à son tour en convergence culturelle et *a fortiori* si parvenant à se mesurer ainsi jusqu'à l'assimilation, d'indirecte (par marginalisation en créant la condition de possibilité) à directe (en s'y abandonnant). Du moins, pour autant que la culture sous-tendant cette gestion perdure et que s'affermit sa vitalité d'emblée sociolinguistique plutôt que seulement ethnolinguistique et à son tour réductible à des individus présumés purement individualistes, selon la double mosaïque multiculturaliste. Et si pour donner une autre impression que seulement gestionnaire du social, fût-ce depuis l'indépendance promue et à administrer telle lors de sa mise en place. *A fortiori* si pour se mesurer entre-temps et en vue d'y parvenir à l'impressionnisme prétendant seulement disqualifier le Livre bleu en l'estampillant étranger aux problèmes (déjà là) de la vie quotidienne et ce, en vue de perpétuer et implanter encore davantage le trudeauisme (pourtant en grande partie à la source de ces

[1] Livre bleu, p. 452. Selon Guillaume Rousseau et François Côté, il s'agit d'une politique de convergence culturelle (Livre bleu, p.455, référence 19), non d'une gestion (selon le Livre bleu, p.18). Et cette politique, en son projet de loi en Annexe, est bel et bien axée sur l'action de l'Administration (en en détaillant les diverses instances en cause) et de la société. Et comme signalé dans une note précédente, la langue française se porte d'autant à l'universel qu'elle parvient à se distinguer de l'anglais opérant en miroir, dès le sexe et le genre. Ces manières fort inverses de parler sont culturelles par leurs socioréférences extralinguistiques s'opérant à même les linguistiques en cause. En prendre conscience peut permettre d'examiner leur convergence avant de pouvoir gérer ce qui en est gérable.

problèmes, mais en le taisant et en faisant accroire que le PQ ne s'en préoccupe pas) jusqu'au sein du Québec. Ah oui ! Justin Trudeau a dû démissionner et la venue de Mark Carney serait censée promouvoir un tout autre système par simple substitution d'un individu à un autre. Or, la difficulté n'a jamais été vraiment en Trudeau fils, mais en Trudeau père par qui s'est instauré le trudeauisme et dont il ne faisait qu'assurer la continuité, fût-ce par une autre façon de l'assurer, comme c'est encore, mais autrement le cas sous Mark Carney. Du père en fils, certes, mais en un même esprit alors repris, sorte de reflet de la divine unitrinitarité chrétienne en et surtout, de ce monde. Suprématie de Dieu énoncée dès le début de la Constitution de 1982, si pour nimber de quelque aura monarchique l'hypercentralisation fédérale depuis un exécutif unitaire pesant jusqu'en tous les autres pouvoirs. Toute la résistance anglicisante à la disparition des symboles de la monarchie le sera surtout de Dieu en arrière-fond, ce pourquoi le test de la laïcité devient si saillant jusqu'en Cour Suprême qui, elle, peut bien promouvoir la laïcité dans des instances municipales, mais n'est jamais parvenue à remettre en question la prière au Parlement d'Ottawa, ni les subventions fédérales aux organismes religieux, etc.

Bref, le Livre bleu du PQ gagnerait en clarté et en meilleure impression susceptible d'être mieux rassembleuse s'il s'intégrait tout du long autant tout ce devenir culturel par lequel se constituer socialement que la façon dont s'y rapporte, articule et valide l'important travail administratif se présentant gestionnaire au moment d'une éventuelle transition vers l'indépendance, en particulier au moment de s'en constitutionnaliser. La liberté d'action (d'emblée politique et jamais administrative qu'aussi sociale) à promouvoir n'est pas la liberté de gestion et lui reste irréductible, sauf à tout inverser et à encourir le risque de virer en fabrication identitaire d'État, ne serait-ce qu'en donner l'impression, tout en suscitant ainsi des résistances entravant le foyer même de la convergence culturelle dont pourtant avoir à se sous-tendre pour parvenir à plus d'autonomie, *a fortiori* à l'indépendance. Or, cette convergence culturelle n'apparaît vraiment qu'à la fin du Livre bleu, et ce, sans avoir jamais éclairé autant tout le devenir faisant passer du multiculturel à l'interculturel entre-temps affiché avant d'y aboutir que son rapport avec la gestion dite se modaliser et se diversifier en ces divers modes possibles pour rendre compte de la diversité (sociale) réelle, comme si la culture se confondait avec sa gestion et se constituer (socialement) avec se constitutionnaliser (juridiquement). C'est ce flou gestionnaire sur la culture qui fait que le Livre bleu fait s'interroger d'où peut bien sortir le projet de société (sociogénérativement culturel ?) pour s'y prêter. Il s'agit pourtant de deux volets

qui, même s'ils restent distincts, s'articulent entre eux, comme cela a surgi dès Bodin lors de la Renaissance française : s'apercevoir en tant que nation est une chose, s'en faire reconnaître juridiquement et ce, d'autant mieux que l'État est indépendant pour y procéder en est une tout autre, même si les deux sont totalement indispensables l'un à l'autre, selon une même liberté, certes, mais sous condition expresse de ne pas confondre le libre arbitre (purement intérieur) et la liberté politique (exigeant d'agir d'emblée extérieurement avec d'autres, non de seulement gérer la relation même alors instaurée et *a fortiori* si pour la faire virer en fabrique identitaire d'État, tout en décalquant ainsi le trudeauisme jusqu'en sol québécois, si de façade indépendantiste puisse-t-il alors se dire). Il ne s'agit pas exactement de la seule indépendance censée être à fois moyen et fin, selon ce qu'en expose Jocelyn Caron, rédacteur du Livre bleu du PQ, en réponse à David Sanschagrin. Le dialogue entamé par le PQ avec les Premières Nations et Inuit, cet été 2026, pourrait être l'occasion d'en prendre conscience et de non seulement ajouter ce chapitre, mais d'en réviser depuis là tout le Livre bleu pour l'en clarifier. La distinction issue de Freitag éclaire grandement toute l'évolution sociohistoricisante se produisant, selon l'autorégulation sociale ne s'instaurant qu'en se transfigurant, lorsque passant de culturelle-symbolique (inhérente à toutes les sociétés humaines premières) à politico-institutionnelle (dès et depuis l'émergence antique les Cités étatisantes) et enfin, à processuelle-décisionnelle (dès qu'ayant à articuler les deux et à y cerner l'incessant passage de l'une à l'autre, ce dont dépend, on s'en aperçoit, jusqu'à la forge de quelque dit État-nation). Trop peu s'aperçoive que ce processus décrit par Freitag correspond étonnamment à celui se tendant et menant de la nation à l'État, jusqu'au point d'en faire varier fort diversement le trait d'union en État-nation, ce qui est aussi le problème le plus fondamental jusque de l'ONU entière au XXI^{e} siècle. Autrement dit, la problématique n'en est pas que québécoise, mais panplanétaire, tant sa singularité spécifique peut s'apercevoir s'y porter à l'universel. Et comme souligné par Arendt, s'éviter, sinon *a fortiori* se mesurer à la crise de la culture, exige l'action et non la fabrication (y compris sous figure de gestion, surtout si en culture, dont le cœur est l'identité), sauf à se la réintégrer sur cette sous-jacente base susceptible de l'en stimuler et alimenter. Seule l'action, non la fabrication identitaire d'État risquant tout au contraire de ne que la parasiter et même d'en virer en guerre culturelle tant qu'elle ne s'y incorpore pas, est vectrice de politique et surtout de tout processus alors enclenché, autant naturel que sociohistorique.

En plus de la culture, deux autres axes majeurs devraient être clarifiés à travers tout le Livre bleu du PQ.

D'une part, à propos de l'économie, surtout en ses assises en les ressources naturelles (non seulement au fédéral, mais aussi, même si autrement au Québec, par exemple en sa capacité hydroélectrique affectée par l'assèchement d'un important réservoir d'eau) et en regard dudit mal hollandais alors considéré être constitutivement mis en jeu : est-il possible de mieux cerner les causes des inflexions graphiquement illustrées (pp. 55-56) aux années mentionnées avoir fait s'inverser le rapport entre la péréquation et la part de la dette canadienne qui incombe et qui plombe depuis lors les finances du Québec ? Certes, une demande extérieure accrue de ressources naturelles (dont le pétrole albertain) a pu faire s'apprécier le dollar canadien et impacter grandement le secteur manufacturier (au ressort de la plus grande part des exportations québécoises), mais qu'est-ce qui faisait que le Canada s'y prêtait intérieurement, surtout si sans se soucier de son impact sur l'économie et la fiscalité du Québec ? Québec est-il sans risque semblable, même si autrement, si ses propres ressources naturelles les plus cruciales, dont l'hydroélectricité alimentant tant de foyers et d'entreprises, s'amoindrissent ou tout à l'inverse, peinent à répondre à une demande accrue, en particulier aux moments de pointe, par exemple en hiver, si les foyers, plus un plus grand nombre de voitures électriques et les entreprises, se font concurrence face à sa rareté dès lors intensifiée, sans parler des contrats passer avec des États des États-Unis qui, on le sait, sont fort prompts aux poursuites judiciaires et à toutes sortes de pression à prétention de juridiction extraterritoriale pour que ce ne soit pas eux qui en fassent les frais, mais les autres, en l'occurrence le Québec s'y étant engagé, mais est-ce prudemment ? Certes, il y a une entente avec l'éolien étatsunien pour se compenser mutuellement. Or, une compagnie étatsunienne vient d'acheter le tiers du parc éolien québécois. Et Trump entrave autant qu'il peut ce secteur. Surtout, qu'en est-il de l'écart entre les économies misant sur les ressources naturelles (non seulement l'énergie, mais les minéraux, etc.) et celles misant sur la plus-value issue, par-delà le secteur manufacturé (si prédominant au Québec), d'industries de transformation revendant des produits plus élaborés et plus chers ? Sont une combinaison toujours problématique toute faible productivité et toute faible concurrence d'une économie à moindre plus-value sur les marchés économiques (sauf si une forte emprise sur des ressources naturelles comme les minéraux critiques permet de contrôler l'initiation de la chaîne productive, à la façon de la Chine), surtout si avec enjeux écologiques.

Bref, si prégnant soit-il, ledit mal hollandais peut bien se constater et se décrire au point de pouvoir illustrer autant ses mécanismes que ses conséquences, mais qu'est-ce qui fait que le Canada s'y soit tant prêté et en quoi le Québec

parviendrait-il, lui, à s'en garder en son propre sol québécois, une fois rendu indépendant (d'autant que le problème d'approvisionnement énergétique et minéralogique est mondial, même si sous des formes et des combinaisons variées allant du pétrole aux énergies renouvelables, etc.) ? Comment ledit mal hollandais (pp. 55-56) se conjugue-t-il avec l'enflure bureaucratique fédérale s'étant produite peu avant (pp.139-145), surtout que le Livre bleu expose les deux en ordre inverse, *a fortiori* si l'on y prend aussi en considération la conjointe tendance fédérale advenue sous Trudeau fils à se dissocier de son propre fonctionnariat au profit d'un appel accru à des firmes extérieures de Conseil (dont Black Rock pour les infrastructures, McKinsey pour l'*Initiative du siècle* et en forçant l'immigration en totale incurie des capacités d'accueil, en termes de logements, écoles, garderies, etc.) ? Le Livre bleu ne procède ainsi qu'en venant d'introduire et de renvoyer (p. 139) à la Constitution provisoire écrite par André Binette en 1995 (en Annexe II) et censée être à réactiver si le PQ gagnait la prochaine élection à l'automne 2026 et s'il obtenait par la suite un référendum gagnant menant à l'indépendance. De là, le Livre bleu met bien tardivement en relation cette Constitution avec les problèmes quotidiens (p.388, 433…), ce en quoi il prête flanc à la critique du PLQ, mais aussi à la réaction de David Sanschagrin à laquelle Jocelyn Caron, rédacteur du Livre bleu, ne répond pas vraiment, du fait de ne pas s'adresser à l'impression donnée et très explicitement mentionnée comme ce qui pourrait entraver avec tout son imaginaire, jusqu'à la démarche vers l'indépendance pourtant promue. Il est crucial de se mesurer à soi-même et de vérifier s'il y a un écart entre ce qui est intentionnellement visé et ce qu'il en est en réalité, ne serait-ce que par l'impression alors donnée et risquant fort de conditionner le vote électoral. Une saine stratégie exige de mieux rendre compte de l'économie et de la fiscalité en leur impact sur les problèmes de la vie quotidienne et ce, en faisant ressortir comment le Québec pourrait mieux s'en sortir qu'avec et selon ce que le fédéral fait, mal hollandais inclus. Hormis les analyses approfondies pour savoir de quoi parler, il faut aussi pouvoir l'énoncer en des lieux et moments appropriés de façon simple et accessible à tout un chacun, au point de faire ressortir en quoi en être vraiment (non seulement abstraitement, mais surtout concrètement) concerné en sa vie quotidienne, car c'est là que séjourne l'impression en question, au ras du sol québécois où se vit (mieux ?) la vie (ensemble ?). Bref, la culture, faute de s'être suffisamment bien cernée dès le social, passe d'autant difficilement aux questions géopoliticoéconomiques, tout aussi pareillement tronquées.

D'autre part, il importe de s'interroger davantage quant à la façon (déjà fort culturelle) d'aborder la distinction entre gauche/droite. Au niveau constitutionnel, il s'agit de s'éviter les excès en ces deux sens inverses comme c'est arrivé au Chili –Livre bleu, p.160–. Et on ne peut dénier que la problématique s'est fort diversifiée jusqu'en l'interrelation politique, elle-même à physiquement bien ancrée, non seulement en l'Assemblée nationale du Québec entre les Partis politiques, mais plus encore jusqu'au sein de maints d'entre eux. Même le PQ est passé de plus de gauche à plus de droite avant de clamer que l'indépendance n'est ni de gauche, ni de droite, mais pour tout le monde. Et aussi partout ailleurs. Face à Ottawa et au trudeauisme qui y prévaut et qui ne va aucunement juste laissez-faire, hormis son propre libéralisme anglosaxonisant à imposer partout et en tout et si décrié soit-il à travers tout le Livre bleu qui ne prête guère attention à la façon dont il s'impose subrepticement pour se conforter en son *statu quo* et ce, à travers le PLQ, tant la résistance n'est pas qu'externe mais interne jusqu'au sein du Québec et de son Assemblée nationale[1]. Le capitalisme proprement dit émerge en Angleterre en 1846 et se répand en ses colonies, à l'époque où Elgin accorde le gouvernement responsable au Canada-Uni pour faire se dissoudre au Bas-Canada l'opposition des Patriotes au pouvoir colonial au profit des gauche/droite, alors dites libérale/conservatrice, comme au Haut-Canada. Si les Conservateurs ont d'abord prévalu au début, surtout sous MacDonald, les Libéraux se sont par la suite imposés au point que le trudeauisme a fini par s'implanter et s'en mettre à s'absorber sous Carney jusqu'au programme conservateur. Là aussi, ce n'est plus gauche/droite qui prévalent, tout comme se le propose le Livre bleu du PQ. Il y a une sorte d'air du temps imprégnant les démarches politiques jusqu'aux plus opposées. Et cela ne date pas d'hier. Depuis le tournant du XXI^{e} siècle, Lucien Bouchard, conservateur, a fondé le Bloc québécois et a travaillé de concert avec Jacques Parizeau (déjà en train de se démarquer de l'orientation plus sociale du PQ qui prévalait sous René Lévesque[2]), en vue du référendum de 1995, avant de

[1] Le PLQ a beau jeu, du fait de bénéficier de la situation créée au Québec par le PLC si de part en part trudeauiste, surtout qu'ayant poursuivi la tâche assimilatrice de Durham, via Elgin (favorisant lesdites gauche/droite, libérale/conservatrice), à MacDonald, puis Sifton (sous Laurier) et enfin, sous les Trudeau par une immigration faite levier pour dissoudre, non seulement le français à l'échelle pancanadienne où ne le défendre qu'une fois devenu radicalement minoritaire, mais jusqu'en le Québec en ce qui lui en est encore trop français. Le poids sociodémographique du fait français pancanadien décline de Durham (environ 50%) à Sifton, sous Laurier (environ 30%), et enfin, aux Trudeau et à Carney (à peine au-dessus des 20%). Si l'enjeu est de se constituer socialement et s'en cultiver tel jusqu'à pouvoir se constitutionnaliser juridiquement, il devient d'autant aisé de faire jouer les seuls dits problèmes de la vie quotidienne se magnifiant avec cet état sociodémographique et de faire accroire que s'intéresser à ce devenir constitutionnel les néglige. S'y est adonné Charles Milliard, chef du PLQ, en réponse (quelque peu surfaite) au Livre bleu du PQ.

[2] « Élaboré sous le premier gouvernement de René Lévesque, dans le cadre de la Politique québécoise du développement culturel de 1978, l'objectif de la culture de convergence est non pas une juxtaposition des traditions

devenir à son tour premier ministre du Québec sous la bannière du PQ. De même, Jean Charest, aussi conservateur, a pris la tête du PLQ qui s'en est mis à n'en être plus libéral que de nom, ce qui s'est poursuivi sous Philippe Couillard. Et quand le PLQ a recommencé à importer depuis Ottawa le libéralisme fédéraliste, il a sombré dans le scandale sous Pablo Rodriguez à cause de pratiques politiques douteuses ne relevant pas tant de lui que du PLC jusqu'en le PLQ, au point que ce dernier en est venu à se reconstituer une virginité à partir du sol québécois, sous le visage de Charles Milliard. Etc. Cherchez les gauche/droite. Jusqu'à la CAQ ne les a connues que par fusion de péquistes et de libéraux, eux-mêmes ainsi en voie de transformation, au ressort d'un autonomisme à la Duplessis se débattant sur la verticale hiérarchisante de la Province face au Fédéral d'autant antifédéralistement centralisateur que trudeauiste. À travers tout cela, plus fortement minoritaires, un Québec solidaire un tant soit peu plus évidemment de gauche (mais quelle gauche, si l'éveil social jusqu'en tout individu en tout humain y est tronqué, alors qu'il peut pourtant se renouveler à partir de la Renaissance italo-ficinienne s'étant faite française, de Rabelais à Descartes et ce, jusqu'en Nouvelle-France ?) et un Parti Conservateur un tant soit peu plus de droite (en particulier dans la région de Québec où possiblement percer). Gauche/droite n'ont vraiment plus la cote, même si elles perdurent et rejaillissent encore un tant soit peu de ci, de là, ce qui permet de moins se surprendre que le Livre bleu propose une indépendance ne se réclamant ni de gauche, ni de droite, mais pour tout le monde, d'où ne plus les trouver ainsi que sur les marges jusqu'en l'Assemblée nationale du Québec. Il faut surtout prendre en compte que les masses politiques un tant soit peu imposantes et centrales en train de se constituer sont toutes ambigües (PQ, CAQ, PLQ) et que c'est entre elles, plus qu'entre les plus distinctes gauche/droite, que s'annonce s'effectuer principalement (selon les sondages) la prochaine course électorale. Mes livres publiés depuis 2022 établissent que l'enjeu n'est plus au XXI^{e} siècle entre gauche/droite, y compris si se disant ni de gauche, ni droite, mais relève de la tension entre les deux s'en orientant en deux sens inverses (lévogyre/dextrogyre) et selon que ceux-ci parviennent ou non à plus ou moins bien s'équilibrer entre eux. La biasymétrie peut être relationnellement tissante, sinon, comme en la pleine indépendance, se disjoindre en deux asymétries s'en juxtaposant.

Si le Québec est dans le Canada (*a fortiori* trudeauisé), se pose la question de la biasymétrie plus ou moins bien énantiodynamiquement fonctionnelle, ce qui ne

culturelles, mais une convergence des efforts vers la réalisation d'un projet culturel collectif. » Guillaume Rousseau, avec Francois Côté, *Vers une politique de la convergence culturelle et des valeurs québécoises*, ibidem.

peut se faire sans que se constituer socialement en se cultivant tel se constitutionnalise d'une façon québécoise d'emblée apte à se mesurer autant au parasitage trudeauiste de la Charte québécoise par lequel il a instauré sa propre Charte depuis son rapatriement unilatéral en 1982 de la Constitution de 1867, alors elle aussi biaisée pour y parvenir.

Si le Québec est indépendant, il lui faut instaurer une asymétrie distincte de celle qui s'impose et s'amplifie depuis le trudeauisme, à la façon de ce qu'en propose André Binette, certes en se démarquant de la monarchie poursuivie en héritage centralisateur fédéral si antifédéralement opérant, au profit d'une République (représentative et laïque), mais aussi en retournant les problèmes d'asymétrie instaurés par le trudeauisme depuis cette asymétrie québécoise s'en dégageant et les lui renvoyant, *a fortiori* si c'est en procédant par son propre rapatriement unilatéral de la Constitution de 1867, mais délestée de tous ses symboles monarchiques. Il faut lire la plus récente publication d'André Binette à ce propos, alors qu'il précise aussi de quelle façon peuvent s'intégrer les droits autochtones en un Québec indépendant, en s'appuyant sur le droit international déjà existant[1]. Il y est plus explicite quant au fait que l'indépendance n'est pas une simple proclamation, fût-ce constitutionnellement étayée, mais une lutte qui s'engage depuis une asymétrie s'apercevant s'instaurer à l'inverse de l'autre, à savoir la trudeauiste, à ne plus subir, mais à renvoyer toujours plus à elle-même. Si le Québec fait à son tour son propre rapatriement unilatéral de la Constitution de 1867, il se mesurerait à ce que le trudeauisme biaise en même temps qu'il parasite la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. D'où, si cela fonctionnait, l'entrechoc des asymétries. Bref, que le Québec soit dans le Canada, mais en s'y rendant plus autonome, ou qu'il soit d'emblée pleinement indépendant, resurgit en tous ces cas, le même triangle constitutionnel auquel se mesurer[2]. Même le PLQ ne peut chercher à l'éviter qu'en perpétuant subrepticement le *statu quo* trudeauiste biaisant la Constitution de 1867 et en parasitant la Charte québécoise déjà quasi constitutionnelle.

Cet évitement s'éclaire par le fait que c'est loin d'être aisément faisable et gagné, car l'article 52(1) établit que la Constitution du Canada est la loi suprême et rend inopérantes toutes les dispositions législatives incompatibles avec elle. L'article 52(1) stipule que toute loi ou disposition législative incompatible avec la Constitution est inopérante dans la mesure de son incompatibilité. Cela signifie

[1] A. Binette, La source juridique de la sécession au Canada. Les droits autochtones et l'indépendance, *L'Autr'Journal*, no 447, juin 2026, pp. 16-17.

[2] L'image à en dégager pour en nourrir l'imaginaire sociopolitique est celle du problème des trois corps bien plus que d'un dit triangle des Bermudes où s'engouffrer et disparaître.

que lorsqu'un tribunal constate qu'une loi viole la Constitution ou restreint injustement un droit garanti par la Charte, cette disposition ne peut produire d'effet juridique (R. c. Ferguson, [2008] 1 R.C.S. 96, par. 35) et doit être traitée comme nulle ou inapplicable (Ontario (Procureur général) c. G, 2020 CSC 38, par. 89)[1]. Par contre, le paragraphe 52(1) devrait être lu de concert avec le paragraphe 24(1). Le paragraphe 52(1) traite des lois qui sont incompatibles avec la Constitution, tandis que le paragraphe 24(1) prévoit des réparations à l'encontre d'un acte inconstitutionnel du gouvernement. Il y aurait donc une voie de passage, étant donné la teneur inconstitutionnelle de la trudeauiste Constitution de 1982. Que dit le PLQ face au PLC ? Bien noter le contraste par rapport aux États-Unis où la Constitution des États échappe à la Constitution fédérale, sous réserve d'incorporation par les Bills of Rights permettant aux citoyens de se défendre contre leurs États. Sinon, la Cour suprême des États-Unis et les tribunaux fédéraux des États-Unis n'ont pas de pouvoir de contrôle sur les Constitutions des États qui en sont relativement indépendants et pourtant dans le même pays. Par contre, les États-Unis trumpiens ont trouvé une voie de contournement : les droits humains ne seraient que des « droits naturels », individuels et surtout pas sociaux, et que donnés tels par Dieu, de sorte que le gouvernement ne ferait que les défendre. La trudeauiste Charte de 1982 dit-elle autre chose, hormis de faire de cette mosaïque d'individus le levier d'une mosaïque de communautés ethnoraciales et ce, jusqu'à l'ethnoracialisme, selon qui (le fédéral et tous ceux qui s'y alignent) monopolise(nt) l'accusation d'ethnoracisme, question d'abattre, surtout si au Québec, tous ceux osant rappeler que le social peut d'autant s'intégrer l'ethnoracial, au lieu de s'y faire laminer, que l'humain se sociogénère en se cultivant jusqu'en tout individu (au gré d'un sens de soi d'autant constitué d'une part acquise que d'emblée chargé du sens d'autrui) et suscite ainsi sa propre convergence culturelle (se refusant à s'assimiler autrui si important pour lui) ? Faites-en part aux Premières Nations et Inuit comme ce qu'a été, est et sera la société civile québécoise et *a fortiori* l'ouverture à celle-ci qu'entend instaurer le gouvernement québécois, même face à ce fédéraliste laminoir assimilateur.

Que Guillaume Rousseau soit élu ou non pour la CAQ dans Richmond, mais surtout s'il l'est et si le Parti Québécois (avec son Livre bleu : révisé ou non ?) est possiblement porté au pouvoir, sans parler du PLQ renaissant en tiers et contribuant avec le PQ à désintégrer en partie ce qui s'est entre-temps intégré de péquistes et fédéralistes en CAQ, j'ai bien hâte de voir et d'entendre de quelle façon (fort culturelle, de sociale jusqu'en politique) il en sera question. Guillaume

[1] Voir Chartepédia - Paragraphe 52(1) – Primauté de la Constitution.

Rousseau a tout de même retracé la forge sociohistorique de la conception de la convergence culturelle et a été l'un des principaux rédacteurs du projet caquiste de la loi constitutionnelle, même si ce projet est mort au feuilleton en juin 2026. Le point le plus crucial est que l'exigence constitutionnelle québécoise s'est accentuée ces dernières années, de même que l'interpellation, même si plus ou moins bien réussie jusqu'à présent, de la société civile, *a fortiori* de sa sociogénérative capacité l'en faisant se cultiver. Je ne puis que penser à Bodin qui, dès la Renaissance française, a réussi à conjuguer et s'intégrer les deux, sans parler de tout le conjoint essor menant *Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais. La Renaissance philosophique, d'italienne à française*, *a fortiori* du fait qu'en a surgi *Rabelais selon Montaigne. Vers la raison pure cartésienne et sa critique, de Kant au XXI^e siècle*, car les instances mentales se sont alors littérairement empersonnifiées à même la forge de la langue française qui est encore celle que nous parlons aujourd'hui. Le droit ne peut émerger et se constituer qu'à même une intellectualisation de soi émergeant avec la langue par laquelle en parler et *a fortiori* l'écrire, surtout en français. L'école et autres instances adjacentes, en puisant à la société et y contribuant d'autant en retour, constituent le vecteur social de la transmission culturelle institutionnellement privilégiée de cette intellectualisation de soi, bien avant, mais *a fortiori* si s'adonnant par surcroît au droit, jusqu'au plus constitutionnel.

Québec Solidaire, dans son manifeste d'un *Nouveau Québec libre*, tient-il compte de tout ce devenir intérieur de tout un chacun d'emblée si socialement qu'institutionnellement ancré, lorsqu'il propose de l'élire, d'écrire ensemble par une Assemblée constituante citoyenne la Constitution du Québec, de la soumettre et valider par référendum (en demandant « voulez-vous de cette constitution d'un Québec indépendant ? ») et de là, si tout cela a fonctionné, de déclarer son indépendance (comme si la question des institutions, mais surtout de leur développement jusqu'en leur intériorisation en tout un chacun se réglerait aussi du même coup, comme par enchantement) ? Le PQ pense que non et n'y aperçoit qu'un mélange de deux questions, à savoir la forme des institutions et l'indépendance, ce qui favoriserait d'autant une coalition du non. Toutefois, plus que d'un simple mélange, il s'agit plutôt, comme ici souligné, d'un processus tronqué ne prenant pas suffisamment en compte en la société civile son état d'éveil réel à son devenir humain, à savoir jamais individuel que d'emblée si social que devenant apte en tout un chacun à s'apercevoir d'autant, en sa propre trajectoire de vie, de sa propre inscription institutionnelle en covariant que de ce qui s'en intériorise ainsi, plutôt que d'en présumer, comme si ça allait d'emblée de soi. Enfin, se questionne jusqu'à quel point une tendance de gauche s'ancre vraiment

en ses propres conditions de possibilité et de là, permet plus généralement à tous de mieux et vraiment s'y éveiller et d'en prendre conscience comme d'où constituer une meilleure assise d'où agir. De fait, on retrouve en QS la même faille qu'en le PQ quant à la conception de la culture : si la culture n'est pas d'emblée, c'est-à-dire au point de départ de toute la démarche, aperçue se sociogénérer (par convergence culturelle en constituant jusqu'à présent la meilleure expression), on se retrouve dans d'incessants problèmes s'étant radicalisés depuis Kant, en s'étant distancié de ce qui s'en forge socialement pour l'exhausser dans une forme en tant que forme au ressort de l'émergence des Beaux-Arts. Le problème est que la culture, originairement sociale, ne s'énonce plus alors d'abord et avant tout telle, à savoir sociale, que comme artistique. Ainsi, même le PQ en son Livre bleu, emploie le mot culture sans l'en spécifier explicitement artistique et en ne parlant pourtant plus que du seul artistique, comme si promouvoir la culture était identiquement et seulement promouvoir l'artistique. Or, si la culture, d'abord sociogénérative, peut être artistique et que peut s'en expliciter une culture artistique, dire le mot « culture » partout où il s'agit pourtant de son expression plus spécifique et en l'occurrence artistique, crée un porte-à-faux. Il conviendrait de distinguer la culture comme telle, en tant que se sociogénérant, et la culture artistique, à savoir la culture en tant que spécifiée et surtout explicitée en sa teneur artistique, non en disant le mot « culture » et en sous-entendant qu'il s'agit de l'art. Cette difficulté n'est pas propre au PQ, car elle est largement répandue depuis Kant, mais le PQ ne s'en est pas aperçu et ne l'a pas prise en compte dans son Livre bleu. QS, lui, souligne toutes sortes de souveraineté (économique, alimentaire, culturelle et écologique) et sous le volet de la souveraineté culturelle, l'infléchit en la contextualisant surtout sous l'angle de la communication : « Dans un monde dominé par les géants du numérique et l'intelligence artificielle, nous voulons protéger le français, soutenir la création culturelle et donner toute leur place aux langues et cultures des Premières Nations et des Inuit. »[1] Or, la culture se crée d'abord comme telle, par sociogenèse, si pour se doter des contenus l'exprimant et s'en communiquant, ce qui n'équivaut pas nécessairement à la marchandiser en s'accaparant et monopolisant les principaux moyens de communication, en l'occurrence les plateformes numériques, au point de faire accroire que la culture ne serait plus rien d'autre que ce qui s'y trouve mis en scène. Dès la simple attitude face à quoi que ce soit de la nature (du sein de nous jusque tout autour), surgit la culture, là où il n'y aurait autrement que nature. De là, surgissent les habitudes, voire les habitus, au gré des us et coutumes au seuil de toute institutionnalisation,

[1] https://www.nouveauquebec.info.

comme ce dont jaillissent ensuite les règles (ou règlements), *a fortiori* si sous l'égide des lois advenant avec et depuis les antiques Cités étatisantes et se déterminant en raison pour peu que s'apercevant s'en intellectualiser, voire s'en institutionnaliser à cette fin par l'école, comme depuis le Moyen-Âge l'ayant inventée. Mais surtout depuis que la Renaissance a fait se poursuivre l'inaugurale culture (soigner, élever, se rendre le monde humainement habitable) issue des Romains par une telle conduite mentale s'intégrant d'autant au sens de soi qu'exigeant une telle, mais plus socialement pervasive institution s'articulant avec celle de la famille en la trajectoire de vie de tout un chacun. Bref, la culture est d'autant mieux artistique qu'elle évoque et s'ancre en sa sociogenèse, ce par quoi elle peut être québécoise et de langue française, et toute création plus générale de contenu, surtout si passant par des voies appropriées de communication lui permettant de s'exprimer, en est justement une généralisation pour autant que se décolonisant (en particulier de l'IA sous contrôle des plateformes numériques étatsuniennes) et s'apercevant de sous le Canada trudeauiste (d'apparence fédérale, mais si hypercentralisateur qu'unitaire), mais d'abord de sous l'AANB (faisant suite au Canada-Uni issu des Bas-Canada et Haut-Canada), du fait que le Canada laurentien n'a été au cœur de la Nouvelle-France qu'en permettant aux Français venus, puis ensuite nés au pays, de partager un tant soit peu l'autochtonie des Premières Nations (dont les Wendake, dits Hurons, auxquels le mot « Canada », signifiant « habitation », a été emprunté) et des Inuit. Le tout bien avant de s'angliciser, en particulier au gré de l'immigration le plus souvent sous contrôle anglais encore fort colonial et en impliquant tout le devenir géopoliticoéconomique en cause. Et d'abord avant la façon même de pouvoir parvenir à en parler, surtout depuis le trudeauisme. Manque cruellement une histoire non pas tant du Canada que de tous ces Canadas. Et la pire cruauté est bel et bien d'avoir confondu et assimilé le Canada-Uni en un présomptif Canada trudeauiste unitaire et d'en avoir d'autant biaisé tout l'entre-deux, à savoir le Canada de l'AANB pourtant susceptible de les articuler et surtout de sociohistoriciser le tout, d'autant qu'il a parasité la Charte québécoise. Il l'a parasité d'autant plus aisément que, depuis les années 1960, la forte émergence de l'État québécois en même temps que de l'identité québécoise s'est peut-être un peu trop facilement et conjointement accompagnée d'un abandon total de tout Canada au seul fédéral l'en centralisant toujours plus unitairement depuis Trudeau père.

Or le Canada autochtone conserve seul encore le sens de s'en rendre le pays habitable, au point de pouvoir s'en articuler autant avec l'origine romaine de la notion de la culture comportant déjà ce sens qu'avec l'exigence écosystémique

généralisée imprégnant toute notre époque. Ce sens s'est indûment estompé avec le sens du Canada laurentien qui le véhiculait encore un tant soit peu et qui est seul à avoir pu se sociogénérer en Canadien (le Français venu, puis né au pays, voire aussi appelé l'habitant, d'où *a fortiori* le surnom même des Canadiens de Montréal au hockey, à savoir les Habs –du moins pour les intimes–, etc.), bien avant tout son devenir en Canadien français et *a fortiori* en décalque du Canadien anglais qui s'est imposé toujours plus d'emblée *Canadian* jusqu'au Canadien, ce par quoi le trudeauisme se présume avoir parachevé la Conquête du Canada par la Conquête du Canadien « *as Canadian* », de sorte que cela seul est censé d'autant constitué le Canada que l'en constitutionnaliser tel, dès son « rapatriement » unilatéral de sa Constitution de 1982 sans et contre le Québec comme ce qui l'illustre.

Jusqu'aux langues constitutionnelles de 1867 n'en sont plus depuis lors jamais des langues officielles (d'apparence sociale, d'autant en tant que langue la plus maternelle que du fait d'en être française, et d'insister ainsi constitutivement sur le fait social de la langue, selon cette expression même de « langues officielles »), que tout au contraire d'abord des « official languages » d'emblée fort anglicisants, par fusion totale entre « the mother tongue as first language » (censé équivaloir un tant soit peu à la sociale et francisante langue maternelle) et « the language » (comme si l'individuel ainsi considéré dès l'enfance coïncidait si directement avec l'espèce entière qu'uniquement immédiatement et donc, sans médiation autant du social que de la langue l'exprimant d'emblée en français). Lorsque QS considère un tel Canada (si trudeauiste) comme irréformable et propose l'indépendance depuis là, s'aperçoit-il que la fort culturelle manière de parler conditionne jusqu'à toute parole que ce soit pouvant alors en être dite ? Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le fait que la Charte québécoise, quasi constitutionnelle comme l'a fait remarquer le PQ, en est une de la personne (et *a fortiori* le fait que toute la société civile s'y trouve prise entre ses teneurs civique et citoyenne) en est un autre exemple non moins important, si pour comprendre ce qui a pu se prêter à son parasitage trudeauiste et si pour pouvoir mieux s'y mesurer, voire s'en sortir, *a fortiori* si par indépendance. Il serait temps que le Québec se sonde davantage lui-même si pour donner quelque consistance à sa devise : « je me souviens… ». Est-ce se souvenir de soi et par là, de sa façon d'être, d'agir et de se situer au monde ? Sans cela, aucune Assemblée constituante ne peut guère être vraiment viable. Et ce, uniquement si c'est bien la meilleure voie, si parvenant à être suffisamment balisée, ce dont, plus que le seul PQ, le constitutionnaliste André Binette doute d'autant déjà qu'il semble en avoir retracé à travers le monde divers échecs à propos desquels il faudrait d'abord s'interroger avant de la

promouvoir et aller plus de l'avant en ce sens. Or, hormis les auteurs retraçant et mettant autant au jour qu'en relief la notion de convergence culturelle, qui d'autres ont eu assez de mémoire remontant aux débuts même de ce qui est devenu le Québec ? Ni le PQ, ni QS n'en ont fait l'assise de leur conception de la culture s'y trouvant pourtant en cause. Qu'est jusqu'à la sociohistoricité s'en déployant, si la culture même, en son mot et surtout en son sens livrant, seul, la teneur véritable de sa notion, n'est pas d'emblée considérée en sa teneur sociogénérative et ce, telle que susceptible de s'intérioriser en tout un chacun, donc en tout individu, et de l'en révéler humain, voire possiblement aussi, depuis là, humaniste, si se souciant un tant soit peu de sa capacité à s'apercevoir tel ? Comment, sans cela, se contextualiser et tirer son épingle du jeu de l'époque qui s'instaure au XXI^{e} siècle et qui est si marquée par les guerres culturelles s'en géopolitisant tous azimuts à même toute géophysique, si écosystémiquement considérée ou tout au contraire déniée soit-elle ? Qu'est la liberté si sans être sensée ? Cette problématique est si pervasive que jusqu'à l'ONU en est ébranlée. Comme cela apparaît par les diverses démarches de ces dernières années, c'est jusque-là que tend à percoler et remonter toute géopolitique constitutionnelle s'en trouvant au moins débattue, dont celle entre le Canada et le Québec, mais, comme il vient d'être signalé, aussi de l'autochtonie en cause, dès les Premières Nations et les Inuit, si l'enjeu est bel et bien un pays, mais habitable. Justement en s'y cultivant et ce, jusqu'en sa politique exigeant sa propre liberté, certes, mais sensée.

CONCLUSION

Depuis 2008, année de crise économique mondiale encore une fois partie des États-Unis comme en un étrange écho de celle de 1929[1], l'ONU paraît au bord de l'implosion : « le point le plus crucial pour l'avenir de l'ONU porte en fait sur son insertion effective dans l'architecture institutionnelle internationale et sa capacité à s'adapter aux nouveaux défis mondiaux, à gérer efficacement ce qu'un rapport au Secrétaire général du panel présidé par l'ancien Premier ministre de la Thaïlande, Anand Panyarachun, a caractérisé comme « les menaces, les défis et le

[1] Là où les ténors du capitalisme cherchent à faire accroire que ses crises sont tout ce qu'il y a de plus naturel et vont donc resurgir incessamment en exigeant de s'y faire, tout au contraire, il est archiévident que la crise de 2008 a été créée de toutes pièces par la mise au rancart des accords de Bretton Woods afin de permettre (sous Bill Clinton et à l'incitation de Greenspan alors à la FED) la fusion des banques d'épargne avec et au profit des banques d'investissement qui ont pu s'accaparer des épargnes et en faire des bras de levier démultiplicatifs outranciers au ressort de produits financiers toxiques (camouflant des dettes sous façade d'actifs) et de conjoints *subprimes* abusifs (par des prêts hypothécaires à très haut risque, bien au-delà de la valeur des immeubles) jusqu'à ce que le tout s'effondre. Bien noter : il y a dorénavant une mise à risque jusque des épargnes de monsieur et madame tout le monde avec un conjoint déploiement d'illusions plus fantaisistes les unes que les autres afin de nourrir la spéculation et créer une fébrilité inhérente à des marchés rendus d'autant volatiles que fonctionnant tous à l'anticipation, voire la simple rumeur. Jusqu'aux biens les plus essentiels sont emportés par la tourmente, dont l'insuffisance salariale pour couvrir les besoins de base (dont la tension entre alimentation et logement), le logement faisant l'objet de concentration (au point de pouvoir supporter un ratio d'appartements vides entre-temps), de rénovictions, de mises à la rue, d'itinérance accrue, etc. Grande nouveauté financière au XXI^{e} siècle : une exigence sans précédent d'avoir à réancrer le spéculatif (fort autocomplaisant et n'en voulant rien savoir) dans le réel, selon des critères permettant d'établir la valeur véritable des actifs. La lutte des classes sociales n'est plus au seul niveau du temps de travail fait salaire comme dépense à soustraire de la plus-value recherchée, mais jusqu'en les épargnes, donc la marge de manœuvre un tant soit peu autonome que la classe laborieuse a pu se constituer, voire jusqu'en tout retour sur investissement (plutôt que dépense) à y apercevoir. L'écart de richesse se creuse (avec fantasme de ruissellement du haut vers le bas), ladite classe moyenne s'estompe et la misère sociale (itinérance, etc.) s'accroît.

changement »[1]. La théorie du changement, déjà examinée lors de *One UN*, mérite attention, mais en se voulant plus résolument sensée et adaptative.

Or, le décalage est croissant entre les moyens budgétaires et la demande d'efficacité et d'influence de ses organisations. Ce décalage s'intensifie encore plus par les tensions internationales interétatiques se répercutant en son Assemblée générale, dont les États membres ont des exigences souvent contradictoires et qui, faute d'un Conseil Indépendant lui permettant de s'autonomiser un tant soit peu au point de pouvoir mieux s'en articuler, est d'autant aux prises avec les seuls aléas issus de son CPS. De celui-ci jaillissent les tensions interimpérialistes mondiales tendant à l'invalider autant de l'intérieur (par d'incessantes crises d'une nécessaire unanimité au contraire plombée par le veto de l'un ou de l'autre) qu'à l'extérieur (là même où l'ONU est censée s'inscrire dans l'architecture institutionnelle internationale s'en trouvant interétatiquement happée pour en être *a fortiori* interimpérialistement dépecée). Par-delà la Société des Nations (dont les États-Unis ne faisaient pas partie), l'ONU a réussi à ce que ses membres (dont les États-Unis) lui consacrent une partie, si minime soit-elle, de leurs ressources propres. Du moins, si elle s'en fait reconnaître.

Réformer l'ONU serait d'abord la doter d'un métabolisme propre par lequel son catabolisme, au gré de ce qui l'invalide ainsi de l'intérieur et de l'extérieur par son CPS, se concevrait dorénavant depuis son anabolisme s'instaurant avec son Conseil Indépendant dont se doter et par lequel s'en rendre un tant soit peu autonome en son Assemblée générale. Certes, la paix et la sécurité grèvent plus de 75% du budget onusien et les tensions interimpérialistes l'invalident via son CPS autant de l'intérieur que de l'extérieur. Cependant, en concevant mieux ses autres piliers axés sur le développement humain (humanitaire, durable et des droits humains), tout un ensemble de doubles actions (spécifiques et universalisables) devient possible et peut tempérer ce qui l'en plombe et l'en libérer un tant soit peu.

Herzberg a déjà signalé, par sa théorie des deux facteurs, que les facteurs de motivation sont intrinsèques au travail, liés à l'épanouissement personnel et source de satisfaction au travail (accomplissement, reconnaissance, responsabilité et nature de la tâche). Ils sont distincts des facteurs d'hygiène menant à la non-

[1] J. M. Châtaigner, Réformer l'ONU : mission impossible ?, 2008, no 126, 359–372, https://doi.org/10.3917/rfap.126.0359 : « L'architecture internationale imaginée par la Charte signée à San Francisco le 29 juin 1945 qui affirmait, d'une part, le rôle de délibération et de recommandation de l'Assemblée générale et, d'autre part, le rôle d'impulsion et de coordination du Conseil économique et social (ECOSOC) n'est qu'une vaste fiction. » L'ONU, même jusqu'en le rôle que continue à jouer non sans mal le Conseil de sécurité dans les domaines de la paix et de la sécurité, ne constitue plus un véritable lieu de décision de l'action internationale… surtout que d'emblée interétatisée et à son tour aux prises avec les tensions interimpérialistes qui, par le Conseil Permanent de Sécurité, surgissent autant de l'intérieur que de l'extérieur de l'ONU et l'en invalide ?

insatisfaction (salaire, conditions de travail, relations interpersonnelles et statut). De même, si le CPS permet au mieux à l'Assemblée générale de l'ONU de n'être pas insatisfaite, un CI peut lui permettre d'acquérir une certaine autonomie et de s'enquérir de ce qui peut la satisfaire plutôt que d'en être plus longtemps privée.

Les deux types de facteurs ne sont sans doute pas pleinement indépendants. De plus, il ne s'agit pas ici de satisfaction et d'insatisfaction en termes individuels, mais de développement humain, jamais individuel que d'emblée social, et, trop souvent faute de paix et sécurité, inhumain. Cependant, ils peuvent s'articuler en un métabolisme onusien d'ensemble parvenant à mieux s'équilibrer. Sa conception, comme toute conception, s'intègre sous le développement humain autant ce qui en est humain que ce qui en est inhumain, à la façon dont l'accélération physique peut passer de nulle, dont ne subsiste que la vélocité (vitesse avec direction), à non nulle, autant en accélération proprement dite (positive) qu'en décélération (accélération négative). Sa méthode n'en est pas tant d'incidents critiques (devenus des chocs culturels) que d'actions critiques (proactives davantage que seulement rétroactives, voire uniquement réactives), selon leur tension articulatoire d'autant constitutive entre spécificité et universalité à en tirer qu'humaine (selon un contact culturel se testant en sa diversité culturelle, en pouvant certes s'orienter vers l'individu, mais aussi vers sa teneur d'emblée sociale) et ce, d'autant que la géopoliticoéconomie en cause est apte à se repérer et s'ajuster à sa géophysique sous-jacente, si s'y validant.

Le métabolisme onusien exige certes paix et sécurité, si problématisées soient-elles en son CPS au seuil d'un incessant catabolisme à mieux circonscrire, mais exige aussi ses trois autres piliers selon un développement humain exprimant sa part d'autant anabolique que s'en trouvant lui-même mieux cerné en son métabolisme humain propre. Comme le laisse entrevoir *De l'humain à l'humaniste dans le monde*, l'humain est tellement un individu d'emblée social qu'il serait possible d'en tirer et constituer une sociologie de la transfiguration. Du moins, pour peu qu'elle soit apte à s'intégrer de façon critique l'individualisme méthodologique et à focaliser plutôt sur l'humain, individu d'emblée social, de sorte que peut se distinguer jusqu'en l'individu tout ce qui l'en rend triplement différent à lui-même en même temps qu'avec et entre les individus formant société : l'individuation (dès la si socialisante désynchronisation intra-utérine des rythmes biologiques du fœtus d'avec ceux de sa mère) sous-tend la néoténie faite individualisation (d'autant qu'en des sociétés incitant les individus les composant à reprendre à titre individuel leur propre individualité) et de là, alors et seulement alors l'individualisme, *a fortiori* de méthodologique via l'imaginaire à pansocial et

géopoliticoéconomiquement diffusé tel. Cet anabolisme risque de s'inverser avec le métabolisme humain entier, si s'y impose un catabolisme toujours plus pressurisant, de l'individualisme (hyperindividualiste jusqu'au libertarisme le plus fantaisiste ?) sur l'individualisation et ce, au point de présumer pouvoir s'imposer tel jusqu'en l'individuation. La tension entre l'UNESCO promouvant la diversité culturelle et les États-Unis marchandisant jusqu'à la culture est à considérer comme n'étant rien d'autre que cette tension humaine métabolique entre les respectifs anabolisme et catabolisme jaillissant d'autant du sein de l'individu considéré ou non en ses différences d'autant intra-individuelles avec lui-même qu'interindividuelles. Celles-ci s'exacerbent par triple devenir individuant/individualisant/individualiste abordé respectivement en deux sens totalement inverses, à savoir depuis son individuation et depuis son individualisme. Toute l'individualisation est prise à leur interface à la façon d'un Janus au fur et à mesure que se constituant comme leur entre-deux, de fait leur entre-temps inhérent au devenir en question. D'où l'importance de la théorie du changement (mais en termes d'une suite de figures sociohistoriquement retraçables et ancrables de géopolitique en géophysique) par laquelle l'ONU peut parvenir à prendre en compte ce devenir, selon un axe de développement humain (humanitaire, durable et de droits humains) mieux circonscrit au niveau du CI au profit de l'Assemblée générale s'en autonomisant un tant soit peu du CPS, voire pouvant éventuellement l'en tempérer comme la source, non moins interne qu'externe à l'ONU même, de ce qui tend autrement à l'invalider selon le sort y étant fait à la paix et à la sécurité, trop souvent par simple veto trop longtemps resté sans contrepartie. Par un CI mettant plus véritablement en travail son CPS et exigeant que les deux s'articulent en un dynamisme d'ensemble, l'ONU peut tant se réformer que se mettre à acquérir un début d'autonomie au niveau de son Assemblée générale. Du moins, tel est l'horizon de la proposition ici faite à l'ONU. À elle de voir ce qu'il en est, si elle veut l'entendre, sur l'arrière-fond d'un tact d'autant plus universellement opérant qu'il n'est pas que manuel, mais pancorporel et est le sens universel de l'âme, depuis Ficin[1]. Seule une sensibilité mieux préservée en son intégrité (de l'affectivité au sentiment, à l'émotion déjà contextualisante et jointe à l'empirie) peut faire se renouveler l'imaginaire le plus productif (la fantaisie) jusqu'au ressort d'une émergente raison en un humain entier, jamais individuel que d'emblée social, et ce, corps et âme dès ce monde où

[1] Yvan Morin, *Méditations oniriques, De la physiologie ficinienne à une émergente raison platonicienne apte à rendre ses idées représentatives*, Paris, L'Harmattan, 2025.

rendre ses propres idées le mieux représentatives possibles de la réalité, sans confusion avec leurs représentationnelles mises en scène.

D'ailleurs, dès la Renaissance italienne, en particulier ficinienne, dont a jailli plus généralement la Renaissance s'en étant diffusée à travers l'Europe, en particulier en France, dès Rabelais, mais aussi ailleurs, il a été question de ces voir et entendre fort étroitement liés avec une fantaisie faisant non plus tant s'y enliser (jusqu'à en prendre teneur de pays s'en constituant en *Fantasyland*) que s'en éveiller à la raison par laquelle se doter géopolitiquement de ses lois[1]. Du moins, avant que l'émergence tronquée de la Modernité, initialement en ledit Occident, ne la fasse oublier, *a fortiori* une fois s'étant découplée telle vers ledit Orient au XXI^e^ siècle.

L'originalité onusienne serait de se mesurer aux géopolitiques dont les idéologies, toutes partielles et partiales, réifient la réalité jusqu'en sa teneur la plus géophysique. Cela exige de s'instaurer elle-même au gré d'une géopolitique d'emblée apte à se repérer et s'ajuster à sa géophysique sous-jacente comme d'où

[1] Le sens proprement humain, jamais individuel que d'emblée social, de soi ne se forge qu'en se trouvant aussitôt tendu entre un ego fort idiosyncrasique, issu de sa fantaisie, et un ego plus intellectif qui surgit avec la raison en l'âme en s'y constituant comme son entendement et qui, lui, comme le mot « ego » partie prenante de la langue commune, vaut autant pour soi que pour autrui, donc en étant disponible à tout un chacun. Du sens de soi surgit donc la fourche egoïque d'emblée tendue entre ses forges fantaisiste et intellective et ce, selon deux sens totalement inverses, selon que s'éveillant en sa forge fantaisiste à sa forge intellective ou au contraire en s'enlisant tant en sa forge fantaisiste fort idiosyncrasique que faisant s'en enrayer et s'en braquer jusqu'en sa forge intellective. C'est cette fourche en Y qu'il s'agit de cerner autant en sa façon de se constituer que, de là, selon la voie y étant empruntée. La grande nouveauté de la voie narcissique au XXI^e^ siècle, est de ne plus seulement se noyer en sa propre image, mais de s'assimiler dès ses mœurs à ce qui s'en met en scène au point de tout y faire à son image pour mieux ne s'y noyer que tout y entraîner et tout faire s'y noyer avec soi, mais au sens d'un tel ego idiosyncrasique enrayant jusqu'à tout ego plus intellectif, au fur et à mesure que sa fantaisie par laquelle se générer tel se fait *Fantasyland*, comme l'appelle Andersen en désignant les États-Unis, d'où irradier mondialement. Bien noter que ce qui se fait à l'interne se codéploie semblablement à l'externe, ce qui est aussi très exactement le même problème au cœur du CPS d'où l'ONU s'en fait invalider autant à l'interne qu'à l'externe. Relire en ce sens toute la tension entre l'UNESCO, visant à préserver la culture en sa diversité, et les États-Unis, visant à la marchandiser, ce qui ne peut se faire que sur le modèle de l'argent qui est un équivalent général entre tous les biens échangés et donc, en laminant tout sens de soi (au cœur de toute culture) en seul ego, lui-même d'intellectif en seulement fantaisiste comme unité de mesure à généraliser telle comme équivalent général inhérent à un style dit transactionnel, mais foncièrement mercantiliste plus que capitaliste. C'est pourquoi les échanges commerciaux à établir de façon capitaliste achoppent, par ce biais mercantiliste ne sachant être que tyrannique, au sens impérialiste colonialiste. La difficulté n'est pas tant en la marchandisation de la culture qu'en cette culture même ne se voulant que purement fantaisiste comme d'où se marchandiser et pouvoir en marchandiser tout autre. Et faisant accroire qu'il ne s'agit pas de culture, mais de sa seule marchandisation, sous façade de laquelle imposer occultement la sienne. L'egocentrisme idiosyncrasique en vire carrément en ethnocentrisme, voire ethnoracisme, ce dont l'enjeu surgit en particulier face au cubain introductif de l'américain distinct de l'étatsunien. Donc, de la question de la façon dont le CI est à composer, si constitué en regard du CPS. Le processus fantaisiste donnant ses fantasmes pour le réel est partout le même, même s'il n'est pas toujours aussi cruel qu'envers Cuba. Ainsi, lors de son discours sur l'état de l'Union, Donald Trump a profité de sa tribune pour faire valoir la victoire étatsunienne au hockey aux Jeux Olympiques d'hiver en Italie à travers l'annonce d'un bingo qui culminera en la fête du 250^e^ anniversaire de la naissance des États-Unis le 4 juillet 2026 et qui comportera une carte faisant figurer le Canada comme étant devenu leur 51^e^ État. La seule constante : la confrontation perpétuelle, par chaos apte à s'entretenir lui-même. Bienvenue en *Fantasyland* faisant s'irradier panplanétairement sa propre tragi-comédie !

peut surgir l'exigence de s'assainir en son processus d'idéation jusqu'en sa logique en restant ouvert vers l'avenir et d'en faire se relativiser toutes ces idéologies qui s'opèrent en sens inverse en l'enrayant et figeant selon des orientations préconçues. Le XXIe siècle n'en opérerait plus tant un glissement de la lutte des classes sociales à la lutte des idéologies, comme l'annonçait Piketty, mais à la lutte pour s'assainir en son idéation jusqu'en sa logique et toutes les en relativiser au point de faire place à l'humain, à savoir jamais individuel que d'emblée social. Ceci ne peut se faire sans que la pensée se libère au gré d'une raison ne s'adonnant à quelque idéation jusqu'en sa logique que ce soit qu'en émergeant et s'éveillant d'autant à elle-même que de sa sous-jacente fantaisie, dont alors et seulement alors pouvoir s'en trouver impulsée plutôt que s'y enliser et s'y enrayer. Développement humain en exigence d'un tel effort engageant jusqu'à la forge du sens de soi et se contextualisant en regard des paix et sécurité dont les défaillances le rendent trop souvent inhumain. Développement humain visé par un CI s'instaurant en regard du CPS et en rendant son Assemblée générale un tant soit peu autonome.

L'ONU peut offrir une alternative au devenir mondialiste qui a fait accroire à un libéralisme panplanétaire censé favoriser l'entre-soi concentrant la richesse comme si ruisselant par surcroît d'elle-même au bénéfice de tous, ce qui a plutôt viré en libertarisme ne cherchant à la concentrer qu'à soi seul contre tous au point de s'intérioriser tel en tout un chacun jusqu'en les affections de sa fantaisie. La fantaisie en vire cruelle (en dichotomisant d'autant tout désir de ce dont jouir valant pour soi seul que vicarialisant tant toute crainte de ce qui afflige et endolorit que l'en redoutant encore plus resurgir avec et depuis son refoulement et venir hanter). La fantaisie cruelle peut s'afficher telle et autrement s'opérer plus subrepticement, en faisant se durcir les droits et libertés en si individuels qu'individualistes et en refouler d'autant toute teneur sociale en clause annexe et dérogatoire que ne cherchant plus qu'à l'instrumentaliser et manipuler, voire en tronquer tout humain d'être aussi d'emblée social, et ce, dès l'enfance. *A fortiori*, au fur et à mesure que l'enfance glisse elle-même de réelle à virtuelle, de jeu libre socialisant avec d'autres en jeu asocialisant sous façade de réseaux sociaux numériques accentuant toujours plus avec la dépendance aux écrans une tendance à voir du danger partout et même là où il n'y en a pas[1], au point d'en devenir défensif-agressif au ressort d'une telle dénaturation de la fantaisie en ses affections s'en articulant en se formant réactionnellement de façon plus cruelle

[1] Patrick Lagacé, https://www.lapresse.ca/actualites/chroniques/2026-03-28/l-enfance-reelle-l-enfance-virtuelle-2.php. La génération Z née en 1996-2012 est le point de bascule.

avant et jusqu'en toute forge de quelque pensée que ce soit[1]. Pensée n'émergeant en se stabilisant qu'avec l'âge dit de raison, puis ne se formalisant telle qu'à compter de l'adolescence. Cependant, la raison est dorénavant elle-même aux prises avec son propre tournant cynique et est d'autant tendue entre et de l'incessante crise idéologique à l'éventuelle critique pour s'en sortir au XXI[e] siècle. Faute de développement humain mieux assuré dès la forge de la fantaisie, quelque approche un tant soit peu raisonnable jusqu'en paix et sécurité reste problématique[2]. Jusqu'en CI/CPS de l'ONU. Et si des démocraties, moins égoïstes et hypocrites, en interpelaient les autocraties ?

[1] Comprenons-en bien les ressorts. Toute frustration issue du réel, qu'elle soit accidentellement ou intentionnellement provoquée, ne fait y être exposé que d'abord au gré des affections de la fantaisie, du désir (frustré) de ce dont jouir et de sa fourche au point pivot de la crainte de ce qui afflige et endolorit, selon ce qui en est suscité et qui se départage entre la tristesse (détresse, désolation…) et la rage (jusqu'à la plus forcenée et virulente en quête de destruction et d'éradication) s'en formant réactionnellement pour se l'éviter et tout au contraire la faire subir en tiers (d'où le bouc émissaire, voire le terrorisme préventif pour que ce soit l'autre et non soi qui soit en état de crainte faisant l'en redouter). Déjà problématique, tout en dérape et se radicalise encore davantage en se mettant à voir du danger partout et à tout confondre au point de mettre toujours plus le fantasme du réel pour le réel qui, ici ou là jamais pleinement refoulé, fait retour et vient hanter, ce qui suraccentue et accélère la boucle paranoïaque schizophrénante mégalomane narcissique. Ce qui est nouveau au XXI[e] siècle, c'est que le passage de ces affections de la fantaisie à à la pensée ne devient cognitif que technologiquement doté de capacités d'actions d'autant massives et sélectives qu'à l'image de l'anomisante urbanisation massive et sélective.

[2] Cette ontogenèse s'éclaire de son devenir sociohistorique en contextualisant la spécificité en ce qui s'en constitue plus universellement, voire peut l'institutionaliser et donner sens à sa trajectoire de vie. Rappelons que la fantaisie puise encore au mythe, car selon une commune imagination qui, si productrice soit-elle, reste humaine et n'est donc jamais individuelle qu'inspirée par sa teneur d'emblée sociale. Elle était indistincte du mythe, mais s'en est autonomisée, comme l'individuel en le social, et ce, en y sous-tendant une raison qui, tout en déterminant les lois de Cités étatisantes, s'aperçoit dès lors en émerger, si elle n'y sombre. Elle est tant l'assise et l'interface qu'elle médiatise tout le passage du mythe à la raison qui s'effectue depuis l'Antiquité dans le contexte de l'émergence des Cités étatisantes et, avec elles, de la géopolitique à même la géophysique. Sa médiation se cerne d'autant que jusqu'en ses affections depuis la Renaissance italo-ficinienne, *a fortiori* franco-rabelaisienne (mettant par surcroît au jour leur tension paradoxale). Elle resurgit de sous sa détermination kantienne en catégories physico-mathématiques (espace, temps et nombre) débordant pourtant sa tendance à s'en tenir aux seuls aspects plus apparents de ce qui apparaît de la réalité. Elle se réactive telle quelle au gré d'États-Unis qui se font *Fantasyland* et s'en exacerbent jusqu'à la cruauté (tronquant et sacrifiant toute réalité au profit de cette seule apparence par laquelle se mettre en scène et d'autant s'y complaire en son désir de ce dont jouir à soi seul en son ego que du même coup refouler au sein et au fond de soi, projeter et vicarialiser toute crainte de ce qui endolorit en autrui en qui s'en repaître) depuis que trumpiens, tout en intensifiant leur guerre idéologique correspondante à l'ONU en même temps que l'absurdie théiste confinant au nihilisme matérialiste. Du moins, tant que la raison s'y enraie davantage qu'elle ne s'en éveille et en émerge, donc tant qu'elle se fige ainsi idéologiquement et qu'elle réifie jusqu'au réel plutôt qu'elle ne s'assainit en toute idéation jusqu'en sa logique et ne restitue le réel au point de s'y repérer et ajuster, d'abord de tendre à le restituer et s'y valider, de géopolitique en géophysique.

Au sujet de l'auteur – Yvan Morin

Formation hybride entre éducation physique et philosophie, le tout à la frontière de sciences sociales et humaines mais avec un fort accent sur et de la motricité et du corps à la pensée.

Doctorat en philosophie de l'Université d'Ottawa: L'âme et la raison, chez Ficin et chez Descartes.

Maîtrise obtenue à l'Université de Montréal en codirection entre les départements de philosophie et d'éducation physique: Jeu, être et connaissance.

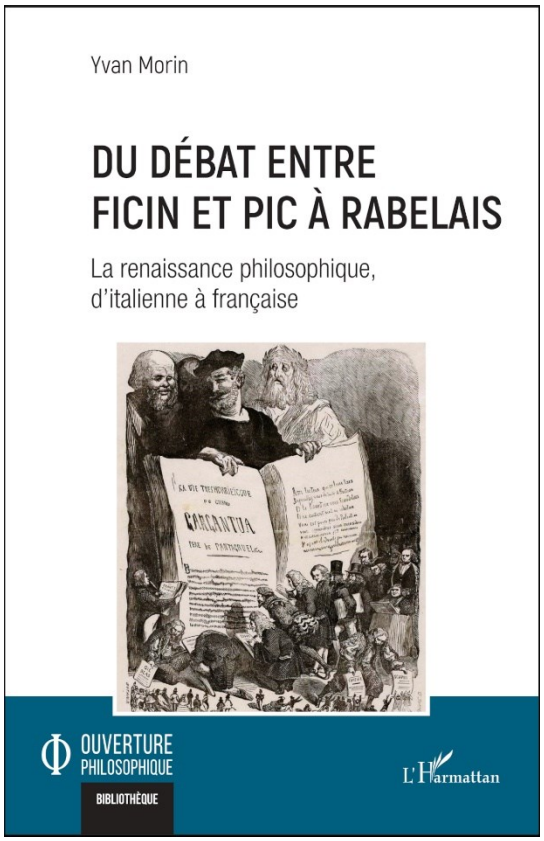
Principales publications: portant sur les Prémices Renaissantes de la Modernité, principalement sur la conception que l'humain a de lui-même et quant à sa façon de constituer alors son sens sociohistorique en s'intégrant ses apports Antique (axé sur le Cosmos et la Nature) et Médiéval (axé sur Dieu) et en se constituant ainsi en Renaissance, ce qui permet d'historiciser aussi par surcroît la Modernité dès son inauguration dite cartésienne, puis son devenir jusqu'à nos jours.

Professeur retraité (depuis 2008) du département d'éducation physique de l'Université Laurentienne, Sudbury, Ontario, Canada.

Trois pôles distincts ou combinés de tous les cours enseignés: démarche conceptuelle visant à organiser sa pensée en termes de compréhension et d'extension de toute conception en cause dès les notions de base en sciences de la motricité, histoire et société.

J'ai aussi travaillé en milieu minoritaire de l'Ontario français et contribuer à quelques publications en faisant appel à ces mêmes trois pôles et en les intégrant selon une conception sociohistoricisante apte à faire valoir une conception de l'humain comme individu d'emblée social et ce faisant, et à se mesurer d'autant à l'hégémonie qu'à l'idéologie censée la légitimer.

Du même auteur



YVAN MORIN

Du débat entre Ficin et Pic à Rabelais : La renaissance philosophique, d'italienne à française.

Éditions L'Harmattan,
Coll. « Ouverture Philosophique »

Format : 155x240mm
Nb de pages : 286
ISBN 978-2-336-60336-0
EAN13978233660336O
EAN ePub9782336603384
EAN PDF9782336603377

La Renaissance philosophique inauguralement italienne se débat entre Ficin et Pic. Les instances mentales produites s'empersonnifient littérairement au ressort de la langue française, dès Rabelais. Raison, entendement et fantaisie, mais elle-même jusqu'en ses affections au seuil de la sensibilité la plus empirique, se condensent en les figures de Gargantua, Pantagruel et Panurge, mais lui-même modulé par frère Jean, au gré de l'alchimiste, dit abstracteur de quintessence, qu'est Alcofrybas Nasier, acronyme de Françoys Rabelais. D'une massive, à la fois pervasive et surtout intensive, intertextualisation resurgit l'acte rabelaisien créateur inaugural se révélant n'advenir à soi d'autant indirectement qu'à rebours de sa nomination du monde.

De Rabelais à Descartes, la langue française se forge et perdure avec la pensée s'y empersonnifiant au ressort de toute parole, tout autobiographique récit du chemin suivi en sa vie, tout journal intime méditatif, surtout si présomptivement d'emblée si pensant que métaphysique. Rabelais resurgit et renaît à la source, d'inconsciente à consciente, de Descartes et de la Modernité.

L'approche rabelaisante s'avive tant du langage en pensée que de littéraire en philosophique.

Source : Éditions L'Harmattan.

Édition de livres (délibérations de colloques, périodiques, etc.)

Actes de la Journée du savoir (organisée par l'Acfas-Sudbury, le 24 mars 1995), Institut franco-ontarien (IFO), Sudbury, 1996

Articles (arbitrés) :

- Montgomery, C., Matte, I., Demers, S. et Morin, Y. (2010). Le stress, les mécanismes d'adaptation et l'épuisement professionnel chez les stagiaires francophones en enseignement primaire et secondaire: résultats préliminaires et validation psychométrique. *Canadian Journal of Education/Revue canadienne de l'éducation*, 33(4), 761-803.
- Montgomery, C., Moreau, A. et Morin, Y. (2008). Trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité et troubles de l'humeur chez les enfants et les adolescents: recension des écrits. *La revue québécoise de psychologie*, 29(1), 233-258.
- Morin, Y. (2007). L'émergence de l'Ontario français et de son processus identitaire: au seuil des luttes scolaires, 1904-1910. Dans Y. Herry et C. Mougeot, *Recherche en éducation en milieu minoritaire francophone*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 16-23.
- Morin, Yvan. Le rapport à la causa sui: de Plotin à Descartes par la médiation du débat entre Ficin et Pic. In *Renaissance et Réforme*, 2002, XXVI (2), 43-71. (n.b.: dans les faits, publié en 2004)
- Morin, Yvan. Les Trois Grâces dans le Commento: la réaction initiale de Pic à Ficin, dans *Revue philosophique de Louvain*, 2003, tome 101 (3), 383-412.
- Duquette, Georges et Morin, Yvan. « Double minorisation et hégémonie interne en milieu minoritaire: le cas des institutions scolaires en Ontario français ». In H. Duchesne, (dir.) *Recherches en éducation francophone en milieu minoritaire: regards croisés sur une réalité mouvante*. Winnipeg, Regroupement pour l'étude de l'éducation francophone en milieu minoritaire, Presses universitaires de Saint-Boniface, 2003. *n.b. : S'en est suivi :*
    - Duquette, G., Morin, Y. & Alem, J. (mai 2007). *Le profil des professionnelles et des professionnels de l'enseignement en milieu minoritaire de l'Ontario français*. Rapport de recherche. Université Laurentienne.

- Morin, Y. & Alem, J. (décembre 2007). *Le profil des professionnelles et des professionnels de l'enseignement en milieu minoritaire de l'Ontario français*. Rapport révisé et plus élaboré. Déposé à la Bibliothèque de l'Université Laurentienne

- Morin, Yvan. La Renaissance philosophique: entre immanence et transcendance, dans *Renaissance et Réforme*, vol. XXIV, numéro 1, hiver 2000, p. 57-87.
- Morin, Yvan. « Le problème de la conception de l'éducation physique et de son objet », dans *STAPS*, 39, février 1996: 39-53
- Morin, Yvan. « Il me semble que je vois: l'énoncé cartésien et la lecture qu'en fait Michel Henry », dans *Laval théologique et philosophique*, 51, 3 (octobre 1995): 529-539.
- Morin, Yvan. « Christianisme, métaphysique et épistémologie chez Marsile Ficin », *Renaissance et Réforme*, vol. XIX, n° 3, été 1995: 63-77.
- Morin, Yvan. « Une double aperception affective et rationnelle de l'homme symbolisant », *Philosophiques*, vol. XXI, n° 1, printemps 1994: 77-105
- Morin, Yvan. « L'affectivité dans l'éducation: une critique du statut accordé par Kant à la représentation », *Carrefour*, vol. 15, n° 2, 1993: 55-83.

Autres publications

1. Morin, Yvan, La singularité numérique comme voie de lecture du Tableau périodique. Avec Appendice: Bref Aperçu des Expansions Planaires numériques (version de 65 pages), sur le site LISULF.Quebec. DeuxpointsduQb, er.uqam.ca/nobel/c3410/DeuxpointsduQb14XI2014, 2015.
2. Morin, Yvan. Conceptions du mouvement, de l'exercice et du jeu depuis Ficin. In *Athletes and Athletics in the Early Modern Era / Le sport et les athlètes au seuil de l'ère moderne*, Proceedings of the Conference, Toronto, June 19-21, 2004 / Actes du Colloque, Toronto, 19-21 juin 2004, Edited by / réunis par John McClelland and Brian Merrilees, Essays and Studies Series, Toronto: Centre for Reformation and Renaissance Studies, 2006 (publié en 2009).
3. Morin, Yvan, « L'introduction kantienne de la représentation dans la perception », dans *La métaphysique: son histoire, sa critique, ses enjeux*. Actes du XXVII[e] Congrès de l'Association des Sociétés de Philosophie de Langue Française, Québec, Université Laval, 18-22 août 1998, Éditeur:

Librairie philosophique J. Vrin (Paris) et Les Presses de l'Université Laval (Québec), 2000: 437-443.

4. Morin, Yvan, « La position méthodologique instaurée par le malin génie et le double usage des choses sensibles », dans *L'esprit cartésien*. Actes du XXVI[e] Congrès de l'Association des Sociétés de Philosophie de Langue Française, Paris, 30 août-3 septembre 1996. Éditeur: Librairie philosophique J. Vrin (Paris), 2000: 651-654.
5. Morin, Yvan, « La subjectivité et son individuation par le corps séparé, spirituellement effectif et vivant: Descartes, Hegel et Merleau-Ponty », dans M. Vadée (préparé par), *La vie et la mort*, Actes du XXIV[e] Congrès international de l'Association des Sociétés de Philosophie de Langue Française, Poitiers, 27-30 août 1992, Éditeur: Société Poitevine de Philosophie, Poitiers, 1996: 427-429.
6. Morin, Yvan, « 'Play' has become a challenger of the competitive nature of sport ». In *Thinking About Values...* Edited by Noël Simard. University of Sudbury Ethics Project. 1999: 32-34 (first published in the Sudbury Star, June 1998)
7. Morin, Yvan. Vers une interrelation éducative entre la subjectivité et la vie commune en la culture motrice, In L. Rousseau & Y. Gauthier (sous la direction de), *Actes de la 6[e] Journée du savoir de l'Acfas-Sudbury*, 19 mars 1999, parus en avril 2000, 123-186.

Comptes rendus

1. Morin, Yvan. Compte rendu du livre suivant: Michel Bellefleur. *Le loisir contemporain. Essai de philosophie sociale*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2002. Dans *Loisir et société*, 2005, vol. 28, n° 1, 341-344.
2. Schinke, Robert J. and Morin, Y. Review of the book of Andrew C. Sparkes. *Telling Tales in Sport and Physical Activity. A Qualitative Journey*. Champaign, IL: Human Kinetics, 2002, 249 pages. In *Avante*, 2003.
3. Morin, Yvan. Compte rendu de [Marsile FICIN, *Les trois livres de la vie*. Traduit en français par Guy Le Fèvre de la Boderie et révisé par Thierry Gontier. Paris, Librairie Arthème Fayard (coll. « Corpus des œuvres de philosophie en langue française »), 2000, 276 p.] *Laval théologique et philosophique*, 58(2), 403-404. https://doi.org/10.7202/000401ar.

4. Morin, Yvan. Compte rendu (paru dans *Dialogue*, vol. XXXVI, n° 2 Printemps 1997, 422-425) du livre suivant: Valcke, Louis et Galibois, Roland, *Le périple intellectuel de Jean Pic de la Mirandole, suivi du Discours de la dignité humaine et du traité L'être et l'un*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1994, xxiii+353 pp.
5. Morin, Yvan (1996-97): une dizaine de notices bibliographiques pour le DEOF (Dictionnaire des Écrits de l'Ontario Français), dans la section Philosophie

Fondation littéraire Fleur de Lys

Édition écologique

L'édition en ligne sur Internet contribue à la protection de la forêt parce qu'elle économise le papier.

Nos livres papier sont imprimés à la demande, c'est-à-dire un exemplaire à la fois suivant la demande expresse de chaque lecteur, contrairement à l'édition traditionnelle qui doit imprimer un grand nombre d'exemplaires et les pilonner lorsque le livre ne se vend pas. Avec l'impression à la demande, il n'y a aucun gaspillage de papier.

Nos exemplaires numériques sont offerts sous la forme de fichiers PDF. Ils ne requièrent donc aucun papier. Le lecteur peut lire son exemplaire à l'écran ou imprimer uniquement les pages de son choix.

Achevé en

Juillet 2026

Édition et composition

Fondation littéraire Fleur de Lys inc.

Adresse électronique

contact@manuscritdepot.com

Site Internet

www.manuscritdepot.com

Imprimé à la demande (PDF) au Québec à compter de

Juillet 2026

YVAN MORIN

Réformer l'ONU ?

Une géopolitique d'autant apte à s'humaniser qu'à se référer
et s'ajuster à sa géophysique,
dont le cas de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise

Le présent livre examine la Réforme de l'ONU en cours sous un angle géopolitique apte à se référer et s'ajuster à sa géophysique sous-jacente, si pour pouvoir se mesurer aux idéologies cherchant à légitimer de façon si partielle et partiale des hégémonies géopolitiques qu'à tout au contraire réifier jusqu'à cette géophysique.

Il propose à l'Assemblée générale de l'ONU de constituer un Conseil Indépendant de son Conseil Permanent de Sécurité pour en être conseillée et en devenir autonome.

Selon une conception de l'humain qui n'est jamais individuel que d'emblée social, il s'agit de se mesurer et s'éveiller de sa propre fantaisie (imagination productrice) aux prises avec ses affections (désir de ce dont jouir et crainte de ce qui afflige et endolorit), par des doubles actions spécifiques et universalisables. S'instaure une problématique critériante quant à la façon d'effectuer le choix de représentants aptes à cibler de tels cas spécifiques, mais du même coup à les considérer avec et parmi d'autres selon des traits communs permettant d'en dégager d'emblée l'universalité. Par contre, s'adonner à sa seule fantaisie au point d'en biaiser les affections (par désir de ce dont jouir pour soi seul au point de se repaître de faire porter tout entier à autrui toute crainte de ce qui afflige), tout au contraire lamine tout jugement universel en jugement purement circonstanciel lors duquel s'imposer et d'où l'infléchir à son seul profit, fusse cruel, au point d'enrayer toute idéation jusqu'en sa logique et l'en figer par idéologie correspondante, surtout si terrorisante.

S'y conjugue une liste d'autres doubles actions possibles. Toutes visent une intégration sous le Conseil Indépendant et dans l'axe du développement humain de trois piliers de l'ONU, à savoir l'humanitaire, le développement durable et les droits humains, jamais individuels que d'emblée sociaux, autant en regard que distinctement du Conseil Permanent de Sécurité (et du Conseil de Sécurité plus large) s'occupant principalement de son quatrième pilier, à savoir paix et sécurité.

Trop souvent, ce Conseil Permanent de Sécurité noyaute l'ONU par un droit de veto, surtout issu de trois de ses États membres (États-Unis, Russie et Chine) qui sont aussi à la source des principales tensions interimpérialistes panplanétaires et qui en invalident l'ONU autant de l'intérieur que de l'extérieur. Le Conseil Indépendant en constituerait un contrepouvoir et permettrait à l'Assemblée générale de s'en autonomiser un tant soit peu, en plus d'instaurer un métabolisme onusien d'ensemble mieux apte à s'équilibrer entre son anabolisme (par le développement humain) et son catabolisme (par ses paix et sécurité censées en créer les conditions de possibilité, mais au contraire si souvent défaillantes qu'au point de l'en miner).

Un dossier fait état du cas de la géopolitique constitutionnelle canadienne et québécoise qui est en train de percoler et de remonter de-ci, de-là, à l'ONU.

Fondation littéraire Fleur de Lys
Collection Le peuple en écriture
Pionnier québécois de l'édition en ligne – Depuis 2003
https://manuscritdepot.com/ https://livrequebec.com/
ISBN 978-2-89612-673-6